



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries octobre 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2013

CAUSERIE

Les articles de presse et les causeries de septembre sont disponibles au format pdf (Adobe Reader). Apparemment Adobe n'a pas mis sa menace à exécution et je continue d'utiliser Acrobat. Par contre j'ai de nouveaux soucis avec ma connexion Internet qui devient lente n'importe quand. Je mettrai en ligne une vingtaine d'articles ce soir.

La forme revient, mais la présence de mon épouse perturbe mon travail. Je ne suis pas satisfait des dernières causeries.

Juste un mot et on y reviendra plus tard plus en détail, il n'y a pas de changement de stratégie de la part des Américains, seulement un changement tactique, ce qu'ils ne pourront pas réaliser par la force ou la guerre, ils l'obtiendront par la voie politique sur le dos de tous les peuples, y compris syrien et iranien.

Leur objectif demeure l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière, il suffira de garantir la satisfaction des besoins de la classe dominante des Etats sur lesquels les Américains ne peuvent pas étendre leur domination politique pour qu'ils acceptent de rejoindre des structures supranationales qu'ils contrôleront ensemble et le tour sera joué.

Il ne faut pas se leurrer sur la nature des Etats russe, chinois, iranien ou syrien qui finalement ont tout intérêt à s'entendre ou à s'associer aux Américains et aux Européens pour assurer la pérennité du pouvoir de leur classe dominante qui dépend ou coïncide avec celle du capitalisme sous une forme ou une autre. Cela dit la guerre économique qu'ils se livrent va continuer et rien ne dit que cette alliance politique ou plutôt ce compromis fragile ne volera pas en éclats, notamment sous les effets de la lutte des classes. A suivre.

Note de lecture

D. Gluckstein a eu raison d'écrire (Informations ouvrières n°270, éditorial) :

- *"C'est prendre une grave responsabilité que de vouloir enfermer les revendications ouvrières dans la subordination à un gouvernement qu'on nous présente comme « différent », puisque « de gauche », alors que, chacun le constate, il se contente de continuer, en pire, la politique de Sarkozy dans le cadre fixé par la Banque centrale européenne et le FMI."*

Alors il faut aller jusqu'au bout et caractériser ce gouvernement, caractériser politiquement le PS comme un ennemi des travailleurs, un parti de l'ordre bis ou le supplétif du parti de l'ordre officiel, l'UMP, il tient le rôle de l'UMP quand celui-ci n'est plus à même de le remplir. Il faut rompre avec ce parti social-libéral-impérialiste, avec Hollande et son gouvernement.

Est-ce bien cela qu'il a voulu dire ? Vérifions-le, il a écrit ensuite:

- "*Seule l'indépendance politique de la classe ouvrière, refusant toute subordination à ce gouvernement aux ordres du capital financier, et se libérant du carcan de l'Union européenne, ouvrira la voie à une solution conforme à la démocratie et aux besoins de l'immense majorité.*"

Mais comment aider à préserver "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*" en légitimant Hollande, en s'adressant à lui par voie de pétition comme s'il pouvait servir les intérêts des travailleurs et n'était pas "*aux ordres du capital financier*", de l'Union européenne, ne serait-ce pas colporter les pires illusions dans le Bonaparte de service, les institutions, ce qu'elles représentent justement, au lieu d'aider les masses à "*trouver la la voie à une solution conforme (...) aux besoins de l'immense majorité*" qui passe par la rupture avec les institutions de la Ve République et ses partis ?

Qu'a-t-il voulu dire en écrivant plus haut :

- "*En France comme dans toute l'Europe, n'est-ce pas ce consensus qui, voulant tout sacrifier au « sauvetage de l'euro », menace d'effondrement les fondements de la démocratie ?*", sinon qu'il refuse de rompre avec le PS et Hollande, car au lieu de regretter ce consensus, il devrait plutôt expliquer qu'il est conforme à la nature du PS qui ne fait là que remplir son rôle de parti de l'ordre, condition pour que "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*" puisse s'affirmer. De très nombreux travailleurs le pressentent, alors au lieu de conforter leur perception du PS qui est correcte mais insuffisante, pourquoi adopter un comportement qui consiste à les jeter dans les bras du PS ou à réintroduire dans leur tête un doute sur ce parti ?

Ne serait-ce pas parce que le mouvement ouvrier est à la remorque du PS et du PCF que "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*" demeure un voeu pieux, une chimère ? Le PS et du PCF n'incarnent-ils pas l'antithèse de "*l'indépendance politique de la classe ouvrière*", de la démocratie, n'incarnent-ils pas tous les efforts entrepris par la classe dominante pour interdire au prolétariat de trouver "*la voie à une solution*" politique à la crise du capitalisme ?

L'incapacité des masses à trouver "*la voie à une solution*" politique à la crise du capitalisme n'aurait-elle rien à voir avec son incapacité à affirmer son "*l'indépendance politique*" ou l'inverse, ne serait-ce pas l'absence d'indépendance politique de la classe ouvrière qui serait à l'origine de son incapacité à trouver la voie à une solution politique conforme à ses besoins ?

Qu'est-ce que vient faire ici le consensus entre le PS et l'UMP, en quoi les masses devraient-elles le regretter, en quoi devrait-elle s'impliquer pour l'empêcher, ne vaut-il pas mieux que le PS se démasque ou avance démasqué ? Gluckstein le regrette-t-il ? Pourquoi ? Que craint-il ? Il dit craindre l'effondrement des "*fondements de la démocratie*", mais ne sont-ils pas le produit de la division de la société en classes aux intérêts antagoniques, ne prennent-ils pas racine dans les inégalités qui sont à l'origine du capitalisme et de son effondrement, cette démocratie qui a un caractère de classe il faut le préciser, n'est-elle pas une imposture, un simple vernis qui jusqu'à présent a permis d'assurer la stabilité des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, la survie du régime, l'effondrement des "*fondements de la démocratie*" ne coïnciderait-il pas avec l'effondrement du capitalisme que nous devrions attendre, encourager, espérer ardemment au lieu de le craindre pour en finir une fois pour toute avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, peut-on imaginer un seul instant que les masses trouveront "*la voie à une solution*" politique à la crise du capitalisme si on ne les prépare pas à affronter cette situation, si on cherche à l'éviter, il faudrait qu'il nous dise ce qu'il veut vraiment s'il le sait ou pour quel objectif politique il combat. J'aurais tendance à dire qu'il craint l'affrontement entre les classes.

Pour notre part, nous nous félicitons du consensus PS-UMP, il est dans l'ordre des choses, surtout qu'ils ne changent rien, c'est parfait, les choses seront plus claires dans la tête de tous les travailleurs, c'est bien aussi notre objectif n'est-ce pas ? Les travailleurs doivent savoir qu'il n'existera aucune solution politique conforme à leurs intérêts incluant le PS, le PCF et leurs satellites respectifs, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes et le parti qu'ils doivent contruire. Ce n'est pas la voie adoptée par le POI, cette voie est rejetée par tous les partis, donc nous sommes dans une impasse politique et nous allons y rester, pour le pire uniquement il ne faut pas se leurrer, jusqu'à quand, nul ne le sait.

Il arrive dans la vie qu'on se retrouve confronté à ce genre de situations qui peuvent être résolues en se posant des questions ouvertes ou fermées, questions fermées auxquelles on répond par oui ou par non, il faut trancher et on n'a pas le choix, la décision est brutale, questions ouvertes qui laissent entrevoir des perspectives qui peuvent varier en fonction de l'évolution du cours des choses, on peut louvoyer, on dispose d'une marge de manoeuvre, là dans le cas présent nous sommes face à une question fermée, rompre ou ne pas rompre avec le PS (et du PCF) et la caractérisation politique erronée qu'on en donne, avec l'interprétation du rôle qu'on lui prête qui est fausse, qui fausse notre perception de la situation, des institutions, des rapports entre les partis, les classes, notre conception de la lutte des classes, notre intervention dans la lutte des classes, notre intervention auprès des travailleurs, la perception qu'on en a, l'impasse politique qui en découle se traduit ou se répercute à tous les niveaux, voilà selon nous ce qui explique en grande partie pourquoi nous en sommes là aujourd'hui.

Gluckstein, parce qu'il craint l'effondrement des "*fondements de la démocratie*" il s'adresse à Hollande qui devrait en être le sauveur, il craint l'effondrement du capitalisme qui en est le pendant parce qu'il se rend bien compte que nous ne sommes pas prêts,

les travailleurs ne sont pas prêts à affronter cette situation, ce qu'il ne comprend pas apparemment c'est que cette situation qui conduit à la putréfaction de tous les rapports sociaux (comme aux Etats-Unis) est en train de se produire sous nos yeux depuis plusieurs décennies, pas d'un seul coup brutal comme ce fut le cas autrefois mais étape par étape, couche par couche, secteur par secteur, pan par pan tous nos droits sociaux et politiques sont en train d'être liquidés les uns après les autres. En Grèce ou au Portugal déjà la situation des travailleurs est comparable à celle qui accompagne traditionnellement chaque dépression, leurs salaires sont réduits de 25 à 50% et une grande partie de leurs acquis ou droits sociaux sont partis en fumée, ils sont retournés 30, 40 ans en arrière ou davantage encore, tandis que la démocratie est muselée, pour ainsi dire inexistante, ils peuvent descendre dans la rue par centaines de milliers ou millions dans la rue autant de fois qu'ils veulent cela ne change absolument rien, ne sert strictement à rien, le rouleau compresseur du néolibéralisme écrase tout sur son passage et progresse...

L'amélioration des conditions de la classe ouvrière au cours de la seconde moitié du XXe siècle a tellement été ancrée dans le cadre du capitalisme et ses institutions politiques que les travailleurs sont incapables d'entrevoir une issue politique au-delà du capitalisme, sur leur propre terrain de classe, ils vouent littéralement un culte au capitalisme, car tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, toute issue politique qu'on leur propose qui ne se situe pas dans ce cadre ou en rupture avec le capitalisme leur paraît farfelue, dangereuse, incohérente, ils considèrent toujours que le capitalisme est synonyme de progrès ou de réformes sociales progressistes. La faute à qui, sinon au mouvement ouvrier qui n'a pas mené son combat dans la perspective du socialisme ou qui a abandonné cette perspective et s'est adapté au capitalisme.

Au cours de la lutte de classes, seule une minorité de travailleurs se sont organisés et mobilisés tandis que l'ensemble bénéficiaient du produit de leurs luttes, ce sont ceux-là qui tirent aujourd'hui la classe en arrière tandis que son avant-garde ne comprend pas que l'époque où il suffisait de poser une revendication et que quelques dizaines ou centaines de milliers de travailleurs se mobilisent pour qu'elle aboutisse est définitivement révolue, les couches supérieures ou privilégiées du prolétariat se satisfont de leur situation et ne se mobilisent que sur un plan strictement corporatiste pour défendre leurs acquis, les autres couches sont peu ou pas organisées et ne se mobilisent pas ou alors en désespoir de cause quand elles se retrouvent acculées le dos au mur ou vouées au chômage, dans les deux cas, dans tous les cas quelle que soit l'évolution de leur situation ou le sort qui leur est réservé ils le doivent au capitalisme plus qu'à la prise de conscience d'appartenir à une classe qui a une tâche historique à accomplir, puisqu'ils sont incapables d'envisager leur avenir autrement que sous un régime capitaliste, pour eux le socialisme n'est même pas une utopie, il ne veut absolument rien dire, ils en ignorent tout.

Ce qui peut paraître incroyable, c'est que des dirigeants se soient laissé aller à marcher dans cette combine, alors qu'ils savaient ou devaient savoir que tout ce que les capitalistes concédaient aux travailleurs d'une main un jour, ils leur reprendraient de l'autre le moment venu ou à la première occasion, chacun savait que la phase ascendante du capitalisme était achevée depuis le début du XXe siècle et que le stade (suivant) de l'impérialisme coïncidait avec l'entrée dans sa phase descendante qui devait le conduire au chaos et ramener l'humanité au stade de la barbarie, que dans ces conditions aucune réforme sociale ou politique n'était acquise définitivement et que pour cette raison on ne pouvait ou plutôt, on ne devait à aucun prix les concevoir autrement que dans la perspective de la liquidation du capitalisme avant qu'il prenne les devants et revienne sur ces concessions ou ces acquis de la lutte des classes, qu'il valait mieux plus de défaites ou que la condition ouvrière s'améliore plus lentement mais sur des bases saines, c'est-à-dire accompagnée d'une progression de la conscience politique des masses liée à l'idéal du socialisme, de manière à aborder la prochaine crise du capitalisme dans les meilleures conditions possibles, à y préparer les masses...

Evidemment il n'était pas question de compter sur le PS ou le PCF pour adopter cette stratégie puisqu'ils étaient totalement inféodés au capitalisme, c'était à l'avant-garde de s'en saisir tout en construisant le parti, sauf qu'elle a préféré adopter une stratégie de front unique en direction de ces partis qui s'est traduite par la politique qu'on a décrite plus haut, purement trade-unioniste ou réformiste bourgeoise compatible avec celle du PS et du PCF (et des appareils des syndicats), conforme au mouvement spontané des masses qui faisait la part belle à leurs illusions au détriment de l'élévation de leur niveau de conscience politique ou du socialisme qui passait complètement à la trappe, vous connaissez la suite.

On continuera une autre fois.

[Le chiffre du jour. 395,7 milliards de dollars.](#)

C'est la gigantesque somme dépensée à ce jour par le gouvernement américain consacrée au F-35 Lightning II confiées au géant de l'aéronautique Lockheed Martin et cinq de ses principaux sous-traitants Northrop Grumman, BAE Systems, L-3 communications, Honeywell et United Technologies, l'avion de combat qui doit remplacer une grande partie de la flotte américaine et dont le coût dépasse de 70 % le budget initial attribué en 2001.

L'Inspection générale du Pentagone a recensé 343 problèmes liés à la conception et à la réalisation du F-35 Lightning II dans un document rendu public lundi 30 septembre, sans compter le retard pris dans la mise en service de l'appareil repoussée au mieux en 2016. (source : Le Monde 01.10)

[Quand l'opium du peuple a comme une odeur de gaz...](#)

- Taxe à 75%: le cadeau à 24 millions d'euros du gouvernement au PSG - slate.fr

Le gouvernement vient de mettre en place un véritable bouclier fiscal pour les quelques clubs les plus riches, au premier rang desquels le PSG. S'ils devront bien payer 75% d'impôts sur la part des revenus annuels supérieure à un million d'euros de leurs joueurs et entraîneurs, cette contribution sera plafonnée à 5% de leur chiffre d'affaires.

Pour le PSG, qui devrait réaliser 393 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013, il s'agit ni plus ni moins d'une économie de 24 millions d'euros.

L'idée de taxer à 75% la part des revenus supérieure à 1 million d'euros avait été annoncée en direct à la télévision par François Hollande pendant la présidentielle 2012, devenant l'une des mesures les plus débattues de la campagne.

Une nouvelle version à laquelle la Ligue de football professionnel (LFP) avait immédiatement réagi par la voix de son président, Frédéric Thiriez, qui avait estimé que le gouvernement allait «étrangler» les clubs de football français, déjà en difficulté financière pour beaucoup. Selon lui, le coût de la nouvelle taxation allait s'élever à 82 millions d'euros pour les clubs de L1.

Il faut dire que les clubs de football sont particulièrement touchés: selon un document interne de la LFP que nous nous sommes procurés, 114 joueurs ou entraîneurs de Ligue 1 ont un salaire annuel supérieur à 1 million d'euros, soit plus de 10% de l'ensemble des dirigeants et salariés que le gouvernement pense toucher avec la taxe (environ 1.000 personnes selon Bercy).

Le gouvernement a donc décidé d'aménager un plafonnement, geste ouvertement adressé aux clubs de foot, même si Valérie Fourneyron et son collègue ministre de l'Economie Pierre Moscovici ont tous deux pris soin de préciser, pour ne pas faire de jaloux, qu'il s'appliquera bien à toutes les entreprises et pas seulement au secteur du football. Résultat: les clubs de L1 devraient payer un total de 44 millions d'euros en vertu de la taxe sur les très hauts revenus, contre plus de 80 millions initialement prévus.

Reprenons le calcul. Le PSG a une masse salariale estimée à 171 millions d'euros pour la saison 2013-2014, selon le même document interne de la LFP.

L'application de la taxe à 75% sur les 21 salariés (joueurs et entraîneur) concernés de son effectif aurait dû lui coûter 43,5 millions d'euros d'impôts (Les Echos avaient d'ailleurs fait le même calcul en avril dernier). Il aurait par exemple eu à payer 10,5 millions d'euros pour Zlatan Ibrahimovic, qui vient de signer un nouveau contrat avec un salaire net de 15 millions d'euros annuels.

Grâce au plafonnement aménagé spécialement pour les clubs de football, le club ne devra s'acquitter finalement que de l'équivalent de 5% de son chiffre d'affaires, soit 19,5 millions d'euros. Il vient donc d'économiser 24 millions d'euros, soit un peu plus que le budget des plus petits clubs de L1 (Bastia, Ajaccio et Guingamp).

Au final, seuls six clubs de L1 bénéficieront de ce rabais selon les calculs de la LFP. Le PSG (-55%), Lyon (-57%) et Marseille (-60%) obtiennent la meilleure baisse d'impôt, tandis que Lille et Rennes (-37% chacun) et dans une moindre mesure Bordeaux (-18%) voient aussi leur situation s'améliorer. Le PSG réalise à lui tout seul 56% des 43 millions d'euros d'économies effectuées par tous les clubs de Ligue 1 concernés par le plafonnement. smate.fr 30.09

Il précise que l'AS Monaco n'est pas concerné puisqu'enregistré fiscalement à Monaco, un paradis fiscal !

ACTUALITÉ DU JOUR

Girouette sans direction.

Les électeurs portugais ont sévèrement sanctionné le Parti social-démocrate (PSD, droite) au pouvoir en raison de sa politique d'austérité, selon les premiers résultats partiels du scrutin municipal de dimanche.

Selon des résultats encore très partiels au niveau national, le Parti socialiste obtient nettement plus de 40%, alors que les sondages lui octroyaient 38%.

Le plan d'aide de 78 milliards d'euros accordé par le Fonds monétaire international et l'Union européenne a été accordé au Portugal en 2011 alors que les socialistes dirigeaient le pays, mais c'est le gouvernement PSD qui a dû appliquer les coupes budgétaires et hausses d'impôts réclamées par les créanciers internationaux. AFP 30.09

Ne cherchez pas une logique ou une quelconque trade de conscience politique dans les résultats de ces élections car il n'y en a pas, les travailleurs portugais se sont certes massivement abstenus ou ont voté blanc, on ne dispose toujours pas des chiffres définitifs, 41% s'étaient abstenus en 2009, notons simplement qu'une majorité d'entre eux qui avaient voté PSD en 2009 ont voté Parti socialiste en 2013, alors que c'est le Parti socialiste qui avait "négocié" avec le FMI et l'UE le plan d'austérité dont ils sont victimes quand il était au pouvoir en 2011.

C'est fou le nombre de travailleurs qui choisissent d'aller mourir au Qatar !

276 travailleurs népalais sur 370.000 sont morts en 2012 au Qatar, dont 75% de *"mort naturelle"* ! Il faut préciser que les Népalais (ou les Indiens) qui partent travailler au Qatar sont généralement jeunes et tous doivent être en bonne santé et en état de travailler, cela va de soi.

- Mondial de foot: le Qatar dément les accusations d'esclavagisme - AFP

Le coordinateur de la communauté népalaise au Moyen Orient, Narinra Bad, a affirmé qu'en 2013, 151 Népalais étaient décédés au Qatar, *"dont 15 sur leur lieu de travail"*. Le reste, selon lui, sont décédés de mort naturelle ou dans des accidents de la route ou autres.

"Pour toute l'année 2012, le nombre de morts parmi les Népalais au Qatar était de 276, dont 55, soit vingt pour cent, sont décédés sur leur lieu de travail", a-t-il ajouté.

Il a affirmé que la situation des ouvriers népalais au Qatar était *"similaire à leur situation dans les autres pays du Golfe"*.

"Nous ne pouvons pas dire que les conditions de travail sont exemplaires, et les Népalais font face à des défis pour ce qui est du logement, des visas et des salaires", a-t-il reconnu.

Dans la plupart des pays du Golfe, les ouvriers expatriés vivent dans des cités dortoirs, touchent des salaires assez bas et travaillent plusieurs mois de l'année dans des conditions climatiques extrêmes.

Une délégation internationale de syndicalistes se rendra le 7 octobre au Qatar pour *"constater les conditions de travail des migrants"*, avait indiqué vendredi à l'AFP un des futurs participants à cette visite, Gilles Letort, de la Fédération nationale CGT des salariés de la construction. AFP 30.09

Ils vont envoyer au Qatar une délégation de pieds nickelés qu'ils vont balader...

Le PASOK mise sur le soutien du parti néonazi Aube dorée aux institutions.

"Les scénarios sur des élections anticipées sont inexistants, ce serait dangereux pour l'économie et la stabilité politique et sociale du pays", a dit M. Vénizélos (PASOK), vice-président du gouvernement et ministre des Affaires étrangères.

"Personne ne peut provoquer une crise parlementaire", a ajouté M. Vénizélos en soulignant qu'il ne croyait pas que les députés d'Aube dorée *"allaient oser démissionner"*.

A la suite d'un rapport du ministre de l'Ordre public, Nikos Dendias, selon lequel l'action d'Aube dorée *"mine l'État de droit et porte atteinte aux droits de l'Homme, à la sécurité nationale et à la tradition démocratique"*, une vaste enquête judiciaire est en cours depuis la semaine dernière.

"Le gouvernement a la volonté de surmonter non seulement la crise mais aussi la crise des valeurs en Grèce", a affirmé M. Vénizélos tout en déplorant *"le retard pris"* par les autorités d'agir contre cette formation. AFP 30.09

Au PASOK cela ne les gêne pas le moins du monde que la stabilité du régime repose sur la présence de députés néonazi au parlement. Au moins si on se demandait d'où ils tiennent leur légitimité, maintenant on le sait. Après ils prétendent avoir des *"valeurs"*, représenter *"la tradition démocratique"*, on comprend qu'avec de tels défenseurs elle soit en permanence piétinée.

Nous disions que les partis de l'Internationale socialiste jaune frayaient la voie au fascisme, à la dictature, aux pogroms, quand ils ne s'accommodent pas de la présence de partis ouvertement fascistes dans leur pays dont ils ont favorisé le développement et partagent la responsabilité de leurs crimes.

Coup foireux. Tartuffe gouverne en France !

- Chômage: les bons chiffres d'août amplifiés par un bug - AFP

Grosse déconvenue pour le gouvernement: Pôle emploi a révélé lundi qu'un grave bug chez SFR a largement contribué à gonfler le recul des inscrits en août qui, sans cet incident, aurait été moitié moindre.

"*En l'absence de ce dysfonctionnement*", la baisse d'août aurait été "*comprise entre 22.000 et 29.000*" pour les demandeurs d'emploi de catégorie A (sans activité), estiment Pôle emploi et le ministère du Travail.

Toutefois, cette baisse "*reste très significative*" et "*la plus importante depuis décembre 2007*", a réagi le ministère du Travail. AFP 30.09

Il semblerait qu'ils soient encore incapables de fournir un chiffre définitif, ce qui est pour le moins étonnant leurs services étant entièrement informatisés, à moins qu'ils en soient encore à la calculette ! Le ridicule ne tue pas, hélas !

[Qui ne risque rien n'a rien !](#)

Une réforme financière mondiale "*inachevée*"...

L'économie mondiale fait encore face aux "risques" d'une nouvelle faillite d'un géant bancaire cinq ans après la chute de Lehman Brothers aux Etats-Unis, regrette le Fonds monétaire international (FMI) dans un rapport paru lundi.

"*Il y a encore de nombreux établissements financiers d'importance systémique dont le champ d'action s'étend à l'ensemble du globe*", assure le Fonds dans ce rapport publié en prélude à ses prévisions économiques mondiales la semaine prochaine.

Cinq ans après la faillite du géant bancaire Lehman Brothers, étincelle de la crise, le Fonds note que les progrès sur la réforme financière mondiale restent "*inachevés*".

"*L'économie mondiale reste donc exposée aux risques qu'un de ces établissements financiers d'importance systémique fasse faillite*", écrit le Fonds. AFP 30.09

... qui profite à qui ?

Deux milliards de dollars. C'est la somme mirobolante que va gagner, mardi 1er octobre, le milliardaire américain Warren Buffett, cinq ans après avoir investi ses billes dans Goldman Sachs.

Tout commence le 27 septembre 2008, quelques jours après la faillite de Lehman Brothers, premier domino de la plus grave crise financière depuis le krach de 1929. Afin d'aider Goldman Sachs, star des banques d'affaires en difficulté, et redonner confiance aux investisseurs, Warren Buffett investit 5 milliards de dollars, sous la forme de warrants (bons de souscription), qui donnent à Berkshire Hathaway, son fonds d'investissement, le droit d'acheter 43,48 millions de dollars d'actions ordinaires de Goldman Sachs au prix de 115 dollars par action, et ce jusqu'au 1er octobre 2013.

En mars 2013, il annonce qu'il va transformer ces bons de souscription en actions de Goldman Sachs. Cette opération lui permet d'augmenter sa participation dans la banque, sans pour autant injecter de nouveaux capitaux.

Le montant de l'opération, qui arrive donc à échéance mardi, correspond au prix moyen de l'action Goldman Sachs sur les dix derniers jours précédant le 1er octobre, multiplié par 43,48 millions. Ainsi, Warren Buffet devrait obtenir une part dans la banque d'affaires correspondant à environ 2 milliards de dollars.

Trois ans plus tard, Buffett avait justifié cet investissement devant la commission d'enquête sur la crise financière en expliquant avoir parié sur le fait que Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale, et Henry Paulson, alors secrétaire au Trésor mais aussi ancien président de Goldman Sachs, "*feraient tout ce qu'il faudrait pour stabiliser l'économie*", et donc, entre autres, éviter que les grandes banques ne subissent le même sort que Lehman. lemonde.fr 30.09

On a lu plus haut que le FMI estimait que le risque existait toujours que d'autres banques connaissent le même sort que Lehman Brothers, et le journaliste enthousiaste à l'idée que l'économie mondiale était sauvée de conclure "*Pari réussi*", alors qu'en fait le rentier Warren Buffett démontre plutôt le contraire en ayant empoché 2 milliards de dollars après en avoir investi 5 cinq ans plus tôt.

Il faudrait qu'on nous explique sur quoi repose un tel gain qui est entre deux et trois fois supérieur à la croissance mondiale au cours de cette période, cela représente également un profit de 8% par an en moyenne, auquel il faut ajouter la plus-value qui retourne en principe dans le circuit du capital, on ne voit pas comment un tel niveau de profit a pu être créé en moyenne, à moins

que ce soit une avance sur d'hypothétiques profits à venir, comme dans le cas des subprimes...

ACTUALITE EN TITRES

[A bas le code du travail responsable du chômage s'écrient les néolibéraux !](#)

- De l'air : 10 exemples qui font du code du travail une entrave à l'emploi - Atlantico.fr

[Vivre pour travailler un point c'est tout !](#)

- Travail dominical: en 2008, le PS s'opposait à la "*civilisation du supermarché*" - L'Express.fr

- Le dimanche, une passion française - Rue89

- Jacques Attali: Vive le dimanche - Slate.fr

[Entre travail et esclavage...](#)

- Entre travail et vie privée, une frontière de plus en plus floue - L'Express.fr

[Briseurs de grève.](#)

- Amazon délocalise en Europe de l'Est pour contourner les grèves en Allemagne - L'Expansion.com

[Fanatisme religieux. Discrimination... au nom de l'égalité.](#)

- Une salle de gym pour femmes crée la polémique - LePoint.fr

Le maire du Raincy, Eric Raoult, demande la fermeture de l'établissement pour des raisons de sécurité. La gérante dénonce un geste islamophobe. LePoint.fr 30.09

Bientôt ils imposeront des bus, des wagons, des places réservées à chaque sexe comme dans les régimes féodaux... A bas l'obscurantisme et le fanatisme religieux, le salafisme !

En Inde, en principe les femmes s'assoient d'un côté de l'allée centrale du bus, les hommes de l'autre côté, sauf quand les rangées sont pleines d'un côté on a le droit de poser ses fesses de l'autre côté. Il ne faut pas toucher la main d'une femme, il faut éviter de la regarder dans les yeux, etc.

[Au rebut. La régression ou décomposition sociale touche dorénavant tous les rapports.](#)

- Les discriminations liées à l'âge sont en hausse régulière - LeMonde.fr

Merde, je deviens vieux ! En Inde ce n'est pas mieux, c'est même pire, normal.

[En voilà un qui a compris dans quelle direction évoluait le capitalisme mondial.](#)

- Le PDG de Cisco voit sa rémunération augmenter de 80% - AFP

Le PDG de l'équipementier en télécoms américain Cisco, John Chambers, va voir sa rémunération annuelle bondir de 80%, selon un document boursier publié lundi. AFP 30.09

Qu'est-ce qui le justifie ? Rien. Erreur, ils détiennent le pouvoir !

[Acharnement sioniste](#)

- La justice française lance une enquête contre l'oncle de Bachar al-Assad - Libération.fr

- Israël : la France sacrifie une diplomate - LePoint.fr
- Netanyahu veut mettre en garde Obama contre l'"offensive de charme" iranienne - LePoint.fr
- Iran. Pour les Israéliens, il faut contrer Téhéran - Le Nouvel Observateur

En famille : tous pour un, un pour tous, tous pourris !

- Enrico Letta peut-être sauvé par des dissidents du PDL - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le chef de la diplomatie syrienne a dénoncé lundi à la tribune des Nations unies l'"invasion" de son pays par des "terroristes étrangers" issus de plus de 83 pays, établissant un parallèle avec les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

"Les habitants de New York ont assisté aux dévastations du terrorisme et se sont brûlés au feu de l'extrémisme et du bain de sang, tout comme les Syriens aujourd'hui dans leur pays", a déclaré Walid al Moualem devant l'Assemblée générale annuelle des Nations unies.

"Comment certains pays, frappés par le même terrorisme que nous subissons aujourd'hui en Syrie, peuvent-ils affirmer se battre contre le terrorisme partout dans le monde tout en lui apportant leur soutien dans mon pays ?", a-t-il dit en rejetant l'idée selon laquelle il existerait un courant modéré de la rébellion syrienne que les pays occidentaux disent vouloir appuyer.

"Les affirmations sur l'existence d'activistes modérés et d'activistes extrémistes sont une plaisanterie de mauvais goût. Le terrorisme c'est le terrorisme, un point c'est tout. On ne peut pas le diviser en une aile modérée et une aile extrémiste".

L'orateur a aussi fait référence aux images d'horreur mises en ligne il y a quelques mois sur internet montrant un insurgé dévorant, apparemment, le coeur éviscéré d'un soldat loyaliste.

"Des scènes de meurtre, de massacre et de coeurs humains dévorés par des hommes ont été diffusées à la télévision sans émouvoir les consciences. Des têtes de civils innocents ont été rôties pour avoir tout bonnement bafoué l'idéologie extrémiste et les positions déviantes d'Al Qaïda".

Il a poursuivi : *"En Syrie (...), il existe des assassins qui démembreront des corps humains encore vivants et envoient ces parties à leur famille parce qu'il s'agit simplement de citoyens qui défendent une Syrie unie et laïque".*

Le ministre syrien des Affaires étrangères a déclaré par ailleurs que son gouvernement respecterait ses devoirs découlant de l'adhésion de Damas à la Convention internationale sur les armes chimiques proscrivant l'usage de ces dernières.

Mais il a répété que ce sont les insurgés, et non les forces fidèles au président Bachar al Assad, qui ont eu recours à des gaz de combat.

"Des terroristes, qui ont utilisé des gaz toxiques dans mon pays, ont reçu des agents chimiques de la part de pays de la région et occidentaux bien connus de nous tous", a-t-il dit. Reuters 30.09

1.2- Les ministres iranien et syrien des Affaires étrangères se sont entretenus, en marge de la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, des questions intéressant les deux parties, et, notamment, de la crise syrienne.

Selon l'IRNA, lors de cette rencontre Mohammad-Jawad Zarif et Walid Al-Mouallem se sont entretenus des évolutions les plus importantes de la région, et, notamment, des voies pouvant conduire au règlement de la crise syrienne, ainsi que de l'adhésion de ce pays au Traité de Non-prolifération des armes de destruction massive, (TNP), avant de mettre l'accent sur la tenue, le plus tôt possible, de la Conférence de Genève II, avec la participation des représentants de Damas et des groupes d'opposition. Les

deux parties ont demandé, également, le règlement de la crise, par les voies diplomatiques. french.trib.ir 29.09

2- Moyen-Orient

Les Etats Unis d'Amerique réapprennent aux peuples du Moyen-Orient la nouvelle géographie de leur région en publiant dans les colonnes de New York Times une *"nouvelle carte de la région"*. Le Moyen Orient rêvé par les Etats Unis est composé de 14 pays issus de la dislocation de 5 pays le composant à l'origine. Suivant donc les stratèges américains, *" la Syrie se divisera au moins en trois entités, selon les divisions ethno-confessionnelles. les trois entités auront respectivement une identité alaouite, kurde et sunnite . Les alaouites contrôleront, fidèles à la tradition en vigueur depuis des décennies les régions côtières de la Syrie. Les kurdes syriens s'en sépareront pour rallier avec les kurdes irakiens. L'entité sunnite pourrait aussi faire sécession du reste de la Syrie et se fusionner avec les provinces sunnites irakiennes"*.

Le journal s'intéresse ensuite à l'Irak à proprement parler : *" Les kurdes du nord de l'Irak rejoindront les kurdes syriens . les sunnites du centre de l'Irak se rallieront aux sunnites syriens et le sud de l'Irak sera exclusivement chiite"* mais le journal n'oublie pas non plus la Libye qu'il place au cœur du Moyen Orient à naître : *" En raison des rivalités régionales et tribales très intenses n la Libye peu se diviser en deux entités historiques, Tripolitaine et Cyrénaïque avec un troisième pays, Fezzan"* le journal n'oublie évidemment pas l'Arabie saoudite où *" il y a depuis très longtemps des divergences internes (ndlr : depuis que les Etats Unis s'y sont intéressés) et cette question pourrait en cas du transfert du pouvoir à la prochaine génération des princes des Saoud être résolue. En fait, les divergences tribales, les divergences sunnito chiites et les défis économiques menacent l'intégrité territoriale de ce pays"*.

NY Times s'intéresse ensuite au Yémen et écrit : *" un référendum aura lieu dans le sud du Yémen et puis ce pays arabe le plus pauvre sera scindé en deux. une partie ou tout le sud du Yémen pourrait rejoindre l'Arabie Saoudite."* Et le journal finit cette analyse en beauté en annonçant la raison de tous ces changements géographiques et géostratégiques : *" l'Arabie saoudite commerce avec le monde extérieur via la mer et un accès direct à la mer d'Arabie réduira la dépendance de ce pays (gros producteur du pétrole) au Golfe persique et neutralisera en grande partie le pouvoir de nuisance de l'Iran qui menace de fermer le détroit d'Hormuz"*. french.trib.ir 30.09

3- Iran

3.1- Après les déclarations plus ou moins *"récidivistes"* de la conseillère d'Obama pour la sécurité nationale, Susan Rice qui affirme qu'Obama *" n'a jamais reconnu à l'Iran le droit à l'enrichissement"*, voici les déclaration du secrétaire Kerry qui contredit Mme Rice. Au cours d'un entretien accordé à CBS news, John Kerry s'est arrangé du côté de Rohani qui estime *"possible"* une entente avec les américains dans trois à six mois à venir : *" Et cette entente pourrait ne pas se réduire au nucléaire. Elle pourrait être un accord sérieux et global entre l'Iran et les Etats Unis "*. *" De bonnes relations diplomatiques avec l'Iran autour du nucléaire pourrait accélérer le processus de la normalisation des liens et améliorer les relations de part et d'autre"*.

Kerry n'a pas oublié non plus la question des sanctions et en miroitant une levée des sanctions *"qui pourrait effectivement avoir lieu"* a affirmé : *" Si les Etats Unis et l'Iran parviennent à un accord , les sanctions pourront aussi être levées"*. Selon les analystes, la levée des sanctions promises par Washington est difficilement relaisable dans la mesure où une grande partie des mesures prises contre l'Iran ont la force de loi. french.trib.ir 30.09

3.2- A quelques heures de son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, Netanyahu a affirmé à la presse qu'il n'hésiterait pas de se dissocier de toute initiative diplomatique si les négociations nucléaires avec l'Iran n'aboutissent pas à l'arrêt du programme iranien".

Ces déclarations qui donnent plus que jamais à Netanyahu l'allure d'un guerrier *"décalé"* ne semblent pas pouvoir convaincre une presse israélienne très hostile qui reproche à l'intéressé son aveuglement stratégique, son incapacité à voir venir les changements stratégiques d'envergure. Arouzt Sheva, rapporte ne ce sens les propos de Moshé Figilin, le député de la Knesset qui tout en fustigeant Netanyahu affirme : *" la politique iranienne de Netanyahu s'est effondrée et la légitimité d'éventuelles frappes US contre l'Iran n'est plus. je dirai même que la définition même de la menace nucléaire iranienne ne tient plus"*. Pour ce député, *" les efforts de Netanyahu destinés à internationaliser la crise nucléaire iranienne sont condamnés d'avance. Au lieu de faire face lui même à al menace iranienne, Netanyahu a évoqué ce sujet à l'échelle internationale mais le contexte international a changé et avec la nouvelle perspective des liens irano occidentaux, une action militaire anti iranienne n'est plus d'actualité."* *" L'un des impacts de la défaite de la politique iranienne de Netanyahu est qu'on parle aujourd'hui davantage de Dimona que de la centrale iranienne de Bouchehr et ceci signifie l'effondrement thématique de la politique iranienne de Netanyahu"*.

Mais Arouzt sheva n'est pas seul à fustiger *" Bibi "* : J Street est une conférence annuelle où se rassemblent les partisans inconditionnels d'Israël mais J Street de cette année s'est transformé à un chœur de voix hostiles à Netanyahu. Selon Yediot Aharonot, Zahwa Gaelon , chef du parti Meretz s'est réjoui de la perspective d'une amélioration des relations entre Téhéran et Washington *" estimant qu'il s'agit là d'un pas franchi vers un Iran sans nucléaire . "* *" Il est grand temps de Netanyahu cesse de faire le moral à la communauté internationale et de s'intéresser davantage aux problèmes domestiques d'Israël "*. Haaretz cite Shelly Yachimovich, chef du parti travailliste et orateur de cette même réunion : Israël se doit de prêter attention aux messages de Téhéran et essayer les voies diplomatiques et une fois ces voies essayées parler de *" toutes les options sont sur la table"*. "

J'invite surtout Netanyahu à s'intéresser davantage à la question palestinienne".

Que montre l'ensemble de ces commentaires ? La crédibilité des arguments avancés par Netanyahu est bien mise en cause par les israéliens eux mêmes. En effet les efforts de Netanyahu pour faire de l'Iran le principal problème des israéliens, de vouloir fuir toutes les autres difficultés au nom de la menace iranienne commencent à prendre de l'eau. french.irib.ir 30.09

4- Venezuela

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a ordonné, lundi 30 septembre, l'expulsion de trois diplomates de l'ambassade des Etats-Unis à Caracas, accusés de sabotage économique et électrique menés avec l'opposition. *"Ils ont 48 heures pour quitter le pays. (...) Yankees go home !",* a déclaré le président dans un discours public.

Nicolas Maduro a accusé les diplomates de s'être réunis *"avec l'extrême droite vénézuélienne"* afin de *"la financer et de mener des actions pour saboter le système électrique et l'économie"* du pays. *"Peu importe les actions qu'entreprend Barack Obama ! Nous ne permettrons pas qu'un gouvernement impérialiste (...) stoppe les entreprises, coupe l'électricité pour éteindre tout le Venezuela"*, a-t-il lancé.

Le Venezuela a été le théâtre début septembre d'une gigantesque panne d'électricité, que les autorités ont mis sur le compte d'un *"sabotage"*. Le pays souffre également de pénuries alimentaires et de produits de consommation courantes, le gouvernement accusant l'opposition – et ses alliés américains – de spéculer afin de tenter de le discréditer.

En mars, deux attachés militaires américains à Caracas avaient été sommés de quitter le pays, déjà sous le coup d'accusations de conspiration contre le gouvernement, héritier de l'ancien président Hugo Chavez, décédé le 5 mars. En représailles, Washington avait renvoyé deux diplomates vénézuéliens quelques jours plus tard. Etats-Unis et Venezuela n'ont plus d'ambassadeurs respectifs depuis 2010.

En parallèle de ces expulsions, et alors que le gouvernement tente de pallier les pénuries dont souffre le pays, l'Etat vénézuélien a lancé une procédure administrative contre la chaîne de télévision privée Globovision pour avoir diffusé un reportage qualifié de potentiellement *"angoissant"* pour la population. Ce week-end, Nicolas Maduro avait demandé au parquet général de *"punir"* les médias provoquant des *"achats compulsifs"*.

Diffusée dimanche, une émission du programme Caso de investigación *"a présenté des informations liées à la pénurie supposée [...] de véhicules comme de produits alimentaires dans le pays"*, a déclaré le directeur de la Conatel, qui régit les médias vénézuéliens. Si le *"délit de provocation à l'anxiété"* était constitué, la chaîne encourrait une amende représentant jusqu'à 10 % de ses revenus bruts.

Il s'agit de la première procédure administrative à l'encontre de Globovision depuis son rachat en début d'année par des actionnaires locaux proches des milieux boursiers et du secteur des assurances, qui, selon l'opposition, sont liés à de hautes figures du pouvoir en place. Suite à ce rachat, la chaîne avait *"recentré"* sa ligne éditoriale et s'était séparée de plusieurs animateurs et journalistes trop critiques vis-à-vis du gouvernement. Présente à l'antenne depuis 1994, Globovision, dernière chaîne d'opposition à grande écoute au Venezuela, est coutumière des amendes et procédures administratives, et a plusieurs fois été menacée de fermeture par l'ancien président Hugo Chavez. lemonde.fr 30.09

SOCIAL

Grande-Bretagne

Les chômeurs britanniques de longue durée seront désormais obligés de faire des travaux d'intérêt général pour ne pas risquer de perdre leurs indemnités, a annoncé lundi le ministre des Finances conservateur, George Osborne. *«Personne ne recevra quelque chose sans contrepartie»*, a lancé le chancelier de l'Échiquier au cours du congrès annuel du parti conservateur à Manchester, dans le nord de l'Angleterre. *«Pour la première fois, tous les chômeurs de longue durée qui sont capables de travailler devront faire quelque chose en échange de leurs allocations et afin qu'on les aide à trouver un emploi»*, a-t-il ajouté.

A partir du mois d'avril, début de la prochaine année budgétaire, les chômeurs de longue durée devront consacrer 30 heures par semaine à des travaux d'intérêt général (ramasser les poubelles dans la rue, cuisiner pour les personnes âgées ou travailler dans une organisation caritative...) ou se rendre tous les jours dans leur Agence pour l'emploi. Les chômeurs souffrant d'alcoolisme ou analphabètes seront de leur côté aidés.

Les demandeurs d'emploi qui contreviendraient une première fois à ces nouvelles règles perdraient quatre semaines d'indemnités chômage. Une deuxième infraction entraînerait la perte de trois mois d'indemnités.

Baptisé «*Help to Work*», ce nouveau dispositif concernera tous les chômeurs n'ayant pas retrouvé d'emploi après deux ans au sein du programme gouvernemental de soutien et de formation. Cette nouvelle mesure rentre dans le cadre de la réforme globale des aides sociales par le gouvernement de David Cameron, qui juge qu'un système trop généreux n'incite pas les Britanniques à travailler. AFP 30.09

ECONOMIE

Espagne

La dette publique de l'Espagne, qui ne cesse de gonfler depuis le début de la crise en 2008, frôlera les 100% du PIB en 2014, des chiffres bien supérieurs aux prévisions précédentes malgré un budget 2014, présenté lundi au parlement, toujours empreint de rigueur.

Alors que la dette espagnole était de 40,2% au moment de l'explosion de la bulle immobilière en 2008 et avait encore fini 2011 à un niveau relativement bas en Union européenne (68,5% du PIB), elle a explosé depuis. Elle est passée à 85,9% fin 2012 et à 92,2% fin juin 2013, alors que le précédent budget du gouvernement conservateur prévoyait une dette de 90,5% pour fin 2013.

Le gouvernement table désormais sur une dette de 94,2% du PIB cette année et de 99,8% à la fin 2014. Il anticipe des besoins bruts de financement de 243,888 milliards d'euros pour 2014 contre 207,173 en 2013, soit une hausse de 17,7%.

En termes budgétaires, les intérêts de la dette en 2014 devraient s'élever à 36,590 milliards d'euros, soit 3,49% du PIB.

L'Espagne, qui a dû recourir à un sauvetage pour ses banques en 2012.

La rigueur reste de mise et commence à porter ses fruits, a assuré Cristobal Montoro, le gouvernement espérant ramener, comme promis à l'Union européenne, son déficit public à 6,5% du PIB en 2013 puis à 5,8% en 2014.

La potion reste amère socialement avec 150 milliards d'économies programmées entre 2012 et 2014, notamment pour les fonctionnaires et les retraités. En 2014, les 2,6 millions d'employés administratifs verront leur salaire gelé pour la quatrième année consécutive.

Le gouvernement, qui avait fait du maintien du pouvoir d'achat des plus de 9 millions de retraités une promesse, a prévu de désindexer de la hausse des prix les pensions de retraite. Elles augmenteront de 0,25% en 2014 pour une inflation de plus de 2% en moyenne depuis le début de l'année. AFP 30.09

[Haut de page ↗](#)

Le 2 octobre 2013

CAUSERIE

Je suis en train de formater les adresses des nouveaux articles que je vais mettre en ligne dans 30 à 40 minutes. Il est 16h50 heure locale, 3h30 de moins en France.

13.300 connexions au portail en septembre et 28.110 téléchargements, bravo à vous ! Continuons le combat !

Ouf !

842 millions de personnes ont encore souffert de faim chronique au cours de la période 2011-2013.

La grande majorité des personnes qui souffrent de la faim, soit 827 millions d'entre elles, vivent dans des pays en voie de développement, notamment Asie du Sud, où elles sont le plus nombreuses, et en Afrique, dont un habitant sur cinq ne mange pas à sa faim. AFP 01.10

Quel soulagement, n'est-ce pas !

Ici en Inde où je vis depuis près de 20 ans, on ne voit pas des hommes, des femmes ou des enfants squelettiques ou en train de crever comme des chiens dans la rue comme en Afrique. Il y a plus un problème de sous-alimentation et d'hygiène, de pauvreté.

Quand on pense à nos malheureux amis Africains on a mal au bide, on a les tripes qui se nouent, on ne peut plus bouffer, ça nous monte au cerveau, on a envie d'exploser et de prendre les armes pour mettre fin à cette horrible injustice, mais ce ne serait pas la bonne solution, pas encore, il faut être patient.

A l'ONU ils comptent les centaines de millions de miséreux à travers le monde comme ils comptent les millions de tonnes de soja ou de maïs, d'acier ou de barils de pétrole. Comment comprendre qu'il y en a encore pour s'en remettre à cette institution infâme, criminelle ? Qu'ont-ils vraiment dans le cerveau, qu'ont-ils dans le cœur, une pierre, le cœur à gauche, la raison à droite, un oeil attendri et larmoyant penché sur la misère du monde et l'autre sur leur compte en banque ou leur petit confort matériel, leur statut social. On n'en voudra pas aux travailleurs ou aux militants évidemment, mais à leurs dirigeants.

ACTUALITE EN TITRES

Un aveu ou un scoop !

- Bercy admet que l'âge effectif de départ à la retraite va augmenter - Francetv info

Vive le front unique !

- Une majorité d'élus "*berlusconiens*" contre la chute de Letta - Reuters

Tant va la cruche à l'eau

- Travail du dimanche : les tergiversations du gouvernement - LeMonde.fr

- Roms, diesel, réforme pénale : quand Ayrault recadre sa majorité - Francetv info

- Les députés PS en ont ras le bol des couacs - LeFigaro.fr

- Les écolos appellent le gouvernement à revoir sa "*feuille de route*" - AFP

- Eva Joly : «*Duflot doit comprendre que le pouvoir se partage*» - LeParisien.fr

... qu'à la fin elle se casse !

- Hollande, un président de plus en plus "maxi-énervé" - L'Express.fr

- François Rebsamen accuse les écologistes d'être des «partenaires agaçants» Liberation.fr -

- Roms : ambiance «*pourrie*» en vueau Conseil des ministres LeFigaro.fr

- Travail dominical: l'UMP est divisée sur l'idée d'une nouvelle loi - L'Express.fr

- Le parti de Silvio Berlusconi menacé d'éclatement - Reuters

Enfin la croissance... du chômage !

- Le chômage en Italie revient à son pic du mois de mai, à 12,2% - Reuters

Enfin la démocratie !

- La torture est répandue dans les prisons libyennes, selon l'Onu - Reuters -

- Près de 1 000 morts en septembre dans les violences en Irak - LeMonde.fr

[Il n'y a que les responsables qui ne sont pas en fuite...](#)

- Nouvelle fuite d'eau radioactive à Fukushima - Reuters

[Monstrueuse perspective.](#)

- Dix milliards d'humains en 2050, selon l'INED - LeMonde.fr

[Syrie en titre](#)

- La Russie doute d'une conférence sur la Syrie mi-novembre - Reuters

[Le sionisme ou la haine.](#)

- Syrie : victoire de la barbarie - LePoint.fr

- Laurent Fabius dénonce les persécutions contre les chrétiens d'Orient - Liberation.fr

- Syrie : HRW dénonce les attaques du régime contre les écoliers - LePoint.fr

- Israël : un Iran nucléaire serait aussi dangereux que "*cinquante Corée du Nord*" - LePoint.fr

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a affirmé mardi que son pays était prêt à agir "*seul*" pour empêcher l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. LePoint.fr 01.10

- Israël se dit prêt à agir "*seul*" pour empêcher l'Iran d'avoir la bombe nucléaire - Francetv info

- Rien ne justifie qu'on baisse la garde face à l'Iran - Le Nouvel Observateur

- Nucléaire : le ton se crispe entre Washington et Téhéran - Le Point.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Dans la poubelle du vieux monde. La faim dans le monde recule de pair avec la pauvreté, dicit l'ONU.](#)

Les Etats-Unis vont ouvrir le premier magasin uniquement fourni en nourriture périmée

Un nouveau magasin aux prix très bas ouvrira à Boston en 2014, il a pu acheter des produits dont la durée de vie utile vient d'expirer, mais qui sont toujours comestibles.

On pourra y trouver principalement du chocolat, des pétales de maïs, des yaourts, du lait, des œufs, des légumes ainsi que des fruits. Le projet de l'homme d'affaires Rauch Doug appelé «*Le tableau quotidien*» («*La Table Daily*»), est un hybride de supermarché et de restaurant, car il proposera également un service de cuisine qui vous proposera soupes, salades et plats mijotés avec produits préparés qui sont habituellement rejetés.

L'idée d'ouvrir un magasin de ce type vient du grand nombre de gens qui jettent la nourriture à la poubelle tous les jours. Un rapport de 2012 a révélé que les consommateurs jettent jusqu'à 40% de sa nourriture.

La semaine dernière, un nouveau rapport détaillé revient sur la futilité des dates d'expiration des denrées alimentaires. Les chercheurs ont conclu que l'étiquette avec la date indiquée amène les consommateurs à se tromper et à considérer que nombre d'aliments sont avariés alors qu'ils sont parfaitement propres à la consommation.

Rauch estime également que de nombreux repas bon marché qui sont disponibles sont souvent insalubres. Pour cette raison, le

projet visera à fournir de la nourriture saine et pas chère aux clients. Par exemple, 4,5 litres de lait coûteront 1 \$.

Comme prévu, le premier supermarché avec des produits périmés s'ouvrira dans une banlieue ouvrière de Boston. Source: Actualidad.rt - wikistrike.com 30.09

Quelle généreuse intention ! Et dire qu'on faisait un procès d'intention au capitalisme en lui prêtant un visage inhumain, on en aurait presque honte, presque...

Qui est subordonné à qui ou à quoi ?

Attaquer l'Union européenne ne sert strictement à rien, c'est aux institutions de la Ve République et ses partis qu'il faut s'attaquer, c'est notre position et elle est justifiée.

Qui décide pour qui ? Question insuffisante. Qui décide de se subordonner à qui ? C'est déjà plus précis.

Le gouvernement et le parlement acceptent de se plier au diktat de Bruxelles, de voir spolier son pouvoir politique au profit d'une institution supranationale, non élue, antidémocratique, qui représente les intérêts des banquiers et des multinationales, applique la politique néolibérale de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Ainsi Hollande et son gouvernement, le Parlement acceptent d'incarner ces intérêts contre ceux des travailleurs, ils ne peuvent donc pas prétendre les représenter, encore moins figurer dans leur camp, ce sont leurs ennemis, point barre, ce n'est pas discutable ou négociable, ni compromis ni collusion ou collaboration, relations avec nos ennemis, toute autre attitude reviendrait à figurer dans leur camp, à oeuvrer contre les intérêts des travailleurs, non, il n'existe pas de demi-mesure en la matière.

- C'est inédit au Parlement français. Pour la première fois, nos élus vont être sous l'œil de Bruxelles pendant toute la procédure budgétaire qui vient de s'ouvrir. Bénéficiaire d'un sursis de deux ans pour atteindre la limite des 3% de déficit, Paris va devoir prouver à la Commission européenne qu'elle est en bon chemin pour remettre ses comptes d'équerre. L'affaire est prise très au sérieux : Pierre Moscovici en personne a apporté sa copie à Bruxelles le jeudi 26 septembre, lendemain de la présentation en Conseil des ministres.

Un nouveau texte au nom barbare, « *two-pack* » est entré en vigueur. Désormais, les équipes du Commissaire à l'économie Olli Rehn peuvent demander à chaque membre de la zone euro de rectifier son budget, avant même que celui-ci soit voté par les élus nationaux. Depuis quelques jours, trois experts travaillent à plein temps sur les chiffres hexagonaux. « *On est à fond et eux aussi* », précise un Bercy boy.

« *La Commission est comme un notaire qui vérifie que les engagements pris sont bien tenus, observe l'euro député conservateur Alain Lamassoure, par exemple qu'il y a bien une réduction effective des dépenses, et pas une moindre augmentation.* » La pression politique est forte : la Commission publiera un rapport courant novembre. « *Comme c'est la première fois, elle va vouloir marquer son territoire* », prévoit un conseiller ministériel, pour qui certains parlementaires vont tomber de haut. Ce n'est pas le cas de Christophe Caresche, député socialiste, membres des commissions des finances et des affaires européennes. Lui s'étonne, en revanche, d'un « *problème de synchronisation. Le rapport arrivera au moment où on aura bien avancé dans nos travaux* ». Pour l'écu, l'affaire, « *qui se joue entre Bercy et Bruxelles, est opaque. Sans doute, parce que le gouvernement ne veut pas donner l'impression d'être sous tutelle* ». Economiste au think tank Bruegel, Nicolas Véron relativise. « *La Commission est là pour rappeler des vérités pas toujours agréables à avaler. Mais celles-ci tiennent davantage du gros bon sens que de l'idéologie austérienne* ».

Source : Challenges - wikistrike.com 01.10

Le "refus de la marchandisation du corps et de respect de l'autre" commence par l'abolition du capitalisme, puis de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le PS entend criminaliser essentiellement des femmes, qui pour cause de difficultés pour s'insérer dans la société, la pauvreté ou le dénuement qui les frappent, en arrivent à se prostituer, alors que le PS (tous les partis institutionnels) est responsable de cette situation en tant que gestionnaire de la société, qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire ne changeant rien puisqu'il soutient en permanence le régime en place depuis un siècle.

Si on devait appliquer le principe du "refus de la marchandisation du corps et de respect de l'autre", on devrait commencer par abolir le capitalisme et tous les partis qui le représentent dont le PS notamment, on pourrait ajouter qu'en guise de Prostitution Sociale ce parti est sans doute le mieux placé.

Les travailleurs sont obligés de vendre leur force de travail pour survivre aux conditions qui leur sont imposées par les capitalistes ou leur Etat sans que ces derniers se soucient le moins du moins du monde du "respect" de leurs besoins ou aspirations légitimes.

Les travailleurs sont donc victimes des mêmes rapports que rencontrent les prostituées, ni les uns ni les autres ne les légitiment, ils les subissent.

Quant aux clients des prostituées que le PS, dans l'incapacité de sublimer ou de refouler leurs pulsions sexuelles naturelles, placés dans une situation où ils sont dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins sexuels avec une partenaire consentante du fait qu'elle leur fait défaut, ils optent pour une solution de rechange qui va en faire des criminels aux yeux du PS et tout ce que compte de frustrés ou de mal baisées de gauche, d'extrême gauche, la bande de réactionnaires habituels qui va soutenir son initiative.

Les clients des prostituées ne souffrent pas de désordres psychiques, ce ne sont pas des malades mentaux, mais seulement des hommes, mettons de côté les pervers qui sont un cas à part ou qui ont un sexe à la place du cerveau ou lui accorde une place démesurée dans leur vie, genre DSK qui est plus proche du bonobo que de l'homo sapien.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ils n'existent aucune liberté dans leur société dirigée par des psychopathes en tous genres, névrosés, psychotiques, schizophrènes, paranoïaques, hystériques, mégalomanes, dictateurs, et tous les rapports qui existent nous sont imposés, sont subits en réalité, ils sont calqués sur les rapports entre les classes à la base du régime capitaliste entre exploiters et exploités, qui se traduit par dominants et dominés, et par extension par puissants ou forts et faibles, supérieurs et inférieurs, et par un coup de force législatif ou institutionnel par légitime et illégitime, légal et illégal.

Maintenant qu'un homme ne puisse pas résister à la pression de ses pulsions sexuelles et décide de les satisfaire en passant par une prostituée, aura sur le plan clinique ou social un comportement comparable à une personne atteinte de désordre psychique sans pour autant en faire un malade mental répétons-le ou un détraqué sexuel.

C'est comme s'ils avaient décidé de criminaliser toutes les personnes atteintes de déséquilibres mentaux ou victimes de leur incapacité à gérer les rapports au monde extérieur qui leur ont été imposés et qu'ils ont intériorisés au point de le percevoir d'une manière si déformée, qu'il leur est devenu impossible de vivre dans la société et d'assumer leurs pulsions ou besoins. On peut ajouter que dans leur société, la perception que l'homme a de lui-même, aux autres hommes, aux femmes, est complètement pervertie ou faussée du fait de l'existence des classes qui lui ou leur impose des rapports spécifiques qui ne correspondent pas à leur nature, aux conditions nécessaires pour qu'ils s'épanouissent.

Dans leur société en pleine décomposition, la satisfaction du besoin sexuel est liée à des rapports affectifs qui dans bien des cas n'existent pas parce que les hommes et les femmes se retrouvent à vivre seuls. Même lorsqu'ils vivent en couple, cela constitue une violation de la nature biologique de l'homme et de la femme que de vouloir leur interdire d'avoir des rapports sexuels en dehors de leur couple, car les pulsions sexuelles sont avant tout de nature biologique et non sociale, qu'elles soient orientées ou maîtrisées et prennent une connotation sociale ou remplissent une fonction sociale ne leur ôte pas pour autant leur caractère biologique ou naturel qui prédomine chez l'homme et la femme.

La société divisée en classes sociales, les classes dominantes successives et les religions ont édicté des règles imposant des rapports spécifiques aux hommes et aux femmes en violation avec ce principe naturel qu'ils n'ont eu de cesse de réprimer violemment. Tout comme les rapports entre les classes qu'ils ont imposés par la force, les hommes et les femmes n'ont pas eu d'autres choix que de se conformer à ce modèle de rapports. Rapports qu'il était d'autant plus facile d'imposer quand le sort des femmes dépendait des hommes qui seuls travaillaient, et chez les paysans c'était l'obscurantisme religieux qui s'imposait encore plus brutalement. Sauf que depuis que le capitalisme est entré dans la phase finale de sa crise, ce sont tous les rapports qu'il a façonnés au cours de son développement ou qu'il avait maintenus ou adaptés à ses besoins qui ont tendance à se disloquer, rendant encore moins tenables l'existence des rapports entre les sexes qui s'étaient maintenus par la force d'inertie de l'histoire ou du passé.

Les couples étaient maintenus artificiellement en vie selon le principe qu'on était uni pour le meilleur et pour le pire, et que l'affection et l'attraction réciproque qui existaient au moment de formation d'un couple devaient durer et traverser toutes les tourmentes qu'il traverserait tout au long de son existence, qu'un homme et une femme, mais c'est valable pour deux personnes du même sexe, connaîtraient forcément la même évolution tandis que leurs rapports demeureraient figés, insensibles aux caprices du temps et de leurs expériences respectives, la manière dont ils les interpréteraient, bref, absolument rien, imperturbablement rien ne devrait remettre en cause l'affection et l'attraction qu'ils se portaient au départ, certains le prétendent hypocritement, or l'homme ou la femme, la société, le monde, la nature, l'univers, rien ni personne ne se comporte de cette manière, cette interprétation s'inscrit en totale contradiction avec le processus dialectique qui régit leur comportement.

Les procureurs de droite comme de gauche qui s'attaquent à l'ensemble de la population ou une de ses couches en particulier sont des réactionnaires. J'ai écrit de droite et gauche, non pas que le PS serait de gauche, mais parce qu'ils sont à mettre dans le même sac... à merde ! Excusez-moi, cela soulage, marre de ces relents réactionnaires quasi-quotidiens.

- Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a décidé mardi de déposer prochainement une proposition de loi visant à abolir la prostitution, en abrogeant le délit de racolage public et en sanctionnant les clients par une contravention.

"L'achat de services sexuels est une violence faite aux personnes prostituées, qui sont à 85% des femmes. Il n'est pas

compatible avec les valeurs d'égalité, de refus de la marchandisation du corps et de respect de l'autre qui sont les nôtres", écrit le PS dans un communiqué.

De nombreuses associations réclamaient l'abrogation du délit de racolage passif institué le 18 mars 2003 et pénalisant *"le fait par tout moyen, y compris par une attitude même passive, de procéder publiquement au racolage d'autrui en vue de l'inciter à des relations sexuelles en échange d'une rémunération"*.

Le futur texte vise à améliorer les mesures de protection et de réinsertion en faveur des personnes prostituées, en abrogeant le délit de racolage public et en leur facilitant l'accès à un titre de séjour, à un soutien financier et à un logement.

Il a aussi pour objet de réduire la demande d'achat de services sexuels en sanctionnant les clients par une amende de 1.500 euros maximum. (En réalité, ils encouragent le viol. - ndlr)

Plusieurs pays pénalisent le recours à la prostitution comme l'Islande, la Norvège et la Suède. D'autres, comme la Grande-Bretagne ou la Finlande, pénalisent les clients de prostituées victimes d'exploitation.

Selon un rapport rédigé par Maud Olivier, environ 20.000 personnes se prostituent en France, dont 85% de femmes. Reuters 01.10

Quelles *"valeurs d'égalité"* quand il existe un chômage de masse, 10 millions de pauvres ? A bas le PS !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

La Maison blanche a ordonné lundi la fermeture partielle des services d'un Etat fédéral américain privé de budget, une première depuis dix-sept ans et le résultat de trois ans de divisions entre le Congrès et Barack Obama.

C'est la première fois depuis l'hiver 1995-96 qu'intervient une telle fermeture des services fédéraux, qui pourrait mettre un million de fonctionnaires au chômage technique.

Le Congrès, divisé entre une Chambre des représentants à majorité républicaine et un Sénat majoritairement démocrate, avait jusqu'à minuit heure de Washington (mardi 04h00 GMT) pour s'entendre sur un budget, même provisoire, mais aucun compromis n'a émergé.

Poussés par leur aile droite, les républicains insistaient pour inclure dans la loi de finances une clause retardant la mise en oeuvre de la réforme de l'assurance-maladie, l'emblématique *"Obamacare"* intouchable aux yeux du président et des démocrates.

En fin d'après-midi, Barack Obama s'est adressé aux journalistes pour évoquer les conséquences d'une fermeture des services fédéraux et dénoncer une nouvelle fois l'attitude du camp républicain poussé selon lui par *"sa droite extrême"*, allusion au mouvement ultraconservateur du Tea Party qui fait campagne depuis trois ans contre le président, sa réforme de l'assurance-santé et le gouvernement fédéral.

L'enjeu politique est particulièrement important pour le Parti républicain qui tentera l'an prochain de reprendre le contrôle du Sénat. Les sondages montrent qu'ils seront probablement davantage tenus pour responsables de ce 'shutdown' que les démocrates.

"Il y aura un gagnant et un perdant", prédit le sondeur Peter Brown. *"Obama et les démocrates ont un léger avantage."*

Pour le stratège républicain John Feehery, il est surtout étonnant que la crise n'ait pas éclaté plus tôt. *"Nous avons un gouvernement divisé avec des vues diamétralement opposées. Il fallait une crise pour obtenir quelque résultat"*, a-t-il dit.

Devant les journalistes, Barack Obama a voulu rassurer la population en déclarant qu'en cas de 'shutdown', le courrier serait toujours distribué, les prestations sociales, aux pauvres et personnes âgées notamment, continueraient d'être versées mais il a averti qu'une fermeture des services gouvernementaux aurait un *"impact économique très réel sur les gens"*.

A l'attention des républicains, le président a souligné que la réforme du système de santé prendrait effet ce mardi comme prévu, quelles que soient les tentatives de l'opposition.

Les Américains sont divisés sur la question de savoir s'il faut lier le financement de la réforme de la santé à celui des activités gouvernementales, mais ils sont plus nombreux à penser que la paralysie budgétaire est imputable aux républicains (25%) plutôt qu'à Obama (14%), même si 44% d'entre eux jugent que tout le monde est à blâmer, selon un sondage Reuters/Ipsos.

La fermeture des services fédéraux durera jusqu'au vote d'une nouvelle loi de finances par le Congrès, ce qui pourrait prendre des jours voire des semaines. Le précédent 'shutdown' avait eu lieu sous la présidence de Bill Clinton du 16 décembre 1995 au 6 janvier 1996 et mis 800.000 fonctionnaires au chômage technique.

Ce bras de fer au Capitole augure mal d'une autre échéance cruciale pour les finances publiques américaines.

Les élus doivent se mettre d'accord pour relever le plafond de la dette fédérale, qui est pour l'instant de 16.700 milliards de dollars (12.325 milliards d'euros). Faute d'accord à la mi-octobre, les Etats-Unis seront contraints de faire défaut sur une partie de leurs obligations. Reuters 01.10

2- Venezuela

En réponse à l'expulsion de trois diplomates américains du , le département d'Etat américain a annoncé mardi 1er octobre au soir que trois diplomates vénézuéliens étaient expulsés des Etats-Unis. lemonde.fr 01.10

3- Syrie

3.1- Le Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a déclaré que l'équipe des inspecteurs onusiens, au cours de leur deuxième visite, en Syrie, ne s'est pas rendu dans les régions où l'arme chimique a été utilisée, dont Khan al-Assal, près d'Alep.

Lavrov a ajouté que les experts russes avaient annoncé, après l'examen de Khan al-Assal, que les terroristes y avaient utilisé, le 19 mars, les armes chimiques. Lavrov s'est demandé comment les experts onusiens pourront présenter un rapport complet, détaillé et impartial, sur l'utilisation des armes chimiques et leurs utilisateurs, s'ils ne visitent pas toutes les régions concernées. french.trib. ir 01.10

3.2- Le chef d'état major interarme, le général Dempsey a reconnu vouloir créer une armée syrienne "*modérée*" en coopération avec les alliés arabes et européens des USA. Selon Washington Post, Dempsey qui se rendait en Corée du sud a annoncé entretenir des contacts avec "*les alliés*" en vue de créer cette armée : "*nous avons obtenu une précieuse expérience pour créer des formations militaire (des milices terroristes?- french.trib.ir) et nous en avons discuté avec nos partenaires arabes et européens.*"

"*A l'aide des facteurs économiques nous essayons de connaître des opposants modérés de créer une armée pour influencer le conflit.*" Dempsey a affirmé que son pays comptait maintenir la présence de ses navires de guerre en Méditerranée. french.trib.ir 01.10

3.3- Il y a quelques jours une information étonnante est tombée sur les téléx : plus de trente milices takfiris et qaidistes ont annoncé leur séparation de la coalition des opposants syriens, dirigée par le pro saoudien Ahmad Jarba : Front Al Nosra, Etat islamique en Irak et au Levant Brigade al Towhid, Brigades Al Farough, Armée de Mohamed, Brigade du chaam islamique, figurent entre autre au nombre des milices qui ont participé à ce "*véritable coup d'état anti coalition*". Cette décision a été prise en réaction à l'annonce faite par Jarba de sa participation aux pourparlers de Genève II : "*Jarba n'est pas le représentants de nos intérêts*", ont dit ces milices sur leurs sites webs. selon les analystes, le fait que la liste des "*milices rétives*" soit rapidement rendue public vise en réalité à discréditer la coalition de Jarba, à en amoindrir le poids au cours des pourparlers de Genève II. Mais qui est derrière ce coup de force ? Il suffit de regarder la composition des milices en question : elles sont formées en majorité de frères musulmans, soutenus par le Qatar et la Turquie et leur désistement ne peut signifier que les querelles d'intérêts entre Riyad et Doha est entré dans une nouvelle phase. Mais à quoi renvoie exactement ce désistement ? A la colère de l'axe Doha/Ankara contre l'Arabie saoudite et les Etats Unis. Les deux plus malheureux alliés des Etats Unis dans la guerre contre la Syrie entendent ainsi se venger du coup fourré dont ils sont victime : un Hamad Al Thani poussé à la retraite et un Erdogan défié par la rue turque ne peuvent oublier la trahison d'Obama et sa décision de laisser aux Saoudiens la gestion du dossier syrien. D'où ce coup d'état anti Jarba. Mais quels seront les impacts de ce coup de force ?

1- La sécession d'une trentaine de milice réduit sensiblement la marge de manœuvre de la coalition des opposants syrien à Genève II car le territoire syrien contrôlé par l'ASL proche de la coalition ne constitue que 20% de l'ensemble de territoire syrien et sans les takfiris et les qaidistes, la chance de marchandage de Jarba et ses acolytes est presque nulle.

2- Cette séparation provoque une multiplication des groupes armés. A Genève II, il devrait y avoir le feu vert à la formation d'une armée secrète composée de soldats de l'armée arabe syrienne et de miliciens ayant conservé leurs liens avec l'armée nationale. l'ASL semble être tentée par entrer dans une coalition avec l'armée arabe syrienne. Cette armée secrète devrait par la suite combattre le terrorisme takfiri et qaidiste. Si cette perspective venait à être réalisée, cela signifierait en pratique l'élimination du Qatar et de la Turquie de l'équation syrienne. C'est d'ailleurs une possibilité reconnue par l'accord russo-américain.

3- Les analystes voient dans ces mesures l'expression d'une certaine volonté américaine de voir les terroristes takfiris et qaidistes s'éliminer en Syrie car leur présence à proximité d'Israël ne peut qu'être une menace pour ce dernier . la sécurité du régime sionistes est la ligne rouge pour Washington.

4- C'est une bouffée d'air fraîche pour l'armée arabe syrienne que de voir les milices s'entretuer et s'anéantir mutuellement . Les combats entre l'EIL et la milice de Tempête du nord en est un exemple manifeste.

Mais tout n'est pas rose dans cette histoire. les qaidistes et les salafistes venus sur ordre de Riyad en Syrie pour y établir un Etat salafiste ne lâcheront pas de sitôt prise. Ainsi que le confirme Moscou, le contrôle des terroristes en action en Syrie échappe désormais à tout contrôle. Ni les Américains ni les saoudiens n'arrivent désormais pas à maîtriser la colère et la frustration des bandits, des paumés qui suivant un plan parfaitement fou de l'impérialisme US finissant ont débarqué en Syrie avec l'espoir d'y trouver le paradis. au seul d'une solution diplomatique à la crise syrienne, cette crise. french.trib.ir 01.10

3.4- Selon le journal koweïtien, Al Qabas, " *Washington et Moscou cherchent une solution politique pour la crise syrienne et en ce sens, ils comptent sur l'ex ministre syrien de la défense, le général Ali Habib pour qu'il prenne la tête du conseil militaire, en charge de gérer la Syrie post Assad*".

Le journal ne cite pas les sources qui ont fait cette révélation "*le général Habib devrait diriger la Syrie après le départ d'Assad en 2014. Le projet semble avoir déjà obtenu le feu vert de plusieurs pays occidentaux. Le conseil que WRusses et Américains comptent propulser à la tête de la Syrie en qualité d'instance décisionnelle pourrait comprendre certains généraux et officiers de l'armée arabe syrienne ainsi que ceux de l'ASL. Le conseil militaire serait donc large de façon à diriger le pays dans les étapes difficiles qui suivront après le départ d'Assad . Le général Ali Habib s'est dissocié du régime Assad mais il n'a pas quitté la Syrie pour la Turquie au contraire d'autres officiers déserteurs. Habib est allé d'abord à Moscou avant de se rendre à Paris où il réside actuellement*". Habib a été commandant en chef de l'état major syrien jusqu'en 2009 et à partir de cette date jusqu'en 2011, il a dirigé le ministère de la Défense. Depuis 2011 il s'est dissocié du gouvernement et a quitté la Syrie peu de temps après le début des violences.

Au contraire de la version avancée par le journal koweïtien, le général Habib a vécu quelques semaines en Turquie avant de prendre le chemin de Moscou puis celui de Paris. A Paris, il s'est affiché à plusieurs reprises avec l'opposition anti-Assad mais en 2011, et après son limogeage il a apparu à la TV, évoquant sa maladie comme cause de son retrait de la vie publique. Mais les Syriens accepteront-ils que le général Habib prenne leur destin entre ses mains sur ordre de Moscou et de Washington ? Et si Assad parvenait à être réélu? Ces questions attendent bien leur réponse. french.trib.ir 01.10

(Note : tous les articles signés french.trib.ir sont bourrés de fautes, la ponctuation et la mise en page sont fantaisistes, ils ne mettent pas souvent la majuscule en début de phrase, je corrige une partie, je perds mon temps à vous rendre ces articles présentables, merde !)

SOCIAL

France. Journée de démobilitation générale.

Les unions régionales d'Ile-de-France de quatre syndicats - CGT, FO, FSU, Solidaires - appellent à un rassemblement le 10 octobre devant le ministère du Travail et un autre le 15 sur le pont de la Concorde pour s'opposer à la réforme des retraites en débat à ces dates à l'Assemblée nationale.

Les unions d'Ile-de-France des quatre syndicats appellent à «*un rassemblement interprofessionnel, ponctué par une conférence de presse, le 10 octobre, devant le ministère du Travail, à partir de 12h30*», indiquent-elles dans un communiqué.

Par ailleurs, la CGT, la FSU et Solidaires d'Ile-de-France appellent à «une journée de mobilisation» le 15 octobre avec un rassemblement et une manifestation régionale à 12h30 au départ de St Augustin (VIIIe arrondissement).

"*Ils rejoindront le rassemblement unitaire, initié par FO, sur le pont de la Concorde - face à l'Assemblée Nationale*», ajoute le communiqué. Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, avait déjà appelé la semaine dernière à un rassemblement le 15 octobre, à proximité du Palais Bourbon et invité les autres syndicats à se joindre à cette action.

«*Le débat parlementaire qui s'ouvre le 7 octobre sur le dossier retraite doit être l'occasion pour les salariés de se faire entendre*», affirment les quatre syndicats qui appellent à refuser «la contre réforme des retraites».

Des appels unitaires à se mobiliser existent également dans les départements, affirme le communiqué. 20minutes.fr 01.10

ECONOMIE

Japon

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a annoncé mardi une décision qu'aucun de ses prédécesseurs n'avaient osé prendre au cours des 15 dernières années : le relèvement du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) afin de commencer à reprendre le contrôle de finances publiques à la dérive.

Dans la foulée de la publication par la Banque du Japon (BoJ) d'une enquête trimestrielle montrant que les grandes entreprises n'ont jamais été aussi optimistes depuis six ans, Shinzo Abe a précisé que la TVA passerait de 5% à 8% à partir du 1er avril 2014.

La hausse de la TVA est censée augmenter les recettes fiscales de l'Etat de 8.000 milliards de yens par an (environ 61 milliards d'euros -ndlr).

L'endettement du Japon représente aujourd'hui plus de 200% du produit intérieur brut (PIB), ratio, de loin, le plus élevé parmi les pays développés. Et le déficit budgétaire est de l'ordre de 10% du PIB, proportion particulièrement élevée pour une nation qui a été relativement préservée de la crise financière de 2007-2009.

Une partie des mesures de relance profitera aux particuliers, comme le coup de pouce prévu à ceux qui veulent acheter une maison, mais l'essentiel du dispositif a été pensé en fonction des entreprises.

Comme la hausse de la TVA touchera, elle, directement les consommateurs, certaines voix critiques ne manqueront pas de s'élever pour dire que les mesures du Premier ministre, résumées sous le terme "Abenomics", favorisent le patronat au détriment du salariés. Reuters 01.10

[Haut de page ↗](#)

Le 3 octobre 2013

CAUSERIE

Concernant les photos des enfants en haut de la page d'accueil du site, elles proviennent de l'étude d'investigation indépendante menée par ISTEAMS, une équipe d'observateurs interconfessionnelles religieux et laïcs des communautés et des centres spirituels dans et à l'extérieur de la Syrie, ainsi que des journalistes. L'article entier sera mis en ligne ce soir.

La seconde photo est extraite d'un article publié hier ou avant-hier aux Etats-Unis de Investigative Reporter, NBC News : *Not one of 'bad guys,' but Syrian rebel group proclaims 'anti-American' bent*, je mettrai en ligne cet article en entier ce soir ou demain.

Question : certains affirment que le gouvernement Obama est anti-américain, comme le précédent avec Bush puisqu'il soutient les ennemis des Etats-Unis, alors vrai ou faux ? Si c'est vrai, pour qui gouverne-t-il ?

Deux nouvelles vidéos.

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (1/3) - Vidéo Dailymotion
http://www.dailymotion.com/video/x14gtd7_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-1-3_news

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (2/3) - Le Pentagone et le Vol UA93 - Vidéo Dailymotion
http://www.dailymotion.com/video/x1555k3_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-2-3-le-pentagone-et-le-vol-ua93_news

Vous remarquerez que je suis rétabli, je parle de là-haut, la tête, regardez pas au-dessus il n'y a rien, je déconne, c'est la grande forme qui revient. J'ai été léger sur certains sujets récemment à cause de la fatigue, c'est terrible de vieillir, merde.

Je n'ai pas eu le temps de finaliser la réparation des liens erronés qui renvoient vers des fichiers introuvables. Vous ne me facilitez pas le boulot en ne m'avertissant pas, je n'en corrigerai qu'une partie. Je vais modifier mon organisation à partir d'aujourd'hui, au

lieu de classer 500 fichiers ou plus dans un dossier, je vais créer un nouveau dossier à partir du centième article ainsi je pourrai plus facile contrôler leurs adresses, repérer et corriger les erreurs, quand il y a entre 700 et 1.800 fichiers dans un dossier c'est quasiment impossible sauf à y passer des jours et je n'ai pas le temps. Il faut rationaliser le boulot au maximum, se faciliter la tâche et gagner en efficacité, c'est cela le socialisme !

Ce soir j'ajouterais encore une quinzaine d'articles, ceux que je n'avais pas eu le temps de mettre en ligne hier, après lecture j'ai eu raison, ils ne valaient pas le coup ou étaient davantage une source d'embrouille que de connaissance ou d'info.

ACTUALITÉ DU JOUR

Sur le qui-vive, contesté, illégitime, le président-dictateur et sa cour.

François Hollande a sommé *"pour la dernière fois"* mercredi ses ministres de cesser de se quereller et a exigé de son Premier ministre Jean-Marc Ayrault qu'il coordonne mieux la communication d'un gouvernement qui enchaîne les *"couacs"*.

Le président français a profité du conseil des ministres pour procéder à un rappel à l'ordre sur le dossier des Roms et imposer sur son équipe indisciplinée son autorité jugée défaillante par l'opposition et une grande partie des médias.

"Je suis attaché à la délibération collective. Mais le débat doit se situer à l'intérieur du gouvernement, non sur la place publique", a dit François Hollande, qui entend *"mettre un terme définitif"* à cette *"polémique"*.

"Si un problème surgit, il doit être soumis à mon arbitrage", a lancé, selon son entourage, le chef de l'Etat avant de critiquer implicitement Jean-Marc Ayrault en conseil des ministres pour son incapacité à tenir ses troupes.

"Je demande donc au Premier Ministre d'assurer encore davantage la coordination du travail et de l'expression du gouvernement", a-t-il dit de même source.

Les services de Jean Marc Ayrault se sont immédiatement exécutés puisque, dans une note adressée à tous les conseillers en communication des ministres et publiée sur europe1.fr, son conseiller en communication leur annonce qu'il leur faudra désormais une autorisation avant de donner une interview.

"Participer à un gouvernement n'efface pas les sensibilités, mais impose la stricte application des règles que je viens d'énoncer", a-t-il ajouté selon son entourage.

Pour le président français, c'est *"encore plus vrai dans la période que nous vivons ensemble depuis 16 mois"*, *"où il nous faut demander des efforts aux Français pour rétablir la situation économique et financière, et où tout doit être fait pour retrouver la croissance et l'emploi"*.

"J'ai reçu mandat pour redonner aux Français confiance dans leur destin. Il n'y aura ni relâchement, ni diversion". Reuters 02.10

Parmi ceux qui s'accommodent de Hollande et son gouvernement social-impérialiste, le soutiennent en prétendant ne pas être dans l'opposition, qui multiplient les prétextes pour s'adresser à eux et les légitiment ainsi, font allégeance au pouvoir en place, certains se demandaient hypocritement quel était le mandat de Hollande, d'autres prétendaient que son contenu lui avait été donné par les électeurs qui avaient voté pour lui en 2012, nous, nous avons toujours soutenu une autre version, le seul mandat qu'il a, qu'il pouvait avoir et qu'il appliquerait correspondait aux besoins des banquiers, des capitalistes, il n'en existait pas d'autres.

Hier il a tenu à le préciser lui-même ou à le rappeler plutôt : Les *"efforts"* demandés aux *"Français"* doivent servir à *"rétablir la situation économique et financière"*, autrement dit soutenir les banques et permettre aux actionnaires d'augmenter leurs dividendes, aux entreprises leur profit, ce qu'il a appelé *"redonner aux Français confiance dans leur destin"*, mission impossible s'agissant des travailleurs, discours s'adressant de préférence à ses véritables commanditaires ou maîtres et non à ceux qui ont voté pour lui et qui n'ont pas ou plus aucune *"confiance"* dans un président aux ordres de Washington, Bruxelles ou Franckfort.

Question sur laquelle nous reviendrons : qu'est-ce qui l'emporte, ce que Hollande dit de lui-même, ce que les uns et les autres disent de lui ou ce qu'il est vraiment ?

A mon avis, c'est la troisième version qui est la bonne. Avez-vous remarqué que dans le traitement de l'ensemble des questions, informations ou sujets qui viennent à l'ordre du jour ou qui vous sont proposés à la réflexion, chaque fois c'est cette version qui est systématiquement écartée, aussi bien par les médias que les partis politiques, pratiquement sans exception. Vérifiez-le vous-même, s'il vous plaît.

Comment ils alimentent le communautarisme.

- Les enfants seront obligés de manger du porc à la cantine pour cause de laïcité - french.trib.ir 02.10

Dans un courrier du Directeur général de la ville (Lézignan - ndlr), on lit que dorénavant “ *le service de restauration scolaire est service public facultatif [...] que les agents sont tenus de servir le même repas aux enfants en application du principe de laïcité*” et que “*le service ne vous convient pas il vous appartiendra de prendre vos dispositions pour assurer la restauration de votre enfant.*”

La lettre est claire, les parents musulmans et juifs devront désormais se débrouiller seuls pour nourrir leurs enfants à midi. La laïcité exclusive a de nouveau frappé. Ainsi les repas alternatifs “*sans viande*” qui étaient proposés jusque là n'existeront plus. french.trib.ir 02.10

Deux remarques.

La première, c'est que ces enfants n'en mourront pas s'il leur arrive de manger du porc, au XXI^e siècle suivre ce genre de préceptes est faire preuve de fanatisme ou de crasse ignorance que manger du porc ou de la viande pourrait influencer en quoi que ce soit les idées auxquels on croit ou le comportement mental de celui qui en consomme.

La seconde, c'est que le Directeur général de la ville de Lézignan aurait pu opter par exemple pour des repas végétariens moins coûteux et qui auraient satisfait tout le monde. Car personne n'est obligé de manger de la viande à chaque repas. Il a préféré adopter une position qui fournit un prétexte aux communautaristes de monter au créneau pour exiger des droits particuliers au nom une nouvelle fois de l'égalité. Principe que toutes les religions foulent aux pieds en imposant à leurs propres fidèles des codes de conduites arbitraires ou des interdits dont ils ne sont pas censés comprendre la légitimité ou le bien-fondé du fait qu'il n'existe dans la nature aucun exemple comparable. Hormis sous le joug des religions jamais le comportement de l'homme ne s'est trouvé confronté à une telle dictature lui imposant les aliments qu'il pouvait ou non consommer, c'est sa nature biologique et son libre choix en fonction du lieu où il se trouvait, qui ont toujours dicté ses goûts ou ses préférences en matière d'alimentation et non une autorité divine ou supérieure.

L'intolérance est le principe le mieux partagé et unanimement adopté par toutes les religions et sectes, d'où notre combat contre toutes les religions ou croyances sectaires.

Cette info vient du portail français www.islametinfo.fr, dont la devise ne me concerne pas, ne concerne pas mon épouse française de nationalité et hindoue qui vit en France, ne vous concerne pas, ne concerne aucun Français sans distinction de classe sociale, ne concerne aucun républicain, aucun laïc, encore moins un athée, elle concerne uniquement une communauté bien spécifique, celle des personnes de confession musulmane dont les droits seraient supérieurs : “ *« Par le Musulman, pour le Musulman », la devise d'Islam&Info est bien sûr celle d'un choix d'excellence pour la communauté.*”

Cette info a été gracieusement relayée par la radio francophone des mollahs de Téhéran french.trib.ir qui mène une croisade religieuse à travers le monde contre, non pas la laïcité ou la République, mais contre l'athéisme.

Briders les esprits, les enfermer dans un carcan, tout comme la démocratie, la liberté en général, tel est l'objet de la religion, au profit de la classe dominante qui dispose du pouvoir et délègue aux religieux la fonction d'enrégimenter, conditionner les esprits, une fois accepté ce principe dans certains domaines de la vie quotidienne, pourquoi ne pas l'accepter dans la vie en général, pourquoi revendiquer des droits, franchement, c'est une atteinte intolérable au pouvoir temporel et intemporel qui guide votre existence de votre naissance à votre mort...

Entre nous, le combat pour la laïcité, c'est comme la libre pensée, c'est de la foutaise ou de la poudre aux yeux, une escroquerie politique, on y reviendra.

" C'est tout sauf un mouvement spontané "

Le travail du dimanche et de fin de journée la semaine devrait être purement et simplement interdit avec obligation pour les patrons d'augmenter les salaires de l'ensemble des salariés pour compenser la perte de salaire correspondant.

On ne peut pas admettre les arguments avancés par les salariés qui veulent travailler le dimanche ou en fin de soirée.

L'argument selon laquelle cette interdiction entraînerait une perte de chiffre d'affaires et de rémunération ne tient pas, car toutes les entreprises se trouveraient dans la même situation, et si un client veut acheter un râteau et bien il ira l'acheter dans une des entreprises qui commercialise ce produit lors de ses heures d'ouverture sans qu'aucune ne soit avantagée ou désavantagée par rapport aux autres.

Un autre aspect de la propagande de la réaction : son intervention dans les contributions figurant à la suite des articles.

Un internaute a écrit :

- *"Travailler le dimanche pour vendre des clous est indispensable?"*

Un autre lui a répondu 14 minutes plus tard

- *"Pose-toi plutôt la question de savoir si c'est indispensable de vendre des clous, quel que soit le jour. Quand c'est pour pouvoir bouffer, je répondrais volontier que oui."*

L'individualisme doit dicter sa loi, si j'ai besoin de clou le dimanche ou le mercredi à 23h, il est normal, que dis-je, impératif que je puisse me les procurer immédiatement.

Prendre ses désirs pour la réalité et les voir satisfaits, c'est possible uniquement quand cela arrange les patrons, le gouvernement, quand cela coïncide avec un besoin adopté ou exprimé par l'idéologie dominante.

Et si ce n'est pas possible, vous faites comment ? Vous attendez que le premier magasin soit ouvert ou vous profitez de votre pause le midi pour faire cet achat si urgent ou vous vous y rendez après que vous avez achevé votre journée de travail, et si ce n'est pas possible à cause des horaires de fermeture ou de votre temps de transport, vous attendrez samedi pour acheter vos clous si indispensable à votre bien-être.

- *"Le travail de nuit reflète l'évolution des mœurs"* - Francetv info

- Travail dominical: Les salariés de Castorama et Leroy Merlin se mobilisent - 20minutes.fr

- Le mouvement des Bricoleurs du dimanche financé et encadré par leurs entreprises - Francetv info

Le mouvement des Bricoleurs du dimanche, favorable au travail dominical, n'a rien de spontané. Selon le Huffington Post, ces salariés, qui ont manifesté mercredi 2 octobre près de Matignon contre la décision de justice interdisant à quinze magasins Leroy Merlin et Castorama d'ouvrir le dimanche, sont fortement soutenus par les deux entreprises.

«*On avait des réunions avec l'agence de com' (Les Ateliers Corporate - ndlr) au début du mouvement, fin 2012. Mais maintenant on n'a plus besoin d'eux, on s'organise par nous-mêmes*», assure Gérald Fillon, le porte-parole du mouvement. Le directeur associé de la boîte de communication, Stéphane Attal, était pourtant présent lors de la manifestation. Tout comme l'était un directeur d'un magasin concerné par la fermeture dominicale. Mal à l'aise, Stéphane Attal refuse de parler aux médias.

Leroy Merlin et Castorama financent les tee-shirts, les pancartes des manifestants et leurs déplacements. Les deux groupes ont également formé certains employés aux rouages de la communication. Contacté par le Huffington Post, l'un d'entre eux raconte que le directeur de son magasin *"est venu [le] voir pour [lui] demander de participer à une formation"*.

Une centaine de salariés des différents magasins concernés ont participé à cette formation sur la communication de crise et les moyens d'action pour se faire entendre. *"Certains ont eu l'impression que le débat était orienté et qu'ils nous menaient là où ils le voulaient"*, reconnaît ce salarié.

"La démarche répond à une réelle demande, mais c'est tout sauf un mouvement spontané", poursuit-il, avant de comparer cette mobilisation aux autres combats salariaux et syndicaux : *"Si je demande une augmentation de salaire, jamais mon patron ne m'autorisera à interpeller les clients dans l'enceinte du magasin"*. Francetv info et 20minutes.fr 02.10

En complément.

Main d'oeuvre gratuite, emplois sous-payés, conditions de travail insupportables, statut inférieur, patrons de droit divin...

- Près d'un tiers des PME disent ne pas trouver d'apprentis - AFP

Menaces et licenciements déguisés

Dans 29 % des cas, les salariés déclarent par ailleurs s'être sentis «*contraints par leur employeur à quitter l'établissement*»

On connaissait le succès des ruptures conventionnelles, ce dispositif créé en 2008 qui permet à un salarié et à son employeur de rompre à l'amiable : en 2012, 320.000 de ces accords ont été conclus, soit 11 % de plus que l'année précédente. Mais l'on manquait de données sur les raisons conduisant à une telle issue. Une étude publiée mercredi par la Dares (organe statistique du ministère du Travail) permet d'en savoir plus.

Selon le sondage mené pour l'occasion, 48 % des salariés ayant réalisé une rupture conventionnelle entre avril et juillet 2011 l'attribuent à une volonté commune du salarié et de l'employeur. Pour 38 %, elle a résulté d'un choix du salarié ; enfin 14 % jugent que la volonté de l'employeur a été prépondérante. Ils sont toutefois 29 % à s'être sentis « *contraints par leur employeur à quitter l'établissement* ». Un chiffre important, alors que le risque d'un détournement de la rupture conventionnelle a été identifié dès le lancement du dispositif, moins risqué juridiquement qu'un licenciement.

Du côté des motifs, la « *mésentente* » du salarié avec sa hiérarchie ou ses collègues est évoquée par 52 % des sondés. Ils sont 39 % à mentionner « *le salaire ou le contenu* » de leur travail, 37 % un projet personnel ou professionnel, 24 % des difficultés économiques dans l'entreprise, 21 % des raisons familiales ou de santé. Quant aux raisons de préférer la rupture conventionnelle à d'autres modes de rupture, 69 % évoquent le bénéfice des allocations-chômage (que ne permet pas la démission). Immédiatement après la rupture enfin, 25 % des salariés ont immédiatement retrouvé un emploi, et 60 % en cherchaient un. Liberation.fr 02.10

Intox. Banquiers mafieux américains, qu'est-ce qui a changé ? Rien, normal !

- Bank of America trouve un accord avec New York sur les saisies immobilières - AFP

- Saisies immobilières abusives : New York poursuit Wells Fargo - lemonde.fr 02.10

L'Etat de New York a annoncé, mercredi 2 octobre, qu'il engageait des poursuites contre la banque américaine Wells Fargo pour violation d'un accord de 2012 censé mettre fin à des pratiques abusives lors de la saisie de logements.

L'objectif de ces poursuites contre le premier prêteur immobilier du pays est " *qu'un juge fédéral oblige la banque à respecter ses engagements* ", explique le ministère de la justice new-yorkais. La concurrente Bank of America, qui était menacée de poursuites pour les mêmes raisons, avait dit pour sa part dès mardi soir avoir trouvé un accord amiable avec les autorités.

" *Nous sommes satisfaits d'avoir résolu sans procédure judiciaire les problèmes mis en avant par le ministre de la Justice de New York concernant les modifications de prêts ou les autres aides que les fournisseurs de prêts immobiliers fournissent aux propriétaires d'habitations en difficultés* " pour payer leurs échéances, a indiqué un porte-parole de la banque à l'AFP.

Le scandale des saisies immobilières douteuses avait éclaté à l'automne 2010 dans une Amérique à peine sortie de la crise financière au cours de laquelle des millions de personnes avaient été expulsées de leur logement car elles étaient incapables d'en rembourser le crédit. Wells Fargo, Bank of America et trois autres institutions financières (JPMorgan, Citigroup et Ally Financial) étaient notamment accusées d'avoir saisi des logements alors que les dossiers comportaient des documents signés automatiquement (" *robot-signing* ") ou validés sans la présence obligatoire de notaires.

En février 2012, les cinq banques avaient obtenu l'arrêt des poursuites avec un accord amiable à quelque 25 milliards de dollars, prévoyant notamment des allègements de prêt ou l'indemnisation des propriétaires de logements indûment saisis. En mai 2013, le ministère de la justice de l'Etat de New York avait toutefois menacé de relancer des poursuites contre Bank of America et Wells Fargo pour avoir enfreint " *de façon répétitive* " cet accord. Il a relevé " *des centaines de violations* ", a-t-il souligné mercredi.

Après plusieurs mois de discussions avec les autorités de l'Etat de New York, Bank of America s'est entendue avec elles sur une amélioration de ses pratiques quant il s'avère nécessaire de modifier les conditions d'un prêt immobilier.

L'accord prévoit selon le ministère " *une solide série de réformes* " pour notamment faciliter le recours des emprunteurs en difficultés à des conseillers indépendants ou pour réexaminer régulièrement la procédure au sein d'un groupe de travail commun entre la banque et l'Etat de New York. Les mesures pourront le cas échéant être étendues à d'autres Etats, mais si elles échouent, l'Etat de New York se réserve le droit de relancer des poursuites.

Wells Fargo, affirmant son respect de l'accord de 2012, se dit pour sa part " *très déçue* " de la voie choisie par l'Etat de New York. " *Nous mettons en place continuellement de nouvelles mesures favorables aux consommateurs* ", a assuré un de ses porte-parole. Lemonde.fr et AFP 02.10

Des banquiers Wells Fargo, Bank of America, JPMorgan, Citigroup et Ally Financial ont été jugés et envoyés en prison, pensez-vous, aucun. Quant à l' " *accord amiable* " de quelque 25 milliards de dollars passé avec les autorités, une pacotille à côté des milliers de milliards en jeu. Et les derniers accords obtenus portent des engagements, alors que ces banques n'ont jamais tenu leurs engagements dans le passé ou elles se sont employées à les détourner.

Donc, c'est juste de l'intox, cela ne rendra pas les maisons aux millions d'Américains qui ont été saisis et jetés à la rue et dont la vie est désormais brisée.

Réaction. Profession : provocateur professionnel

Le dissident aveugle chinois Chen Guangcheng, réfugié depuis mai 2012 aux Etats-Unis, va rejoindre trois institutions américaines, dont un mouvement conservateur, ont annoncé ses proches.

Le militant des droits de l'homme va rejoindre le Witherspoon Institute, connu pour son opposition au mariage homosexuel et à l'avortement, la Catholic University of America, et la Lantos Foundation for Human Rights and Justice, un mouvement de défense des droits de l'homme fondé par le démocrate Tom Lantos.

Bob Fu, fondateur du mouvement chrétien de défense des droits de l'homme China Aid, a indiqué que Chen allait rejoindre ces institutions "*allant d'un bout à l'autre du spectre politique et des idéologies*". AFP 02.10

ACTUALITE EN TITRES

Extraordinaire, la baudruche se dégonfle, le régime est sauvé, ouf !

- Revirement de Berlusconi, Letta obtient la confiance - Reuters

Vive la croissance... du chômage !

- Le chômage repart à la hausse en septembre en Espagne - Reuters

Syrie

- Le régime syrien évalue le coût de la guerre à 19 milliards d'euros - LeMonde.fr

- Les grandes puissances en "*bonne voie*" sur la Syrie, dit Poutine - Reuters

- Nouveaux combats entre rebelles et islamistes en Syrie - Reuters

La réaction, ses provocations et ses provocateurs.

- Etats-Unis: la NSA nie espionner les Américains sur les médias sociaux - AFP

- Etats-Unis: Chen Guangcheng rejoint un mouvement conservateur - AFP

- Saisie record de cocaïne : Maduro accuse l'agence antidrogue américaine - LeMonde.fr

- Libye : l'ambassade russe à Tripoli prise d'assaut - LeMonde.fr

- La justice russe inculpe des militants de Greenpeace - Reuters

- Le réalisateur du film islamophobe «*L'Innocence des musulmans*» annonce son come-back - 20minutes.fr

- Irak: un hélicoptère militaire abattu, 13 morts dans les violences - AFP

- Yémen: 4 militaires tués dans une attaque d'Al-Qaïda - AFP

- Au Vietnam, le blogueur Quoc Quan condamné à 30 mois de prison - LeMonde.fr

Véritables mouvements sociaux ou mouvements infiltrés et grossières manipulations ?

- Brésil : les enseignants du public en grève se heurtent à la police - LeMonde.fr

- Brésil : des Indiens tentent de forcer l'entrée du Parlement - LeMonde.fr

Je n'ai pas traité ces deux infos faute d'éléments suffisants et pas le temps d'en chercher, on verra par la suite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Mexique

Des affrontements entre des groupes de manifestants et la police ont fait au moins 50 blessés mercredi en fin d'après-midi la fin d'un défilé de plusieurs milliers de personnes à Mexico en commémoration du 45ème anniversaire de la tuerie d'étudiants en 1968.

Selon le groupe de défense de liberté de la presse Article 19, au moins sept journalistes ont été blessés par des policiers et deux arrêtés alors qu'ils couvraient l'événement.

Quatre journalistes de l'AFP ont pour leur part été légèrement blessés: deux photographes et un rédacteur par la police et un vidéaste a été attaqué par des individus provenant d'un petit groupe exhibant des drapeaux anarchistes. Le vidéaste, frappé au cou, a eu sa caméra brisée.

Les affrontements ont commencé après qu'un groupe de manifestants a lancé des pierres et des cocktails molotov contre la police qui a répliqué avec des gaz lacrymogènes.

M. Serrano a indiqué à la radio Formula que les manifestants défilaient pacifiquement "*mais il y avait quelque 200 à 250 anarchistes qui ont attaqué la police*".

Les affrontements ont eu lieu après que des milliers de manifestants ont quitté la Place des Trois Cultures, dans le quartier de Tlatelolco, où est intervenue la tuerie du 2 octobre 1968.

Ce jour-là l'armée ouvrit le feu sur plusieurs milliers de manifestants. Le bilan officiel est jusqu'à présent de 40 morts, mais des organisations civiles citent des chiffres allant jusqu'à 300 morts. AFP 02.10

2-Grèce

Union nationale contre les nazis qu'ils ont laissé agir en toute impunité pendant des années jusqu'à leur permettre d'accéder au Parlement.

Le chef du parti néonazi grec Aube dorée a été présenté mercredi soir à un juge d'Athènes qui devait l'inculper, alors que quatre députés de son parti l'ont été quelques heures plus tôt, pour appartenance à une "*organisation criminelle*".

Nikos Michaloliakos, qui est en garde à vue, a été transporté au tribunal vers 19H30 (16H30 GMT), alors que les autorités grecques poursuivent leurs démarches pour faire taire Aube dorée, après le meurtre le 18 septembre d'un rappeur antifasciste par un membre de ce parti, dans une banlieue d'Athènes.

Aucune indication n'a été donnée quant à la durée prévisible de la comparution, à l'issue de laquelle le prévenu devait être inculpé et éventuellement maintenu en détention.

Plus tôt dans la journée, quatre députés du parti ont été inculpés d'appartenance "*à une organisation criminelle*".

Trois d'entre eux ont bénéficié d'une liberté conditionnelle, tandis que le quatrième, Yannis Lagos, a été placé en détention provisoire.

Yannis Lagos est mis en cause dans le meurtre du musicien antifasciste, Pavlos Fyssas.

Les mises en liberté conditionnelles ont surpris les observateurs, qui tablaient plutôt sur une incarcération préventive de tous les parlementaires, dans l'attente de leur procès.

Pour l'ancien recteur de l'Université de droit d'Athènes Michalis Stathopoulos, *"la détention préventive est imposée dans des cas extrêmes, et dépend de l'importance des preuves"*.

Le meurtre du musicien antifasciste a bouleversé la Grèce, poussant les autorités à passer à l'offensive pour la première fois contre Aube dorée (Chryssi Avghi), qui a multiplié dans une quasi impunité ces dernières années des actes de violence contre migrants et militants de gauche.

Les trois députés en liberté conditionnelle ont interdiction de quitter le pays, et la justice a infligé à l'un deux, Ilias Kassidiaris, porte-parole du parti et soupçonné d'être responsable de l'entraînement paramilitaire des militants, une caution de 50.000 euros.

Ils ont quitté le palais de justice le sourire aux lèvres: *"le chef d'accusation va s'écrouler, vous êtes de petits valets"*, a lancé l'un deux aux journalistes. Et Ilias Kassidiaris s'en est pris à un cameraman, à coups de pied et en l'insultant.

Le gouvernement s'est pour sa part voulu rassurant. *"Le front social et politique contre le nazisme et ses représentants est unanime"*, a affirmé le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou.

Au total six des 18 députés du parti avaient été arrêtés le week-end dernier dans un vaste coup de filet de la police anti-terroriste, dont Nikos Michaloliakos, et son adjoint Christos Pappas, lequel déposera jeudi.

Une instruction complexe attend les juges d'instruction qui vont devoir rassembler des charges précises. Un rapport de la Cour suprême a lié Aube dorée à trois tentatives d'homicide et de nombreuses agressions surtout contre des migrants.

Après des années de tolérance vis-à-vis des néonazis, le gouvernement s'est engagé à déposer au parlement un projet de loi antiraciste qui incrimine directement les actes xénophobes et nazis.

Elaboré initialement par les socialistes et la gauche, ce projet de loi avait été torpillé par les conservateurs. AFP 02.10

Pendant ce temps-là le gouvernement de coalition droite-gauche continue d'appliquer tranquillement le programme destructeur des droits sociaux des travailleurs grecs du FMI et de l'UE, c'est l'essentiel...

3- Gambie

Le gouvernement de Gambie a annoncé mercredi 2 octobre au soir le retrait de ce pays du Commonwealth, organisation anglophone, avec effet immédiat, sans fournir d'explication.

"Le gouvernement se retire du Commonwealth en tant que membre et décide que la Gambie ne sera jamais membre d'une institution néo-coloniale, et ne fera jamais partie d'une institution qui représente un prolongement du colonialisme", affirme-t-il dans ce communiqué, précisant que la décision est prise *"avec effet immédiat"*. lemonde.fr 02.10

4- Syrie

Lors d'une attaque effectuée par l'armée syrienne contre un lieu de rassemblement d'un certain nombre de chefs de l'Armée Syrienne Libre, dite ASL, dans la banlieue de Lattaquié, 32 d'entre eux ont été tués et plusieurs autres ont été blessés.

Selon le site d'informations d'Al-Alam citant la chaîne syrienne Al-Khabar, l'armée syrienne a réussi à cibler nombre d'officiers de haut rang et des chefs de l'ASL. Ces personnes réunies en présence d'une équipe de journalistes étrangers, ont été attaquées par les avions de chasse syrienne. french.tribune 02.10

[Haut de page ↗](#)

Le 4 octobre 2013

CAUSERIE

La causerie se limitera à des commentaires à la suite de différents articles ci-dessous. J'ai ajouté 16 nouveaux articles hier soir.

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- François Hollande relance le référendum d'initiative populaire - LeFigaro.fr

Normal quand on est de droite.

- Cambadélis (PS) appelle à proclamer que le FN "*est d'extrême droite*" - AFP

Ce sont vraiment des abrutis finis, car s'ils demandaient aux électeurs du FN ou à de simples citoyens ce que signifie être d'extrême droite, 90% ou plus seraient infoutus de répondre correctement à cette question.

Peut-on être de gauche et légitimer l'UE ?

- Le Grec Alexis Tsipras pourrait conduire la gauche radicale aux européennes - LeMonde.fr

Ne pas craindre d'être à contre-courant des masses...

- Pour 50% des Français la politique de Hollande pas assez favorable aux entreprises - AFP
- Travail dominical: 66% des Français approuvent l'ouverture illégale des magasins - L'Expansion.com
- Travail dominical: FO se dit prêt à un "*moratoire*" sur ses actions judiciaires - L'Expansion.com
- Deux tiers des Français se disent plus proches de Valls que de Duflot - Le Nouvel Observateur

Quand il n'y a pas d'issue à l'horizon : c'est chacun pour soi, on ne peut pas cautionner un tel état d'esprit, encore moins l'encourager.

C'est normal !

- 260 tonnes : la quantité d'armes chimiques que possède encore la France - Atlantico.fr

Ne détiennent-ils pas le pouvoir ?

- Taxe sur le résultat d'exploitation: le Medef fait plier Bercy - L'Expansion.com
- Travail dominical: Castorama et Leroy Merlin font appel - L'Expansion.com
- BP obtient un répit sur les dommages de la marée noire de 2010 - Reuters
- Les créanciers intransigeants sur le déficit du Portugal - Reuters

Dictature mondiale.

- Enfants-soldats : Washington annonce des sanctions contre le Rwanda - LeMonde.fr
- La Russie condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme - L'Express.fr
- Roms: "*L'union européenne doit enfin faire respecter des droits fondamentaux*" - L'Express.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la haine du prolétariat et l'hystérie conduit à la pire confusion et... à l'extrême droite.

On se croirait revenu quelque quarante-cinq ans en arrière, lorsque la droite gaulliste, tétanisée par Mai 68, exorcisait sa grande peur de la "*subversion*". Ou plus simplement quand, il y a trente-deux ans, elle voyait dans la foulée de l'élection de François Mitterrand les chars russes défilier sur les Champs-Élysées.

En 2013, l'UMP voit de nouveau rôder le spectre du bolchevisme. Ils sont pas moins de dix-sept sénateurs, dont les anciens ministres Gérard Longuet – qui se rappelle ainsi ses jeunes années passées au mouvement d'extrême droite Occident – et Henri de Raincourt, à cosigner, mercredi 2 octobre, un communiqué titré "*De l'assistanat au collectivisme*".

Oui, affirment-ils, la France est en train de sombrer dans le collectivisme. Les preuves ? "*Le tiers-payant généralisé, une garantie universelle pour le paiement des loyers et, enfin, un RSA jeune.*" Autant de mesures de transition gravées dans le marbre du manifeste du Parti communiste et de la Révolution permanente...

"Face à la gauche de la gauche et ses alliés verts, qui en demandent toujours plus, les socialistes vont jusqu'au bout de l'assistanat et de la déresponsabilisation de la société française, poursuivent-ils. Nous basculons vers le collectivisme dont le modèle, de triste mémoire, s'est effondré à l'est de l'Europe, il y a plus de vingt ans."

Pour ces sénateurs, c'est clair : la France, aujourd'hui, c'est les soviets plus l'écologie. François Hollande a habilement dissimulé ses noirs desseins. On le croyait converti à une pâle doxa social-libérale. C'était pour mieux distiller dans les veines de la société française le surnois poison d'un marxisme-léninisme teinté de vert.

"Il est temps que les Français se réveillent et c'est notre rôle, opposition nationale, de tirer le signal d'alarme", proclament en conclusion ces vaillants lanceurs d'alerte convaincus d'avoir débusqué la taupe qui dévaste le champ de nos institutions. Quoique, "*opposition nationale*", c'est un vocable qui évoque quelques réminiscences un brin connotées. Simple hasard ? lemonde.fr 03.10

Hollande et son gouvernement poursuivent et amplifient la politique antisociale et impérialiste de leurs prédécesseurs, ils s'attaquent à absolument toutes les couches de travailleurs. Cependant pour assurer la stabilité du régime il leur faut se prémunir d'une explosion sociale qui viendrait des couches les plus défavorisées du prolétariat, c'est ainsi qu'ils multiplient les mesurette et mesures à la marge dans leur direction pour assurer la paix sociale tout en matraquant l'ensemble des travailleurs. Ce sont ces mesures désuètes que ces réactionnaires dénoncent, qui sont de trop, insupportables et qui ruinent l'avenir du pays et ses entreprises, et non la politique ultralibérale du gouvernement favorable aux actionnaires, ils lui reprochent de ne pas en faire assez en direction des banquiers et des capitalistes, alors qu'ils se sont montrés particulièrement généreux envers eux depuis un an et demi.

Un gouvernement qui appliqueraient le programme du Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels et celui de la Révolution permanente de Trotsky exproprieraient banquiers et capitalistes du CAC40 sans leur verser le moindre centime, renationaliserait tout ce qui a été privatisé depuis 25 ans, rétablirait l'intégralité des services publics tels qu'ils existaient il y a 25 ans, romprait avec l'Union européenne, la BCE et l'euro, retrouverait le monopole de battre la monnaie, liquiderait la totalité des institutions de la Ve République, romprait avec l'Otan et l'Onu, ajoutons avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël qui sont leur 51e et 52e Etats, notamment.

C'est bien parce que le gouvernement social-impérialiste en place est incapable d'appliquer un tel programme et que la réaction ayant reconnu un des leurs, un gouvernement de droite, qui ne rompra jamais avec le capital et les institutions de la Ve République, hier Hollande s'est employé à le rappeler bruyamment, qu'elle se sent autoriser à l'attaquer violemment, à proférer à son encontre des menaces à peine déguisées, qui si elle en avait les moyens le renverserait par la force.

Contre ces nostalgiques des groupes fascistes auxquels ils appartenaient dans les années 60-70, nous défendons, non pas ce gouvernement que nous combattons et qui fait le lit de la pire réaction par sa politique antisociale, réactionnaire, impérialiste, mais le communisme, le bolchevisme, le programme de la révolution socialiste qui incarne les tâches historiques que le prolétariat doit accomplir pour s'émanciper du capitalisme, en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si nous ne soutenons pas ce gouvernement, nous ne soutenons pas non plus les mesures qu'il est amené à prendre en faveur de certaines couches de travailleurs, et même s'il devait appliquer une réforme progressiste nous ne la soutiendrions pas car elle servirait à couvrir ses attaques contre l'ensemble de nos droits sociaux, ce serait uniquement une opération de diversion pour diviser la classe ouvrière et remettre une couche de verni démocratique sur son masque élimé sous lequel se cache en réalité un représentant de la classe des capitalistes, la réaction. Par contre nous attaquerions féroceement ceux qui s'en prendraient à ces mesures ou cette réforme (hypothétique).

Ainsi nous aidons les travailleurs à n'avoir d'illusions dans ni l'un ni l'autre, la réaction sous ses différents masques, à ne rien attendre, à ne rien exiger d'eux, à se situer exclusivement sur son terrain de classe et à mener leur combat en toute indépendance politique pour avancer sur la voie qui les conduira à prendre conscience que seule le renversement du régime en

place et la prise du pouvoir politique permettront de créer les conditions favorables à la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, pour y parvenir ils doivent construire le parti ouvrier révolutionnaire qui les mènera à la bataille et à vaincre leur ennemi de classe, c'est le principal enseignement de la révolution russe de 1917, du bolchevisme que nous revendiquons.

Oui, seul un véritable parti communiste ou bolchevik permettra de venir à bout du capitalisme et ses institutions, de mater la réaction.

Le FN est d'extrême droite, ainsi que certains courants de l'UMP.

Marine Le Pen a déclaré jeudi sur BFM TV que le fait de qualifier son parti d'extrême droite était "*une manière de mener une guerre sémantique contre le FN*".

La présidente du Front national a réitéré sa menace de poursuivre en justice ceux qui continueraient à accoler ce qualificatif à sa personne et son parti.

"*Il y a là un véritable scandale, stop, je saisirai les tribunaux sur ce sujet*", a-t-elle lancé. AFP 03.10

Aujourd'hui, le véritable danger ce n'est pas le FN, ce sont les partis et les courants politiques qui incarnent le néolibéralisme qui est aux commandes du capitalisme et impose son idéologie en se parant des oripeaux de la démocratie bourgeoise.

Il n'existe pas plus de frontière entre la droite et l'extrême droite qu'entre la politique et la guerre. Quand les intérêts fondamentaux de la classe des capitalistes sont en péril, du jour au lendemain ils deviennent tous d'extrême droite, les exceptions confirment la règle.

Il n'existe pas de bons et de mauvais patrons, il n'existe pas une droite acceptable et une droite infréquentable, il existe des patrons et leurs représentants qui sont de droite que nous combattons. Il n'existe pas un bon et un mauvais capitalisme, il existe le capitalisme que nous combattons pour l'abolir. Ce n'est pas négociable, aucun compromis, aucune collusion n'est permise.

Le combat politique, c'est classe contre classe, c'est cela le socialisme. Certains à de multiples occasions ou de façon quasi permanente ont pris l'habitude de s'allier avec des courants de droite pour mener ensemble le combat contre le gouvernement ou les institutions sur des revendications ou des questions spécifiques. Notre époque ne manquant pas d'occasions où des courants de droite incarnant certaines couches du capitalisme subissant les effets dévastateurs du néolibéralisme s'en prennent aux gouvernements qui mettent en oeuvre cette politique, certains partis ou certaines formations politiques de gauche mènent une sorte de front unique avec des représentants de ces courants de droite.

On pourrait penser qu'ils pourraient y laisser leur âme, en réalité c'est mal poser la question et confondre cause et conséquence. C'est parce que ces partis de gauche ont été incapable de mener le combat politique sur le terrain de classe de la classe ouvrière ou ont abandonné le combat pour le socialisme qu'ils ont pu s'allier de manière permanente avec des représentants de droite, qu'ils ont recherché ces alliances, sans que la classe ouvrière ou le mouvement ouvrier en tire profit ou fasse un pas vers l'objectif de son combat ou qu'ils puissent construire le parti. Cette démarche n'a servi qu'à alimenter la confusion qui régnait déjà dans la tête des militants, dans la tête desquels le scepticisme ou le doute s'était profondément enraciné sur la capacité des masses à réaliser leurs tâches historiques, la gangrène du réformisme et l'idéologie dominante ayant fait leur oeuvre, les associer à des élus, des cadres, des militants de droite, PS inclu, devait constituer une solution de rechange à leur incapacité à s'adresser aux masses et à construire le parti.

On retrouve cette démarche, on pourrait dire cette logique, jusque dans leurs programmes où ils ne peuvent entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme sans y associer le PS et donc ses satellites qui sont à l'origine des partis bourgeois, ainsi que le PCF, qu'il s'agisse de fonder un nouveau Conseil de la résistance ou un nouveau Front populaire ou encore une Assemblée constituante qui finalement serait de même nature, tandis que seul des organismes politiques indépendants issus du mouvement révolutionnaire des masses renversant les institutions en place permettrait de s'attaquer réellement aux fondements du capitalisme afin de pouvoir commencer à réduire les inégalités et les injustices en satisfaisant les besoins élémentaires des travailleurs, d'avancer vers le socialisme. On ne peut pas imaginer un seul instant avancer dans cette voie en demeurant lié à des partis du capital, de droite, en prônant des perspectives politiques qui sont synonymes de défaites, de trahisons ou dont la majorité des partis qui les incarneraient représenteraient l'ancien régime. Ce sont les expériences passées de la lutte des classes qui nous l'enseignent.

Et puis, observez de quelle manière se comporte la réaction, chaque fois qu'elle doit tenir compte de la lutte des classes ou de la résistance des masses elle est comme paralysée, elle hésite à mettre en oeuvre son programme, elle reporte certaines mesures antisociales ou elles en diminuent la portée, quand elle n'est pas libre de ses mouvements ou ne prend pas la liberté de s'en tenir aux besoins de la classe qu'elle représente, elle piétine, elle est incapable de faire un pas vers son objectif, elle doit passer des concessions à contrecœur, elle doit s'y reprendre à plusieurs fois, c'est si laborieux qu'elle se fait tancer par ses maîtres qui s'impatientent.

Il lui faut se soustraire de la pression des masses pour aller franchement de l'avant, agir à sa guise en entourant son action d'un

épais voile de fumée, qui lorsqu'il se dissipera, il sera alors trop tard pour faire marche arrière, elles encaisseront le mauvais coup sans pouvoir réagir ou cela ne servira à rien, aucun gouvernement n'est revenu sur les mesures réactionnaires adoptées par ses prédécesseurs. Il lui faut agir sans tenir compte de la lutte des classes, faire comme si la classe des exploités n'existait pas, c'est le seul moyen pour qu'elle applique son programme, avec l'aide des dirigeants des syndicats et des partis ouvriers qui font partie du voile de fumée évoqué plus haut. Elle s'en tient à un plan d'action, à une stratégie en tentant de balayer ou contourner tous les obstacles qui se dressent sur son chemin, elle ne s'embarrasse pas de principes et fait preuve de détermination et d'un cynisme consommé. Chaque fois qu'elle associe les représentants de la classe ouvrière à sa politique, c'est pour mieux lever l'obstacle déjà évoqué, c'est la classe des exploités qu'elle représente qui en sortira gagnante, à tous les coups, cela se juge sur le long terme, et chacun peut se rendre compte que tous nos droits foutent le camp au fil du temps.

Il faut être "*aveugle et sourd*", le titre du dernier éditorial de D. Gluckstein, pour prétendre que l'objectif du combat du mouvement ouvrier serait de "*reconquérir la démocratie politique*", alors qu'elle n'a jamais existé ou n'a servi que les intérêts de la classe dominante, qui s'en est justement servie pour liquider tous nos droits sociaux et politiques. Il témoigne ainsi de la nostalgie d'une époque définitivement révolue, quand le capital surmontait artificiellement chaque crise en en faisant payer le prix aux travailleurs du monde entier ou au prix d'une augmentation de la productivité qui a temporairement fourni un sursis au capital tout en précipitant ou préparant les conditions de son effondrement sur une plus grande échelle encore.

Il fait partie de ceux qui veulent faire tourner la roue du capitalisme en arrière au lieu de la laisser s'emballer pour tout emporter sur son chemin, y compris les conditions de sa propre survie. Il oublie de préciser que la démocratie politique a coïncidé à la fois avec la période ascendante du capitalisme qui appartient à un passé lointain et la collaboration de classe qui l'a accompagnée, la lutte de classe du prolétariat ayant été sans cesse dévoyée par les appareils traîtres, la démocratie politique avait un contenu de classe qui correspondait aux besoins de la classe dominante et elle a permis d'assurer la stabilité du régime en place, qu'elle convienne au POI et à leurs amis de droite, c'est leur droit, pour notre part on évitera d'y faire référence sans en rappeler constamment la nature politique.

Le passé ne nous intéresse que pour les leçons qu'on peut en tirer, en aucun cas nous nous tournons vers lui, notre regard est fixé sur la ligne d'horizon du futur qui de toute évidence ne peut pas appartenir au capitalisme, sauf à engendrer la fin de la civilisation humaine.

Ayant fait référence au dernier éditorial de Gluckstein, on pourrait ajouter un mot très bref.

Il confirme ce que vous avez lu plus haut, jugez plutôt, ensuite on y revient :

- "*En France, selon un sondage, 10 % des électeurs envisagent de voter aux élections municipales de mars prochain pour « apporter leur soutien au président de la République ». Donc 90 % n'envisagent pas de motiver leur vote par un quelconque soutien à François Hollande.*

Et pourtant, aveugle et sourd, le gouvernement poursuit."

Qu'a-t-il exprimé ici sinon un regret (contenu dans "*et pourtant*") que le gouvernement ne tienne pas compte de l'avertissement que constitue ce sondage pour changer de politique ? Ecrivez-moi si vous faites une autre interprétation. Tout le reste de son éditorial est du baratin à nos yeux.

Gluckstein et les siens s'affolent en observant la tournure des choses et effectivement il y a de quoi, mais il est un peu tard, trop tard pour y changer quoi que ce soit, son parti (et ex-PT, PCI, OCI aussi) en porte en grande partie la responsabilité, autrefois marginal, incapable de se développer, aujourd'hui réduit à l'impuissance, il voudrait freiner des quatre fers pour empêcher le rouleau compresseur du néolibéralisme de tout emporter sur son passage, d'où les adresses (pétitions, délégations) à Hollande et à différents ministres qui ne servent strictement à rien, sauf à nourrir des illusions dans le PS et le régime, ils étaient prêts à bombarder la Syrie quand bien même 65 de la population ou plus y était opposé, on se demandera lequel des deux est le plus "aveugle et sourd". Ils n'ont pas de politique de rechange au POI (et ailleurs) en dehors du front unique PS-PCF depuis 68 ans, c'est elle qui nous a menés où nous en sommes, mais ils persistent, tenez elle est le dernier vestige ou avatar de la démocratie politique décomposée qu'il invoque.

Autre idée colportée par le POI qui est erronée : les travailleurs et le mouvement ouvrier ne seraient pas vaincus, la preuve ils résistent... A la marge ils résistent comme ils peuvent, sur l'essentiel ils sont réduits à l'impuissance et vaincus.

Depuis que l'URSS n'existe plus, le PS n'a plus besoin de faire semblant d'être un parti socialiste et le PCF d'être un parti communiste, de se positionner au côté de la classe ouvrière, cela fut nécessaire tant que l'URSS incarnait dans l'imagination collective le communisme ou le socialisme pour attirer vers eux les travailleurs qui cherchaient une voie politique au-delà du capitalisme pour finalement les détourner ou les dégoûter du socialisme qu'ils identifiaient au capitalisme ou au stalinisme selon l'angle où les travailleurs abordaient ou se représentaient le socialisme. De ce fait, le PS et le PCF étaient obligés de leur donner le change, en traînant les pieds ou sans jamais remettre en cause la stabilité du régime en place. Ainsi la lutte des classes étaient plus vivantes qu'aujourd'hui, les travailleurs utilisaient ces canaux pour se mobiliser, la période étant favorable

au profit, les luttes se ponctuaient souvent par des avancées sociales substantielles, ainsi les apparences étaient sauvées. Et puis cela coupait l'herbe sous le pied à ceux qui se revendiquaient de la révolution d'Octobre, les trois courants trotskistes, OCI, LCR et LO qui apparaissaient comme des gauchistes ou des extrémistes. Ces organisations trotskistes furent de la fête au côté du PS et du PCF, dans les syndicats ou lors des élections en appelant à voter pour leurs candidats.

Mais depuis la disparition de l'URSS qui a été interprétée et vécue par les travailleurs comme la faillite du socialisme, le PS et le PCF n'ont plus besoin de cacher leur véritable nature politique. Le premier apparaît comme un parti bourgeois ou capitaliste du fait qu'il avait déjà rejoint le camp du capitalisme (en 1914) avant la révolution russe de 1917, le second doit continuer de se présenter comme un parti ouvrier pour ne pas disparaître pour avoir vu le jour en 1920 dans la foulée de la révolution d'Octobre, même s'il a totalement renié le communisme, le bolchevisme, les enseignements de la révolution russe ou le léninisme, le marxisme, en réalité ses pires ennemis une fois stalinisé au milieu des années 20.

Du coup les travailleurs se retrouvent aujourd'hui sans partis dans lesquels ils pourraient se reconnaître, je passe toutes les trahisons du PS et du PCF intervenues jusqu'à leur dernière métamorphose qui en quelque sorte est davantage un retour aux sources lorsqu'on connaît bien leur histoire. Lénine et Trotsky par exemple ont toujours soutenu que le PC n'avait jamais été un parti communiste, et ils n'auront jamais eu confiance dans les dirigeants de la SFIO avant leur trahison de 1914...

Donc les travailleurs ne peuvent plus utiliser ces canaux pour se mobiliser puisque le PS et le PCF sont montés au créneau pour défendre l'ordre établi depuis le début des années 80, ils ont gouverné ensemble pour le compte des capitalistes, et depuis ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que les masses se rassemblent contre les institutions qu'ils soutiennent à bout de bras. Les travailleurs sont donc sans direction, sans partis, ils ne peuvent plus se mobiliser et pour beaucoup en ont été découragés. La voie à la réaction est libre.

C'est pour ainsi dire pire que s'ils avaient subi une défaite, ils sont totalement déboussolés, désorientés, sans perspective, sans idéal, ils engrangent défaite après défaite. Alors si on applique à ce processus dialectique la loi de la transformation de la quantité en qualité, on est en droit d'en déduire qu'ils ont été défaits et qu'ils n'arrivent pas à s'en remettre. L'admettre peut permettre de corriger le tir, le nier consistera à reproduire sans cesse les mêmes erreurs, c'est ce à quoi s'emploient malheureusement les dirigeants du POI, du NPA et de LO.

Il ne reste plus qu'à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur les bases des enseignements de la révolution russe de 1917, et qui intégrera l'inventaire et tirera les leçons de la lutte des classes du XXe siècle à nos jours.

[La Talonnette bientôt devant des juges d'instruction.](#)

Un nouveau front judiciaire se concrétise pour Nicolas Sarkozy : des magistrats ont obtenu jeudi le feu vert pour déterminer si l'ex-chef de l'État s'est rendu complice d'une violation du secret de l'instruction en marge de l'affaire Karachi.

"M. Sarkozy devra s'expliquer devant des juges d'instruction pour des faits de violation du secret de l'instruction, du secret professionnel, et de recel, qui lui sont reprochés", a déclaré à l'AFP Me Olivier Morice, avocat des familles à l'origine de la procédure.

Cette enquête étant couverte par le secret de l'instruction, de nombreuses voix, notamment au sein des syndicats de magistrats, avaient dénoncé une intrusion de l'exécutif dans une procédure judiciaire.

Et des familles de victimes de l'attentat de Karachi avaient saisi la justice. Leur première plainte ayant été classée sans suite, elles ont attendu la fin du mandat de M. Sarkozy pour l'attaquer à nouveau en juin 2012 pour complicité de violation du secret de l'instruction.

Trois juges d'instruction, dont la doyenne Sylvia Zimmermann, avaient contre l'avis du parquet pris la décision d'enquêter.

Mais le ministère public avait fait appel, invoquant le principe constitutionnel d'*"irresponsabilité pénale"* du chef de l'État, selon lequel ce dernier n'a pas à répondre ni pendant, ni après son mandat, des actes commis dans l'exercice de ses fonctions.

Le parquet avançait que les faits dénoncés par les plaignants s'inscrivaient *"dans la recherche d'une protection de l'intégrité de son image de chef de l'État"*, donc dans le cadre de son mandat.

Un argument contesté par les trois juges d'instruction qui arguaient au contraire dans leur ordonnance, consultée par l'AFP, qu'à *"le supposer établi, le fait de permettre la divulgation d'informations issues d'une instruction en cours n'entre pas dans les fonctions du président de la République"*.

Jeudi après-midi, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris, réunie à huis clos a tranché, et autorisé les juges à enquêter sur l'ex-président, selon des sources proches du dossier.

"C'est un double désaveu pour le procureur de la République de Paris et pour le parquet général et c'est une victoire pour les familles des victimes qui souhaitent demander des comptes à Nicolas Sarkozy", a réagi Me Morice.

"Les familles constatent que pour faire avancer la recherche de la vérité, elles auront dû agir seules contre le ministère public. Elles en sont indignées et espèrent que le ministère public n'aura pas l'indécence de former un pourvoi en cassation", a-t-il ajouté.

Le parquet général a cinq jours pour saisir éventuellement la haute juridiction.

Outre M. Sarkozy, l'enquête vise également l'ancien conseiller presse de l'ex-chef de l'État Franck Louvrier, ainsi que l'ancien ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, pour *"violation du secret professionnel, recel et complicité"*, ainsi qu'*"entrave au déroulement des investigations"*. AFP 03.10

Le parquet général et le procureur de la République de Paris sont au service des institutions de la Ve République et de ses serviteurs dont faisait partie l'ancien chef de l'Etat, ils appartiennent tous à la même famille, donc lorsque l'un d'entre eux est mouillé dans une affaire, ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour lui venir en aide et le blanchir.

Sauf qu'ici ils font face à l'acharnement de familles de victimes qui n'ont pas l'intention de laisser enterrer une affaire qui les a profondément meurtrie puisqu'ils ont perdu l'un de leurs parents, les relations incestueuses entre les représentants de l'Etat à différents niveaux ne les concernent pas, elles exigent la vérité...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

La justice a inculqué jeudi et placé en détention provisoire le chef d'Aube dorée, Nikos Michaloliakos, une étape majeure dans l'offensive déclenchée par les autorités pour tenter d'éradiquer ce parti néonazi, accusé de nombreuses violences et qui s'est nourri de la crise.

Quelques heures plus tôt, il avait été inculqué de direction d'*"organisation criminelle"*, après plusieurs heures d'audition par deux juges d'instruction.

Nikos Michaloliakos, 56 ans, un admirateur des colonels ayant instauré la dictature en Grèce (1967-1974), tient les rênes de ce parti depuis 1980.

Les magistrats ont achevé jeudi soir les auditions marathon des six députés néonazis interpellés au cours d'une vaste opération de police le week-end dernier. Outre M. Michaloliakos, deux autres élus ont été envoyés derrière les barreaux en attendant un probable procès, dont le numéro 2 d'Aube dorée, Christos Pappas. AFP 03.10

2- Venezuela

Après avoir expulsé lundi trois diplomates américains du Venezuela, le président Nicolas Maduro continue de s'attaquer aux Etats-Unis qui, selon lui, veulent nuire à l'image du Venezuela. M. Maduro a en effet affirmé mercredi 2 octobre que l'agence antidrogue américaine (DEA) pourrait être impliquée dans l'envoi à Paris depuis Caracas d'une cargaison de 1,3 tonne de cocaïne.

"Quel hasard que survienne ce cas de trafic de drogue, ce fameux cas avec Air France ! (...) Attention à ne pas être entre les mains de la DEA ! Nous enquêtons, attention que ça ne soit pas la DEA qui soit impliquée derrière les mafias !", a-t-il déclaré.

Le 11 septembre, un vol d'Air France au départ de Caracas a atterri à Paris-Roissy avec plus d'une 1,3 tonne de cocaïne répartie dans une trentaines de valises. Vingt-trois personnes, dont un employé de la compagnie aérienne et plusieurs militaires, ont été arrêtées et placées en détention au Venezuela. En France, cinq personnes ont été incarcérées – trois Italiens et deux Britanniques.

"Ils disent que derrière cette affaire il y a la mafia italienne. Toutes ces mafias sont amies avec la DEA (...) travaillent avec la DEA, font partie du système de la DEA, tous les capos, les Colombiens, les Mexicains, etc., c'est une grande entreprise", a ajouté

le président.

M. Maduro a averti que le narcotrafic disposait d'"*un grand pouvoir*", qui pourrait être utilisé "*par ce secteur qui monte des dossiers contre le pays pour dire que (nous sommes) un narco-état*".

"*Un narco-état, le Venezuela ? Nous qui battons des records de capture de trafiquants, qui battons des records de saisies de drogue, qui avons rompu avec la DEA qui est une véritable multinationale du trafic de drogue !*", s'est-il exclamé. lemonde.fr 03.10

SOCIAL

France

Le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon a promis jeudi des "*renforts*" pour la mise en place de la semaine de 4,5 jours dans les écoles d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), où deux établissements sur trois étaient fermés ou fortement perturbés jeudi en raison d'une grève contre cette réforme.

La mairie et les grévistes avaient annoncé en matinée un total de 21 établissements fermés, mais le rectorat a précisé que seules 13 écoles étaient closes "*à 100%*" et 8 "*fortement perturbées*". Au total, 72% des enseignants d'Aubervilliers étaient en grève, a précisé le rectorat.

"*C'est une réforme ambitieuse mais il n'y a ni les moyens humains ni en termes de locaux (...)* Les enfants sont très fatigués et les enseignants stressés", a déclaré Martine Caron, du syndicat SNUipp-FSU.

Interrogé sur ce sujet en marge d'un déplacement à Caen, le ministre de l'Education Vincent Peillon a promis "*des renforts*" à Aubervilliers qu'ils "*estimeront*" eux-mêmes.

"*L'idée est bien que nous mobilisons tout ce dont nous disposons de moyens humains à l'Education nationale pour aider Aubervilliers à sortir de ce moment et à réussir la réforme des rythmes*", a ajouté le ministre.

Pour Vincent Peillon, "*la qualité des activités proposées par le maire*" (PS) à Aubervilliers n'est pas en question. C'est le nombre d'enfants qui sont venus s'inscrire (aux activités après l'école, ndlr) qui déborde la capacité des services locaux".

Les parents d'élèves de la FCPE eux ont dénoncé la "*confusion et le désordre*" dans les écoles d'Aubervilliers depuis la mise en place de la réforme, "*résultat de l'entêtement de la mairie*" selon eux.

"*On fait face à une certaine résistance mais on est en train de gagner la partie*", a estimé de son côté le maire socialiste. "*Face au début de réussite de la réforme, les opposants se sont dit qu'il fallait lancer un mouvement le plus vite possible*", a-t-il déclaré à l'AFP.

Selon lui, un mois seulement après la rentrée, il est trop tôt pour juger que les enfants sont plus fatigués que l'an dernier. Il estime aussi que les professeurs ont leur responsabilité dans les difficultés d'organisation des ateliers, 30% d'entre eux refusant en primaire de laisser leur classe "*même vide, en dehors du temps scolaire*".

Un service d'accueil d'urgence a été prévu dans d'une des écoles d'Aubervilliers pour les enfants qui ne pouvaient être gardés chez eux, selon la mairie.

Aubervilliers a mis en oeuvre la semaine de quatre jours et demi dès la rentrée 2013, sur le même modèle qu'à Paris, avec des activités deux fois par semaine en fin de journée et la classe le mercredi matin.

La réforme des rythmes a fait l'objet d'une réunion mercredi à l'Elysée face au mécontentement de certains enseignants et de parents, tout comme de certains maires qui réclament une remise à plat du financement. L'opposition s'est emparée du sujet, dénonçant le manque de moyens selon elle de la réforme. AFP 03.10

Les enseignants rejettent cette contre-réforme, elle doit être abrogée, ce n'est pas négociable.

Vous aurez noté que Martine Caron du syndicat SNUipp-FSU tient le même discours que Peillon ou "*l'opposition*", pour lesquels le problème viendrait d'un "*manque de moyens*".

[Haut de page ↗](#)

Le 5 octobre 2013

CAUSERIE

J'ai corrigé une erreur dans un commentaire figurant dans l'article sur Hollande et la Constitution, j'ai terminé l'actualisation du site par cet article hier et c'était un peu bâclé.

Pas le temps de causer, je dois aller faire des courses, sinon je serais obligé de les faire dimanche ! J'ajouterai une dizaine d'articles ce soir. On essaiera de faire un point politique demain ou lundi.

Lisez les brefs articles sur l'Italie et l'Allemagne et posez-vous la question : à quoi cela sert-il d'aller voter ? Ce qui est terrifiant, c'est qu'aucun parti ne tient compte de la modification intervenue dans les rapports entre les classes et aussi avec les institutions au cours des 30 dernières années. Leur position n'a pas changé comme s'il ne s'était absolument rien passé, c'est édifiant. Il faut participer aux élections, il faut voter, un point c'est tout, vous ne trouverez pas trace de discussions dans leurs journaux sur cette question. On y reviendra.

Syrie

1- Le président syrien accuse la Turquie d'abriter des "*terroristes*" syriens et l'avertit du prix élevé qu'elle paiera pour son soutien aux rebelles qui le combattent.

Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision turque Halk TV qui doit être diffusé vendredi, Bachar al Assad qualifie le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, de "*fanatique*" et accuse la Turquie d'autoriser le passage vers la Syrie de "*terroristes*" qui veulent attaquer l'armée et les civils syriens.

"Il n'est pas possible de mettre le terrorisme dans sa poche et de l'utiliser comme une carte parce que c'est comme un scorpion qui n'hésitera pas à vous piquer à la première occasion", y déclare Bachar al Assad, selon une transcription de l'entretien, publiée sur le site internet de la chaîne.

"Dans un proche avenir, ces terroristes auront un impact sur la Turquie, et la Turquie le paiera d'un prix élevé", affirme le président syrien.

"Avant le conflit, Erdogan ne parlait jamais de réformes ni de démocratie, ces questions-là ne l'intéressaient pas (...). Erdogan voulait seulement le retour des Frères musulmans en Syrie, tel était son objectif principal", ajoute-t-il.

La Turquie, membre de l'Otan, est aujourd'hui l'un des pays les plus critiques envers Bachar al Assad. Ses dirigeants affichent leur soutien à l'opposition syrienne tout en démentant fournir des armes aux rebelles.

Les autorités turques s'inquiètent de l'influence croissante des fondamentalistes musulmans au sein des rebelles syriens. Le mois dernier, l'organisation radicale affiliée à Al Qaïda Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) s'est emparée d'Azaz, une localité syrienne située à cinq km de la Turquie. Depuis, des affrontements à répétition ont lieu entre l'EIL et la brigade locale Tempête nordique.

"Actuellement, la Syrie s'achemine vers une guerre intercommunautaire", a estimé Recep Tayyip Erdogan dans une interview diffusée jeudi soir par la télévision turque. *"Voilà le danger qui nous guette!"* Reuters 04.10

Guerre "*intercommunautaire*" qu'il a lui-même encouragée, alimentée...

2- En Syrie, la tension entre les éléments appartenant à Al-Qaïda et les rebelles est montée d'un cran.

Selon l'édition anglophone de la chaîne de télévision Al-Jazeera, une bande, composée de divers groupes de rebelles, a demandé à Al-Qaïda de quitter la région de Homs, alors que les deux parties sont en guerre, aux alentours d'Alep. L'union et la lutte contre Al-Qaïda se sont transformées en slogan principal d'un certain nombre de groupes rebelles, en Syrie, qui réclament la fin des affrontements des éléments d'Al-Qaïda, actifs, en Syrie, sous le nom de «l'Etat islamique en Irak et au Levant», avec les autres groupes rebelles. Le Conseil militaire de Homs est, entre autre, un groupe rebelle, qui vient de faire cette demande à Al-Qaïda.

Ce groupe est composé des rebelles actifs, à travers la province de Homs, qui réclament le départ des éléments d'Al-Qaïda. A Idlib, aussi, six bandes rebelles ont appelé les Qaïdistes à se soumettre à un cessez-le-feu avec l'ASL et à quitter la localité d'Izaz. french.trib.ir 04.10

3- Le parlement national turc a adopté, jeudi soir, le projet de loi autorisant des opérations extra-frontalières contre la Syrie.

Lors de sa réunion d'hier, jeudi soir, et à l'issue des déclarations des représentants opposés et partisans, le parlement national turc a prolongé d'un an l'autorisation des opérations extra-frontalières contre la Syrie. Les Parti au pouvoir «*Justice et développement*», (AKP), «*d'action nationaliste*», ont donné leur accord à ce projet de loi, et les Partis «*Républicain du Peuple*», (CHP), «*Pour la paix et la démocratie*», (BDP), s'y sont opposés. Kemal Kiliçdaroglu, le chef du parti opposé «*Républicain du Peuple*», (CHP), s'était opposé, en ces termes, aux politiques du gouvernement d'Erdogan : "*Aucun des citoyens turcs ne s'intéresse à la guerre avec la Syrie et n'est en faveur de la guerre*". french.trib.ir 04.10

Parole d'internaute

(Les trois premiers commentaires d'internautes sont composés d'extraits de documents en anglais que j'ai traduits.)

1- Fatwa d'oulama de Damas : « *Il est légal de confisquer les biens appartenant aux chrétiens, aux Alawites et aux Druze pour acheter des armes* »

Damas (Agence FIDES) – La vie pour les minorités religieuses syriennes devient de plus en plus difficile et dans ce conflit ce sont les secteurs les plus vulnérables de la société.

Comme FIDES a appris que 36 oulamas (chefs religieux musulmans) de Douma, une des plus importantes banlieues de Damas, a publié une « *fatwa* » (un décret religieux) qui légitime le droit des musulmans sunnites de saisir et prendre possession des biens, maisons, des propriétés appartenant aux chrétiens, Druze et Alawite et des membres d'autres minorités religieuses «*qui ne professent pas la religion sunnite du prophète* ».

Le fatwa invite ouvertement « *à boycotter et briser toutes les relations avec les habitants de Damas qui ont trahi les révolutionnaires ou les ont abandonnés* ».

La propriété confisquée, selon la fatwa – dont FIDES a reçu une copie – sera employée en partie « *pour acheter armes en partie pour aider des orphelins, les pauvres, les familles des martyres et des veuves. Nous faisons appel à nos personnes pour s'accrocher à nos traditions islamiques et pour aller régulièrement à la maison de dieu (mosquées) afin de sauvegarder notre âme et la société* », dit le texte de l'oulama. (google search friendsofsyria)

2- Le Président du Parti républicain turc Kemal Kilicdaroglu a affirmé que la Turquie, pendant le règne du Parti de la justice et du développement, est devenue un Etat qui importait le terrorisme et ceci créerait des problèmes au pays.

« *Al-Qaïda a parlé de la période limitée pendant laquelle la Turquie ouvrirait ses frontières à leurs combattants en direction de la Syrie, était normal à la lumière de l'appel du gouvernement turc en direction des membres d'Al-Qaïda de venir en Turquie, leur fournissant une formation et leur offrant de l'argent et des armes pour plus tard les envoyer en Syrie*» Kilicdaroglu a dit lors d'une interview à TV en réponse à une déclaration de la police à Ankara.

Il a ajouté que cette déclaration démontrait la coopération qui existait entre le gouvernement d'Erdogans et l'Al-Qaïda.

Les autorités supérieurs turcs, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, ont à plusieurs reprises admis qu'ils ouvraient les frontières de la Syrie à ceux qui souhaitaient passer illégalement la frontière sous prétexte de répondre aux besoins humanitaires des populations déplacés. (/friendsofsyria.co/2013/10/04/turkish-republican-peoples-party-turkey-became-state-which-imports-terrorism/)

3- Les extraits du rapport des observateurs de la Ligue arabe sur la Syrie montrent clairement que les médias officiels racontent seulement une partie de l'histoire et exagèrent la violence commise par le gouvernement d'Al-Assad et sa police et ses militaires.

Le rapport mentionne qu'" *une entité armée*" tue des civils et des policiers et conduit des attaques terroristes visant des civils innocents. Les dommages causés par ces attaques sont attribués au gouvernement d'Al-Assad et employés pour mettre en accusation la Syrie devant les Nations Unies.

Rebelles dans Idlib, Syrie. Les preuves révèlent qu'ils sont soutenues par la CIA, le MI6, et le Mossad.

Selon le rapport de ligue arabe, « *l'armée libre syrienne* » et « *les groupes armés de l'opposition* » sont responsable de nombreux massacres.

En janvier, il a été signalé que le MI6, la CIA, et le SAS britannique étaient en Syrie et collaboraient avec l'armée syrienne libre et le Conseil National syrien pour renverser le régime d'Al-Assad. L'armée syrienne libre est largement identifiée comme une création de l'OTAN. Elle est composée en grande partie de militants des Frères musulmans – eux-mêmes une création des services secrets britanniques – financée, soutenue, et armée par les Etats-Unis, l'Israël, et la Turquie.

Ce rapport confirme celui établi en novembre de l'année dernière par le journaliste Webster Tarpley, qui a visité le Moyen-Orient et la Syrie.

« Ce que les Syriens lambda de toutes les ethnies disent au sujet de cela, c'est qu'ils se font tirés dessus par des tireurs isolés. Les gens ont affirmé que les tireurs isolés qui tiraient sur des civils étaient des terroristes, un terrorisme aveugle qui avait pour seul objectif de déstabiliser le pays. Je n'appellerais pas cela une guerre civile – c'est un terme très maladroit (ou trompeur). Ce que vous traitez ici sont des escadrons de la mort, vous avez à faire à des commandos de la terreur ; c'est une méthode typique de CIA. Dans ce cas c'est une réalisation commune de la CIA, du MI6, du Mossad, et l'argent provient d'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et du Qatar », Tarpley a dit à RT.

Tarpley a dit que les Etats-Unis encourageait « *un modèle failli de la révolution colorée, soutenu par des troupes de terroristes – les gens d'Al-Qaïda et les Frères musulmans* » afin « *de provoquer des heurts au Moyen-Orient selon des lignes ethniques.* »."

4- "Le terrorisme islamiste, c'est la nouvelle armée des USA/OTAN/ISRAEL et ses alliés/vassaux. La création de Al-Qaïda contre l'URSS en Afghanistan et son utilisation ultérieure partout autant que nécessaire, ce sont des faits acceptés à ce jour par tous ceux qui ne sont pas des analphabètes secondaires.....

Faire s'entretuer les arabes entre eux, les africains entre eux, ... une des stratégies prioritaires

Utiliser la stratégie du chaos, la stratégie du pompier pyromane,... contre tout pays non aligné, nationaliste, panarabe, panafricain, laïc, multiculturel, multireligieux (Syrie, Libye, Irak.. demain l'Algérie) ... pour changer son régime contre un régime "ami" (Arabie Saoudite, Turquie, Qatar, Maroc...) même si féodal ou semi-féodal.

Utiliser la haute technologie militaire pour détruire les infrastructures des pays ciblés (Syrie, Libye, Irak, Afghanistan,...) sans tenir compte de la souffrance de la population civile une forme de crime de guerre et de génocide.

Erdogan, les Frères Musulmans, Al-Qaïda,... sont les amis naturels "démocrates" des 'oligarchies occidentales au service de l'Empire (USA/OTAN/ISTRAEL)... nous les nouveaux esclaves lobotomisés par la propagande de guerre et la manipulation du cartel des médias...

L'Empire ne veut pas des Peuples /Pays Souverains avec des citoyens libres / critiques, mais de citoyens moutons / consommateurs ... c'est tout."

(j'ai corrigé l'orthographe et parfois la ponctuation)

ACTUALITE EN TITRES

L'"**apothéose**" de la collaboration de classes : la grande boucherie !

- Marc Ferro : "La guerre de 14-18, c'est l'apothéose de l'unité nationale" - LeMonde.fr

Vive la reprise... des suppressions d'emplois en masse !

- La reprise est là, mais pas au point de relancer l'emploi - AFP

- Air France prévoit 1.800 suppressions de postes au sol - Reuters

Vive la croissance... par le bas !

- Faut-il libéraliser les professions réglementées pour doper la croissance? - L'Expansion.com

En famille.

- Cazeneuve encourage la taxation du diesel... en 2015 - L'Expansion.com

- Malgré l'interdiction, Castorama et Leroy Merlin vont ouvrir dimanche - L'Expansion.com

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice n'envoient pas les CRS pour faire respecter une décision de justice à ces voyous ?

- A Chelles et Collégien, les Leroy Merlin ouvriront grâce aux maires - LeParisien.fr

Quel parti les maires, devinez ? PS.

ACTUALITÉ DU JOUR

A la bonne heure, quel soulagement !

- Allemagne: Merkel et le SPD engagés pour former un gouvernement - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel a conclu vendredi de premières discussions avec ses rivaux sociaux-démocrates sur la possibilité de former un gouvernement commun avec la promesse de se revoir le 14 octobre.

Quelle que soit l'issue des tractations, les députés allemands se réuniront pour leur séance constitutive le 22 octobre, soit un mois après le scrutin. Mais le gouvernement sortant restera opérationnel, sans limite de temps, jusqu'à l'entrée en fonction d'un nouvel exécutif. AFP 04.10

Cela fait un siècle que la social-démocratie allemande est morte, le SPD est une escroquerie permanente tout comme le PS en France depuis la même date.

Cela sert à quoi d'aller voter ? Les maîtres du nouvel ordre mondial aux commandes de l'Italie.

Question valable en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Belgique, en France, aux Etats-Unis, etc.

- Italie: un cadre du FMI nommé pour contrôler la dépense publique - AFP

Un des hauts responsables du Fonds monétaire international (FMI), Carlo Cottarelli, va quitter l'institution pour rejoindre le gouvernement italien où il sera en charge de la dépense publique, a annoncé le Fonds vendredi.

Directeur du département des questions budgétaires au Fonds, M. Cottarelli a été nommé par le gouvernement italien "*commissaire pour la réforme de la dépense publique*" et quittera ses fonctions actuelles le 22 octobre, selon le communiqué du FMI.

Cet ancien cadre de la Banque d'Italie et de la compagnie énergétique Eni avait rejoint le FMI en 1988 où il a notamment supervisé le lancement du rapport annuel de "*surveillance budgétaire*" qui dissèque les niveaux d'endettement et de déficit des 188 Etats-membres de l'institution. AFP 04.10

Voter en Europe pour un parti de l'Internationale social-libérale-impérialiste, c'est voter néolibéral, c'est remettre le pouvoir à l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste. Voter pour les partis de la "*gauche radicale*" revient strictement au même, puisque sans rompre avec l'UE, le FMI et l'ONU ils sont condamnés à faire la même politique. Voter UMP ou FN, également, évidemment.

Le fer de lance de la réaction mondiale, du sionisme : le PS.

- Conseil de sécurité de l'ONU: La France demande à réformer le droit de veto - 20minutes.fr

Chez les Frères...

- Fabius insiste sur la nécessité de réformer le droit de veto à l'ONU - Liberation.fr

En complément

- Israël candidat au Conseil de sécurité pour 2019-2020 - Reuters

Israël a annoncé jeudi son intention de briguer un siège de membre du Conseil de sécurité pour la période 2019-2020, même si des diplomates aux Nations unies prédisent que la tâche sera rude pour l'Etat juif.

L'obtention d'un siège de membre non permanent du Conseil nécessite une majorité des deux tiers à l'Assemblée générale des Nations unies, qui compte 193 pays membres. Les candidatures sont proposées par les cinq groupes régionaux de l'Assemblée mais l'élection se déroule en assemblée plénière.

Le représentant d'Israël à l'Onu, Ron Prosor, a déclaré que son pays serait en compétition avec l'Allemagne et la Belgique pour les deux sièges attribués au groupe "*Europe occidentale et autres groupes*" que l'Etat juif a rejoint provisoirement en 2000, puis définitivement en 2004. Géographiquement, l'Etat juif devrait appartenir au groupe Asie-Pacifique mais les pays musulmans ont bloqué son admission.

La plupart des 120 pays membres du bloc non-aligné à l'Assemblée sont peu enclins à soutenir Israël voire ouvertement hostiles à l'Etat juif, relèvent cependant les diplomates.

En novembre 2012, l'Assemblée générale a accordé aux Palestiniens le statut d'observateur à l'Onu, initiative à laquelle s'opposait fermement Israël, par 138 voix pour, 41 abstentions et neuf voix contre.

"*Nous donnerons tout pour gagner. C'est une question de temps*", a déclaré Ron Prosor à Reuters.

Le Conseil de sécurité de l'Onu compte, outre ses cinq membres permanents (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni), dix membres non permanents siégeant pour deux ans. Reuters 04.10

Morales a suggéré de déménager le siège de l'ONU, Ron Prosor ou Fabius ou encore Attali pourrait proposer Jérusalem ou Tel-Aviv...

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

Le nouveau plan de départs volontaires chez Air France concernera 1.826 postes au sol dont 582 affectés au hub de Paris-Charles de Gaulle et 591 dans ses escales de province, a annoncé vendredi la compagnie à l'issue d'un Comité centre d'entreprise.

Direction et représentants du personnel d'Air France étaient réunis pour examiner ces nouvelles suppressions sur les quelque 2.800 additionnelles prévues dans le cadre de Transform 2015, vaste plan destiné à redresser le groupe franco-néerlandais Air France-KLM à l'horizon 2015.

"*Certaines de ces mesures donneront lieu à des négociations avec les partenaires sociaux. Ces négociations devront aboutir avant la fin de l'année, afin que les plans d'action puissent être mis en oeuvre dès le début de l'année 2014*", a prévenu la compagnie.

S'agissant de ses personnels navigants, elle chiffre le sureffectif à 350 pour les pilotes (équivalents temps plein) et à 700 hôtesses et stewards. Les mesures de traitement de ce sureffectif "*seront présentées ultérieurement*".

Le PDG de la compagnie aérienne, Frédéric Gagey, a en outre évalué à 150 millions d'euros les gains en année pleine de ces 1.800 suppressions de poste. Il escompte à 60 millions d'euros le gain d'une meilleure organisation des services et du travail en fonction du caractère saisonnier de l'activité, notamment dans les trois bases de province, Nice, Marseille et Toulouse, a indiqué de son côté le représentant CFDT, Michel Salomon.

"*Transform 2015 fonctionne et nos premiers efforts commencent à payer. Il faut les poursuivre et les amplifier*", a estimé le PDG. AFP 04.10

Avec le soutien des partenaires antisociaux cela devrait bien se passer...

Haut de page ↗

Le 6 octobre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne de nouveaux articles, ce sera pour ce soir ou demain matin. Je ne vous remercie pas pour ne jamais m'indiquer les erreurs de liens que vous rencontrez, j'ai décidé moi aussi de ne pas y consacrer du temps. Quand un lien ne répond pas, tapez le titre de l'article dans Google et vous obtiendrez ce document à partir du portail qui l'avait publié en premier.

Un bref commentaire à la suite de l'article mis en ligne hier *Et si Karl Marx revenait?* de Raphaël L. Didier, économiste.

- "*Si Karl Marx, mort un an avant que la loi Waldeck-Rousseau de 1884 n'autorise à nouveau les syndicats ouvriers, revenait parmi nous, il serait surpris de voir que le capitalisme existe toujours, lui qui pensait que ses contradictions conduiraient à terme à sa disparition.*"

Marx n'a jamais prétendu que le capitalisme disparaîtrait de lui-même, il a déduit de ses contradictions qu'elles conduiraient à la barbarie ou au socialisme, selon que la classe ouvrière serait capable ou non de le renverser et de prendre le pouvoir politique, ce qui n'est pas la même chose. Il a sous-estimé les capacités du capitalisme à repousser toujours plus loin les limites de ses propres contradictions qui se traduisent malgré tout par de nouvelles crises, et la capacité du prolétariat à accomplir ses tâches historiques.

Cela dit son analyse demeure juste, ainsi que ses conclusions qui ont été vérifiées tout au long de la lutte des classes au cours du XXe siècle à nos jours. Un siècle s'étant écoulé, il faudrait actualiser ou compléter ses travaux ainsi que ses enseignements. Si les fondements du capitalisme et les rapports entre les classes qui en étaient à l'origine n'ont pas changé, le capitalisme et les classes ont connu de profondes transformations à l'échelle mondiale, certains aspects du capital qui étaient en gestation à son époque se sont développés depuis, certains facteurs ne remplissent plus exactement le même rôle qu'autrefois, bien des rapports ont évolué au sein du capital.

Hier j'ai lu plusieurs articles dans lesquels les auteurs affirmaient que l'hégémonie de l'impérialisme américain était remise en cause, que son rôle d'hyper puissance était terminé ou sur le point de l'être, que nous allions assister à une modification des rapports entre grandes puissances au détriment des Etats-Unis, que c'était un pays en crise, puissant mais aux pieds d'argile, etc. ils ont déduit cela de son recul dans l'affaire syrienne, je vous avoue que cela m'a laissé perplexe. Pourquoi ?

A en croire ces auteurs les Etats-Unis auraient perdu une guerre, aussi je me suis demandé si la guerre était la continuité de la politique sous une autre forme ou plutôt la continuité de l'économie sous une autre forme pour atteindre un objectif politique.

Pour mieux excercer leur contrôle sur cette région du monde, les néolibéraux avaient imaginé qu'ils pourraient y parvenir par la guerre, sauf qu'apparemment cela va s'avérer impossible en empruntant cette voie-là, ailleurs qu'au Moyen et au Proche-Orient ils obtiennent de bien meilleurs résultats en empruntant plutôt la voie politique.

Il leur suffirait d'intégrer le Liban, l'Irak, l'Iran et la Syrie dans une institution politique régionale englobant l'ensemble des pays de la région y compris ceux du Golfe qu'ils superviseraient discrètement moyennant leurs agents dans la place, Israël, l'Arabie Saoudite, le Qatar, la Jordanie, les Emirats arabes unis, le Koweït, pour soumettre tous ces régimes à leur idéologie ou dictature, ce qui serait possible s'ils garantissaient aux classes dominantes des différents Etats de conserver leur statut et leurs privilèges, ces dernières finiraient par adhérer à leur idéologie ou plan de gouvernement mondial auquel elles seraient associées au même titre que celles qui existent ailleurs dans le monde, tous leurs peuples seraient sous contrôle et sans droits politiques et sociaux comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis et en Europe notamment et le tour serait joué. Il leur faut simplement changer de tactique sans changer de stratégie car je ne les vois pas l'abandonner en si bon chemin. Il leur faut juste modifier le rôle que remplissent certains acteurs ou la plupart même en leur faisant miroiter le bénéfice qu'ils pourraient en tirer à terme. C'est l'aspect le plus compliqué, car il leur faudra se renier, mais bon, ils ne sont pas à cela près après tout.

Quant aux Russes et aux Chinois, ils ont tout intérêt à s'entendre avec les Américains, les Européens ne comptent pas, ils auraient tout intérêt à ce que cette région du monde soit stable sur le plan politique. Evidemment aussi longtemps que ce puzzle ne sera pas complet, la rivalité ou la concurrence que se livrent les différentes puissances continuera d'exister, mais au lieu qu'elle se fasse au détriment de l'une ou l'autre, ce sera uniquement le prolétariat mondial qui en ferait les frais, aucune d'entre elles n'aura intérêt à une guerre dévastatrice, la course aux matières premières pourraient se solder par des accords

commerciaux préservant leurs intérêts respectifs...

Ce que les auteurs de ces articles ont oublié, c'est la crise du capitalisme, la lutte des classes qui l'accompagne, qu'elle alimente, ceux qui dirigent le monde savent que le capitalisme est condamné à disparaître, qu'il se rapproche du moment où une crise économique mondiale peut éclater et l'emporter, condition que Marx ne pouvait pas entrevoir à son époque, il estimait que le capitalisme allait d'une crise à une autre et que c'était au cours d'une de ces crises aux conséquences sociales terribles pour la classe ouvrière qu'elle en viendrait à s'emparer du pouvoir politique, or ce cycle semble avoir atteint sa limite, les crises qui apparaissaient à son époque dans un intervalle de 10 ans, se produisent dorénavant dans un délai plus bref, mieux, le capitalisme est devenu incapable de surmonter ces crises, il est entré dans un cycle de crise permanente qui nécessite de sa part de prendre des mesures toujours plus brutales contre la classe ouvrière, pas partout à la fois, sur tel ou tel continent ou dans tel ou tel pays, à tour de rôle il s'attaque à tous les droits du prolétariat mondial.

La mondialisation correspond en fait à la crise mondiale du capitalisme, qui peut se résoudre dans un sens ou dans l'autre selon la capacité d'une classe de l'emporter définitivement sur l'autre, du pouvoir qu'elle a concentré entre ses mains pour anéantir l'autre littéralement, on en a un aperçu à travers la détermination de la classe dominante de détruire systématiquement tous nos droits sociaux et politiques, c'est une lutte à mort, finale qui est engagée et non un énième épisode de la lutte des classes tel qu'on l'a connue dans le passé, Marx ne pouvait pas concevoir de quelle manière ce féroce combat se livrerait, il n'a pu que l'esquisser.

Je suis revenu sur l'aspect économique du combat que se livrent les différentes classes et puissances parce que les classes ne le perçoivent pas de la même manière. La classe dominante a conscience que c'est un moyen pour elle de conquérir le pouvoir politique en soumettant les masses (et les Etats) à sa dictature. Elle inscrit son combat économique dans une perspective politique, tandis que les travailleurs continuent de combattre au jour le jour pour défendre leurs acquis sociaux ou pour obtenir de nouveaux droits sociaux sans aucune perspective politique, en vain la plupart du temps, pire encore, ils perdent tous leurs acquis les uns après les autres, ils sont manifestement handicapés par l'absence de perspective politique à leur combat, les syndicats et leurs partis vendus au capital font tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'ils ne renouent pas avec le socialisme qui est l'ennemi mortel du capitalisme.

Le capital est organisé à tous les échelons, de l'entreprise au niveau mondial, il dispose d'une multitude d'institutions financières et politiques (plus les médias, les instituts de sondage) qui sont toutes subordonnées à leurs intérêts, alors que le prolétariat ne dispose d'aucune organisation ou aucun parti indépendant, encore moins une Internationale, tous les outils dont ils disposent sont faussés, gangrenés, inutilisables en l'état pour espérer vaincre son ennemi, s'il ne se dote pas de nouveaux syndicats et de nouveaux partis ouvriers révolutionnaires, il sera défait, brisé, réduit en esclavage, c'est ce qui le guette de plus en plus. (A suivre)

Dictature. Droit divin. Intouchable. L'Etat terroriste américain "légalement protégé de toute accusation d'agression".

Plusieurs civils afghans tués dans une frappe de l'OTAN - Lemonde.fr

"La nuit dernière, vers 23 heures, cinq civils âgés de 12 à 20 ans étaient en train de chasser des oiseaux avec des fusils à plomb, à environ huit kilomètres de Jalalabad [la capitale provinciale] quand ils ont été visés par une frappe aérienne des forces étrangères", a déclaré le porte-parole de la police locale, Hazrat Hussain Mashreqiwal. "Leurs corps ont été transportés à l'hôpital de Jalalabad", a-t-il ajouté. La mort des cinq civils a également été confirmée par Ahmad Zia Abdulzai, le porte-parole du gouvernement local. Lemonde.fr 05.10

Extrait de l'article *L'ère des drones* publié le 3 octobre par legrandsoir.info

Steven Garbas : Est-ce qu'un jour, dans un lointain futur, on pourrait accuser légalement Obama en raison de son étroite association avec la liste des personnes à abattre [« *kill list* »].

Noam Chomsky : Je suis certain qu'il le sait. Je soupçonne que c'est la raison pour laquelle il a bien pris soin de disculper tous les gouvernements antérieurs. Pas de poursuites contre Dick Cheney ou contre George Bush, ou Rumsfeld, pour torture, encore moins pour agression. Nous ne pouvons même pas parler de cela. Apparemment les États-Unis sont légalement protégés de toute accusation d'agression.

En fait, on ne le sait pas trop, dans les années 1940 les États-Unis se sont protégés légalement. Les États-Unis ont participé à l'instauration du droit international en 1946, mais ils avaient mis une réserve : les États-Unis ne pourraient pas être accusés de violer les traités internationaux. Ce qu'ils avaient à l'esprit bien sûr c'était la Charte de l'ONU, base du droit international moderne, ainsi que la Charte de l'OÉA, la Charte de l'Organisation des États américains. La Charte de l'OÉA comporte une claire stipulation proscrivant aux pays d'Amérique latine toute forme d'interventionnisme. Il était clair que les États-Unis n'allaient pas être tenus par cette limitation. Et la Charte de l'ONU, ainsi que les principes de Nuremberg, qui y ont été introduits, condamnaient sans ambiguïté l'agression, elle est assez bien définie. Et ils l'ont compris, bien entendu. Ils pouvaient lire les propos du procureur spécial États-Unien à Nuremberg, Justice Robert Jackson, qui parlait éloquentement au Tribunal. Il disait que des condamnations à mort étaient prononcées premièrement parce que ce qui avait été commis c'était « *le plus grand*

crime international », le crime d'agression, et bien d'autres crimes encore ; et on « tendait à ces personnes un calice empoisonné, et si nous nous en servons, nous devons être soumis au même jugement ; ou sinon tous ces procès sont une farce ». Ce n'est pas très bien exprimé, mais ça devrait être évident. Or il y a une clause qui exclut les États-Unis.

En fait les États-Unis se tiennent en dehors d'autres traités. Presque tous. Si vous jetez un oeil à quelques unes des conventions internationales qui sont signées et ratifiées, il y a presque toujours une clause qui dit « *non applicable aux États-Unis* ». On dit que ce n'est pas directement applicable [« *non-self executing* »]. Cela signifie que la législation doit être spécifiée dans le pays.

INFOS SUR LA SYRIE

Un commando saoudien impliqué dans l'attaque chimique contre Ghouta

« *Une équipe, intitulée Opération noire, liée aux services de renseignement de l'Arabie saoudite, était impliquée dans l'attaque chimique contre la banlieue de Damas* », a révélé Russia Today.

La chaîne de télévision Russia Today, citant les sources diplomatiques en Russie, se réfère aux images collectées à partir de diverses sources diplomatiques, pour prouver que « *l'équipe de l'Opération noire* » de l'Arabie saoudite s'était infiltrée en Syrie via la frontière jordanienne, peu avant l'attaque chimique contre la banlieue de Damas, sous la direction de la brigade du « *Drapeau de l'Islam* ».

Des sources avaient déjà rapporté que les roquettes aux ogives chimiques, qui ont pris pour cible la banlieue de Damas, avaient été tirées à parti des régions, contrôlées par la brigade du « *Drapeau de l'Islam* », qui est l'un des groupes armés syriens liés à l'ASL dont le commandant est le fils d'un des oulémas salafistes de l'Arabie saoudite.

Par ailleurs, le quotidien britannique *Daily Telegraph* vient de révéler que des millions de livres des aides humanitaires, collectés par les organisations caritatives pour les déplacés et les Syriens touchés par la guerre, sont mis à la disposition des terroristes, actifs en Syrie. french.trib.ir 05.10

Tenez, c'est marrant, ni l'AFP ni Reuters n'ont repris cette info pourtant d'une importance capitale, ni Obama ni Hollande, comme c'est étrange...

Assad ne négociera avec les rebelles que s'ils déposent les armes - Reuters

Le président syrien Bachar al Assad exclut de négocier avec les rebelles tant que ces derniers ne déposeront pas les armes et affirme que la Russie soutient plus que jamais son gouvernement.

Dans une longue interview au magazine allemand Der Spiegel, Assad ajoute qu'il ne croit pas à un règlement du conflit par le biais de négociations avec les insurgés.

"*Selon moi, une opposition politique ne porte pas d'armes. Si quelqu'un dépose les armes et veut retrouver la vie quotidienne, alors on peut discuter*", dit-il.

Le président américain Barack Obama n'a "*même pas l'ombre d'une preuve*" de l'utilisation d'armes chimiques par les forces gouvernementales syriennes, assure encore Bachar al Assad.

"*Il n'a rien d'autre à offrir que des mensonges*", ajoute le président syrien qui voit dans les Russes "*de vrais amis*".

"*Ils comprennent bien mieux ce qui se passe réellement ici. Les Russes sont bien plus indépendants que vous en Europe, qui vous positionnez tellement par rapport aux États-Unis*", dit-il.

"(Le président russe Vladimir) Poutine est plus que jamais déterminé à nous soutenir. Il sait, de par son propre combat contre le terrorisme en Tchétchénie, ce que nous vivons ici", estime Bachar al Assad.

Le chef de l'Etat syrien annonce que des élections présidentielles auront lieu deux mois avant la fin de son mandat, qui s'achève en août prochain, et laisse planer le doute sur sa candidature.

Sa démission est la principale pierre d'achoppement dans les tractations diplomatiques en vue d'une solution politique au conflit qui a fait plus de 115.000 morts et forcé six millions de Syriens à fuir leur foyer.

L'opposition soutenue par des pays arabes et occidentaux estime en effet que toute négociation de paix doit nécessairement aboutir au départ de M. Assad, tandis que le régime et ses alliés, en particulier la Russie, refusent toute condition préalable.

"Si j'ai le sentiment que le peuple syrien veut que je sois président dans une prochaine étape, je me porterai candidat", a affirmé M. Assad dans un entretien à la chaîne d'opposition Halk-TV diffusé vendredi soir par l'agence officielle Sana.

"Si la réponse est non, je ne le ferai pas", a-t-il ajouté, précisant que sa réponse serait *"plus claire dans les quatre ou cinq mois"*. Son mandat actuel expire en 2014.

Dans cette même interview, M. Assad a accusé les rebelles, qu'ils qualifient de *"terroristes"* d'aspirer à créer un *"Etat islamique"* en Syrie. *"Ils n'ont rien à avoir avec l'islam, ils viennent du monde entier, de plus de 80 pays pour mener le jihad (guerre sainte) et créer cet Etat"*. AFP et Reuters 05.10

Conditionnement et manipulation. La présentation falacieuse de l'AFP. Deux paragraphes décryptés.

- Le conflit en Syrie est né il y a deux ans et demi d'une révolte pacifique (Pacifique : des manifestants ont tiré sur les forces de l'ordre avant d'en tuer plusieurs) réprimée dans le sang (Répression somme toute mesurée au regard des dizaines de policiers et militaires tirés comme des pigeons par des snipers) et devenue insurrection (Instrumentalisée par des mercenaires armés à la solde du Qatar, des terroristes étrangers qui n'avaient rien de manifestants) pour renverser le régime (Un chef d'Etat élu, un Etat souverain et indépendant, un pays disposant d'institutions, de partis politiques et de syndicats) à de M. Assad, qui a refusé à maintes reprises de quitter le pouvoir.

Sa démission (Prétention exorbitante mise en avant puis soutenu par Washington, Tel-Aviv, Riad, Londres, Doha et Paris) est la principale pierre d'achoppement (Aucun chef d'Etat élu n'accepterait de démissionner sous la menace de terroristes) dans les tractations diplomatiques en vue d'une solution politique au conflit qui a fait plus de 115.000 morts et forcé six millions de Syriens à fuir leur foyer. (Seuls les djihadistes barbares et les Etats qui les soutiennent sont responsables de cette situation, la Syrie n'a attaqué aucun pays et vivait en paix avant cette agression étrangère.)

De sacrés salopards ces journalistes de l'AFP.

Réaction de la Maison Blanche à la candidature éventuelle d'Assad aux présidentielles

L'idée de la participation de Bachar al-Assad aux élections présidentielles syriennes est outrageante a estimé dans un communiqué la Maison Blanche. french.irib.ir 05.10

Un complément sur les relations Iran-Israël.

L'ex-ministre iranien de la Défense Ahmad Vahidi, le général a déclaré que *«le lobby sioniste et l'entité israélienne cherchent à entraver tout accord irano-argentin concernant l'attentat contre le centre juif AMIA à Buenos Aires en 1994 faisant 85 morts »*.

Dans une interview avec le magazine iranien Traz , le général Vahidi a déclaré que *«l'entité israélienne et le lobby sioniste s'acharnent à exercer des pressions sur le gouvernement argentin»*, révélant que *« la présidente argentine Cristina Kirchner et le ministre des Affaires étrangères argentin, avaient réussi il y a plusieurs mois, de trouver une entente avec les responsables iraniens afin de clore l'affaire. Toutefois, le lobby sioniste était intervenu pour faire pression sur le gouvernement argentin pour garder le dossier ouvert »*.

L'ancien ministre de la défense a souligné que *«les Iraniens ont demandé aux Argentins de fournir des preuves convaincantes prouvant l'inculpation de l'Iran dans l'attentat, sauf que le gouvernement argentin a révélé que la partie israélienne n'avait pas réussi à fournir des preuves et des documents au sujet des allégations contre l'Iran »*. french.irib.ir 05.10

Ils ont bien financé le régime nazi et commis depuis bien d'autres assassinats de juifs et d'attentats dans le monde qu'ils ont attribué à la Libye, au Hezbollah, à l'Iran, ils ne sont plus à un crime près ...

ACTUALITE EN TITRES

[Vite la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, mobilisez-vous !](#)

- Manifestation à Orange contre le départ de la Légion - L'Express.fr

Les 900 légionnaires du premier Régiment étranger de cavalerie doivent quitter Orange en 2014, ce qui pourrait entraîner la destruction de 700 à 1000 emplois.

D'après la chambre de commerce et d'industrie du Vaucluse, entre 4000 et 5000 emplois indirects sont liés au fonctionnement de la caserne et "700 à 1000 emplois peuvent disparaître" à sa fermeture. L'Express.fr 05.10

Tours d'illusionnistes

- Lampedusa: le PCF dénonce des politiques européennes "*sécuritaires et égoïstes*" - AFP

En finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale, avec l'UE, l'ONU ? Vous n'y pensez pas, il faut oeuvrer pour le réformer, il faut faire avec, c'est cela le socialisme, l'écossocialisme, le socialisme du XXI^e siècle à la mode de gauche ou d'extrême gauche.

- PS: "*Les valeurs de gauche s'érodent depuis longtemps*" - L'Express.fr

Un euphémisme, une escroquerie politique, elles ont toujours servi à la stailité du régime en place...

- "*Le PS peut redevenir un parti de masse capable de gagner la bataille culturelle*" - LeMonde.fr

Pour le compte du néolibéralisme, de l'idéologie sioniste, de l'oligarchie financière, de son nouvel ordre mondial, c'est ce qu'il s'est employé à démontrer depuis mai 2012. Avec le concours de la "*gauche de la gauche*" et l'extrême gauche devenu aussi réactionnaires.

Déstabilisation, infiltration, instrumentalisation... Une seule et unique stratégie.

- Attentats en Irak : 73 morts, dont près de 50 pèlerins chiites - LeMonde.fr

- Centrafrique: plongée en plein chaos - L'Express.fr

- Une quinzaine de soldats libyens tués dans une attaque - LeMonde.fr

- Egypte: les Frères Musulmans appellent à la poursuite des manifestations - L'Express.fr -

- Plusieurs civils afghans tués dans une frappe de l'OTAN - LeMonde.fr

- Somalie : opération commando des forces spéciales américaines contre les shebab - LeParisien.fr

- Kenya: Une vidéo inédite de l'attaque terroriste du centre commercial de Nairobi - 20minutes.fr

- Roms: l'émoi des camarades socialistes du Danube - L'Express.fr

- Greenpeace mobilise pour ses militants emprisonnés en Russie - Liberation.fr

- Les manifestations perdent de la vigueur au Soudan - Reuters

- Cuba: les boutiques de mode importée prêtes à la résistance - AFP

- La Chine emploie deux millions de personnes pour censurer Internet - L'Expansion.com

ACTUALITÉ DU JOUR

Manipulation, conditionnement.

Le mouvement ouvrier cadennassé, le prolétariat livré au néolibéralisme.

Comment se faire passer pour ce qu'on n'est pas en détournant l'attention de ce que l'on est vraiment. Comment se faire passer pour ce qu'on n'est pas pour ne pas se voir accuser de l'être. Mode d'emploi.

- Dans son discours prononcé au gymnase parisien Japy, lors d'un forum de mobilisation contre les "*extrémismes*", le patron du PS, Harlem Désir, a battu le rappel samedi face à la montée du Front national, fustigeant, devant des ministres socialistes et des syndicalistes, "*un parti d'extrême droite*", "*de menteurs*" et "*d'incompétents*".

(Plus "*menteurs*" que les dirigeants du PS, impossible, ajoutons plus cyniques. Qui imaginera que ceux qui conspuent le mensonge seraient des menteurs eux-mêmes ? La méthode est élimée, certes, on pourrait penser au premier abord qu'il serait ridicule d'y recourir car chacun a en mémoire les grossiers mensonges de Hollande par exemple, malgré tout bien des travailleurs demeurent naïfs ou ont la mémoire courte, mais l'essentiel est ailleurs.

S'ils recourent à ce procédé, c'est parce qu'il leur est utile pour rassembler autour d'eux tous ceux qui leur ressemblent, qui n'ont pas plus de scrupules ou de principes ou qui partagent leur morale immonde pour être de fieffés menteurs et en tirer profit exactement comme eux, vous en trouverez un aperçu à la fin de cet (extrait) article.

Finalement, il s'agit de rassembler tous ceux qui se disent de gauche et qui sont aussi pourris qu'eux, qui partagent la même idéologie, les mêmes méthodes pour travestir la politique qu'ils mettent en oeuvre et la présenter sous un angle favorable, conforme à ce qu'ils sont censés représenter et la boucle est bouclée. - ndlr)

Le Premier secrétaire a encore accusé tour à tour le FN d'"*être un parti xénophobe*", "*un parti sexiste qui compare le mariage pour tous à la polygamie*", "*un parti de menteurs, qui se disent sociaux auprès des ouvriers du Nord et ultra-libéraux auprès des patrons et commerçants du Sud*". (Ce qu'il dénonce, c'est la méthode du PS, le FN n'a pas l'exclusivité du populisme ! - Ndlr)

Le FN, a-t-il insisté enfin devant plusieurs centaines de personnes, est un "*parti d'incompétents, dont la gestion municipale a été une catastrophe*".

(C'est là le seul talent qu'on reconnaîtra au PS, de savoir gérer la société pour le compte des capitalistes, des néolibéraux plus précisément. - ndlr)

Certains "*nous disent que rappeler les valeurs de la République ne suffit pas*", a-t-il poursuivi. "*C'est une évidence et le combat contre l'extrême droite doit se mener sur tous les plans, celui des réponses à la crise, celui de l'emploi*"...

(L'imposture est sans limite, inutile de commenter. -ndlr)

Secrétaire national du PS aux élections, Christophe Borgel a raillé ceux qui considèrent que moins on parle du FN, mieux c'est. "*On peut avoir l'attitude de l'autruche*", "*c'est un débat vieux comme la montée de l'extrême droite. Je n'ai jamais vu que de ne pas parler de quelque chose qui existe le fasse disparaître. On fait de la politique, pas de la magie*".

(La preuve, c'est que le PS existe encore ! Car effectivement, c'est bien pour l'avoir ménagé et enterré tous ses crimes, au nom du front unique qu'ils peuvent encore tenir ce genre de discours.

En fait le PS et ceux qui l'ont soutenu "*on fait de la politique*" en recourant à un tour de "*magie*" pour empêcher qu'un véritable parti ouvrier voie le jour tout en prétendant vouloir le construire, l'illusion a été si parfaite que dans la réalité il n'existe pas. - ndlr)

Très applaudis et évoquant leurs expériences de syndicalistes sur le terrain, un représentant de la CFDT, Thierry Cadard, et un autre de la CGT, Pascal Debay, ont mis en garde contre une telle approche exclusive, en relevant qu'il y avait maintenant au sein des entreprises une "*libération de la parole*" vis-à-vis des thèmes défendus par le FN.

"*Réaffirmer les valeurs sans avancer sur l'effectivité des droits des salariés, cela peut être contre-productif. Il ne suffit pas d'affirmer les valeurs républicaines. Il faut les faire vivre*", a lancé le syndicaliste. AFP 05.10

(Comment "*faire vivre*" un cadavre... après avoir bradé les "*droits des salariés*" autour d'une table de "*négociation*" au profit du patronat ! - ndlr)

Front de gauche : "**le rassemblement au delà de lui-même**"... à droite !

Comment s'allier à un parti social-libéral-impérialiste sans l'être soi-même ?

Réponse : Impossible évidemment. Peu importe le TSCG, l'ANI, la contre-réforme des retraites, Peillon, de la décentralisation, le budget d'austérité, la guerre contre le peuple malien, la servilité envers l'UE et la BCE, l'alignement total sur Washington sur

la Libye, le Mali, la Syrie... du moment que la soupe est bonne !

Voilà pour la politique du Front de gauche.

Le PCF n'a jamais été un parti communiste (Lénine-Trotsky), incapable de rompre avec le capital à l'instar de la SFIO à partir de 1920, pratiquement immédiatement il deviendra un parti stalinien, ensuite après avoir été un satellite du Kremlin à l'époque de l'URSS, après sa dispartion c'est sans peine qu'il apparaîtra comme un parti réformiste bourgeois, et une fois le néolibéralisme parvenu aux commandes du capitalisme anglo-saxon et que le PS s'y soit converti, il ne trouvera rien de mieux à faire que soutenir ce parti, ainsi tout est dans l'ordre des choses.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a affirmé samedi lors du discours de clôture des rencontre nationales durant lesquelles ont été choisis les chefs de file pour les villes de plus de 20.000 habitants avant validation dimanche par le Conseil national, que le *"maître-mot n'est pas autonomie"*, mais *"rassemblement"* pour les élections municipales, prenant le contre-pied de son partenaire, le Parti de gauche qui appelle à l'autonomie au premier tour.

Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, partenaire du PCF au sein de Front de gauche, appelle à une autonomie au premier tour des municipales alors que les communistes qui gèrent de nombreuses villes avec les socialistes sont favorables au *"cas par cas"*.

Quant aux alliances entre écologistes et le Front de gauche qui s'élaborent dans certaines villes, *"c'est exactement ce que nous voulons, que le rassemblement soit le plus large possible"*, a expliqué le secrétaire national du PCF.

"Si nous renonçons à ça, c'est que nous renonçons à faire bouger les lignes dans la gauche", a assuré Pierre Laurent qui a rappelé avoir été à l'origine des Assises pour une VIe République en juin auxquelles avaient participé les dirigeants d'EELV dont Pascal Durand le secrétaire national ainsi que des membres de l'aile gauche du parti socialiste.

(Car le PS et EELV sont de gauche, voter le TSG, prôner le bombardement de la Syrie, c'était être de gauche, qu'est-ce qu'on est sot ! -ndlr)

"Il faut un Front de gauche capable de penser le rassemblement au delà de lui-même", a-t-il dit.

(Toujours plus à droite, comment pourrait-il en être autrement ? -ndlr)

Sur la méthode pour aborder les municipales, Pierre Laurent s'est dit *"confiant"*. *"Nous sommes tranquilles, la méthode est claire, simple, limpide : c'est la démocratie"*.

Il a le mot pour rire, car pour être *"claire, simple, limpide"*, cela l'est au-delà de nos espérance, on l'en remercie au passage, aucun militant ouvrier n'aura plus aucun doute sur la nature de l'engagement politique du Front de gauche allié du PS et ses satellites tous plus droitiers les uns que les autres. Si c'est là la manifestation de la *"démocratie"*, c'est qu'elle est bien morte.

La *"méthode"* consiste à s'allier à un parti qui applique la même politique néolibérale que son précédesseur mais en y ajoutant une touche personnelle basée sur une imposture, autrement dit à associer les travailleurs aux intérêts des capitalistes que le PS et ses satellites incarnent au nom de la croissance, de l'emploi, du progrès social, de l'intérêt général, de la nation, de la France, bref, la conception de la démocratie de P. Laurent a comme une odeur d'union nationale qu'incarne à lui seul ce rassemblement constitué du PS, ses satellites et le Front de gauche, union nationale ou alliance entre les classes et démocratie étant synonyme et compatible comme chacun sait ou devrait le savoir.

L'expression politique des travailleurs passe à la trappe, c'est bien l'objet de cette opération, leur interdire de s'exprimer sur leur terrain de classe indépendant, confisquer leur droit politique au profit de leur ennemi de classe, en cela le contrat passé entre le néolibéralisme ou le mondialisme et le PS, ses satellites et ses alliés est rempli.

La tyrannie des ONG. Les provocateurs du mondialisme en action.

Près de deux semaines après l'assaut du bateau de Greenpeace Arctic Sunrise par les services de sécurité russes, l'ONG internationale organise, samedi 5 octobre, une journée de mobilisation à Moscou et dans le monde pour demander la libération de ses 28 militants et deux journalistes emprisonnés en Russie.

Des rassemblements sont également prévus dans une quinzaine de villes françaises, mais également en Suède, aux Pays-Bas et en Argentine.

Les trente membres d'équipage ont été inculpés jeudi de "piraterie" et risquent jusqu'à quinze de prison pour pour une opération contre une plateforme pétrolière dans l'Arctique.

A l'heure actuelle, seuls les Pays-Bas – l'Arctic Sunrise battait pavillon néerlandais – ont pris position publiquement et demandé qu'ils soient relâchés. La Haye a en effet entamé vendredi une procédure juridique, estimant que l'arraisonnement du bateau et l'arrestation de l'équipage sont "illégaux" car les Russes auraient dû demander aux Pays-Bas la permission d'interpeller l'Arctic Sunrise.

Greenpeace a immédiatement *"applaudi"* la décision néerlandaise. *"Les Pays-Bas ont pris une position ferme en vue de la défense de la loi et du droit à la protestation pacifique"*, a déclaré Jasper Teulings, avocat de Greenpeace, cité dans un communiqué.

La France a indiqué mercredi que les ambassades des autres pays concernés "se concertaient" sur le sujet. En France, 18 manifestations sont organisées dans tout le pays. lemonde.fr 05.10

Si une telle action avait été lancée contre une installation pétrolière américaine, britannique, hollandaise ou française, immédiatement les chefs de guerre de ces pays auraient fait intervenir leurs commandos ou militaires et les auteurs de cette opération auraient été interpellés sans ménagement et incarcérés. Mais lorsque la Russie réagit de la sorte, ce n'est pas normal, c'est le comportement d'une dictature.

Si une telle action avait été lancée contre une installation pétrolière américaine, britannique, hollandaise ou française, immédiatement les chefs d'Etat du pays concerné aurait rappelé que personne sous aucun prétexte ne devait violer la sacro-sainte propriété privée, mais là s'agissant d'une entreprise russe ils estiment que cette opération est légale.

Si au cours d'une manifestation un Palestinien tirait sur la police en Israël, il serait qualifié de terroriste, un ennemi de la démocratie, il serait abattu sur le champ, quand au cours d'une manifestation un homme armé tire sur la police en Syrie, c'est un militant qui exerce son droit légitime à la démocratie contre un régime tyrannique, il mérite des éloges.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Tunisie

En Tunisie, Ennahda va quitter le pouvoir. Le parti islamiste qui dirige le gouvernement s'y est engagé samedi 5 octobre. Il cherche ainsi à résoudre une grave crise politique.

Deux ans après la victoire de son parti aux élections, le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, et les dirigeants des partis d'opposition ont paraphé une feuille de route. Elle prévoit la désignation avant la fin de la semaine prochaine d'un Premier ministre indépendant. Il aura deux semaines pour former son cabinet.

L'équipe dirigée par Ennahda devra alors se retirer. Le document signé indique que *"le gouvernement donne sa démission dans un délai ne dépassant pas trois semaines"* après la première séance du "dialogue national" inaugurée samedi pour résoudre la crise politique déclenchée par l'assassinat le 25 juillet du député Mohamed Brahmi. La date fatidique reste cependant incertaine, des responsables islamistes considérant que le compte à rebours débutera le jour où l'ensemble des forces politiques se réuniront à la table des négociations, une date encore indéterminée, et non à compter de la signature. [Francetv info](http://francetv.info) 05.10

[Haut de page ↗](#)

Le 7 octobre 2013

CAUSERIE

INFOS SUR LA SYRIE ET L'IRAN

Syrie: la conférence Genève II peut-être en novembre, dit Brahimi - AFP

Interrogé lors d'une émission de la chaîne TV5 et de la radio RFI, l'émissaire spécial pour la Syrie de l'ONU et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi a martelé : *"il ne faut pas que les jihadistes remplacent le régime actuel"*. *"Les Russes et les Occidentaux*

sont d'accord. Il faut qu'il y ait un processus qui finira par des élections, organisées sous contrôle international, qui permette au peuple syrien de s'exprimer", a-t-il indiqué. AFP 06.10

Autrement dit, Russes et Américain ne peuvent pas se passer d'Assad...

Marche arrière toute.

Selon certaines sources diplomatiques, les délégations de plusieurs pays européens se sont récemment rendues à Damas, transmettant à Assad des messages consistant à signifier un changement de position vis à vis de Damas. Selon Al Chagh al Jadid, plusieurs délégations européennes affirment que l'Europe est revenue sur ses pas vis à vis d'Assad et de son gouvernement. Ces pays qui accusaient il n'y pas si longtemps Assad de génocide affirment désormais que la Syrie est en guerre contre le terrorisme. Certains de ces pays reconnaissent avoir commis des erreurs contre la Syrie et qu'ils sont désireux de renouer leurs liens avec la Syrie d'Assad.

Les messages européens appellent à une coopération avec le gouvernement Assad en matière de lutte contre le terrorisme : ces pays souhaitent avoir des renseignements au sujet de ceux de leurs ressortissants qui combattent l'Etat et l'armée syriens en Syrie sous la bannière de takfirisme. Les délégations européennes ont fait l'amende honorable : *" au début de la crise syrienne, nous avons reçu de fausses informations et puis nous avons été avides des avantages que les Etats Unis nous promettaient "*

Et la réponse syrienne : *" toute normalisation interviendra à condition que vous annonciez officiellement votre nouvelle position, que vous condamnerez l'envoi d'armes aux terroristes et que vous apposiez votre veto sur tout projet de résolution en ce sens".* Les délégations européennes auraient demandé un délai disant qu'elles avaient peur de changer de cap officiellement mais qu'elles souhaitaient garder leurs contacts avec Damas". french.trib.ir 06.10

Le sionisme dicte sa loi à Washington

"L'Iran est "à un an ou plus" de pouvoir se doter d'une bombe atomique", vient de prétendre le Président américain, Barack Obama, malgré toutes les précisions et affirmations des responsables iraniens, réitérant la nature pacifique des activités nucléaires iraniennes.

Lors de son interview avec l'Associated Press, publié, samedi, le président américain a dit que, selon les évaluations des services de renseignements américains, l'Iran a, seulement, quelques mois, avant de pouvoir se doter d'une bombe atomique. Obama avait reçu, lundi, à la Maison Blanche, le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, qui s'était exprimé, le lendemain, à la tribune des Nations unies, en disant qu'Israël ne laissera pas l'Iran se doter de l'arme nucléaire. french.trib.ir 06.10

Pour qui roulent-ils ?

Propos de Éliane Assassi (présidente du groupe FdG au Sénat) et de André Chassaigne (président du groupe FdG à l'Assemblée nationale) relevés par Mauris Dwaabala, lors des journées des parlementaires communistes, républicains, citoyens et du Parti de gauche qui se sont ouvertes le dimanche 25 septembre à Auray (Morbihan). (source : « C'est difficile, mais il n'y a pas d'autre choix. » - mercredi 2 octobre 2013 - legrandsoir.info)

- Nous ne mettons pas sur le même plan les choix faits sous Sarkozy et ceux du gouvernement Ayrault...

(C'est la même politique, mais la signification ne peut être la même pour pouvoir soutenir le gouvernement, CQFD. -ndlr)

- Nous ne sommes pas dans l'opposition, mais nous pensons qu'il est possible de mettre en oeuvre dans notre pays une réelle politique de gauche. Tout notre engagement de parlementaires vise à faire vivre cette alternative, cette ambition...

(S'ils ne sont pas dans l'opposition, c'est qu'ils soutiennent le gouvernement. Leur rôle consiste à faire croire jusqu'à la fin du mandat de Hollande et de cette législature que tout est possible même si cela ne se produira jamais, peu importe, l'essentiel c'est que les naïfs y croient. Ceux qui en tirent profit trouvent ainsi une justification pratique à leur soutien au gouvernement. - Ndlr)

- Notre responsabilité n'est pas de passer notre temps à dire que ce que fait le gouvernement socialiste n'est pas bien, mais de faire la démonstration que d'autres choix à gauche sont possibles.

(Idem, l'essentiel c'est de le dire et de le faire croire, peu importe le résultat. - ndlr)

- Mener le débat public sur les choix du gouvernement et leurs impasses, redonner de l'espoir en montrant que d'autres voies peuvent être ouvertes à gauche constituent notre ligne de conduite pour faire bouger les choses dans notre pays...

(Idem, l'espoir fait vivre et peu importe s'il ne se concrétise jamais. - ndlr)

- Nous ne voulons pas du retour de la droite et nous ne voulons pas que l'extrême droite s'installe en force dans notre pays. C'est pourquoi nous faisons attention à ne pas nous situer dans l'opposition, mais à être la force qui porte l'idée qu'une autre politique de gauche est possible...

(Quoi qu'il arrive ils soutiendront le gouvernement parce qu'ils ne veulent pas "du retour de la droite", vous voyez que c'est utile de ne pas qualifier le PS de droite. L'idée n'a jamais nourri son homme- ndlr)

- La colère populaire doit être une colère constructive. C'est la force des communistes de travailler à cela, de voir la situation dans son mouvement avec toutes ses contradictions et ses possibilités. C'est difficile, mais il n'y a pas d'autre choix...

(Il n'y a pas d'issue politique pour les travailleurs, ils doivent subir la politique de ce gouvernement et tant pis si c'est la même que son prédécesseur. - ndlr)

Voilà tout le Front de gauche est résumé ici.

En complément : ils font feu de tout bois et bouffent à tous les râteliers.

Pour Mélenchon, Hollande est «*un homme d'embrouille*» 20minutes.fr 06.10

- François Hollande «a trompé beaucoup de monde et il continue», affirme le leader du Parti de gauche, selon qui le chef de l'Etat «*n'est pas un homme de synthèse, c'est un homme d'embrouilles*». «*Le désespoir qu'il répand sert la soupe aux Le Pen*», poursuit-il.

Selon lui, «*un budget de récession pire encore que les précédents*». «*Ce gouvernement a deux bêtes de somme : les ouvriers et les classes moyennes ! Comme la droite, pour lui le grand ennemi, c'est le coût du travail. Pas celui du capital*». 20minutes.fr 06.10

Traduction de ce numéro d'illusionnisme : Si Hollande avait été "*un homme de synthèse*" tel que Mélenchon l'entend, le Front de gauche aurait pu participer à son gouvernement et Mélenchon redevenir ministre.

Nulle "*embrouille*" dans le discours et le comportement de Hollande, au contraire il est clair et parfait dans son rôle. L'"*embrouille*" existe plutôt dans le cerveau très tordu de Mélenchon, l'"*embrouille*" a consisté à présenter Hollande et le PS autrement que ce qu'ils étaient, à leur attribuer des intentions politiques qu'ils n'ont jamais eu, uniquement pour qu'il soit élu et qu'il obtienne la majorité à l'Assemblée nationale pour pouvoir gouverner, le Front de gauche apparaissant comme son allié naturel et tirant profit de cette situation au passage pendant les cinq ans à venir.

Il ne faut pas écouter Mélenchon, c'est un charlatan, il n'est bon qu'à brasser du vent, il a passé 30 ans à le faire quand il était au PS et il continue depuis, et quand il semble dire quelque chose d'intéressant, en réalité ils enfoncent des portes ouvertes, la portée de son discours ne dépasse pas celui de sa voix.

Par exemple, il n'arrête pas de dire que Hollande ou le gouvernement sont "*comme la droite*", mais si vous lui demandez s'ils sont de droite il répond négativement, il ne peut pas franchir le pas et les caractériser de droite. Pourquoi ? Pour une raison bien simple, parce qu'il apparaîtrait qu'il l'est également puisqu'il est incapable de rompre avec eux, il les soutient en réalité, il le dit lui-même quand il refuse de se situer dans l'opposition au gouvernement, il est son allié, il ne peut pas davantage rompre le cordon ombilical avec le PS qu'avec le capital, l'euro, la BCE, l'UE, l'ONU, c'est là l'origine politique de son soutien à Hollande et son gouvernement, lui et son parti, le Front de gauche n'a de gauche que le nom, ils sont tous liés au régime en place auquel ils doivent leur existence.

Voilà la conclusion à laquelle les militants et les travailleurs ne doivent pas parvenir. Elle est là la véritable "*embrouille*" qui consiste à maquiller pas spécialement la réalité des rapports qui existent entre le Front de gauche et le PS, le capital et ses institutions qu'il revendique en grande partie, mais leur véritable signification politique qui ne laisse aucun doute sur la nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire du Front de gauche.

Un complément qui tombe à pic

- Rennes: accord EELV-Front de Gauche pour les municipales - AFP 06.10

Question : Comment peut-on se qualifier de gauche et s'allier avec un parti qui soutient la politique social-libéral-impérialiste de Hollande depuis le 6 mai 2012, TSCG, Syrie, etc ?

Confirmation. En famille. Union nationale. PS, EELV, Front de gauche : à droite toute derrière l'UMP !

Ils font bien le lit de l'extrême droite.

Quel dommage que EELV ait présenté un candidat ! Sinon le candidat présenté par le PCF aurait pu être présent au second tour et être éventuellement élu grâce aux voix des électeurs qui s'étaient portés sur le candidat de l'UMP, pas de bol, ce sont les électeurs du PCF et du PS, ajoutons de l'extrême gauche, qui sont appelés à voter UMP, c'est beau quand même le "*front républicain*". Ne dites surtout pas qu'ils figurent tous dans le même camp, ils vont hurler à la calomnie.

- L'extrême droite est arrivée largement en tête dimanche du premier tour de l'élection cantonale partielle de Brignoles (Var), avec près de 49,5% des voix, PS et PCF réagissant à l'élimination de la gauche en appelant "à faire barrage au FN".

(Boycott du second tour à Brignoles ! - ndlr)

Ce scrutin, marqué par une forte abstention de 66,65% (contre 56,86% et 61,89% lors des précédentes élections de 2011 et 2012), sonne comme un coup de semonce pour l'UMP et le PS à 150 jours des élections municipales.

La candidate UMP Catherine Delzers est arrivée en deuxième position avec 20,8% des voix, dans ce canton gagné par la gauche en 2012.

Le candidat du Parti communiste, Laurent Carratala, soutenu par le Parti socialiste, a obtenu 14,6% des voix, et la candidate d'Europe Ecologie Les Verts, Magda Igyarto-Arnoult, 8,9%.

"La gauche est éliminée dès le premier tour de l'élection cantonale partielle de Brignoles. Ce résultat doit sonner comme un sévère avertissement pour tous les partis de gauche : lorsque le Front national est fort, la division produira souvent le même résultat. La conséquence est simple : au second tour les électeurs n'ont le choix qu'entre l'UMP et le FN", écrit le PS dans un communiqué.

(S'il avait le "*choix*" entre le PS et le FN, cela ne changerait rien puisque le PS fait la même politique que l'UMP. C'est là qu'on se rend compte ce qui signifie l'absence de droits politiques pour les travailleurs. Même pas besoin d'une dictature militaire ou d'un régime tyrannique pour parvenir au même résultat. Résultat que nient tous les partis notez bien, sans rire, nous sommes en démocratie, la preuve le droit de vote existe encore.

Non, ne vous marrez pas, c'est le genre d'arguments qui a servi de toile de fond aux trotskistes pendant 68 ans dans leurs analyses et qui a déterminé leur politique, leurs rapports aux institutions et ses différents partis. Pourquoi nous en sommes là, ceci explique en grande partie cela, leurs dirigeants en portent la responsabilité. - ndlr)

"Le FN est fort de l'abstention en général, et en particulier à gauche. S'il progresse en pourcentage, il obtient moins de voix qu'à la présidentielle ou aux législatives", analyse le PS.

(Ce résultat et l'abstention exprime le rejet par la majorité des travailleurs de la politique réactionnaire du PS. Ils démontrent aussi qu'il n'y a pas une adhésion massive aux idées nauséabondes du FN.

Cela met en lumière au passage que les discours du PS, de la gauche et de l'extrême gauche tournés contre le FN sont du domaine de l'instrumentalisation et ne servent qu'à camoufler leur véritable nature ou celle de leur politique qui s'inscrit dans le cadre du régime en place.

Le double langage permanent de la gauche et de l'extrême gauche, qui en sont arrivés à verser dans une sorte de populisme vulgaire allant jusqu'à reprendre à leur compte les thèmes des néolibéraux, est ainsi sanctionné. -ndlr)

Le Parti communiste a lui aussi appelé les électeurs à faire "*barrage*" au FN et accusé Europe Ecologie-Les Verts de "*porter la responsabilité*" de l'élimination de la gauche, alors que le parti écologiste n'avait en 2012 pas présenté de candidat.

(Bien que le PC n'incarne pas le communisme, ce qui n'est pas le cas de tous ses militants, c'est suffisant pour que EELV qui est une formation politique féroce anticommuniste, ne manque pas une occasion de le démontrer et de prendre le relais du PS sur ce plan-là.

A Rennes ils ont réalisé un accord avec le Front de gauche, sans le PCF, ils ont reconnu dans les autres composantes du Front de gauche de farouches ennemis du communisme, dont le parti de Mélenchon. Ajoutons que si dans certains cas le PCF peut s'allier à EELV, c'est bien parce que ce parti est aussi l'ennemi du communisme, apparemment il n'y a que les militants du PCF qui ne s'en soient pas encore aperçus. - ndlr)

Le PS et le PCF avaient appelé la semaine dernière au "*rassemblement*" et demandé le retrait de la candidature écologiste, craignant une élimination du candidat communiste dès le 1er tour. AFP 06.10

(Au regard du tapage qui est fait autour des résultats de cette élection et qui était parfaitement prévisible, on est porté à penser que cette opération a très bien pu être orchestrée par les états majors de ces partis afin d'en tirer profit par la suite, pour rendre plus crédible l'axe du "*rassemblement*", du vote "*utile*" en faveur du candidat investi par le PS ou le Front de gauche et soutenu par ces formations politiques, bref sauver le PS, parti du gouvernement et de la "*majorité*" parlementaire d'une cinglante défaite électorale annoncée.

Ils ne sont pas à un coup tordu près, ils sont prêts à tuer père et mère et leurs enfants si nécessaire pour parvenir à leurs fins, l'ignorer serait une grave lacune politique. Vous avez pu observer de quelle manière ils ont traité la question syrienne, cela devrait vous suffire comme preuve, si nécessaire encore une fois. - ndlr)

Crise ouverte au parti de l'ordre. Le PS est en meilleure position pour garantir la stabilité du régime.

- Fillon se voit de facto en compétition avec Sarkozy - Reuters

François Fillon se déclare "*de facto*" en compétition avec Nicolas Sarkozy pour l'élection présidentielle de 2017, jugeant qu'il n'y a pas beaucoup d'autre alternative à droite.

Dans le Journal du dimanche, l'ancien Premier ministre UMP estime que les sondages les départageront pour savoir qui est le mieux placé pour battre le président François Hollande.

"Je ne peux pas assumer toutes les conséquences d'une candidature à la présidentielle et ne pas être en conflit avec Nicolas compte tenu de son état d'esprit", dit-il. *"On est de facto en compétition."*

François Fillon dit préparer un programme "*de vraie rupture*", jugeant que durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, la droite n'a "*pas réalisé la rupture promise*".

Parmi ces réformes, la baisse du coût du travail, la fin des 35 heures, la réduction du nombre des fonctionnaires et la fusion régions-départements.

C'est la première fois que l'ancien chef du gouvernement rompt publiquement avec Nicolas Sarkozy. *"Pendant cinq ans, j'ai été loyal envers Nicolas. J'ai retenu mes critiques et mes remarques. Peut-être trop d'ailleurs. Ensuite, il y a la défaite. J'ai continué à aller le voir. Pendant chacune de nos rencontres, Nicolas me disait : 't'es le meilleur, c'est ton tour'. Il m'encourageait. Et puis, à peine sorti, il recevait mes amis pour me critiquer. A un moment, on en a marre"*, a fait valoir l'ancien Premier ministre. Reuters 06.10

Instrumentalisation.

- Roms: une "*Roma Pride*" à Paris contre la "*stigmatisation*" - AFP

Organisée et financée notamment par le Mouvement Antiraciste Européen EGAM, dont le président, Benjamin Abtan, est un ancien conseiller Société civile et droits de l'Homme de Bernard Kouchner.

Une organisation qui pue à plein nez le néolibéralisme.

L'EGAM (European Grassroots Antiracist Movement), qui fédère les plus grandes organisations antiracistes de plus de 30 pays sur tout le continent, structure l'engagement de la société civile européenne pour l'Egalité, contre le racisme, l'antisémitisme, les discriminations raciales et le négationnisme. (source : <http://leplus.nouvelobs.com/benjamin-abtan>)

Qu'est-ce que c'est ?

Parmi ses "*partenaires*" :

- Le Mouvement Européen International (MEI) est une fédération d'associations et de particuliers qui oeuvre depuis plus de 50 ans en faveur de l'intégration européenne et de la « *voie fédérale* ». (<http://www.citizensforeurope.eu>)

Ce portail (citizensforeurope.eu) qui fait la promotion de MEI se présente ainsi :

- Linking Europe : des acteurs de la société civile qui font vivre l'Europe !

Les organisations citoyennes présentes sur Citizensforeurope.eu constituent avec d'autres les forces vives de la société civile européenne. Citizensforeurope.eu présente ces organisations citoyennes pour mieux les faire connaître et les aide à créer des synergies entre elles.

Et que trouve-t-on parmi ces "*organisations citoyennes*" ? 270 organisations, syndicats, instituts, fondations, think tank tous pro Union européenne. J'en ai listé quelques unes :

Réseau Européen des Instituts de recherche sur la Politique Economique
Réseau européen d'action sociale
Observatoire social européen
Nouvelle Europe
Mouvement Européen France
L'Institut Européen de promotion de la Démocratie
Maison de l'Europe - Paris
Auto-stigmatisation.
Ligue Européenne de Coopération économique
Le Conseil de Lisbonne pour la compétitivité économique le renouvellement social
Jeunes européens fédéralistes (JEF)
Je veux l'Europe
Institut Pour la Démocratie en Europe
Institut Robert Schuman pour l'Europe
Fondation Robert Schuman
Initiative internationale pour repenser l'économie
Groupe de Contact de la Société Civile Européenne
Gouvernement pour vous
Forum Permanent de la société civile européenne
Forum Européen Pour la liberté dans l'enseignement
Forum civique européen
Forum Europe des Cultures
Fondation Génération Europe
Fondation Nouvelle Economie
Europe Avenir
Démocratie Internationale
Confédération européenne des syndicats
Centre d'études sur le fédéralisme
Centre d'études politiques européennes
Centre Euro-régional pour la Démocratie
Centre européen Robert Schuman
Centre pour la réforme Européenne
Cercle des Européens
Citoyens de l'Europe
Alternatives Européennes
Association des Chambres de Commerce et Industries Européennes
Assemblée des Régions d'Europe
Association des Représentants de Groupes d'Intérêts Accrédités auprès du Parlement Européen
Association d'études politiques transeuropéennes
Association pour la Démocratie
Campagne pour une initiative citoyenne européenne proche du citoyen
Centre de Recherche Socio-Economique
Laboratoire Européen d'anticipation politique - Europe 2020
Les amis de l'Europe
Lobby européen des femmes
Sauvons l'Europe
Young European Leadership

- Impressionnant n'est-ce pas ? Ils sont mieux organisés que nous ? Eux, ils se donnent les moyens de vaincre, nous, nous donnons les moyens d'être vaincus, le résultat n'étonnera personne.

ACTUALITE EN TITRES

Toujours plus liberticide

- L'Union européenne veut durcir la législation antitabac - LeFigaro.fr

Ils instrumentalisent et encouragent la délinquance

- Probation, aménagements de peine : les principaux points du projet de réforme pénale - LeFigaro.fr

Auto-stigmatisation.

- Paris : Une décision capitale pour les Gay Games 2018 - 20minutes.fr

La délégation française aux Gay Games est encadrée par la Fédération sportive gaie et lesbienne (FSGL) sous le nom Équipe France. La FSGL est à la fois membres de l'Inter-LGBT. (wikipedia)

En réalité, il se trouve que ceux qui sont les champions des inégalités sont justement ceux qui prétendent lutter pour l'égalité des droits, cela vous étonne, nous non. Vous n'êtes pas au bout de vos surprises.

Pourquoi ne pas déclarer hors la loi la pauvreté ?

- Claude Bartolone veut interdire la mendicité avec mineurs - LeFigaro.fr

Un Etat terroriste en état de guerre permanent

- Kerry: Les Etats-Unis «*ne cesseront jamais*» la traque des extrémistes - 20minutes.fr

- Des combats entre Boko Haram et l'armée nigériane font 20 morts - Reuters

- Egypte: au moins 44 morts en marge de manifestations pro-Morsi - Lexpress.fr

- Irak: 30 personnes, dont 10 écoliers, tuées dans des violences - AFP

- L'Amérique frappe al-Qaida en Libye et en Somalie - LeFigaro.fr

- Netanyahu demande aux Palestiniens de reconnaître Israël comme un Etat juif - AFP

Intox et conditionnement

- Regain de popularité du gouvernement espagnol après les scandales - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Etats-Unis: "*le Congrès joue avec le feu*" sur la dette, selon le Trésor - AFP

Le gouvernement fédéral américain est partiellement paralysé depuis mardi dernier, faute d'accord au Congrès sur le budget de l'exercice budgétaire 2014.

John Boehner, président républicain de la Chambre des représentants, entend conditionner tout accord sur la dette à une réforme des grands programmes américains de retraite (Social Security) et de santé pour les plus de 65 ans (Medicare), jusqu'ici épargnés par l'austérité, sans augmenter les impôts.

M. Obama refuse au contraire de négocier tant que le plafond de la dette n'est pas relevé.

"Comment peut-on augmenter la limite de la dette et ne rien faire sur les problèmes sous-jacents?", s'est demandé M. Boehner sur la chaîne ABC.

"Mon objectif n'est pas de provoquer un défaut de paiement des Etats-Unis. Mon objectif est d'avoir une conversation sérieuse sur les choses qui creusent le déficit et augmentent la dette. Et le refus du président de s'asseoir et d'avoir une conversation fait peser sur notre pays le risque d'un défaut", a-t-il dit.

M. Boehner a rappelé qu'à plusieurs reprises, notamment sous les présidences de George H. W. Bush et Bill Clinton, les relèvements du plafond de la dette s'étaient accompagnés de compromis budgétaires.

"Chaque président dans l'histoire récente a négocié sur la limite de la dette. La limite de la dette a été utilisée pour imposer des grandes réformes à Washington. Et devinez quoi, George? Elle va être utilisée une nouvelle fois", a-t-il lancé au journaliste qui l'interrogeait, George Stephanopoulos. AFP 06.10

Ils font en sorte qu'Obama comme Bush et Clinton leur lâche quelque chose, il aura résisté, eux auront insisté, les uns et les autres s'en sortiront bien et la vie va continuer comme avant, le contraire serait étonnant...

SOCIAL

Roumanie

Des milliers de Roumains sont de nouveau descendus dans la rue dimanche pour crier leur colère contre le gouvernement de centre gauche accusé de favoriser un projet canadien de mine d'or contesté par les scientifiques.

Ces manifestations qui ont débuté il y a plus d'un mois sont d'une ampleur sans précédent depuis les années 1990 et se sont transformées en contestation d'une classe politique accusée de mépriser l'intérêt public.

"Au départ, nous sommes venus pour dire notre opposition au projet de mine d'or mais nous protestons aussi contre toute cette cascade d'irrégularités de la part du gouvernement, ce projet de loi adopté juste pour l'intérêt de la compagnie canadienne, le non respect de la transparence et des citoyens, le feu vert donné aux gaz de schiste", dit à l'AFP une manifestante, Clara Boboc, économiste de 30 ans venue avec son bébé et son compagnon.

"Ce mouvement s'est transformé en explosion sociale", ajoute-t-elle. "Nous espérons qu'en Roumanie les hommes politiques vont enfin nous entendre".

Dimanche, outre des slogans contre le projet de mine d'or de la société canadienne Gabriel Resources dans le village de Rosia Montana (nord-ouest), les quelque 7.000 personnes qui ont défilé durant des heures dans les rues de Bucarest ont aussi protesté contre les gaz de schiste, demandé la démission du gouvernement et réclamé le respect de l'indépendance de la justice après la mise à l'écart cette semaine d'un procureur réputé pour sa lutte contre la corruption.

A Cluj (nord-ouest), ils étaient plus de 4.000 et plusieurs centaines dans d'autres grandes villes de Roumanie.

La société canadienne Gabriel Resources veut ouvrir la plus grande mine d'or à ciel ouvert d'Europe à Rosia Montana.

Le projet nécessite l'utilisation de 12.000 tonnes de cyanure par an, la destruction de vestiges romains et le déplacement de plusieurs centaines d'habitants.

Alors qu'il avait promis de bloquer cette entreprise quand il était dans l'opposition, le Premier ministre Victor Ponta et son gouvernement ont adopté fin août un projet de loi qui ouvre la voie à l'exploitation du gisement.

Pour entrer en vigueur, le texte doit être encore approuvé par le parlement. AFP 06.10

Haut de page ↗

CAUSERIE

Mondialisme et esclavagisme

Je vous propose une sorte de dossier réalisé hier soir après la diffusion (en différé) sur TV5Monde Asie d'un numéro de *Complément d'enquête* consacré aux délocalisations en Afrique, particulièrement en Ethiopie, ce sujet m'avait échappé et je tenais à me rattraper

Titres de presse d'août et septembre 2013

- Vers une délocalisation d'H&M en Ethiopie ?
- H&M délocalise en Ethiopie pour fuir la hausse des salaires en Chine
- Délocalisation. La Chine mise sur la pauvreté en Éthiopie
- De la Chine à l'Afrique, le grand remue-ménage des délocalisations ...
- L'Ethiopie, nouvel eldorado des industries textiles européennes ?

Extraits d'articles de presse.

Un regard sur le "*commerce équitable*", les multinationales, le capitalisme à "*visage humain*". Bienvenue en enfer !

1- La Chine, bientôt confrontée à une prochaine pénurie de main d'œuvre à cause de sa politique d'enfant unique, est vivement encouragée par Robert Zoellick, président du groupe de la Banque mondiale, à transférer en Afrique une partie de ses activités industrielles à forte intensité de main d'œuvre.

Selon les Nations Unis, entre 2010 et 2025, le nombre de Chinois âgés de 15 à 24 ans va chuter de 62 millions pour se stabiliser à 164 millions de personnes ayant les aptitudes optimales pour occuper un emploi industriel.

Cette analyse que M. Zoellick a partagée avec les hauts responsables chinois la semaine dernière permettra à la Chine d'augmenter la productivité de ses entreprises en les orientant vers les segments à plus forte valeur ajoutée et en maintenant la croissance de son économie.

L'Afrique qui ne représente que 1 % environ de la production manufacturière mondiale, pourrait bénéficier de la modernisation et de la diversification de sa structure industrielle, pour autant que des infrastructures et un cadre incitatif soit mis en place : adéquation formation emploi, environnement législatif sécurisé, stabilité politique...

Le transfert de 6% des emplois industriels chinois à faible valeur ajoutée en Afrique entraînera, d'après M. Zoellick, une hausse de l'offre de travail de 50% en Afrique. Notons que la Chine dispose de 85 millions d'emplois industriels à faible valeur ajoutée et l'Afrique d'environ 10 millions. agenceecofin.com 06.09.2011

Vous lirez plus loin que Robert Zoellick vient de rejoindre... Goldman Sachs ! Un retour à la source...

2- « *Depuis la suppression des taxes d'importation négociée par Pékin en contrepartie de son aide financière, les produits « made in China » déferlent sur le continent africain. Avec sa croissance démographique, l'Afrique est un bassin de consommation qui incite à produire localement. Il y a donc une place à prendre, mais peu de gens y croient pour le moment* », estime Mark Bohlund, spécialiste de l'Afrique subsaharienne chez IHS Global Insight, une société d'analyse économique.

L'implantation en Afrique est donc une stratégie gagnant-gagnant pour les Chinois, qui profitent sur les deux tableaux des règles de la mondialisation. Mais quel sera le bénéfice pour les pays hôtes ? Il est à craindre que la plus grande partie des recettes d'exportation de ces entreprises sous contrôle asiatique soit transférée en Asie. L'Afrique compte pour 14 % de la population mondiale, mais fournit seulement 1 % de la production manufacturière de la planète. Le Monde - info-afrique. com 22.12.2012

3- Publiée en 2011 une étude de la Banque mondiale comparant plusieurs pays africains à la Chine et au Vietnam, a montré que l'Éthiopie était d'ailleurs le seul pays capable de concurrencer les pays asiatiques pour des productions à haute intensité de main d'œuvre (comme l'habillement ou la fabrique de meubles). Ces projets montrent que des pays africains peuvent s'engager à

leur tour dans le "*vol des oies sauvages*" qui a débuté avec le Japon, qu'ont suivi ensuite les Nouveaux Pays industriels d'Asie et ensuite les pays du Sud-Est asiatique et la Chine.

L'Afrique n'est pas la seule région du monde susceptible d'attirer des délocalisations d'entreprises chinoises ou de filiales étrangères implantées en Chine. Ces investisseurs regardent d'abord en Asie du Sud-Est (Vietnam, Cambodge mais aussi le Myanmar) et en Asie du Sud (Bangladesh). atlantico.fr 21.08.2013

4- Le numéro 2 mondial de l'habillement a annoncé, la semaine dernière (mi-août 2013 - ndlr), son intention d'ouvrir prochainement de nouvelles usines dans ce pays d'Afrique de l'Est.

Jusqu'ici, le groupe fabriquait l'essentiel de sa production en Chine et au Bangladesh. Dans une interview au Financial Times donnée le 15 mai dernier, Karl-Johan Persson, le patron de Hennes & Mauritz s'était d'ailleurs engagé à demander au gouvernement bangladaise d'augmenter le salaire minimum en vigueur dans le pays. Une annonce qui faisait suite à l'effondrement d'un immeuble à Dacca, la capitale du Bangladesh, survenu le 24 avril dernier, dans lequel 1.125 employés de différents groupes textiles européens - dont H&M - ont trouvé la mort. Un drame qui avait fait ressortir la polémique sur les conditions de travail de ces salariés asiatiques.

Est-ce, au final, cette possible augmentation qui a encouragé la marque à localiser une partie de ses nouvelles usines en Ethiopie, où la main d'œuvre reste moins cher qu'en Asie ? Dans un communiqué cité par Le Monde, H&M justifie cette décision en expliquant chercher "*constamment de nouveaux marchés d'achat potentiels*" pour garantir les capacités de livraison de ses "*produits dans tous les magasins*".

D'après une étude du cabinet Bernstein, rapportée par le Wall Street Journal, les coûts de fabrication étaient, en 2011, près de deux fois moins élevés en Ethiopie qu'en Chine. "*H&M ne fait que suivre une tendance lancée par les Chinois qui ont créé une zone industrielle en Ethiopie*", rapporte Pierre Jacquemot, chercheur spécialiste de l'Afrique à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques). Les usines textiles ont d'abord quitté la Chine pour les pays d'Asie du Sud comme le Laos, la Birmanie et le Cambodge. Ensuite, elles sont parties pour l'Ile Maurice et maintenant l'Ethiopie", ajoute-t-il.

L'Ethiopie, qui compte quelques 85 millions d'habitants, est l'un des pays les plus pauvres du monde. Il n'appartient pas à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). D'après la Banque mondiale, le revenu moyen annuel par habitant atteignait 370 dollars (276 euros) en 2012, contre 1.257 dollars (938 euros) en moyenne chez ses voisins. Selon les informations mises en ligne sur le site de l'ambassade de France à Addis-Abeba - la capitale - l'industrie ne représente que 15% du PIB. Le pays tire l'essentiel de ses revenus de sa production agricole, notamment de l'exportation de café.

Sa situation économique s'améliore, malgré tout, rapidement. L'Ethiopie a connu une croissance annuelle moyenne de 9,9% entre 2004 et 2012, contre 5,4% chez ses voisins. D'après le cabinet Bernstein, le coût de fabrication dans le pays a augmenté de 18% en 2011, contre seulement 7,7% en Chine. A ce rythme, les coûts de productions seront, en 2019, plus cher en Ethiopie que dans l'Empire du Milieu. "*Ce n'est pas encore fait. De toute façon, il s'agit de productions bas de gamme, qui pourront être délocalisées très facilement*", note Pierre Jacquemot. Le "*Made in Ethiopia*" pourrait bien ne pas figurer très longtemps sur les vêtements du géant de l'habillement... latribune.fr 23.08.2013

5- En Ethiopie, un partenariat Public-Privé entre le gouvernement éthiopien et les investisseurs chinois a permis d'entreprendre la construction d'une zone industrielle qui devrait permettre à terme, l'installation de 80 usines et la création de 20.000 emplois, son coût : 250 Millions de dollars.

L'Ethiopie a mis à disposition du foncier bon marché, la fourniture gratuite d'électricité et 4 ans d'exonérations fiscales. Située à 30 kilomètres au sud d'Addis Abéba, la zone accueille déjà plusieurs cimenteries, une chaîne de montage automobile, une fabrique de plastique et un groupe chinois de fabrique de chaussures. Ce dernier compte comme clients, des marques occidentales, notamment Calvin Klein ou Guess et prévoit d'investir jusqu'à 2 Milliards de dollars jusqu'à porter vers l'Europe et l'Amérique du nord, une production qu'il ambitionne d'atteindre un volume annuel de 4 Milliards de dollars.

Ces partenariats sino-africains sont ambitieux, mais certains facteurs peuvent ralentir la mise en œuvre de ses projets : les différences culturelles, la barrière de la langue, la non prise en compte par les entreprises chinoises des aspects environnementaux et sociaux, ainsi que la difficulté à opérer des transferts de technologies. afroconceptnews.com 03.10.2013

6- Surtout, les Chinois cherchent à délocaliser les activités les plus polluantes, comme la teinture du textile ou la production de caoutchouc : un moyen de respecter les normes environnementales en Chine sans remettre en question ni les méthodes, ni les volumes de production.

L'Afrique, surtout, est au cœur d'un questionnement des grands groupes mondiaux. Turcs et Israéliens commencent à y installer une partie de leurs activités, notamment dans le textile. supplychainafricconseil.over-blog.com 01.09.2013

Commentaire

Lu dans un autre article : Ce qui les attire en Ethiopie est le montant des salaires, jusqu'à 4 à 5 fois moins cher qu'en Chine. On doit ajouter les coûts de production, la fiscalité. Ils tentent par tous les moyens de freiner ou contenir la baisse tendancielle du taux de profit qui ronge le capitalisme. Comme nous l'avions indiqué dans de précédentes causeries ou des articles antérieurs, le processus mis en oeuvre dans le développement du capitalisme dans n'importe quelle région du monde au XXI^e siècle est soumis aux mêmes contradictions que celles rencontrées au XIX^e et au XX^e siècle en Europe, aux Etats-Unis et ailleurs, le développement économique alimente la lutte des classes et se traduit par une hausse des salaires, du coût du travail et de la production.

A des degrés divers ce processus est largement engagé en Asie, il s'accélère en Amérique latine, il ne leur reste plus que l'Afrique comme continent sous-développé et réserve d'esclaves. Dans un proche avenir ce sera terminé, ils auront brûlé leur dernière cartouche, ils n'auront plus aucun moyen pour affronter la menace mortelle qui pèse sur le capitalisme que concentre la baisse tendancielle du taux de profit, et les gains qu'ils pourraient réalisés en améliorant la productivité ne feraient qu'accélérer cette tendance car ils se traduiraient pas une nouvelle baisse du capital variable dans la plus-value produite tandis que les coûts de production ne feraient qu'augmenter.

Pour comprendre comment ça marche, prenons un exemple très simple. Observez ce qui se passe chez les agriculteurs, ils ont des coûts de production de plus en plus élevés, ils ont dû se moderniser pour rester compétitif et ne pas disparaître, s'endetter sur de longues années, et quand ils ont vendu leur récolte, une fois réglés toutes leurs factures il leur reste tout juste de quoi survivre et encore. Ils s'en sortent parce qu'ils sont endettés, si leur banquier leur avait refusé un prêt, ils n'avaient plus qu'à cesser leur activité, et si demain les cours du blé, du maïs, etc. s'effondraient ils vendraient à perte, ils ne pourraient plus rembourser leur prêt et seraient déclarés insolvables, en faillite.

Les cours ou les prix des matières premières augmentent, tant que leurs produits trouvent des acheteurs sur le marché parce que leur niveau de vie augmentent tout va bien, mais lorsque le niveau de vie de la population stagne ou diminue ou lorsque le nombre d'acheteurs diminuent du fait du chômage tout va mal, c'est l'ensemble de l'économie qui est au bord de la paralysie, menacé d'asphyxie, qui risque de s'effondrer.

Quand vous mettez une heure au lieu de 8 pour fabriquer une paire de chaussures, la force de travail qui sera incluse dans la production d'une paire de chaussure qui est à la base du profit ou du taux de profit sera plus importante dans la seconde, elle sera divisée par 8 dans la première, celle-ci sera fabriquée à l'aide d'une machine perfectionnée dans laquelle son propriétaire aura dû investir une somme importante, il aura dû s'endetter pour l'acquérir et payer des intérêts à son banquier par dessus le marché, tandis que la seconde sera fabriquée à la main et n'aura nécessité aucun investissement lourd. Dans le premier cas le taux de profit s'effondre, tandis qu'il est préservé dans le second.

Mais si maintenant l'ouvrier qui fabrique la première paire de chaussures à un salaire divisé par 5 ou par 10 par rapport à celui qui la fabrique à la main en 8 heures, son patron verra son taux de profit s'accroître considérablement. Certaines usines chinoises ont commencé à tourner en employant un maximum de main d'oeuvre parce qu'elle ne leur coûtait presque rien par rapport à un investissement dans des machines ultra modernes à plusieurs millions d'euros. Désormais, une fois encaissés de gigantesques profits, ils ont investi dans des machines qui réalisent le même travail, ils produisent plus encore à une cadence beaucoup plus élevée ce qui leur a permis d'augmenter les salaires sans que leur profit diminue en volume, leur coût de production a augmenté et leur taux de profit a commencé à diminuer, tandis qu'ils accumulent un capital toujours aussi important. Pour employer ce capital et tenter de maintenir leur taux de profit, il leur faut réduire leur coût de production, dont la masse salariale, si en Chine cela devient impossible, ils peuvent encore délocaliser leur production dans des pays accommodant sur le plan de la fiscalité où la main d'oeuvre est également moins chère, dans certains pays en Asie ou en Afrique.

Mais lorsque les salaires et le niveau de vie auront augmenté dans tous les pays à la surface de la terre, il leur restera quoi comme solution pour maintenir leur taux de profit, augmenter la durée journalière du travail, baisser les salaires, affronter directement la classe ouvrière dont les besoins ne cessent de croître à l'échelle mondiale ? Parfois on se demande pourquoi ils poussent à une consommation à outrance, mais c'est justement parce que le taux de profit est désormais trop bas (en moyenne à l'échelle de capitalisme mondial) pour assurer le renouvellement du capital, c'est seulement en volume qu'ils y parviennent, il faut donc produire et consommer toujours plus, j'ai schématisé pour faire simple. Marx expliquait que l'accumulation du capital était le pendant de la baisse tendancielle du taux de profit, plus l'un augmente plus l'autre diminue, ce qui explique aussi pourquoi l'économie de guerre, le gigantesque gaspillage ou destruction de forces productives, de marchandises en tous genres sur un niveau monstrueux, alors que des centaines de millions d'hommes manquent de tout, vivent misérablement.

Une partie de ce numéro de *Complément d'enquête* était consacrée à l'implantation d'usine chinoise en Ethiopie, c'est effroyable ce qu'ils leur font subir, 66 heures de travail par semaine, voire davantage, pour un salaire mensuel de 40 dollars. Ils font régner la terreur dans leurs usines, ils vont jusqu'à frapper les ouvriers, les virer sans leur verser leur salaire, les conditions de travail sont épouvantables, le comble du cynisme est atteint, ce qui ne m'étonne pas, un tel régime (chinois) ne pouvait que produire des tyrans. Je me suis dit qu'à côté les travailleurs indiens étaient relativement bien traités, qu'ils avaient même de la chance par rapport à leurs collègues chinois et africains traités comme des esclaves. Carrefour est intéressé par ces conditions de production en Ethiopie a dit un contremaître d'une usine appartenant à un Turc, comme bien d'autres multinationales

occidentales. Cela m'a inspiré la réflexion suivante : Carrefour, Leclerc, Auchan, etc. réalisent d'énormes profits en pressurant les producteurs en France et ailleurs dans le monde, ils paient des impôts et emploient de la main d'œuvre en France, ils mettent sur le marché des marchandises abordables pour la majorité de la population, ainsi l'époque coloniale n'est pas terminée et tout le monde en profite en toute insouciance ou inconsciemment, pendant que la stabilité du régime est assurée, les seuls perdants ou victimes sont toujours les mêmes, mais il paraît que le régime éthiopien est une démocratie, l'honneur ou la bonne conscience est sauve, ouf !

Hier, les dirigeants du mouvement ouvrier pouvaient prétendre que les réformes dont ont bénéficié les travailleurs en France avaient été financées grâce aux gains en productivité réalisés, ce qui n'était vrai qu'à moitié déjà à l'époque puisque la plupart des matières premières étaient importées, dorénavant et depuis déjà un moment cela l'est moins encore, il leur est impossible d'utiliser cet argument puisque une grande partie des marchandises commercialisées en France sont produites ailleurs dans le monde.

Hier les réformes pouvaient apparaître comme le produit de la répartition des richesses produites en France, la juste part revenant aux travailleurs en quelque sorte, ce qui leur permettait de les justifier et de ne pas passer pour des traîtres au socialisme, tout du moins aux yeux de ceux qui en profitaient ou qui ignoraient tout du socialisme, aujourd'hui, alors que le taux de profit en France doit flirter avec la barre du zéro, il leur sera difficile de ne pas admettre que le réformisme qu'ils revendiquent ne peut être financé autrement que par la mise en esclavage de centaines de millions de travailleurs en Asie et en Afrique notamment, que c'est seulement ou en grande partie en profitant de cette situation-là qu'il est possible de maintenir le niveau de vie des travailleurs en France.

Pourquoi affirmons-nous que la défense des acquis sociaux des travailleurs en France doit être subordonnée au combat pour en finir avec le régime capitaliste ? Pour plusieurs raisons dont la capacité que recelle le capitalisme de s'accommoder de ces acquis sociaux et d'en faire supporter le prix à d'autres peuples exploités dans le monde, des peuples plus faibles, sans défense ou démunis, ce que font également les Chinois en allant exploiter les Africains. L'internationalisme de nos dirigeants riment plutôt avec social-patriotisme en la matière. Que le gouvernement entreprenne une réforme ou le patronat satisfasse une revendication et nos dirigeants sont comblés, ils ont évité aux travailleurs de subir les conséquences de la crise du capitalisme c'est l'essentiel, leur objectif est atteint, ils n'en ont pas d'autres en réalité, et peu importe si ce sont d'autres travailleurs qui en feront les frais ailleurs dans le monde, chacun voit midi à sa porte et personne n'y peut rien, ils ont rempli leur mission on ne peut rien leur reprocher, personne n'ira s'interroger sur leur étrange conception du socialisme qui en réalité n'a plus grand chose à voir avec celle de Marx et Engels.

Les travailleurs chinois s'éloignent du socialisme parce que le profit qu'ils étaient en droit d'attendre de la propriété collective des moyens de production leur a toujours échappé, leur a été confisqué par une caste bureaucratique, au point qu'ils s'accommodent de la propriété privée des moyens de production qui leur procure davantage de liberté et un niveau de vie meilleur, tandis que les travailleurs français n'ont pas d'autre perspective que de subir une terrible régression dans tous les domaines de leur existence sans être capables de renouer avec le socialisme dont ils s'éloignent également un peu plus chaque jour.

Beaucoup de femmes, souvent très jeunes, sont employées dans ces usines chinoise, turques, pakistanaïses ou indiennes, la main d'œuvre la plus docile et la moins payée, moins que moins, quoi.

Extrait d'un article que j'avais rédigé et publié le 14 octobre 2005

... dans un rapport du Fonds des Nations-unies consacré à la violence sexuelle envers les femmes et à la pauvreté, ils voudraient nous faire croire qu'ils entendent lutter efficacement contre l'inégalité entre les sexes. De quoi s'agit-il en réalité ?

Le 13 octobre sur TV5 Asie, Olivier Brasseur l'un des rapporteurs à l'ONU sur l'"État de la population mondiale" a expliqué qu'en donnant une instruction aux femmes, particulièrement en Afrique et en Asie, cela leur permettrait d'être autonome et de travailler pour subvenir à leurs besoins sans dépendre de personne. L'intention est respectable, mais s'agit-il bien de cela ?

En réalité, chacun sait qu'à chaque fois qu'une femme travaille, sa rémunération est de 50 à 70% inférieure à celle d'un homme en Asie ou en Afrique, elle est de 30% inférieure en France, donc l'objectif de l'impérialisme mondiale n'est pas de combattre la pauvreté et les inégalités entre les sexes comme il ose cyniquement le prétendre, mais de mettre sur le marché du travail une main d'œuvre plus nombreuses dont le coût sera encore plus bas que ce qu'il est pour un homme à travail égal, sans parler de la concurrence avec les travailleurs de sexe masculin que cela engendrera, et dont la conséquence se traduira immédiatement par une tendance générale à la révision des salaires vers le bas et au chantage à l'emploi pour les hommes menacés d'être remplacés par des femmes.

Accroître la concurrence entre les travailleurs afin d'en tirer un meilleur profit, voilà le seul objectif de ce rapport. Cet exemple illustre bien que l'impérialisme est en permanence à la recherche de solutions nouvelles pour tenter d'assurer sa survie, car il est menacé jusque dans ses fondements.

Quand Olivier Brasseur parle de "*clé du développement*" pour l'Afrique notamment, à travers cette mesure qui consisterait à donner un semblant d'instruction aux femmes, en réalité elles sauraient tout juste capables de lire et d'écrire, donc elles seraient encore

loin d'être capables de se forger librement leurs propres opinions, on est en droit de penser que ce serait toujours les mêmes qui profiteraient de ce développement, c'est-à-dire les multinationales et les bourgeoisies compradores de l'impérialisme mondiale, alors que la très grande majorité de la population demeurerait dans l'indigence et la précarité absolue.

Bien entendu qu'il faudrait que la totalité des femmes de la planète puissent accéder à l'instruction et à la connaissance, d'une part, mais il ne s'agit pas vraiment de cela ici, et d'autre part, faudrait-il encore que cela puisse réellement servir aux femmes, et donc que cette instruction soit de qualité.

Pendant ce temps-là, ces honnêtes gens continuent de placer des fils barbelé le long de leurs frontières, de construire des murs toujours plus hauts pour empêcher l'immigration des peuples qu'ils ont livrés volontairement à la misère, à la famine et à la guerre civile.

N'est-il pas temps, plus que temps d'en finir avec le capitalisme à l'échelle mondiale...

INFOS SUR LA SYRIE

Kerry loue Assad !

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a loué lundi le "*consentement de la Syrie*" qui a permis d'entamer en un "*temps record*" la destruction de ses armes chimiques.

"Le processus a démarré en un temps record et nous en sommes reconnaissants à la Russie, pour sa coopération, mais bien entendu aussi envers la Syrie, pour son consentement", a déclaré M. Kerry lors d'une conférence de presse conjointe à l'issue d'un entretien avec son homologue russe Sergueï Lavrov sur l'île indonésienne de Bali.

"Je pense qu'il est extrêmement significatif que hier, dimanche, une semaine après l'adoption de la résolution (de l'ONU), des armes chimiques ont été détruites. Je pense que c'est à mettre au crédit du régime de Damas, franchement. Il s'agit d'un bon début et nous l'accueillons favorablement".

M. Kerry a ajouté que lui-même et M. Lavrov étaient "*d'accord pour dire que la solution n'est pas militaire*" en Syrie. "*Nous partageons le même intérêt pour ne pas avoir des extrémistes radicaux dans un camp ou l'autre qui bénéficieraient d'un statut ou d'une position plus importants en Syrie*".

M. Lavrov s'est pour sa part dit "*satisfait*". "*La Russie fera tout ce qui est en son pouvoir pour que Damas poursuive sa coopération sans aucun changement*", a-t-il dit. french.tribune.org 07.10

Syrie : Washington renonce définitivement à une action armée?

C'est ce que dit en tout cas John Kerry : "*Les Etats Unis sont d'accord avec la Russie sur l'inopportunité d'un scénario militaire comme étant une solution à la crise en Syrie*". c'est à l'issue de sa visite avec Sergueï Lavrov que Kerry s'exprimait, en émettant le vœux de voir la conférence de Genève II se tenir au mois de novembre. "*Nous allons faire des efforts pour cette conférence ait lieu bien que ce soit au secrétaire général Ban Ki Moon, et à son émissaire Ebrahimi qu'il appartient de décider de sa date*".

"Au cours de ma rencontre avec Lavrov on a examiné les voies politiques destinées à mettre un terme à la crise syrienne. et les Etats Unis et la Russie sont d'accord pour affirmer qu'un scénario militaire ne pourrait offrir la solution à la guerre en Syrie. c'est à la fois impossible et inadmissible". Pour les analystes politiques, il s'agit là d'un revirement des Etats Unis après la campagne médiatique guerrière qu'ils ont menée au moins de septembre contre la Syrie avec en perspective une action militaire propre à anéantir l'armée syrienne et les infrastructures du pays. french.tribune.org 07.10

Un PDG saoudien arrive en Syrie pour y créer un Califat

Le PDG de l'office de l'électricité de l'une des villes saoudiennes a quitté son pays pour aller se battre en Syrie l'armée arabe syrienne et y créer un "*califat islamique*". Selon Asia News qui cite les sites pro salafistes, l'ingénieur Al Ghawasi al Baghami , pdg de la section de l'électricité de la localité de Tarba, nommé au mois de mars dernier à ce poste se trouve en Syrie pour y établir un califat. Des informations ont fait également état de la présence de plus en plus visibles des militaires saoudiens dans les rangs des terroristes d'Al Nosra et de l'EIL. french.tribune.org 07.10

Alep : les officiers saoudiens commandent Al Nosra.

Selon les agences de presse locales, un officier saoudien a été tué dimanche dans des combats contre l'armée arabe syrienne non loin du sud d'Alep. Sayf Joman alMaliki combattait dans les rangs d'Al Nosra Al Maliki servait l'armée saoudienne avant son

départ pour la Syrie et il opérait sur la base aérienne de Jedda. L'officier était entré en Syrie par voie légale.

Les dernières informations font état de la présence d'un bon nombre d'officiers saoudiens dans les rangs des terroristes d'Al Nosra et de l'Etat islamique en Irak et au Levant, ce qui marque un tournant dans la guerre de Riyad contre Damas. Pour les Syriens, cette présence signifie ni plus ni moins un engagement militaire direct de l'Arabie saoudite d'autant plus que ces officiers bénéficient pendant leur "séjour" en Syrie de congé payé et s'ils se font tuer en cours de combat, l'armée saoudienne leur attribue le titre de martyr ce qui permet à leur famille de bénéficier des avantages. french.tribune 07.10

En titre

Les uns cherchent un compromis acceptable...

- USA et Russie pour une conférence sur la Syrie en novembre - Reuters

- Les USA n'excluent pas la présence de l'Iran à Genève II - Reuters

- Syrie: la coopération de Damas dans la destruction des armes chimiques saluée - AFP

... les autres leur sapent le boulot...

- Paris et Ryad veulent renforcer l'opposition syrienne - Libération.fr

Le sionisme et le sionisme arabe font bon ménage, le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius-Le Drian, le plus réactionnaire et sioniste de la Ve République.

ACTUALITÉ DU JOUR

Brignoles. Intox. Faites tomber les masques.

C'est vrai qu'ils ne donnent pas envie de voter, ils servent même de repoussoir, ce sont eux les fossoyeurs de la "démocratie". Ils nous inspirent tous un profond dégoût, à vomir. Je comprends d'ex-camarades ou des travailleurs qui me disent : plus rien à foutre, hélas !

Pour le PS, c'est la faute à Mélenchon, pour Mélenchon c'est la faute à Hollande, pour le PCF c'est la faute à Hollande et à EELV, et pour EELV, c'est la faute au PCF et au PS, autant dire qu'ils sont tous coupables. De quoi ?

De soutenir le régime et les institutions en pleine décomposition, ils en rajoutent une couche en appelant à voter pour le candidat UMP, à l'exception de Mélenchon, ce qui provoque une crise dans son propre parti et au sein du Front de gauche, crise qui finalement profitera aux partis qui sont engagés dans le mondialisme.

Le Parti de gauche n'a pas plus de principes ou de scrupules que les autres partis quand il s'allie à EELV qui s'était prononcé pour le bombardement de la Syrie ou qui a voté le TSCG notamment, et puis il participe au gouvernement social-libéral-impérialiste Hollande-Ayrault.

Les travailleurs se rendent bien compte qu'aucun de ces partis ne leur propose une perspective politique qui romprait avec celle qui est mise en œuvre depuis des décennies par l'UMP ou le PS, tandis que leurs conditions d'existence ne cessent de se dégrader. Ceux qui vont encore voter le font pour tenter de sauver les avantages qu'ils ont encore, leur niveau de conscience politique ne va pas au-delà, ils ont un réflexe purement corporatiste, conservateur, il ne faut pas se leurrer.

A Brignoles lors du premier tour, ils ont estimé qu'aucun parti ne représentait véritablement leurs besoins, au second ils n'auront même pas à se poser cette question. Le second est le produit du premier qui a témoigné que le processus conduisant à la liquidation des droits politiques des masses était bien engagé, les effets destructeurs de leur subordination au capital et la faiblesse de leur niveau de conscience politique n'a pas fini de faire des ravages, on en a ici qu'un avant-goût. Tous les partis dits de gauche et d'extrême gauche en portent la responsabilité.

- Brignoles: "Le FN, premier parti de France" pour Marine Le Pen - L'Express.fr

- Cantonale à Brignoles: Le FN à 40% des voix, l'extrême droite tout proche de la barre des 50% - 20minutes.fr 49,5% de 33,35%

= 16,5%

- Municipales : un Français sur 4 prêt à voter pour le FN - Le Nouvel Observateur

En tablant sur un taux d'abstention de 50% en moyenne, cela donne 12% environ, à 60% d'abstention cela donne 15%.

- Le nombre d'électeurs ayant voté FN a légèrement baissé au cours des trois scrutins, passant de 2757 suffrages en 2011 à 2734 en 2012 et 2718 dimanche. lefigaro.fr 07.10

Certains vont broder à l'envers sur le résultat du FN en expliquant qu'il n'a pas progressé, en réalité il a à peine baissé, il demeure stable, pas de quoi en faire un plat.

Le candidat UMP soutenu par le PS, ses satellites et le Front de gauche (à l'exception du PG apparemment, à vérifier) également par un dissident du FN.

Dispard, évincé, s'est présenté sous l'étiquette du Parti de la France. Il a totalisé 9,1 % (612 voix) et ayant «*été exclu du FN*», il a appelé à «*voter pour la candidate UMP*». Le Parti de la France de Carl Lang, qui le soutenait, pour sa part, a recommandé de se reporter sur le candidat FN, ce sur quoi mise Laurent Lopez.

Quelques réactions.

PS

David Assouline, porte-parole du PS, a vu lundi un «*coup de semonce*» dans le score du FN, et la preuve de la nécessité de l'unité de la gauche dès le premier tour. «*Ca vérifie ce que nous disons depuis plusieurs mois: quand le FN est fort, haut, il faut absolument l'unité de la gauche dès le premier tour*», a commenté le sénateur sur Europe 1.

Assouline juge qu'«*à force de taper sur le président et le PS, Mélenchon ne fait qu'installer un climat de confusion qui profite au FN*».

«*Si on additionnait les voix du Parti communiste et des Verts, là on était au deuxième tour*», a observé l' élu de Paris. Appelle-t-il à voter UMP à Brignoles, comme le PS l'a annoncé dès dimanche soir ? «*Bien sûr, sans aucune hésitation, pour nous c'est une question de principe*».

«*Nous sommes tous, de manière collective, responsables de cette défaite*», nuance Cédric Omet, secrétaire de la section socialiste de Brignoles par ailleurs directeur de cabinet du maire. «*Les citoyens nous ont fait comprendre que si nous voulons gagner une élection nous devons nous rassembler. C'est la leçon pour les prochaines municipales...*», conclut-il. 20minutes.fr et lefigaro.fr 07.10

Pour Cambadélis si la gauche est divisée, elle accentue l'idée que cela ne vaut pas la peine d'aller voter. L'électorat républicain n'a plus d'enthousiasme.

Comment combattre le FN? D'abord, il serait bon que les républicains des deux bords s'accordent sur la nocivité de cette formation politique. Ensuite, il faut assécher le FN, et l'endiguer. L'assécher, en luttant contre le chômage et l'insécurité, et en prônant une autre Europe. L'endiguer par le front républicain que nous allons encore pratiquer, nous socialistes, à Brignoles, dimanche prochain. Il faudra aussi faire en sorte de rassembler les gauches et les écologistes au premier tour des élections à venir. Car nous sommes dans une tendance lourde de montée en Europe de la xénophobie, de l'islamophobie, de l'amertume sociale face à la politique d'austérité et de réduction des déficits, et du désespoir face à des lendemains qui déchantent. lefigaro.fr 07.10

A la fin des années 30 et au cours des années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, aux Etats-Unis ils ont diabolisé le communisme, toute leur propagande tournaient autour de la menace que représentait le bolchevisme, les "rouges", des barbares, à l'arrivée il n'est plus resté que deux partis en lice le Parti démocrate et le Parti républicain qui tous les deux étaient financés et représentaient différents courants du capitalisme américain. La lutte contre le communisme leur a permis d'éliminer pratiquement tous les autres partis privant ainsi les travailleurs américains de toute représentation politique, c'était leurs droits politiques qui venaient de disparaître du même coup. En France, c'est le FN qui tient le rôle d'épouvantail pour parvenir au même résultat, ne laisser en lice que l'UMP et le PS.

EELV.

Responsable des élections chez Europe Écologie-Les Verts, David Cormand n'est pas dupe de la dénonciation du PCF... «*En juin 2012, aux législatives, rappelle-t-il, c'est la présence d'un candidat Front de gauche, en plus d'un candidat divers gauche, qui*

a empêché notre candidate écologiste de participer au deuxième tour où l'UMP a affronté le FN...» Pour Cormand, il importe surtout d'observer cette fois-ci *«la démobilisation massive de l'électorat de gauche»*. À la première cantonale de 2011, souligne-t-il, *«le PCF avait rassemblé plus de 30% des voix et les écologistes plus de 10%»*. Il n'y a donc *«pas d'automaticité à ce que la présence des écologistes empêche les communistes de se qualifier»*.

David Cormand, membre de la direction d'EELV, délégué aux élections et relations extérieures interviewé par le Nouvel Observateur.

- Cette succession de partielles montre le même symptôme : les électeurs de François Hollande en 2012 ne se déplacent plus pour voter pour un candidat de gauche, quel qu'il soit. A Villeneuve, c'était le PS. Là, c'est le candidat Front de gauche.

Aux municipales, il n'y aura pas le même risque d'élimination puisqu'il ne faut que 10% des suffrages exprimés pour se maintenir. Avant, il fallait l'union de deux partis de gauche, maintenant il faudrait que toute la gauche s'unisse... Même si on avait fait cela à Brignoles, on serait arrivés sous le score du candidat frontiste !

Pour enrayer la montée du FN, il n'y a pas de formule magique ni de martingale, il ne suffit pas d'empiler les logos des partis. On ne peut pas forcer les gens à venir voter pour nous s'ils n'en ont pas envie. Ce qui ne va pas, c'est que les signaux envoyés par la majorité gouvernementale ne correspondent pas aux attentes des Français. François Hollande a dit : mon ennemi c'est la finance et il applique un socialisme de l'offre, avec le Crédit impôt compétitivité, la fragilisation des acquis sociaux sur les retraites, le traité budgétaire européen qui dit austérité à tous les étages, y compris en France...

lefigaro.fr - *«Le Parti communiste a décidé d'un candidat et d'une suppléante sans discussion ni avec nous ni avec les socialistes qui nous soutenaient»*, a déploré Magda Igyarto-Arnoult (EELV)

«La ligne du bruit et de la fureur incarnée par Mélenchon au Front de gauche ne fonctionne pas, pas plus que la politique menée par le gouvernement depuis un an et demi», dénonce Cormand, soutenant une sorte d'entre-deux des écologistes. lefigaro.fr et nouvelobs.com 07.10

PCF

«C'est la sanction de la politique menée par le gouvernement», s'est insurgé Laurent Carratala qui rejette la responsabilité de cet échec cuisant sur la candidate EELV.

PG

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de Gauche, a assuré lundi que *"le principal pourvoyeur des voix du FN est à l'Elysée"*, et a refusé de choisir entre ce parti et l'UMP au second tour de la cantonale du Var.

"Je suis totalement consterné et très inquiet, bien sûr", a dit l'eurodéputé, interrogé par France Inter sur la partielle de Brignoles qui a vu le FN arriver largement en tête du premier tour, la gauche étant éliminée du second tour.

"Je vois bien que le Front national a une capacité de mobilisation indemne d'une élection à l'autre, il retrouve ses voix" et "tout le reste s'effondre. Ceux qui votaient à gauche ne vont pas voter, traînent des pieds", selon M. Mélenchon.

Pour lui, *"la question n'est pas de mobiliser face au Front national"*, ça *"c'est une considération d'ordre politicien"*, c'est *"mobiliser pour que quelque chose change dans ce pays, parce que la vie est insupportable"*, a argumenté l'ex-candidat à l'Elysée.

"Pour l'instant", selon lui, *"l'impression"* est que c'est *"du côté du Front national que se trouverait l'énergie, et pas du nôtre"*. Pas seulement les socialistes, a-t-il observé. *"Nous aussi, le Front de gauche, par notre confusion, notre irrésolution, nous donnons l'impression de ne pas savoir où nous allons"*.

La cause de cette avancée du FN, selon lui ? *"La division, sur le fond, de la gauche, le désespoir, la résignation. On élit un président de la République social-démocrate et que fait-il? Il démantèle les acquis sociaux du pays"*, a-t-il dit en citant notamment la réforme des retraites.

"Les gens vivent le contraire de ce à quoi ils s'attendaient: pourquoi est-ce qu'on câline sans arrêt les patrons?".

"Le Front national prospère sur la résignation et la désorganisation, du fait que le principal pourvoyeur de ses voix est à l'Elysée", a encore accusé M. Mélenchon.

Convié à choisir entre FN et UMP au second tour, il a répondu : *"c'est la peste ou le choléra, c'est tous les mêmes, ils racontent les mêmes choses"*, ils sont *"aussi anti-sociaux les uns que les autres"*.

A la suite de ces propos, le maire (PG) de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), Joseph Rossignol a indiqué dans un communiqué son intention de quitter la formation de M. Mélenchon.

"Je suis en complet désaccord avec la position du co-président de mon parti, le Parti de gauche, n'appelant pas à un front républicain contre l'extrême droite au second tour des élections cantonales de Brignoles, cautionnant ainsi l'idée qu'il puisse y avoir une politique menée par la France en dehors des trois valeurs fondamentales de notre République", a fait valoir M. Rossignol qui fut l'un des tout premiers élus à adhérer au PG lors de sa création. AFP 07.10

Quant le patronat gouverne ou la politique économique du gouvernement dictée par le patronat. Comme larrons en foire.

- Comment Bercy a échoué à rendre l'impôt «*intelligent*» pour les entreprises - Liberation.fr

Après avoir tenté dans la précipitation de remodeler sa nouvelle «*taxe sur l'excédent brut d'exploitation*», Bercy y renonce finalement sous la pression des organisations patronales.

Intox. Comment masquer la collusion du gouvernement avec le patronat ?

- Impôt sur les sociétés: la surtaxe devrait s'élever à 11% - AFP

Le Figaro, qui ne dévoile pas ses sources, indique que cette surtaxe, "*concernant les entreprises de plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires, va plus que doubler, passant de 5% à 11% de l'impôt sur les sociétés*".

Le journal précise que la mesure est temporaire, devrait durer 2 ans, et doit rapporter 2,5 milliards en 2014, soit autant que l'impôt sur l'EBE supprimé.

Pierre Moscovici a reconnu lundi que le patronat avait "*préféré*" une augmentation de la surtaxe sur l'impôt des sociétés plutôt que la nouvelle taxe sur l'excédent brut d'exploitation. (Ah ben alors si c'est le dispositif "*préféré*" des patrons, adjugé, vendu, on n'en parle plus ! - ndlr)

"A l'issue de la négociation, c'est le dispositif qu'ils ont préféré", a déclaré le ministre en marge d'un déplacement sur le thème des Jeunes entreprises innovantes, à propos du patronat, violemment opposé ces dernières semaines à la création de cette nouvelle taxe.

Ce dispositif "*ne vient pas du gouvernement, c'est à partir de la concertation, de la discussion avec les entreprises, les PME, la CGPME, le Medef et l'Afep (association française des entreprises privées)*" qu'il a été décidé, a ajouté M. Moscovici.

Le Medef s'est félicité de l'abandon de la taxe sur l'EBE, tout en déplorant l'alourdissement temporaire de l'impôt sur les sociétés. AFP 07.10

Ce dispositif "*ne vient pas du gouvernement*", il a été décidé par le patronat, c'est écrit en toutes lettres. Alors qui gouverne ? Les capitalistes.

Pourquoi ce dispositif a les faveurs du patronat, je n'en sais rien et je n'ai pas le temps de me pencher sur ce sujet, l'essentiel était de constater que c'était le patronat qui l'avait imposé et non le gouvernement. Au fait, y en a-t-il encore dans nos rangs pour se demander quelles sont les véritables intentions du gouvernement ?

Et ils ne peuvent pas s'en passer.

- Montebourg fait appel à Carlos Ghosn pour son projet de relance industrielle - L'Expansion.com

Monsieur Ghosn, n'oubliez pas vos émoluments au passage...

La Banque mondiale ou Goldman Sachs, c'est du pareil au même...

L'ancien président de la Banque mondiale va conseiller Goldman Sachs - LeMonde.fr

La banque américaine Goldman Sachs a annoncé lundi 7 octobre avoir recruté comme conseiller l'ancien président de la Banque mondiale Robert Zoellick. A Washington, il sera investi des questions stratégiques mondiales et supervisera le travail de

ses seize conseillers internationaux.

Robert Zoellick avait achevé en juin 2012 un mandat de cinq ans à la tête de la Banque mondiale. Auparavant, il avait déjà travaillé pendant un an pour Goldman Sachs, comme vice-président chargé de l'international, et occupé divers postes dans les administrations Bush et Reagan.

La nouvelle recrue *"a une connaissance extraordinaire de l'économie mondiale et s'est consacré à aider les économies émergentes à atteindre leur plein potentiel"*, a commenté le PDG de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, cité dans le communiqué. *"Son expérience et son avis seront importants pour nos clients et pour les aider à identifier des opportunités de croissance dans le monde."*

Robert Zoellick a salué pour sa part *"la portée mondiale"* de la banque, disant vouloir *"l'aider à servir ses clients dans un contexte économique mondial changeant et difficile"*. LeMonde.fr 07.10

Zoellick va mettre au service de Goldman Sachs son expérience et les tuyaux pourris acquis à la Banque mondiale pour mieux piller l'Afrique notamment, une bonne affaire assurément.

ACTUALITE EN TITRES

[Jus d'y cieux ou crise de foi...](#)

- Bettencourt : les juges pas entièrement convaincus de la bonne foi de Sarkozy - Liberation.fr

Parce qu'il pourrait être de *"bonne foi"*, on croit rêver, mais non...

.... ça mijote...

- Les casseroles judiciaires de Nicolas Sarkozy - LePoint.fr

... et ça sent le roussi...

- Non-lieu pour Sarkozy: le chemin du retour en politique est à peine plus dégagé - L'Express.fr -

[Instrumentalisation. Ils se déchaînent.](#)

- Pour 59% des Français, le racisme a augmenté ces 30 dernières années - 20minutes.fr

- Réforme pénale: 75% des Français doutent de son efficacité contre la délinquance - AFP

- 63% des Français favorables à la peine de probation - Le Nouvel Observateur

- 70 % des Français jugent les associations antiracistes inefficaces - LePoint.fr

Entre nous, leurs dirigeants sont racistes ou sionistes, les deux à la fois, ce sont souvent les mêmes ou cela revient au même, l'un se nourrit de l'autre...

[Qu'on se le dise : la croissance des profits méritent des sacrifices.](#)

- La zone euro retrouve la croissance mais pas l'emploi - AFP

- BMPS: suppressions d'emplois supplémentaires, bénéfice en hausse - AFP

- Alcatel-Lucent : 900 licenciements et plusieurs fermetures de sites - LeParisien.fr

- Apple et ses taxes : l'Etat américain ne trouve rien à redire - LeMonde.fr

- L'ancien président de la Banque mondiale va conseiller Goldman Sachs - LeMonde.fr

Par millions et milliards, ça baigne pour eux !

- Un diamant blanc vendu plus de 30 millions de dollars à Hong Kong - AFP
- "*Record historique*" pour le marché de l'art contemporain - AFP
- Allemagne: le fondateur des supermarchés Aldi toujours plus riche - AFP
- L'Afrique compte au moins 55 milliardaires - LeMonde.fr

Normal, même le PSOE a conservé les institutions fondées sous le franquisme

- L'Espagne se refuse à juger le franquisme - LePoint.fr

Malgré les pressions de l'Argentine et de l'ONU, les autorités espagnoles refusent de revoir la loi d'immunité qui protège les tortionnaires de la dictature. LePoint.fr 07.10

Instrumentalisation, provocation, répression ?

- Plus de 10 000 personnes manifestent à Rio en soutien aux enseignants en grève - lemonde.fr

Selon les syndicats des enseignants, en grève depuis deux mois, quelque 50 000 personnes avaient répondu aux appels à manifester diffusés sur les réseaux sociaux. Aux cris de "*Ce gouvernement va tomber ! Dehors Cabral et Paes !*" (Sergio Cabral, gouverneur de Rio, et Eduardo Paes, le maire de la ville), les milliers de manifestants, professeurs et sympathisants, ont marché calmement jusqu'à la place Cinelandia, où se trouve le Conseil municipal.

Mardi dernier le Conseil municipal a été voté un plan de carrière rejeté par les professeurs.

Selon le syndicat des enseignants, ce plan de carrière ne concerne en effet que ceux qui travaillent 40 heures par semaine dans la même école, soit 7 % d'entre eux. lemonde.fr 07.10

Donc si on comprend bien, une partie des 7 % d'enseignants concernés manifestent aux cris de "*ce gouvernement va tomber ! Dehors Cabral et Paes !*". Question : Qui les manipulent ?

C'est bizarre, à part en Libye et en Syrie où une poignée de manifestants exigeaient soi-disant un changement de régime, vous connaissez la suite, dans 99,99% des cas partout dans le monde quand une infime couche de travailleurs se mobilisent sur des revendications sociales ils n'exigent pas la chute du gouvernement, qui plus est quand il est censé les représenter, non ? Je ne sais pas ce que vous en pensez, cela me paraît pas clair, à suivre.

La même stratégie.

- Etats-Unis: la Cour suprême refuse d'examiner la dette argentine - AFP
- Paris organisera les Gay Games 2018 - 20minutes.fr
- Irak: des attentats font au moins 19 morts dans la province de Bagdad - AFP
- Plus de 50 morts dans des heurts à travers l'Egypte - Reuters
- La malnutrition responsable de la mort de centaines d'enfants en bas âge au Niger - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Allemagne

Les sociaux-démocrates allemands du SPD semblent prêts à rejouer le scénario de la "*grande coalition*" gauche-droite avec Angela Merkel après avoir renoncé ce week-end à la hausse de la fiscalité qu'ils réclamaient pendant la campagne électorale.

Deux semaines après avoir perdu les législatives face aux conservateurs CDU-CSU d'Angela Merkel, le SPD ne parle plus de façon désobligeante de l'idée de devenir le partenaire minoritaire dans un gouvernement de grande coalition comme cela fut le cas lors du premier mandat de Merkel, de 2005 à 2009.

Vendredi, après une première réunion avec la chancelière et les dirigeants de la CDU-CSU, le président du SPD, Sigmar Gabriel, et ses alliés ont expliqué qu'un relèvement de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu n'était pas gravé dans le marbre si le camp conservateur proposait d'autres moyens pour financer les infrastructures et l'éducation.

Pendant la campagne électorale, le SPD avait promis s'il revenait au pouvoir de faire passer la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu de 42% à 49% pour les foyers ayant des revenus annuels supérieurs à 100.000 euros.

"Pour nous, la hausse des impôts n'est pas une fin en soi", a déclaré Sigmar Gabriel. "Si la CDU-CSU ne le veut pas, elle doit expliquer quelle alternative il y a pour financer ce travail". "Je préférerais voir le SPD dans un gouvernement à faire de la politique qu'à l'extérieur à regarder."

Reste à savoir si la base du SPD, qui sera consultée sur tout projet de participation au gouvernement, est en harmonie avec la direction et si les 472.000 membres du parti donneront leur aval à une grande coalition.

La grande peur des militants du SPD est en effet de voir leur identité encore un peu plus diluée en partageant le pouvoir avec une Angela Merkel particulièrement populaire.

"C'est surprenant de voir le SPD si impatient d'être dans le prochain gouvernement", note Gero Neugebauer, professeur en sciences politiques à l'Université libre de Berlin. "Mais ce ne sera pas facile pour Gabriel de vendre cela à sa base."

Pour Thomas Jäger, professeur de sciences politiques à l'université de Cologne, les dirigeants du SPD ont changé parce qu'ils ont compris que leurs alliés traditionnels, les Verts, étaient désormais en compétition avec eux pour le pouvoir.

"Si les Verts avaient refusé de parler à Merkel, le SPD aurait eu davantage la main", estime-t-il. "Maintenant, ils sont concurrents. Les dirigeants du SPD veulent être au pouvoir. Il reste à voir s'ils peuvent persuader les membres (du parti) que c'est la bonne décision."

Les Verts et le SPD, qui ont gouverné ensemble entre 1998 et 2005, sont toutefois conscients de la possibilité qu'Angela Merkel joue les deux partis l'un contre l'autre pour obtenir le meilleur accord possible pour la coalition qu'elle dirigera.

"La probabilité d'une coalition avec les Verts est passée ces derniers jours de 'théorique' à " 'concevable' ", a déclaré ce week-end le ministre conservateur de l'Environnement Peter Altmeier au magazine Der Spiegel.

Il est loin le temps où la CDU qualifiait les Verts de dangereux extrémistes. *"Nous n'avons pas plus de différences avec les Verts qu'avec le SPD", a ainsi déclaré au magazine Focus Armin Laschet, vice-président de la CDU et membre de son aile progressiste.*

Il a souligné que la question du nucléaire, qui avait pendant longtemps divisé les Verts et la CDU-CSU, n'a plus lieu d'être, la chancelière ayant décidé de sortir du nucléaire en réaction à la catastrophe de Fukushima au Japon en mars 2011.

Les Verts ont en outre voté toutes les mesures présentées par Angela Merkel pour lutter contre la crise de l'euro. En au niveau local, les Verts ont déjà travaillé avec le camp conservateur. Ils ont dirigé Hambourg avec la CDU jusqu'en 2011. Reuters 07.10

Excellent cet article, n'est-ce pas ? Ils sont bien tous dans le même camp, on n'a pas rêvé dites-nous, ils le disent eux-mêmes. Est-ce que les trotskistes du POI (CCI) vont continuer de soutenir le SPD comme ils l'ont fait depuis 1945 ?

SOCIAL

France

Les salariés se savaient en sursis car le groupe ne gagne plus d'argent depuis 2007. Le couperet est finalement tombé. L'équipementier en télécommunications Alcatel-Lucent va supprimer 15 000 postes dans le monde, dont 900 en France. En quasi-faillite il y a un an, le groupe franco-américain va fermer les sites de Toulouse (Haute-Garonne) et Rennes (Ille-et-Vilaine), et céder ceux d'Eu (Seine-Maritime) et Ormes (Loiret), a indiqué lundi soir le site du quotidien les Echos.

Le journal économique ne cite pas ses sources mais précise que «en parallèle, le groupe, qui emploie aujourd'hui 72 000 personnes dans le monde, compte créer 5000 autres emplois».

Et précise qu'en France « 900 départs sont prévus, soit 10% des effectifs, et 900 autres seront touchés, soit par le biais de mutations en raison de fermetures de sites, soit par l'externalisation de certains postes comme dans les services informatiques. Ces salariés seront repris par des prestataires. » Le site parisien de Suffren (Ville) devrait lui quitter la capitale afin de baisser les coûts de fonctionnement.

Ces informations sont confirmées de source syndicale, ces chiffres étant présents dans les documents transmis aux élus en prévision du comité de groupe européen, ce mardi. Ces suppressions de postes viennent s'ajouter aux 5000 déjà prévues dans le monde dans un précédent «*plan d'amélioration de la performance pour l'année 2013*».

Le directeur général d'Alcatel-Lucent, Michel Combes, avait dévoilé en juin son plan stratégique pour sortir l'équipementier télécoms de la crise. Il était toutefois resté muet jusqu'ici à propos des conséquences sociales du plan.

Situé dans la circonscription du Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le cas du site de Orvault (Loire-Atlantique) et ses 150 employés n'a pas encore été tranché.

L'équipementier devrait aussi recruter 200 personnes qui s'inscrivent dans la nouvelle stratégie de développement du groupe, basée sur un recentrage sur les activités de l'accès à très haut débit et le transport de données par câbles terrestres et sous-marins. leparisien.fr 07.10

[Haut de page ↗](#)

Le 9 octobre 2013

CAUSERIE

De nouveaux articles ce soir, sauf en cas de coupure de courant.

ACTUALITE EN TITRES

[Front unique des travailleurs des secteurs public et privé pour en finir avec les institutions de la Ve République et le capitalisme.](#)

- Le rythme des fermetures d'usines ne ralentit pas - Reuters
- Alcatel supprime 10.000 postes pour réduire ses coûts - Reuters
- Les syndicats de Bercy dénoncent un budget 2014 "assassin" - L'Expansion.com
- Frédéric Oudéa, Société Générale : "*Nous allons progressivement réduire le nombre d'agences*" - Atlantico.fr
- Les taxes foncières en hausse de 21% en cinq ans - LeParisien.fr

[Les signes d'un régime corrompu.](#)

- Une ancienne sous-préfète de Grasse en garde à vue pour corruption - LeMonde.fr
- Chez Guerini, arrosage à tous les étages - Liberation.fr
- Des documents saisis à la mairie de Levallois-Perret - 20minutes.fr

- Levallois : le train de vie des Balkany intrigue la police - LeFigaro.fr
- Serge Dassault veut faire taire mediapart - Liberation.fr
- Affaire Cahuzac: fin des travaux sans scoop, la commission divisée - AFP
- Procès UIMM: la CFDT métallurgie dénonce des "*allégations nuisibles*" - AFP
- Démission du préfet accusé de faire payer ses PV par l'Etat - Liberation.fr
- Soupçons d'espionnage : perquisition chez Ikea à Franconville -Liberation.fr
- Travail dissimulé : amendes confirmées pour Air France et Cityjet - Liberation.fr
- La femme de Bruno Le Maire rémunérée comme assistante parlementaire - Francetv info

Mission impossible

- Hollande et Valls veulent répondre à la colère des Français par des résultats - AFP
- Hollande mise sur ses résultats pour contrer le Front national - LeFigaro.fr
- François Hollande bat le record d'impopularité de Nicolas Sarkozy - 20minutes.fr

Mission réussie

- Armement et politique étrangère : relations au beau fixe entre Paris et Riyad - LeMonde.fr

L'objectif est le même, seul la méthode est différente.

- Thierry Mandon (PS) : le FN est «*un parti national-fasciste*» - Liberation.fr

Et le PS est un parti social-libéral-impérialiste, qui applique à la lettre l'idéologie néolibérale. L'objectif du néolibéralisme qu'incarne la politique du PS, c'est de liquider les droits sociaux et politiques des travailleurs, la lutte des classes au profit de l'oligarchie financière. L'objectif de l'extrême droite, c'est de liquider les organisations et les partis du mouvement ouvrier pour parvenir au même objectif que le néolibéralisme.

Aux Etats-Unis il existe un parti nazi, il n'a aucun élu, pas besoin : les républicains et les démocrates font très bien le sale boulot pour le compte de l'oligarchie financière et le mouvement ouvrier est réduit à une portion congrue, à l'échelle du pays, il est quasi inexistant, objectif atteint.

Chez les truands.

- Hauts-de-Seine : "*C'est l'histoire d'un clan qui trafique de l'argent*" - LeMonde.fr -
- Compte suisse et détournement de fonds publics pour les Balkany? - L'Express.fr
- Deux journalistes du Monde soupçonnent Sarkozy d'avoir eu un compte en Suisse - L'Express.fr

Après vous !

- Gérard Longuet : Christiane Taubira «fait» le Front national - Liberation.fr

Gérard Longuet, ex-Occident, ex-cofondateur du FN si je ne me trompe pas...

Le parquet est vendu !

- Affaire Bettencourt : pas d'appel du parquet contre le non-lieu de Sarkozy - Francetv info -

[Vive la République sociale !](#)

- Patrons: «*Je suis devenu un esclave de la République*» - 20minutes.fr

[La valeur du dollar : au-dessous du prix de l'encre pour le fabriquer.](#)

- Le nouveau billet de 100 dollars passe à la couleur - LeFigaro.fr

[La modestie n'est pas un signe extérieur de richesse.](#)

- Aston Martin abandonne son petit modèle Cygnet, échec commercial - Reuters

- Rolls-Royce envisage de sortir un 4x4 - L'Expansion.com

[Quelle question incongrue, bien sûr !](#)

- Le raid américain en Libye était-il bien légal? - 20minutes.fr

[Au détecteur de cons ou d'ordures, les ploutocrates du Golfe seraient imbattables, hors catégorie !](#)

- Le Koweït a mis au point un détecteur de gays pour repérer (et virer) les expatriés homosexuels - Slate.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Comment ils se partagent les rôles et soutiennent la politique du gouvernement.](#)

- Retraites : l'allongement de la durée de cotisation voté à l'Assemblée - Liberation.fr

L'allongement progressif de la durée de cotisation jusqu'à 43 ans en 2035, l'un des points névralgiques et controversé de la réforme des retraites du gouvernement Ayrault, a été voté cette nuit à l'Assemblée nationale.

L'article 2 du projet de loi prévoyant la hausse de la durée de cotisation d'un trimestre tous les trois ans à compter de 2020 a été adopté par 101 voix contre 64. Le Front de Gauche, les écologistes et la droite ont voté contre. Liberation.fr 08.10

De Brignoles au parlement, voilà le résultat de la "*révolution citoyenne*", la "*révolution par les urnes*" chère à l'illusionniste Mélenchon. Elle n'aura jamais lieu, c'est une supercherie.

Comment le Front de Gauche, les écologistes et la droite peuvent-ils se retrouver ensemble contre une mesure, alors que théoriquement ils sont censés représenter deux classes antagoniques ? En voilà un mystère ! Comment est-ce possible ? C'est oublié qu'ils ont quelque chose en commun. Mais quoi diable ? Ah c'est un sacré mystère, religieusement gardé, même par ceux qui ne sont pas directement impliqués ici. Pourquoi avons-nous dit qu'ils soutenaient la politique du gouvernement même en votant contre ? Attention on brûle, on approche de la bonne réponse.

Pardi, parce qu'en participant à ce vote, à cette mauvaise farce, ils légitiment les institutions, Hollande et son gouvernement, l'ensemble de sa politique, les mesures ou lois déjà adoptées et celles à venir, puisque personne n'est en mesure de s'y opposer dans le cadre du parlement car le PS à la majorité absolue, ils se plient au jeu institutionnel, au parlementarisme bourgeois autrefois décrié par le mouvement ouvrier et auquel tous les partis participent de nos jours, cela inclu absolument tous les partis puisqu'ils participent tous aux élections, absolument aucun ne peut affirmer : pas nous, tous soutiennent le régime en place depuis des lustres en se camouflant sous différents masques, il y en a autant que de courants dans le mouvement ouvrier et à l'extérieur.

Comment expliquer autrement que le Front de gauche puisse voter contre des mesures proposées par le PS et ne pas figurer dans l'opposition (Mélenchon), il faut alors se poser la question : en opposition à quoi ? Réponse : aux institutions, au capital, au régime, et là on comprend la signification de ce qu'ils veulent dire en prétendant ne pas faire partie de l'opposition et pourquoi aussi ils peuvent se retrouver avec l'UMP et l'UDI.

Parti de l'ordre. Hésitation entre un pur-sang psychotique à un bourrin névrosé ?

Avant de lire la suite, rappelons que Péresse et Fillon ont été invités à la dernière réunion du groupe Bilderberg en juin 2013 en Grande-Bretagne

- Péresse sur un retour de Sarkozy: "*temps de latence*" pour l'UMP - AFP

Un retour de M. Sarkozy ? "*Ce sera son choix*", a éludé celle qui a soutenu François Fillon à l'automne 2012 pour la tête de l'UMP, "*aujourd'hui, nous avons un temps de latence, nous ne sommes pas devant le choix de notre leader*".

"*Nous avons une procédure que nous avons adoptée pour le déterminer, ça s'appelle les primaires, ce sera en 2016, nous devons à nos candidats aux municipales d'être très unis*", a-t-elle dit. AFP 08.10

Soutenir François Fillon face à l'hystérique Copé était faire preuve de sagesse et de lucidité. Le retour de Sarkozy étant fortement improbable, le groupe Bilderberg a pu inviter Péresse et Fillon pour juger sur pièce lequel des deux canassons serait susceptible de faire l'affaire et de remplacer Hollande en 2017.

Autre hypothèse, ils ont pu vouloir évaluer lequel des deux pourraient être le mieux placé pour remplir les fonctions de Président et de Premier ministre, Péresse remplaçant Copé incompetent pour remplir une de ces fonctions dans la lignée de Sarkozy, elle est acquise au néolibéralisme et pourrait s'avérer être une nouvelle Thatcher, tandis que Fillon pourrait faire l'affaire en cas de défection de Péresse ou remplir le rôle de Premier ministre une seconde fois, à condition qu'il vire plus à droite et se montre déterminé à appliquer l'idéologie néolibérale sans état d'âme.

Maintenant il est clair que si Sarkozy se présentait aux primaires de l'UMP contre Fillon, c'est Sarkozy qui serait investi, et Fillon battu ne pourrait pas devenir son Premier ministre après les dernières sorties de Fillon contre Sarkozy, dans ce cas-là on ne voit pourquoi il aurait été pressenti pour occuper une importante fonction par le groupe Bilderberg, à moins que ce ne soit pas Sarkozy qui se présenterait contre Fillon mais Péresse, leur présence à la réunion du groupe Bilderberg aurait eu pour fonction de tester ce tandem et de confirmer l'accord passé entre eux en 2012, d'en tester la solidité ou la viabilité, leur opposition n'étant que pure comédie pour berner les adhérents de l'UMP afin de mieux les entraîner sur la voie du néolibéralisme qui n'a pas ou plus d'alternative au sein du parti de l'ordre.

- Fillon : "*Je suis mieux placé que Sarkozy pour 2017*" - Francetv info

Selon Valeurs actuelles, M. Fillon aurait affirmé: "*aujourd'hui, je crois que je suis mieux placé que Nicolas Sarkozy pour l'emporter en 2017. Si je ne le pensais pas, je ne serais pas candidat*".

Mais son porte-parole Jérôme Chartier a affirmé à l'AFP que c'était inexact. Répondant au journaliste de l'hebdomadaire qui lui demandait +est-ce que vous pensez aujourd'hui (...) que vous êtes le mieux placé pour faire gagner la droite en 2017? J'imagine que vous ne seriez pas candidat si vous ne l'étiez pas?+, M. Fillon a dit: "*bien sûr, je ne le serais pas*".

"*En même temps*", a-t-il dit selon M. Chartier, "*je ne suis pas prétentieux, je sais que tout cela est difficile, j'imagine bien qu'il puisse y avoir d'autres candidatures, mais il semble que pour le moment, je ne voie pas d'autres candidatures qui portent à la fois une rupture appuyée sur une expérience solide du gouvernement et du parlement*".

Et M. Fillon tire à boulets rouges sur l'ancien président: "*Quand on perd une élection, il est impossible de dire qu'on a fait une bonne campagne (...) On a le devoir d'en analyser les raisons. On est obligé de se remettre en cause, sinon, c'est un bras d'honneur aux Français*".

L'ancien Premier ministre va encore plus loin dans ses critiques que dans son interview au Journal du Dimanche du 6 octobre, où il avait déclaré être "*de facto en compétition*" avec M. Sarkozy, parlant même d'un affrontement "*inévitable*".

"*Moi, en 2007, j'ai totalement soutenu Sarkozy, mais cela ne veut pas dire que son projet était totalement le mien. Il était le leader, mais sur beaucoup de sujets, j'aurais aimé faire les choses différemment, notamment sur la dette, les déficits, les finances publiques*", affirme-t-il.

S'il reconnaît que "*Sarkozy allait dans la bonne direction*", il estime que "*ces priorités, qui sont les miennes, n'étaient pas au coeur de son programme*".

Et M. Fillon de poursuivre: "*Je ne suis pas né en pensant que la présidence de la République était mon destin, et je suis d'ailleurs choqué que l'on puisse raisonner de cette manière*", une autre pique à M. Sarkozy. "*Pour moi, la vie politique, ce n'est pas un spectacle. Un homme politique n'est pas une star, ses convictions et sa détermination ne se mesurent pas au nombre de*

ses émissions télévisées", assène-t-il, visant là encore l'exposition médiatique permanente de M. Sarkozy lorsqu'il était président.

Par contraste, l'ancien chef de gouvernement, blessé d'avoir été qualifié de *"collaborateur"* par M. Sarkozy quand il était à Matignon, fait valoir qu'il a *"toujours fait preuve de réserve et de modération dans (son) expression publique"*. *"Cela a pu donner de moi une image d'effacement, mais je crois qu'elle a, finalement, plus de qualités que de défauts"*, car *"il faut de l'humilité et de la dignité dans la fonction"*, ainsi que de *"l'exemplarité"*, argumente-t-il.

M. Fillon semble douter d'un retour de M. Sarkozy en politique. *"Comme l'histoire l'a démontré, il est très difficile de revenir quand on a été battu"*, dit-il. Cependant, si M. Sarkozy revenait, il n'exclut pas de se présenter lui aussi. *"La droite a bien gagné en 1995, malgré le fait qu'elle avait deux candidats"*.

Autre grief, M. Fillon affirme qu'il n'a *"pas été satisfait du discours de Nicolas Sarkozy devant le conseil national"* de l'UMP, le 8 juillet dernier.

"On a eu droit à un meeting dans une salle avec une +claque+ mise en place. Nicolas Sarkozy avait le droit de s'exprimer, mais là, ce qu'il nous a dit, c'est: +je vais revenir, en attendant, soyez sages !+ Ce n'est pas possible! On a besoin d'une opposition qui travaille et se prépare", martèle-t-il. AFP 08.10

Sarkozy a commis un nombre d'erreurs incalculables pendant 5 ans. Surnommé le président *"bling-bling"*, n'hésitant pas à se vanter de ses liens avec le milieu de la finance ou des affaires, ainsi il a exposé ses mentors ou leur milieu à la critique pendant toute la durée de son quinquennat, alors que la modestie et la discrétion s'imposaient à la fonction qu'il occupait, aucun chef d'Etat dans le monde n'avait osé avant lui aller aussi loin et exposer les liens qui existaient entre le politique et la finance ou les entreprises du CAC40. C'est dans ce contexte ou en réponse au comportement irresponsable de Sarkozy qu'il fallait analyser le discours de Hollande au Bourget contre la finance, Hollande voulait simplement donner un gage à l'oligarchie financière qu'il protégerait ses intérêts en toute discrétion, et non que Hollande s'attaquerait à la finance, intention qui est étrangère au PS et ses satellites ou alliés.

Comme il a été indiqué plus haut, Fillon va trop loin dans la critique de Sarkozy pour qu'on puisse envisager qu'il redevienne Premier ministre si Sarkozy se représentait et était élu à la présidentielle de 2017. En même temps, il a pu se permettre cette sortie peut-être parce qu'il sait que Sarkozy ne se présentera pas aux primaires de l'UMP en 2016, et s'il doit jouer un rôle important par la suite, il lui faut rompre avec Sarkozy ou s'éloigner le plus possible de celui qui incarne la défaite et qui s'est grillé tout seul aux yeux de ses mentors, il doit démontrer à ces derniers qu'il possède bien toutes les qualités qui faisaient défaut à Sarkozy sans posséder ses piteux et dangereux défauts.

L'oligarchie financière avait lâché Sarkozy au profit de Hollande, les médias qui lui étaient acquis l'ont matraqué lors de la campagne électorale. Sarkozy n'a pas été à la hauteur de la tâche qu'elle lui avait confiée en dehors de la liquidation de Kadhafi qui pourrait s'avérer avoir été une plus grave erreur encore. Sarkozy était grillé, ils l'ont manipulé, ils le ménageront aussi longtemps qu'il conservera une importante influence au sein de l'UMP, puis il passera au second plan ou on n'en entendra plus parler, à moins qu'ils lui fassent payer le prix de leurs propres erreurs, on n'a jamais vu l'oligarchie financière accusée du moindre crime au cours du XXe siècle et il n'y a pas lieu que cela change demain.

Qui est responsable ?

Sans qualification, sans diplôme, sans travail, sans retraite, sans rémunération, sans biens, de quoi vivent-ils ?

- Toulouse : 3 tonnes de métaux saisies dans des camps de Roms - AFP

C'est une camarade que j'ai eu au téléphone qui s'est posée cette question. Elle a eu des démêlés avec des Roms, mon épouse a été agressée à Aubagne par une Rom, des centaines de témoignages du même genre existent. Ils mendient, volent, se prostituent pour survivre. C'est un triste constat.

Le vieux monde en est responsable, ajoutons ceux qui le soutiennent, la gauche, l'extrême gauche, les gauchistes à la bonne conscience, j'allais oublier l'Union européenne.

La méthode de l'Union européenne relayée par ces dangereux parasites du mouvement ouvrier consiste à reconnaître des droits aux Roms que les Etats ne sont pas en mesure d'assumer ou qui en amont nécessite au préalable de satisfaire d'autres droits qu'ils ne peuvent pas leur accorder, le droit au travail et de pouvoir vivre décemment de son salaire notamment.

Parmi l'un des droits que l'UE reconnaît aux Roms figure celui de refuser de se sédentariser, de se fixer à un endroit, de continuer de vivre comme au siècle dernier alors que les transformations subies par la société ne le permettent plus manifestement, dès lors les droits que les Roms revendiquent viennent heurter le mode de vie des populations des différents pays où ils sont de passage ou voyage car souvent ils restent dans le même pays tout en se déplaçant sans cesse.

C'est donc l'UE qui dresse les Roms contre le reste de la population ou l'inverse, volontairement afin de créer un climat délétère, de diviser la population, de l'accuser de racisme, de xénophobie et j'en passe, ce qui est fort utile en période de crise sociale pour mieux excercer son contrôle sur l'ensemble de la population et la détourner des difficulté sociales auxquelles elle est confrontée, ainsi la classe dominante peut conserver le pouvoir.

La gauche, l'extrême gauche et les gauchistes donnent de la voix, dénoncent le discours ou les méthodes de Valls mais ils s'accommodent de la politique antisociale du gouvernement auquel appartient Valls et qui est responsable du chômage de masse, de la précarité et de la pauvreté. Comment cela ? De mille manières, un exemple très simple.

Ils ont appelé à voter Hollande, ils ont soutenu le PS en 2012 lors des élections législatives, ils s'apprêtent à récidiver lors des municipales et des européennes, or quand on prétend être en désaccord avec une politique et la combattre, on ne soutient pas les partis et les institutions qui mettent en oeuvre cette politique ou qui l'incarnent, on refusent tout accord politique avec ces partis et on ne participe pas à ces institutions, on ne peut pas avoir un pied de chaque côté de la barricade, il faut choisir son camp.

L'Union européenne, les institutions de la Ve République, le PS et ses satellites au pouvoir incarnent la politique antisociale qui interdit au Roms comme à des millions de travailleurs de ce pays d'avoir un travail et de pouvoir en vivre décemment, ils incarnent ainsi les conditions sociales qui sont à l'origine de la chasse au Roms, aux Arabes, aux immigrés, aux étrangers en général, on peut y ajouter la stigmatisation des pauvres, des vieux, des malades, des handicapés, des jeunes, des retraités, des fumeurs, des buveurs d'alcool, etc. ils haïssent l'ensemble de la société à l'exception des riches ou des nantis, la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes dénoncent les conséquences de la politique du gouvernement sans jamais s'attaquer à leurs causes parce qu'ils sont incapables de rompre avec le capital, ses institutions et ses partis dont le PS.

La CIA et le Mossad recrutent et forment des terroristes prêts à intervenir dans le monde entier.

- Syrie: Les Français candidats au djihad toujours plus nombreux - 20minutes.fr

- Djihadistes français qui rentrent de Syrie : Le casse-tête des juges - 20minutes.fr

D'après Manuel Valls, ils seraient une cinquantaine à être revenus dans l'Hexagone, sur les 150 à 200 Français partis faire le djihad en Syrie. Bien que cités par un officiel, ils sont difficilement vérifiables, les agents du renseignement extérieur ayant des difficultés à suivre ces Français qui ont passé la frontière pour se rendre sur la ligne de front.

Avant de partir, ou à leur retour, la France peut-elle les poursuivre?

En théorie, oui. Une nouvelle loi, promulguée en 2012, relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme, prévoit de poursuivre *«des actes de terrorisme commis à l'étranger par des Français ou des personnes résidant habituellement en France»*. Elle permet aussi de *«poursuivre les personnes ayant participé à des camps d'entraînement terroristes à l'étranger alors même qu'elles n'auront pas commis d'actes répréhensibles sur le territoire français»*. Autrement dit, si la police réunit la preuve que des Français ont pris contact pour aller combattre ou ont combattu aux côtés de djihadistes en Syrie, elle peut les présenter à leur retour à un juge antiterroriste qui pourra à son tour les poursuivre. Face à la difficulté de réunir ces preuves, la loi permet même à la police d'utiliser les informations de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Pourquoi les juges ne poursuivent pas les djihadistes français rentrés de Syrie?

La position diplomatique de la France est compliquée puisqu'elle défend l'armée syrienne libre (ASL) qui se bat aux côtés de djihadistes contre Bachar al-Assad. Ces mêmes djihadistes sont la cible des Français au Mali. On imagine mal un juge poursuivre en l'état un Français parti combattre Bachar al-Assad. *«En même temps, la France ne peut pas dire "allez-y, partez en Syrie faire la guerre à Bachar"»*, commente une source policière.

Le député UMP Alain Marsaud a alerté la Garde des Sceaux à ce sujet. *«Lorsque ces djihadistes reviennent en France, ils ne peuvent être interpellés, mis en garde à vue, et éventuellement mis en examen car il est considéré qu'ils agissent dans le cadre d'une action certes violente, mais dans la droite ligne de celle de la diplomatie française. Comme il apparaît difficile d'établir si ces personnes ont fait "le coup de feu" aux côtés d'Al-Qaïda ou d'Al-Nostra, organisation considérée comme terroriste ou auprès de l'armée syrienne libre soutenue par la France, la justice française estime ne pas avoir à connaître de ces faits»*, avait soulevé l'élú dans une question publiée au journal officiel le 10 septembre. *«Doit-on considérer dès lors que ces personnes seraient partie prenante ou le bras armé de notre action diplomatique en Syrie et seraient, en quelque sorte, des collaborateurs occasionnels du service public de l'engagement de la France en Syrie?»*, se demandait-il, recommandant une évolution de la législation antiterroriste. Un mois plus tard, Christiane Taubira ne s'était toujours pas exprimée à ce sujet.

Louis Caprioli, ancien sous-directeur chargé de la lutte contre le terrorisme à la Direction de la surveillance du territoire (DST), aujourd'hui conseiller spécial chez GEOS, société de sécurité privée, leader européen de la gestion et de la prévention

des risques, estime qu'en attendant une réforme de la loi, les juges pourraient poursuivre sur le fondement de la du 14 avril 2003 relative à la répression de l'activité de mercenaire, punissant de cinq ans de prison et de 75.000€ tout combattant étranger aux parties en conflit. «*On est dans le cadre d'un djihad international. Cet appel d'air international rend la situation beaucoup plus dangereuse aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2001, avant le 11 septembre*», conclut Louis Caprioli. 20minutes.fr 08.10

Hollande ou le président des djihadistes, loué par l'émir du Qatar, puis par le monarque d'Arabie saoudite aux ordres de l'Etat sioniste...

- Un cadre d'Al Qaïda expulsé du Pakistan vers la France - Reuters

Lors de son arrestation au Pakistan, la radio RFI expliquait qu'il avait vécu une partie de sa vie à Hambourg en Allemagne et fréquenté la mosquée al-Qods où se retrouvaient avant 2001 les responsables des attentats du 11-Septembre.

Naamen Meziche y aurait connu Mohammed Atta, considéré comme le responsable de ces attaques.

Il était chargé de recruter de nouveaux aspirants au djihad venant d'Europe, et aurait planifié plusieurs attaques sur le continent européen et en Australie, calquées sur celles de Bombay qui avaient fait plus de 140 morts en novembre 2008, disait la radio. Reuters

Comme on a les preuves que le Mossad a épaulé les branches de la CIA et du Pentagone qui ont été mêlées à la préparation du coup d'Etat du 11 septembre 2001 et que les présumés terroristes mis en cause avaient été manipulés pour commettre ces soi-disant attentats, le lien avec l'un d'entre eux fait de Naamen Meziche une de leur recrue. Rapatrié en France, il leur sera apparemment plus utile dans ce pays qu'au Pakistan. Il n'est pas certain que la DGSE le sache, à moins qu'elle décide de le recruter, ce ne sera pas la Mehra boire !

[La dictature de l'oligarchie financière passe par ses institutions, FMI et Banque mondiale. Deux nouveaux exemples.](#)

1- La Serbie adopte des mesures d'austérité pour "**éviter la faillite**" - AFP

Le gouvernement serbe a adopté mardi des mesures d'austérité pour parer à la crise économique, éviter la faillite et regagner la confiance des institutions financières internationales et des crédetes.

Parmi ces mesures, le ministre des Finances, Lazar Krstic, a annoncé l'augmentation de la TVA pour les produits de base de 8 à 10% tout comme la diminution, voire l'annulation, des subventions accordées aux entreprises d'État.

"*Sans ces mesures, on va faire faillite dans les deux prochaines années*", a affirmé le ministre lors d'une séance du gouvernement ouverte à la presse.

Avec l'augmentation de la TVA, le gouvernement obtiendra quelque 200 millions d'euros supplémentaires par an, a prévisé M. Krstic.

Le gouvernement a également décidé mardi d'opérer à partir de 2014 des coupes salariales dans l'administration publique pléthorique du pays, qui emploie environ 600.000 personnes.

Les fonctionnaires, payés plus de 60.000 dinars (environ 520 euros), verront leur rétribution diminuée de 20% et ceux dont les salaires sont supérieurs à 100.000 dinars de 25%.

Le gouvernement vise des économies annuelles d'environ 150 millions d'euros, soit 0,3% du PIB.

L'analyste économique Vladimir Vuckovic a fait valoir que les mesures du gouvernement représentaient un "pas solide dans la bonne direction". Il a néanmoins estimé que le gouvernement aura à surmonter beaucoup de défis "*politiques et sociaux*" dans la mise en oeuvre de son plan.

Ces mesures d'austérité interviennent alors que la Serbie a renoué cette semaine le dialogue avec le Fonds monétaire international (FMI) dans l'espoir d'un éventuel accord qui renforcerait la confiance des potentiels investisseurs et crédetes.

L'analyste économique, Anika Pavicevic, note que la mise en oeuvre de ces mesure d'austérité sera saluée par les crédetes internationaux mais estime que de bons résultats doivent être "*réalisés très vite*" si la Serbie veut obtenir une assistance financière du FMI.

L'influent vice-Premier ministre, Aleksandar Vucic, avait indiqué en septembre avoir demandé aux Émirats Arabes Unis un crédit de *"deux ou trois milliards de dollars à un petit taux d'intérêt sur 20 ou 30 ans"*.

Une partie de ce montant irait au remboursement des crédits, contribuerait à alléger la pression sur la dette publique et la différence serait injectée dans l'économie, selon lui.

"Cela nous permettra d'avoir un accord avec le FMI (...) et devenir membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) vers la fin de l'année", avait-il même affirmé.

Aucune information sur cette demande n'a été depuis communiquée. Tout comme aucun détail sur le résultat des dernières discussions entre Belgrade et le FMI n'a été rendu public.

Avant cette visite, le FMI avait toutefois souligné que, sans mesures d'austérité, le déficit budgétaire risquait de s'élever à 8,3% du PIB.

Le FMI avait gelé l'octroi d'un prêt de réserve pour une période de 18 mois en raison du non-respect par les autorités de Belgrade de certaines conditions, notamment sur le déficit budgétaire qui ne devait pas dépasser 4,25% du PIB, alors que la dette publique devait être limitée à 45% du PIB.

En avril, la Russie avait accordé à la Serbie un prêt de 500 millions de dollars mais avait lié le versement d'une tranche de ce crédit à la conclusion d'un accord avec le FMI sur un plan d'aide.

En novembre, la Banque mondiale (BM) avait elle aussi indiqué être prête à octroyer un crédit de 314 millions d'euros à la Serbie pour soutenir son budget, à condition que Belgrade signe d'abord un accord avec le FMI. AFP 08.10

2- Japon: le FMI juge des réformes structurelles **"essentielles"** - AFP

Le FMI souligne que le Japon a besoin notamment de reculer l'âge de la retraite, d'élever le taux d'activité des femmes aujourd'hui nettement moindre que dans la plupart des autres nations développées, et d'augmenter la productivité.

Les membres de l'aile libérale du parti de M. Abe voudraient que soient assouplies les conditions d'emploi sous contrat à durée indéterminée.

Selon des économistes, la protection excessive des salariés à temps plein expliquerait actuellement la montée du travail précaire, privilégiée par des entreprises pour éviter de trop se lier les mains.

Le FMI appelle en outre le pays à *"abaisser ses barrières commerciales pour les produits et les services"* importés. Depuis l'arrivée de M. Abe, le Japon a entamé formellement des négociations de libre-échange avec l'Union européenne, d'une part, et avec onze pays de la région Asie-Pacifique, d'autre part, dont les Etats-Unis. Le succès de ces discussions semées d'embûches est néanmoins loin d'être assuré.

L'endettement public du pays approche 250% de son produit intérieur brut (PIB), rappelle le FMI, une semaine après que M. Abe a décidé de relever de 5% à 8% la taxe sur la consommation (équivalente à la TVA française).

Cette hausse, qui interviendra en avril 2014, est *"un pas dans la bonne direction"*, a salué l'institution, mais le gouvernement n'en doit pas moins *"rapidement présenter un plan détaillé pour consolider sa situation budgétaire à moyen terme"*, a-t-elle prévenu.

Le FMI a estimé en outre que la BoJ pourrait devoir augmenter davantage le montant des actifs financiers qu'elle rachète sur les marchés, afin d'aider l'inflation à décoller. AFP08.10

Traduction : Prenez l'administration américaine et la Fed comme exemple...

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

1- Les taxes foncières en hausse de 21% en cinq ans - leparisien.fr

Et le constat est édifiant. Même si la taxe foncière ne devrait pas atteindre des sommets cette année avec la perspective des municipales, elle a déjà largement augmenté au cours de ces cinq dernières années. Selon l'UNPI, Paris, Argenteuil, Saint-Denis, Nantes et Rouen sont les villes où ces taxes ont le plus augmenté. La hausse est de 9,4% par an dans la capitale. De la même manière, les habitants de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ont vu cet impôt grimper de 31% en 5 ans. Mais la palme revient à Amiens où le montant de la taxe foncière n'est pas à moins de 1 322 euros.

Pour justifier ces augmentations, les élus qui cherchent à développer leur commune avec de nouvelles dépenses (école, installations sportives,...) doivent trouver des financements via cette taxe foncière depuis la suppression de la taxe professionnelle. La hausse est aussi liée à la crise de l'immobilier. Les droits de mutation, c'est-à-dire le pourcentage touché par la commune sur chaque transaction en lien avec son territoire, sensiblement diminué.

Pour l'UNPI, cette situation ne peut pas durer. « On est à 21%, explique Jean Perrin, son président sur RMC. C'est le double de l'inflation ou de l'augmentation des revenus ou des retraites. Ça peut aller jusqu'à 500, 600 euros de plus à payer. Il y a des propriétaires qui vont devoir vendre la maison pour payer les impôts. C'est inadmissible, inconcevable. Il y a eu des transferts de charge de la part de l'Etat, les collectivités qui ne peuvent plus s'endetter car elles sont au maximum mais qui veulent continuer à faire des projets donc elles augmentent les taxes sur les propriétaires, mais à ce moment-là ce sont ces derniers qui ne peuvent plus suivre ».

Pour mémoire, la taxe foncière est due par les propriétaires ou les usufruitiers d'un bien immobilier (maison, appartement ou terrain) au 1er janvier 2013. Elle doit être acquittée même si le bien a été vendu en cours d'année 2013. En attendant, si vous êtes propriétaire d'un bien immobilier, vous avez jusqu'au 15 octobre pour payer la taxe foncière ou jusqu'au 20 octobre si vous payez directement en ligne sur impots.gouv.fr. leparisien.fr 08.10

2- Anticoagulant Pradaxa : des familles de personnes décédées portent plainte

Les familles de quatre personnes décédées début 2013, qui prenaient l'anticoagulant de nouvelle génération Pradaxa, ont décidé de porter plainte contre le laboratoire allemand Boehringer Ingelheim qui le commercialise. Ces personnes, âgées de 78 à 84 ans, étaient originaires des régions de Lille, Strasbourg, Paris et Grenoble

Les plaignants visent aussi l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), à qui il est notamment reproché d'avoir méconnu les principes de précaution et de prévention, a précisé leur avocat, Me Philippe Courtois, mercredi 9 octobre, qui appelle toutefois à "ne pas arrêter son traitement sans avis médical".

Ces plaintes pour homicide involontaire interviennent moins d'un mois après une mise en garde de l'ANSM sur cette nouvelle classe d'anticoagulants (NACO) apparus en 2008, prescrits pour prévenir les accidents vasculaires cérébraux, notamment après une opération de la hanche ou du genou ou chez les personnes souffrant de fibrillation auriculaire, un trouble du rythme cardiaque.

Fin septembre, le Syndicat des jeunes biologistes médicaux qualifiait de leur côté leur commercialisation d'"*aberration médicale d'une extrême imprudence*". Les nouveaux anticoagulants remplacent petit à petit les antivitamines K (AVK), à la différence qu'ils ne nécessitent, a priori, pas de suivi médical particulier.

En 2011, le laboratoire Boehringer Ingelheim indiquait qu'il avait enregistré au moins 260 décès "*suspects*" par hémorragie chez des patients traités avec son anti-coagulant Pradaxa. Selon l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), 13,3 % des personnes âgées de plus de 65 ans ont été exposées au moins une fois à un anticoagulant en 2011. lemonde.fr 08.10

ECONOMIE

Etats-Unis

- Etats-Unis : Janet Yellen en passe d'être nommée à la tête de la Fed - lemonde.fr

Cette économiste respectée, âgée de 67 ans et vice-présidente à la Fed depuis quatre ans, était la favorite de la course depuis le renoncement de Larry Summers, actuel numéro deux de la Banque. L'ancien conseiller économique de M. Obama, artisan du plan de soutien à l'économie au plus fort de la crise financière en 2009, était en effet critiqué par l'aile libérale du Parti démocrate, qui lui reproche notamment ses liens étroits avec Wall Street et ses positions passées en faveur de la dérégulation des marchés.

Nommée vice-présidente du directoire de la Fed en 2009, elle était une des meilleurs alliés de Ben Bernanke, soutenant sa

politique exceptionnelle d'assouplissement monétaire. Elle est entrée dans cette institution financière par la petite porte, dès 1977, au sein des effectifs de chercheurs économistes qui fournissent analyses et statistiques au directoire de la Banque centrale.

Titulaire d'un doctorat d'économie, elle a eu pour mentor, à l'université de Yale, James Tobin, prix Nobel d'économie connu pour son idée de taxe sur les transactions internationales. Le président démocrate Bill Clinton la choisit en 1994 pour être un des gouverneurs de la Fed, où elle votera parfois contre les décisions de son tout puissant président, Alan Greenspan. En 1997, M. Clinton lui demande de prendre la tête du Cercle des conseillers économiques de la Maison Blanche, où elle succède au prix Nobel de l'économie Joseph Stiglitz, critique du libéralisme à outrance.

En 2004, Mme Yellen revient à la Réserve fédérale où elle préside jusqu'en 2010 l'antenne régionale de San Francisco. Certains lui reprocheront de n'avoir pas su tirer à l'époque la sonnette d'alarme sur la bulle immobilière dans les Etats de Californie, Nevada et Arizona, au cœur du désastre des prêts à risque, les subprimes. *"Avions-nous une compréhension totale des défaillances du système de titrisation et de la façon dont cela allait affecter le système financier dans son entier ? Non"*, a-t-elle reconnu plus tard. Pourtant, dès la fin 2007, elle est l'une des premières au sein de la Fed à diagnostiquer que *"les possibilités d'un étranglement du crédit et que l'économie glisse dans la récession sont des plus réelles"*. lemonde.fr 08.10

[Haut de page ↗](#)

Le 10 octobre 2013

CAUSERIE

Mercredi 23h30 (heure locale), 20h à Paris.

J'ai ajouté 26 nouveaux articles. La suite... dans quelques heures...

Jeudi 17h (heure locale).

En raison de la réorganisation de mon emploi du temps, dorénavant le site sera actualisé en fin de journée, donc environ 5 ou 6 heures plus tard, sauf les jours où l'actualité est peu chargée.

Ce qui se passe, c'est que j'ai décidé de me refaire une santé, je ne peux plus vivre à 58 ans continuellement au bord de l'épuisement et pris de vertiges à longueur de journée, je vous assure que je n'exagère rien, je crois qu'à ma place plus d'un s'affoleraient. De plus, depuis neufs jours j'ai cessé totalement de consommer de l'alcool, j'ai supprimé le cocktail du midi et les deux que je m'enfilais tous les soirs, cela peut paraître peu, mais la Vodka est un alcool fort, en plus avec la chaleur qui règne ici plus la cigarette c'était trop, la machine finissait par donner des signes inquiétants de fatigue et seule l'augmentation de la dose d'alcool aurait pu prolonger son fonctionnement, or je n'ai pas envie de finir alcoolique, j'ai donc supprimé l'alcool, et je n'ai pas fumé un pétard depuis décembre dernier.

Depuis je me sens mieux, je commence à mieux dormir, le cerveau s'en passe très bien, il se porte même mieux apparemment, reste cette terrible fatigue, j'ai accumulé un retard de sommeil de plusieurs années à cause du site. Ce matin j'ai émergé à 9h30, il est 17h et je ne me sens pas encore trop crevé. Il faut dire que j'avais bossé jusqu'à 2h du matin, ce qui n'est pas très sérieux.

Bref, vous vous en foutez, dorénavant je terminerai l'actualisation du site après avoir dîné, cela me laissera le temps de penser à certains articles pour peaufiner mes commentaires, le soir je n'ai rien à faire, TV5Monde Asie est de plus en plus nul. Et puis cela me permettra de m'occuper un peu de mes affaires dans l'après-midi, car le soir c'est impossible. Quand on se néglige soi-même, on finit par négliger les autres, c'est détestable.

Donc à tout à l'heure, d'ici 22 ou 23h en Inde, vers 20 ou 21h en France.

23h15, le boulot est terminé, le temps de le charger dans le serveur.

Je n'ai plus le temps de commenter les deux articles de presse que j'ai mis en ligne dans la page d'accueil, demain.

Le chiffre du jour : 39,9.

- 39,9 milliards d'euros de dividendes devraient aller directement dans les poches des actionnaires en 2014, au titre de l'exercice 2013. Soit 5% de plus que l'année dernière. Ce qui ferait de 2014 la deuxième année d'augmentation du versement de dividendes, à la même hauteur que 2010 (40,2 milliards d'euros distribués). Cette estimation est livrée ce samedi par le

quotidien Les Echos, en collaboration avec FactSet et Primeview.

(Le CAC 40 va distribuer 40 milliards de dividendes - 8 octobre 2013 - legrandsoir.info)

Qui a écrit ?

Même en "rêve", le PS n'est pas de gauche.

- « *Finis les rêves, enterrées les illusions, évanouies les chimères. Le réel envahit tout. Les comptes doivent forcément être équilibrés, les prélèvements obligatoires, les effectifs de la police renforcés, la Défense nationale préservée, les entreprises modernisées, l'initiative libérée.* »

Hollande dans *La Gauche bouge* en 1983, publié sous un pseudonyme.

Comment qualifier ceux qui s'interrogèrent au lendemain de son élection et les mois qui suivirent sur ses véritables intentions, qui feignirent cyniquement de l'ignorer, qui aujourd'hui lui adressent des pétitions, demandent à le rencontrer, pour lui dire quoi, que les "rêves" sont finis, que les "illusions" sont enterrées, de qui, de ses amis les banquiers ou des travailleurs ? Vous connaissez la réponse.

Qui a dit ?

Qui a dit que le PS était un parti de gauche ? Fusillé !

- "Je demande à l'État de faire de Marseille un véritable laboratoire contre le crime, un laboratoire avec de nouveaux moyens technologiques. Maintenant, on a des drones, et on va s'en servir"

Réponse : L'un des prétendants à l'investiture du PS pour les élections municipales à Marseille, Eugène Caselli.

Il a comparé de manière provocatrice la situation en France à celle du Mexique, où une guerre civile entre les divers grands gangs de la drogue et leurs alliés dans l'appareil d'État a coûté la vie à 60 000 victimes. « *C'est tout à fait sérieux et d'ailleurs, ça se fait à Mexico* », a-t-il écrit dans le quotidien local La Provence, pour justifier ses projets de déployer des drones en France.

Jean-Noël Guérini, président PS du département des Bouches-du-Rhône (qui comprend Marseille) a approuvé le projet et serait prêt à y investir 1 million d'euros. Guérini fait actuellement l'objet d'une enquête pour trafic d'influence et association de malfaiteurs.

Cette proposition de surveiller les gens de Marseille avec des drones fait partie d'une tentative plus large du PS de militariser la société française. La sénatrice PS Samia Ghali a déjà demandé à l'armée d'intervenir à Marseille, au motif de lutter contre la criminalité.

De même, la présidente PS de la région Poitou-Charentes et candidate à la présidentielle de 2007, Ségolène Royal, s'est prononcée en faveur du déploiement de l'armée en France le mois dernier. Elle a demandé « *pourquoi ne pas imaginer une coopération entre la police et l'armée pour saisir les armes de guerre* » utilisées dans les règlements de comptes entre truands. (...)

En fait, ce sont le PS bourgeois « *de gauche* » et les autres forces de la pseudogauche qui le soutiennent, comme le Parti communiste français ou le Nouveau parti anti-capitaliste, qui jouent maintenant le rôle principal dans la mise en place d'une surveillance accrue de la population.

La décision de ne plus utiliser l'armée ou des technologies militaires pour les missions de police en France métropolitaine a été une concession de la classe dirigeante qui n'a pu être obtenue qu'en réaction à la révolution d'octobre en 1917.

L'historien Jean-Marc Berlière a récemment accordé un entretien au Monde où il rappelle qu'entre l'écrasement sanglant de la Commune de Paris en 1871 et la première guerre mondiale de 1914-18, la bourgeoisie utilisait régulièrement l'armée pour des missions de police, notamment pour écraser des grèves.

Il notait: « *Les missions de maintien de l'ordre sont impopulaires: l'armée n'y reçoit que coups, insultes et crachats. Et des tueries comme celles qui se produisent périodiquement (Fourmies, Narbonne) ternissent gravement son image, déjà largement entamée par le soupçon de collusion sociale et politique qu'entraîne son engagement dans les grèves aux côtés du patronat. Au vu du contexte international et de la "revanche" contre l'Allemagne, l'antimilitarisme, alimenté par l'impopularité des missions de maintien de l'ordre exécutées par la troupe, devient un problème préoccupant.* »

Face à une forte opposition au capitalisme et à la guerre dans la classe ouvrière après le massacre inutile de millions de gens dans la première guerre mondiale – qui a trouvé sa plus haute expression dans la révolution bolchevique et l'arrivée au pouvoir de la classe ouvrière en URSS – la classe dirigeante a cessé de se servir de l'armée pour les missions de police intérieure, établissant une gendarmerie mobile à la place. Elle ne faisait plus confiance à l'armée pour tirer sur les travailleurs.

Comme l'a dit Berlière: «*Le risque politique était trop grand: quelle serait l'attitude des soldats?*» Ce genre de calculs, toutefois, ne vient plus à l'esprit de l'élite politique chauvine d'aujourd'hui, qui va des dévots de l'ordre au PS comme le ministre de l'intérieur Manuel Valls aux forces néo-fascistes du Front national de Marine Le Pen. Les initiatives de la bourgeoisie pour déployer une technologie militaire automatisée contre la population sont un avertissement adressé à la classe ouvrière. Celle-ci sera opposée, dans les luttes sociales à venir, à une classe dirigeante qui se prépare à une répression de masse contre l'opposition populaire.

(Des patrouilles de drones en France? - Pierre Mabut et Alex Lantier - 7 octobre 2013 - french.irib.ir)

Vive la révolution bolchevik !

Qui profitent de la confusion ?

Parole d'internaute

- "*Il faut vivre en Thaïlande pour comprendre que sans argent et sans papiers, on ne survit pas. Ici l'étranger n'est respecté que s'il a de quoi subvenir à ses besoins et un travail qui n'entre pas dans le périmètre des occupations réservées aux Thaïlandais.*"

Moi, je suis marié depuis 1990 avec une femme d'origine indienne, je vis en Inde depuis 1996, je viens d'obtenir un visa de 15 ans que je dois faire valider tous les 5 ans et je n'ai pas le droit de travailler. De quoi je vis, comment je vis, les autorités s'en foutent, je n'ai pas le droit de travailler, ce qui signifie que pour subvenir à mes besoins je dois percevoir un revenu à l'étranger, retraite, dividendes, peu importe. On m'a demandé toutefois de fournir le nom d'une personne à titre de caution financière sans exiger le moindre document, j'ai donné le nom et les coordonnées d'un de mes beaux-frères qui n'a pas un centime en banque, les autorités n'ont procédé à aucune vérification, en cas de problème, il suffirait que je verse un bakchich au fonctionnaire qui me poserait un problème pour qu'il soit réglé.

Il m'est arrivé de travailler en Inde pendant plusieurs années comme prof de français à l'Alliance française puis au lycée français, mais c'était illégal.

Les autorités en Europe et particulièrement en France sont les plus laxistes du monde en matière de politique d'immigration, non pas par générosité envers la misère du monde dont ils sont les complices ou les responsables, mais parce que cela arrange le patronat et sert de moyen de pression contre les travailleurs tant sur le plan social que politique, ils s'en servent pour dresser les travailleurs les uns contre les autres, les diviser pour mieux les soumettre à leur dictature, appliquer leur politique qui consiste à liquider tous leurs droits sociaux et politiques.

Dans ce contexte auquel il faut ajouter la crise du capitalisme, qui ne fait qu'accentuer les contradictions et alimenter les tensions entre les différentes couches de travailleurs, tous les partis de l'extrême droite à l'extrême gauche se servent de ces antagonismes qui existaient et qu'ils ont montés en épingles en stigmatisant certaines couches de la population pour mieux manipuler la population en général. Dans le cas de la gauche et l'extrême gauche pour se la mettre à dos.

Notons que si la droite et l'extrême droite assument leurs discours nationalistes et les mesures policières qui les accompagnent, à ne pas confondre avec la responsabilité de la situation sociale actuelle qu'ils rejettent, la gauche et l'extrême gauche sont incapables d'assumer à la fois leur soutien à l'immigration illégale et les conséquences qui en découlent qu'ils rejettent sur la droite, et quant à la responsabilité de la situation sociale actuelle ils la partagent avec la droite, y compris ou surtout le PS qui en fait partie, PS qui est pire à lui tout seul que la droite et l'extrême droite réunis, car il tient sans cesse une double attitude, encourageant par ci l'immigration illégale, ne serait-ce qu'en soutenant Schengen, poursuivant la politique répressive de l'UMP par là, autrement dit il se sert de son soi-disant penchant de gauche pour alimenter son penchant de droite qui l'emporte sur celui de gauche, et c'est dans cette combine pourrie que marche la gauche et l'extrême gauche. Il ne faudrait pas croire qu'ils seraient manipulés à leur insu, leurs dirigeants savent très bien ce qu'ils font, ils manipulent sciemment travailleurs et militants et font donc le jeu de la droite et de l'extrême droite.

Du coup aux yeux de la population, ce sont ceux qui assument ce qu'ils disent et ce qu'ils font qui ont leur préférence, paraissent plus crédibles ou correspondent à leurs attentes, et comme la gauche et l'extrême gauche en sont incapables car embourbés dans leurs contradictions, mensonges, reniements, trahisons, et s'emploient eux-mêmes à faire monter l'extrême droite, il est normal qu'à un moment donné l'extrême droite apparaisse comme le sauveur suprême pour des millions de travailleurs, je rappelle au passage aux gauchistes, que le terme travailleur ne se réduit pas au smicard ou à l'ouvrier, mais s'étend à tous ceux qui produisent ou participent au cycle du capital avec leurs têtes ou leurs bras, ce qui inclut tous les travailleurs manuels et intellectuels sans distinction de revenus, toutes les couches exploitées.

Il ne faut pas perdre de vue que nous sommes en présence d'une population qui n'a pas de conscience de classe, conditionnée par des siècles de capitalisme, donc qui est facilement manipulable, or la manipulation la plus élémentaire consiste à lui tenir un discours rudimentaire qui correspond à son niveau de conscience, dans lequel elle se reconnaîtra volontiers dès lors qu'on lui présente comme s'il venait d'elle, autrement dit la manoeuvre consiste à lui dire ce qu'elle voulait entendre et le tour est joué, elle se reconnaît dans ce discours et y adhère, alors qu'en réalité son interlocuteur n'a fait que mettre au premier plan son ignorance pour mieux la manipuler et l'entraîner sur son propre terrain.

C'est la méthode du populiste ou du démagogue. Il y a cependant une différence dans la manière dont la droite et la gauche l'utilisent par rapport à l'extrême droite du fait que seule l'extrême droite n'a jamais gouverné. Tandis qu'il est possible d'opposer aux discours de la droite et de la gauche leurs bilans, leurs expériences passées au gouvernement, de les confronter à leurs contradictions, l'extrême droite bénéficie de l'avantage du doute, bien qu'elles aient géré plusieurs municipalités ou possèdent des élus au niveau régional ou européen, l'espoir fait vivre et rêver, un véritable cauchemar à l'arrivée en réalité !

Quant à l'extrême gauche elle est inaudible, quand elle ne soutient pas ouvertement le PS et Hollande, sur la Syrie par exemple, elle sombre dans le gauchisme qui fait le jeu de l'extrême droite, d'avant-garde elle est devenue le produit dégénéré le plus indigeste du capitalisme au point de reprendre à son compte les thèmes avancés par le néolibéralisme, fossoyeur du socialisme révolutionnaire, elle a revêtu les habits les plus grotesques de la réaction jusqu'à en être la caricature.

Ce qui caractérise la situation, c'est la confusion politique qu'entretiennent les uns et les autres.

Cette confusion se trouve accentuée du fait que sur les questions politiques ou sociales viennent se greffer des questions sociétales ou sociales annexes qui divisent chaque camp ou la plupart des partis, à l'exception de l'extrême droite qui en profite une fois de plus. La mise en avant de ces questions sociétales, qui conduit à stigmatiser des couches minoritaires de la société, correspond à une stratégie politique pour déstabiliser et diviser tous les partis pendant que le gouvernement (et l'UE) applique tranquillement la politique ultra réactionnaire des néolibéraux.

Et quand on se donne la peine de chercher qui est à l'origine de ces campagnes (qui ne se limitent pas à un seul pays), quel en est le réel bénéficiaire, on s'aperçoit que ce se sont les néolibéraux qui manipulent certains éléments de ces couches qui en sont les véritables commanditaires et tirent les ficelles, qui en tirent profit sur le plan politique, puisque ces questions sociétales ou sociales annexes et le traitement qu'ils lui ont réservé sont guidés par des intérêts purement idéologiques et correspondent finalement aux besoins politiques de l'oligarchie financière, qui a fait du combat contre la lutte des classes et la démocratie sa priorité, son principal objectif politique, car c'est seulement la lutte des classes qui permet à la démocratie d'exister même réduite à sa plus simple expression, l'existence de syndicats et de partis ouvriers.

Or, la démocratie et la lutte des classes sont aujourd'hui incompatibles avec la politique de régression sociale sans fin que l'oligarchie financière doit imposer au prolétariat pour assurer la survie du capitalisme ou pour mener à bien sa stratégie qui passe par la liquidation de la démocratie et de la lutte des classes, des syndicats et des partis ouvriers, afin de réduire en esclavage l'ensemble des masses exploitées qui seront soumises à sa dictature absolue, son nouvel ordre mondial comme elle l'appelle.

On comprend dès lors pourquoi elle met en avant ces questions sociétales ou ces questions sociales annexes sur lesquelles viennent se briser tous les partis et qui divisent toutes les classes à l'exception de la couche supérieure de la classe dominante, l'oligarchie financière. Elles participent à la dislocation des partis ouvriers principalement mais pas seulement, elles viennent brouiller un peu plus les frontières qui délimitaient chaque classe au profit de la couche qui détient le pouvoir.

Je n'ai pas le temps d'aller plus loin, en réalité la confusion est encore plus étendue, la droite et la gauche se retrouvent sur des questions politiques, l'euro, l'UE par exemple, tandis que l'extrême droite et l'extrême gauche se retrouvent sur les mêmes questions, chaque fois en leur réservant un traitement différent ou dans une perspective politique différente, en apparence seulement, peu importe ici, les masses ne retiennent que les grandes lignes, les mots d'ordre et sur ce plan-là il existe une similitude entre la droite et la gauche d'un côté, l'extrême droite et l'extrême gauche de l'autre.

Et si on associe des questions sociétales, sociales et politiques la confusion sera poussée à l'extrême selon les thèmes abordés, droite et extrême droite se retrouvent ensemble sur le mariage homosexuel ou la question des Roms ou de l'immigration, mais ils divergent sur l'UE et l'euro, la Syrie ; la gauche et l'extrême gauche se retrouvent ensemble sur le mariage homosexuel, le féminisme, l'écologie, sur la question des Roms, mais divergent sur l'UE et l'euro, la Syrie ; quant au PS, il se retrouve avec la gauche et l'extrême gauche sur le mariage homosexuel, le féminisme, l'écologie, divergent sur l'UE et l'euro et soutient les mêmes positions que l'UMP et l'UDI, il se retrouve avec la droite et l'extrême gauche sur la Syrie, avec la gauche et la droite sur l'ONU...

Franchement, il faut comprendre les travailleurs qui se demandent à quoi cela rime et qui ne veulent plus aller voter, c'est une réaction plutôt salutaire face à cette misérable mascarade.

Finalement, le FN est un parti raciste, xénophobe, homophobe, nationaliste, patriotique, d'extrême droite, et s'il ne peut pas l'assumer dans ces termes, il l'assume à travers son discours, ce qui revient au même et c'est ce que retiennent ses électeurs ou électeurs potentiels. Tandis que la gauche qui est incapable de rompre avec le capital et ses institutions est incapable de lutter contre l'extrême droite, elle est incapable de se présenter comme une alternative crédible au PS ou à la droite du fait de sa soumission au régime ce que dénonce justement l'extrême droite, l'extrême gauche se traînant à ses basques ou à celles du PS, ils fournissent bien des arguments à l'extrême droite pour apparaître plus à gauche, un comble, ils font bien le lit de l'extrême droite et fournissent au passage en période pré électorale un excellent prétexte au PS pour appeler au rassemblement de toute la gauche derrière lui pendant qu'il continue d'appliquer son programme de démolition antisociale et la boucle est bouclée.

Quelques éléments d'actualité pour alimenter la réflexion qui confirmeront ou infirmeront notre analyse.

Extrême droite : le FN est l'"**original**" et l'UMP la "**copie**".

UMP. Un aveu de taille.

Alain Juppé sur son blog, hier, en référence à Fillon et ses propos sur le FN : "*... en nous précipitant dans le piège de nos relations avec le Front National, nous décomplexons notre propre électorat qui cède de plus en plus aisément à la tentation de préférer l'original à la copie*". leparisien.fr 09.10

Excellent monsieur Juppé, il est plus en forme que l'UMP !

Qui fait le lit de l'extrême droite ?

PS.

- Sondages: Hollande et Ayrault au plus bas à 29% d'opinions favorables - AFP

- Le FN à 24% aux Européennes, en tête pour la première fois - Le Nouvel Observateur

Hollande : Tout se passe dans votre tête mal foutue !

De quoi les travailleurs sont-ils responsables ? Du racisme, de ne pas supporter le traitement antisocial qu'il leur fait subir, de vieillir, les travailleurs cumulent toutes les tares et le capitalisme aucune.

Ce ne serait pas spécialement la crise économique qui serait en cause, en sortirait-on que cela ne changerait rien au comportement de la population, ni même la mondialisation, mais l'idée négative que s'en font les travailleurs à travers les conséquences qu'elle leur fait subir quotidiennement et qu'ils devraient considérer salutaires ou prendre du bon côté, avec philosophie on suppose, tout comme l'UE d'ailleurs qui est accusée "*à tort*" d'accentuer les antagonistes entre les différentes couches de travailleurs ou encore l'ouverture des frontières, qui, si elle a permis de favoriser la concurrence qui existait entre les travailleurs ne doit pas être accusée non plus d'être un facteur propice au développement de la xénophobie ou du raciste, bref les travailleurs se font des idées détestables inutilement, car ils n'ont aucune raison de craindre de perdre leur emploi, surtout au profit de leurs petits camarades des pays émergents, quel comportement "*égoïste*", voilà un "*conservatisme*" qui n'a vraiment pas lieu d'être, bref, en termes de mépris et de cynisme il bat tous les records, on n'attendait pas mieux de la part d'un chef de guerre engagé au côté de l'Arabie Saoudite pour détruire Syrie.

- François Hollande estime que la montée du nationalisme et du populisme en Europe ne résulte pas seulement de la crise économique mais d'autres facteurs comme "*la peur du déclin*", "*le rapport à l'islam*", "*le vieillissement de la population*", dans une interview à des journaux français et belges à paraître jeudi.

"*Né il y a déjà deux décennies*", le nationalisme "*tient au manque de perspective et de dynamique collective. S'ajoute la peur du déclin, alors que certains pays vivent avec douleur la confrontation à la mondialisation*", affirme le président de la République dans cet entretien accordé au Nouvel observateur ainsi qu'à deux quotidiens belges, Le Soir et De Standaard.

"*Et puis parlons franchement, ajoute-t-il, l'Europe est associée, bien à tort, à l'ouverture des frontières et donc à l'immigration*". (Schengen a été le pendant de la dérégulation financière... - ndlr)

Selon M. Hollande, "*ce qui nourrit le populisme, c'est également le rapport à l'islam*", "*les craintes des travailleurs face aux restructurations industrielles, la peur de beaucoup face à la montée en puissance des pays émergents, le conservatisme lié en partie au vieillissement de la population*". Et "*la xénophobie fait le reste*".

"*Alors, sortir de la crise est nécessaire, mais il faudra faire bien davantage pour diminuer les égoïsmes nationaux et les*

aspirations identitaires", conclut le président de la République, confronté depuis le début de son quinquennat à une importante poussée du Front national dans plusieurs scrutins locaux. AFP 09.10

Voilà un discours qui devrait convaincre de nouveaux travailleurs à voter FN.

Une nouvelle mesure européenne scélérate cette fois contre la classe moyenne à l'initiative de l'eurodéputée PS Bernadette Vergnaud, rapporteuse du texte.

Vous aurez remarqué que le PS est en tête de ligne de la réaction sur tous les fronts.

- Le Parlement européen a adopté mercredi 9 octobre, à une très large majorité, de nouvelles mesures favorisant la mobilité professionnelle dans l'UE. La principale innovation de cette directive révisée est la création d'une carte électronique afin d'aider les professionnels européens à s'établir plus facilement dans un autre Etat membre. Ils gagneront ainsi du temps pour faire reconnaître leurs qualifications.

Cette directive doit également empêcher que des professionnels de santé, soumis à des sanctions disciplinaires dans leur pays, ne transfèrent leur cabinet dans un autre Etat de l'UE. Désormais, les 28 devront être informés de telles condamnations dans un délai de trois jours.

Les eurodéputés ont adopté par 596 voix contre 37 et 31 abstentions cette directive révisée, qui doit encore recevoir l'aval du Conseil représentant les Etats avant d'entrer en vigueur.

Ce vote a été salué par le commissaire européen chargé du marché intérieur, Michel Barnier, pour qui ce texte *"facilitera les procédures de reconnaissance pour les professionnels qui souhaitent s'installer ou fournir leurs services dans d'autres Etats membres, tout en garantissant un niveau élevé de protection des consommateurs et des citoyens"*.

De son côté, l'eurodéputée socialiste française Bernadette Vergnaud, rapporteuse du texte, a salué des dispositions qui *"amélioreront fortement la mobilité et la sécurité des Européens"*.

Sa compatriote Constance Le Grip, du groupe conservateur PPE, a salué *"des réponses concrètes pour faciliter la vie des citoyens européens et promouvoir l'emploi"*.

Le texte comprend d'autres dispositions, comme des cadres communs de formation et des stages à l'étranger pour les jeunes diplômés souhaitant exercer une profession réglementée. La Commission va d'ailleurs mettre en place une base de données publique des quelque 800 professions réglementées dans l'UE. Chaque Etat devra prouver que sa décision de réglementer tel ou tel métier est proportionnée et non discriminatoire. lemonde.fr 09.10

Le leitmotiv de l'emploi et de la *"protection des consommateurs et des citoyens"* sert en réalité à camoufler la mise en concurrence de professionnels qui n'ont pas forcément suivis les mêmes formations ou n'ont pas développé les mêmes valeurs, ce qui correspondra à une offre de service de moindre qualité au rabais, ce qui contribuera à faire baisser le niveau de vie de la classe moyenne.

C'est appliquer aux services la concurrence qui existe déjà dans le domaine de la plupart des marchandises qui a permis de liquider des pans entiers de l'industrie. Marchandises made in China par exemple de qualité médiocre. En Inde je suis confronté à ce problème dans tous les domaines, produits de qualité médiocre et services encore plus déplorables, au point je m'en passe autant que faire se peut.

Si gérer la société pour le compte du capitalisme nourrit son appareil, pourquoi s'en passer, et au diable tout le reste !

Au terme de plusieurs mois de réflexion, le Parti communiste français (PCF) a décidé de faire liste commune à Paris avec le PS lors des municipales de 2014. La décision a été prise à la suite du conseil départemental du PCF qui l'a annoncée ce matin lors d'une conférence de presse. *«Il y a eu un débat réel et animé autour de cette question au sein du parti»*, explique Ian Brossat, président du groupe PCF au conseil de Paris. La résolution a en effet été adoptée à 67% par la direction du parti, avec 31% de vote contre et 2% d'abstention.

«Il y a des avancées réelles dans nos discussions avec le PS qui reprend un certain nombre de nos exigences comme l'objectif de 30% de logements sociaux dans la capitale, la mobilisation des logements vacants, la gratuité des premiers mètres cubes d'eau ou la mise en place de halles alimentaires», détaille Ian Brossat. (Au diable la politique social-libérale-impérialiste du PS ! Ils figurent bien dans le camp de la réaction. - ndlr)

Un accord qui s'explique aussi par la garantie pour le PCF d'obtenir, en cas de victoire de la gauche en mars 2014, 13 conseillers de Paris et 32 conseillers d'arrondissement. Le conseil départemental du PCF rejette ainsi la possibilité de faire liste commune avec le Parti de gauche (PG). «*Le fait que les autres composantes du Front de gauche ne s'engagent pas à s'inscrire dans une majorité municipale affaiblit la capacité de listes du Front de gauche à être perçues comme utiles par les Parisien-ne-s*», précise un document du PCF. (Question : A qui est "utile" la politique du gouvernement, aux travailleurs ou aux banquiers, aux rentiers ? Rien à foutre au PCF, normal. - ndlr

Du côté du Parti de gauche, cette décision est «*incompréhensible et regrettable*», confie Alexis Corbière, secrétaire national du PG. Le premier adjoint à la mairie du 12e estime en effet que cet accord «*manque d'ambition: rien n'est fait pour faire vraiment baisser le prix des loyers et l'objectif de 30% de logements sociaux n'est fixé que pour 2030. Quand à l'obtention de 13 conseillers de Paris, on aurait pu avoir plus en faisant une liste Front de gauche autonome.*»

Reste que ce sont les adhérents du PCF qui vont trancher au cours d'un vote qui se tiendra du 17 au 19 octobre. Ils vont d'ailleurs recevoir un bulletin où vont être indiquées les deux propositions (liste commune avec le PS ou liste autonome avec le Parti de gauche) avec le choix du conseil départemental. Et rien ne dit qu'ils suivront la volonté de la direction. «*Ca s'annonce quand même serré, confie un membre du PCF. Il y a eu plusieurs villes de provinces où il y a eu des surprises.*» 20minutes.fr 09.10

Le Front de gauche est bien attelé au PS, le PCF et tous ces parasites ne doivent leur survie politique qu'au soutien qu'ils apportent au régime, qu'ils rompent avec lui et ils disparaissent, et ceux qui renâclent ou font preuve de mauvaise volonté sont promis au même sort. Le PCF a été le cocu du PS, le PG sera le cocu du PCF, on en rigole d'avance.

Le Front de gauche va-t-il éclater ? Rien n'est moins sûr, cela signerait l'arrêt de mort du PG qui n'a déjà plus aucun député. Le Front de gauche sert de rabatteur électoral pour le compte du PS.

Imposture. Ils le martèlent à l'unisson : Le PS est de gauche. Comment soutenir le régime en prétendant le combattre.

Titre en première page du n°272 d'*Informations ouvrières* (POI).

- «*Pour la première fois depuis cinquante ans, la gauche va voter l'allongement du départ à la retraite*» (Europe 1)

Parce que voyez-vous, la gauche, c'est le PS, sans rire, finalement le POI ne fait guère mieux que le Front de gauche qui déclare que la politique de Hollande est de droite mais qu'il est de gauche, on ne s'était pas trompé sur la nature de ce parti et des "trotskistes" qui l'animent.

Jamais je n'aurais repris tel quelle cette citation, qui plus est en première page. Le POI participe bien à la manipulation des masses qui consiste à présenter le PS comme un parti de gauche, un parti ouvrier, à colporter cette illusion criminelle qui est en grande partie responsable de la situation du mouvement ouvrier, de son pourrissement.

Il faudrait ajouter que le PS s'est employé systématiquement à faire passer toutes les contre-réformes des retraites qui ont été adoptées depuis 1995. Et un beau matin, par une journée grise, maussade et pluvieuse, froide et triste, le PS est devenu un parti antisocial, anti-ouvrier, antisocialiste, réactionnaire. Il l'est depuis un siècle en réalité.

En dénaturant le PS ou en lui accordant une nature qui n'est pas la sienne, les dirigeants du POI s'emploient sciemment à induire en erreur les travailleurs et les militants, ils se font les complices d'un parti qui incarne et défend les intérêts du capital, ils remplissent une fonction contre-révolutionnaire au sein de l'avant-garde du mouvement ouvrier qu'ils contribuent à liquider, c'est un courant liquidateur.

C'est un parti réformiste petit-bourgeois démocratique, nous confirmons ici la caractérisation politique que nous en avons déjà donnée.

Et ce n'est pas un hasard si dans la foulée D. Gluckstein a une nouvelle fois consacré son éditorial au PS et au PCF, traduisez la gauche et leurs dirigeants dont il ne peut décidément pas se passer. Mais là où on est obligé de sourire, c'est lorsqu'on constate que la perspective politique du POI est tellement opportuniste que le PCF se permet de reprendre à son compte un des mots d'ordre de son parti sur l'Europe en évoquant la perspective de "*peuples libres*".

Gluckstein le funambule s'empresse de préciser que sans remettre en cause l'euro elle sera irréalisable, puis pour agrémenter cet argument il pousse le vice jusqu'à affirmer qu'"*une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe*" suppose une multitude de conditions, il n'a pas été avare en la matière, sauf une, se libérer du carcan du capitalisme, il en a même oublié ses institutions nationales qu'il fait passer à la trappe régulièrement, de la même manière que l'opposition irréductible entre les classes est noyée dans une entité générique, nationale, patriotique : le peuple.

Si la référence au peuple de préférence aux classes est compatible avec le réformisme, ce dernier l'est moins avec la survie du capitalisme en crise, avec une classe dominante conservant le pouvoir, contradiction contenue dans cette formulation que cet effet d'annonce est censé résoudre ou faire oublier, car il ne peut pas exister de "*peuple libre*", sans renverser la classe dominante au pouvoir ou sans une révolution prolétarienne qui portera au pouvoir la classe ouvrière. Se rendre libre de ce qu'on voudra, si on demeure incapable de se libérer du capitalisme, nulle liberté en réalité, c'est une escroquerie politique.

Qu'il nous soit permis d'aller plus loin et d'affirmer que la liquidation de l'UE sans la liquidation du capitalisme pourrait se traduire par un affrontement général entre les différents impérialistes européens comme ce fut déjà le cas à deux reprises au XXe siècle, ainsi Gluckstein apparaît comme un dangereux aventurier. Pourquoi en arrive-t-on à cette absurdité ? Parce que nous n'avons jamais été capable de développer une politique indépendante du PS et du PCF, au-delà de rompre avec le capital et de le combattre, on en vient à s'en détourner pour imputer tous les malheurs qui nous accablent à une institution qui n'est qu'un instrument au service du capital mais pas le capital lui-même, qui à la limite peut se contenter des institutions de la Ve République qui ont démontré qu'elles étaient suffisamment flexibles pour s'adapter à toutes les directives de l'UE, au néolibéralisme.

Les travailleurs sont subordonnés au capitalisme à travers les rapports de production qu'ils subissent quotidiennement et qui dans une large mesure conditionnent leur mode vie et de pensée, et non par le biais de l'idée qu'ils se font d'une institution, en réalité les rapports qu'ils entretiennent avec elles sont le produit de l'interprétation qu'ils donnent des rapports sociaux (de production) qu'ils subissent, la manière dont ils les vivent, tout part d'un rapport de classe, entre les classes qui est à l'origine du capitalisme, ne pas en avoir conscience, et il sera impossible de s'en émanciper, de s'en libérer, on en revient à ce qu'on disait plus haut, point de liberté, diluer les classes, ce rapport antagonique entre les classes dans le "*peuple*", c'est interdire aux exploités de prendre conscience de leur appartenance à une classe distincte qui doit combattre pour le pouvoir politique ou subir la sort que leur réservent les exploités.

Briser les chaînes de l'exploitation capitaliste en conquérant le pouvoir politique, ensuite on pourra entrevoir la liberté, et c'est seulement à l'échelle mondiale qu'elle se réalisera véritablement ou pleinement.

J'ai l'impression que nous perdons notre temps ici, parce que d'une part les conditions objectives ne sont pas remplies pour que les travailleurs prennent conscience des rapports sociaux de production qui existent, cela tient à l'hétérogénéité des masses exploitées, la majorité peut encore supporter le traitement que lui inflige le capitalisme, donc ce n'est pas le genre de question qu'elle est tentée de se poser, d'autre part, si on envisageait de passer outre cette condition qui n'est pas mûre en mettant au premier plan les conditions subjectives, on ne serait pas plus avancé car les travailleurs sont toujours aussi ignorants du fonctionnement de la société et du capitalisme et ils demeurent très faiblement organisés, donc en l'absence du facteur objectif on ne peut pas compter sur le facteur subjectif pour avancer la question de la prise du pouvoir politique, même si elle doit figurer dans notre propagande sous la forme d'une République sociale. Il n'est pas interdit de penser que le facteur subjectif pourrait se développer rapidement à partir des couches pour lesquelles le facteur objectif est mûr, encore faudrait-il être capable de s'adresser à elle et de les organiser, sauf que voilà, ces couches n'intéressent personne, sauf l'extrême droite, chercher l'erreur. Ce n'est pas en s'adressant aux couches qui ont un réflexe purement corporatiste qu'on y arrivera. Le jour où les dirigeants d'un parti ouvrier l'auront compris, l'humanité aura fait un grand pas en avant !

Nous combattons au côté du peuple syrien contre les envahisseurs tout en sachant que le maintien de la souveraineté et de l'indépendance de la Syrie n'apportera pas la liberté au prolétariat syrien, nous n'avons jamais colporté la moindre illusion dans ce domaine. Il lui faudra s'organiser, construire son parti révolutionnaire et préparer les conditions politiques pour affronter le régime en place et le renverser, c'est seulement ensuite quand il aura pris le pouvoir politique qu'il pourra commencer à entrevoir ce que signifie la liberté, le chemin sera long...

Qu'on ne vienne pas nous dire que la Syrie n'a jamais vraiment été souveraine ou indépendante, quel Etat l'est vraiment de nos jours, tous sont liés à un impérialisme ou aux banquiers internationaux.

INFOS SUR LA SYRIE, L'IRAN ET L'ARABIE SAOUDITE

1- "*Moscou ne permettra à aucun pays d'attaquer la Syrie* "

Selon Al Mayadin qui cite le chef d'état major de l'armée russe, la Russie ne permettra à aucun état d'intervenir militairement en Syrie. "*au cours de la récente crise , la Russie a annoncé à plusieurs reprises son intention de rester jusqu'au bout aux côtés du régime Assad et nous reconnaissons avoir envoyé une aide militaire massive à l'armée syrienne. la Russie ne permettra pas qu'un seul missile s'abatte sur la Syrie*" french.irib.ir 09.10

2- "*Ria Novosti*" reprend les propos du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, selon qui, il serait possible de parvenir, en six mois, à un accord, sur le dossier nucléaire iranien.

«*La Russie en est arrivée à cette conclusion qu'il serait possible de parvenir entre six à neuf mois à un accord à l'amiable, à propos du nucléaire iranien*», a déclaré Sergueï Lavrov, cité par "*Ria Novosti*". Lavrov a, aussi, démenti les allégations, selon lesquelles l'Iran cherchait à duper la communauté internationale. «*Aucun appareil de renseignement, à l'échelle planétaire, ne pourrait avoir*

une telle conclusion. Nous avons parlé, ces derniers temps, avec nos collègues américains ; ils étaient, eux aussi, du même avis que l'Iran n'avait pris aucune décision de militariser son programme nucléaire», a précisé Sergueï Lavrov. Il a, ensuite, appelé à l'abrogation des sanctions anti-iraniennes. french.irib.ir 09.10

3- C'est l'ex conseiller pour la sécurité nationale US, Eliot Abrahams qui y va de sa solution : cité par Debkafile, il affirme que seule une action militaire israélienne contre l'Iran obligera les Etats Unis à renoncer à une entente avec les iraniens et opter pour un alignement sur Israël. " *Je crois que l'absence d'un accord israélo américain ne peut empêcher l'entente Téhéran /Washington. La seule chose qui le peut ce sont des frappes militaires israéliennes contre les sites nucléaires iraniens, frappes qui seront soutenues par les Etats Unis très probablement"*. french.irib.ir 09.10

4- Les services du renseignement hollandais viennent d'imposer une mesure qui pourrait servir d'exemple à tous les autres services du renseignement européens : empêcher le retour de tous les ressortissants hollandais d'origine arabe qui combattent en Syrie sous la bannière du takfirisme. Les services du renseignement, AIVD, et ceux de coordination nationale de lutte contre le terrorisme dits NCTB ont tenu plusieurs réunions dans le sens de davantage de coopération avec les renseignements européens. L'ordre des débats tournait autour de la présence des ressortissants hollandais d'origine arabe dans les combats en Syrie. Leur nombre serait de 1317 personnes dont 51 auraient été tués. Selon une décision des participants à ces réunions, ces ressortissants salafistes n'ont plus l'autorisation de rentrer aux Pays-Bas. Ces personnes ont été majoritairement identifiées avec les membres de leur famille.

La réunion a également décidé de ce qu'une fois la crise syrienne terminée, ces takfiris soient légalement poursuivies et jugés. Des Hollandais d'origine arabe et de confession salafiste ayant servi en Syrie, s'ils rentrent au pays après la fin de la crise, devraient apporter des bracelets électriques. La réunion a également arrêté des moyens légaux pour répondre à d'éventuelles reproches que les ONG des droits de l'homme pourraient adresser au gouvernement néerlandais. french.irib.ir 09.10

5- Londres vend des armes à matière fissile à Riyad

Selon Daily Mirror, le gouvernement de sa Majesté Elizabeth II vient de décider de livrer des armes à deuterium , une matière nucléaire au régime saoudien. Outre ces armes, la Grande Bretagne vendra des bombes fumigène, des grenades de gaz lacrymogène, de la substance chilique, des missiles et des équipements de répression policière et des pièces de drone au régime " *démocratique*" de Riyad.

Tout récemment, la Grande Bretagne a livré l'autorisation d'exportation de 50000 armes à feu. Ce sont des armes surveillées depuis 2010 et 1900 d'entre elles seront d'abord envoyées en Egypte sous surveillance . Deuterium est une substance ultra dangereuse de nature nucléaire que la Grande Bretagne a décidé d'exporter à l'Arabie saoudite. Londres a aussi décidé de vendre des pièces de drone et de certains modèles de bombe et de missiles aux turcs. ces exportations ont été décidées alors que la Grande Bretagne fait partie des pays qui critiquent la répression des manifestations en Turquie. Une commission du parlement a demandé le mois dernier au gouvernement de s'expliquer sur les raisons qui l'ont conduit à vendre des armements pour une valeur de 80 millions de livres sterling. french.irib.ir 09.10

ACTUALITE EN TITRES

Au niveau du caniveau, il n'y a que des rats !

- Les députées de gauche se mobilisent contre le sexisme - LeFigaro.fr
- Un député UMP sanctionné après son comportement sexiste - Reuters
- Cris de poule à l'Assemblée: le député UMP fautif sera privé d'une partie de son salaire - L'Express.fr

Non, je ne regrette rien...

- Sondage: Une majorité de Français "*ne regrette pas Nicolas Sarkozy*" - AFP

Une majorité de Français, 54%, déclare ne pas regretter Nicolas Sarkozy comme président de la République, selon un sondage L'opinion en direct de l'institut CSA pour BFMTV. AFP 09.10

La panique...

- Laurent Wauquiez souhaite la révision des accords de Schengen - LeMonde.fr

L'ancien ministre chargé des affaires européennes plaide pour le rétablissement des frontières avec certains pays du Sud. LeMonde.fr 09.10

[Ce sera possible...](#)

- Le FMI juge possible d'augmenter les impôts et de taxer davantage les plus riches - LeMonde.fr

Chouette, le FMI devient réformiste ! Et demain socialiste !

... peut-être ben que oui, peut-être ben que non...

- La Fed plus divisée que jamais sur la poursuite de l'aide - AFP

... si on risque de tout perdre...

- FMI: la stabilité financière mondiale menacée par l'endettement et la Fed - AFP

La stabilité financière dans le monde reste sous la menace d'un changement de cap de la politique monétaire aux Etats-Unis et de l'endettement massif des pays riches, a estimé le FMI mercredi. AFP 09.10

... mais d'ici là...

- Cazeneuve assure que les impôts sur les entreprises baisseront en 2014 - AFP

... il y a des beignes qui se perdent !

- Cazeneuve aux patrons : «*Je tends la main, pas la joue*» - Liberation.fr

En attendant, ça baigne, au présent s'il vous plaît, pas au conditionnel !

- Evasion fiscale: 10 à 20 milliards d'euros pourraient être récupérés - AFP

Entre 10 et 20 milliards d'euros pourraient être récupérés par an par l'Etat si la France mettait en place des mesures de lutte contre l'évasion fiscale comparables à celles de ses voisins européens, selon un rapport parlementaire publié mercredi. AFP 09.10

[Leur monde est devenu invivable, faisons table rase !](#)

- Les relations au travail se sont dégradées estiment 74 % des actifs - AFP

[Intox](#)

- Une loi sur la transparence financière au Vatican - Reuters

- La Suisse s'engage à lutter contre l'évasion fiscale - AFP

[Youpi, ultra riche, "*ultra heureux*" !](#)

- La mondialisation «*ultra heureuse*» selon Jean-Claude Trichet - Slate.fr

- 1% de la population détient 46% de la richesse mondiale - Reuters

[Le péril jaune... de l'intérieur...](#)

- La Chine devient le premier importateur mondial de pétrole - L'Expansion.com

Le titre se veut ironique évidemment, en fait on se régale de ce nouvel épisode du capitalisme mondial, la fin est proche, il

faut l'espérer...

Plainte contre Mélenchon.

- Plainte contre l'ONU à New York, après l'épidémie de choléra en Haïti - AFP

Mélenchon loue l'ONU, alors qu'elle a une influence particulièrement néfaste pour tous les peuples, criminelle... sauf pour les sionistes. Mais Mélenchon soutient les Palestiniens, oui, comme moi je soutiens le pape !

Vite sortez vos mouchoirs...

- Golan: un soldat israélien légèrement blessé, un autre commotionné - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Libye

Le Premier ministre libyen Ali Zeidan, a été enlevé ce jeudi à l'aube par un groupe armé et a été "*conduit vers une destination inconnue*", a annoncé le gouvernement.

"*Le chef du gouvernement de transition, Ali Zeidan, a été conduit vers une destination inconnue pour des raisons inconnues par un groupe*" d'hommes qui seraient des ex-rebelles, a indiqué le gouvernement dans un bref communiqué sur son site internet. lexpress.fr 09.10

2- Azerbaïdjan

Le président sortant de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev, au pouvoir depuis qu'il a succédé à son père en 2003, a remporté une large victoire mercredi soir avec plus de 84% des suffrages d'une présidentielle sous contrôle, selon des résultats partiels.

Son principal adversaire de l'opposition, Jamil Hasanli, ne totalisait que moins de 5% des voix, selon ces résultats partiels.

La participation a atteint 72% des 5 millions d'électeurs, a indiqué la Commission électorale centrale à la clôture du scrutin.

Dix candidats étaient en lice pour la présidence de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud riche en hydrocarbures, même si personne n'avait d'illusions sur l'issue du scrutin.

Les opposants ont fait état de nombreuses irrégularités mercredi, affirmant que les mêmes électeurs votaient plusieurs fois dans différents bureaux de vote.

"*Des fraudes massives ont eu lieu dans tout le pays*", a affirmé l'état-major du candidat d'opposition Jamil Hasanli dans un communiqué.

L'opposition "*ne reconnaît pas les résultats de cette élection qui n'a été ni libre ni juste*", a ajouté l'état-major.

M. Aliev, 51 ans, a succédé à son père en 2003 et a été réélu en 2008 pour un deuxième quinquennat, avant d'obtenir par référendum en 2009 la levée de la limitation à deux mandats présidentiels consécutifs.

Il n'a guère fait campagne, ses partisans affirmant que ses résultats économiques parlaient pour lui.

Grâce aux milliards de dollars de la manne pétrolière, le niveau de vie dans ce pays d'un peu moins de 10 millions d'habitants a crû régulièrement ces dernières années.

Avant M. Aliev, son père Heydar Aliev, ancien du KGB (Sécurité d'Etat du temps de l'URSS) et membre du Politburo du Parti communiste de l'Union soviétique, avait dirigé l'Azerbaïdjan presque sans interruption de 1969 à 2003.

Près de 52.000 observateurs locaux et internationaux surveillaient le déroulement de l'élection, et l'OSCE doit donner une conférence de presse jeudi à Bakou.

Les opposants et Amnesty International ont dénoncé une campagne de répression à l'approche du scrutin, avec nombre d'arrestations et des lois pour bâillonner toute critique jusque sur l'internet.

Habituellement divisée, l'opposition, dont la plus grande partie avait boycotté l'élection de 2008, a réussi en mai à s'entendre pour soutenir un candidat commun, Jamil Hasanli, historien et ancien député.

Lors de brèves apparitions dans des débats, M. Hasanli, 61 ans, a accusé Ilham Aliev d'avoir laissé fleurir la corruption, et a estimé que seule la fraude pouvait apporter la victoire à ce dernier.

"Si les élections étaient libres, démocratiques et honnêtes, je les remporterais, je n'en ai aucun doute", a affirmé M. Hasanli à l'AFP.

Malgré la présence d'observateurs étrangers, la critique du scrutin risque d'être peu relayée en raison de l'importance stratégique des hydrocarbures de l'Azerbaïdjan pour les Européens.

Selon les experts, Ilham Aliev devra continuer sa politique prudente, préservant les ventes de pétrole à l'Europe et l'alliance avec les Etats-Unis, tout en évitant d'irriter le grand voisin russe. AFP 09.10

SOCIAL

France

Pas question ! La petite commune de Janvry (Essonne) refuse d'appliquer la réforme des rythmes scolaires en 2014. Son maire, Christian Schoettl (Nouveau Centre), en appelle carrément *"à la désobéissance civile"*, mercredi 9 octobre.

Confirmant une information du Parisien, l'élu explique que le conseil municipal du village d'environ 550 habitants a voté lundi soir une délibération intitulée *"Rythmes scolaires : c'est non !" "Nous sommes républicains. Quand il y aura une loi, on l'appliquera. Là, ce n'est qu'un décret mal-ficelé (...) Je suis dans la désobéissance civile et je l'assume"*, revendique ce maire.

De toute façon, pour lui, *"on assiste sur un certain nombre de communes qui ont appliqué la réforme par loyauté ou par militantisme, à un véritable désastre"*. La réforme ne fait en tout cas pas l'unanimité. Un Français sur deux y est même opposé.

Alors même pas peur, le maire ? *"Ca m'intrigue de voir s'ils vont envoyer les CRS."* Il dénonce la *"fracture entre communes riches et pauvres [les communes devant rémunérer les animateurs pour les activités périscolaires]"* induite par une réforme faite, selon lui, au *"mépris des intérêts de l'enfant"*. Il encourage d'ailleurs d'autres maires à suivre l'exemple de Janvry *"pour faire reculer Peillon"*. Francetv info 09.10

Qatar

Une délégation syndicale internationale chargé d'enquêter sur les conditions de travail des ouvriers immigrés au Qatar, pays hôte du Mondial de football 2022, s'est vu refuser mercredi 9 octobre l'accès à un chantier près de Doha. *"Je ne peux pas vous autoriser à visiter ce site sans coordination préalable"*, a déclaré un responsable aux visiteurs, qui n'étaient pas attendus sur ce site qui relève d'une coentreprise des groupes français Vinci et qatari Diyar.

Pour Ampet Yuson, membre de la délégation, ces déplacements programmés ne servent qu'à *"monter ce qu'il y a de mieux"* au Qatar.

Le président du Comité national qatari des droits de l'homme, qui relève du ministère de l'intérieur, Ali Al-Merri, a émis des doutes sur l'objectif de cette mission, dont il assure pourtant l'organisation. *"L'amélioration des conditions des travailleurs n'est pas leur objectif véritable"*, a-t-il déclaré. *"Nous leur avons pris des rendez-vous (...), mais ils veulent voir n'importe quel responsable à n'importe quel moment"*, a-t-il déploré.

Un sous-secrétaire d'Etat au ministère du travail, Hussein Al-Mollah, a expliqué à la délégation que les entreprises au Qatar respectaient *"à 99 % le Code du travail [local]"*. *"Nous intervenons lorsque le travailleur présente une plainte"*, a-t-il déclaré. Mais la réalité est tout autre. *"Si je me plains auprès des autorités qataries, mon employeur me renvoie dans mon pays"*, assurait mardi un ouvrier indien arrivé il y a quatre mois au Qatar, où il travaille pour un sous-traitant local. lemonde.fr 09.10

Bangladesh

Un vaste incendie dans une usine textile du Bangladesh qui fournissait indirectement du tissu à de grandes marques internationales a fait sept morts mercredi, nouvelle illustration des carences de sécurité de l'industrie textile du pays.

Les pompiers ont lutté toute la nuit contre le feu qui a ravagé l'usine Aswad Knit Composite à Sripu, un immeuble de deux étages situé dans la banlieue de Dacca.

Un correspondant de l'AFP a trouvé sur place des carnets de commandes datés de septembre contenant des noms de clients dont l'américain Gap, le britannique Next, le suédois H&M, l'australien Target et le français Carrefour. Un livret d'échantillons à la marque George (groupe Walmart) a aussi été trouvé.

Gap, Carrefour, Next et H&M ont démenti se fournir directement auprès de cette usine, qu'aucun d'eux n'avait par conséquent audité, mais ont indiqué qu'ils avaient un accord de sous-traitance avec sa maison-mère Palmal Industries, un des principaux fabricants textiles au Bangladesh.

"Cette usine ne fabrique pas de vêtements pour H&M, aussi nous n'inspectons pas cette usine", a dit une porte-parole de H&M, Andrea Ross, par mail à l'AFP. Elle a reconnu que l'usine fournissait indirectement du tissu et du fil à H&M. Mais "nous n'avons pas de relation d'affaires directe avec l'usine concernée", a-t-elle dit.

Un responsable de Gap au Bangladesh, sous couvert d'anonymat, a fourni une réponse semblable.

Carrefour a également indiqué qu'il n'avait pas de relation directe avec l'usine mais que son fournisseur Aswad Composite Mills 2 s'approvisionnait en tissus auprès d'elle.

Le britannique Next a déclaré qu'une fois la cause de l'incendie connue, il reverrait ses procédures et la nécessité de contrôler plus avant la chaîne de ses fournisseurs.

Walmart a aussi confirmé que certains de ses fournisseurs utilisaient des tissus provenant de l'usine Aswad. Le groupe américain a précisé dans un communiqué que s'il effectuait des contrôles dans les usines de confection avec lesquelles il travaille, ses contrôles ne s'étendaient pas aux usines qui fabriquent les tissus utilisés par ses fournisseurs. Il a suggéré que ce soit le Bangladesh qui s'en charge.

"Etant donné la situation particulière de la sécurité au Bangladesh, nous pensons que le gouvernement et l'industrie du textile devraient réfléchir à étendre leurs programmes de sécurité à ce niveau de la production", a déclaré Walmart.

Selon des ouvriers, le feu semble avoir été déclenché mardi soir par un problème sur une machine à tricoter qui avait déjà pris feu à plusieurs reprises dans le passé.

Le bilan relativement peu élevé s'explique par le fait que la plupart des 3.000 employés de l'usine avaient déjà quitté leur travail au moment du déclenchement de l'incendie, selon le responsable de la police. AFP 09.10

ECONOMIE

Etats-Unis - Fed

Le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) est plus divisé que jamais sur le fait de savoir combien de temps doit durer son soutien exceptionnel à la reprise, selon les minutes de sa dernière réunion publiées mercredi.

Sur les 17 membres du FOMC réunis le 18 septembre, une majorité étaient d'accord pour diminuer l'aide cette année et la conclure au milieu de 2014, *"quelques uns"* préféraient attendre plus tard et d'autres auraient aimé qu'elle s'achève bien avant le milieu de 2014, indique le compte-rendu de la Réserve Fédérale.

"Il a été noté que le report" de l'annonce d'une réduction des achats d'actifs à *"plus tard cette année, voire après, pouvait avoir des conséquences importantes sur l'efficacité de la communication"* de la Fed, ajoute encore le compte-rendu.

Sur les taux directeurs eux-mêmes, qui sont maintenus proches de zéro depuis fin 2008, douze participants au Comité ne voient pas de hausse avant 2015, deux autres pas avant 2016 et trois jugent qu'il faudra les relever dès 2014.

Les dernières réunions du FOMC en 2013 sont prévues les 29 et 30 octobre ainsi que les 17 et 18 décembre sous la houlette de Ben Bernanke qui devrait encore en présider une en janvier 2014 avant de passer la main à Janet Yellen. Celle-ci a été officiellement choisie mercredi par le président Obama pour être la première femme à diriger la Réserve fédérale. AFP 09.10

A retenir : Leur compte-rendu s'attarde sur les conséquences de la communication de la Fed plutôt que sur les effets de la poursuite des achats d'actifs jusqu'à la fin de l'année, "*voire après*"... ou une date indéterminée qui va demeurer secrète, car elle pourrait coïncider avec le signal de départ de l'effondrement de l'économie mondiale...

[Haut de page ↗](#)

Le 11 octobre 2013

CAUSERIE

Il est 0h10, samedi, il me reste une heure pour ajouter une vingtaine d'articles. A plus tard et bon week-end.

Qui a dit ?

- « *Si nous ne suivons pas les préceptes de notre boussole morale intérieure et nous ne défendons pas la vie humaine, alors son anarchie menacera la paix et la démocratie du Nouvel ordre mondial naissant que nous voyons maintenant, cette longue vision rêvée pour qui nous avons tous travaillés depuis tellement longtemps.* »

Réponse : George W. Bush (janvier 1991).

Un cauchemar !

Le saviez-vous ?

Le lobbying sioniste a pignon sur rue à Strasbourg. J'étais passé à coté de cette info.

Agoravox - Le 16 février (2012) a été inauguré dans une relative discrétion médiatique le parlement Juif européen, et pour cause !

Ce parlement est situé à Strasbourg dans les mêmes batiments que l'actuel parlement européen (des 27 pays de l'Union européenne)

Ces 120 représentants de ce parlement Juif (l'appellation en soi sonne déjà comme une provocation) devraient donc être des délégués de ces 27 pays ?

Que nenni, ils proviennent de 47 pays différents, certains ne sont donc pas membres de l'UE et il y en a même comme du Kazakhstan qui ne sont pas situés en Europe !

Cette intronisation d'un parlement à la fois confessionnel et supra-européen au sein même de ce qui est sensé être le véritable Parlement européen est une parfaite infâmie, une abjecte trahison de nos clercs qui démontrent une fois de plus leur totale soumission à l'emprise mondiale exercée par "*un peuple intelligent, sûr de lui et dominateur*" agoravox.tv 24.02.2012

Non pas un "*un peuple intelligent, sûr de lui et dominateur*", mais le sionisme qui a inventé le néolibéralisme pour instaurer une dictature mondiale ou nouvel ordre mondial. Pour eux les juifs servent juste de cobayes, de chair à canon ou à chambres à gaz, ne confondez pas, les sionistes sont les pires antisémites, les êtres les plus déterminés, cyniques, machiavéliques et cruels qui n'ont jamais existé.

L'existence de ce parlement juif européen est une infâmie et une terrible provocation, qu'il ait été autorisé à s'installer dans l'enceinte même des batiments du parlement européen en dit davantage que de longs discours sur la collusion qui existe entre les dirigeants européens et les gouvernements de l'UE avec le sionisme. Son existence fournit un excellent argument à l'extrême droite et aux antisémites en général.

Une Vidéo

(Je ne l'ai pas visualisée car ma connexion était trop lente.)

USA : Opérations secrètes, trafic de drogue international, hydrocarbures et guerres (Vidéo)

Thinkerview - Interview de Peter Dale Scott - Publiée le 28 sept. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=i4dcmJALM8k>

Peter Dale Scott, professeur émérite de Littérature anglaise à l'Université de Berkeley, Californie. Il a travaillé durant quatre ans (1957-1961) pour le service diplomatique canadien. Expert dans les domaines des opérations secrètes et du trafic de drogue international. Il est connu pour ses positions anti-guerre et ses critiques à l'encontre de la politique étrangère des États-Unis. Interview en français réalisé le 23 Juin 2013 à Berkeley USA.

L'Union Européenne n'a pas de "**valeurs**, sauf à en prêter au néolibéralisme.

Titre de Libération.

"Le drame de Lampedusa n'est pas une fatalité. L'Union Européenne doit sortir de sa logique sécuritaire et renouer avec les valeurs qu'elle prétend défendre."

Titre de michelcollon.info

L'UE doit sortir de sa logique sécuritaire et renouer avec les valeurs qu'elle prétend défendre. 10 octobre 2013

Mais elle les respecte, tenez elle a rappelé à l'ordre Valls et Hollande sur les Roms. L'UE est responsable des quelque 21 millions de chômeurs dans les 28 pays qui la composent, en réalité près du double, dès lors comment le gouvernement français qui compte à lui seul entre 5 et 7 millions de chômeurs pourraient-ils procurer un travail avec un salaire suffisant pour faire vivre une famille aux Roms, autrement dit leur donner les moyens de s'intégrer, impossible.

De la même manière que l'UE n'entend pas lutter contre le chômage en Europe, elle est une émanation du capital au service du capital. C'est grotesque de s'adresser à elle. Cela revient à faire passer l'UE pour ce qu'elle n'est pas et ne sera jamais, c'est n'avoir aucune conscience de classe ou adopter celle de la classe dominante qui légitime l'UE.

On n'a rien à demander ou à exiger de l'UE, ni même à s'adresser à elle, on doit la combattre et lui imposer nos revendications, les seules valeurs qu'elle connaît ce sont celles du profit, apparemment il y en a qui ont du mal à s'y faire, c'est exactement la même chose avec l'ONU qui aurait vocation à répandre la paix sur terre, alors qu'elle a vocation à soutenir toutes les guerres impérialistes. On a à faire à des alchimistes qui veulent transformer le plomb en or, c'est incroyable d'être aussi naïf.

Les intellectuels ont tendance à prendre leurs désirs pour la réalité, ce sont des enfants gâtés qui ont le loisir de se faire des illusions, un ouvrier pas, en observant une barre en plomb posée sur un établi il proclamera que c'est du plomb et que cela ne deviendra jamais de l'or, et qu'il ne faudrait pas le prendre pour un abruti et on n'en parle plus, on passe à autre chose, l'affaire est réglée, point barre, merde ! Ils ont quoi dans la tête ces gens-là ?

Ils interpellent les gouvernements, les chefs d'Etat (de guerre), les élus, les institutions du capital, non mais on croit rêver, dans quel monde vivent-ils ces gens-là ?

Devinette.

Si je vous vole votre portefeuille, vous allez me considérer comme un voleur, eux non, pourquoi ? Pardi, pour qu'il leur rende ! Cela résume de façon lapidaire l'idéologie à laquelle sont attachée les intellectuels, les petits-bourgeois, les privilégiés, les corporatistes, l'aristocratie ouvrière, les couches moyennes, bref, tous ceux qui ont remis leur sort entre les mains du capitalisme. Ils n'en ont pas forcément conscience.

Un intellectuel est forcément très intelligent, mais il peut encore évoluer, c'est tout le mal qu'on lui souhaite. Je suis plus en forme à 1h10 du matin qu'à 8 heures du matin, je ne suis pas un intellectuel et mon cerveau est un peu lent à l'allumage, l'inertie de sa classe.

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils sont compatibles ou interchangeables.

1- L'UMP et le PS "***convergent sur un grand nombre de points***", un euphémisme !

Lu dans un blog de L'Express le 10.10

- Il (l'UMP - ndr) va désormais falloir compter avec le parti de Marine Le Pen pour remporter les élections et battre la gauche. Les élections ne se gagnent plus au centre depuis que les deux grands partis, l'UMP et le PS, convergent sur un grand nombre de points. lexpress.fr 10.10

2- Allemagne: Merkel et les Verts étudient une possible alliance - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel et les Verts ont décidé de se revoir mardi afin de poursuivre des "*discussions*" sur un éventuel gouvernement commun, une hypothèse vue néanmoins avec scepticisme dans les deux camps.

Qualifiant "*les discussions*" du jour "*de très professionnelles*", le secrétaire général des chrétiens sociaux (CSU, parti frère bavarois de la CDU), Alexander Dobrindt, a également plaidé pour une nouvelle rencontre avec les Verts.

Saluant "*l'atmosphère positive et l'ambiance aimable*", le coprésident du parti des Verts, Cem Özdemir, a souligné la nécessité de se réunir de nouveau. L'autre coprésidente des Verts, Claudia Roth, a expliqué que tous les thèmes "*n'avaient pas pu être discutés jusqu'au bout*", lors de cette rencontre de plus de trois heures.

Vendredi dernier, les conservateurs avaient décidé de poursuivre leurs discussions avec les sociaux démocrates du SPD. Une deuxième réunion est prévue entre ces deux partis lundi, la veille de la rencontre avec les Verts.

Jusqu'ici, jamais au niveau national, Verts et conservateurs n'ont gouverné ensemble, même s'ils l'ont fait au niveau régional, dans la ville Etat de Hambourg (nord).

Les Verts ont déjà été aux affaires, gouvernant avec le SPD de 1998 à 2005, et ces anciens anti-militaristes avaient alors envoyé la Bundeswehr en Afghanistan.

"*Le chemin qui nous sépare des Verts est un peu plus long que celui qui nous sépare du SPD*", a d'ailleurs souligné M. Dobrindt, secrétaire général de la CSU, après la rencontre.

Quelle que soit l'issue des tractations, les députés allemands se réuniront pour leur séance constitutive le 22 octobre, soit un mois après le scrutin. Mais le gouvernement sortant restera opérationnel, sans limite de temps, jusqu'à l'entrée en fonction d'un nouvel exécutif.

Pour la CDU, "*gouverner avec des Verts à 8% (serait) bien plus agréable qu'avec un SPD à 26%*", relevait un éditorialiste sur le site web de l'hebdomadaire Der Spiegel.

Entretenir l'hypothèse d'un accord possible avec les Verts permet en tous les cas à la CDU de maintenir la pression sur le SPD et de l'empêcher d'être trop gourmand dans d'éventuelles négociations. Les Verts représentent aussi une éventuelle solution de rechange en cas d'échec. AFP 10.10

A retenir : Le SPD et les Verts ont déjà gouverné à différents échelons avec la CDU/CSU, ils sont dans le même camp, celui des ennemis des travailleurs allemands.

Un socialiste allemand veut succéder à José Manuel Barroso à Bruxelles - lefigaro.fr

La gauche a désormais un favori pour succéder l'an prochain à José Manuel Barroso: le social-démocrate allemand Martin Schulz se jette tête baissée dans la course européenne, il est l'actuel président du Parlement européen

Le suffrage universel et les élections européennes établiront, dès le mois de mai, un rapport de force politique. Mais ce sont vingt-huit chefs d'État aux intérêts divergents qui devront s'entendre sur le nom, à huis clos.

À la dimension partisane du choix viendra alors s'ajouter un solide marchandage paneuropéen...

À vingt-huit et quelle que soit la couleur politique, c'est toujours un prêt pour un rendu... lefigaro.fr 10.10

A retenir : Martin Schulz se propose de continuer la politique de José Manuel Barroso, de la même manière que le SPD a poursuivi

la politique de la CDU quand il était au pouvoir en Allemagne.

PS, EELV, PG, PCF, FdG, ces partis ou leurs dirigeants ont déjà gouverné ensemble... et avec le RPR (ex-UMP)

Pour Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, le débat avec son partenaire le Parti du gauche, sur la stratégie à adopter pour les élections municipales *"ne justifie en rien la remise en cause (...) du Front de gauche"*.

"Il y a un débat qui se concentre sur la stratégie municipales dans une partie des grandes villes de France. Nous l'assumons", explique Pierre Laurent dans une interview à l'Humanité à paraître vendredi.

"Il ne justifie en rien la remise en cause de la dynamique unitaire et absolument nécessaire du Front de gauche", ajoute le secrétaire national du PCF.

"Et encore moins des déclarations d'exclusion du Front de gauche prononcées par certains contre d'autres. Qui aurait d'ailleurs ce pouvoir?", ajoute-t-il.

Alors que les dirigeants communistes parisiens se sont exprimés majoritairement pour une alliance avec les socialistes, à Marseille, le choix d'une liste autonome avec les autres forces de Front de gauche remporte les suffrages.

Ce sont les militants communistes qui trancheront.

Le Parti de gauche a averti jeudi le PCF, son principal partenaire au sein du Front de gauche, que l'avenir de cette alliance était *"en cause"* si les communistes persistaient dans leur volonté d'union au premier tour avec le PS à Paris. AFP 10.10

Il faut **"associer"** les **"citoyens"** à la gestion du capitalisme à travers la gestion municipale, la droite en rêve !

Les communistes marseillais ont annoncé jeudi opter pour des *«listes de rassemblement populaire»* au sein du Front de gauche aux municipales à Marseille, se ralliant au Parti de gauche (PG) qui avait dit en juin souhaiter des listes autonomes par rapport au PS. Près de sept adhérents cotisants sur 10 ont participé à la consultation interne au PCF, et 92,5% des votants ont *«confirmé leur attachement au Front de gauche, leur refus des compromissions et du clientélisme»*, a précisé Jean-Marc Coppola, chef de file des communistes pour les municipales, dans un communiqué. *«Ils ont redit avec force leur volonté de contribuer à la défaite de la droite et au recul de l'extrême droite en proposant une alternative de gauche, offensive sur les contenus et exigeante sur la nécessité d'un vrai changement»*, ajoute-t-il, prônant *«la constitution de listes aux portes grandes ouvertes»* aux collectifs de citoyens, militants politiques, associatifs et syndicaux.

«Je ne vois pas de présentation par les candidats et candidates socialistes aux primaires de marqueurs de gauche, que ce soit sur le fond de leurs propositions, mais surtout dans leur démarche. Les citoyens restent pour eux des spectateurs, ils ne cherchent pas à les associer, c'est une différence fondamentale», a-t-il dit à l'AFP pour justifier son refus de l'union au premier tour avec le PS. *«Aujourd'hui on ne peut qu'être satisfait de ce choix»*, a réagi Marie Batoux, porte-parole du Parti de gauche à Marseille et membre du bureau national. Liberation.fr 10.10

Il faut croire qu'à Paris le PS a présenté des *marqueurs de gauche* !

Confirmation. Ils tiennent trop à leurs prébendes.

Igor Zamichiei, secrétaire départemental PCF, anticipant les critiques sur un *"risque d'écclatement du Front de gauche"*, a déclaré à la presse ne pas *"penser que (c'était) un risque réel"*.

Le chef de file des députés Front de gauche, André Chassaigne, a même affirmé jeudi tenir au Front de gauche comme à la *"prunelle"* de ses yeux, en justifiant les alliances PCF-PS pour les municipales par le besoin de *"rassemblement"* à gauche. AFP 10.10

Se *"rassembler"* avec le parti qui poursuit la politique de Sarkozy : Ah bas le PCF et le Front de gauche ! Ah bas la collaboration de classes !

Un fin stratège ou plutôt une manoeuvre grotesque.

"Il est évident que le PS compte sur cette manoeuvre politique pour parvenir enfin à diviser le Front de gauche et affaiblir sa lisibilité nationale en le faisant disparaître à Paris", a assuré Eric Coquerel (PG) dans son communiqué. AFP 10.10

En réalité, c'est exactement l'inverse : l'alliance avec le PS à la vertu d'apparaître comme un facteur de division à l'intérieur du Front de gauche pour contraindre ses composantes à s'entendre car aucun ne souhaite son éclatement, et une fois uni pour le meilleur et le pire, c'est le PS qui en tire bénéfice, CQFD.

Non mais attendez, ces gens-là les Coquerel et Cie. prennent les militants pour des abrutis, les leurs le sont peut-être, qu'ils les méprisent ainsi n'aurait rien d'étonnant.

Au nom de la laïcité.

1- Le gouvernement finance le sionisme

Au lendemain du lancement de la charte de la laïcité par le Ministre de l'Education Vincent Peillon, le journal Libération nous apprend que l'Etat français subventionnera à hauteur de 2 millions d'euros le Centre Européen du Judaïsme. Un cadeau qu'a confirmé Manuel Valls à la cérémonie du nouvel An Juif (Roch Hachana) sur le terrain du futur Centre Européen du Judaïsme dans le XVII de Paris.

D'une superficie de près de 5000 m², le Centre Européen du Judaïsme est projet de taille, il comprendra une synagogue, un hall d'exposition, des salles de réunion et des bureaux. Il devrait au plus tôt voir le jour à l'automne 2015. Selon la fondation du Judaïsme français, ce projet répond à manque de structure communautaires juives dans l'Ouest parisien. Plus globalement, le centre ambitionne de devenir le coeur du judaïsme en France et en Europe.

Outre les faveurs de la République française laïque, Libération indique que le conseil régional d'Ile de France participera à hauteur de 700 000 euros au projet. La mairie de Paris propriétaire du terrain a elle aussi indiqué qu'elle soutenait la construction du Centre.

Laïcité ? circulez il n'y a rien à voir. Ces mêmes qui donnent la leçon aux musulmans en tentant de limiter toute forme de visibilité de l'islam au nom de la laïcité, n'hésitent pas à subventionner des projets religieux via l'argent du contribuable. Il existe en France, des concepts derrière lesquels se cachent la classe politique pour mieux discriminer, la laïcité en fait partie. ajib.fr 20.09

Mes recherches sur Internet pour trouver l'article original de Libération sont demeurées infructueuses, apparemment ils se sont empressés de le faire disparaître, le banquier sioniste Rothschild à qui appartient ce journal appréciera.

2- Le gouvernement finance la formation d'imams.

La formation débouchant sur un diplôme universitaire de «Religion, liberté religieuse et laïcité» assurée par l'université Lyon III, l'Université Catholique de Lyon et l'IFCM est entièrement financé sur fonds publics : 83.000 euros par le biais de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), 10500 euros par l'Etat. Deux publics distincts sont concernés : les agents de l'Etat, et les imams, aumôniers et responsables associatifs musulmans.

Dans son discours, le ministre s'est un peu emmêlé les pinceaux lorsqu'il a déclaré aux dirigeants des universités et de l'ICFM présents : *«Il faut former des imams français et c'est ce que vous êtes en train de faire»*. Si c'était le cas, ce serait, pour le coup, une grave entrave à la loi interdisant à l'Etat tout financement des cultes. Libération.fr 10.10

Cadeaux aux patrons, le ministre du Budget : "**c'est plus que ces dernières années**".

- Le Medef pour créer un million d'emplois, sous conditions - Reuters

Le président du Medef se fixe pour objectif la création d'un million d'emplois nets en cinq ans en France en contrepartie d'un geste du gouvernement pour alléger la pression fiscale et réglementaire sur les entreprises.

"La mobilisation des patrons devrait être de créer de l'emploi et pour faire ça, nous avons besoin absolument de conditions fiscales, sociales, réglementaires, qui doivent aller dans le sens de cette création d'emplois", a-t-il justifié.

Dans une interview publiée jeudi dans Libération, le ministre du Budget, Bernard Cazeneuve, affirme sa volonté de passer de *"la culture de la confrontation à celle du compromis"* avec les chefs d'entreprise tout en prévenant que s'il *"a raison de tendre la main"*, le gouvernement ne doit pas *"tendre la joue"*.

"Nous nous sommes retrouvés face à des postures, chacun voit que le monde patronal est encore dans la dynamique de l'élection interne au Medef. (...) C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'être patients et persévérants", déclare-t-il.

S'il veut *"repositiver"* le monde de l'entreprise, qui *"a 80% des solutions des problèmes du pays en main"*, le gouvernement doit aussi *"avoir le courage politique d'optimiser la dépense publique du pays"*, a insisté Pierre Gattaz.

Réponse de Bernard Cazeneuve : "*Nous ferons 15 milliards d'économies en 2014. On peut penser que ce n'est pas assez, mais pas nier que c'est plus que ces dernières années*".

"*Je crois qu'il y a urgence, il y a des chefs d'entreprise qui en ont marre. Il faut écouter cette urgence, et j'espère qu'il n'y aura pas 'carton rouge', car je ne veux pas être le patron des patrons en colère*", a conclu Pierre Gattaz. Reuters 10.10

Jésuitisme et nihilisme

Le nihiliste n'est pas celui qui ne croit à rien, mais celui qui ne croit pas à ce qui est. (A. Camus, l'Homme révolté)

L'association du jésuitisme au nihilisme va plus loin encore dans la négation ou la déformation de la réalité, elle consiste à ne pas croire ou à nier les conséquences de ces qui est.

Récupération et manipulation. Un sondage qui n'a rien d'anodin. Opération sous fausse bannière lancée par l'association Voisins solidaires.

- Entreprise : aimez-vous vos collègues de bureau ? - LePoint.fr

Non, je les déteste !

- Quel est le profil du collègue le plus insupportable? - L'Expansion.com

Celui qui renifle, se racle la gorge sans arrêt, rote, pète, se met les doigts dans le pif, se gratte le cul, pue la sueur ou l'eau de Cologne à la Lavande, bouffe un sandwich au camembert à 10h, vous raconte sa vie...

- De l'art de fayoter au bureau - L'Express.fr

Arriver avant son chef ou partir le dernier, finir son boulot avant les autres et en redemander, demander à son chef s'il va bien, lui souhaiter une bonne journée ou une bonne soirée, de passer un bon week-end ou de bonnes vacances...

- Comment supporter ses collègues (même ceux qui sentent mauvais) - Francetv

On ne les supporte pas, on les subit, comme le reste d'ailleurs, on n'a pas le choix !

Mais qu'est-ce que cela peut leur foutre bordel !

Comment lisser les problèmes engendrés par la survie du capitalisme qui se traduit par la décomposition de tous les rapports dans la société, comment mieux supporter, s'adapter à cette société pour ne pas avoir envie de la remettre en cause, et surtout comment tenter de régler ses problèmes sur le plan individuel au lieu d'envisager une solution collective, comment vivre avec et s'estimer heureux parce qu'en définitif il n'existe pas de solution immédiate...

Comment rechercher en soi la solution aux problèmes sociaux produits par le capitalisme car finalement nous sommes responsables individuellement, comment vivre dans un état de culpabilité permanente... Quand vous rencontrez un problème au cours de votre vie, ne cherchez pas à l'extérieur, ne vous posez pas de questions sur la société, la réponse est en vous, vous en êtes responsable, tout comme le miséreux est responsable de son état, quelque part il l'a bien cherché, qu'il se démerde pour en tirer avantage, avec un peu d'effort et de volonté il devrait y arriver et supporter sa condition dans la bonne humeur, le bonheur est à la portée de tous qu'est-ce que vos croyez tas d'ignorants, elle n'est pas belle la société, et le monde n'est-il pas formidable, la vie est belle pour qui sait l'apprécier à sa juste valeur, amen.

C'est l'association Voisins solidaires qui avait commandé ce sondage.

Qu'est-ce que Voisins solidaires ?

Une association créée en 2007 par Atanase Périfan...

Qui est Atanase Périfan ?

Atanase Périfan, né en 1964, est adjoint, sans étiquette, au maire du 17e arrondissement de Paris, chargé de la solidarité, de la

famille et de la proximité. Il est élu depuis 1989. Il est le créateur de la Fête des voisins, qui a lieu depuis 2000 le dernier vendredi du mois de mai, ainsi que de l'association Voisins Solidaires. Il préside la Fédération européenne des solidarités de proximité.

Il fait bon vivre en France et dans l'UE.

Il a eu l'idée de la création de la Fête des voisins - Immeubles en fête en 1990 dans le 17e arrondissement de Paris en découvrant une femme âgée décédée depuis 2 mois. En 1999, il lance officiellement dans le 17e l'opération « Immeubles en Fête - la Fête des Voisins » puis en 2000 en France. En 2003, il l'étend à l'Europe avec la « Journée européenne des voisins ». En 2008, plus de 8 millions de personnes y ont participé, 1000 villes et bailleurs sociaux en ont été partenaires dans 20 pays de l'Union et 9 pays dans le reste du monde.

En mai 2005, il publie Pas de quartier pour l'indifférence : pour en finir avec la France dépressive.

Comment expliquer une telle expansion, qui l'a financé, l'Etat, l'UE, des fidèles fortunés ?

Le 10 octobre 2013, il est désigné tête de liste UMP dans le 20e arrondissement pour les élections municipales de 2014 à Paris.

Atanase Périfan est orthodoxe et sa femme catholique. Ils ont choisi de s'engager en lien avec la Communauté du Chemin Neuf.

La Communauté du Chemin Neuf est une communauté catholique à vocation œcuménique. Née d'un groupe de prière charismatique en 1973, elle compte près de 2 000 membres permanents dans 28 pays, et 12 000 personnes au service des missions de la communauté. Son principal fondateur est le père jésuite Laurent Fabre.

En 1971, le jésuite Laurent Fabre, alors séminariste, rencontre au séminaire diocésain de Lyon un étudiant jésuite américain, Mike Cawdrey, qui connaît le Renouveau charismatique américain. Celui-ci le convainc, ainsi que Bertrand Lepesant (plus tard fondateur de la Communauté du Puits de Jacob), de prendre deux jours de prière pour demander l'Esprit-Saint au Touvet. Deux jeunes protestants américains, arrivant de Taizé et partant en pèlerinage à Jérusalem, sont également invités. Lors de ce weekend, les deux Français reçoivent le Baptême dans le Saint-Esprit. À la suite de cette expérience, ils fondent un groupe de prière charismatique situé montée du Chemin Neuf .

La communauté se revendique également d'une spiritualité ignatienne qui pratique les exercices spirituels de Saint Ignace de Loyola...

Parmi ceux-ci j'ai trouvé cette prière qui relève de la lobotomie ou du lavage de cerveau, puisque le fidèle est appelé à faire don de sa volonté, de sa liberté, de sa mémoire, de tout ce qui pouvait faire de lui un homme libre et un esprit critique, il est rendu à l'état de légume et son cerveau est prêt à être formaté selon les critères des hommes d'église qu'il a en face de lui :

"Prends Seigneur et reçois toute ma liberté, ma mémoire, mon intelligence et toute ma volonté, tout ce que j'ai et possède. Tu me l'as donné: à Toi, Seigneur, je le rends. Tout est tien ; dispose-en selon ton entière volonté. Donne-moi ton amour et ta grâce. C'est assez pour moi" (source :Wikipedia)

Je ne suis pas sûr que sa volonté m'autorise à continuer, qu'est-ce que vous en pensez ? On s'en tape !

[Ce n'est pas pour rien que les USA sont le pays de la Liberté. On y a la liberté d'être pauvre et de mendier. \(Un internaute\) A condition d'avoir un permis !](#)

- Une ville américaine invente le permis de mendier - LeFigaro.fr

Dans la ville de Middle Township, aux États-Unis, demander une pièce dans la rue devient tout aussi réglementé que de pratiquer la chasse, la pêche ou de conduire un véhicule: dans cette commune du New Jersey, il faudra bientôt un permis pour pratiquer la mendicité.

À l'origine de la mesure, une augmentation des cas de mendicité agressive. Le chef de la police locale s'alarme. Il affirme ainsi recueillir de «*nombreuses plaintes de personnes suivies sur le chemin de leur voiture*» ces derniers mois par des mendiants demandant «*trois ou quatre fois de suite de l'argent*». Une situation qui, selon lui, justifie la curieuse mesure adoptée par le conseil municipal.

Le permis sera gratuit et renouvelable. Il faudra seulement en faire la demande par écrit. Chaque permis sera délivré au cas par cas après avoir été soumis à l'examen minutieux de la police municipale.

Seulement, la volonté des élus ne s'arrête pas là. Une longue liste d'interdictions est liée au projet: interdiction de mendier à moins de 30 mètres d'un distributeur de billets, de mendier aux fenêtres des véhicules, de mendier dans les transports publics ou aux

arrêts, entre 20 heures et 8 heures du matin, sur une propriété privée, à moins de 8 mètres de la sortie d'une entreprise. Elle prohibe également le fait d'arrêter les passants ou les véhicules. Les ONG ne sont pas visées par ces mesures.

L'amende, en cas d'absence de permis, s'élève à 250 dollars à la première arrestation et jusqu'à 1000 à la troisième, assortis de 30 jours de prison et de 15 jours de travail d'intérêt général. La mesure doit entrer en vigueur le 27 octobre. LeFigaro.fr 10.10

[Le "calmar géant" étouffe le monde entier.](#)

- Goldman Sachs n'a pas rompu avec sa stratégie de lobbying haut de gamme - lemonde.fr

Le recrutement par Goldman Sachs de l'ancien président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, au poste de chef des conseillers internationaux ne manquera pas de relancer la polémique sur le réseau d'influence de la banque d'affaires américaine.

En particulier, Goldman Sachs veut en finir avec l'étiquette de "*calmar géant enroulé sur le visage de l'humanité*" apposée en 2009 par Matt Taibbi, spécialiste des enquêtes au long cours du magazine américain "*Rolling Stone*", en raison de son réseau d'influence unique au monde.

Il faut dire qu'on trouve un certain nombre d'anciens de la banque américaine à la tête de la Banque centrale européenne (Mario Draghi), de la Banque d'Angleterre (Mark Carney) ou du gouvernement italien (Mario Monti entre 2011 et 2013), ou encore au sein du gouvernement britannique de David Cameron. De quoi alimenter les pires théories du complot anglo-saxon qui fourmillent sur internet.

Il y a aussi urgence à se faire pardonner l'aide apportée, en 2000, par la banque au gouvernement grec pour maquiller ses comptes, contribuant ainsi, une décennie plus tard, au torpillage de la monnaie unique.

Le capitalisme d'accès que représente le "*gouvernement Goldman*" a toutefois mangé son pain blanc. Les complicités anciennes se révèlent moins utiles face à des politiciens sensibles à l'impopularité des professionnels de la finance, tenus pour responsables des politiques d'austérité provoquées par la crise.

Le carnet d'adresses ne suffit plus sur une planète financière complexe et technique et face à une nouvelle génération d'industriels moins pétris de respect pour l'establishment financier.

Enfin, les gouvernements veillent à se tenir à l'écart des conflits d'intérêt face à l'irruption de nouveaux acteurs comme les ONG, les groupes d'actionnaires, les investisseurs institutionnels et les médias qui réclament des comptes.

Mais dans les pays émergents, les missi dominici issus de la politique comme de la haute fonction publique ont encore leur utilité. La nomination de Robert Zoellick s'inscrit dans ce cadre.

L'ancien patron de la Banque mondiale, qui fut auparavant le représentant des Etats-Unis au commerce international, a ses entrées à Pékin, à Delhi, à Brasilia ou à Moscou.

L'entregent considérable et la connaissance des coulisses des Etats lui permettent d'appeler directement les décideurs. Sa vaste expérience facilite l'obtention de mandats.

Au demeurant, Goldman Sachs n'est pas la seule à recentrer ses efforts de lobbying haut de gamme sur les pays émergents. Telle est aussi la mission de l'ex-premier ministre britannique, Tony Blair chez JP Morgan, de l'ancien ministre britannique du commerce, lord Mandelson chez Lazard, de l'ancien chancelier allemand, Gerhard Schröder chez Rothschild, ou de l'ex-patron de la BERD, Jean Lemierre chez BNP Paribas. lemonde.fr 08.10

Le Monde écrit "*De quoi alimenter les pires théories du complot anglo-saxon qui fourmillent sur internet*", qui sont parfaitement justifiés d'une part parce que Goldman Sachs le nie, d'autre part parce que tous les gouvernements et tous les partis le nient aussi, on pourrait ajouter que la population ou les travailleurs l'ignorent aussi, on est donc en droit de parler de complot contre le prolétariat mondial, contre l'humanité entière au profit de l'oligarchie financière et ses larbins de l'élite intellectuelle dont fait partie Le Monde.

ACTUALITE EN TITRES

Seul le profit compte pour eux, rien ne les arrête.

- Montebourg fait la promotion du nucléaire français en Turquie - L'Expansion.com

- La France veut doubler ses exportations vers l'Irak - AFP

Les ennemis de la démocratie.

- Jean-François Copé : "*Hollande instrumentalise le FN*" - Le Nouvel Observateur

- 53% des sympathisants UMP favorables à un accord avec le FN - 20minutes.fr

- SOS Racisme va demander l'annulation de l'arrêté «anti-bivouac» à Nice - Liberation.fr

- Roms : le Mrap va porter plainte contre Manuel Valls - LeFigaro.fr

- Les médias sociaux sont-ils un allié de la démocratie? - L'Express.fr

- Une majorité de Français opposée à la clause de conscience des maires - LePoint.fr

Résister ne suffit plus, il faut passer à l'offensive.

- La vente des machines d'une entreprise en liquidation bloquée par ses ex-employés - Liberation.fr

- Des salariés "*humiliés*", bloquent l'abattoir de Lampaul-Guimiliau - AFP

- Saint-Nazaire appelle l'Etat à la rescousse - Liberation.fr

- Manifestation des salariés du pôle presse de Lagardère Active - LeMonde.fr

- Les salariés d'Alcatel-Lucent ont bloqué une usine près d'Orléans - LeMonde.fr

Corrompus, voyous, dépravés

- Bernard Tapie soupçonné de fraude fiscale - Liberation.fr

- Michèle Alliot-Marie visée par une enquête sur des mouvements de fonds suspects - LeMonde.fr -

- Le chef du protocole du ministère de l'Intérieur mis en cause pour des pratiques sexuelles extrêmes - 20minutes.fr

La vie de château !

- Pour près de 7 millions d'euros, vivez comme le marquis de La Fayette dans votre hôtel particulier du XVIIIème - siècle Atlantico.fr

- «*Une concentration extrême du patrimoine*» - Liberation.fr

Intox

- Comment l'Etat n'a pas su empêcher que la fraude fiscale et le blanchiment ne deviennent un sport de compétition en France - Atlantico.fr

- La taxe à 75% durcie en commission à l'Assemblée - Reuters

- Bernanke, l'homme qui a permis d'éviter que 2008 ne se transforme en une réédition de la crise de 1929 - Atlantico.fr

Question incongrue !

- Dix ans de radars automatiques : la nécessité de renflouer les caisses a-t-elle pris le pas sur la sécurité routière ? - Atlantico.fr

Ils ne méritent que le mépris des femmes.

- «*Les femmes sont loin d'être irréprochables au volant*» - 20minutes.fr
- Route : les femmes envoient plus de SMS au volant que les hommes - Le Nouvel Observateur
- Femme et chef d'orchestre ? Le compositeur Bruno Mantovani n'y croit pas - LeMonde.fr
- Une «*femme du XXe siècle*» susceptible d'entrer au Panthéon ? - Liberation.fr -
- Hollande encouragé à ne faire entrer que des femmes au Panthéon - L'Express.fr
- "*Une femme du XXe siècle*", profil type pour entrer au Panthéon - LeMonde.fr
- Eva Braun, Golda Meir, Indira Gandhi, Thatcher, que des femmes admirables, pour Merkel il faudra encore attendre un peu, mais en attendant Judith de Bavière (805-843) Reine des Francs Impératrice d'Occident ou encore Gerberge de Saxe elle aussi Reine des Francs pourrait faire l'affaire, bien qu'il persiste un doute sur la date de sa mort 969 ou 984, mais bon, depuis elle est bien trépassée ! Hollande pourrait opter pour Marie-Antoinette, mais au moment de recoller la tête au tronc il faudrait qu'il crie « Vive la République ! » et ça il en serait incapable ! (Cri poussé par son bourreau, Henri Sanson, en brandissant sa tête au peuple - wikipedia)

Ne tapez pas "*femmes dictateurs dans le monde*" les moteurs de recherche vous sortiront uniquement la listes des "*femmes de dictateurs*", la femme dictateur, dominatrice n'existe pas.

Barbarie

- Etats-Unis: Des condamnés à mort exécutés avec des anesthésiants pour animaux - 20minutes.fr Les Etats américains, confrontés à une pénurie de barbituriques pour conduire leurs exécutions, n'ont d'autre choix que de se tourner vers des produits non homologués, au grand dam des prisonniers qui craignent de mourir dans des souffrances atroces.

Deux hommes ont été exécutés mercredi au Texas et en Arizona, par l'injection à dose létale d'un anesthésiant pour animaux, qui avait été fabriqué par un préparateur en pharmacie non agréé au niveau fédéral. Les deux condamnés avaient sans succès porté l'affaire en justice -jusque devant la Cour suprême pour l'un d'entre eux- arguant que la préparation n'avait été ni testée ni approuvée et qu'elle risquait de leur faire subir un «*châtiment cruel*» interdit par la Constitution.

- Les rebelles syriens ont exécuté 67 civils de la confession d'Al-Assad, selon HRW - AFP
- Pakistan: au moins 9 morts et plus de 60 blessés dans des attentats - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Le numéro 2 du Pentagone démissionne - lemonde.fr

Le numéro deux du Pentagone, Ashton Carter, a démissionné de son poste, a annoncé jeudi 10 octobre le secrétaire à la défense Chuck Hagel.

M. Carter devait rester à son poste encore deux mois pour aider le Pentagone pendant la paralysie des administrations centrales, faute d'accord budgétaire au Congrès. Il occupait ce poste depuis octobre 2011, et a donc également servi le prédécesseur de M. Hagel, Leon Panetta, sous l'autorité duquel il disposait de davantage d'autonomie, ont rapporté certains médias. M. Carter avait même figuré sur une liste de potentiels secrétaires à la défense pour succéder à M. Panetta.

Mais M. Hagel a davantage de mainmise sur les dossiers et avait défini de manière plus limitée le rôle de M. Carter, qui était limité au budget de la défense, selon d'anciens responsables et la revue Foreign Policy.

Avant ce poste, M. Carter travaillait comme premier acheteur d'armes en tant que secrétaire adjoint chargé des acquisitions, de la technologie et de la logistique, supervisant un projet d'achat d'armements lourds pour l'Afghanistan.

Ancien professeur à Harvard, diplômé d'un doctorat en physique théorique à l'université d'Oxford, M. Carter a déjà travaillé au Pentagone sous le président Bill Clinton dans les années 1990 et est considéré comme un expert en contrôle des armes. *"Il possède une connaissance inégalée de chaque facette des entreprises de défense en Amérique, pour avoir travaillé directement et indirectement pour onze secrétaires à la défense"*, a précisé M. Hagel. lemonde.fr 11.10

2- Israël

-Israël *"au seuil de frappes aériennes contre l'Iran"*.

Selon le journal World Tribune, Netanyahu serait au seuil de déclencher une offensive aérienne de vaste envergure contre l'Iran. Le journal qui cite le centre d'études politiques aux Etats-Unis, mentionne le nom de Gate Astun, l'un de ses analystes pour affirmer que *"l'insistance mise par Netanyahu sur une action armée contre l'Iran rend plus plausible la possibilité que ces attaques aient lieu tout prochainement"*. *"Pour lancer ses frappes, les israéliens viennent de recevoir des américains, des missiles balistiques, des F15 et F16, des dispositifs de cyberguerre"*.

Le journal dont des extraits sont largement repris par Al Arabiya poursuit : *"la rencontre Iran/5+1 qui aura lieu les 15 et 16 octobre, sera la dernière chance pour l'Iran en vue de parvenir à un accord avec l'Occident sur son nucléaire car Israël est déterminé à empêcher par tous les moyens possibles l'Iran d'accéder à la bombe atomique"*. Le journal cite aussi un autre analyste militaire israélien Jacov qui souligne la panique de Netanyahu : *"Netanyahu sait que Washington cherche à alléger les sanctions contre l'Iran et il sait aussi que les iraniens se sont engagés idéologiquement et religieusement à détruire Israël"*.

Les analystes politiques estiment que ces informations visent surtout à faire fléchir l'Iran au seuil de nouvelles négociations nucléaires et à aplanir le terrain à ce que Téhéran jette du lest. dans ce même sens, certains commentateurs soulignent que Netanyahu, secoué par la perspective d'un rapprochement Iran/Etats-Unis, croit que le seul moyen de saper une telle entente serait celui d'attaquer l'Iran. C'est seulement à ce prix qu'il réussirait à liguer les Etats-Unis sur Israël et à empêcher une entente. mardi le secrétaire à la défense Chuck Hagel a réaffirmé que son pays n'autorisera jamais l'Iran à avoir sa bombe atomique. french.trib.10.10

SOCIAL

1- France

Grand Paris : la facture sera salée pour les usagers - lefigaro.fr

2,42 euros. C'est le prix qu'il faudra payer en 2025 pour un ticket de métro, selon les nouvelles dispositions proposées mardi en conseil régional. Pour financer les travaux du Grand Paris, une augmentation des tarifs des transports publics est à l'étude, selon . A raison de 3% par an pendant 12 ans, cela représente une hausse globale de... 42%!

Il faudrait ainsi déboursier 161,40€ en 2025 pour avoir accès aux cinq zones du passe Navigo, qui coûte aujourd'hui 113,20€. Et 92,82€ pour seulement deux zones, contre 65,10€ à l'heure actuelle. La facture sera même encore alourdie par la hausse de la TVA sur les transports, qui passera de 7 à 10% au 1er janvier prochain.

Une possible hausse des tarifs a été confirmée à demi-mots par le Syndicat des transports d'Île-de-France (Stif), qui définit les tarifs des différents moyens de transport franciliens et les programmes d'investissement. Les chiffres évoqués par Le Parisien-Aujourd'hui en France *«ne sont pas forcément faux»*, révèle le syndicat. Ils font partie des scénarii envisagés au cours du débat d'orientation budgétaire qui s'est ouvert mercredi. *«Mais rien n'est décidé»*, prévient-il. Les tarifs définitifs ne seront connus qu'après le vote du conseil d'administration qui aura lieu en décembre.

Le Grand Paris comprend notamment un supermétro qui doit desservir 72 nouvelles gares autour de la capitale. Estimé à 26 milliards d'euros, le projet représente 4,5 milliards d'investissements pour le Stif. La fixation des tarifs est réalisée *«dans un souci de développement de l'offre afin d'améliorer la qualité du service, souligne encore le Stif. C'est pourquoi nous avons besoin de ressources.»* lefigaro.fr 10.10

2- Grèce

Le chômage a atteint 27,6% de la population active en juillet. Quant à la production industrielle, elle a chuté de 7,2% en août, son quatrième mois consécutif de repli.

Chez les jeunes Grecs, le taux de chômage atteint 55,1%. Reuters 10.10

3- Madagascar

Quatre millions d'habitants des zones rurales de Madagascar sont en situation d'insécurité alimentaire suite à la récolte réduite de riz de cette année, ont mis en garde mercredi deux agences spécialisées de l'ONU.

"La production de riz, l'aliment de base, et de maïs a souffert de conditions météorologiques capricieuses et d'une invasion de criquets. L'insécurité alimentaire risque de toucher 9,6 millions d'autres personnes", estiment l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un rapport conjoint.

Ce document attribue la mauvaise campagne agricole à plusieurs facteurs: des conditions météorologiques irrégulières l'an dernier, des cyclones en début d'année qui ont causé des inondations, suivis d'une période de faible pluviosité.

Le rapport mentionne également les dégâts provoqués par une invasion acridienne qui a eu le double effet de provoquer des dégâts aux cultures et de dissuader les agriculteurs de semer, selon les deux agences spécialisées qui ont leurs sièges respectifs à Rome.

La production rizicole a fléchi de 21% cette année, selon leurs chiffres, ce qui entraînera un déficit national de riz de 240. 000 tonnes. Quant à la production de maïs de 2013, elle ne saura satisfaire les besoins intérieurs et on estime à 28. 000 tonnes les besoins d'importation pour combler le déficit, ajoutent les deux agences, qui ont effectué une mission sur l'île.

Un programme triennal de lutte antiacridienne, mis en oeuvre par la FAO et le gouvernement malgache, a démarré sur l'île fin septembre avec des opérations aériennes visant à identifier et localiser les populations de criquets. Les traitements devraient débuter d'ici fin octobre sur plus de deux millions d'hectares de terres infestées.

"La nourriture est la principale dépense d'environ un tiers des ménages qui y consacrent jusqu'à 75% de leur budget", précise le rapport FAO-PAM.

Les difficultés actuelles de Madagascar traduisent des années de déclin économique, l'aggravation de la pauvreté, des services publics limités et une série de catastrophes naturelles qui ont pesé sur les moyens d'existence et les stratégies d'adaptation des habitants, selon les deux agences.

Dans ce contexte, le PAM et la FAO fournissent une aide alimentaire aux catégories les plus vulnérables, ciblée sur les besoins particuliers des enfants et des femmes enceintes ou allaitantes. french.trib.ir 09.10

Haut de page ↗

Le 12 octobre 2013

CAUSERIE

Samedi 1h41.

J'ai ajouté 31 nouveaux articles et j'ai corrigé 4 liens erronés dans les articles d'octobre.

Samedi 22h35. Le boulot est terminé.

Depuis que j'ai arrêté le pétard (un minuscule stick en réalité pour me détendre et mieux dormir) en décembre, j'ai gagné en énergie. Depuis 15 jours que j'ai complètement arrêté l'alcool, je redouble d'énergie, et si je ne traînais pas cette vieille fatigue derrière moi je crois bien qu'on pourrait passer au double turbo, c'est génial !

Je n'y croyais pas pour tout vous dire, on est con parfois, je n'ai pas un complexe d'infériorité, mais connaissant mes faiblesses et mes lacunes je pensais les combler par des ersatz, je ne pensais pas que j'avais les qualités pour me débrouiller sans rien, bon cela ne va pas chier loin ce que je fais, ce ne sont pas mes détracteurs qui diront le contraire, eux font cent fois pire, mais à

la différence de moi ils en sont satisfaits, alors je ne suis jamais satisfait de mon boulot ou pas totalement, on ne peut pas être exigeant envers les autres sans l'être soi-même où alors on est un charlot, un branleur, il est tard alors je me lâche un peu.

C'est difficile de penser qu'on est capable de quelque chose, surtout quand on ne bosse pas. Si parfois je peux passer pour prétentieux, c'est bien mal me connaître et me comprendre, en réalité pas du tout, c'est plutôt l'inverse, je me sous-estime en permanence, et quand j'avance c'est parce que je suis pris dans un processus qui me porte à aller de l'avant, car si cela ne tenait qu'à moi je ferais du sur-place, ce n'est pas que je suis incapable de prendre une décision mais je suis rarement sûr que c'est la bonne.

J'ai beaucoup bougé dans ma vie, mais en réalité j'étais voué à passer ma vie et à travailler au même endroit sans que cela ne me pose un problème, je suis hyper casanier et je n'avais pas du tout l'âme d'un voyageur, j'ai déménagé environ 25 fois, bossé dans 45 boîtes et j'ai atterri en Inde, j'ai fait tout le contraire de ce pourquoi j'étais fait, c'est curieux quand même, ce n'est pas une question existentialiste puisque je peux très bien expliquer pourquoi les choses se sont pas de la sorte, au-delà de ma volonté, j'ai plutôt subi ce qui m'est arrivé, la part de décision est infime dans ce qui m'est arrivé, mais parfois déterminante, et c'est là que sans le vouloir je dois avouer que j'ai eu du bol, cela me dépasse, ce qui m'incite d'ailleurs à être extrêmement modeste.

Je pense que le simple fait de se poser un tas de questions sur tout ce qui nous arrive constitue un enseignement d'une qualité irremplaçable, c'est peut-être cela la véritable école de la vie, la meilleure, à condition d'être honnête avec soi-même, on ne l'est pas toujours, mais on doit s'efforcer de s'améliorer sur ce côté-là aussi.

S'il devait y avoir une morale à cette histoire, elle serait diamétralement opposée à celle des croyants qui se délestent de leur volonté pour la remettre entre les mains d'un dieu. Moi je la mets au service des expériences que je suis amené à vivre, ce qui me permet d'accroître mon niveau de conscience, et ce qui est extraordinaire ou paradoxal, c'est que je n'en ai pas conscience sur le coup, mais plus tard, il y a un décalage. En réalité ce qui se passe, c'est que lorsqu'on prend une décision ou une nouvelle direction qui le plus souvent nous est plus ou moins imposée, on ne se rend compte des conséquences qu'elle a sur notre vie ou la manière dont on la vit au fil du temps qu'au bout d'un certain temps. Il y a bien prise de conscience parce qu'on continue de se poser des questions mais on n'est pas en permanence en train de s'interroger sur notre comportement ou notre état d'esprit, on ne passe pas notre temps à s'observer, c'est quand on prend le temps de se poser ou qu'on fait le point de la situation, qu'on réfléchit à sa vie qu'on prend conscience du chemin parcouru et comment on l'a vécu, on peut renouveler l'expérience à intervalles réguliers et rapprochés, c'est une bonne méthode pour progresser pas à pas et ne pas s'égarer, la vie est pleine d'embûches si on n'y prend pas garde.

C'est une bonne méthode à condition de ne pas en abuser et de ne pas rester bloquer sur soi. La vraie vie se déroule dans la société, au contact des autres, de la nature. C'est cet échange permanent qui nourrit et enrichit notre expérience, on n'apprend pas à se connaître en se regardant le nombril, mais en observant les réactions qu'on a au contact du monde extérieur, sinon on se coupe de la réalité et on peut sombrer dans la folie.

Dans une vidéo consacrée à une communauté créée par des étrangers en 1973, Auroville, inspirée par un philosophe indien sri Aurobindo et fondée par une de ses disciples française qui se faisait appelée la Mère, une sorte d'illuminée baba cool des années 68 qu'ils ont fini par déifier littéralement, c'est à une encablure de chez moi, dans cette vidéo un Indien a répondu à une question d'un journaliste qu'Aurobindo valait mieux que Marx parce qu'il fallait commencer par changer les hommes et non la société, parce que les problèmes auxquels étaient confrontés les hommes étaient en eux et non à l'extérieur, en réalité le problème est le rapport qu'entretiennent les hommes à la société et qui se trouve être faussé du fait de leur ignorance ou inconscience.

Le journaliste lui a fait remarquer que cela risquait de prendre beaucoup de temps au regard de la population mondiale. Cet Indien lui a répondu que ce n'était pas un problème puisque l'homme existe depuis des millions d'années. En observant son cadre de vie cossu, on pouvait immédiatement en déduire qu'il n'était pas vraiment dans le besoin et qu'il pouvait tranquillement attendre la fin de sa vie, alors que ce n'est pas le cas de centaines de millions d'Indiens qui quotidiennement se demandent comment ils vont pourvoir à leurs besoins et ceux de leurs familles.

Il a convenu tout de même que ce serait mieux si on pouvait s'arranger pour changer à la fois l'homme et la société. Si j'avais été en face de lui je lui aurais dit qu'en changeant la société c'était la vie de centaines de millions d'hommes qui pouvaient changer dans un laps de temps très court et ainsi abrégé leurs souffrances, tandis qu'avec sa méthode ils n'en verraient jamais le bout, d'où la supériorité incontestable du marxisme, du socialisme et du communisme.

Je suis en forme, non ? Le combat continue, c'est le boulot de toute une vie, Freud ou Marx, au choix ou ensemble.

[Les Pays-Bas sont omniprésents, mais aussi discrets qu'un banquier.](#)

J'ai mis en ligne la liste des participants aux réunions du groupe Bilderberg de 2006 à 2009, je vous conseille vivement de les télécharger ainsi que les listes des dernières années et d'y jeter un oeil attentif, vous ferez des découvertes intéressantes et plus encore.

Si vous n'avez pas de temps à y consacrer, télécharger uniquement celle de 2009, la liste de ses participants est stupéfiante et au combien révélateur de la nature du groupe Bilderberg né en 1954 aux Pays-Bas, un pays minuscule, à peine plus important que la Suisse, un micro-Etat comme le Luxembourg ou le Qatar par exemple.

La liste de 2009 fourmillait de têtes couronnées, de présidents d'institutions, d'ex-chefs d'Etat ou d'anciens ministres, mais aussi de ministres en poste, de parlementaires en fonction, oui, c'est cela le plus extraordinaire dans cette liste, on peut ajouter des chefs de partis et bien sûr des banquiers et des dirigeants de multinationales, de médias, des industriels. Franchement quand j'ai observé cette liste pour la première fois j'ai été stupéfait, je me suis dit : voilà le gouvernement mondial il existe, tu l'as sous les yeux. On y reviendra dès que j'en trouverai le temps.

En attendant, un oeil sur les Pays-Bas qui abrite l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC) qui vient de recevoir le prix Nobel de la Paix et qui abrite un nombre incroyable d'organisations internationales de premier plan que ne peut pas justifier son poids économique ou sa puissance militaire. Commençons par la liste des participants hollandais aux réunions du groupe Bilderberg entre 2006 et 2009, certains sont des piliers de cette institution opaque.

Bilderberg 2006

NL, Netherlands, H.M. the Queen of The
NL, Halberstadt, Victor – Professor of Economics, Leiden University; Former Honorary Secretary General of Bilderberg Meetings
NL, Kleisterlee, Gerard J. – President and CEO, Royal Philips Electronics
NL, Verhagen, Maxime J.M. – Parliamentary Leader, Christian Democratic Appeal (CDA)
NL, Wellink, A.H.E.M. – President, De Nederlandsche Bank

Bilderberg 2007

Queen Beatrix Reine des Pays-Bas
Prince Bernhard Co-fondateur du Groupe de Bilderberg, ancien officier SS
Victor Halberstadt Professeur d'économie à l'université de Leiden (Pays-Bas) et ex secrétaire général des meetings du Bilderberg
John Kerr of Kinlochard Président de Royal Dutch Shell plc (the Netherlands)

Bilderberg 2008

NLD Orange, H.R.H. the Prince of
NLD Balkenende, Jan Peter Prime Minister
NLD Timmermans, Frans Minister of European Affairs
NLD Goddijn, Harold CEO, TomTom
NLD Halberstadt, Victor Professor of Economics, Leiden University; Former Honorary Secretary General of Bilderberg Meetings

Bilderberg 2009

Beatrix - reine des Pays-Bas
Ernst Hirsch Ballin - ministre de la Justice des Pays-Bas
Gerardus Johannes Wijers - ex-ministre de l'économie des Pays-Bas
Victor Halberstadt - professeur de sciences économiques Université de Leiden
Jeroen van der Veer - président de Royal Dutch Shell

Les organisations internationales

Conférence de La Haye de droit international privé (Hcch)
Cour Internationale de Justice (CIJ)
Cour Permanente d'Arbitrage (CPA)
Cour Pénale Internationale (CPI)
Tribunal Pénal International pour l'Ex-Yougoslavie
Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL)
Tribunal des Réclamations Iran / Etats-Unis
La Cour spéciale pour la Sierra Leone,
Agence des C3 de l'OTAN
Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT)
Europol Europol Headquarters, The Hague, Netherlands
Agence Spatiale Européenne (ESA/ESTEC), à Noordwijk
Académie de droit international de La Haye
Conférence de La Haye de droit international privé, l'Office européen des Brevets

Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques

La Coalition académique de La Haye (« Academic Coalition of The Hague ») : l'institut Grotius -qui dépend de l'Université de Leiden, l'institut Asser, la Fondation Carnegie, l'Institut des Etudes Sociales, l'institut Clingendael et, depuis 2005, l'Institut de La Haye pour l'internationalisation du droit. En 2011, s'est en outre créé l'Institut pour la Justice Globale.

Edifiant n'est-ce pas ?

Pourquoi ? Parce que c'est une monarchie ? Parce que les monarchies sont liées aux banquiers anglo-saxons-sionistes ? Par quels liens au juste ? Idéologiques. A garder en mémoire pour la suite.

Parole d'internaute.

(Commentaires suite à un article du journal Le Monde qui rendait compte de nouveaux actes barbares monstrueux commis par les mercenaires djihadistes qui massacrent la population civiles hommes, femmes et enfants en Syrie... et soutenu par Hollande-Fabius et Le Drian, notamment.)

1- "Ces faits sont connus depuis longtemps. Leur dénonciation par la courroie de transmission HRW indique simplement le changement de position des USA qui lâchent la rébellion."

Correct.

2- "Ceux qui s'intéressent vraiment au conflit syrien savent depuis longtemps que la barbarie des rebelles est sans commune mesure avec la violence de l'armée qui les combat. L'armée est encadrée et assez disciplinée, la rébellion veut le djihad mondial, dont la Syrie n'est qu'une étape. Les fous d'Allah qui la composent sont animés d'une haine mystique de tout ce qui n'est pas eux. C'est une force obscurantiste et génocidaire, soutenue par la France."

Correct.

3- "Devant ces massacres, les commanditaires devront rendre des comptes puisqu'il s'agissait visiblement d'une action planifiée d'épuration ethnique de la part des combattants de la liberté. Ces commanditaires se trouvent dans les pays gérontocrates du Golfe mais on peut aussi trouver les responsables dans nos propres capitales occidentales. "

Hollande et Fabius par exemple, notamment.

4- "Le Monde devient un journal d'information sur le conflit en Syrie et non plus un journal de propagande au service de Qatar et du Quai d'Orsay, ce qu'il était depuis plus de deux ans ; il faudrait que la rédaction s'explique sur cette falsification volontaire des événements alors que la réalité était aisée à connaître et à vérifier."

Vous rêvez éveillé, ces gens-là se comportent comme les ploutocrates du Golfe, de Washington ou Tel-Aviv ou encore de la Fed, ils n'ont de compte à rendre à personne.

5- "Le Monde déconne, ou plutôt il masque l'information dans un sens partisan (seul Bachar Al Assad a commis des crimes contre l'humanité bien sûr !) "

Non, vous croyez, Le Monde ?

6- "Question : est-ce que les gouvernants Français qui ont soutenu et continuent de soutenir les rebelles, seront accusés de complicité de crimes contre l'humanité ? Non, je plaisante !"

Même les dirigeants du NPA !

INFOS SUR LA SYRIE ET LA RÉGION

Lettre de l'émir du Qatar à Assad.

C'est sans doute un tournant !!selon les sources palestiniennes, l'un des membres du comité central du Fatah a rencontré il y a quelques jours le président syrien pour lui remettre le message du nouvel émir du Qatar Tamim c'est le journal AsSafir qui fait l'écho de cette rencontre pendant laquelle Abbas Zaki s'est entretenu avec Bachar Assad tout en lui transmettant le message de Tamim.

Dans son message, l'emir, mis à côté dans le dossier syrien par les Etats Unis qui ont préféré "*déléguer leurs pouvoirs* " aux saoudiens demandent à ce que les relations soient améliorées avec Damas. la rencontre qui a eu lieu le 7 octobre n'avait, selon AsSafir aucun rapport avec les conditions des palestiniens de Ramallah ou des réfugiés palestiniens de Syrie et était exclusivement consacrée aux relations Qatar/Syrie. Toujours à en croire Assafir l'emir Tamim avait rencontré Mahmoud Abbas au mois d'août dernier et lui avait demandé de tenter une reprise des liens auprès de Damas. Tamim aurait demandé à Abbas de dire à Assad que la politique étrangère du qatar avait changé de nature et que l'émirat adopterait pour une approche différente en Syrie qui se mettrait peu à peu sur place. french.trib.ir 11.10

Le renseignement turc infiltré de pro Assad?

Un tribunal en Turquie a condamné à des peines de prison un certain nombre d'agents de renseignement turcs qu'il a reconnu coupables d'avoir livré le général déserteur Hossein Harmoush, fondateur de l'ASL aux autorités syriennes.

Ces agents ont remis en août 2011 le général en question à Damas et ils écotent aujourd'hui jusqu'à de 20 ans de prison. Il s'agit de sept personnes qui selon le tribunal ont livré le militaire en échange de grosses sommes d'argent . le général a été arrêté en 2011 alors qu'il visitait un camp de réfugiés syriens sur les frontières turco syriennes. Le fait que le verdict soit rendu public à présent est bien significatif. Certaines informations font état de la présence d'un nombre de plus en plus grand des partisans d'Assad au sein du renseignement turc. french.trib.ir 11.10

Le chef "*français* " de l'EIL tué à Alep.

L'armée nationale syrienne a pris pour cible de ses attaques cinglantes les repaires des terroristes de l'Etat islamique en Irak et au levant à Al Safira d'Alep tuant entre autre le chef "*français*" des terroristes qaidistes, surnommé Abou al Ghagha al Fransi. Selon Al Alam ce ressortissant français à été tué dans de violents combats dans la localité stratégique de Al Khanasser à rif d'Alep.

Les affrontements se poursuivent à rif de Damas, sur l'axe Zalka et les positions terroristes sont copieusement pilonnées. Les soldats de l'armée nationale ont pris le contrôle du pont stratégique de Zamalka et non loin de Al Sanaviyah à Harssata, des dizaines de miliciens ont été tués. A Zamalka, les soldats continuent à progresser surtout vers Douma à rif de Damas. Les unités de l'armée à Alep mènent la vie dure à l'EIL et la saignée est grave dans les rangs des qaidistes. A Homs à Al Rastan, les terroristes ont été attaqués sur la route Moshrafa Tabiliseh . Les terroristes ont tiré des roquettes contre la cité Al Ansheaat provoquant la roposte de l'armée syrienne french.trib.ir 11.10

Les USA supprime l'armée israélienne de la liste des 10 premières armées du monde

Les Etats Unis viennent de supprimer l'armée israélienne de la liste des 10 armées les plus puissantes du monde! Globale Fire Power qui classifie chaque année les meilleures armées du monde ne mentionne pas dans son classement de 2013 l'armée israélienne tandis qu'il accorde la première place à l'armée égyptienne parmi les armées arabes.

Selon ce classement, l'armée US est placée en haut du peloton et viennent ensuite les armées, russe, chinoise, indienne, britannique, française, allemande, sud coréenne, italienne et brésilienne. le 11 rang est occupé par la Turquie, le 12eme par Le Pakistan et c'est seulement au treizième rang que se situe l'armée israélienne. french.trib.ir 11.10

La réaction se montre sous son vrai jour.

Pauvres cons, vous voyez où cela vous a mené de vous révolter, de vous soulever, de revendiquer une vie meilleure et de vous attaquer aux inégalités et aux injustices, de réclamer de nouveaux droits, vous allez en baver encore plus...

C'est un torchon du capitalisme financier dont le cynisme est sans limite qui vous le dit, vous feriez mieux d'accepter sans broncher le sort misérable qu'on vous a réservé, les curés ajouteraient parce que le bonheur est en vous-même. Et pour vous en sortir les banquiers de HSBC vous proposent avec une pointe d'ironie d'accepter une réduction de votre salaire et la suppression des subventions que l'Etat vous verse en échange d'un emploi... d'esclave !

A vous de choisir, ils veulent faire votre bonheur, tandis que vous vous acharnez à faire votre malheur en vous révoltant, pauvres bougres, vous ne méritez pas mieux...

- Le Printemps arabe, une révolution à 800 milliards de dollars - Slate.fr

«Dans son rapport de recherche, HSBC prédisait qu'à la fin de l'année 2014, le produit intérieur brut des sept pays les plus touchés -Egypte, Tunisie, Libye, Syrie, Jordanie, Liban et Bahreïn- sera de 35% inférieur à ce qu'il aurait été si les révoltes de 2011 n'avaient pas eu lieu.»

Comme le souligne le blog Beyond BRICs du Financial Times, le choix des pays est quelque peu étonnant. La Jordanie est relativement stable par rapport au Yémen par exemple. Pourquoi la Jordanie et pas le Maroc ou l'Algérie par exemple. Pourquoi pas les pays du Golfe qui ont dépensé des milliards pour faire en sorte que leurs populations ne se soulèvent? Beyond BRICs écrit:

«Les dégâts pour le monde arabe ne concernent pas simplement le PIB. Le chômage est resté haut en Tunisie et en Egypte, une situation assez ironique quand on sait que le niveau élevé du chômage a été présenté comme une des causes de la révolution dans ces deux pays. En Egypte, le chômage, qui était autour de 9% de 2007 à 2010, est de 13% au premier trimestre de cette année.»

HSBC écrit dans son rapport: *«La faible croissance économique et la perturbation des mécanismes de collecte des impôts ont pesé lourdement sur les recettes, tandis que les coûts croissants de couverture de la dette et l'augmentation des dépenses sur les subventions et les salaires ont fait monter le total des dépenses.»* Slate.fr 11.10

En fait, ces banquiers pleurent sur les dizaines milliards de dollars que ces révoltes ou mouvements révolutionnaires leur ont coûtés.

ACTUALITÉ DU JOUR

AUTOCRATIE. LA RÉACTION MONDIALE S'OCTROIE DEUX PRIX OU LA CONSÉCRATION D'UNE DOUBLE IMPOSTURE.

Syrie et prix Nobel de la paix : Pyromanes et pompiers.

- Le Nobel de la paix à l'OIAC, pour être sûr de ne pas se tromper - Slate.fr
- Prix Nobel de la paix à l'OIAC : "Un retour à l'esprit Nobel" - Francetv info
- L'OIAC, discret lobby de la paix - LeFigaro.fr

Le choix du comité Nobel, a souligné son président Thorbjörn Jagland, est un moyen d'inviter les détenteurs de gros stocks d'armes chimiques tels que les Etats-Unis et la Russie à les détruire, "en particulier quand ils demandent à d'autres, comme la Syrie, de le faire".

"Nous avons maintenant l'occasion de nous débarrasser de toutes les catégories d'armes de destruction massive (...) Y parvenir serait un grand événement historique", a-t-il ajouté.

L'OIAC, dont le siège est à La Haye, a été fondée en 1997 avec pour mission d'éliminer tous les arsenaux chimiques de la planète. Elle emploie un demi-millier de personnes et dispose d'un budget annuel inférieur à 100 millions de dollars.

Selon son directeur général, 80% des stocks d'armes chimiques placées sous le contrôle de l'OIAC, à l'exception de l'arsenal syrien, ont été détruits. Reuters 11.10

En complément.

Hollande : le Nobel est une "consécration" pour l'action de la France en Syrie - LePoint.fr

La Syrie est quasiment détruite, cela méritait bien une "consécration"...

- À Paris, le président François Hollande a adressé ses félicitations à l'OIAC et rappelé que la Convention internationale sur les armes chimiques qu'elle est chargée d'appliquer a été signée en 1993 dans la capitale française.

"Je souhaite que cette distinction la renforce dans sa mission pour l'élimination complète et définitive des armes chimiques dans le monde entier", dit-il dans un communiqué. Reuters 11.10

Un internaute du Figaro a bien résumé l'état d'esprit ambiant, celui que partage la droite et la gauche, qu'ils s'acharnent à imposer aux travailleurs.

- "L'ONU et ses diverses manifestations (UNICEF, UNESCO, OMS etc...) est la plus grande œuvre que l'humanité ait engendré pour tenter de contrer les travers propres aux humains. oui certaines maladies ont été éradiquées, d'autres sont en voie de l'être, oui, des guerres ont eu lieu mais elles ont été moins meurtrières que les conflits qui ont eu lieu auparavant. C'est loin d'être parfait, parce que c'est une œuvre titanesque. C'est trop facile de critiquer toujours tout. cette organisation mérite son prix. Le monde est moche oui, mais il serait encore bien davantage sans l'ONU."

Apparemment ce monsieur ne sait pas que l'ONU a soutenu toutes les guerres impérialistes depuis sa création, il ne se rend pas compte non plus à quel point le vieux monde peut être injuste, infâme, cruel, barbare. Il n'a pas dû être confronté aux multiples difficultés et aux terribles souffrances qu'endurent plusieurs milliards d'hommes, femmes et enfants quotidiennement dans le monde.

L'ONU est une création des banquiers anglo-saxons-sionistes qui oeuvrent, en secret, au bien-être de l'humanité, c'est bien connu, qu'est-ce qu'on est con de ne pas nous en apercevoir chaque jour en prenant des nouvelles du vieux monde.

Un autre internaute du Figaro a été plus perspicace ou lucide

- "Mais inutile de s'étendre sur les prix Nobel qui ne sont que des certificats de bien pensance participant au lavage de cerveau ambiant à coup de politiquement correct et de droit de l'homme. Le comité Nobel serait réellement préoccupé par la paix et non par la propagande, il retirerait son prix à Obama."

Prix Sakharov. Les talibans : leur créature barbare.

Mise en scène grotesque. Comment instrumentaliser les victimes de leurs créatures monstrueuses pour justifier leur guerre à tous les peuples.

- Malala Yousafzaï reçoit le prix Sakharov - Liberation.fr

La Pakistanaise Malala Yousafzaï a été couronnée jeudi du prix Sakharov à seulement 16 ans.

Depuis janvier 2009, cette jeune Pakistanaise alimente un blog publié sur le site de la BBC en ourdou, la langue nationale. Sous le pseudonyme de Gul Makai, elle y décrit le climat de peur régnant dans sa vallée où les talibans empêchent les jeunes filles d'aller à l'école.

L'adolescente publie cette semaine son autobiographie Moi, Malala, best seller annoncé traduit dans plus de cinq langues.

Malala Yousafzaï, qui se destine à une carrière politique, est désormais la grande favorite pour le prix Nobel de la paix décerné demain. Les talibans ont réagi à cette récompense, affirmant qu'elle «n'a rien fait» pour mériter le prix Sakharov. Liberation.fr 10.10

La ficelle était un peu grosse.

A mesure que Malala était statufiée en icône en Occident, célébrée par le show-business (Madonna, Angelina Jolie) ou des poids lourds politiques (Hillary Clinton, Gordon Brown), une certaine perplexité a commencé à poindre au Pakistan. Et le doute s'est insinué. Les tenants de la théorie du complot – un sport national au Pakistan – sont alors passés à l'offensive.

Pourquoi l'Occident se prend-il de passion pour cette jeune Pakistanaise ? Et pourquoi Malala se tait-elle sur les enfants victimes des drones américains frappant chaque semaine les zones pachtounes frontalières de l'Afghanistan ? Il n'en fallait pas davantage pour que la jeune fille se fasse accuser d'être une "agente américaine", manipulée pour servir les funestes desseins de l'Occident contre les musulmans en général et le Pakistan nucléaire en particulier. Lemonde.fr 11.10

La méthode de la CIA.

Ils fabriquent un monstre, les talibans (ou Al-Qaïda) qui produit des crimes épouvantables, qu'ils manipulent ou dont ils perdent en partie le contrôle, ce qui les arrange bien pendant un temps avant de l'éliminer si nécessaire, qu'ils dénoncent ensuite, ce qui sert à couvrir leurs arrières, à se présenter comme des défenseurs de la démocratie au côté de leurs victimes, et à nier la théorie du complot dont les accusent ceux qui n'ont pas compris l'ensemble du mécanisme qui en réalité est rudimentaire et relève de la provocation, mais qui peut s'avérer plus complexe quand s'y mêlent des agents infiltrés ou recrutés sur place à l'insu des autres membres de leurs organisations.

Les Américains et les Britanniques se sont servis de Malala contre les talibans qui est leur créature, effectivement ils la manipulent, rien ne les arrête, de sorte qu'on ne les accuse pas d'en être les complices et qu'ils puissent poursuivre leur

guerre planétaire "*contre le terrorisme*", c'est élémentaire en somme.

Un coup médiatique un peu trop tapageur qui risquait de mettre en péril leur stratégie.

- Pourquoi le Nobel a préféré l'obscur OIAC à la médiatique Malala - Rue 89 Le Nouvel Observateur

Malala et les bons sentiments occidentaux. (C'est le Nouvel Observateur qui le dit - ndlr)

La communication de Malala est en effet assurée, comme le faisait observer il y a quelques jours le Globe and Mail de Toronto, l'un des rares journaux à le souligner, par la société internationale de relations publiques Edelman qui compte parmi ses gros clients Starbucks et Microsoft, conseillée par le groupe de consulting McKinsey...

Le lancement cette semaine de « *Moi, Malala* » (éd. Calmann-Lévy), le livre manifeste de la jeune fille, n'avait rien à envier à la promo d'un blockbuster hollywoodien, avec la sélection de quelques interviews par pays, des passages télé prestigieux (Jon Stewart aux Etats-Unis), et la machine à rumeurs sur le Nobel.

Cela n'enlève rien au message et à la personnalité de la jeune fille, mais ça enlève à la spontanéité de l'émotion collective qui l'entoure. Rue 89 Le Nouvel Observateur 11.10

[Comment salir l'encombrant Snowden. Question "*intégrité*", Le Monde repassera.](#)

Deux articles dans l'ordre chronologique de leur parution, notez le changement de ton.

- Snowden reçoit un prix pour "*son intégrité dans le travail de renseignement*" - LeMonde.fr

L'ancien consultant du renseignement américain, Edward Snowden, a reçu jeudi 10 octobre un prix remis annuellement par une association américaine composée notamment d'anciens membres de la CIA pour "*son intégrité dans le travail de renseignement*".

"*The Government Accountability Project*", une organisation fondée par des anciens de l'agence américaine de sécurité nationale (NSA), de la CIA, du FBI ou encore du ministère de la justice américain, a remis ce prix à Moscou où Edward Snowden, recherché par les Etats-Unis pour ses révélations sur la surveillance électronique américaine, vit en exil.

L'association a expliqué sur son site que cette récompense "*était annuellement décernée par des officiers à la retraite de la CIA à des membres de la communauté du renseignement pour leur intégrité dans leur travail*". Aucun détail n'était donné sur les circonstances de la remise de ce prix. LeMonde.fr 10.10

Fabrication de preuves. Comment les croire sur parole, qu'ils publient ce rapport.

Dans cet article ils passent successivement de "*soupons de la CIA*" à "*un changement net dans le comportement et les habitudes de travail*" de Snowden qui ne constituent pas une preuve. Il a quitté la CIA en 2009 pour la NSA et pendant 5 ans son "*comportement*" et ses "*habitudes de travail*" n'auraient jamais éveillé le moindre "*soupçon*" chez ses supérieurs, leurs agents ne feraient l'objet d'aucun contrôle, personne ne peut le croire évidemment, autrement dit, Snowden agissait très discrètement, comme une taupe ou un espion au service d'une puissance étrangère, il était animé par un état d'esprit diabolique anti-américain, donc toutes les accusations portées contre lui sont amplement justifiées et la boucle est bouclée.

- Edward Snowden a été soupçonné, quand il travaillait pour la CIA, d'avoir tenté d'accéder illégalement à des documents pour lesquels il n'était pas habilité, mais un rapport de son supérieur a été ignoré, a rapporté vendredi le New York Times.

Alors que l'ex-consultant du renseignement américain a reçu jeudi un prix remis annuellement par une association américaine composée notamment d'anciens membres de la CIA pour "*son intégrité dans le travail de renseignement*", le quotidien affirme que le supérieur de Snowden avait écrit un rapport critique sur lui en 2009 alors ce dernier s'apprêtait à quitter son poste à Genève, document dans lequel il notait un changement net dans le comportement et les habitudes de travail du jeune informaticien.

Le rapport du supérieur de Snowden et les soupçons de la CIA ne semblent pas avoir été transmis à la NSA, selon le New York Times.

Ceux-ci ne sont apparus que lors de l'enquête menée après les premières révélations de Snowden sur le programme de surveillance américain, a ajouté le journal. Ce rapport aurait dû être le premier signal d'alerte sur les futures intentions de Snowden, et une occasion de revoir les habilitations de Snowden ou de mettre son travail à la NSA sous une surveillance plus stricte, souligne le New York Times. lemonde.fr 11.10

Fabrication de preuves. Afghanistan, Irak, Libye, Soudan, Syrie, Liban, Iran, le compte est juste, la croisade néolibérale continue.

Croisade anti-chiite et anti-Hezbollah.

- Un cinquième suspect inculpé pour l'assassinat de Rafic Hariri - LeMonde.fr 10.10

Le Qatar à la rescousse.

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a inculpé une cinquième personne, Hassan Habib Merhi, dans le cadre du procès contre les assassins présumés de l'ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri, en 2005.

Ce nouveau suspect "*est accusé d'avoir été impliqué dans l'attentat du 14 février 2005 à Beyrouth*", a indiqué le Tribunal, créé par l'ONU à la demande du Liban. Cette instance veut notamment juger quatre membres du Hezbollah, le puissant parti chiite, pour cet attentat qui a coûté la vie à Rafic Hariri et à 22 autres personnes. Le procès devrait débiter le 13 janvier 2014.

D'après les médias libanais, M. Merhi, dont l'acte d'accusation avait été confirmé en juillet de manière confidentielle, fait également partie du Hezbollah. A 47 ans, il est accusé de "*plusieurs crimes, dont celui de complot en vue de commettre un acte de terrorisme*", selon le TSL, qui siège à La Haye.

M. Merhi aurait "*coordonné la préparation*" d'une fausse cassette vidéo, transmise le jour de l'attentat à la chaîne arabe Al-Jazeera, contenant une fausse revendication de l'attaque, "*en vue de soustraire les auteurs du complot à la justice*".

Le TSL, pomme de discorde au Liban, est la bête noire du Hezbollah, qui l'accuse d'être le fruit d'un complot "*israélo-américain*" visant à le détruire. Le parti chiite a donc exclu de remettre au TSL les quatre premiers suspects, qui doivent être jugés par contumace. Un mandat d'arrêt avait été transmis aux autorités libanaises début août, mais celles-ci n'ont pas transféré le nouvel accusé, qui reste "*introuvable*", selon le procureur. lemonde.fr 10.10

L'Arabie saoudite à la rescousse.

- Liban: une vidéo d'exécutions de Syriens attribuées au Hezbollah - AFP

Une vidéo qui semble montrer des combattants du Hezbollah chiite libanais en train d'exécuter des rebelles syriens grièvement blessés a choqué au Liban, menaçant d'aggraver les tensions communautaires dans le pays.

Sur la vidéo, on peut voir des hommes armés, vêtus de treillis, dont l'un au moins arbore le brassard jaune habituellement porté par les membres du Hezbollah, sortir plusieurs corps ensanglantés d'un van et les abattre.

L'authenticité de la vidéo d'1,40 minutes n'a pu être confirmée, et on ignore où et quand elle a été tournée.

Selon la chaîne de télévision Al-Arabiya, les images pourraient avoir été tournées durant la bataille de Qousseir, une ville stratégique à la frontière avec le Liban reprise par les troupes syriennes aux rebelles avec l'aide du Hezbollah.

Les médias libanais n'ont presque pas diffusé cette vidéo, soit par incapacité à confirmer son authenticité, soit par peur de raviver ces tensions.

Note : Al-Arabiya est une chaîne d'information saoudienne, en arabe, fondée le 3 mars 2003 par un émir de la famille royale saoudienne. La chaîne appartient au groupe MBC et son siège est basé à Dubaï aux Émirats arabes unis. (wikipedia)

En complément. Le sionisme assumé.

- Hollande assure Netanyahu de "*toute sa fermeté*" à l'égard de l'Iran -LePoint

Tout cela pour ça ?

L'ex chef du conseil de sécurité intérieure israélienne, le général Giora Eiland fait un aveu de taille : si une nouvelle guerre venait à avoir lieu entre Israël et le Hezbollah, le résultat ne sera pas différent de ce que nous avons vécu pendant la guerre de 33 jours en 2006.

Eiland qui s'exprimait devant l'institut de recherche Begin Sadat a appelé les autorités sionistes à " *changer de stratégie de guerre face au Hezbollah*". Le général a évoqué les tactiques nécessaires à ce qu'Israël puisse gagner dans une nouvelle guerre face au Hezbollah avant de souligner : " *en dépit d'un vaste soutien occidental, Israël n'a pas pu gagner la guerre en 2006. Et depuis, le Hezbollah a mieux renforcé que nous ses capacités tactiques. Ce que nous devons faire c'est nous préparer pour remporter toute nouvelle guerre non pas au terme de 33 jours mais en trois jours* " la réunion à laquelle participait Eiland reflète en effet les inquiétudes que nourrit Israël au sujet de sa sécurité, estime Al Manar qui commente cette réunion.

La Syrie, le renforcement de l'axe de la résistance, le nucléaire iranien figuraient aussi à l'ordre des débats. la puissance balistique du Hezbollah a aussi fait l'objet des analyses des participants. Selon les experts, c'est au regard des performances inégales du Hezbollah au cours des combats en Syrie que les Israéliens brosse ce sombre tableau sur leurs capacités à faire face au Hezbollah dans toute guerre à venir. french.trib.ir 11.10

COMMENT ILS FONT LEUR SALADE

Désir est déjà prêt à voter Sarkozy et méprise " *l'électorat populaire*".

Votez Hollande, c'était voter Sarkozy !

- Interrogé ce matin sur Itélé, le premier secrétaire du parti socialiste, Harlem Désir, a déclaré qu'en cas de 2ème tour aux élections présidentielles entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen, il voterait pour le premier. « *La réponse est claire, quand il y a un risque de l'extrême-droite, il n'y a pas d'hésitation. Nous voterions pour Nicolas Sarkozy.* »

Chacun se souvient que lors de la campagne électorale de 2012 le PS n'a pas cessé de marteler que Sarkozy ou Le Pen c'était pratiquement du pareil au même, qu'il marchait sur les plates-bandes du FN, qu'il flirtait avec l'extrême droite, etc., oui mais c'était en 2012, depuis les électeurs ont subi un lavage de cerveau auquel tous les partis de gauche et d'extrême gauche ont largement contribué, y compris le POI pour lequel le gouvernement actuel serait de gauche. Du coup, il peut se permettre cette grotesque imposture, il n'a même pas besoin de justifier son choix, ce qui est normal quelque part puisque le PS est le suppléant de l'UMP au pouvoir le temps d'une mandature.

- Par ailleurs, interrogé sur le glissement de l'électorat socialiste vers le parti frontiste, Harlem Désir a déclaré que : « *l'électorat populaire, comme d'autres, est attiré par le populisme. La réponse (à la montée du FN), ce sont les résultats de toutes nos mesures et la fermeté sur nos valeurs: pas de bouc-émissaire, pas de repli sur soi ni de sortie de l'euro...* » Le Figaro.fr 11.10

L'électorat populaire qu'il méprise tant s'abstient ou vote pour des partis qui revendiquent une autre politique qu'ils n'appliqueront jamais, parce qu'ils ne parviendront jamais au pouvoir ou parce qu'ils ne s'en donneront jamais les moyens s'agissant de la gauche ou de l'extrême gauche.

L'électorat populaire est abusé ou n'en a pas conscience. Désir le sait mais il ne peut pas trop insister là-dessus parce que le PS est également dans l'imposture, du coup sa réponse consiste à se livrer à une surenchère sur ce plan-là en vantant les mérites de la politique du gouvernement que justement les travailleurs rejettent et qu'il n'en changera pas, il ne peut que l'assumer à défaut de pouvoir se déjuger.

Augmenter la subvention du Mrap et il se montrera compréhensif. Attention, à trop charger la barque, elle chavire !

Allusion sordide volontaire aux immigrés qui se sont noyés au large de Lampedusa dont ils n'ont rien à foutre. Il faut être lucide, c'est leur fond de commerce, le Mrap, SOS racisme, etc. servent uniquement à manipuler les travailleurs et particulièrement les jeunes à qui leur monde donne envie de vomir ou de se révolter et qu'ils conduisent dans une impasse politique.

- Désir " *regrette profondément*" la plainte du Mrap contre Valls - AFP

Harlem Désir, le Premier secrétaire du PS, a dit vendredi " *regretter profondément*" la plainte annoncée par le Mrap contre Manuel Valls pour ses propos sur les Roms.

" *Je regrette profondément cette décision, elle n'est absolument pas fondée*", a déclaré l'eurodéputé sur i>TELE.

" *Manuel Valls est un républicain et rien, ni dans ses propos ni dans son action, ne peut justifier une telle plainte*", selon M. Désir.

" *Il faut que cessent ces polémiques. Ce que met en oeuvre Manuel Valls, c'est la politique du gouvernement et de la République*", a fait valoir l'ancien président de SOS Racisme.

Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, a lui aussi déploré l'initiative du Mrap, "*une très belle association*", mais "*elle est tellement faible aujourd'hui qu'elle fait des choses comme ça qui sont incompréhensibles*".

"On n'arrivera jamais à démontrer la moindre particule de racisme" chez le ministre, a affirmé le député de Seine-Saint-Denis sur Europe 1. AFP 10.10

Non, il est sioniste, il a participé à la réunion du groupe Bilderberg en 2008, comme tous ses participants il hait l'espèce humaine à part ses semblables et ses maîtres à penser.

Un rejet plus que durable : définitif !

Kalfon. «*Le PS risque un divorce durable avec ses électeurs*» - Lefigaro.fr

François Kalfon, conseiller régional d'Ile-de-France, cofondateur de la Gauche populaire et secrétaire national adjoint du PS aux élections.

Extrait de l'interview au Figaro.

Kalfon : "*La politique que nous menons n'est pas vraiment comprise*". Au contraire, mieux, elle est subie et les travailleurs n'en veulent pas ou plus.

Question du Figaro. Les catégories populaires sont-elles perdues pour le PS?

Réponse de Kalfon. Pour la gauche, y renoncer reviendrait à renier son identité même. Je ne peux pas m'y résoudre. À l'évidence, nous ne répondons pas suffisamment à la perte de repères généralisée et au désordre libéral et à ses conséquences, comme l'insécurité, qui frappe d'abord les catégories populaires. Il faut donc un sursaut car si nous n'y prenons garde, nous courons le risque d'un divorce durable.

La rupture ou le "*divorce*" est consommée, mais tous les parasites qui se situent à gauche ou à l'extrême gauche vont continuer comme ils l'ont fait pendant un siècle de redorer le blason du PS, ils pratiquent la méthode de l'amnésie, du lavage de cerveau, de l'embrigadement qui n'est pas propre aux sectes. C'est une imposture, une escroquerie politique.

Un parti qui a trahi a définitivement "*renié son identité*", il y a 99 ans en ce qui concerne le PS, aucun retour en arrière n'est possible, il ne peut plus se réclamer de la classe ouvrière et du socialisme et il doit être caractériser politiquement comme un parti social-libéral-impérialiste, on peut ajouter à forte connotation sioniste pour être plus précis encore.

Le PS oeuvre quotidiennement à "*la perte de repères généralisée et au désordre libéral*" et il n'a pas attendu d'arriver au pouvoir pour s'y appliquer minutieusement, il en est l'expression lui-même, avant même le parti officiel de l'ordre, l'UMP, c'est lui qui a véhiculé le premier les thèmes sociétaux que les néolibéraux ont mis en avant justement pour détruire les "*repères*" qui étaient le produit de la lutte des classes au cours des deux siècles précédents ou instrumentalisé des couches minoritaires afin de dresser la majorité de la population contre elle pour mieux la diviser, briser sa résistance au "*désordre libéral*" que le PS perpétue, amplifie.

Comme quoi cette rupture est définitive et ils le savent très bien, la preuve quand il dit "*Prenons quand même conscience que les Français ne se nourrissent plus de simples paroles mais qu'ils demandent désormais des preuves*." en matière de progrès social, or il est impossible qu'ils avancent dans cette voie, la crise du capitalisme leur interdit, et puis c'est incompatible avec la stratégie néolibérale à laquelle le PS a adhéré, le capitalisme n'en a pas d'autre ou de rechange, il entraîne l'humanité dans le chaos et la barbarie avec lui.

Dans ce contexte et cette perspective le PS ne peut qu'accompagner quand il est dans l'opposition parlementaire ou appliquer quand il est au pouvoir cette politique dévastatrice de tous nos droits sociaux et politiques, de toutes nos valeurs, tous nos principes, de la civilisation humaine.

Que dire du PS qui instrumentalise le FN depuis 40 ans !

Kalfon. "*La vérité c'est que l'UMP a perdu son âme gaulliste et républicaine en poursuivant sans limite les idées du FN*."

On appelle cela dire une vérité pour en cacher une autre invouable.

Finalement, pris à son propre piège ou dans l'impossibilité de faire disparaître les contradictions du PS, il nous livre un aveu qui confirme que la déchéance de ce parti est sans rémission possible.

Question du Figaro. Y a-t-il à gauche la tentation d'instrumentaliser le FN?

Réponse de Kalfon. Peut-être que cette tentation existe. Mais je mets en garde les apprentis sorciers qui s'y livreraient: dans la situation que nous connaissons, le départ des électeurs des partis politiques classiques vers le FN risque bien d'être un aller sans retour.

Ce n'est pas un risque mais une certitude ou alors ils se réfugieront massivement dans l'abstention, ce qui fera l'affaire du PS qui restera seul en lice face à l'UMP. C'est leur objectif, comme aux Etats-Unis qui leur sert de modèle politique, où il n'existe plus que le parti démocrate face au parti républicain, les autres partis étant tellement marginaux qu'ils n'ont absolument aucun élu, c'est comme s'ils n'existaient pas ou plus, seuls les partis du capital sont aux commandes, ils peuvent donc décider de faire la politique la plus réactionnaire, antisociale et impérialiste qui soit sans être inquiétés, l'opposition a été neutralisée, la lutte des classes pour ainsi dire liquidée ou réduite à une portion congrue, c'est le triomphe de la dictature néolibérale, dont en France le PS est l'un des instruments, des piliers.

Le plus effarant est de constater qu'aucun parti ouvrier ne s'aperçoit du réel danger qu'il représente, ils en sont restés à la lutte des classes du premier quart du XXe siècle, ils ont un siècle de retard et ils osent se dire l'avant-garde, c'est édifiant...

Union européenne. Quand l'instigateur du populisme... le dénonce, histoire qu'on ne l'accuse pas d'en est responsable.

- Un vendredi de barrage contre le populisme - lenouvelobs.com

"Réinventons l'Europe", c'est le thème des Journées de Bruxelles organisées par le "Nouvel Observateur" les 10, 11 et 12 octobre.

Opération patronnée par le groupe Bilderberg et la Commission trilatérale auxquels les différents intervenants ont participé ou appartiennent à une ou deux exceptions près histoire de réunir les conditions d'un débat qui n'en est pas vraiment un.

Des débats sur l'Europe organisés par "Le Nouvel Observateur" au cours desquels interviendront Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Delors, Herman Von Rompuy, Felipe Gonzalez, Elisabeth Guigou, Thomas Piketty, Hubert Védrine, Mario Monti... Extraits commentés.

Le public de ces Journées est majoritairement pro-européen. Mais pas avare de critiques pour autant. "Il faut se fédérer, sinon on ne vaudra jamais rien face aux Américains", plaide Maxime, la soixantaine, à la sortie du débat sur "L'Union européenne est-elle condamnée au chômage ?"

(Elle en est responsable et l'encourage. Voilà comment ils manipulent la population, quelle crasse ignorance, plus l'UE se fédère plus elle ressemble aux E-U qui sont les champions du monde des inégalités sociales et des injustices. - ndlr)

Tous sont ravis de prendre part aux débats, avec l'idée de rendre cette construction européenne plus concrète.

(Des "débat" entre europhiles, soumis au carcan de l'UE. - ndlr)

La discussion de ce vendredi qui a certainement le mieux illustré cette volonté s'est nouée autour de "Peut-on encore aimer l'Europe ?"

(L'UE est haïssable ! - ndlr)

Un intervenant : "La construction européenne n'est pas démocratique, a attaqué ce dernier. Les Néerlandais et les Français ont voté non au Traité constitutionnel, on l'a eu quand même, emballé différemment. Les Irlandais n'ont pas voulu du Traité de Lisbonne, on les a fait revoter."

Réponse de Sylvie Goulard du MoDem : "Deux pays ont dit non et 18 ont voté oui. Le oui des autres ne représente-t-il donc rien ? C'est un Traité à destination de tous les Européens, au nom de quoi deux peuples auraient-ils pris en otage les autres ? C'est cela, votre conception de la démocratie ?" Applaudissements nourris dans la salle.

(L'Europe n'existe pas, c'est un coup de force, les peuples qui ont dit non n'auraient pas dû se voir imposer ce traité, c'est cela le respect de la démocratie, le contraire est une dictature. - ndlr)

Norman Manea, un écrivain roumain : "Il faut placer au centre la notion de citoyenneté. Ce n'est pas la religion ou l'appartenance à un groupe qui doit définir un individu, mais la reconnaissance d'une appartenance à un ensemble citoyen. Il faut miser sur ce qui nous rassemble." Michel Onfray tempère : "Dans le village d'où je viens, qui compte 500 habitants, beaucoup de gens ont le

sentiment d'être minoritaires. Ils se disent 'La tolérance c'est bien, mais qui s'occupe de moi ?' Les agriculteurs sont une minorité, qui n'est pourtant pas considérée comme telle. Il y a des minorités très puissantes, bien représentées, qui font même plier la majorité. Et puis il y a les minorités invisibles. Leur permettre d'exister, ce serait déjà faire beaucoup en termes de culture." lenouvelobs.com 11.10

(Le tour de prestidigitation consistait à faire disparaître les Etats et les citoyens qui en font partie au profit d'une entité qui n'existe pas, l'Europe et encore moins ses citoyens, et pour réussir ce tour de passe-passe il fallait introduire ou imposer un intrus, l'UE.

Ce qu'ils prônent tous, c'est la dissolution des classes sociales au profit de la citoyenneté européenne derrière laquelle se tient les intérêts des banquiers et des multinationales, c'est devenir un de leurs sujet, comme dans une monarchie absolue, c'est la négation de la lutte de classes et de la démocratie au profit d'une dictature mondiale. -ndlr)

En complément.

- Six Français sur 10 jugent négative l'Union européenne - Reuters

LE MONDE DES BANQUIERS

Les dividendes continuent de tomber dans les poches des actionnaires.

- En pleine tourmente judiciaire, JPMorgan enregistre une perte rarissime - AFP

La banque JPMorgan Chase a enregistré au troisième trimestre sa première perte depuis près de 10 ans, plombée par des dépenses juridiques qui s'accumulent en raison d'une avalanche de poursuites des autorités américaines.

La banque est tombée dans le rouge à cause d'une charge juridique massive de 9,2 milliards de dollars avant impôts. Au total, les réserves juridiques du groupe s'élevaient à 23 milliards de dollars à la fin du trimestre.

La banque a, à mots à peine déguisés, plaidé la clémence du gouvernement, avec lequel elle négocie un accord amiable qui pourrait atteindre 11 milliards de dollars, voire plus.

M. Dimon a appelé à *"un accord amiable juste et raisonnable"* sur les problèmes liés aux titres dérivés de prêts hypothécaires qui *"prenne en compte les circonstances exceptionnelles des (rachats) de Bear Stearns et Washington Mutual, réalisés à la demande ou sous l'impulsion du gouvernement des Etats-Unis"*.

De nombreux prêts de mauvaise qualité ont été hérités de Bear Stearns et Washington Mutual, rachetées en 2008 pendant la crise. La banque les a revendus à de nombreux investisseurs privés et aux organismes de refinancement publics Fannie Mae et Freddie Mac, qui ont alors essuyé des pertes massives et ont dû être renfloués par l'Etat.

Hors éléments exceptionnels, le groupe affiche toutefois un bénéfice de 1,42 dollar par action, dépassant les prévisions de Wall Street. AFP 11.10

Mon cher monsieur Dimon, il suffit de nous dire ce que vous entendez par *"un accord amiable juste et raisonnable"*, nous sommes prêts à faire preuve de mansuétude à votre égard au regard du fait que vous avez été berné par Bear Stearns et Washington Mutual, vous ne pouviez pas savoir que ces actifs étaient pourris, vous avez des circonstances atténuantes, nous en tiendrons compte rassurez-vous, nous sommes là pour vous aider et non pour vous créer des problèmes...

Licenciée de la Fed pour avoir osé accuser Goldman Sachs.

- A New York, la Fed en plein conflit d'intérêt avec Goldman Sachs - lemonde.fr

Pendant deux ans, une inspectrice de la branche new-yorkaise de la Réserve fédérale (Fed) s'est inquiétée de ce que Goldman Sachs n'a pas les procédures adéquates pour se prémunir contre les conflits d'intérêts et a alerté son institution pour qu'elle prenne des mesures et vote la baisse d'une note confidentielle que la Fed attribue à la banque d'affaires américaine.

La dégradation de la note qu'attribue la Fed à un établissement financier entraîne en général des mesures coûteuses pour mettre en place les recommandations du régulateur et d'autres sanctions réglementaires, tout aussi onéreuses. Sauf que personne ne sait, en l'occurrence, si le vote a de fait conduit à un changement de notation : l'inspectrice chargée du dossier, Carmen Segarra, a en effet été licenciée après avoir refusé de modifier ses éléments d'enquête, comme le lui demandaient ses supérieurs.

Elle a porté plainte jeudi 10 octobre et accuse la Fed d'être elle-même en plein conflit d'intérêt : *"Il y a un historique des employés qui sont venus de Goldman à la Fed et vice-versa. La direction travaillait chez Goldman"*, pointe Mme Segarra, dénonçant à mots à peine couverts les liens étroits que le gouvernement américain, le Trésor et la Fed entretiennent avec l'établissement new-yorkais. Mme Segarra affirme en outre que son renvoi viole une loi fédérale qui protège les inspecteurs pointant des irrégularités dans le cadre de leur travail.

Ancienne des universités Harvard et Columbia, passée par la Société Générale, Citigroup et Bank of America, Carmen Segarra n'est pas exactement une débutante à Wall Street. Spécialisée dans le droit des affaires, elle a été embauchée, aux côtés de plusieurs autres anciens de la finance en 2011, pour appliquer la loi Dodd-Frank sur la réforme et la réglementation du secteur financier.

Dès son arrivée à la Fed, des enquêtes sur trois potentiels conflits d'intérêt concernant Goldman Sachs lui ont été confiées. Conformément aux directives de la Fed de New York, les banques sont tenues d'avoir *"des processus pour gérer le risque de conformité dans toute l'entreprise, à la fois entre les activités de trading, de support, les départements juridiques et administratifs"*. Un porte-parole de Goldman, Michael DuVally, a réagi en déclarant que son entreprise n'avait pas connaissance de discussions internes à la Fed de New York et a réaffirmé que la firme avait *"une approche globale de la gestion des conflits à travers des politiques et des infrastructures au niveau du groupe et au niveau des divisions"*.

Sauf que Mme Segarra affirme exactement le contraire : *"J'irais même jusqu'à dire qu'ils n'ont jamais eu une politique de prévention des conflits d'intérêt"*, a-t-elle écrit à Michael Silva, un haut dirigeant de la Fed de New York, chargé des relations avec Goldman Sachs.

Le procès, s'il a lieu, donnerait un aperçu des relations souvent opaques entre le public, en particulier les organismes de réglementation, et le privé, via le système de *"revolving door"*, c'est-à-dire d'allers et retours entre la banque et la haute administration. Pour ne citer qu'un exemple, Henry Paulson a été le président de Goldman de 1999 à 2006, avant d'être nommé secrétaire au Trésor par George W. Bush. Et l'actuel directeur de la Fed de New York est un ancien de Goldman, William Dudley. (Vous voyez, il n'y a pas de *"complot"* ici, c'est exact, ils sont complices. Le complot, c'est quand la Fed est incapable de justifier devant une commission du Congrès la disparition de 9 mille milliards de dollars ou encore 4.000 milliards de dollars qui figurent dans son bilan suivis d'un point d'interrogation ou encore quand elle distribue aux plus grandes banques plus de 20.000 milliards de dollars sans que le Congrès en soit informé, etc. - ndlr)

La banque n'a certes pas été reconnue coupable de délit d'initié dans la vente des produits pourris Abacus, taillés sur mesure pour des investisseurs pariant à la hausse sur le marché immobilier : Goldman Sachs a payé 550 millions de dollars pour solder les poursuites sans reconnaissance de culpabilité, mais ses méthodes douteuses ont été exposées au grand jour.

Selon le blog financier du New York Times, DealBook, des bruits courent dans la banque centrale régionale sur l'employée licenciée et son goût supposé pour les théories du complot. Pourtant, selon des documents internes consultés par le journal, lors d'une réunion en mars 2012, une vingtaine de personnes de la Fed de New York ont conclu à un manquement de Goldman dans ses procédures de prévention des conflits d'intérêt et donné leur accord de principe pour baisser la note de Goldman.

Au final, des échanges de courriels entre Carmen Segarra et son supérieur prennent une autre tournure et témoignent d'une remise en cause du travail de l'inspectrice : le site Internet de Goldman Sachs mentionne effectivement une politique concernant les conflits d'intérêt, et cela est, pour Michael Silva, suffisant. lemonde.fr 11.10

S'attaquer au tout puissant cartel des banquiers de la Fed vous vaudra automatiquement d'être accusé de conspirer contre les intérêts suprêmes des Etats-Unis... alors que la Fed représente uniquement les intérêts de l'oligarchie financière.

ACTUALITE EN TITRES

Ils résistent, mais cela ne suffit plus...

- Hôtel Lutetia: manifestation de salariés, inquiets pour leur avenir - AFP
- Débrayages dans les usines de PSA après des annonces sur la production - AFP
- Abattoirs Gad : le plan de continuation validé, 889 emplois supprimés - Francetv info
- 400 salariés mis en congé chez ArcelorMittal à Fos - Reuters

[Les chaînes.](#)

- S'endetter, la meilleure façon de se constituer un patrimoine - LeFigaro.fr

[Rien à voir avec vos conditions de travail.](#)

- Le mal de dos serait génétique : en quoi ça va aider à le soigner - Atlantico.fr

[Impunité, on comprend pourquoi il défend les institutions héritées du franquisme](#)

- Espagne: la justice renonce à convoquer Mariano Rajoy - AFP

[Les néolibéraux sur tous les fronts.](#)

- Moscou charge la barque de l'«*Arctic Sunrise*» - Liberation.fr

- Aux Pays-Bas, un diplomate russe arrêté pour avoir brutalisé ses enfants - LeMonde.fr

- Militant détenu en Russie: la direction de Greenpeace France reçue par Fabius - AFP

- La justice espagnole va enquêter contre Hu Jintao pour "*génocide*" au Tibet - LeMonde.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 13 octobre 2013

CAUSERIE

Traiter l'info internationale au quotidien n'est pas un exercice sans risque, c'est de plus en plus compliqué et cela prend énormément de temps, on est pratiquement obligé de se transformer en journaliste d'investigation, je veux dire par là que tant d'acteurs interviennent qu'il faut en rechercher le véritable profil, et puis il faut faire appel à plusieurs sources et recouper les infos, tout vérifier si possible.

Voilà les procédés sur lesquels on tombe quotidiennement, la liste n'est pas exhaustive : récupération, conditionnement, instrumentalisation, intox, manipulation, mise en scène, fausses infos, vidéos truquées, citation tronquée, etc.

Et quand on traite des questions politiques, il faut remettre chacun à sa place pour ne pas se faire manipuler, on est obligé de procéder à des rappels régulièrement pour que les lecteurs y comprennent quelque chose, tout est complètement embrouillé à souhait, peu de gens doivent vraiment s'y retrouver, ce n'est pas possible autrement : le PS se comporte comme la droite, mais il se prétend de gauche, en réalité il est bien de droite, pour le PG le PS n'est pas de droite mais sa politique l'est, le POI et le PCF sont sur la même longueur d'onde, pour les médias le PS est de gauche, le FdG est d'extrême gauche, du coup le NPA et LO doivent être à l'ultra gauche, non, c'est encore autre chose, et pour finir le PS fait une politique de droite au gouvernement mais pas localement, on peut ajouter que Hollande et son gouvernement font une politique de droite, mais les députés du PS ne sont pas de droite quand ils la soutiennent, bref, c'est le grand délire !

J'ai oublié de préciser hier, mais nous avons déjà abordé cette question en détail lors d'une récente causerie qu'Israël pouvait conserver ses armes chimiques et bactériologiques sans que l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques, les Etats-Unis, la France ou l'UE ne trouvent à y redire.

[Le chiffre du jour. 0,001387015](#)

C'est le pourcentage qui possèdent une fortune supérieure à 50 millions de dollars (environ 37 millions d'euros) sur les sept milliards d'habitants qui composent la population mondiale et dont l'essentiel se concentre aux Etats-Unis. (source : rapport annuel du Crédit Suisse)

Vous avez dit inégalité ? Jamais dans le passé la richesse mondiale a été ainsi concentrée en si peu de mains, ce qui suffit à démontrer que le combat politique qui se réduit à une meilleure répartition des richesses est un leurre, a fait faillite, est une imposture.

Rompre avec le capitalisme et ses institutions, ses partis, combattre pour l'abolir est la seule voie conforme aux intérêts des travailleurs du monde entier, toute autre politique n'est qu'opportunisme, charlatanisme, trahison.

ACTUALITÉ DU JOUR

Instrumentalisation électorale et manipulation des masses. Des associations au service du néolibéralisme forment un front unique.

Sept associations antiracistes françaises sont convenues samedi de former un front plus uni contre le racisme qui, selon elles, gagne du terrain sans que la classe politique et les médias soient suffisamment vigilants à ce sujet.

"Il s'est passé quelque chose aujourd'hui et c'est important car il y a le feu à la maison", a déclaré Alain Jakubowicz le président de la Licra (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), à l'initiative de ce regroupement inédit à l'occasion des universités d'automne de son association qui se tiennent chaque année au Havre (Seine-Maritime).

Abordant la question du Front National et du second tour de la cantonale partielle de Brignoles (Var) que le parti de Marine Le Pen pourrait remporter, la présidente de SOS Racisme, Cindy Leoni, a appelé les médias à "*ne pas se laisser aller dans les commentaires*" sur une éventuelle forte poussée du FN aux prochaines élections municipales et européennes de 2014. AFP 12.10

Vous avez bien lu, SOS Racisme appelle les médias à faire l'impasse sur un des aspects de la situation, donc à en fausser délibérément l'interprétation qu'on pourra être amené à en faire pour des raisons purement électoralistes, permettre aux deux piliers des institutions de la Ve République de rester en liste au second tour des élections de 2014, gage de la stabilité du régime.

Vous aurez compris pourquoi ces organisations pourries ne s'insurgeront pas contre l'interprétation volontairement manipulée de la situation en Syrie par exemple dont se rendent coupables les médias, médias qui systématiquement déforment les faits dès lors que la réalité va à l'encontre de la politique ou des intérêts des puissances occidentales, des gouvernements français, américain ou sioniste.

Pourquoi ? Parce que si les médias rendent compte des intentions de vote des électeurs en faveur du FN qui pourraient être en hausse, cela pourrait conduire d'autres électeurs à franchir le pas et à les rejoindre, ce que ces appendices de l'UMP-PS veulent absolument éviter.

Mélenchon n'a semble-t-il pas compris comment devrait se traduire à terme l'évolution de la situation politique en France (et dans le monde) dans le cadre de la survie du capitalisme. Leur modèle idéologique, c'est le néolibéralisme, leur théologie, c'est le sionisme ou la consécration du nihilisme, leur objectif : l'établissement d'un gouvernement mondial qui implique la liquidation de la lutte des classes et de la démocratie qui en est le produit sous la forme de droits politiques pour les travailleurs organisés en partis et syndicats.

Dans cette perspective politique, il ne peut rester que deux partis en lice, l'UMP et le PS, tous les autres sont voués à disparaître ou à demeurer insignifiants, dans l'impossibilité d'accéder au pouvoir par la voie légale du parlementarisme, et si possible de ne compter aucun député, exactement comme c'est le cas aux Etats-Unis.

Les travailleurs et la plupart des militants ignorent qu'ils existent une multitude de partis dans ce pays, tous sont marginaux, ils n'ont qu'une existence locale réduite, les médias font en sorte que personne n'en connaisse l'existence dans le reste du pays et à l'extérieur. L'objectif des républicains et des démocrates a été de liquider le Parti communiste américain et les partis trotskistes, tous les autres partis en fait, ils y sont parvenus, certains existent encore à l'état végétatif, ils sont complètement décomposés...

Observez en Europe ce qui reste de ces partis quand ils n'ont pas totalement disparu, quand ils ne se sont pas dissouts dans d'autres formations politiques, mieux dans le parti social-libéral, ex-social-démocrate, vous constaterez qu'il n'existe déjà plus que deux partis en lice dans chaque pays, le parti officiel de l'ordre, l'UMP, la CDU/CSU, le Parti conservateur, le Parti populaire, la Nouvelle démocratie, etc; et son supplétif, le PS, le SPD, le Labour Party, le PSOE, le PASOK, etc. Le PS doit liquider le PCF, tout comme l'UMP a liquidé l'UDF (à développer).

Mais ce n'est pas tout à fait vrai, il faut être plus précis ou il faut nuancer ici sans que cela ne change quoi que ce soit, il existe encore dans certains pays des partis dits communistes (France, Grèce, etc.) et d'autres partis issus des partis de l'ordre ou de leurs supplétifs ou même des PC ou de l'extrême gauche, tels les Verts, Die Linke, Syriza, Le Front de gauche qui ne sont en réalité que des appendices des partis sociaux-libéraux, dont la survie est assurée artificiellement en échange de leur soutien électoral aux partis mères, les partis sociaux-libéraux.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que ces partis n'ont aucune assise populaire, ce ne sont pas des partis de militants, une grande partie de leur influence est le produit du soutien que leur accorde les médias, leur audience et donc leur existence en dépendent ainsi que les strapontins que leur réserve le parti social-libéral, sans les postes qu'il leur concède généreusement et sans son soutien électoral ce qu'il appelle aujourd'hui la gauche n'aurait absolument aucun élu, aucun député et sénateur en tout cas, elle n'existerait pas ou plus ou elle serait réduite au niveau du POI, du NPA ou de LO, ce qui revient au même.

Les Verts ou EELV, Die Linke, Syriza, Le Front de gauche, etc. ne sont pas des créations spontanées, leurs fondateurs ont pris soin avant de se lancer dans cette aventure entre guillemets de s'assurer qu'ils pourraient en vivre ou que leurs arrières étaient assurés par la maison mère, ils ont trop peu d'adhérents pour financer leur fonctionnement, leurs permanents, locaux, etc.

En France, EELV et le Front de gauche existent de par la volonté du PS mais aussi de l'UMP, car et ce qu'il faut comprendre, c'est qu'ils en ont encore besoin, la France n'est pas les Etats-Unis, notre histoire de la lutte des classes et l'histoire même du pays sont différentes de celles des Etats-Unis (pays de colonisation, d'immigrés européens), cela vaut pour la plupart des pays de l'UE.

En Europe, les partis sociaux-libéraux peuvent s'accommoder d'appendices écologistes ou de gauche aux alentours de 10%, ils peuvent s'en servir en cas de besoin pour constituer une majorité parlementaire, ils peuvent éventuellement les intégrer dans leur gouvernement. Dans le cas contraire ils s'allieront avec le parti de l'ordre au parlement ou ils constitueront une coalition avec lui au gouvernement, ils pourront aussi profiter de la neutralité bienveillante du parti de l'ordre passé dans l'opposition pour faire adopter sa politique au parlement.

Un large éventail de manœuvres s'offrent à eux, tandis qu'ils manipulent leurs appendices. ils détiennent le pouvoir et ils peuvent en faire ce qu'ils veulent, les faire monter ou précipiter leur chute en fonction des circonstances, l'objectif étant de les maintenir à un niveau suffisamment bas pour qu'ils ne deviennent jamais un obstacle à la stabilité du régime.

Sur le plan institutionnel, l'idéal serait qu'ils ne possèdent plus aucune représentation, mais dans les faits c'est quasiment impossible, pour que la collaboration de classes soit efficace ils doivent leur concéder une existence institutionnelle à laquelle sont liées les prébendes de ces partis qu'il faut bien financer d'une manière ou d'une autre, disons légalement.

Le Parti de gauche de Mélenchon n'a plus aucun député, c'est déjà cela de gagner pour le PS. Qu'il ait encore quelques sénateurs ne pourrait plus durer longtemps si Mélenchon ne cessait pas de vociférer contre Hollande et son gouvernement.

Quant au PCF, passé sous la barre des 5% aux élections présidentielles et dans l'impossibilité à lui seul à former un groupe parlementaire, il doit sa survie au PS, puis à Mélenchon qui pourrait rapidement s'avérer plus encombrant qu'autre chose et dont il pourrait finir par se débarrasser.

Mélenchon se croit indispensable pour le PCF, grave erreur, aveuglé par sa notoriété largement fabriquée par les médias, il va jusqu'à en ignorer la nature qui n'a pas changé, il n'a rien retenu des leçons du passé dans les autres pays quand les PC ont décrété leur auto-liquidation, parce que totalement inféodés aux régimes en place, pour répondre aux exigences nées de la crise du capitalisme, assurer la stabilité de ses institutions l'exigeait, de plus ils étaient incapables de se réformer et de se situer sur le terrain du socialisme.

Ce sont des partis contre-révolutionnaires qui ont pour seule vocation de faire barrage à la révolution socialiste et à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Mais dès lors que la menace de la révolution socialiste s'estompe ou s'éloigne, le PC n'a plus aucune raison d'exister, il sera dès lors rabaissé à une portion congrue et maintenu à l'état végétatif pour être éventuellement réanimé artificiellement en cas de besoin si les masses reprenaient le chemin de l'offensive contre le capital.

On comprend dès lors que dans le scénario concocté par le PS (et l'UMP) ou plutôt l'évolution de la situation politique dont tiennent compte le PS et l'UMP dans leur stratégie, il n'y a aucune place pour le développement d'un parti comme le Parti de gauche ou le Front de gauche ou encore EELV, au contraire, s'ils pouvaient s'en passer définitivement cela ferait leur affaire. Voilà ce que Mélenchon n'a pas compris ou qu'il ignore ainsi que les militants du Front de gauche qui se font manipuler.

Pour en revenir à l'initiative de la LICRA et le discours tenu par la représentante de SOS Racisme, l'ensemble poursuit le même objectif, instrumentaliser la montée de l'extrême droite qui demeure hypothétique ou une vue de l'esprit comme on a pu le constater en analysant les résultats de l'élection municipale de Brignoles de la semaine dernière, c'est en réalité uniquement l'abstention massive qui donne l'impression d'une poussée de l'extrême droite, je parle sur le plan électoral, pour que les électeurs se sentent menacer par quelque chose qui n'existe pas et aillent voter "*utile*" en masse pour un des partis républicains en 2014, le PS ou pour l'UMP, les deux piliers du régime qui constituent la majorité et l'opposition parlementaire et qui ainsi se partagent le pouvoir depuis 1958, éventuellement pour les candidats du Front de gauche quand le PS ne présente pas de candidats contre eux.

On peut ajouter qu'appeler les médias à "*ne pas se laisser aller dans les commentaires*" sur une éventuelle forte poussée du FN

aux prochaines élections municipales et européennes de 2014 concernera tous ceux qui font leur fond de commerce de cette soi-disant poussée du FN et qui au passage en rendent Hollande et son gouvernement responsables, ce qui signifie que pratiquement tous les discours provenant de partis catalogués à gauche et qui critiquent la politique du gouvernement devraient être censurés, leurs porte-parole ou dirigeants boycottés, ainsi seule la pensée unique dont ces organisations sont les porte-parole devrait avoir le droit de cité. Les européennes étant mentionnées dans cet appel, il faut donc en conclure que sont concernés par cette censure tous les partis de gauche, d'extrême gauche ou d'extrême droite qui se prononcent contre l'UE et l'euro.

A l'arrivée le PS et l'UMP pourraient comprendre quel bénéfice ils pourraient tirer de cet appel sur le plan idéologique, mais ce serait sans compter que ce sont essentiellement des partis d'affairistes, ils seront donc tentés de privilégier les intérêts (électoraux) immédiats de leur parti à la stratégie du néolibéralisme, on pourrait terminer en disant que c'est presque une chance !

Pour conclure, derrière ces misérables associations pourries jusqu'à l'os se cachent de zélés porte-parole du néolibéralisme et plus d'un travailleur ou jeune se fait avoir par leurs discours.

En complément

- Chez Mélenchon, l'alliance du PCF avec le PS à Paris ne passe pas - AFP

Les dirigeants du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, réunis samedi à Clermont-Ferrand, ont de nouveau manifesté leur colère après le choix de la direction du PCF, leur partenaire au sein du Front de gauche, de faire alliance avec le PS aux municipales à Paris.

"En fait je mâche des cendres. Jamais je n'aurais cru que tout ce que nous avons construit pourrait s'échouer comme ça, dans un imbroglio municipal misérable où les gesticulations publiques couvrent les arrangements les plus sordides", écrit-il.

(Vous avez bien lu, jamais Mélenchon *"n'aurait cru"*, il ne s'agit pas de *"croire"* mais de savoir ce qu'on fait surtout quand on prétend parler au nom des travailleurs et du socialisme, croire est le comportement d'un aventurier, d'un charlatan, d'un ignorant ou d'un croyant monsieur Mélenchon. Au fait, les cendres correspondent à quoi, au cadavre encore fumant et puant du stalinisme avec lequel vous vous êtes encanaillé ? On lui souhaitera une bonne digestion. - ndlr)

"Jamais je n'aurais cru que les suffrages conquis de haute lutte dans la présidentielle serviraient à marchander sur mon dos, et sur celui de tous les partenaires du Front de gauche, des sièges dans des assemblées et dans des sociétés d'économie mixte!", ajoute le coprésident du Parti de gauche.

(Il récidive, on a à faire à un croyant, laïc, bien qu'au bout de 30 ans ou plus l'opportunisme a valeur de sacerdoce, il nous en a caché bien des choses monsieur Mélenchon... - ndlr)

Pour Martine Billard, coprésidente du PG, la décision du PCF *"brouille"* le message et *"perturbe les électeurs qui ne vont plus voter et restent chez eux, on l'a vu à Brignoles"*.

(Franchement, ils n'ont pas attendu cet épisode lamentable qui était couru d'avance pour refuser d'aller voter, y compris pour les candidats du Front de gauche. Au contraire, la décision du PCF ne *"brouille"* pas le message, elle est parfaitement claire et permet de remettre les choses à la place qui leur revient, c'est excellent au contraire, on conviendra que le PG qui couvre cette escroquerie politique ne soit pas de cet avis.

Ils passent leur temps à camoufler leurs véritables natures et intentions, à mentir effrontément aux travailleurs et aux militants, mais il arrive toujours un moment en politique (comme dans la vie) où ils se démasquent eux-mêmes parce qu'ils se retrouvent acculés. A entendre les dirigeants du PG ils ignoraient tout des intentions des dirigeants du PCF, non mais à qui ils veulent faire croire un mensonge pareil, à moins qu'ils soient complètement aveuglés par leur dogmatisme, en raccourci, abrutis. - ndlr)

"Nous avons créé ensemble le Front de gauche parce que nous avons considéré qu'il y avait besoin d'une démarche autonome. Rompre cette démarche fragilise le FG", a-t-elle assuré à la presse.

(Imposture, quand on examine le comportement du Front de gauche (lors de la présidentielle et des législatives de 2012 ils ont appelé à voter Hollande et pour les candidats du PS au second tour, notamment) depuis sa création et son programme, on s'aperçoit qu'il n'a jamais été autonome de quoi que ce soit, sauf du socialisme.

Le PCF n'a rien rompu du tout, sa décision s'inscrit dans la continuité du soutien que vous avez toujours apporté au régime, autrement dit, si faire liste commune avec le PS aux municipales à Paris peut lui assurer de conserver la mairie de Paris et au-delà permet de renforcer ce parti qui est un pilier du régime, la direction du PCF n'a aucune raison de refuser une telle alliance. En réalité, c'est le PG qui pris à son propre piège fait preuve d'hypocrisie et non le PCF qui reste fidèle à lui-même. - ndlr)

"On est actuellement affaiblis par le débat au sein du PCF", a reconnu Eric Coquerel, secrétaire national du PG, "pour la première fois, nous risquons que des partis du FG aient deux stratégies différentes".

(C'est le but pauvre pomme ! - ndlr)

"Le Front de gauche est en train de changer de nature. Il y a quelque chose qui est en train de se chercher dans le paysage politique du pays", souligne Gabriel Amard, secrétaire national aux élus du PG

(Ah bon ! Mais dites-nous quelle est sa véritable nature ? Ils se sont vendus, on connaît la réponse. Ne cherchez pas l'erreur, c'est vous ! - ndlr)

Le PCF, qui dirige plusieurs villes, seul ou avec le PS, "a cru que la municipales pouvait être une parenthèse, un moment hors sol entre les législatives et les européennes", analyse-t-il. "Ils se sont trompés parce qu'un maximum de gens vont exprimer leur opinion" vis-à-vis du gouvernement, juge Gabriel Amard.

(Un fin analyste celui-là : ils seront tentés de s'abstenir ! - ndlr)

"Il faut que le PCF comprenne que son incohérence de vouloir aller avec les socialistes localement tout en tapant sur le gouvernement se retourne contre lui", a avancé aussi Martine Billard en citant le cas de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où le PS présente contre le maire PCF sortant un candidat qui a reçu le soutien de plusieurs caciques socialistes.

(Rien n'arrête ces gens-là, on prend les paris, au lendemain ou le soir même du premier tour ils vont en chœur appeler à voter pour les candidats du PS restés en lice ou à "battre la droite". Au bout du compte le PG aura eu le même comportement que le PCF. S'agissant de Saint-Denis, référez-vous à ce vous avez lu plus haut sur l'attitude des PC. - ndlr)

"Les électeurs du Front de gauche n'iront pas voter pour une liste dirigée par les socialistes", met également en garde Eric Coquerel.

(Pas du tout ! - ndlr)

Martine Billard assure que des listes autonomes sont déjà annoncées dans une centaine de villes. AFP 12.10

Hypocrisie. Il dit tout haut ce que nombreux pensent tout bas.

- Un sénateur UMP "regrette" Kadhafi en Libye, le PS s'indigne - Le Nouvel Observateur

Le président de la commission des finances du Sénat, Philippe Marini, a écrit samedi 12 octobre que l'afflux de réfugiés à Lampedusa lui faisait "regretter la disparition du régime Kadhafi en Libye". Une sortie qui a immédiatement suscité une réaction indignée du PS.

"L'afflux des réfugiés africains à Lampedusa et bientôt chez nous me fait regretter la disparition du régime Kadhafi en Libye!", écrit le sénateur sur son compte Twitter.

(Un peu tard : - ndlr)

Dans un communiqué, l'une des porte-parole du Parti socialiste, la sénatrice Laurence Rossignol, écrit que Philippe Marini, "déjà soutien actif du dictateur syrien Bachar El Assad, manifeste une grande sympathie pour les dictateurs qui massacrent leurs peuples".

(Quand on a un chef d'Etat issu de son parti qui s'entend comme larrons en foire avec les ploutocrates dégénérés saoudien et qatari, chef d'Al-Qaïda et des Frères musulman, des barbares de Front Al-Nosra, responsables de la destruction de la Syrie et qui massacrent son peuple, notamment, on a la décence de la fermer ! - ndlr)

"Là où les humanistes voient d'abord un drame humain, lui ne voit qu'immigration clandestine et invasion", poursuit le PS.

(Il est vrai que la coalition américano-franco-britannique-européenne-sioniste-saoudienne-qatari-turque fait oeuvre d'humanisme en soutenant une cohorte de djihadites salafistes, takfiristes sanguinaires qui ravagent la Syrie.

Quant au "drame humain", il est le produit de la politique de votre gouvernement et des institutions internationales que vous soutenez et qui est responsable aussi bien du chômage de masse, de la misère et du sous-développement dont sont victimes ces populations. S'il faut chercher des responsables des terribles malheurs qui accablent ces populations, c'est dans votre parti

qu'on les cherchera en premier pour prétendre par dessus le marché les représenter. - ndlr)

"Sa vision d'une Europe idéalement entourée de dictateurs chargés de l'isoler de la misère du sud devrait faire honte à l'UMP. Nous demandons solennellement à Jean-François Copé de s'en désolidariser et les condamner", conclut-elle. Le Nouvel Observateur 12.10

(Elle oublie de mentionner qu'au même titre que le PS que les partis de bien des dictateurs dont elle parle étaient affiliés à l'Internationale socialiste-libérale. Il faut aussi rappeler que lorsque Mitterrand était au pouvoir ou quand Jospin était Premier ministre, ils ont continué d'avoir des relations avec les dictateurs africains et ailleurs dans le monde.

La réaction du PS est normale. Il est fidèle à lui-même. Il est à la pointe de la réaction internationale. Il est le porte-parole zélé de la stratégie néolibérale qui sème la guerre et la désolation sur tous les continents.

On prend les paris, 90% des Libyens regrettent Kadhafi.

[La palme de l'hypocrisie au plus Cohn des Bendit.](#)

- Drames de l'immigration: *«Il faut ouvrir l'Europe»*, estime Cohn-Bendit - 20minutes.fr

«Il faut ouvrir l'Europe, donner une possibilité légale de rentrer en Europe, tant qu'on ne le fera pas, on aura les horreurs de Lampedusa: Les responsables ce n'est pas l'Europe, ce sont les gouvernements des différents pays (...) ce sont les ministres de l'Intérieur des Etats européens, le ministre français, le ministre allemand (...) qui décident d'une politique aberrante d'immigration qui fait que des gens meurent», a déclaré Daniel Cohn-Bendit, en marge d'un colloque de Libération sur l'Energie à Toulouse. 20minutes.fr 12.10

Non, c'est la politique coloniale des Etats et des multinationales occidentales qui maintiennent les pays dits du Sud dans un état de sous-développement qui est responsable de cette situation, et c'est sur ce plan-là qu'il faut une solution. Or c'est impossible sans renverser l'ordre établi dans les différents pays de l'UE et sans rompre avec l'UE, politique que rejette cet histrion de droite, porte-parole néolibéral.

Ouvrez les frontières, demain la demande sera dix fois, cent fois supérieure à l'offre d'emploi, les salaires seront divisés par deux, trois, quatre, la demande de logements sera dix fois, cent fois supérieure à l'offre et les prix des loyers seront multipliés par deux, trois, quatre... On continue ou on arrête ? Chacun aura compris qu'on est en présence d'une vaste et cynique instrumentalisation de la misère du monde dont Cohn-Bendit est également responsable. C'est le seul moyen qu'il lui reste pour afficher une bonne conscience à cette pourriture.

[INFOS SUR LA SYRIE ET LA RÉGION.](#)

Bandar Sultan en France, les non dit d'une visite "*singulière*".

De nouvelles révélations viennent d'être faites par Al Manar sur les deux dernières visites du chef du renseignement saoudien en France.

Dans un rapport, la chaîne libanaise se penche sur les détails de ces deux visites. La première a eu lieu deux jours après la reprise de la ville stratégique de Qusseir par l'armée arabe syrienne et les combattants du Hezbollah tandis que le second voyage est intervenu au mois de juillet. Pendant le premier déplacement, Bandar s'est fait accompagner par le ministre saoudien des AE, Saoud al Fayçal et une grande délégation composée de dizaines de princes, du jamais vu de mémoire de français. Les entretiens se sont déroulés entre Bandar /Fayçal et le président Hollande.

Selon Al Manar qui reprend des sources françaises, Bandar aurait dit à Hollande : "*M le président, il faut empêcher que la défaite de Qusseir soit reconduite. Il faut surtout empêcher qu'Alep soit perdue. Et nous sommes prêts à toute coopération pour arriver à cette fin et une coopération économique en ce sens pourrait profiter à nos intérêts réciproques.*"

C'est au cours de cette rencontre que les deux parties sont tombées d'accord sur la vente des satellites de surveillance militaire à l'Arabie saoudite et la firme française Euro Spatial a été chargée pour accomplir cette mission. Au lendemain du départ de Bandar et de Fayçal, une délégation de la firme en question s'est rendue d'ailleurs en Arabie saoudite. Et la seconde visite en juillet ? Cette visite-là selon Al Manar aurait été consacrée au Hezbollah. Les rencontres se sont déroulées juste avant la décision de l'UE d'inclure le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes. Bandar a plaidé justement sa cause anti-Hezbollah auprès de Hollande en affirmant que la résistance libanaise présentait une menace pour les intérêts de l'Arabie saoudite dans la région et qu'il faudrait bloquer l'extension de son influence.

Mais Bandar aurait dit des choses encore plus graves. Il aurait évoqué la perspective d'un retrait saoudien du camp des pro

américains de la région : " *nous autres Saoudiens, comment pourrions-nous faire confiance aux Etats-Unis alors qu'ils n'ont pas empêché la chute de Hossni Moubarak . Est-ce que les Etats-Unis sont prêts à défendre l'Arabie saoudite contre une action militaire venue de la part de ses ennemis ?* " aurait même demandé Bandar à Hollande. Al Manar qui cite toujours les sources françaises proches de ces rencontres posent une question décisive : " *la question qui se pose en toute acuité à Riyad est la suivante : les hésitations d'Obama en Syrie, son refus de s'engager dans une action militaire contre Assad ont été faits en dépit de la demande saoudienne* ".

Selon les sources françaises, le roi Abdellah d'Arabie, d'habitude très hostile aux descendants de Sultan Ben Abdel Aziz aurait décidé de mettre de l'eau dans son vin et d'opter pour une coopération plus constructive avec Bandar Sultan par crainte du Hezbollah. Le roi est sûr néanmoins d'une chose : si l'Arabie saoudite perd la guerre en Syrie, sa prochaine guerre contre le Hezbollah aura lieu sur les frontières saoudo-yéménites. french.trib.ir 12.10

Pari syrien de Riyad : transformer "Jarba" en un nouveau "**Al Sissi**".

Selon Raï Al Youm, l'Arabie saoudite cherche désormais une "égyptisation" de la Syrie avec en toile de fond " *Al Sissisation*" du chef de la coalition des opposants syriens, Ahmad Al Jarba! Mais qui devra jouer le rôle de l'armée égyptienne. Selon le journal, le secrétaire d'Etat Kerry vient de saluer Assad pour avoir coopéré au démantèlement des arsenaux chimiques syriens, ce qui a attisé les la déception et la colère des faucons saoudiens. L'entente US avec l'axe de la résistance s'est élargie quand Rohani et Obama se sont entretenus au téléphone à New York pendant 15 minutes. L'association Al Sara, spécialisée dans l'analyse des rapports de force au Moyen Orient s'intéresse au froid jeté sur les liens irano saoudiens : " *les Etats Unis semblent avoir accordé ses pas avec un nouvel acteur régional, Iran*. " L'Association résume la crise relationnelle Washington/Riyad en trois points :

1- l'Egypte constitue le noyau des divergences USA/Arabie saoudite . Riyad a soutenu le coup d'état militaire anti Morsi au contraire des Etats Unis.

2- l'accord Russie/USA sur le désarmement chimique syrien est un autre sujet de friction car il a été conclu à l'insu de Riyad . C'est un accord qui a légitimé Assad

3- les pourparlers Iran-USA constituent un vrai cauchemar pour les saoudiens et il est possible que ce dialogue réduit l'influence saoudienne.

Selon les observateurs, la stratégie saoudienne en Syrie et dans la région est en phase d'échouer. En ce sens les saoudiens envisagent de créer une armée islamique dite " *Jeysh al Islam*" composée de plus de 50 milices islamiques modérées pour contrer l'accord Russie /USA . Riyad veut armer cette armée de missiles anti avion allant à rebours de l'exigence américaine.

L'Arabie saoudite s'est emparé de la coalition des opposants syriens et en choisissant Al Jarba à la tête de cette coalition, il a mis en échec les Frères musulmans au sein de cette coalition pour aider ses partenaires libéraux. Riyad a réduit à néant l'influence du Qatar. Cette emprise saoudienne n'a pas trop longtemps duré car la Turquie, allié du Qatar a incité l'ASL à ne pas reconnaître la CN. Un autre facteur d'affaiblissement de Riyad au sein de cette coalition a été la ténacité de Doha qui continue toujours à soutenir les Frères syriens au détriment du rôle de l'influence de l'Arabie saoudite.

Selon un ministre arabe interrogé par le journal, " *la plus grave erreur de Riyad face à la Turquie aura été commise en Jordanie. En Jordanie, les Saoudiens ont réduit l'influence d'Ankara et les détracteurs de Bandar Sultan, le chef du renseignement saoudien, le rend responsable de cette erreur. Les proches de Bandar eux reconnaissent au contraire en lui l'homme qui a détrôné les qataris en Syrie et a pris en charge ce dossier*. "

Mais les Saoudiens comptent-ils se laisser faire. Après avoir été trahis par les Etats-Unis, les Saoudiens s'apprêtent aujourd'hui à lancer une contre-attaque encore plus sauvage que ce qu'ils font depuis 2011 en Syrie. Et c'est là que prend sens la présence de Salman Ben Sultan, le frère de Bandar qui s'est installé depuis un an en Jordanie où il veut mettre en place et armer ce qu'il appelle déjà l'armée de "l'islam ou Jaysh al Islam".

L'Arabie saoudite cherche à transformé Ahmad al Jarba en un nouveau Al Sissi. Riyad estime pouvoir reconduire en Syrie son exploit égyptien. Jaysh al Islam devra alors jouer le rôle de l'armée égyptienne, un jeu trop risqué, selon les analystes qui soulignent l'extrême complexité du dossier syrien et le peu de chance qu'une telle option a de s'imposer. french.trib.ir 12.10

Des takfiris tchéchènes à l'assaut de l'Irak

Le commandant en chef des forces terrestres de l'armée irakienne a fait état de la mort de sept terroristes tchéchènes tués dans un assaut contre le siège des forces armées au sud de la ville de Mossoul. " *Les forces de l'armée irakienne ont repoussé un assaut terroriste contre le siège de la bataillon 51 de l'armée irakienne. Les forces armées contrôlent totalement la zone et l'attaque terroriste a été neutralisée*". french.trib.ir 12.10

ACTUALITE EN TITRES

Un bon prétexte.

- Etats-Unis: Boeing menace de mettre des salariés en congé sans solde - AFP

L'avionneur américain Boeing a affirmé samedi qu'il pourrait renvoyer des salariés chez eux sans les payer si la crise sur la dette et le budget aux Etats-Unis se prolongeait. AFP 12.10

Sioniste au quotidien- Valls sur le tournage d'un film consacré à l'affaire Ilan Halimi - AFP

Le tournage d'un film sur l'affaire Ilan Halimi, un jeune juif séquestré, torturé et tué en 2006, a reçu samedi la visite du ministère de l'Intérieur, Manuel Valls. AFP 12.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

- Les anti-indépendantistes catalans manifestent à Barcelone - lemonde.fr

Ils étaient entre 30 000, selon la mairie de Barcelone, et 160 000 participants, selon l'organisation "*Som Catalunya, Somos España*" (nous sommes la Catalogne, nous sommes l'Espagne), soutenue par le Parti populaire (PP, droite au pouvoir).

En marge de ce grand rassemblement, quelques centaines de manifestants ont défilé, sous haute surveillance policière, dans le centre de Barcelone. Ils se sont rassemblés à l'appel de l'organisation d'extrême droite "*L'Espagne en marche*" qui regroupe des petits partis comme la Phalange, l'Alliance nationale ou encore le Mouvement catholique espagnol.

La Catalogne est en proie à une forte poussée indépendantiste depuis plus d'un an, et le président de la région, Artur Mas.

Une réponse aux indépendantistes qui ont formé symboliquement le 11 septembre, pour le Jour de la Catalogne, une immense chaîne humaine de plusieurs centaines de milliers de personnes du nord au sud de cette importante région du nord-est de l'Espagne. lemonde.fr 12.10

C'est la droite et l'extrême droite qui défend l'unité de l'Espagne contre la gauche et l'extrême gauche qui se rangent au côté de l'Union européenne et les néolibéraux qui veulent la liquider...

Le monde à l'envers quoi, la réaction qui va passer pour progressiste, génial ! Sur le plan social ce sera plus difficile ! C'est sur ce plan-là que la gauche et l'extrême gauche se rattrapent si on peut dire, il faut le dire très vite en réalité (sic!), du coup c'est l'embrouille complète.

Tout mouvement politique a un contenu social (Marx).

Sauf qu'ici, si le mouvement politique a un contenu progressiste ou plutôt qui incarne la résistance de la population espagnole opposée à la tendance dislocatrice de la nation espagnole encouragée par l'UE qui prône l'Europe des régions, son contenu social est franchement réactionnaire dans la mesure où le Parti Populaire du Premier ministre espagnol applique la politique de la troïka.

C'est parce qu'il n'existe pas de parti ouvrier incarnant à la fois les intérêts politiques et les besoins sociaux du prolétariat, que le contenu politique de son combat peut être récupéré par la droite qui incarne la réaction sociale ou qui instrumentalise ses intérêts politiques pour mieux faire passer sa politique antisociale. Les partis sociaux-démocrates devenus sociaux-libéraux remplissent mieux sur le plan politique le rôle du parti de l'ordre au côté de l'UE.

2- Union africaine

L'Union africaine (UA) a décidé que le président kényan Uhuru Kenyatta ne devrait pas se rendre devant la Cour pénale internationale (CPI), où son procès doit s'ouvrir le 12 novembre, tant qu'une requête d'ajournement formulée par l'UA n'a pas reçu de réponse, a annoncé samedi le chef de la diplomatie éthiopienne.

"Ce dirigeant élu devrait gouverner son pays", a déclaré à la presse le ministre éthiopien des Affaires étrangères, Tedros Adhanom Gebreyesus, "ce que le Sommet (de l'UA) a décidé c'est que le président Kenyatta ne devrait pas comparaître tant que nos requêtes n'ont pas reçu de réponse". AFP 12.10

SOCIAL

Niger

Des milliers de personnes ont manifesté samedi 12 octobre dans la cité minière d'Arlit dans le nord du Niger contre le groupe nucléaire français Areva, qui exploite depuis plus de quarante ans l'uranium dans cette zone désertique, a-t-on appris auprès des organisateurs.

"L'objet de la manifestation qui a regroupé quelque 5 000 personnes est de soutenir le gouvernement dans ses prochaines discussions avec Areva au sujet de notre uranium", a indiqué Azaoua Mamane, l'un des organisateurs. Les manifestants - élus locaux et membres de la société civile, auxquels se sont joints des habitants -, ont défilé dans les rues de la ville en scandant des "slogans anti-Areva", qu'ils accusent de "polluer" leur environnement déjà très hostile. M. Mamane reproche également à Areva de "provoquer la radioactivité" et "de ne s'être guère soucié des préoccupations quotidiennes des habitants".

Il dresse un bilan accablant de la présence du groupe nucléaire français sur le sol nigérien depuis près d'un demi-siècle :

"La population a hérité de 50 millions de tonnes de résidus radioactifs stockés à Arlit et Areva continue de pomper gratuitement 20 millions de mètres cubes d'eau par an pendant que la population meurt de soif. Les rues et les habitations d'Arlit sont construits à l'aide de résidus radioactifs et la nappe phréatique usée et contaminée s'assèche par la faute d'Areva".

Le premier ministre du Niger, Brigi Rafini, a affirmé au début du mois que le Niger va "passer au peigne fin" ses contrats miniers avec Areva qu'il juge "déséquilibrés". lemonde.fr 12.10

ECONOMIE

1- Iran

La France, réduite à l'état de larbin des Etats-Unis autant sous Hollande que sous Sarközy, a sacrifié une partie de son économie et de ses ouvriers sur consigne de Washington :

« Le président Obama a donné l'ordre de cesser l'activité en Iran, on n'a pas le choix », avait déclaré le 26 juillet, Carlos Tavares, directeur délégué de Renault, avec une certaine amertume. Faute de quoi, l'alliance Renault-Nissan aurait été interdite de vente sur le marché américain.

Auparavant, en 2012, c'est Peugeot qui avait fait les frais de la politique américaine et de la lâcheté française, avec des conséquences terribles : en quittant l'Iran, PSA avait du renoncer à son premier marché à l'international. Dans la foulée, Peugeot avait annoncé la suppression de 8 000 postes et la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois... « Pour le premier semestre 2012, on a constaté une baisse des ventes de 240 000 véhicules par rapport à 2011 », avait rapporté le délégué CGT d'Aulnay, avant d'ajouter que « ce chiffre comprenait les 200 000 véhicules que Peugeot aurait dû vendre en Iran. »

Et voilà qu'anticipant un dégel entre Washington et Téhéran, les entreprises américaines ont discrètement repris pied en Iran, vaste marché de 80 millions de consommateurs. « La plupart des secteurs de l'économie américaine, y compris des sociétés cotées au Nasdaq, ont envoyé ces derniers mois des émissaires en Iran », affirme un industriel français, familier de la République islamique, au Figaro.

La filière automobile iranienne est particulièrement courtisée par General Motors. Le géant américain est entré en contact avec Iran Khodro, qui travaillait jusqu'en 2012 avec Peugeot pour fabriquer des modèles 206 et 405 que le groupe français a cessé de

livrer à l'Iran à cause des sanctions occidentales imposées à Téhéran... *«Depuis au moins six mois que les émissaires de General Motors se rendent en Iran, ils n'en sont plus au simple repérage du marché»*, avertit l'industriel.

Avec un ton menaçant (décret Executive Order Act 13645 signé le 3 juin dernier par Barack Obama), les Etats-Unis ont *« fait le ménage »* sur le marché iranien, et maintenant prennent le relais.

Les gouvernements de trahison français ont obéi au doigt à l'oeil et ont même devancé les exigences américaines, quitte à sacrifier les ouvriers français et mettre à mal l'économie... Pour le résultat que l'on sait. contre-info.com - wikistrike 06.10

2- Etats-Unis

Quelques heures avant que le Congrès ne ferme le gouvernement fédéral et mette des centaines de milliers de travailleurs fédéraux au chômage technique, le Pentagone a fait tranquillement une virée shopping et a dépensé plusieurs milliards (ndt: rien que ça...et quand vous allez voir la liste des achats, vous allez voir à quoi ils préfèrent utiliser leur argent).

Le ministère de la Défense a attribué 94 contrats totalisant plus de 5,5 milliards de dollars en tout, des camions Mercedes-Benz, des robots sous-marins en passant par un nouveau gymnase à l'Air Force Academy , complété par un studio de télévision (ndt: sans doute une priorité nationale?) , rapporta Foreign Policy.

Puis quelques heures plus tard, le gouvernement a fermé et 400.000 employés civils du DOD ont été mis hors jeu jusqu'à nouvel ordre .

Le Pentagone utilisent des centaines de millions de dollars de contrats pré-approuvés avec des entreprises tous les jours , mais il en consacre généralement plus le dernier jour de l'exercice fiscal.

Cette fois, cependant , c'est une autre histoire , puisque le Congrès n'a toujours pas approuvé un budget pour financer le gouvernement pour la nouvelle année, laissant tous les ministères et travailleurs fédéraux dans les limbes jusqu'à ce que le moratoire sur au Capitole s'achève.

Voici un échantillon de ce qui était dans le panier des achats du DOD lundi soir :

2,5 milliards de dollars - pour «pièces de rechange » utilisées par l' Armée, la Marine , l'Air Force et le corps des Marines. Le contrat a été attribué par la Defense Logistics Agency (DLA).

230 millions de dollars pour la poursuite du fonctionnement de la station radar que l'Agence de défense antimissile utilise pour détecter les lancements de missiles balistiques. Le contrat a été attribué à Raytheon.

200 millions de dollars pour des gilets pare-balles et gilets tactiques fabriqués par Federal Prisons Industries afin d'être vendus à d'autres pays.

139 millions de dollars pour un sonar fait par Lockheed Martin qui permet aux destroyers de détecter les sous-marins et les mines sous-marines.

66 millions de dollars pour un nouveau quai de carburant à la base navale de Point Loma .

65 millions de dollars pour des casques militaires de BAE systems basé en Arizona, et utilisé par l'armée, la Navy, l'Air Force et les Marines .

64 millions de dollars à Lockheed Martin pour aider les satellites espions d'exploitation qui sont équipés de caméras infrarouges .

49 millions de dollars à Boeing pour développer une version améliorée du MH- 6 Little Bird, un hélicoptère de l'armée .

49 millions de dollars pour 16 drones MQ- 9 Reaper de General Atomics pour la France.

40 millions de dollars pour des grenades offensives qui permettent aux utilisateurs de choisir le niveau de souffle nécessaire à la situation. Le contrat a été attribué à Nammo Talley basé en Arizona.

19 millions de dollars pour des lits pliants dédiés à la Navy, l'Armée, les corps des Marines et l'Air Force. (ndt: 19 millions pour des lits pliants?)

18 millions de dollars pour un robot sous-marin qui peut secourir l'équipage d'un sous-marin endommagé jusqu'à 2.000 mètres sous l'eau .

15 millions de dollars pour un volume d'hélium.

9 millions de dollars pour les vestes de terrain pour la Police nationale afghane.

9 millions de dollars pour le nouveau gymnase de l' Air Force Academy , qui comprendra la formation au CrossFit , un club de triathlon et un studio de télévision (pour une raison inconnu) .

7,5 millions de dollars pour 60 camions Mercedes-Benz pour l' US Africa Command (AFRICOM) .

6 millions de dollars pour les miroirs de télescope thermiquement sensibles créées par Trex Enterprises. thefiscaltimes.com - wikistrike 06.10

[Haut de page ↗](#)

Le 14 octobre 2013

CAUSERIE

Depuis hier, ils ont entamé les travaux de construction d'une maison dans le terrain mitoyen de celui où j'habite, du coup j'ai déménagé mon bureau dans ma chambre à l'autre extrémité de la maison pour ne pas être dérangé quand je travaille. On a tous notre lot d'emmerdements, j'ai été tranquille deux ans, un miracle, cela ne pouvait pas durer.

Domage ma chambre est petite, 12m² seulement, alors que mon bureau faisait plus du double. Avantage, je suis plus isolé dans la maison, moins dérangé et la pièce dispose de la climatisation en cas de besoin. Et puis, si un jour je tombe de fatigue, je ne risquerai pas un accident de travail, je tomberai sur le lit, il est à 50cms de mon siège ! Autre avantage, si avant de m'endormir j'ai une idée lumineuse qui me vient à l'esprit, ce qui est souvent le cas et je l'ai oubliée le matin suivant, je pourrai me lever et la noter dans mon carnet.

Le saviez-vous ?

(Cette info nous avait échappée, une confirmation après coup pour nous.)

MSF participe bien en "*secret*" à la guerre en Syrie au côté de l'armée française. La preuve.

- Médecins sans frontières monte un hôpital secret en Syrie - Lenouvelobs.com et Sipa 21.08.12

Médecins sans frontières (MSF) a annoncé mardi avoir transformé une villa inhabitée en hôpital d'urgence "*secret*" dans une enclave rebelle du nord de la Syrie, avec l'aide d'une association de médecins du pays.

Le Dr Holte a précisé que si de petits hôpitaux de campagne font leur apparition en Syrie, peu d'entre eux disposent des ressources de celui qu'a installé MSF.

L'armée française a pour sa part dépêché une équipe de médecins à la frontière syro-jordanienne ce mois-ci pour mettre en place un hôpital mobile pour les réfugiés.

Le président français, François Hollande, recevait une délégation du Conseil national syrien (CNS) mardi à l'Elysée. Lenouvelobs.com et Sipa 21.08.12

Tandis que les sionistes soignent les barbares djihadistes en Jordanie, MSF remplit la même fonction en "*secret*" à l'intérieur même de la Syrie. Le caractère "*secret*" de la présence de MSF en Syrie ajouté à la localisation de son point de chute ne laisse aucun doute sur le camp que soutient cette ONG.

Comment MSF a pu passer la frontière syrienne ? Avec l'aide des services secrets français ? Qui l'a aidé à transporter son matériel, qui s'est occupé de la logistique sur place ? Bref, qui avait tout organisé avant son arrivée en Turquie ? Erdogan, ce grand "*démocrate*" et "*ami*" du peuple syrien ?

Les valeurs du profit à tout prix ne mérite pas de guillemets.

La seule et unique voie : rompre avec l'Union européenne et en finir avec le capitalisme. Ajoutons qu'il ne peut pas y avoir de demi-mesures, ils doivent disparaître et laisser place au socialisme.

- *Tragédie de Lampedusa : Europe où sont tes "valeurs" ?* - Chems Eddine Chitour - 13 octobre 2013 - legrandsoir.info

Quelques brefs extraits choisis.

- *"Il vient que la forteresse Europe (...) se barricade plus que jamais."*

- *"Il est vrai qu'il n'y a pas de solution évidente, surtout que l'austérité, le chômage et la malvie commencent à envahir l'Europe."*

- *"Assurément, les valeurs de l'Europe étaient factices."*

- *"Il faut espérer – encore un vœu pieux..."*

C'est incroyable, monsieur Chitour arrive à la conclusion très juste que "les valeurs de l'Europe étaient factices", mais malgré tout il faudrait continuer d'espérer, espérer quoi, il n'y a absolument rien à attendre de l'UE.

On aura compris que monsieur Chitour se retrouve dans une impasse politique, parce qu'il ne veut pas rompre avec l'UE, mais ce n'est pas l'essentiel ici pour nous. Ce qui nous intéresse c'est pourquoi, comme la plupart des intellectuels, il ne peut pas se résoudre à admettre qu'il faut liquider l'UE. Son interprétation de l'UE est incomplète.

Dans cet article il nous fournit une liste de ses méfaits ainsi qu'une analyse de sa politique en relation avec le sujet traité. Bien, il a le mérite de partir des faits, mais il ne remonte pas à leur origine, il faut entendre par là qu'il demeure toujours dans le traitement de conséquences qui à leur tour deviennent les causes qui produisent de nouveaux effets et ainsi de suite, de sorte qu'un lecteur ordinaire se verra comblé en ayant l'impression que l'auteur a traité son sujet à fond, alors que ce n'est pas le cas, et un lecteur un peu plus exigeant restera sur sa faim et arrivera à la conclusion que monsieur Chitour n'a fait qu'enfoncer des portes ouvertes ou son analyse n'a pas dépassé le niveau d'un simple constat.

Certes, son constat ou le tableau de la situation qu'il dresse est plus honnête et plus complet que ceux que fournissent habituellement les médias qui eux s'emploient systématiquement à déformer la réalité, mais il y manque la profondeur d'analyse qui l'amènerait à comprendre la nature politique de l'UE qui est définitivement inconciliable avec la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs, que ce soit dans les 28 pays de l'UE ou les pays dans le monde qui sont soumis à la dictature des puissances occidentales et leurs multinationales.

L'UE ne peut pas être à la fois au service des banquiers et leurs multinationales d'un côté, et au service des travailleurs de l'autre, c'est l'un ou l'autre. Et comme l'UE n'a pas été fondée par le mouvement ouvrier européen mais par un cartel de banquiers et d'industriels, cette institution supranationale du capital ne peut qu'incarner les intérêts du capital.

Pour analyser n'importe quel discours, fait en général ou attribué à telle ou telle institution, il faut toujours avoir à l'esprit ou se demander quelle en est la nature, à quoi il se rattache, quel lien ou quel rapport il a avec les principaux facteurs qui composent la situation, quelle est la nature de cette institution, de ce parti, sinon on se condamne à produire une interprétation incomplète qui ne servira à rien, comme c'est le cas dans cet article ou pire, elle sera erronée.

Mais une interprétation incomplète peut également s'avérer extrêmement nuisible ou dangereuse, car elle peut renforcer l'impression chez les travailleurs ou militants qu'il n'y a finalement rien à faire, qu'on est en présence d'un pouvoir, d'un ennemi ou d'une institution si puissants qu'on ne pourra jamais les vaincre et qu'il vaudrait peut-être mieux composer avec eux que de les affronter ou de rompre avec eux, cette conclusion s'imposera implicitement aux lecteurs de cet article mais pas expressément dans ces termes, ce processus demeurera largement inconscient.

Pour conclure, ce genre d'articles sera utile aux lecteurs dans la mesure où il lui permettra d'acquérir certaines données ou de se remémorer certains faits mais c'est tout, sur le plan de la compréhension des rapports qui existent entre la situation actuelle ou les difficultés que rencontrent les travailleurs et la nature de l'UE, il n'aura pas avancé d'un pouce. La suite demain.

Qui est à l'origine du refus du Conseil national syrien de participer à la conférence de paix Genève-2

Hollande-Fabius associés au monarque de Riad ou quand les sionistes français associés aux sionistes arabes font le jeu d'Israël.

- Syrie: l'opposition en désaccord sur la participation à la conférence de paix - Lexpress.fr

Sur la photo illustrant cet article figurait Georges Sabra au côté du ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius le 29 juin 2012 à Paris (AFP)

Le Conseil national syrien, le groupe le plus important de l'opposition, ne participera pas à la conférence de paix Genève-2, et menace de se retirer de la coalition anti-régime si celle-ci y prenait part, vient d'affirmer son chef. *"Le CNS, qui est le plus grand bloc politique au sein de la Coalition, a pris la ferme décision (...) de ne pas aller à Genève vu les circonstances actuelles"* sur le terrain en Syrie, a affirmé à l'AFP le chef du Conseil Georges Sabra, dans un entretien téléphonique. *"Cela veut dire qu'il ne restera pas au sein de la Coalition si celle-ci y va"*, a-t-il ajouté. La Coalition a fixé comme condition à sa participation à une telle conférence le départ du président Bachar al-Assad.

"Si la Coalition décide d'y aller, nous, nous n'irons pas", a martelé M. Sabra, invoquant les souffrances endurées par la population en raison de la guerre menée par le régime contre les rebelles.

Le CNS, au sein duquel siègent notamment les influents Frères musulmans de Syrie, a été la tête de file de l'opposition contre le régime en place à Damas, avant de rejoindre laborieusement en novembre 2012 plusieurs nouveaux groupes pour former la Coalition nationale de l'opposition. Il rassemble les *"faucons"* de l'opposition, qui refusent toute négociation de paix avant le départ de M. Assad du pouvoir.

La Russie et les Etats-Unis souhaitent convoquer à la mi-novembre une conférence internationale de paix sur la Syrie, dite Genève-2, qui vise à réunir à une même table le régime syrien et l'opposition pour trouver une solution politique.

Le CNS a pris la décision de boycotter Genève-2 après deux jours de réunion à Istanbul. Elle intervient à la veille d'une rencontre entre le secrétaire d'Etat américain John Kerry et Lakhdar Brahimi, l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, sur la préparation de Genève-2. M. Sabra a accusé la communauté internationale d'avoir laissé le régime impuni après l'attaque chimique du 21 août près de Damas qui a fait des centaines de morts et a été attribuée à l'armée syrienne par l'opposition et des pays occidentaux.

La décision du CNS risque d'approfondir encore les divisions au sein d'une opposition déjà très fragmentée et affaiblie par un désaveu des principaux groupes rebelles armés sur le terrain. Des combats entre anti-Bachar ont fait cinquante morts hier. Lexpress.fr 13.10

Hollande-Fabius vont tout faire pour tenter de saborder la conférence dite de Genève-2 parrainée par Washington et Moscou pour qu'elle n'ait pas lieu, car son issue entérinera définitivement la mise hors course de la France, une nouvelle humiliation pour le tandem de va-t-en-guerre français.

L'engagement de Hollande au côté des marionnettes de l'opposition syrienne qu'ils manipulent.

- L'opposition syrienne reçue ce mardi à l'Elysée - nouvelobs.com 21.08.12

- Syrie : Hollande «*encourage*» le CNS à fédérer l'opposition - leparisien.fr 21.08.12

- Syrie : Hollande adoube l'opposition - JDD - 18.11.12

- L'opposition syrienne se réunira à Paris fin janvier - Reuters 20.01.13

- À Paris, le chef de l'opposition syrienne réclame plus de soutien - Le Point.fr 24.07.13

- Hollande reçoit jeudi le chef de la Coalition nationale syrienne - europe1.fr 27.08.13

Hollande, tout comme l'Arabie Saoudite ou l'Etat sioniste refuse tout accord politique de l'opposition syrienne avec Assad.

Entretien avec le Conseil National Syrien - www.elysee.fr 21.08.12

Extrait. Le Président de la République a reçu aujourd'hui une délégation du Conseil National Syrien, conduite par son président, le Dr Abdel Basset SAYDA. Il a salué le rôle central que cette instance joue au sein de l'opposition syrienne. (...)

Dans le prolongement de la réunion du groupe des Amis du Peuple Syrien à Paris, le 6 juillet dernier, la France continuera de jouer un rôle de premier plan pour progresser vers une transition politique en Syrie qui suppose le départ de Bachar AL ASSAD.
www.elysee.fr 21.08.12

Sauf que voilà, le départ d'Assad n'est plus envisagé par les Américains...

Qu'est-ce que le Conseil National Syrien ? Extrait.

Créée il y a une semaine à Doha, au Qatar, la Coalition de l'opposition syrienne a été reconnue mardi par la France comme *"seule représentante légitime du peuple syrien."*

Le CNS n'est pas véritablement le groupe d'opposition syrienne, cependant il est généralement reconnu comme la *"principale coalition d'opposition"*, selon les mots de la BBC.

Le *Washington Times* le décrit comme *"un groupe de coordination des factions rivales, basé en dehors de la Syrie"*. Ce qui est certain, c'est que le CNS est le groupe d'opposition qui a les relations les plus fortes et les plus fréquentes avec les puissances occidentales et qui a ouvertement appelé à une intervention étrangère dès les premiers moments de l'insurrection.

En Février 2012, à l'ouverture du Sommet des Amis de la Syrie en Tunisie, William Hague, a déclaré: *"Je vais rencontrer les dirigeants du Conseil National Syrien dans quelques minutes ... Avec les autres nations, nous traiterons désormais avec eux et les reconnaitrons en tant que représentant légitime du peuple syrien."*

Le plus ancien porte-parole officiel de la CNS est l'universitaire syrienne Bassma Kodmani, vivant à Paris.

Kodmani est membre du bureau exécutif et chef des affaires étrangères pour le Conseil National Syrien. Elle est donc assez proche du cœur du pouvoir du CNS, et elle est la plus virulente porte-parole du conseil. Cette année, ce fût sa deuxième participation à la réunion du Groupe Bilderberg. Lors de la conférence 2008, Kodmani a été répertoriée dans la liste des français; en 2012, ceci avait disparu et fût inscrite dans la liste des "internationaux" – son pays natal était alors devenu le monde des relations internationales.

En 2005, Kodmani a travaillé pour la Fondation Ford au Caire, où elle a été directrice de sa gouvernance et du programme sur la coopération internationale. La Fondation Ford est une vaste organisation, dont le siège est à New York, et où Kodmani était déjà assez haut placée.

En Février 2005, les relations entre les États-Unis et la Syrie se sont effondrées, et le président Bush a rappelé son ambassadeur à Damas. Un grand nombre de projets de l'opposition datent de cette période.

"L'argent des États-Unis pour les figures de l'opposition syrienne a commencé à couler sous la présidence de George W. Bush après qu'il ait effectivement gelé les relations politiques avec Damas en 2005", explique le *Washington Post*.

En Septembre 2005, Kodmani a été nommée directrice exécutive de l'Initiative de Réforme Arabe (IRA) – un programme de recherche initié à l'origine par le puissant lobby américain lobby, le Council on Foreign Relations (CFR).

Le CFR est un think tank élitiste ayant pour but d'analyser la politique étrangère américaine et la situation politique mondiale, et l'Initiative de Réforme Arabe est décrit sur son site Internet comme un "projet du CFR". (Pour lire la suite : *Qui est vraiment l'opposition syrienne ? Qui la finance ? Qui sont ses représentants ?* - Le Journal du Siècle 23.07.12)

(J'ai ajouté cet article très intéressant dans le portail à la rubrique Syrie, au format pdf, il manque les images que je n'ai pas réussi à capturer.)

Excellent, n'est-ce pas ? Voilà les hommes de paille de Washington que Hollande et Fabius soutiennent et financent, arment...

Brignoles. Quel dommage que le candidat de l'UMP n'ait pas été élu !

Le titre résume l'enseignement qu'on peut tirer de cette farce électorale d'un très mauvais goût : ce sont les fossoyeurs des valeurs les plus élémentaires de la République qui font le lit de l'extrême droite, qui dénoncent sa victoire électorale à Brignoles, Peillon en tête qui organise la destruction de l'école publique avec sa contre-réforme rejeté dans tout le pays.

Vous lirez ci-dessous que le PS et ce qui ose encore s'appeler la gauche regrette que le candidat de l'UMP qu'ils ont soutenu n'ait pas été élu, selon eux cela aurait été une grande victoire pour la République... bananière, ainsi ils témoignent qu'ils incarnent bien le régime, la gauche contrairement au PS ne figure pas dans le même camp que l'UMP, elle fait en sorte que les intérêts des capitalistes soient préservés ainsi que la stabilité des institutions en se partageant rôles, places et prébendes, et tout parti qui soutient le PS se trouve dans la même situation, dont le PG associé au PCF dans le FdG, sans parler qu'ils appelleront tous à soutenir les candidats du PS qui se retrouveront au second tour des élections en 2014 comme en 2012, comme toujours dans le passé, rien de changer et on se lasse de le répéter.

Hier j'ai eu au téléphone une camarade indifférente qui m'a dit que tout cela ne l'intéressait pas. C'est vrai que les militants et les travailleurs en ont plus que marre de leur comédie, cela fait déjà plus d'une décennie qu'ils étaient passés du "*front républicain*" avec le PS à celui avec le parti de l'ordre, quand ils ont appelé à voter Chirac en 2002 ou quand ils avaient accepté d'être ministre lors de son premier mandat en 1995. Blum avait ouvert la voie à Pétain, Hollande pourrait bien porter au pouvoir Marine Le Pen en 2017.

Le Front de Gauche doit plus que jamais proposer une alternative claire, dénuée de toute ambiguïté vis à vis de la politique d'austérité et au profit des plus riches du gouvernement. (PG. Election du FN à Brignoles 13.10)

- Le candidat du Front national a remporté dimanche l'élection cantonale partielle de Brignoles (Var) avec 53,9% des voix, un scrutin qui a vu l'échec du front républicain en dépit d'une mobilisation plus importante.

Lors de cette élection très attendue des états-majors politiques avant les municipales de mars, Laurent Lopez a recueilli au second tour 5.031 voix, contre 4.301 pour son adversaire UMP Catherine Delzers (46,1%), selon la préfecture du Var.

Après un 1er tour marqué par une très forte abstention, les électeurs se sont plus fortement mobilisés dimanche. Le taux de participation a atteint 47,47% (selon les chiffres définitifs de la préfecture), en hausse de 14 points par rapport au 6 octobre, où seulement 33,40% des électeurs s'étaient rendus aux urnes.

Pour le second tour, la candidate UMP a profité d'une meilleure mobilisation et d'un bon report de voix, après que le PS, le PCF et les Verts eurent appelé à un "*front républicain*" pour "*faire barrage*" au FN.

(Cela en dit long sur le niveau politique de ces électeurs. - ndlr)

Mme Delzers doublant la mise entre les 20% du 1er tour et le second, n'a pu toutefois combler son retard.

Mais l'électorat FN est également resté très mobilisé, plaçant le candidat FN en tête, entre 48% des voix et 56%, dans les six communes du canton, en particulier dans les communes les plus aisées autour de Brignoles.

Larmes aux yeux, les sympathisants de gauche avaient du mal à cacher leur déception.

(De gauche, vous êtes sûr ? - ndlr)

Le premier secrétaire du PS Harlem Désir a déploré la victoire du FN, "qui rappelle à la gauche l'impérieuse nécessité de son rassemblement dans les territoires" où le parti d'extrême droite est fort, en relevant que "*la candidate UMP arrive devant le candidat du Front national dans les principaux bureaux de vote de gauche du canton*".

(Comme quoi le PS est compatible ou soluble dans l'UMP, Hollande poursuit la politique de Sarkozy. Les 55% d'électeurs qui se sont abstenus ou une grande partie d'entre eux ne s'y sont pas trompés, y compris ceux qui ont voté pour le candidat du FN. - ndlr)

Originaire de Brignoles où elle se trouvait dimanche, la présidente de SOS Racisme, Cindy Leoni, a estimé au contraire que la leçon de Brignoles "*c'est la défaite de la droite et de la gauche*" car c'est aussi "la base de l'UMP qui glisse vers le FN". Et l'UMP "*a tout à y perdre*", a-t-elle ajouté. AFP 13.10

(Pour un peu elle volerait au secours de l'UMP ou verserait une larme après sa défaite ! On a là la véritable nature de SOS racisme, ils rament pour le régime en place. - ndlr)

- La victoire du candidat Front national, Laurent Lopez, à la cantonale partielle de Brignoles est "*une mauvaise nouvelle pour la démocratie et pour la République*", a commenté dimanche 13 octobre le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon sur BFM/LePoint/RMC.

(Vous et votre parti n'avez jamais cessé de les piétiner en réalité, vous êtes donc responsable de l'élection du candidat du FN à Brignoles. - ndlr)

"*Cette affaire, qui nous mine de l'intérieur, c'est quel avenir pour la France ? Sortir de l'euro ? Désigner en permanence des boucs émissaires ? Celui qui vient de perdre son emploi ? Ou celui qui est d'une autre religion que la nôtre ou d'une autre couleur de peau ?*", a-t-il continué. Le Nouvel Observateur avec AFP 13.10

(On se fout de l'avenir de la France et de votre discours collaborationniste qui a un relent d'union nationale nauséabond, c'est vrai que l'euro est une réussite... pour les riches, ceux pour lesquels vous gouvernez, quant à désigner des boucs émissaires, vous êtes les champions en la matière en manipulant des minorités pour dresser la majorité de la population contre elles, et pour ce qui est de la perte d'emploi, cela ne risque pas de vous arriver, mais il faut reconnaître au PS le talent d'accompagner les fermetures d'usines ou d'entreprises comme personne d'autres, et pour finir avec le gouvernement le plus ouvertement sioniste de la Ve République vous endosser le rôle de provocateur de premier plan, quand le ministre de l'Intérieur ne stigmatise pas une communauté entière soutenu par Hollande, décidément vous êtes très mal placé pour critiquer qui que ce soit, on aura du mal à imaginer pire démagogie. - ndlr)

J'ai voulu vérifier si le FN avait gagné des voix lors de ce scrutin, la réponse est affirmative au regard des résultats suivants que j'ai relevé dans le portail du ministère de l'Intérieur. Par rapport à la cantonale de 2011, le FN a gagné 624 voix, soit 15%.

Cantonale 2eme tour 2011 : 4 407 voix
Législatives 2eme tour 2012 : 1 917 voix
Présidentielle 1er tour 2012 : 2 445 voix

Un modeste "**provincial**" qui ne fait pas partie de "**l'aristocratie politique**"... mais qui a été invité à la réunion du groupe Bilderberg en 2009.

- Xavier Bertrand s'affiche comme le candidat de l'unité - Reuters

L'ancien ministre UMP Xavier Bertrand s'est présenté dimanche comme le candidat de l'unité en vue des primaires de son parti en 2016, affirmant avoir le sentiment d'être mieux placé que Nicolas Sarkozy et François Fillon pour l'emporter lors de l'élection présidentielle de 2017.

"*Je suis candidat à l'élection présidentielle et cela passe bien évidemment par les primaires qui seront organisées par l'UMP*", a dit le député de l'Aisne au Grand Jury Europe 1/Le Monde/i>TÉLÉE.

"*Je pense qu'aujourd'hui je peux incarner une méthode et une ambition différentes des autres candidats dont on parle aujourd'hui*", a-t-il ajouté, se présentant entre autres comme un "*provincial*" ne faisant pas partie de "*l'aristocratie politique*."

"Si nous continuons les divisions pendant trois ans, pendant quatre ans, nos électeurs vont nous tourner le dos et ce sera la question de notre présence au second tour de la présidentielle qui sera posée", a-t-il ajouté.

Invité de la radio RCJ dimanche matin, le député UMP de l'Yonne Guillaume Larrivée, proche de Nicolas Sarkozy, a appelé Xavier Bertrand à ne pas aller trop vite. "*Je pense que chacun doit rester humble*", a-t-il dit. "Et si je me permettais de donner un conseil à Xavier Bertrand, qui a plein de qualités, qui est expérimenté, qui a fait du bon travail quand il était ministre des Affaires sociales de Nicolas Sarkozy, c'est de ne pas aller plus vite que la musique." Reuters 13.10

Quand le peuple américain se réveillera...

Il semblerait qu'il commence à comprendre ce qui se passe dans son propre pays, la propagande gouvernementale et de médiatique ne suffit plus, une bonne nouvelle dont on avait déjà eu des échos mais qui demandait confirmation, c'est fait avec le rejet massif d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient en son nom. Espérons que cette nouvelle période politique qui s'ouvre se traduira par la montée en puissance du mouvement ouvrier américain...

Kerry : ouverture progressive de la "*fenêtre diplomatique*" avec l'Iran - LeMonde.fr

A deux jours de négociations internationales cruciales à Genève sur le dossier nucléaire iranien, le secrétaire d'État américain John Kerry a estimé, dimanche 13 octobre, que la fenêtre diplomatique avec l'Iran était "*de plus en plus ouverte*".

"*Mais je veux que vous sachiez que nos yeux sont également ouverts*", a lancé le chef de la diplomatie américaine à l'adresse des quelque 1 600 délégués du groupe de pression américain pro-israélien AIPAC (American Israel Public Affairs Committee), une puissante organisation juive américaine qui tenait son sommet annuel.

"*Alors que nous recherchons un règlement pacifique au programme nucléaire iranien, les mots doivent être suivis d'actes*", a répété

M. Kerry en allusion à la volonté d'ouverture diplomatique manifestée par l'Iran depuis un mois et le bon accueil des États-Unis.

"*Quel que soit l'engagement avec l'Iran, nous sommes pleinement conscients des besoins de sécurité d'Israël*", a affirmé le secrétaire d'État devant l'APAIC. lemonde.fr 13.10

L'APAIC est un lobby sioniste très puissant et très riche aux États-Unis, elle a infiltré toutes les institutions. Cependant les sionistes sont une infime minorité dans ce pays, et Obama doit gérer plus de 312 millions d'Américains, alors quand l'immense majorité rejette la guerre et témoigne de plus en plus son aversion envers sa politique, signe précurseur ou manifestation de son indépendance, entre l'APAIC et le peuple américain qui pourrait bien finir par remettre en cause la stabilité du régime, le choix d'Obama est vite fait, en réalité il n'a pas trop le choix.

En complément, je vous invite à lire cet article très intéressant rédigé par un ex-membre de l'APAIC, en ligne dans le site à la rubrique politique.

Comment l'AIPAC a perdu son emprise (Washington Spectator) - M.J. Rosenberg, - dimanche 13 octobre 2013 - legrandsoir.info

ACTUALITE EN TITRES

[Grillés encore plus vite que Sarkozy](#)

- Cote de popularité: Hollande en baisse de 3 points (26%), Ayrault aussi (29%) - AFP

[Le parti des patrons.](#)

- Primaires du PS à Aix-en-Provence : un ancien PDG et un avocat au second tour - LeMonde.fr

[Réaction néolibérale internationale.](#)

Pas d'amnistie pour les porte-parole d'une institution illégitime au service de l'impérialisme anglo-saxon.

- Amnesty déplore l'appel de l'Union africaine à l'immunité des hommes d'Etat - LeMonde.fr

Voua savez là la véritable nature réactionnaire d'Amnesty.

Instrumentalisation des minorités. Comme partout dans le monde.

- Afrique du Sud: Valérie Trierweiler rencontrera un couple de lesbiennes - AFP

Les droits des homosexuels sont garantis par la loi en Afrique du Sud. Mais dans la pratique, de nombreuses lesbiennes des townships sont victimes de graves discriminations. AFP 13.10

Les colons Hollande-Fabius "**exigent**".

- Paris va envoyer des troupes en Centrafrique - AFP

Le chef de la diplomatie française Laurent Fabius a annoncé dimanche à Bangui l'envoi de troupes supplémentaires en Centrafrique tout en exigeant l'organisation d'élections AFP 13.10

Les dictateurs Hollande-Fabius traitent toujours les différents États africains qui faisaient partie de l'empire colonial français comme des dominions.

[Le luxe est indécent, la luxure est vulgaire.](#)

- Les Champs-Élysées, avenue «*vulgaire et chère*» que les Parisiens évitent - Slate.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 15 octobre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter deux infos, l'annonce du prix Nobel d'économie à trois Américains, j'ai parcouru rapidement deux articles, à se tordre de rire, le second relatif à la création d'un nouveau parti en Espagne par des "*Indignés*", le Parti X, cet article date de plusieurs jours il faut que je le retrouve.

Comment se faire passer pour ce qu'on n'est pas. La méthode : le partage des rôles et des positions à géométrie variable.

- Des syndicats français boycottent le Forum mondial de la sécurité sociale au Qatar - AFP

Le prochain forum de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) aura lieu du 10 au 15 novembre à Doha, au Qatar, riche pays du Golfe accusé d'exploiter la main d'oeuvre employée sur des chantiers du Mondial 2022.

«*Un certain nombre d'organisations de salariés ont fait part de leur désaccord sur ce choix (du Qatar, ndlr) lié aux conditions de travail des migrants*», a annoncé Jean-Louis Deroussen, président du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) lors d'une conférence de presse lundi. Les cinq syndicats de salariés représentatifs (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO) siègent au sein des organismes de Sécurité sociale.

«Nous respectons leur choix», a dit Jean-Louis Deroussen à la presse après avoir justifié le choix de Doha.

«*Le Qatar est un État membre de l'AISS, le Qatar est membre de l'ONU, le Qatar est membre de l'OIT. Il a postulé comme tous les pays membres de l'AISS peuvent le faire, le Qatar a postulé pour l'organisation de ce forum et donc il a été retenu*», a-t-il dit. Fondée en 1927, l'AISS regroupe 360 organismes de protection sociale de plus de 150 pays.

"*Selon un communiqué, onze administrateurs ont voté contre (trois CGT, deux CFTC, cinq UNAF, une personne qualifiée), huit pour (trois FO, trois CFDT, deux personnes qualifiées), deux ont pris acte (deux CGC) et douze "n'ont pas pris part au vote" (six Medef, deux UPA, trois CGPME, une profession libérale).*" AFP 14.10

Les syndicats siègent dans les organismes de Sécurité sociale comme les actionnaires siègent au conseil d'administration d'une entreprise cotée en Bourse, ils en acceptent l'orientation. En échange de leur participation au côté du patronat à ces organismes dont le budget est adopté chaque année par le gouvernement et le parlement à sa botte, ils perçoivent d'importants avantages en nature ou financiers qui profitent également aux appareils de certains partis ouvriers dans la mesure où les permanents syndicaux sont également des cadres ou des dirigeants de ces partis.

C'est ainsi que la collaboration de classes est institutionnalisée depuis 1945 et s'étend aux institutions internationales du capital, puisque l'OIT est une émanation de l'ONU. Dès lors évoquer des syndicats ou des partis ouvriers indépendants est une supercherie politique qui ne sert qu'à masquer leurs rapports, leurs liens permanents avec le capital sans lesquels leur existence pourrait même être remise en cause.

Refuser de participer à ce forum ne témoigne pas de l'indépendance des syndicats dans la mesure où leur absence à cette manifestation n'aura aucune répercussion et ne remettra pas en cause la participation du Qatar à l'AISS, cette mise en scène doit servir uniquement à nourrir l'illusion que les syndicats seraient indépendants et à camoufler leur véritable nature ou orientation selon les syndicats, réformiste bourgeois, patronaux ou jaunes, contre-révolutionnaires ou antisocialistes.

Quand le droit est supérieur ou incompatible avec le niveau économique de la majorité de la société, le législateur se fait dictateur.

Jusqu'à présent les rapports entre les différents membres qui composent la société reposaient sur l'interprétation des rapports des hommes avec le monde extérieur. Cette interprétation est demeurée largement inconsciente jusqu'à nos jours, puisque la compréhension de ces rapports n'est pas une faculté innée chez l'homme, il doit l'acquérir au cours de sa vie ou vivre jusqu'à son dernier souffle sous l'emprise de l'ignorance de sa véritable condition, ce qui est le sort de la plupart des hommes.

Au fur et à mesure du développement des forces productives et des changements intervenus dans le mode de production qui leur correspondait (pour faire bref), c'est l'ensemble de ces rapports qui évoluèrent ou connurent de profonds bouleversements, y compris celui entre les hommes et les femmes, leur rôle et leur place dans une société dorénavant divisée en classes sociales aux intérêts opposés, rapports dont l'Etat est chargé d'assurer la stabilité en privilégiant les intérêts de la classe dominante.

Cette classe dominante par le biais de l'Etat ou du législateur à sa solde a codifié les rapports entre les classes en leur donnant un contenu juridique pour à la fois les légitimer et contraindre la classe dominée à respecter son état ou admettre sa condition inférieure. Quant aux rapports spécifiques entre les hommes et les femmes, si à l'état originel ils répondaient à des critères naturels, au fur et à mesure que les rapports des hommes à la nature ou à leur environnement prenaient un tour social, en se spécialisant dans une ou des activités qu'ils se répartirent lors de la première division du travail que connut l'humanité, ces rapports entre les deux sexes allaient évoluer et s'adapter au développement des forces productives.

Les transformations qui allaient intervenir dans les rapports entre les hommes et les femmes qui servaient de supports à la culture ou aux mœurs des différentes civilisations, de lois ou de code de conduite, étaient la conséquence à un moment donné du développement des forces productives pour leur permettre de franchir une nouvelle étape, les anciens rapports entre les hommes et les femmes constituant désormais un obstacle ou un frein à l'évolution ou l'essor de la société.

Donc c'était les rapports sociaux de production et leur évolution qui précédaient la décision du législateur de procéder à des modifications des rapports entre les deux sexes. A cette occasion il pouvait faire preuve d'audace et anticiper la prochaine évolution du mode de production en vigueur, sans pour autant envisager de changements radicaux qui auraient été rejetés violemment par la population et l'Eglise, c'est ainsi que sur le fond depuis le passage du matriarcat au patriarcat et la main mise de l'Eglise sur les consciences, ces rapports demeurèrent pratiquement inchangés depuis quelque deux mille ans.

Les femmes participent aux rapports sociaux de production depuis la nuit des temps contrairement à ce que des ignorants ou des manipulateurs affirment, ne serait-ce que pour survivre et se reproduire ou assurer la reproduction de l'espèce humaine comme le faisait remarquer Engels. Ce fut là l'expression la plus élémentaire de la division du travail entre les hommes et les femmes à l'aube de la civilisation humaine, les hommes étant bien obligés de subvenir aux besoins des femmes et des enfants quand ils n'étaient pas en mesure de les assurer eux-mêmes.

Depuis sous les différents mode de production les femmes ont toujours travaillé et assumé un rôle social dans la société.

La division du travail qui s'est instauré très tôt entre les hommes et les femmes et les rapports entre eux qui en découlèrent, prirent en compte le rôle spécifique que chacun remplissait de par leur nature différente, dont celui de la femme d'enfanter et par extension d'élever ses enfants, pendant que l'homme allait chasser ou partait à la guerre sa compagne s'occupait du foyer familiale, l'un et l'autre remplissaient un rôle spécifique qui se complétait et permettait d'assurer leur survie et leur descendance. Plus tard l'homme passa à l'agriculture qui nécessitait également une grande dépense physique, la femme ajouta à ses fonctions domestiques la garde des animaux domestiques ou l'entretien d'un petit troupeau de bovins ou d'ovins. Puis, lorsque le régime féodal prit fin, les hommes partirent travailler dans les mines et les usines, les besoins en main d'oeuvre du capitalisme pour se développer étant supérieurs à tous les modes de production du passé, les femmes partirent également travailler à l'usine pendant que les enfants étaient envoyés dans les mines. Généralement lorsque la femme travaillait quand elle n'avait pas encore d'enfants, sinon elle restait au foyer pour les élever et s'occuper des affaires de sa petite famille.

On en arriva au cours de la seconde moitié ou plutôt vers la fin du XXe siècle à la généralisation du travail des hommes et des femmes, au nom de l'égalité des droits entre les sexes, généralisation du travail des femmes rendue possible du fait du développement du secteur tertiaire principalement.

L'évolution du statut des femmes qui allaient pouvoir accéder aux mêmes fonctions que les hommes dans la société, allait se produire au détriment de leur fonction spécifique qui a été largement caricaturée pour leur faire accepter l'abandon progressif de leur rôle de mère, ainsi que le rôle complémentaire qu'elles remplissaient au côté des hommes, le législateur allant jusqu'à dénoncer ces rapports sous la pression du lobby féministe véhiculé par l'idéologie néolibérale, et considérer qu'ils sont de nos jours inutiles, voire nuisibles après les avoir dénaturés à l'excès. A l'étape suivante qui était prévisible depuis les années 80, il en vint à louer les bienfaits de l'homosexualité qu'il plaça sur le même pied d'égalité de droit que l'hétérosexualité.

Depuis la nuit des temps jusqu'à notre époque, l'évolution des rapports entre les hommes et les femmes et de leurs statuts dans la société a été le produit du développement des forces productives et du passage d'un mode de production à un autre, or ce qui vient de se produire est l'inverse. Le législateur a procédé à un coup de force en introduisant des modifications importantes dans les rapports entre les deux sexes sans que les rapports sociaux de production n'aient changé, du coup la majorité de la population est encline à conserver le même état d'esprit ou les mêmes réflexes comportementaux qu'autrefois, à considérer que rien ne justifie une telle évolution.

Cela va plus loin encore, puisqu'il s'attaque également aux rapports entre les parents et leurs enfants, aux rapports entre les hommes et leur sexualité qu'il entend modifier, qu'ils criminalisent au moyen de lois liberticides ou répressives.

Pour ne prendre qu'un exemple, l'Etat s'immisce dans les rapports entre les parents et leurs enfants en tentant de leur imposer un modèle d'éducation pour lesquels la plupart ne sont pas prêts ou qui ne peut concerner que les familles de nantis auxquelles la bonne conscience ne coûte rien ou plutôt qu'elles peuvent monnayer à moindre frais, dans la mesure où elles bénéficient d'un statut social (matériel et financier) supérieur à la moyenne de la population composée de prolétaires qui leur permet de concevoir

une telle évolution de ces rapports ou d'en profiter directement, puisque la société se montre particulièrement généreuse envers eux ou les favorise. Dit autrement, la modification de ces rapports entre les parents et les enfants est incompatible avec les conditions matérielles d'existence de la majorité de la population, conditions matérielles qui déterminent en grande partie leur niveau de conscience.

Si ces modifications peuvent être envisagées favorablement par les classes et les couches privilégiées, elles se traduisent par la dislocation des rapports entre les parents et leurs enfants dans les familles les plus désavantagées de la société et bien au-delà d'ailleurs, dans la mesure où elles conduisent à affaiblir l'autorité des parents sur leurs enfants, ces parents étant incapables aussi bien sur le plan matériel qu'intellectuel d'assumer une telle évolution de ces rapports ou du droit.

On dit que le droit ne peut être supérieur au développement économique, dans le cas contraire, cela entraînera des tensions extrêmes dans les rapports entre les classes et à l'intérieur même des classes jusqu'à pénétrer les rapports les plus élémentaires de la société et les mettre en péril, entraîner leur dislocation... On est dans ce cas de figure ici, cette démonstration est valable pour traiter toutes les questions de société que le PS et le gouvernement mettent en avant depuis le l'élection de Hollande, on en a encore quelques exemples effrayant dans l'actualité du jour. (A suivre.)

Je rajoute un passage plus tard en fin de soirée.

On dit que le droit ne peut être supérieur au développement économique en parlant d'un pays, mais c'est valable aussi dans un pays comme la France où il existe des inégalités croissantes entre les classes, et où finalement une majorité des masses est exclue du développement économique, du progrès social qui en réalité n'existe plus puisque tous les services tendent à être soumis à la marchandisation, sans même parler du bien-être ou du développement harmonieux de chacun, la satisfaction des besoins élémentaires de la population n'est pas un droit reconnu par le législateur, elle est fonction des revenus de chacun, or il existe dans ce pays des millions de pauvres et autant qui doivent se résoudre à bien des sacrifices pour ne pas le devenir, de telle sorte qu'une grande partie de la société se retrouve soumise à des conditions économiques (inférieures) sans rapport avec l'évolution du droit.

Dit autrement, la majorité de la population se sent étangère à cette évolution du droit qu'elle ne peut pas suivre, puisqu'au contraire ses conditions d'existence ne cessent de se dégrader, finalement et c'est bien ainsi qu'il faut l'interpréter car c'était l'intention de départ du législateur, l'évolution du droit se fait contre la majorité de la société, c'est elle qui est visée, pour briser sa résistance à la destruction de tous les rapports qui existaient jusqu'à présent, rapports qui étaient issus du développement du capitalisme et de la lutte des classes, qui avaient un contenu de classe ou reproduisait les rapports entre les classes pour leur substituer des rapports purement mercantiles, dénués de tout contenu social, la société (et le monde) devant se composer uniquement de serfs ou d'esclaves sans autres droits que ceux que leur accorde leur revenu en fonction de l'intérêt qu'en retire l'oligarchie financière qui gouverne le monde.

L'évolution du droit est dictée jusque dans les moindres détails par cette stratégie néolibérale. Croire que l'évolution du droit serait favorable aux femmes, aux homosexuels, aux travailleurs immigrés ou je ne sais qui est une pure vue de l'esprit, elle est foncièrement réactionnaire. Comment peut-on imaginer un seul instant le contraire lorsqu'on observe quotidiennement que la politique mise en oeuvre par tous les gouvernements est réactionnaire sur toute la ligne.

En complément.

Avant de lire ces titres, je précise que j'ai été un enfant battu et que je n'ai jamais élevé la main sur ma fille, sans doute parce que j'ai eu la chance, le privilège d'élever mon niveau de conscience politique, ce qui n'est pas donné à tous les prolétaires.

Aussi je ne condamnerai pas ce père qui a frappé son fils, je condamne l'Etat et les partis institutionnels qui assurent la survie du capitalisme, interdisant aux masses exploitées d'accéder à un niveau de conscience supérieur en leur interdisant d'accéder à des conditions matérielles d'existence permettant le développement de rapports harmonieux entre les parents et leurs enfants sans recourir à la violence.

C'est un luxe au-delà des moyens de la condition misérable dans laquelle vous maintenez les masses.

- Y a-t-il une manière éthique d'élever ses enfants? - Slate.fr

Double peine.

- A Limoges, 500 euros avec sursis pour une fessée - Francetv info

Un père a été condamné pour avoir donné une fessée déculotée à son fils de 9 ans. Francetv info 14.10

En fait ce père est divorcé et c'était la mère qui avait la garde de leur fils. Lors de la visite de leur fils chez son père le jeune garçon

a refusé de dire bonjour à son père qui l'a mal pris et s'est emporté, la mère en a profité pour porter plainte comme son ex-compagnon, pour finir la justice a sanctionné l'attitude du père sans trop se poser de questions. On imagine que cela va servir à améliorer les relations entre le père et son gamin.

Je n'aurais jamais accepté que mon père soit jugé et sanctionné pour m'avoir cogné sans raison, il rentrait du boulot exténué et énervé et pour un rien il me frappait, c'était quasi-quotidien, on était très pauvre et parvenir à boucler les fins de mois était problématique, très compliqué, voire impossible. Alors quand on a un gosse qui vous répond, qui se fout de vous ou qui ne file pas droit, cela défoule de passer ses nerfs dessus. Gosse je craignais mon père mais je l'aimais bien quand même, beaucoup moins plus tard, jusqu'à ne plus voir du tout ou presque mes parents, ils n'ont jamais vu ma fille qui a aujourd'hui à 32 ans.

C'est très tard que j'ai compris que mes parents avaient été incapables d'agir autrement avec moi, parce qu'ils étaient demeurés arriérés, mais surtout parce que la société s'était employée à leur pourrir la vie en les maintenant dans un état de pauvreté permanent, à défaut de pouvoir répondre au formidable déficit que représentait la prise en charge des besoins d'un enfant, ils allaient employer le seul moyen qu'il leur restait, la violence, les châtements.

Je n'en veux plus à mes parents, et je pense que si j'avais été à la place du ou des juges qui ont infligé cette amende stupide à ce père de famille, je lui aurai tenu ce langage en présence de son ex-épouse et de son gosse, ainsi ils auraient pu comprendre comment une telle situation avait pu se produire et qu'il ne servait à rien de culpabiliser le père, la mère ou le gamin qui avait peut-être manqué de respect à son père, c'est ce que le père a dit au tribunal, parce qu'en définitif c'était la société telle qu'elle est ou qu'elle est devenue qui a favorisé l'émergence de tels rapports, où la frustration et l'humiliation engendrées par une expérience mal vécue ou douloureuse peuvent transformer l'amour en haine et se traduire par des actes violents inutiles ou que chacun regrette par la suite.

Encore une fois leur justice scélérate criminalise le comportement de parents, car c'est valable pour le père ou la mère qui peut frapper son enfant, qui agissent conformément à leur niveau de conscience ou à l'éducation qu'ils ont reçue et qu'ils reproduisent parce qu'ils n'ont pas eu les moyens ou l'opportunité d'évoluer.

Leur justice veut imposer par la loi et par la force un changement dans le comportement ou la mentalité de la population, cela vaut envers les femmes, les homosexuels, les immigrés ou tout autre minorité ou communauté minoritaire, alors que les conditions d'existence de la majorité des masses n'a pas évolué et leur état de conscience qui va avec non plus.

On aurait pu se contenter de dire que leur justice était dégueulasse, mais on ne serait pas plus avancé pour autant, or il faut que les militants et les travailleurs comprennent bien ce qui est en train de se passer, puisque ce processus de criminalisation et de culpabilisation de la population de la part du législateur est devenu permanent, particulièrement depuis que le PS est au pouvoir. C'est un moyen comme un autre de faire en sorte que les différentes couches de la population se dressent les unes contre les autres, se divisent pour gouverner tranquillement.

Réseaux de "***traite et de proxénétisme***" : le PS et les institutions de la Ve République !

- Dépôt de la proposition de loi sur la prostitution - Liberation.fr

La "*proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel*" prévoit notamment la création d'une amende de 1.500 euros sanctionnant le recours à la prostitution, doublée en cas de récidive.

"*L'interdiction de l'achat d'un acte sexuel est à ce jour la mesure la plus efficace pour réduire la prostitution et dissuader les réseaux de traite et de proxénétisme*", affirme l'exposé des motifs. Liberation.fr 14.10

A défaut de changer la société de telle sorte que les hommes et les femmes puissent satisfaire leurs besoins sexuels et vivre en harmonie, ils criminalisent la prostitution qui est un substitue.

Ils ont poussé le cynisme jusqu'à reconnaître que leur loi infâme ne mettra pas fin à la prostitution, qui pour ces femmes palie l'absence de conditions leur permettant d'avoir une vie décente "*qu'il convient de protéger plutôt que d'interpeller*" est-il précisé dans leur proposition de loi.

Dans une société d'esclaves et d'oligarques, il n'y aura plus que chez ces derniers que la filiation existera : une monarchie absolue héréditaire.

- Droits des femmes : la France lève ses réserves à une Convention de l'ONU - Liberation.fr

La ministre française des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, a officialisé cette décision lors d'une brève cérémonie au bureau des affaires juridiques de l'ONU. Liberation.fr 14.10

Mais qu'est-ce qui justifiait les réserves émises en 1981 qui avait empêché Mitterrand de signer cette Convention ?

Et qu'est-ce qui 30 ans plus tard a permis de lever ces réserves, je vous le donne en mille ?

La France a levé lundi ses dernières réserves à une Convention de l'ONU sur les droits des femmes datant de 1981, à la suite de l'adoption de la loi française sur le mariage pour tous.

La France avait émis certaines réserves, dont l'une limitait la possibilité pour les parents de décider à égalité du nom de famille de leur enfant. La Convention accorde en effet *«les mêmes droits personnels au mari et à la femme, y compris en ce qui concerne le choix du nom de famille»* (article 16).

La loi française ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels, promulguée en mai dernier, a rendu caduque cette réserve en modifiant la transmission du nom de famille. Liberation.fr 14.10

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées et leur politique correspond bien à une stratégie générale arrêtée de longue date.

Militarisation ou violation de la liberté de pensée

- Élue, militante, conseillère municipale... Racontez-nous comment le sexisme est présent dans la vie politique locale 20minutes.fr

Question à cent balles : Pensez-vous que sans changer les rapports sociaux de production dont découlent tous les rapports dans la société, il soit possible de modifier radicalement ces derniers et de réaliser ainsi les objectifs du socialisme ? Si vous répondez oui, inscrivez-vous vite à l'UMP, à UDI, au PS ou à l'un des partis dits de gauche, c'est que vous y avez votre place.

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui l'aurait cru franchement ?

- UIMM: Gautier-Sauvagnac confirme les dons en liquide aux syndicats - AFP

L'ancien patron de l'UIMM Denis Gautier-Sauvagnac a confirmé lundi devant le tribunal correctionnel de Paris que les syndicats étaient bien les bénéficiaires des enveloppes d'argent liquide de la puissante fédération de la métallurgie.

Interrogé en début d'audience lundi sur les destinataires de ces fonds, Denis Gautier-Sauvagnac est revenu sur ses précédentes déclarations.

"En réalité, je reconnais que je n'ai pas été assez clair jusqu'à présent et je confirme ici les propos d'Arnaud Leenhardt", a-t-il déclaré.

Arnaud Leenhardt, un de ses prédécesseurs à la tête de la puissante Union des industries et métiers de la métallurgie (1985-1999), avait affirmé mercredi que les bénéficiaires des enveloppes d'argent liquide étaient *"les cinq syndicats représentatifs"*.

"Ce sont bien les syndicats, comme il l'a dit", a acquiescé Denis Gautier-Sauvagnac qui s'était jusqu'alors toujours refusé à se prononcer sur ce sujet.

"Ces contributions étaient une forme d'appui que, depuis des décennies, l'UIMM apportait à des organisations de salariés et patronales", a-t-il ajouté.

Il a précisé que ces aides se présentaient sous deux formes.

La première, sous forme de chèques, *"concernait des achats d'espaces publicitaires à prix d'or ou des location de stands, également à prix d'or, ou encore l'achat de journaux syndicaux"*, a raconté l'ancien patron en précisant qu'il s'agissait en réalité *"d'une façon d'habiller les contributions"* de sa fédération.

"Mais cela n'était pas suffisant, c'était un prétexte qui avait ses limites", a-t-il poursuivi en précisant que le reste des aides étaient données *"en liquide"* de façon *"plus discrète"*.

Stands à la fête de L'Huma

"C'était en quelque sorte une forme d'abonnement. Mon prédécesseur m'avait indiqué les montants qu'il fallait verser et je m'y suis tenu", a-t-il dit.

Les bénéficiaires étaient aussi *"les syndicats étudiants"*, a affirmé Dominique de Calan, ex-délégué général de l'UIMM.

"Dire que l'UIMM finançait des stands à la fête de l'Huma n'était pas pensable", a-t-il répondu. "Si cela s'était su, je pense que certains auraient perdu leur emploi, leur mandat (...) et je ne vois pas comment les syndicats étudiants qui passaient leur temps à nous crier dessus pourraient reconnaître avoir été aidés", a-t-il ajouté.

(Désolé pour les militants du PCF qui en diffusant l'Huma croyaient oeuvrer pour le communiste, ils ignoraient que leur ennemi le finançait, une gigantesque escroquerie politique et une tragique méprise en somme. - ndlr)

"Dans un climat général de lutte des classes, les syndicats auraient été mis au ban de la société" s'il avait été dit qu'ils recevaient de l'argent du patronat, a-t-il insisté.

La chef comptable de l'UIMM Dominique Renaud, qui allait régulièrement retirer *"de 30.000 à 200.000 euros"* (environ 2 millions par an) en liquide dans *"un sac à main"* dans les quatre comptes Epim de l'UIMM à la demande de Denis Gautier-Sauvagnac, a raconté à l'audience ne pas s'être posée de question.

"Dès mon arrivée à l'UIMM en 1976, j'ai tout de suite eu le sentiment qu'il ne fallait pas poser de question, sous peine de paraître indiscrete", a-t-elle expliqué.

Interrogée sur la destruction de pièces comptables, elle a répondu qu'on lui avait dit que *"s'il y avait un problème, il fallait détruire les reçus"*. Muette devant les enquêteurs, elle a justifié qu'après *"trente ans de silence"*, il lui avait été difficile de parler à *"des gens qu'elle ne connaissait pas"*.

"Mais c'était tout de même des policiers", lui a fait remarquer la présidente.

Le secrétaire général de la CGT métallurgie, Philippe Martinez, a de son côté nié sur France Info l'implication de son syndicat. *"Ce que nous voulons savoir c'est : à qui ont été données ces sommes? Quand? Comment? Sous quelle forme? Pour l'instant on ne sait rien", a-t-il réagi.*

"Il faut des sommes, des noms dans les syndicats - si les syndicats sont touchés - et dans les partis politiques", a-t-il ajouté. AFP 14.10

Philippe Martinez est un malin, Dominique Renaud a répondu aux juges que les pièces à conviction avaient été détruites.

Tous corrompus, quoi, on le savait. Mais il existe encore des syndicats indépendants clame le POI, sauf des sources qui les financent ! Allez messieurs les trotskistes : vive la lutte des classes et le socialisme !

Eric-fracturation idéologique d'une aventurière.

- Refus du gaz de schiste: Anne Lauvergeon dénonce un *"crime contre l'esprit"* - L'Expansion.com -

Anne Lauvergeon, qui a rendu à François Hollande un rapport sur l'innovation en France, estime que ce serait un *"crime contre l'esprit"* de ne pas réfléchir à l'exploitation des ressources en gaz de schiste. (Un *"crime contre l'esprit"*, rien de moins, alors elle est bonne à tuer ! - ndlr)

L'ancienne présidente d'Areva, Anne Lauvergeon, a prôné la recherche et l'expérimentation en matière de gaz de schiste, estimant que l'avis du Conseil constitutionnel n'entravait rien, dimanche sur Europe 1.

Selon elle, *"il faudrait qu'on équilibre par un principe d'innovation"* le principe de précaution ancré dans la Constitution. Sinon, *"l'application du principe de précaution, c'est on s'assied sur un trottoir et on attend la fin"*, a-t-elle estimé.

Evoquant l'exemple de la Grande-Bretagne, elle a prôné la création en France d'une *"fabrique de consensus, un lieu où il y ait des parlementaires de gauche, de droite, des entreprises, des partenaires sociaux... pour créer des consensus de long terme"*. L'Expansion.com avec AFP 14.10

Dans la liste des participants à la réunion du groupe Bilderberg en 2006 : F, Lauvergeon, Anne – Chairman of the Executive Board, AREVA.

Un Internaute fournit la bonne réponse.

- *"Mais qu'est ce qu'elle raconte là? C'est la fracturation hydraulique qui est interdite parce que l'on en connaît les effets dévastateurs et la pollution gravissime des eaux souterraines qu'elle entraîne quasi systématiquement et cela pour le très long terme... Pour le moment il n'existe aucune méthode qui soit à la fois efficace et non polluante...expérimenter? C'est prendre des risques énormes, la France est un petit pays densément peuplé contrairement aux USA, on ne peut donc pas se permettre de perdre des ressources en eau, même localisées...*

Même des forages géothermiques effectués en France, et qui utilisent les mêmes méthodes de fracturation, ont dû être stoppés en urgence à cause de l'infiltration d'eaux fortement salées et de la mobilisation de fractures géologiques (tremblements de terre).

Happy news, «*happy few*» !

Les ultrariches, ou «individus extrêmement fortunés» selon la définition du Rapport sur la richesse dans le monde publié par Capgemini et RBC Wealth Management, disposent d'un capital disponible d'au moins 30 millions de dollars (22,1 M€). Qu'ils n'hésitent pas à utiliser pour enrichir leur patrimoine immobilier de luxueuses villas. Le nombre de ces «*happy few*» a grimpé de 11% entre 2011 et 2012, dopant le marché de l'immobilier de luxe. lefigaro.fr 14.10

Le tapis rouge est de sortie depuis samedi à Cannes, mais pas pour les stars du festival de cinéma. C'est le gratin de Bollywood, l'équivalent indien d'Hollywood, qui s'est donné rendez-vous sur la Croisette. Deux riches familles d'Inde célèbrent en grande pompe le mariage de leurs enfants, Kunal Grover et Ria Dubash.

Le faste des trois jours donne le tournis. Les 604 chambres et les 91 suites des hôtels cinq étoiles Carlton et Marriott ont toutes été réquisitionnées, pour que les centaines d'invités puissent se reposer entre les soirées grandioses prévues par les mariés. La première est organisée à La Napoule, au bord de la Méditerranée, une autre au château Diter à Grasse et la dernière au casino Palm Beach de Cannes. «*Première impression géniale*», a commenté l'un des invités sur Twitter, photographiant sa chambre d'hôtel.

Sur la Croisette, le mariage ne passe pas inaperçu. Deux places du boulevard ont été privatisées pendant le week-end, ainsi qu'une quarantaine d'emplacements de parking. «*Ils paieront tous les frais relatifs à l'occupation du domaine public et à la mobilisation de policiers municipaux*», a précisé l'hôtel de ville à Métronews .

Lakshmi Mittal, le PDG d'ArcelorMittal, serait de la partie. Le milliardaire n'en est pas à son premier mariage pharaonique en France. Il aurait lui-même déboursé plus de 55 millions d'euros en 2004 pour le mariage de sa fille au château de Vaux-le-Vicomte et à celui de Versailles.

«*C'est un bon coup de com' pour la ville*», confie un membre de la mairie. En remettant la Médaille d'or de la ville à la mère du marié et une broche en forme de Palme d'or à la belle-mère, le maire Bernard Brochand espère inscrire Cannes au rang des destinations privilégiées des jeunes (et riches) mariés Indiens. Selon la presse locale, les retombées économiques de telles festivités seraient considérables. Plusieurs millions d'euros ont déjà été dépensés par les familles des mariés, sans compter les dépenses des invités sur place. lefigaro.fr 14.10

Quand l'UMP porte la culotte !

Le député PS Jean-Christophe Cambadélis sur Europe 1 : Quant au Front républicain, *"il est boitillant"* et d'ailleurs pour le construire *"il faut être deux. Pour l'instant, seul le PS le porte, puisque l'UMP le refuse"*. AFP 14.10

Fastoche, l'UMP porte la culotte, le PS la baisse.

ACTUALITE EN TITRES

Le populisme d'Etat.

- «*Pourquoi pas*» des Roms dans le XVIe pour Jean-Marc Ayrault - Liberation.fr

Selon lui, «*il n'y a pas de raison si les conditions d'accompagnement sont réunies*». Il a rappelé que ces «*conditions d'accompagnement*» étaient le logement, l'école, la santé et le travail. Liberation.fr 14.10

Comme ces conditions ne sont pas prêtes d'être réunies pour les Roms dans ce ghetto des riches, il fallait traduire pourquoi au lieu de lire pourquoi pas.

[Pour faire oublier l'alliance permanente UMP-PS.](#)

- Ayrault évoque le "*risque d'une alliance*" entre UMP et Front national - AFP
- Après Brignoles, le PS souligne l'échec du front républicain - LeFigaro.fr

Bien au contraire, objectif atteint, en vous alignant sur la politique de l'UMP vous frayez la voie à l'extrême droit, bravo !

[Etre au PS est une tare !](#)

- Samia Ghali : "*Tous les jours, on me trouve des défauts*" - Le Nouvel Observateur

[Mais madame, la prostitution n'est pas un crime.](#)

- Primaires PS à Marseille: «*Obama a fait une campagne de proximité, on n'a pas parlé de clientélisme*», explique Ghali - 20minutes.fr

Ils ont la modestie dans le sang au PS !

[Faites tomber les masques : Unis sur l'objectif, bravo !](#)

- Victoire FN à Brignoles : carton jaune pour l'UMP et le PS, divisés sur les remèdes - LeParisien.fr
- A Brignoles, la hausse de la participation a profité au FN - LeMonde.fr

Alors c'est que l'heure du socialisme a sonné !

- PS : «*Tous les indicateurs électoraux sont dans le rouge*» - LeFigaro.fr

Pour un peu le Figaro le regretterait, il faut dire aussi que ce n'est pas leur couleur favorite !

Rejet des partis institutionnels.

- Brignoles : «*Le front républicain est aux urgences*» - LeFigaro.fr

Ne vous inquiétez, la gauche et l'extrême gauche va venir à son secours et le régime sera sain et sauf...

[La soupe est bonne...](#)

- Les écologistes devraient voter le budget 2014, malgré des "*réserves*" - LeMonde.fr

Leurs "*réserves*" concernent peut-être le papier hygiénique des institutions de la Ve République qui ne doit pas estampillé : papier recyclé !

[Quand un Etat qui soutient et arment des terroristes en Libye, en Irak, en Syrie...](#)

- Dix Kurdes jugés à Paris pour financement du PKK - Liberation.fr

Les dix prévenus kurdes de nationalité turque sont accusés d'avoir participé au financement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) par l'intermédiaire de la maison du peuple kurde (MPK) de Marseille.

Le PKK est considéré comme un mouvement terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis. Liberation.fr 14.10

A Marseille le PS soutien la mafia, Al-Qaïda en Syrie, les Frères musulmans en Egypte, etc.

Heureusement que l'économie n'est pas une science exacte !

- Trois Américains prix Nobel d'économie pour leurs travaux sur les marchés financiers - Francetv info

Quel héroïsme !

- Wall Street résiste à l'absence d'accord sur la dette à Washington - AFP

Une annexe de Bruxelles...

- La Cour des comptes demande aux collectivités d'appuyer sur le frein de la dépense - Liberation.fr

On l'a dans l'oignon !

- Le prix de l'oignon alimente l'inflation en Inde - L'Expansion.com

L'oignon, condiment essentiel à l'alimentation en Inde, a vu son prix multiplié par 4 en une année. Cette augmentation symbolise la hausse de l'inflation dans le pays, qui dépasse les 6%. L'Expansion.com 14.10

L'inflation réelle dépasse 10%, la preuve, si vous placez votre argent en banque, on vous verse 9% d'intérêt annuel.

- En septembre, le nouveau gouverneur de la Banque centrale indienne Raghuram Rajan avait créé la surprise en relevant le principal taux directeur d'un quart de point à 7,50% en raison de l'inflation. L'Expansion.com 14.10

C'est le taux en vigueur pour les placements à 3 mois.

Ceux des riches évidemment.

- La Commission européenne juge les impôts trop élevés en France - Reuters

Peillon vous adresse un bras d'honneur.

- Rythmes scolaires : la réforme «*victime de son succès*» selon Peillon - Liberation.fr

Le pré carré de la France en Afrique : un cimetière.

- Pourquoi la France vole au secours de la Centrafrique - LePoint.fr

Paris a convaincu l'ONU de l'urgence d'une intervention avant d'annoncer l'envoi de troupes supplémentaires sur place. LePoint.fr 14.10

Tiens donc, rien de changé !

- La NSA collecte des millions de listes de contacts d'emails - LeMonde.fr

Ces listes contiennent davantage d'informations que les métadonnées téléphoniques. Des dizaines de millions d'Américains sont concernés par cette collecte. LeMonde.fr 14.10

L'Internationaliste socialiste de l'ordre.

- Les deux principaux partis autrichiens acceptent de négocier - Reuters

Le chef de file des sociaux démocrates autrichiens (SPÖ) et son homologue conservateur du Parti populaire (ÖVP) ont accepté lundi d'entamer des discussions en vue de la formation du prochain gouvernement. Reuters

Le conditionnel est malveillant.

- Arafat pourrait bel et bien avoir été empoisonné - LePoint.fr -

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Selon le journal libanais AsSafir, le roi Abdallah de Jordanie s'est entretenu au téléphone la semaine dernière avec le président syrien Bachar Al Assad et a tenté de le rassurer sur l'engagement d'Amman à ne pas compromettre une solution à la crise syrienne. " *La Jordanie a pris des mesures pour empêcher l'infiltration des groupes armés sur le sol syrien*", aurait même dit le roi à Assad, alors que depuis deux ans la Jordanie abrite des camps d'entraînement des terroristes takfiris et qu'elle sert aussi de voie de transit pour les armes à destination des miliciens en guerre contre l'Etat et l'armée syriens.

AsSafi affirme que le contact téléphonique du roi Abdallah est loin d'être le seul en provenance d'un pays ennemi : la plupart des pays arabes et occidentaux ont repris leurs contacts avec Damas ou bien qu'ils procèdent via des canaux sécuritaires. Ce sont surtout les européens qui utilisent ces canaux non diplomatiques pour entrer en lien avec Damas. Quant au Qatar, AsSafir confirme une reprise des contacts diplomatiques avec la Syrie. french.trib.ir 14.10

2- Iran

2.1- L'ancien inspecteur de l'Agence internationale de l'Energie atomique, (AIEA), Hans Blix, a déclaré que, dans le cas d'un accord des pays négociateurs avec l'Iran, cet accord remplacerait les résolutions onusiennes.

Selon l'IRIB, au seuil du nouveau tour des négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1, à Genève, dans une interview avec la BBC, Hans Blix a prévu qu'aucun des membres des 5 + 1 ne s'oppose à l'enrichissement de l'uranium à 5% par l'Iran. Blix a ajouté que l'éventuel accord remplacerait les résolutions onusiennes. D'autre part, selon Farsnews, qui citait Russia Today, Serguei Ryabkov, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, a déclaré : " *La demande faite aux Iraniens de transférer l'uranium enrichi à l'étranger ne doit pas être mise en avant, comme la pré-condition des négociations nucléaires*". « *Le fait que Téhéran ne veuille pas négocier, au sujet de l'enrichissement de l'uranium à 20 % n'est pas un obstacle, pour le début des négociations, dans l'optique de Moscou* », a-t-il renchéri. french.trib.ir 14.10

2.2- La chaîne Al Arabiya vient de réagir avec humeur à la plus récente sortie de Kerry au sujet du dégel Iran/USA selon laquelle " la fenêtre de la diplomatie s'ouvre peu à peu entre les deux Etats.

Selon la chaîne , Israël s'entraîne à lancer des frappes aériennes unilatérales contre l'Iran. Le reporter de la chaîne, Hana Mohamad évoque ainsi les récents exercices aériens menés par Israël impliquant les F16 ainsi que des testes de missiles balistique effectués par Israël : " *Alors que le monde entier a les yeux rivés sur Genève où auront lieu dès mardi les nouveaux pourparlers Irans/les six et que les analystes croient que ce dialogue aboutirait, Israël prépare à lancer une action unilatérale contre l'Iran et c'est dans ce sens qu'il faut comprendre les manoeuvres aériennes menées la semaine dernière par l'Armée de l'Air israélienne. Pour les analystes, il s'agit d'un message de guerre adressé directement à Téhéran d'autant plus que les israéliens ont mené leurs exercices de vol de longue distance et ce, dans le ciel de la Grèce.* "

Israël, ébranlé à l'idée d'une reprise des relations entre l'Iran et les Etats Unis a lancé un ultimatum : " *la réunion Iran/5+1 est la dernière chance de l'Iran pour arriver à un accord nucléaire avec l'Occident et démanteler ainsi son programme nucléaire*" . Passé cette occasion, Netanyahu s'est promis d'agir de son propre chef et démanteler en lieu et place des iraniens, le programme nucléaire de l'Iran. Personne à commencer par les israéliens eux même ne croit à ce genre de baliverne. Quant à Al Arabiya, il reflète le point de vue de la famille régnante qui souhaite de tout son coeur que cette action militaire ait lieu. french.trib.ir 14.10

Haut de page ↗

Le 16 octobre 2013

CAUSERIE

Plus le temps de causer, et puis la France empeste jusqu'ici à 10.000 kms, parfois on n'en peut plus...

Trop tard pour mettre en ligne une vingtaine de nouveaux articles, ce sera pour tout à l'heure, il est déjà 0h40.

[Qui a dit ?](#)

- « *On n'est pas là simplement pour être les mécaniciens de la chose économique* »

Réponse : Le président PS de l'Assemblée, Claude Bartolone, lundi à Bondy, en Seine-Saint-Denis. AFP 15.10

Un aveu, oui, nous PS nous gérons bien la société pour le compte des capitalistes et nous en sommes fiers.

Quelle modestie de mauvais goût franchement, attention, quand un col blanc met les mains dans le cambouis ça fait tâche !

[Quelle est la "logique" de l'emploi et la croissance" version P. Moscovici ?](#)

Réponse : " *Quand vous baissez le coût du travail, vous créez de l'emploi dans le pays.* ".

C'est bien celle du Medef n'est-ce pas ?

En votant PS, vous votez pour le Medef. Et quand vous votez pour un parti qui appelle à voter pour le PS, vous votez aussi pour le Medef. En fait, c'est comme si le mouvement ouvrier et son avant-garde avait adhéré au Medef depuis des lustres, non ? Non, OK, alors on continue comme avant, mais il faut assumer dans ce cas-là, soyez honnête et n'oubliez pas de dire aux travailleurs que vous creusez leurs tombes...

C'est dur parfois de regarder la réalité en face, n'est-ce pas ?

[Le saviez-vous ?](#)

Encore une monarchie qui a un faible pour les pires dictateurs.

Adolf Hitler a été un temps nommé (pour le prix Nobel de la paix - ndlr) en 1939 par Erik Brandt, membre du Parlement suédois, avant que celui-ci ne soit revenu sur sa décision quelques jours plus tard . Mais aussi Benito Mussolini (en 1935) ou encore Joseph Staline (en 1945 et en 1948) (source : Wikipedia)

Le Comité Nobel n'a pas plus de légitimité que l'ONU, l'Otan ou l'UE, ou encore le FMI ou la Banque mondiale. Il est une officine de propagande au service du capitalisme mondial.

La première cérémonie de remise des prix Nobel eut lieu à l'Académie Royale de Musique à Stockholm en 1901. Depuis 1902, les prix sont officiellement décernés par le roi de Suède. (source : Wikipedia)

La Suède est une monarchie constitutionnelle.

La Suède a joué un rôle ambigu dans le déroulement de la guerre : tout en collaborant avec l'Allemagne nazie en l'approvisionnant en minerai de fer... (source : Wikipedia)

[Une nouvelle vidéo sur la Syrie](#)

Documentaire: Fabriquer la contestation : La vérité en Syrie
<http://www.youtube.com/watch?v=ECiZHvb6280>

[L'art de mal poser une question.](#)

- L'inégalité est-elle un choix de société conscient ? - Atlantico.fr

Non, l'inégalité entre les classes constitue le fondement du capitalisme, entre ceux qui détiennent les moyens de produire les richesses et qui s'accaparent les richesses produites, et ceux qui ne détiennent rien d'autre que leur force de travail pour survivre et qui doivent se contenter des miettes que leur octroient généreusement les exploités.

Faire croire que l'inégalité constituerait un choix, c'est également la théorie que défend la confrérie des opportunistes du mouvement ouvrier pour justifier leur capitulation ou leur trahison. Vous remarquerez au passage qu'ils partagent cette théorie avec

les plus farouches partisans du capitalisme.

Cette théorie consiste à faire croire aux militants que les problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés seraient le produit d'une mauvaise gestion ou d'une stratégie erronée, qu'ils seraient dus à la cupidité ou à l'avidité des capitalistes ou encore aux mauvaises intentions qui les animent envers les travailleurs, et qu'il suffirait qu'ils modifient leur comportement ou rectifient l'orientation de leur politique économique pour que leurs problèmes soient résolus, sans que soient remis en cause les fondements du capitalisme et ses institutions politiques.

Mais comment ces lieutenants du capital s'y prennent-ils pour le justifier ? C'est très simple, en recourant à la démagogie, ils procèdent par abstraction, ils isolent une partie du tout et l'interprètent à leur manière.

Ils partent d'un état de fait choisi arbitrairement, par exemple la situation actuelle qu'ils comparent à une situation antérieure (plus favorable) pour donner un gage d'objectivité à leur argumentation, mais sans tenir compte de l'ensemble du processus dont la situation analysée découle, et surtout sans jamais remonter aux rapports qui en sont à l'origine, puis ils lui font dire ce qu'ils veulent en empruntant un ton savant ou avec force références à la manière d'un historien pour en imposer aux ignorants qu'ils pourront berner de la sorte, en pratique cela donne ceci : au départ le capitaliste a la volonté de s'enrichir, donc les décisions qu'il sera amené à prendre devront servir à atteindre cet objectif, son enrichissement personnel, il suffirait qu'il modère ses besoins ou son appétit pour le profit pour que tout le monde y trouve son compte. Au passage, ainsi le capitalisme réaliserait les objectifs du socialisme.

On est là en présence d'une interprétation du capitalisme purement subjective, qui n'a rien de rationnelle, qui repose sur une analyse tronquée de la réalité, qui ne tient compte que de faits ou de rapports minutieusement sélectionnés et non de la totalité des facteurs ou des rapports qui composent la réalité, une interprétation qui prend soin d'escamoter l'accumulation primitive du capital entre les mains du capitaliste qui ne fut un don ni de la nature ni de dieu, mais bien le produit de l'exploitation des générations passées de travailleurs ou d'un processus antérieur par lequel son ascendance s'était rendue maître de terres, du bien collectif en somme, peu importe ici de quelle manière, la terre au départ n'appartenant à personne, on est bien d'accord, n'est-ce pas ?

C'est ainsi que rien ni personne ne peut justifier l'existence du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme, en dehors du processus historique inconscient avec lequel se confond le développement des forces productives qui a servi de toile de fond au développement de la civilisation humaine et qu'il s'agit de nos jours de dépasser sous peine que l'humanité sombre dans le chaos et la barbarie. La volonté du capitaliste est inséparable de ce processus inconscient qui se nourrit de la propre inconscience des masses, et entretenir l'illusion que les difficultés que rencontrent les masses seraient le produit de la volonté des capitalistes ne sert qu'à les maintenir dans cet état d'inconscience ou d'ignorance des rapports sociaux ou matériels qui en sont à l'origine et dont ils doivent se débarrasser.

Par la rente foncière, l'exploitation capitaliste ou la tonte des coupons, le capitaliste ne fait que faire fructifier son bien pour vivre confortablement ou davantage encore, mais aussi pour assurer son avenir et celui de sa descendance, et comme il est obligé de suivre le cours du développement du capitalisme pour ne pas disparaître, il lui faut accumuler toujours plus de capital, qu'il transforme à son tour en moyens de production ou qu'il place en Bourse pour spéculer et ainsi de suite.

C'est ainsi que la volonté du capitaliste de s'enrichir toujours plus ne naît pas dans son cerveau contrairement à ce qu'on pourrait croire ou ce qu'on nous raconte pour nous induire en erreur, elle prend racine dans les rapports sociaux auxquels le capitalisme est soumis, rapports qui incluent les contradictions qui remontent à ses origines ou ses fondements ainsi que celles de son fonctionnement interne qui en sont issues et auxquelles il ne peut pas échapper, on peut ajouter l'évolution du capitalisme mondiale sur laquelle il n'a aucun pouvoir ou qu'il subit. Bref, on aura compris qu'en réalité cette volonté correspond uniquement à un instinct de survie du capitaliste, c'est sa raison de vivre, sa volonté se confond avec elle, elle en est l'expression, car le reste du temps elle n'a pratiquement aucune emprise sur le cours des choses, elle doit s'adapter aux développements des contradictions évoquées plus haut, elle en est le produit et le moyen et non l'origine, bien que certaines mesures prises peuvent freiner ou accélérer la crise du capitalisme.

Notre propos n'est pas de nier l'intervention du capitaliste dans le processus économique, mais de préciser la place qui lui revient, et sachant qu'il subit plus qu'il ne maîtrise les contradictions du capitalisme, sa volonté a davantage tendance à suivre les événements qu'à les précéder, ce qui explique pourquoi il lui arrive de prendre la forme d'actes compulsifs, autoritaires, sordides ou cyniques.

ACTUALITÉ DU JOUR

Retraites. C'est passé sans "**effervescence dans la rue**" et sans "**bataille de tranchées dans l'hémicycle**".

Les députés ont adopté mardi en première lecture le projet de loi sur les retraites, avec les seules voix socialistes, tandis que plusieurs milliers de manifestants contestaient devant l'Assemblée nationale et en province cette réforme qualifiée d'"*erreur historique*".

La réforme, la première d'un gouvernement de gauche sur ce sujet depuis la retraite à 60 ans en 1982, a été approuvée par 270 voix pour, 249 contre et 49 abstentions. La très grande majorité du groupe socialiste a voté pour, et les élus UMP, UDI, Front national et Front de gauche contre. Les écologistes, les radicaux de gauche et 17 socialistes se sont abstenus.

Avant le vote, la socialiste Annick Lepetit s'était félicitée qu'il n'y ait eu "*ni effervescence dans la rue, ni bataille de tranchées dans l'hémicycle*".

Les syndicats réformistes, la CFDT en tête, ont souligné eux les résultats obtenus par la concertation.

Le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger s'est targué d'avoir "*pesé*" et obtenu des mesures de "*justice sociale*".

Après une mobilisation en demi-teinte le 10 septembre, les quatre syndicats opposés à la réforme (CGT, FO, FSU et Solidaires) ont voulu peser jusqu'au bout sur les députés. Plusieurs milliers de manifestants, 15.000 selon FO, se sont retrouvés place de la Concorde, face au Palais Bourbon, à la mi-journée. La CGT a évalué à "plusieurs dizaines de milliers" dans le pays le nombre de personnes descendues dans la rue. AFP 15.10

Vous aurez noté que ce sont les abstentionnistes qui ont permis à ce texte de passer, tous du PS ou satellites du PS.

Il faut ajouter que des députés du courant du PS "*Maintenant la Gauche*", vous savez la soi-disant gauche du PS qui justifie toutes les compromissions avec ce parti de droite depuis des lustres, ont voté le texte en revanche, précision fournie par L'Express qui indique que le détail des votes des députés figure sur le site de l'Assemblée nationale.

Le PS est de droite, c'est un "**secret**" bien gardé par tous les trotskistes.

Interrogé mardi sur i>TELE sur l'absence de grandes manifestations contre la réforme des retraites, M. Besancenot a évoqué un "*espoir secret du PS*".

"*Chaque fois ils nous font le coup, quand ils sont au pouvoir, de compter sur un sentiment de culpabilité, chez ceux qui ont le coeur à gauche, en disant qu'on ne peut pas quand même leur réserver le même sort qu'à un gouvernement de droite. (...) Mais nous, on l'a dit, sur la question des retraites par exemple, à Sarkozy en 2010, +on ne vous fera pas un seul cadeau+, à Hollande, il faut lui dire +on ne vous fera pas un seul cadeau+*". AFP 15.10

Il a dit "*chaque fois*", pourtant vous avez bien soutenu Hollande et le PS en 2012, comme toujours dans le passé, cela signifie que vous n'en avez jamais tiré de leçons, et vous récidiverez en 2014...

Vous n'en avez pas plus que marre de cette comédie lamentable ?

[Les services du ministère de l'Intérieur font du zèle encouragés par les sorties de M. Valls](#)

On se souvient que la police de Sarkozy avait été jusqu'à mener la chasse aux sans-papiers devant les écoles, celle de Valls lui emboîte le pas. Maintenant ce qui est insupportable, c'est la récupération politique qui est faite de cette histoire.

- Collégienne rom expulsée: le PS veut des explications - AFP

Une version des faits...

Le porte-parole du PS David Assouline a demandé mardi que les responsabilités soient "*clairement établies*" après l'expulsion dans des conditions controversées d'une collégienne rom kosovare, la semaine dernière dans le Doubs.

Il faisait référence à l'expulsion vers le Kosovo, le 9 octobre, de Leonarda, une adolescente de 15 ans, qui faisait l'objet avec ses parents et ses cinq frères et soeurs, d'une obligation de quitter le territoire après avoir été déboutée de ses demandes d'asile.

"*Manuel Valls a beau jeu de décréter que les Roms ne veulent pas s'intégrer, alors même qu'il les pourchasse jusque dans les écoles*", s'est insurgé le PG dans un communiqué, estimant que "*la lepénisation des esprits a décidément pris ses quartiers place Beauvau*".

"*Les circonstances et les responsabilités qui ont amené la préfecture à prendre une telle décision doivent être clairement établies*",

a affirmé quant à lui M. Assouline dans une déclaration à l'AFP.

Le PS juge "*choquantes*", a dit M. Assouline dans une déclaration à l'AFP, les conditions dans lesquelles la collégienne a été remise à la police alors qu'elle participait à une sortie scolaire à Pontarlier, dans le Doubs.

"Faire descendre d'un bus par les forces de l'ordre une élève devant l'ensemble de ses camarades de classe est insupportable et inacceptable", a estimé M. Assouline.

... et les faits.

Le secrétaire général de la préfecture du Doubs, Joël Mathurin, a expliqué à l'AFP qu'il ne s'agissait pas "*de l'arrestation d'une jeune fille dans sa classe*".

La mère et cinq de ses enfants étaient dans leur logement à Levier (Doubs) le matin de l'expulsion, mais Leonarda, élève de 3e au collège André Malraux de Pontarlier, ne s'y trouvait pas car elle était partie en excursion avec sa classe.

"La maman a joint sa fille sur son téléphone portable pour lui dire qu'elle devait les rejoindre et l'adolescente est descendue du car scolaire où elle se trouvait, en toute discrétion. Elle a été prise en charge par les policiers et ramenée à sa mère avant de partir pour Lyon et de décoller avec sa famille en direction du Kosovo", a indiqué M. Mathurin.

"Les choses se sont déroulées sans coercition et sans incident. C'est un éloignement triste, mais tous les recours légaux avaient été utilisés", a-t-il ajouté.

Selon le récit d'une enseignante présente dans le car, rendu public par le Réseau éducation sans frontières (RESF), c'est le maire de Levier qui a téléphoné à l'adolescente et parlé ensuite aux professeurs pour leur demander d'arrêter immédiatement le véhicule.

"Je lui ai dit qu'il ne pouvait pas me demander une telle chose car je trouvais ça totalement inhumain", a raconté cette enseignante, Mme Giacoma, citée par RESF.

Selon son récit, l'autocar s'est finalement arrêté sur le parking d'un autre établissement scolaire, le collège Lucie Aubrac de Doubs, où des policiers sont venus chercher la jeune fille, hors de vue de ses camarades. AFP 15.10

Ils ont l'art de monter en épingle des cas individuels dont les médias se font l'écho bienveillants, pour mieux faire oublier que sur le plan collectif ce sont des capitulards, des traîtres.

Le choix de se mettre volontairement dans une situation illégale est du ressort individuel, en Inde on m'a demandé d'être le complice d'une telle situation, j'ai refusé. Il ne faut pas confondre le cas d'un militant pourchassé dans son pays ou en danger et qui se réfugie dans un autre pays et demande le droit d'asile, celui-là je le soutiendrai sans réserve, et le cas de personnes qui décident de quitter leur pays pour des raisons individuelles et qui s'établissent illégalement dans un autre pays en sachant qu'elles prennent le risque d'être expulsées à tout moment, celles-là je ne peux pas les soutenir, elles prennent leur responsabilité et les assument jusqu'au bout quelle que soit l'issue de leur aventure.

Si on doit en arriver à soutenir toute action illégale entreprise à des fins individuelles autant dire qu'on ne reconnaît plus le bien-fondé de l'existence des Etats de droit et on revendique la loi de la jungle qui finalement ne profite qu'aux puissants. C'est la position de la gauche, de l'extrême gauche et des gauchistes qui ne font que précipiter la fin des Etats des droits au profit d'une dictature mondiale.

Je vis depuis de longues années dans un pays où l'Etat de droit est réduit à une portion congrue, et bien je peux vous dire qu'on a vite fait de cerner les limites de nos droits et de notre liberté, et sans aller jusqu'à se livrer à des activités illégales on en vient à réfléchir à deux fois sur les rapports que l'on peut avoir avec une personne qui pourraient être interprétés d'une façon inattendue et vous porter gravement préjudices, car en l'absence de droits toute situation conflictuelle peut dégénérer et prendre des proportions qui n'auraient pas lieu d'être dans un Etat de droit qui en quelque sorte vous protège.

Ceux qui se posent en justicier en prenant partie pour la misère du monde, sont justement ceux-là qui le reste du temps refusent de rompre avec le vieux monde pourri et de s'y attaquer résolument, ce sont de dangereux aventuriers qui me dégoûtent au plus haut point, leur bonne conscience est à vomir.

Les travailleurs pauvres pas concernés ?

Cet article comporte trop d'éléments approximatifs pour qu'on puisse s'y retrouver.

Classes moyennes, riches, entreprises : qui va payer plus d'impôts ? - lenouvelobs.com 15.10

Désormais, il apparaît clairement que les hausses d'impôts touchent tous les ménages imposables, c'est-à-dire ceux qui ont un revenu mensuel moyen supérieur à 1.700 euros net, soit la moitié des foyers fiscaux.

Les classes moyennes ? En France, tout le monde - ou presque - a le sentiment d'appartenir à cet ensemble fou, y compris les ménages statistiquement classés comme "*les plus aisés*". Qu'en est-il réellement ? D'un point de vue statistique, rappelle-t-on à Bercy, on fait partie des 20% les plus riches en France à partir de 35.000 euros de revenu annuel par foyer soit 2.920 euros par mois. Pour le ministère du Budget, la cible est identifiable et identifiée : "*Ces 20% supportent les deux tiers des hausses de prélèvements.*"

C'est indéniable. Une note de l'Institut des Politiques publiques l'indique clairement : plus on est aisé, plus l'écart entre l'impôt 2013 et l'impôt 2012 est important. Les contribuables dont l'impôt sur le revenu est compris entre 1.700 et 3.000 euros en moyenne ont vu leur impôt sur le revenu augmenter de 3% entre 2012 et 2013. Les ménages qui gagnent entre 3.000 et 13.500 euros par mois (les 19% les plus aisés) voient, eux, la facture fiscale s'alourdir de 5%. Une augmentation qui peut être beaucoup plus élevée pour certaines familles. Le plafonnement du quotient familial joue à plein à partir d'un revenu mensuel net de 5.660 euros. Un couple avec un enfant verra son impôt augmenter de 336 euros. Et un couple avec deux enfants gagnant 6.433 euros par mois paie 672 euros supplémentaires. Ce plafonnement sera encore durci l'an prochain, lorsque le plafond sera ramené à 1.500 euros. Cela concerne 12% des ménages avec enfant. Les plus aisés, bien sûr.

Pour les 1% des ménages aux revenus les plus élevés (au-delà de 13.500 euros net par mois), l'impôt augmente en moyenne de 9%, sous l'effet de la nouvelle tranche à 45% (qui touche les revenus supérieurs à 150.000 euros) ou du plafonnement à 10.000 euros des niches fiscales (contre 18.000 euros). Celui-ci, se félicite-t-on à Bercy, devrait rendre imposables quelques milliers de contribuables qui échappaient jusqu'à présent à l'impôt sur le revenu. La réforme de l'ISF - et la contribution spéciale de la première année du quinquennat - a aussi accru l'impôt des plus riches.

Enfin, certains ménages argentés ont eu une petite surprise à la lecture de leur avis d'imposition pour 2013 : il ne comprenait pas une, mais deux lignes. En plus de l'impôt sur le revenu, il affichait les contributions sociales (CSG et CRDS) sur les revenus locatifs et les revenus de portefeuille boursier. D'habitude, ils recevaient cet avis en octobre pour paiement mi-novembre. En n'envoyant qu'un seul avis, le fisc économise un million d'euros, sans compter le décalage de trésorerie puisque les contribuables paieront plus tôt. "*Certains contribuables sont venus nous voir pour demander un délai de paiement, qui leur a, en général, été accordé*", explique un agent du fisc. Ils sont toutefois encouragés à "*mensualiser*" leurs prélèvements.

"*Cette addition des deux impôts donne à beaucoup un sentiment d'asphyxie*", reconnaît-il, même si l'impôt aurait été dû de toute manière. Sentiment d'autant plus juste, admet-on à Bercy, que les contributions sociales sont passées de 13,5% à 15,5%.

Les entreprises sont-elles favorisées ?

C'est une critique qui monte au sein même de la majorité parlementaire. Certains députés, notamment ceux qui se sont regroupés au sein de la Gauche populaire, dénoncent sans pincettes l'influence des lobbys patronaux à Bercy ou à l'Elysée. "*Les décisions sont concentrées entre les mains d'un seul homme, interpelle Laurent Baumel, député d'Indre-et-Loire et fondateur de la Gauche populaire. Cela accroît les possibilités de pression de ceux qui ont les moyens de les exercer : marchés financiers, milieux d'affaires... mais le peuple n'arrive pas à se faire entendre.*"

Le message envoyé à Hollande est clair : écouter les députés et pas seulement le secrétaire général adjoint de l'Elysée, Emmanuel Macron... Déjà, plusieurs députés sont dans les starting-blocks pour redéfinir le périmètre du crédit d'impôt compétitivité emploi, qui réduit l'impôt sur les sociétés de 20 milliards d'euros et doit être financé en partie par une hausse de TVA au 1er janvier. Ils voudraient en rendre une partie aux ménages sous forme de pouvoir d'achat. Même si le dispositif a été voté il y a à peine neuf mois, ils regrettent aujourd'hui le déséquilibre entre les prélèvements à venir sur les ménages et ceux qui toucheront les entreprises. "*Il y aura l'an prochain 3 milliards d'euros de fiscalité en plus, note Marion Cochard, économiste à l'OFCE, mais cela masque une baisse de 9 milliards pour les entreprises et une hausse de 12 milliards pour les ménages.*" Douze milliards qui se décomposent en 6 milliards de TVA, presque 5 milliards de hausse d'impôt sur le revenu, et 1,3 milliard de hausse de droits de mutation et des cotisations retraite...

"*La logique qui nous anime, ce n'est pas "les entreprises contre les ménages" ou "les patrons contre les consommateurs", c'est l'emploi et la croissance*", défend Pierre Moscovici. "*Quand vous baissez le coût du travail, vous créez de l'emploi dans le pays.*"

Moscovici anticipe, il cale son langage sur le nouvel ordre mondial que les néolibéraux veulent instaurer dans lequel il n'existerait plus de classes sociales, donc plus de lutte des classe, mais où demeurerait uniquement d'un côté des "*ménages*" qui seraient aussi des "*consommateurs* et non des producteurs ou des ouvriers, et de l'autre des "*entreprises*" et des "*patrons*" de droit divin.

Quant à sa logique elle a le mérite d'être claire : il y aura création d'emploi à condition que le coût du travail soit abaissé, on n'a pas

le choix dès lors qu'on accepte de se fondre dans l'économie mondiale dans laquelle les travailleurs du monde entier sont en concurrence, autrement dit la baisse du niveau de vie des travailleurs est inévitable, inexorable.

[Un aveu. La fraude patronale à grande échelle a été encouragée par l'UE et les gouvernements successifs.](#)

Désaccord européen sur le statut des "*travailleurs détachés*" - lemonde.fr

Les 28 Etats membres espèrent toujours trouver une issue favorable à cette réforme controversée avant les élections européennes en mai 2014. Elle prévoit notamment que les travailleurs provisoirement détachés dans un autre pays européen soient traités sur un pied d'égalité.

Les principaux axes de la directive concernent la responsabilité conjointe du salarié et de ses sous-traitants, une meilleure protection – et information – des travailleurs, la clarification des règles européennes afin que le détachement ne serve pas principalement à contourner les dispositions légales en vigueur, et le renforcement des contrôles.

(On a bien lu, ils reconnaissent que le "*détachement*" (a servi) principalement à contourner les dispositions légales en vigueur", n'est-ce pas, sans que les entreprises mises en cause ne soient sanctionnées. La libre circulation des hommes à l'intérieur de l'UE ne répondait pas à des préoccupations d'ordre humaniste, au contraire elle n'a servi qu'à accroître la concurrence entre les travailleurs pour à l'arrivée faire baisser le coût du travail. - ndlr)

Ils sont un million en Europe à être "*détachés*". Proportionnellement, la Pologne, l'Allemagne, la France, le Luxembourg et le Portugal sont les Etats européens qui comptent le plus de travailleurs de ce type. Et le secteur de la construction est, de très loin, le plus concerné avec 250 000 personnes détachées au total, devant l'agriculture et les transports.

Certains Etats membres des anciens pays de l'Est craignent qu'un renforcement des moyens de contrôle n'aille à l'encontre de la libre circulation des travailleurs. Le Royaume-Uni, de son côté, n'est pas favorable à un surcroît de réglementation. lemonde.fr 15.10

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Manipulation et instrumentalisation. D'une provocation à une autre.](#)

- Recours d'écologistes contre l'arrêté «*anti-bivouac*» d'Estrosi - Liberation.fr
- Expulsion d'une collégienne rom: "*politique inhumaine*" pour le Parti de Gauche - AFP
- La «*Marche des Beurs*»: Trente ans plus tard, déluge de commémorations - 20minutes.fr
- Le Mans : des basketteuses autorisées à jouer voilées - LePoint.fr
- Grévistes de la faim à PSA : Pierre Moscovici interpellé par le Parti de gauche - LeMonde.fr
- Funérailles houleuses en Italie pour le SS Erich Priebke - Reuters
- Des islamistes seraient victimes des exactions de l'armée au Nigeria - LeMonde.fr -

[Les mains sales. C'est la fonction qui veut cela et c'est bien payé en plus.](#)

- "*Le gouvernement nous laisse le sale boulot*", lâche un député PS, Ayrault le recadre - Francetv info

[Ils ne valent pas mieux.](#)

- Traitée de "*salope*" par un attaché parlementaire socialiste, Marion Maréchal-Le Pen veut des sanctions - L'Express.fr

[Une argumentation politique toujours aussi rigoureuse et percutante !](#)

- Retraites: pour Besancenot, la réforme est "*une vraie saloperie*" - AFP

Parti de l'ordre (officiel)

Ils se déchirent entre eux, à la bonne heure !

- Dominique Tiberi mène la fronde contre NKM - LeFigaro.fr
- Municipales à Grenoble: l'UMP retire l'investiture à sa tête de liste - AFP

Intégrisme. La compatibilité est exemplaire.

- Hortefeux : «*Nicolas Sarkozy est le seul capable de faire reculer le Front national*» - LeFigaro.fr

Une main d'oeuvre bon marché pendant au moins trois ans...

- Le Medef propose de former 100.000 apprentis de plus par an - Reuters

Même avec la meilleure volonté du monde...

- Union bancaire européenne : la route est encore longue mais l'Europe n'a pas le choix - Atlantico.fr
- La France attirante pour seulement 13% des entreprises américaines - AFP
- Hausse de 7,5% des défaillances d'entreprises au 3e trimestre - Reuters

Résistance.

- Retraites: Plusieurs milliers de manifestants à Paris contre la réforme - 20minutes.fr
- Gad: "à deux doigts de la liquidation", selon le maire de Landivisiau - AFP
- Alcatel-Lucent: la direction défend son plan, les salariés dans la rue - AFP
- Nexans accroît son capital et supprime 206 postes en France - Reuters
- Natixis va annoncer 700 suppressions de postes - Reuters
- Sony va supprimer 154 emplois en Alsace - L'Expansion.com
- France Télévisions : des suppressions de poste qui ont du mal à passer - LePoint.fr
- Plan social à l'Hôtel Lutetia: appel à la grève "*totale*" jeudi - AFP
- Des éboueurs licenciés pour avoir refusé de travailler le dimanche - LeParisien.fr
- Mouvement de grève à "*Courrier international*" - LeMonde.fr

La stratégie néolibérale de la marchandisation des droits sociaux

- Santé: Plus d'un Français sur trois a renoncé à des soins faute de moyens - 20minutes.fr

La saignée continue.

- Portugal: nouvelle cure d'austérité en 2014 - AFP
- Irlande: nouveau budget d'austérité avant la sortie du plan d'aide - AFP

En adoptant l'idéal du socialisme !

- "*Mon travail ne sert à rien, comment lui redonner du sens?*" - L'Express.fr

[Nouvelles du nouvel ordre mondial néolibéral.](#)

L'anticommunisme primaire toujours d'actualité.

- Les porteurs d'emprunts russes assignent la Russie pour obtenir leur remboursement - 20minutes.fr

La dette de l'Ancien régime tsariste avait été annulée par le gouvernement bolchevik en 1917, de la même manière que si nous prenions le pouvoir nous ne rembourserions pas un centime de la dette de l'Etat capitaliste aux marchés financiers qui saignent les travailleurs depuis 1973.

Mieux, nous abolirions la dette des ménages, des travailleurs envers les banquiers rentiers, ainsi que celle des artisans, des petits paysans, des PME pour les gagner à la révolution socialiste...

Tribunale d'exception, illégale et prison secrète.

- L'ex-président libérien Charles Taylor transféré dans une prison britannique - AFP

Près de douze ans après la fin de la guerre civile en Sierra Leone, l'ancien président du Liberia Charles Taylor a été transféré mardi dans une prison britannique tenue secrète pour y purger sa peine de 50 ans de prison.

M. Taylor est le premier ex-chef d'État à être condamné par la justice internationale depuis le tribunal militaire de Nuremberg qui jugea les dignitaires nazis au lendemain de la Seconde guerre mondiale. AFP 15.10

Le tribunal militaire de Nuremberg a "*oublié*" de juger les banquiers sionistes qui ont financé le régime nazi, notamment. Une parodie de justice dans les deux cas.

[Le sionisme : l'idéologie la plus criminelle de tous les temps.](#)

- Israël demande la fermeté face au nucléaire iranien - Reuters

- Iran: Netanyahu ne renonce pas à une "*attaque préventive*" - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Naissance en Espagne du Parti X, issu de la mouvance des Indignés - AFP 08.10

Une mouvement citoyen, le Parti X, a été lancé mardi en Espagne, avec des ex-membres du mouvement des Indignés, né en 2011, et dénonçant, comme lui, «*une classe politique corrompue et incapable*» de sortir de la crise. «*La majeure partie des personnes du réseau citoyen Parti X, bien que pas toutes, nous nous sentons du 15M*», le mouvement des Indignés lancé le 15 mai 2011, explique le parti sur son site internet.

Comme pour les Indignés, ce parti fonctionne avec des personnes qui «*travaillent*» sur des tâches précises et ne dispose d'aucun organe dirigeant ou de listes en vue des prochaines échéances électorales. «*Nous n'avons pas de liste fermée comme les autres partis*», a expliqué à l'AFP une porte-parole, le nouveau parti se voyant plus comme «*un groupe de pression*». Quant au programme, «*nous proposons un plan d'urgence de sortie de crise. Nous pensons que c'est le moment d'une réponse citoyenne et que les conditions sont réunies*», a affirmé l'une des intervenantes, lors de la présentation du nouveau parti.

Le projet de programme affiché sur le site est d'ailleurs ouvert aux amendements des citoyens, ont souligné les intervenants. «*Nous voulons que les coupables de la crise soient jugés et un plan d'action pour les citoyens (un Nuremberg financier et un plan Marshall adapté au 21^e siècle)*», affirme le parti sur son site internet.

Le mouvement citoyen des Indignés, qui avait campé pendant un mois sur la place centrale de la Puerta del Sol à Madrid, était devenu le symbole d'un ras-le-bol de la classe dirigeante qui avait surpris un pays où, malgré la crise, le mécontentement s'était jusque-là peu exprimé. Mais il avait ensuite perdu en visibilité, ses membres refusant souvent de fournir leur nom et de désigner des listes de dirigeants comme les autres partis politiques dont ils dénonçaient le fonctionnement opaque et corrompu.

«*Depuis le début, l'une des demandes récurrentes était de "montrer des visages". Aujourd'hui, nous commençons à le faire avec les premiers noms de la commission anticorruption*», affirme le Parti X. Parmi eux, figure notamment le Français Hervé Falciani, ex-informaticien de la banque HSBC Genève qui a divulgué en 2008 des fichiers bancaires permettant de découvrir des milliers d'évadés fiscaux dans le monde et ayant mené au redressement fiscal de fraudeurs français. AFP 08.10

Il n'est nulle part question de rompre avec le capitalisme ou même les institutions héritées du franquisme, «*un groupe de pression*» qui espère obtenir quelques privilèges supplémentaires du régime pour la classe ou les couches moyennes qu'ils représentent en échange de sa neutralité ou son soutien. Ils militent pour leurs propres intérêts corporatistes.

2- Chine

Les Etats-Unis accusent la Chine de fabriquer des armes antisatellites

Les États-Unis considèrent que les trois satellites chinois orbitalisés cet été font partie d'un programme de développement d'armement antisatellite, a rapporté le rédacteur en chef du service information du site Internet du Washington Free Beacon Bill Gertz, célèbre pour ses relations dans le gouvernement et les agences de renseignement américain. Selon certains experts, la Chine pourrait en effet disposer de satellites tueurs datant de l'époque soviétique.

Trois satellites, SY-7, CX-3 et SJ-15 a été lancés par une seule fusée-porteuse CZ-4C. Les premières informations sur leurs manœuvres en orbite ont été diffusées par les agences en août. Ces satellites effectuaient des manœuvres d'approche, et l'un d'eux, équipé par bras robotisé, a attaqué un autre satellite.

Selon les sources officielles, les lancements des satellites avaient un but scientifique, notamment liées à la maintenance des engins spatiaux. Les tests du bras robotisé correspondent tout à fait à cette description. Un instrument de ce type se trouvait notamment à bord des vaisseaux spatiaux américains Space Shuttle. Il a été utilisé notamment pour l'entretien et le retour des satellites sur Terre, même si ce genre de systèmes est réputé peu fiable et est très coûteux. La technologie de rapprochement peut certes avoir un but militaire. En URSS, on développait ce genre de « *satellites-chasseurs* » pour se rapprocher des appareils spatiaux de l'ennemi et les détruire par explosion. A en juger par le rapprochement des satellites, notamment d'un satellite lancé en 2005, les Chinois ont brillamment accompli leur mission.

Ainsi, outre les systèmes antisatellites construits sur la base de missiles DF-21 et éventuellement DF-31, qui, en décollant de la Terre, visent les appareils satellites de l'ennemi avec une ogive cinétique, la Chine peut disposer de satellites tueurs du modèle soviétique. Ces satellites peuvent être mis en orbite en cas de tensions militaires et y rester longtemps en attendant l'ordre de leur utilisation. En théorie, ces systèmes peuvent viser des cibles à des altitudes plus élevées que les systèmes construits sur la base des missiles balistiques.

Dans le même temps, la destruction d'un satellite à l'aide d'armes antisatellites peut être facilement prouvée et du point de vue juridique, ces actions sont considérées comme un acte de guerre. La Chine pourrait donc envisager des options moins dures pour mettre hors service les satellites de l'ennemi, notamment en perturbant leur fonctionnement, sans les détruire. Capturer le satellite de l'ennemi à l'aide d'un manipulateur, le désorienter et détruire certaines de ses fonctionnalités sont des moyens moins radicaux et souvent plus appropriés. Dans certains de ces cas, l'ennemi ne se rendra même pas compte que le satellite a été attaqué.

Pour la Chine, les armes antisatellites sont une riposte asymétrique destinée à contrer la suprématie technique américaine. Le concept chinois d'exploitation des réseaux électroniques implique la conduite simultanée d'une guerre électronique, mais aussi des attaques contre les systèmes de communications, de l'intelligence et du contrôle, tout comme des attaques des réseaux informatiques. Ce concept joue un rôle central dans les différents scénarios de conflits envisagés par Pékin. Une attention toute particulière est accordée au brouillage électronique et à la destruction des satellites ennemis, procédés naturels et inévitables dans de telles conditions. On peut en conclure que Chine possède le programme le plus puissant de construction d'armes antisatellites dans le monde. french.irib.ir 15.10

On doit avouer parfois être à mille lieues de s'imaginer ce que leurs esprits tordus, belliqueux et guerriers sont capables d'inventer pour conserver leur pouvoir dans le rapport de forces qui les opposent, et quel gigantesque gâchis au passage !

ECONOMIE

Prix Nobel d'économie.

La spéculation intellectuelle récompensée et la spéculation financière banalisée.

L'Académie explique qu'Eugene Fama, 74 ans, fait partie des économistes qui ont mis en évidence dans les années 1960 l'immense difficulté de prévoir à court terme l'évolution des cours, en mettant en particulier l'accent sur la rapidité avec laquelle sont intégrées les nouvelles informations.

Favori de longue date du prix, Eugene Fama, que certains qualifient de père de la finance moderne, a en outre décrit les mécanismes par lesquels des groupes d'actions peuvent enregistrer de meilleures performances que l'ensemble des marchés.

"L'application la plus évidente des recherches de Fama, c'est l'idée qu'on ne peut pas battre les marchés", explique Peter Englund, membre du comité d'attribution du prix. "Il est impossible de prouver que l'analyse des actions en vaut la chandelle."

(C'est l'art du sophisme récompensé, extraordinaire, arrivé à 74 ans un type qui nous dit qu'il est arrivé à la conclusion qu'il est impossible de prouver quelque chose, peut importe de quoi il s'agit puisque la conclusion de ses travaux est creuse, vide, et le voilà porté au pinacle par ses pairs qui doivent être aussi misérables que lui. - ndlr)

Il est souvent décrit comme le père de l'hypothèse d'efficience des marchés. Ses travaux sont des classiques pour tout étudiant en finance. (Normal que les économistes en général soient aussi nuls. - ndlr)

Il a une réputation d'homme inébranlable dans ses convictions libérales. En 2010, dans un entretien avec le New Yorker, il défendait l'idée que la grande crise des années 2008 2009 n'avait pas pour origine le marché immobilier, pas même les bulles spéculatives sur les marchés, mais les cycles économiques. *"Le reste du monde s'est converti à la notion selon laquelle les marchés sont plutôt bons pour allouer les ressources"*, disait-il, argumentant contre la régulation publique.

(Il a fait ses études à Chicago, s'il n'appartient pas à l'école des Chicago Boys de M. Friedman, sa conception de l'économie a largement été influencée par l'idéologie néolibérale qu'elle avaient théorisée. - ndlr)

Au début des années 1980, Robert Shiller, âgé de 67 ans, a, lui, découvert que les cours des actions étaient plus faciles à estimer sur plusieurs années, car même s'ils fluctuent bien plus que les dividendes versés par les entreprises, il existe une corrélation entre les deux.

(Quelle découverte prodigieuse ! -ndlr)

C'est l'un des pionniers de la finance comportementale, qui estime que la rationalité des individus n'est pas systématique. L'Académie explique que l'économiste a montré que *"le rapport entre les cours et les dividendes a tendance à baisser lorsqu'il est élevé et à augmenter lorsqu'il est bas"*, ce qui s'applique par ailleurs à d'autres actifs que les actions.

(Encore un truisme, il est logique que plus les cours sont élevés plus les dividendes diminuent puisque le rapport entre le cours des actions se trouve de plus en plus éloigné de l'économie réelle qui ne fonctionne pas selon les mêmes lois que la Bourse, vous pouvez faire passer le cours d'une action de 10 à 100 dollars, si l'entreprise en question devait dégager un profit de 500.000 dollars, il n'y a aucune raison qu'elle dégage un dollar de plus de profit. On peut ajouter que la hausse du prix des actions signifient qu'une grande partie du profit est détournée de l'économie productive vers l'économie spéculative, cela se traduira par une stagnation des investissements, donc du profit à attendre qui stagnera ou baissera, donc quand le cours des actions est plus bas cela peut signifier que davantage de plus-value a été réinvestie dans la production, dont il est logique d'en attendre un rendement supérieur, donc des dividendes supérieures, pas besoin d'avoir fait de longues études pour comprendre cela. Maintenant cette logique peut être totalement faussée mais par forcément, car l'argent qui se déverse à flot sur les places boursières peut provenir d'autres sources. - ndlr)

"Il y a en ce moment une hausse très rapide des cours, et je crois qu'elle est en partie accélérée par la politique de la Fed", a-t-il dit à Reuters. "Cette crise financière, que nous avons traversée au cours des cinq dernières années, elle semble refléter une incompréhension de l'évolution des prix."

"Quand les prix des actifs se mettent à s'emballer, ce devrait être une cause d'inquiétude", a-t-il ajouté. "Les autorités monétaires devraient remédier à des mouvements excessifs de prix."

(C'est la cavalerie, cette hausse est créé artificiellement et alimente la dette qui est le volant d'entraînement de l'économie capitaliste, une nouvelle bulle spéculative qui viendra à éclater. -ndlr)

M. Schiller est le plus connu des trois lauréats 2013 parmi le grand public, s'exprimant régulièrement à la télévision sur l'état de l'économie américaine. Il a conçu un indice sur les prix de l'immobilier aux Etats-Unis, appelé Case-Shiller, et publié chaque mois par l'agence d'évaluation financière Standard and Poor's. Cet indice a appuyé sa démonstration selon laquelle le secteur financier américain avait alimenté une bulle spéculative et risquait une catastrophe, qui s'est effectivement produite en 2007-2008 lors de la "*crise des subprime*".

Son livre "*L'Exubérance irrationnelle*" (2006), dont le titre reprenait une formule célèbre du président de la Fed Alan Greenspan, a été un grand succès de librairie.

(Des devins ces économistes qui ne prévoient rien mais décrivent ce qui est en train de se produire sous nos yeux, des enfonceurs de portes ouvertes, ils nous font penser à ceux qui passent leur temps à prédire que le capitalisme va s'effondrer et le jour où cela se produit s'exclament : on vous l'avait bien dit pour justifier leur statut !

En 2011, il était considéré comme l'une des 50 personnalités les plus importantes du monde de la finance, selon Bloomberg.

Le troisième économiste récompensé, Lars Peter Hansen, 60 ans, a "*développé une méthode statistique qui est particulièrement bien adaptée pour tester les théories rationnelles sur les prix des actifs*", aux côtés d'autres chercheurs, selon les termes de l'Académie. Reuters et Lexpansion.com 15.10

[Haut de page ↗](#)

Le 17 octobre 2013

CAUSERIE

Jeudi 16h20 heure locale.

J'ai ajouté 26 nouveaux articles, dont un rapport intéressant (en français) sur la richesse mondiale en 2013. J'ai bien avancé dans l'actualisation du site, il me reste à la formater, mais surtout je dois traiter le plus rigoureusement possible cette misérable polémique à propos d'une famille Rom dont le cas est une nouvelle fois instrumentalisé par la vermine de gauche et d'extrême gauche, ces tiers-mondistes de merde, ces fourvoyeurs du socialisme qui se présentent comme de grands humanistes et internationalistes, alors qu'en réalité ils ne font que favoriser la mise en oeuvre de la politique réactionnaire de l'Union européenne, ils se font les porte-parole de l'idéologie néolibérale qui sert de support à cette politique qui a pour but la destruction de l'Etat de droit au profit de la pire des barbaries.

C'est le manque de maturité du prolétariat qui se traduit par l'absence tragique de son parti révolutionnaire, qui permet au parti de l'ordre (UMP, UDI) et à l'extrême droite, au MRC ainsi qu'au ministre de l'Intérieur et une grande partie du gouvernement d'apparaître comme les défenseurs de l'Etat de droit qui n'est évidemment pas la panacée en régime capitaliste, mais qui garantit encore l'exercice de la lutte des classes qui a permis à la classe ouvrière au cours du XXe siècle de conquérir des droits sociaux et politiques, que les uns et les autres (au PS ou à l'UMP, au FN) s'entendent à liquider, il n'y a que sur les moyens pour y parvenir qu'ils divergent, on peut ajouter que la position de chacun, au pouvoir ou dans l'opposition facilite la répartition des rôles à laquelle ils se livrent.

La gauche et l'extrême gauche se font les fossoyeurs de l'Etat de droit, donc de tous nos droits, ils remplissent cette fonction qui est dévolue par nature à la droite et à l'extrême droite.

C'est quand même extraordinaire, cela ne m'était pas venu à l'esprit avant, en fait ils reprennent la même méthode que Bush et Obama qui au nom de la démocratie et de la liberté, de valeurs humanistes, se sont employés à détruire des pays en voie de développement qui à un moment donné aurait pu s'élever au niveau de la démocratie (bourgeoise) et permettre à la lutte de classe de s'exercer et au prolétariat de conquérir de nouveaux droits sociaux et politiques. Dans certains pays, les avantages sociaux que les régimes en place accordaient aux travailleurs étaient de trop, il fallait stopper ce processus, si nécessaire en recourant à la force, aux bombardements pour les renvoyer des décennies en arrière... Et quand la gauche et l'extrême gauche soutient la politique de Hollande en Syrie, c'est cette oeuvre de destruction qu'ils accompagnent ou dont ils se font les complices, pire encore, qu'ils réclament !

Ici, dans cette affaire de Roms, la soi-disant gauche du PS, la gauche et l'extrême gauche ne font que compléter l'oeuvre de démolition sociale à laquelle ils se livrent déjà dans les syndicats et sur le plan politique quotidiennement au côté du PS, au côté ou au sein des institutions. La suite dans 5 ou 6 heures.

Vendredi 0h50 heure locale

L'actualisation du site est terminée, cela a été laborieux et je ne suis pas satisfait.

[Vade retro, satana, sort de mon corps !](#)

Pour se marrer, bien que ce n'est pas tout à fait le sujet, heureusement que Dieu a créé la femme ! C'est pour faire chier les féministes que je ne peux pas encadrer.

Dieu est parfait et l'homme est un être perfectible, faible et vil, si bien qu'il se laisse facilement tenter par le malin qui le pervertit. L'homme a tous les torts et doit se repentir, faire pénitence, souffrir pour racheter le péché originel dont il est le fruit. Ce n'est pas Dieu qui soumet l'homme à la tentation, c'est l'homme perverse par nature. C'est dans sa nature, mais alors pourquoi Dieu l'a-t-il fait si imparfait, ne dit-on pas qu'il est à l'image de Dieu ? C'est justement en commettant le péché originel qu'il est devenu imparfait et la raison pour laquelle il doit passer son existence à expier cette faute.

Et le monde extérieur, la société, ses inégalités et ses injustices, sa cruauté, ne sont-ils pas responsables de sa tentation à adopter un comportement injuste ou cruel ? Que nenni, la tentation, le diable est en lui, dans l'homme...

Finalement si Dieu est amour et perfection, c'est que la haine et tout ces vices sont engendrés uniquement par l'homme, inutile de chercher des excuses dans le monde extérieur aussi abominable soit-il, ils sont en lui, et inutile de vouloir changer la société pour qu'elle soit meilleure et plus justes, c'est lui qui doit changer, amen, vous pouvez me trancher la tête !

- Le "*Notre Père*" modifié : "*Cette traduction est plus fidèle au message*" - Francetv

La nouvelle traduction de la Bible, qui contient une version remaniée du "*Notre Père*", a été validée par le Vatican, a indiqué la Conférence des évêques de France (CEF) lundi 14 octobre, confirmant une information du Progrès. Elle sera présentée lors de l'assemblée plénière de la CEF, à Lourdes, et diffusée à partir du 22 novembre.

Le "*Notre Père*", la prière la plus récitée par les chrétiens, qui figure dans les Evangiles selon saint Matthieu et saint Luc, évolue. La phrase "*Et ne nous soumet pas à la tentation*" devient "*Et ne nous laisse pas entrer en tentation*".

Pourquoi cette modification ? Que va-t-elle changer pour les millions de catholiques francophones ? Francetv info a interrogé l'abbé Pierre Amar, prêtre du diocèse de Versailles et rédacteur sur Padreblog.fr.

Pierre Amar : Tout le monde s'accordait à dire depuis longtemps que la formulation était maladroite et ambiguë à cause des imprécisions de la traduction depuis le texte hébreu. Même les enfants m'interrogeaient sur le sens de cette phrase. La formulation "*Et ne nous soumet pas à la tentation*" laisse penser que Dieu puisse pousser à la tentation, alors que ce n'est pas du tout le message. Dieu ne pousse pas au péché. Il ne nous donne pas d'épreuve ou d'obstacle, mais il nous accompagne dans l'épreuve et la traverse avec nous. Ainsi, "*Et ne nous laisse pas entrer en tentation*" est bien plus fidèle au sens initial.

Mais il existe d'autres exemples maladroits. On utilise notamment la formule "*sacrement de réconciliation*" pour la confession. Mais la "*réconciliation*" implique des torts partagés, alors que Dieu n'a pas de torts, il n'y a donc pas besoin de se réconcilier avec lui.

"*Et ne nous laisse pas entrer en tentation*" sous-entend que Dieu nous aide à tenir bon dans l'épreuve. Dieu n'est pas piégeant, il est aimant.

Ce changement va permettre de reparler de ce qui fait le cœur de notre religion, de redire que Dieu n'est pas un chef, ni un despote, ni un patron, mais un père qui aide ses enfants. Francetv 16.10

Pour aboutir à ce tour de passe-passe sémantique, on nous dit, que "*pour cette nouvelle traduction, il a fallu dix-sept années de travail à une équipe de traducteurs. C'est très long*", on veut bien le croire ma foi !

Il faut dire que pour culpabiliser davantage les croyants qui sont aussi hypocrites que la moyenne soit dit en passant, cela valait le coût de se donner autant de peine puisque toute peine mérite salaire, faire durer le plaisir n'était pas une torture mais plutôt une bénédiction, entre nous heureusement que les hommes sont imparfaits sinon il n'y aurait pas inventé les riches et les pauvres, et faire preuve d'un tel acharnement ne pouvait être que l'oeuvre d'esprits remplis de compassion envers les maîtres d'un système économique qui en tireraient profit, ce qui d'ailleurs est amplement mérité tant il transpire la bonté et la générosité, le bonheur qu'il sème sur terre jusqu'au ciel, amen.

Qu'il nous soit permis d'être tenté d'en rire !

Affaire de la famille Rom kosovare expulsée.

Etait-ce le produit de la "*crise morale du capitalisme*" comme certains l'affirment ou plutôt le signe de sa décadence et de sa décomposition, de sa faillite qui le rend étranger à toute valeur humaniste ? La putréfaction du capitalisme entraîne dans son sillage celle des partis dits de gauche et d'extrême gauche.

Autre aspect de cette affaire.

Il s'agit d'une opération de déstabilisation où les soi-disant valeurs humanitaires, démocratiques ou républicaines sont instrumentalisées et servent à détruire ce qui reste de l'Etat de droit au profit d'une dictature, puisque l'Union européenne en est complice.

Autres angles pour aborder cette affaire.

Ils se servent des enfants pour inspirer la pitié, pour contourner le droit et le justifier : c'est infâme, écoeurant, dégueulasse, cynique au possible !

Ils jouent sur la fibre émotionnelle à la manière des médias qui n'ont cessé de s'en servir pour mieux manipuler, conditionner les masses, pour les faire adhérer à la politique réactionnaire du gouvernement. Ce sont ceux-là mêmes qui dénoncent bruyamment ces officines de propagande de la classe dominante et leurs méthodes, qui n'hésitent pas à les emprunter à leur tour pour camoufler leur propre soumission au régime en place, leur propre responsabilité de la situation actuelle.

Contenu politique.

En quelque sorte le capitalisme devrait adopter un visage humain, faire preuve d'humanisme et remettre des papiers à tous les immigrés illégaux, leur fournir un logement et un travail. C'est généreux, mais voilà il en est incapable, il n'est pas capable de l'assumer pour ses propres travailleurs, dont des millions sont mal logés ou à la rue et sont au chômage. Qu'est-ce qu'on fait alors, on s'unit pour en finir avec le capitalisme qui est incompatible avec le droit au logement et au travail pour tous, on rompt avec les institutions de la Ve République et l'Union européenne ? Non répondent en chœur la gauche et l'extrême gauche. Si non, c'est que la situation telle qu'elle est leur convient finalement, ils ne combattent pas pour en créer les conditions politiques qui permettraient d'en finir avec le régime, ils instrumentalisent les difficultés que rencontrent les travailleurs pour mieux les convaincre qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme et qu'ils doivent subir le sort qu'il leur réserve, pire, ils les dressent les uns contre les autres pour le compte du régime qu'ils soutiennent, car la majorité des travailleurs qui sont confrontés à des problèmes de logement ou de travail depuis de longues années et toutes sortes de difficultés ne peuvent pas comprendre ou admettre pourquoi leurs besoins devraient passer à la trappe, tandis que ceux des immigrés illégaux devraient être satisfaits en priorité, ils considèrent ce traitement comme injuste et injustifié car eux aussi dans leur pays ils connaissent une situation extrêmement difficile.

C'est la gauche et l'extrême gauche qui encouragent ces travailleurs à avoir cet état d'esprit, ce sont eux qui créent les conditions qui conduisent les différentes couches de travailleurs à s'affronter entre elles, à se diviser parce que les masses exploitées ne sont pas suffisamment hétérogènes, ils en rajoutent. Idem pour le racisme, la xénophobie, l'homophobie, l'islamophobie, etc. Ils se foutent complètement de la crise sociale qui sévit dans le pays, voilà la vérité.

C'est un autre aspect de la collaboration de classes. Que disent les syndicats dans lesquels ils militent ? Il faut accepter de réduire le coût du travail pour défendre l'emploi, au lieu d'exiger des augmentations de salaires et la création d'emplois. Pourquoi ? Pour la même raison, parce qu'ils se refusent d'affronter le gouvernement et le patronat. Pourquoi ? Quelle question, mais parce qu'ils y sont soumis ! Tenez, ils viennent d'avoir le soutien du Medef (à lire plus loin) qui lui sait parfaitement à quoi s'en tenir, les patrons ne sont pas comme ces abrutis !

La gauche et l'extrême gauche font le lit de l'extrême droite.

Hollande va accueillir en France 500 "réfugiés" syriens. Ils ne parlent pas français, comment vont-ils faire pour vivre, où vont-ils vivre, qui va payer ? L'Etat, le même Etat qui soutient les barbares qui détruisent la Syrie et provoquent cette exode de la population syrienne. Mais l'Etat c'est qui ? Ce sont les travailleurs qui paient impôts et taxes, Etat qui refuse de fournir un logement à plus de trois millions de travailleurs de ce pays, qui refuse de fournir un travail à 5 ou 7 millions de travailleurs de ce pays, voilà des arguments rêvés pour l'extrême droite, et après cela ils prétendent la combattre, en réalité c'est tout le contraire qui se produit.

La parole à la défense

La collégienne kosovare dont l'expulsion a provoqué une vive polémique a dit mercredi au micro de France Inter, depuis le Kosovo : "*Tout ce que je veux, c'est, avec ma famille, venir en France, recommencer les cours pour avoir un avenir. Le truc le plus important, c'est l'école*", a déclaré Leonarda, une Rom kosovare de 15 ans, qui vivait à Levier (Doubs) et faisait l'objet avec

ses parents et ses cinq frères et soeurs d'une obligation de quitter le territoire après que la famille eut été déboutée de ses demandes d'asile.

La jeune fille est revenue dans son témoignage sur les circonstances de son expulsion. *"A sept heures et demie, j'ai eu un appel, c'est l'ancien maire de Levier (où résidait la famille de Leonarda, ndlr) qui m'a appelée, il m'a demandé où j'étais",* a-t-elle expliqué. AFP 16.10

Leonarda a dit *" je veux"*, dès lors l'Etat de droit doit se plier à sa volonté et disparaître. J'imagine que si demain en Inde j'enfreins la loi et que je me fais prendre, il me suffira de dire au juge : *" je veux"* que vous m'autorisiez à faire ce que je veux et il m'accordera sa bénédiction, ben voyons, je moisirai en tôle ou ils m'expulseront ouais et j'accepterais ce verdict évidemment.

Il y a quelques jours mon épouse m'a demandé d'aider un Indien qui voulait trouver une femme française pour partir en France, un copain de son frère, alors qu'il a une bonne situation ici. Il a tout ce dont rêve un Indien, un bon salaire, un emploi garanti à vie, une protection sociale, il aura une retraite, il est propriétaire de sa maison, il a des économies, il est encore jeune, sauf que voilà il ne veut pas se marier avec une femme indienne car il craint que sa belle-famille lui pourrisse la vie et lui pique son fric. J'ai dit à mon épouse que ce n'était pas un argument suffisant et que je ne l'aiderai pas, mieux, je vais tout faire pour le décourager de partir en France, il ferait une grosse connerie.

Un Indien, c'est fait pour vivre en Inde ! Qu'est-ce qu'ils font dès qu'ils arrivent en France ? Ils se précipitent dans les magasins indiens pour acheter des DVD et des revues indiennes, ils se rendent dans les quartiers fréquentés par les Indiens parce que l'Inde, leur culture, etc. leur manque, non mais attendez, je connais l'histoire par coeur depuis le milieu des années 80. Sont-ils plus heureux en France qu'en Inde ? Même pas ! Regardez, moi, pendant des années j'ai rêvé de repartir en France. Pourquoi ? Parce que je n'étais pas plus heureux en Inde qu'en France, puis j'ai dû me faire à l'idée que je devais y renoncer définitivement pour des raisons matérielles et financières. Je rappelle que tous les Indiens et Sri Lankais que j'ai aidés à partir en France ou tous ceux que j'ai connus en Inde qui sont partis s'installer en France n'avaient aucun problème pour vivre dans leur pays, tous avaient de l'argent ou des biens immobiliers, des terres, aucun n'étaient pauvres, qu'ils soient partis légalement ou avec un simple visa touristique.

Le contexte.

La famille de l'adolescente *"avait été déboutée de tous ses recours et avait donc épuisé les voies pour pouvoir bénéficier d'un droit de séjour sur le territoire national"*, assure aussi préfecture. Selon les informations qu'elle a diffusées dans un communiqué, peu après son entrée irrégulière en France le 26 janvier 2009, la famille Dibrani dépose une demande d'asile. Sept mois plus tard, le 20 août, cette première demande est rejetée par l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Et l'est à nouveau en appel, un an et demi plus tard, le 31 janvier 2011, par la CNDA (Cour nationale du droit d'asile). En mars 2011, la famille dépose un réexamen de son dossier d'asile. A nouveau rejeté. Avant que la préfecture ne prononce, le 29 septembre 2011, un refus de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Ce que le tribunal administratif a confirmé le 26 janvier 2012, avant que la cour administrative d'appel de Nancy ne fasse de même le 21 février 2013.

Ces recours n'ayant pas abouti, les parents de Leonarda sollicitent ensuite une régularisation au titre de la circulaire Valls du 28 novembre 2012 relative à *"l'admission exceptionnelle au séjour des étrangers en situation irrégulière"*. Nouvel échec. La famille, assure la préfecture, *"ne remplissait pas les critères de résidence prévus par cette circulaire"*. Elle argue aussi du fait qu'elle présentait *"d'insuffisantes perspectives d'intégration sociale et économique."* Un nouveau refus de séjour avec obligation de quitter le territoire leur est notifié en juin. Début septembre, le père de famille fait l'objet d'un contrôle d'identité en gare de Mulhouse. En situation irrégulière, il est conduit en CRA (centre de rétention administrative). Les enfants ne pouvant plus être conduits en rétention avec leurs parents depuis la circulaire Valls du 6 juillet 2012, les enfants Dibrani et leur mère sont assignés à résidence à Levier, dans le Doubs, dans un centre d'hébergement. Le père de famille est expulsé mardi 8 octobre. Sa femme et ses enfants le lendemain.

La PAF (Police de l'air et des frontières) disposait de billets d'avion pour un départ le jour-même à 13h au départ de Lyon. Leonarda est donc débarquée du bus scolaire et récupérée par la police. *"L'éloignement s'est réalisé sans coercition, dans le plus grand calme"*, insiste la préfecture, précisant que l'adolescente a *"attendu les forces de l'ordre à l'écart du bus avec son professeur, le plus discrètement possible"*. nouvelobs.com 16.10

Au fait, tous les jours en France il y a des familles avec des enfants qui sont expulsées de leur logement, elles se retrouvent sur le trottoir, la loi est appliquée, infâme certes, où sont alors les gauchistes ? Tous les jours il y a des pères ou des mères de famille qui ont des enfants et qui perdent leur boulot, qui sont jetés à la rue aussi, le droit s'impose, injuste certes, où sont alors les gauchistes ? Même les médias sont absents.

Un fusible

Un préfet dont le parcours commence à être évoqué par certains socialistes, et qui pourrait devenir un *«fusible idéal»* si *«les choses tournent mal»*, a estimé ce matin le journaliste Marc Fauvelle sur France Inter. Stéphane Fratacci a en effet été le

secrétaire général du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire de Nicolas Sarkozy, dont la création avait entraîné une polémique nationale et avait été critiquée par le rapporteur spécial de l'ONU contre le racisme.

Une chose est sûre, Stéphane Fratacci s'est spécialisé sur les questions d'immigration et des expulsions. Il a occupé le poste de directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur de 2001 quand Daniel Vaillant était le locataire de la place Beauvau à 2006 et y est resté avec Nicolas Sarkozy. Une de ses missions était de préparer et de mettre en œuvre la législation sur de nombreuses questions, dont les *«procédures concernant l'éloignement du territoire français pour des motifs d'ordre public des ressortissants étrangers»*. Le service assure par exemple l'harmonisation entre les procédures suivies par les différents préfets en la matière.

En 2010, alors qu'il était en poste au ministère de l'Immigration, il déclarait son souhait que *«soit portée une grande attention à la situation des mineurs étrangers isolés»*. Slate.fr 16.10

Quelques titres de presse

- L'expulsion de la collégienne kosovare vire au feuilleton politique - LeMonde.fr
- "Je veux revenir en France", lance la collégienne kosovare expulsée - Francetv
- La collégienne kosovare expulsée raconte sa "honte" - Reuters
- Harlem Désir : "La collégienne kosovare doit pouvoir revenir dans sa classe" - LePoint.fr
- Léonarda : *«Nous vivons sous la dictature de l'émotion»* selon Chevènement - AFP
- Mobilisation pour un lycéen parisien expulsé en Arménie - Liberation.fr

Quelques réactions politiques.

PS- *«Je comprends toutes les émotions» suscitées par cette expulsion, mais «cette reconduite à la frontière s'est déroulée dans le respect du droit, dans le respect des personnes»,* déclare Manuel Valls lors d'un déplacement à Lorient, tout en demandant *«que chacun garde son sang-froid»*. *«Ne doutez pas un seul instant que les règles de droit public sont appliquées avec intelligence, discernement, humanité (...) par mes services»,* a-t-il ajouté.

La gauche *«ne saurait transiger avec les valeurs, sous peine de perdre son âme»*, souligne sur Twitter le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone.

Sur i>TELE, Bruno Le Roux, patron des députés PS, met en cause le préfet. *«Il y a dans cette procédure une faculté de discernement offerte au préfet»,* a poursuivi Bruno Le Roux, en se demandant s'il y avait vraiment *«nécessité»*. *«Il ne faut pas aller chercher les enfants à l'école»,* a insisté le proche du chef de l'Etat. Là *«c'était le temps scolaire. On peut attendre, on peut différer»*.

Le porte-parole des députés PS Thierry Mandon a de son côté affirmé : *«On doit dans la République, surtout lorsqu'il s'agit d'enfants, appliquer la règle, mais on doit le faire avec du coeur, un peu de finesse et d'intelligence. A l'évidence, ceux qui ont géré cette situation sur le terrain en ont manqué.»* Faut-il sanctuariser l'école? *«Non, il faut arrêter d'interdire, d'autoriser... Il faut responsabiliser. Ceux et celles qui incarnent la République sur le terrain doivent veiller au respect des règles de droit, mais doivent aussi comprendre que la devise républicaine se termine par fraternité.»*

Jean-Marc Ayrault promet à l'Assemblée nationale que l'arrêté d'expulsion de Léonarda sera annulé si l'enquête administrative sur cet éloignement, dont les résultats seront connus *«dans 48 heures»*, montrait qu'une «faute» avait été commise. *«S'il y a eu faute, l'arrêté de reconduite à la frontière sera annulé. Cette famille reviendra pour que sa situation soit réexaminée en fonction de notre droit, de nos pratiques et de nos valeurs»,* assure le Premier ministre.

Harlem Désir estime que la collégienne expulsée doit pouvoir *«revenir dans sa classe»*. *«Aujourd'hui, le gouvernement demande une enquête administrative urgente, c'est un premier pas. En attendant, Leonarda doit pouvoir revenir dans sa classe»,* juge-t-il.

Deux nouveaux responsables du PS tweetent pour exprimer leur fort mécontentement. *«Manuel Valls qui justifie l'expulsion de #Leonarda ! Quand est-ce qu'on prend une mesure d'éloignement du gouvernement à l'encontre de Valls ?»,* lance Frédéric Hocquard, secrétaire national du PS à la Culture.

«*Perso, je ne me vois pas rester à la direction du PS si rien n'est fait pour #Léonarda j'en tirerai les conséquences*», souligne quant à lui Stéphane Delpeyrat, secrétaire national du PS à la Recherche, évoquant la «*goutte d'eau*» qui fait déborder le «*vase*».

La députée PS de Paris Sandrine Mazetier appelle sur Twitter à la sanction du préfet ayant décidé de l'expulsion.

MRC- Les chevènementistes soutiennent Manuel Valls. «*Le ministre de l'Intérieur n'a pas commis de faute dans cette affaire : il doit donc être soutenu*», a considéré le MRC, membre de la majorité, dans un communiqué, précisant qu'il «*ne s'associe pas aux appels à une redéfinition de la politique migratoire de la France*». «*L'expulsion de la jeune Leonarda Dibrani émeut une partie de la gauche, qui a pris dans l'opposition des réflexes assez confortables sur les questions migratoires*», a raillé Jean-Luc Laurent, président du MRC.

Un rappel opportun effectivement. Il y aurait tant à dire !

Le président d'honneur du mouvement, l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, a pour sa part observé sur BFMTV que «*nous vivons sous la dictature de l'émotion*». «*Il arrive un moment où il faut bien appliquer la loi*», a-t-il déclaré, soulignant qu'«*une attitude responsable s'impose et doit être rappelée à un certain nombre de députés de gauche*».

Ecologiste- Noël Mamère, député écologiste de Gironde, mais qui n'appartient plus à EELV «*demande la démission de Manuel Valls*». «*Lorsqu'on procède de cette manière, cela veut dire que le mal est déjà fait. Le Premier ministre pourra ramer autant qu'il voudra, il ne rattrapera pas cette faute, parce qu'elle s'est commise dans une certaine atmosphère, un certain état d'esprit, une certaine ambiance qui est particulièrement délétère.*» a-t-il dit.

Mamère ne peut pas savoir ce que c'est que démissionner, il ne s'est jamais engagé autrement que pour sa pomme, il est comme Mélenchon, il n'y a que la couleur qui change... de la pomme.

EELV- Les coprésidents du groupe écologiste à l'Assemblée, Barbara Pompili et François de Rugy, réclament un réexamen du dossier de la famille de Léonarda. Expriment leur «*solidarité envers les enseignants et les élèves du collège légitimement choqués*», ils condamnent «*fermement les explications données par le ministère de l'Intérieur*» et demandent que les responsabilités au sein de la préfecture du Doubs soient établies. «*Nous demandons instamment que la situation de cette famille soit réétudiée en vue d'un retour rapide en France*», ajoutent-ils dans un communiqué.

Il bafoue le droit. Cette affaire a été jugée, tous les recours ont été épuisés, aucun élément nouveau ne justifie qu'elle soit rejugée, le droit est un bien collectif supérieur au droit individuel qui sera parfois ou souvent bafoué en régime capitaliste, c'est ainsi, pour qu'il en soit autrement, il faut renverser le régime en place et prendre le pouvoir pour instaurer une société plus juste, je ne pense pas que ces deux-là y soient favorables, ils vivent trop bien sous le capitalisme.

PCF- Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, «*exige*» de François Hollande «*un engagement solennel et immédiat de stopper toute expulsion de jeunes étrangers scolarisés*». Dans un communiqué, le sénateur de Paris écrit : «*L'expulsion de la jeune collégienne Leonarda est une honte pour la République*» et «*les conditions de cette expulsion ajoutent à l'indignité de cet acte qui disqualifie les politiques conduites par Manuel Valls*».

Les familles dans l'illégalité ont été encouragées par les tiers-mondistes à scolariser leurs enfants de manière à ne plus pouvoir être expulsables, à instrumentaliser leurs gosses, c'est la généralisation de ce procédé que revendique la racaille stalinienne.

PG- Jean-Luc Mélenchon «*exige*» mercredi la démission de Manuel Valls, «*ministre indigne de la République*». Le ministre de l'Intérieur «*a justifié cet acte ignoble*», accuse le PG dans un communiqué. «*Trop c'est trop. Le Parti de gauche exige la démission de Manuel Valls, ministre indigne de la République*».

Mélenchon et son parti sont des imposteurs qui ne sont pas dignes de se prétendre de gauche. Mélenchon a oublié que le droit s'applique de la même manière à tous dans une République, lui il en fait une lecture à géométrie variable, comme cela l'arrange, tout comme ci-dessous l'UMP.

Toutes ces bonnes consciences qui se disent de gauche, si la loi et le droit en vigueur ne leur conviennent pas, qu'attendent-ils pour engager le combat pour renverser l'ordre établi ? Ah cela ne fait pas partie de leur programme...

UMP- Christian Jacob, président du groupe UMP, estime quant à lui : «*Avoir aujourd'hui des ministres ou le président de l'Assemblée qui en appellent à une approche de gauche, ça veut dire quoi ? La France, c'est la République, on applique la loi ou on ne l'applique pas, et ici, dans cette maison, on doit tous se rassembler pour appliquer la loi.*»

Lui, il n'en fait pas un plat, l'UMP et le PS sont déjà suffisamment «*rassembler*» le reste du temps, non ?

Bernard Accoyer, ancien président du palais Bourbon : *« Il y a des lois, qui sont justes, ce qui fait que la France peut arriver à un équilibre, et en particulier lutter contre l'immigration clandestine (...) Ceux qui sont chargés de les faire respecter sont les préfets et les forces de l'ordre, et la justice est là pour leur donner des directives. C'est exactement ce qui s'est déroulé. Si on commence par faire des exceptions, c'est peut-être un peu dur de le dire, on ne maîtrisera plus rien ».*

Et c'est bien parce que l'UMP et le PS ainsi que ses satellites ont piétiné les valeurs de la République qu'ils sont battus par le FN, un simple constat. Nous ne défendons pas les valeurs de leur République étriquée ou bananière de monsieur Accoyer ou Jacob, nous défendons les valeurs de la République dans la perspective d'une République sociale ou socialiste, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Debout la République- Le président de Debout la République Nicolas Dupont-Aignan, a également commenté : *« Avec l'ouverture incontrôlée de toutes les frontières, on a allumé une mèche et certains paraissent surpris que des bombes explosent à répétition. L'affaire de Leonarda en est une nouvelle illustration. (...) La gauche, drapée dans sa confortable bien-pensance, pousse des cris d'orfraie. (...) Français, Roms, africains échoués et morts à Lampedusa, nous sommes tous des victimes. Nous sommes tous les victimes de l'Union européenne et de sa loi de la jungle. »*

Medef- Sur Twitter, l'ex-patronne du Medef Laurence Parisot juge l'expulsion de la collégienne *« insupportable »*. (source : libération. fr 16.10

Chouette, le patronat au visage humain, il pourra remercier les gauchistes d'avoir ouvert leurs grandes gueules...

ACTUALITÉ DU JOUR

Cynisme. Un risque "**pour la santé publique**" non sanctionné mais ponctionné.

- Assemblée: le projet de budget de la Sécu 2014 adopté en commission - AFP

La commission des Affaires sociales de l'Assemblée a adopté mercredi le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2014, après y avoir ajouté une taxe sur les boissons énergisantes et la réaffectation de crédits à la dépendance.

Mardi, la commission avait voté la création d'une taxe sur les boissons énergisantes comme le Red Bull, à hauteur d'un euro par litre, sur proposition du rapporteur Gérard Bapt (PS), qui en attend 60 millions d'euros de recettes annuelles. Le député de Haute-Garonne, qui s'était heurté à la censure du Conseil constitutionnel l'an dernier, a motivé différemment sa mesure, en s'appuyant sur le récent rapport de l'agence sanitaire Anses soulignant le risque de ces boissons pour la santé publique. AFP 16.10

On reviendra sur ce mécanisme qui consiste à autoriser la vente d'un produit présentant des risques pour la santé. Si vous tombez malade, ce ne sera pas parce qu'ils ont autorisé la vente de ce produit, mais parce que vous l'avez acheté et consommé. Mais s'il n'avait pas été mis en vente, je n'aurais pas pu l'acheter et je ne serais jamais tombé malade. Sauf que le fric, c'est le fric, le marché, c'est le marché, vous comprenez, il n'y a rien au-dessus, vous pigez ?

Le sionisme ne supporte pas la moindre critique qu'il amalgame à de l'antisémitisme.

L'affaire a commencé par un banal conflit autour d'une fillette. La grand-mère, défendue par Me Dubruel, avait attaqué la mère en correctionnelle mi-2012 en l'accusant de ne pas respecter son droit de visite. Point.fr 16.10

- La démarche jugée antisémite, l'avocat est radié - Francetv info

Pour Me Alexis Dubruel, le juge Albert Lévy ne pouvait pas trancher dans une banale affaire de droit de visite autour d'une fillette car le père d'une des parties se prénomait Moïse. *" Il y a lieu de s'en tenir à de simples constatations patronymiques et 'prénonymiques' "*, écrivait l'avocat qui demandait la récusation du magistrat sur la base de son nom à consonance juive.

Cette affaire avait ému la magistrature lyonnaise, solidaire d'Albert Lévy, cible à plusieurs reprises d'attaques antisémites. Finalement, mercredi 16 octobre, l'avocat a été purement et simplement radié du barreau. Le conseil régional de discipline a suivi les réquisitions du bâtonnier de Lyon et de l'avocate générale en jugeant que la démarche de l'avocat était antisémite.

Me Alexis Dubruel défendait une grand-mère qui souhaitait faire valoir un droit de visite à sa petite fille.

Niant toute motivation antisémite, à l'audience, l'avocat radié a expliqué avoir soupçonné une *" coloration communautariste "*

dans l'attitude du juge. Selon son récit, le magistrat avait "*fait un large sourire à la prévenue*" à l'énoncé du prénom de son père (Moïse) et, parallèlement, s'était montré "*très agressif*" avec sa propre cliente, "*terrorisée*". Francetv info 16.10

C'est le genre de détail qui ne s'invente pas, un peu comme l'air entendu que peuvent manifester deux complices qui prétendent ne pas se connaître ou n'avoir aucun intérêt en commun, on peut être confronté à ce genre de situations dans la vie en général.

Défendant Me Alexis Dubruel, Dominique Inchauspé avait réclamé "*la mansuétude*" du conseil de l'Ordre, affirmant que son client avait "*surréagi*", de façon "*un peu irrationnelle*", dans un dossier qui l'occupait depuis plusieurs années. Francetv info 16.10

Me Alexis Dubruel a dit tout haut ce que de les lâches disent tout bas ou entre eux loin des oreilles des chiens de garde de l'ordre du régime infiltré par le sionisme jusqu'au sommet de l'Etat, aujourd'hui avec le gouvernement actuel ce n'est plus un secret pour personne.

L'avocat Me Alexis Dubruel avait émis un simple constat qui pouvait être certes jugé de mauvais goût ou porter à confusion, l'incident aurait pu en rester là. Mais c'était sans compter sur la hargne d'un juge qui n'admettait pas qu'on ose mettre en cause son impartialité, il a donc instrumentalisé ce banal épisode pour le monter en épingle et se payer la tête de cet avocat qui aurait dû savoir ou avoir à l'esprit que la haine coule dans les veines des sionistes.

Ce juge a pu être encouragé à libérer sa haine contre cet avocat par les multiples manifestations bienveillantes de Hollande et Valls envers la communauté juive, en réalité en direction des sionistes, tandis qu'ils affichent leur soutien à l'Etat israélien et ont calqué leur politique au Moyen-Orient sur celle des sionistes.

L'UE est un cadeau pour les patrons, empoisonné pour les travailleurs.

- Les cadeaux fiscaux aux entreprises se multiplient en Europe - L'Expansion.com

En France, quelque 10 milliards d'euros d'impôts supplémentaires pour les ménages l'an prochain, tandis que les entreprises bénéficieront d'une baisse équivalente de leurs impôts grâce au crédit d'impôt compétitivité.

La France n'est pas la seule à mener une politique fiscale favorable aux entreprises. Le gouvernement italien a adopté mardi soir un projet de budget pour 2014 prévoyant une baisse de la fiscalité sur le travail afin de soutenir la reprise économique espérée vers la fin de l'année : 5 milliards d'euros d'allègements fiscaux sur trois ans pour les travailleurs et 5,6 milliards pour les entreprises.

Le Portugal, lui, va beaucoup plus loin: le budget 2014 du pays prévoit de réduire progressivement le taux de l'impôt sur les sociétés, de 25 à 23% l'année prochaine et à un taux de l'ordre de 17 à 19% en 2016. Le manque à gagner fiscal pourrait atteindre 70 milliards d'euros en 2014. "*Avec cette diminution graduelle de l'impôt, le Portugal aura le même niveau de compétitivité fiscale que des pays comme la Pologne ou la République tchèque*", a fait valoir le secrétaire d'Etat aux Affaires fiscales, Paulo Nuncio, lors de la présentation de la réforme.

L'Irlande a refusé de relever son taux qui est actuellement de 12,5% en dépit d'un septième budget d'austérité pour 2014 qui va essentiellement peser sur les ménages. L'Expansion.com 16.10

Intox. Condamnée mais pas dissoute, elle pourra continuer de sévir.

La scientologie définitivement condamnée pour "*escroquerie en bande organisée*" - Francetv info

A l'audience du 4 septembre, les avocats de la scientologie avaient invoqué une atteinte à la liberté religieuse alors que, pour l'avocat général près la Cour de cassation, seules "*des infractions à la loi pénale*" sont à l'origine de sa condamnation. Le magistrat avait donc préconisé le rejet des pourvois de l'organisation.

Classée en France parmi les sectes par plusieurs rapports parlementaires, l'Eglise de scientologie est considérée comme une religion aux Etats-Unis et dans quelques pays européens, comme l'Espagne, l'Italie, la Hollande ou la Suède.

La cour d'appel de Paris avait confirmé, le 2 février, la condamnation des deux structures parisiennes de la scientologie, le Celebrity Centre et sa librairie SEL, à des amendes de respectivement 200 000 et 400 000 euros.

Reprochant aux prévenus d'avoir profité de la vulnérabilité d'anciens adeptes pour leur soutirer de fortes sommes d'argent, la justice avait condamné cinq scientologues. Parmi eux, Alain Rosenberg, "*dirigeant de fait*" de la scientologie parisienne, et Sabine Jacquart, une ex-présidente du Celebrity Center. Ils ont écopé de deux ans de prison avec sursis et 30 000 euros d'amende pour "*escroquerie en bande organisée*". Francetv info 16.10

Vous aurez noté au passage que l'Eglise de scientologie bénéficie de la mansuétude de 5 Etats, dont le chef de fil du néolibéralisme, les Etats-Unis, et trois monarchies, l'Espagne, la Suède et les Pays-Bas, très liées à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste, pilier du groupe Bilderberg, qui jouent un rôle de précurseurs en matière d'intégration de l'idéologie néolibérale dans tous les rapports de la société conformément à la stratégie du nouvel ordre mondial définie par l'oligarchie financière.

A propos des Pays-Bas, un minuscule Etat sans proportion avec l'importance que lui donnent les institutions internationales contrôlées par l'impérialisme américain, on vient d'apprendre ceci à propos de la Syrie :

- La Néerlandaise Sigrid Kaag, une idéaliste amoureuse du Moyen-Orient, a été officiellement nommée à la tête de la mission conjointe ONU-OIAC, qui devrait compter à terme une centaine de personnes. AFP 16.10

Vous parlez, "*une idéaliste amoureuse du Moyen-Orient*", franchement qui pourrait la soupçonner de manquer d'impartialité ou d'avoir été nommée tout à fait pas hasard, hein ?

ACTUALITE EN TITRES

Résistance internationale.

- PSA: débrayages dans des usines contre le projet d'accord social - AFP
- Air Liquide: un site bloqué par des salariés en réponse au plan social - AFP
- Portugal: annonce d'une nouvelle cure de rigueur, la grogne monte - AFP
- Les salariés de Royal Mail votent la grève pour le 4 novembre - Reuters
- Manifestation dénudée d'étudiants en Colombie - Liberation.fr
- Des Indiennes manifestent en Equateur contre un projet pétrolier - Libération.fr
- Roumanie: un village en révolte contre Chevron et les gaz de schiste Adrian Arnautu - AFP
- Violentes manifestations en Chine après le passage du typhon Fitow - LeMonde.fr

Un test. Le traité transatlantique de marché unique E-U-UE en passe d'être adopté en douce.

- Libre-échange Canada-UE: accord en vue, selon Harper - AFP

Pour rappel le Premier ministre canadien Harper, c'est le Bush canadien, un chantre du néolibéraliste.

Un devoir pour les néolibéraux.

- Pourquoi les Etats-Unis doivent fusionner avec le Canada - Slate.fr

Non, pas possible ?

- La NSA a largement exagéré le nombre d'attentats qu'elle aurait déjoués - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Etats-Unis

1.1- Quel suspense !

Le Congrès américain a relevé mercredi 16 octobre le plafond de la dette des Etats-Unis jusqu'au 7 février, après l'adoption par la Chambre des représentants d'un texte écartant le risque d'un défaut de paiement, et que le président Barack Obama va promulguer.

Les élus de la Chambre ont voté par 285 voix contre 144 en faveur du texte adopté peu auparavant par le Sénat, et qui rouvrira aussi la totalité de l'Etat fédéral, partiellement fermé depuis le 1er octobre.

Le président Barack Obama a annoncé mercredi qu'il promulguerait le texte dès qu'il lui parviendrait. - AFP 16.10

1.2- Quand le Pentagone se prend pour Iron Man !

L'armée américaine travaille au développement d'une armure "*révolutionnaire*" baptisée "*Tactical Assault Light Operator Suit*" (ou Talos) destinée à équiper ses soldats. Une armure bourrée de technologies de pointe qui s'inspirerait du fameux bouclier d'Iron Man.

Pour tous les fans, préparez-vous, Iron Man pourrait bien débarquer. Du moins presque. Les chercheurs de l'Armée américaine ont semble-t-il décidé de puiser dans les films de science-fiction pour mettre au point des technologies, elles bien réelles. Après s'être inspirés de la cape d'invisibilité d'Harry Potter, les ingénieurs cherchent aujourd'hui à développer une armure high-tech capable de donner "*une force surhumaine*" à ses soldats. Et avec une telle idée, quoi de mieux que les films pour trouver de l'inspiration ? Les chercheurs auraient ainsi jeté leur dévolu sur Iron Man, mais couplé à un semblant de Terminator. Tout cela pour concevoir une armure qui serait déployée sur toute une armée.

Des milliers de Tony Stark

L'armure a été baptisée "*Tactical Assault Light Operator Suit*" ou Talos, une référence aux automates de bronze qui protègent Europa, maîtresse de Zeus dans la mythologie grecque. Elle devrait être équipée d'un exosquelette permettant de transporter de lourdes charges et un équipement conséquent. Elle possédera également une protection pare-balles particulièrement renforcée. Un "*bouclier liquide*", où le liquide deviendrait solide avec une charge magnétique ou électrique, aurait également été évoqué. Ce qui n'est pas sans rappeler... Terminator. En parallèle, un puissant ordinateur capable, entre autres, de contrôler les signes vitaux et d'orienter les soldats devrait être intégré, explique l'US Army. "*Certaines des technologies envisagées pour le Talos comprennent une armure avancée, des ordinateurs permettant au soldat de savoir où il se trouve à tout moment sur le champ de bataille et de communiquer avec le commandement, ainsi qu'un système d'alimentation électrique et un squelette extérieur très mobile*", précise l'Armée de Terre américaine citée par le Huffington Post.

Mais toutes les technologies ne sont pas totalement inédites. L'affichage sur un écran placé dans le casque d'un soldat de l'emplacement des forces sur un champ de bataille, notamment, est déjà employée par les pilotes du nouveau chasseur F-35. L'armée cherche toutefois à aller plus loin, inspirée par les recherches sur l'interface homme-machine qui se multiplient ces derniers temps. Dans cette optique, le commandement des opérations spéciales américaines, qui supervise les commandos d'élite (les "*Navy SEAL*" et les "*Army Rangers*"), a lancé un appel aux chercheurs pour qu'ils présentent des projets sur des technologies pouvant être incorporées dans "*une armure de combat intelligente*". L'amiral William McRaven s'est, en effet, dit "*très attaché*" au projet. "*J'aime à penser que le dernier membre d'un commando perdu au combat sera bien le dernier et je pense que nous pourrions y parvenir*", a-t-il indiqué. Les projets, qui devront tenir compte des contraintes budgétaires, pourront être présentés jusqu'en septembre 2014.

Ensuite, le Pentagone et les autorités militaires décideront comment procéder pour la recherche, le développement et l'ingénierie, a indiqué Roger Teel, porte-parole du commandement de l'Armée de terre. Toutefois, il est encore trop tôt pour estimer le coût d'un tel projet, précisent les responsables militaires. L'Armée américaine a d'ores et déjà diffusé une vidéo de démonstration de cette armure de combat. Elle montre un soldat mitraillé pratiquement à bout portant et mais qui reste indemne, les balles rebondissant sur sa protection. Malgré la référence au film Iron Man et à la mythologie, les responsables militaires ont tenu à souligner le réalisme des technologies qu'ils souhaitent mettre en œuvre. En l'occurrence, il ne sera pas question de voler à la Iron Man... french.irib.ir 16.10

2- Allemagne

Les Verts allemands ont rompu mercredi les discussions de coalition avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel, qui a maintenant pour seule option les sociaux-démocrates comme partenaire gouvernemental.

Le secrétaire général de la CDU, M. Gröhe a souligné "*l'intensité*" des négociations et le "*grand respect mutuel*" entre ces formations, qui sont pourtant considérées comme assez éloignées l'une de l'autre.

Et le secrétaire général du parti frère bavarois (CSU) --plus conservateur que la CDU et donc encore moins proche des Verts--, Alexander Dobrindt, s'est dit "*positivement surpris du sérieux des discussions*".

Selon lui, les conservateurs n'ont pas trouvé d'"*obstacles insurmontables*" lors des discussions avec les écologistes.

Angela Merkel doit désormais tenter de former un gouvernement avec les sociaux démocrates avec lesquels les discussions se poursuivront jeudi, pour la troisième fois consécutive.

Le SPD décidera dimanche lors d'une convention réunissant quelque 200 délégués s'il accepte de mener des négociations avec la CDU.

Parmi les points auxquels les sociaux-démocrates tiennent particulièrement: l'instauration d'un salaire minimum généralisé, l'une de leur promesse phare. La CDU lui préfère jusqu'à présent un salaire minimum négocié par branche et par région.

Les conservateurs ont récemment assuré que l'Allemagne saurait avec qui la CDU négocierait un gouvernement d'ici la séance constitutive du Bundestag, qui aura lieu mardi 22 octobre.

Une majorité d'Allemands souhaitent une "*grande coalition*" --c'est-à-dire une alliance conservateurs et SPD-- selon les sondages.

En 2005, plus de deux mois s'étaient écoulés entre les élections et la prise de fonction d'Angela Merkel à la tête d'une grande coalition. AFP 16.10

3- Syrie

Les comités populaires palestiniens viennent de l'annoncer : le compte à rebours pour une libération du camp des réfugiés palestiniens de Yarmouk en Syrie a commencé . cela fait des mois que les terroristes takfiris se sont emparés du camp au prix de provoqué l'exode des milliers de palestiniens du camp et il est grand temps que le camp revienne à ses vrais propriétaires à savoir les palestiniens. les palestiniens s'accrochent violemment avec les takfiris dans différentes localités du camps à l'heure qu'il est.

Selon Fars, l'armée syrienne appuie les palestiniens à l'aide de ses unités d'artillerie qui pilonnent les positions des nosratistes. french.trib.ir 16.10

4- Israël

C'est le journal Yediot Aharonot qui répond dans un article publié ce mercredi : " Que va faire Israël si l'Iran devient nucléaire ? Rien! il ne se passera rien de particulier et Israël ne pourra rien faire d'extraordinaire si ce n'est de retourner à ses moutons et de continuer à vivre comme avant. L'Iran et l'Occident iront vers un accord à l'amiable, un accord acceptable et raisonnable pour les deux parties et en tout cas douloureux pour nous. La question est dès lors la suivante comment tolérer un Iran nucléaire ? Cet Iran dont nous parlons est moins l'Iran géographique que la menace que représenterait contre Israël un Iran doté de capacité nucléaire. Cet Iran-menace est cet axe sécuritaire autour duquel ont tourné les politiques des gouvernements israéliens de ces dernières années. Notre situation ressemble à celle que nous avons vécue au lendemain de la seconde intifada ; les Israéliens ont fait comme si de rien était. La même chose va se produire aujourd'hui et alors que l'Iran s'approche à grand pas de la capacité de se doter d'armes atomiques. La technologie nucléaire iranienne n'aura aucun effet sur notre quotidien. Et pourtant nous avons peur de la menace iranienne sinon le prix du logement n'aurait pas progressé de 70% ces derniers temps. Si nous n'avions pas peur nous les israéliens, nous n'aurions jamais mis de côté autant de devise étranger pour aller faire la queue devant les ambassade étrangères et demander à quitter pour de bon Israël. Ceci dit "*la menace*"iranienne est une source de revenue en Israël et les israéliens en tirent des bénéfices. selon un dernier sondage le taux de la satisfaction des israéliens a augmenté de 90% en une décennie et les israéliens sont à 60% plus satisfaits des conditions économiques du pas.

Peut être que nous sommes tous aveugles car nous sommes visiblement incapable de tirer des leçons de l'histoire. les peuples n'ont pas en général une vision juste des événements qui vont leur arriver. Ils ne peuvent pas bien percevoir l'avenir qui les attend. On peut le dire très franchement que les Israéliens, au contraire de leur gouvernement, ont depuis longtemps accepté un Iran nucléaire même si cet Iran là se dote de bombe atomique. c'est une réalité qui peut se dérouler bientôt sous nos yeux : l'Iran pourrait bientôt être une réalité sécuritaire à ne pas ignorer dans notre région. Quelle est d'ailleurs cette réalité ?

La Syrie sans ses arsenaux chimiques sans une vraie armée combattante, n'est que l'ombre d'elle même. L'Iran, jadis un acteur de poids du front de l'est, n'a plus d'armée digne de ce nom. Le Hamas a subi des coups décisifs et il est paralysé en ayant perdu son riche sponsor qatari. L'Egypte est scindée en deux entre les Frères musulmans et l'armée et elle est si affaiblie qu'elle ne peut d'avoir les yeux que pour ses problèmes domestiques. La Libye n'est plus un Etat . Mais regardez en face le Hezbollah? Où il en est ? L'Iran s'est transformé lui aussi en une superpuissance qui veut reconstituer son économie et faire en une nuit un chemin qui durer en principe 100 ans. La réalité sécuritaire du Moyen Orient telle qu'elle s'offre aujourd'hui à nos yeux est moins dangereuse pour nous. En effet il n'a jamais existé de paradis autour d'Israël. jamais le calme et la sécurité n'ont pas été

notre environnement dans l'horizon proche, il n'existe non plus aucune solution pour résoudre la crise israélo palestinienne. Les palestiniens ont perdu leurs protecteurs arabes et désormais ils essaieront eux-mêmes de résoudre leur problèmes ce qui rend les choses plus compliquées pour nous. Le monde de l'Islam non plus n'est pas plus tendre avec nous qu'il y a des années ? Bref il fait que nous nous rendions à l'évidence : Israël est beaucoup plus petit pour pouvoir refuser de se résigner aux réalités ambiantes : il faut accepter que l'Iran est une puissance nucléaire et que c'est à nous de changer. french.trib.ir 16.10

SOCIAL

1- Portugal

La nouvelle cure d'austérité annoncée mardi par le gouvernement portugais pour l'année prochaine a déclenché une montée de la grogne sociale, avec l'appel de plusieurs syndicats à la grève et à des manifestations.

Le Front commun des syndicats de l'administration publique et le Syndicat des cadres techniques de l'Etat (STE), les deux principaux syndicats du secteur, ont appelé mercredi à une grève des fonctionnaires pour le 8 novembre prochain.

Les syndicats du secteur des transports ont également annoncé *"une quinzaine de grèves pour la période allant du 25 octobre au 8 novembre"* ainsi qu'une *"manifestation nationale à Lisbonne le 9 novembre"*, a indiqué José Manuel Oliveira, coordinateur de la Fédération des syndicats des transports et des communications.

Les syndicats de la poste ont quant à eux prévu une grève le 25 octobre après la décision du gouvernement de privatiser le groupe postal par une mise en bourse de 70% de son capital avant la fin de l'année.

Les syndicats entendent protester contre les nouvelles mesures d'austérité dévoilées dans le projet de budget pour 2014 qui toucheront de plein fouet les fonctionnaires. Le Portugal, sous assistance financière, est tenu de respecter un objectif de déficit public de 4% du PIB en 2014.

Le projet de la loi des Finances prévoit des coupes sévères dans les dépenses publiques et des réductions des salaires des fonctionnaires allant de 2,5% à 12% pour les revenus mensuels supérieurs à 600 euros bruts.

Le gouvernement prévoit également de réduire de 2% en 2014 les effectifs de la fonction publique sur un total actuellement de 575.000. Depuis 2005, 173.000 postes de fonctionnaires ont déjà été supprimés.

"Les travailleurs n'en peuvent plus. Les fonctionnaires sont les cibles principales de ce budget", a dénoncé Ana Avoila, coordinatrice du Front commun des syndicats, qui appartient à la CGTP, principale confédération syndicale du pays, proche du Parti communiste.

Ce budget *"est une attaque brutale contre les fonctionnaires"*, a estimé Helena Rodrigues, vice-présidente de la STE, proche de l'UGT, l'autre grande centrale syndicale, plus modérée et proche des socialistes.

Pour samedi, la CGTP a convoqué deux grandes manifestations à Lisbonne et Porto (nord), pour protester contre *"l'appauvrissement des travailleurs"*.

Le syndicat voulait défiler sur les ponts des deux principales villes du pays. Mais, à Lisbonne, la manifestation prévue sur le Pont 25 Avril a été interdite par le ministère de l'Intérieur pour des raisons de sécurité.

Le rassemblement aura finalement lieu dans le quartier d'Alcantara, à la sortie du célèbre pont lisboète. De nombreux manifestants traverseront le pont en autocar, un passage qui sera accompagné d'un concert de klaxons pour protester contre l'interdiction du ministère.

Arménio Carlos, secrétaire général de la CGTP, n'a pas exclu de convoquer prochainement une nouvelle grève générale, après celle de juin dernier, qui avait mobilisé 50% des salariés, selon les syndicats. AFP 16.10

2- Italie

Le gouvernement italien a adopté mardi soir un projet de budget pour 2014 prévoyant une baisse de la fiscalité sur le travail qui devrait selon lui soutenir la reprise économique espérée vers la fin de l'année.

La loi de stabilité (loi de finances 2014) et le cadre pluriannuel 2014-2016, dont les grandes lignes avaient été présentées en début de soirée par le président du conseil Enrico Letta, visent à *"favoriser la croissance et promouvoir l'emploi"* et *"signalent un tournant"* par rapport aux dernières années, a indiqué le gouvernement à l'issue du conseil des ministres.

"Avec les mesures prises démarre un parcours de réduction de la charge fiscale sur les familles et les entreprises", selon son communiqué.

Le texte devait être validé avant minuit mardi pour être envoyé dans les temps à Bruxelles.

La loi prévoit 27,3 milliards d'euros d'interventions sur trois ans, dont 11,6 milliards pour 2014. La plus grande partie (14,6 mds) est composée de dégrèvements fiscaux destinés aux familles et aux entreprises (via notamment une baisse de la fiscalité sur l'emploi); 11,2 milliards iront aux actions sociales, projets d'investissements et engagements internationaux; 1,5 milliard d'euros en investissements locaux et remboursements de dettes commerciales, détaille le gouvernement.

Le mouvement patronal Confindustria avait auparavant appelé à une baisse beaucoup plus importante des charges pesant sur l'emploi.

M. Letta a insisté sur le fait que la loi ne sera pas financée par des coupes budgétaires dans le secteur social et notamment sanitaire, a-t-il insisté, alors que la presse italienne ces derniers jours avait fait état de baisses draconiennes de budget dans ces domaines, provoquant d'intenses polémiques.

Pour 2014, elle le sera pour l'essentiel par des baisses de dépenses publiques touchant l'Etat et les régions et par des ventes et réévaluations de biens immobiliers, a-t-il expliqué. Une série de privatisations sont prévues d'ici à la fin de l'année, qui devraient contribuer à réduire la dette publique en 2014, 2015 et 2016. Le gouvernement compte également sur les retombées provenant d'une réévaluation de la valeur de la Banque d'Italie.

Le texte, qui doit encore être revu et approuvé par le Parlement, vise un déficit public de 2,5% en 2014, a dit M. Letta, se félicitant que ce budget *"soit le premier qui ne commence pas par des coups de ciseaux ou de nouveaux impôts pour Bruxelles"*.

La loi fixe aussi le cadre de la *"service tax"*, nouvel impôt destiné à remplacer l'IMU, une taxe immobilière très impopulaire abolie cet été. Elle couvrira le coût du ramassage des déchets et les services communaux.

Le ministre de l'Economie Fabrizio Saccomanni a noté de son côté que *"cette manoeuvre renforçait le potentiel de croissance économique et stimulait la reprise"* attendue pour le tournant de l'année. *"Nous n'aurons pas une croissance à la chinoise, mais je suis sûr que cette intervention fera sortir l'Italie de la récession"*, a-t-il dit. AFP 16.10

[Haut de page ↗](#)

Le 18 octobre 2013

CAUSERIE

Il faut vraiment avoir le moral pour traiter l'actualité française qui est vraiment nauséabonde. Je crois qu'il n'y a rien de tel pour dégoûter les travailleurs de la politique. Moi-même cela m'épuise ! il est presque minuit je vais me coucher.

Les paroles et les actes.

Dans son éditorial du 17 octobre le Secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a écrit :

"Ce qui est facteur d'espoir, c'est notre capacité à résister, notre capacité à dire NON, notre capacité à ne jamais baisser les bras et à ne pas nous inscrire dans le cercle des bien-pensants du libéralisme économique ou du capitalisme libéral."

Voilà pour le baratin. Maintenant passons aux actes si vous le voulez bien ou quand le non se transforme en son contraire.

- Deux syndicats de PSA Peugeot Citroën laissent entendre qu'ils pourraient signer l'accord de compétitivité proposé par la direction du groupe automobile pour ses usines françaises.

"Aujourd'hui se dégage une ligne favorable à une signature du nouveau contrat social", a déclaré à Reuters Christian

Lafaye, représentant de Force ouvrière, qui est le deuxième syndicat chez PSA. *"Cependant, il reste quelques sites qui, pour des raisons de temps, n'ont pas encore pu consulter leurs bases locales."*

Serge Maffi, délégué du SIA-GSEA, quatrième syndicat de PSA, a tenu des propos allant dans le même sens....

FO détient 19% des voix chez PSA et le SIA 14,5%. En additionnant les suffrages de ces deux organisations, la barre des 30% nécessaires pour que l'accord soit validé serait franchie.

PSA, confronté à d'importantes difficultés financières et à des surcapacités en Europe, aimerait signer l'accord d'ici la fin du mois. En échange de la promesse de maintenir tous ses sites français d'ici 2016, le groupe demande un quasi-gel des salaires en 2014 et une plus grande flexibilité dans les cadences et la mobilité entre sites, afin d'ajuster sa production aux aléas de la demande. Reuters 16.10

Quand on compare les paroles et les actes, c'est une épreuve terrible pour les manipulateurs et les faussaires, l'épreuve de vérité, quoi.

République et démocratie sous un faux masque. Qui n'ose rien n'a rien.

- *"Non à la stigmatisation des gens en précarité. La France est une République laïque, démocratique et sociale, c'est l'article I de notre Constitution. Il faut qu'on se le rappelle tout le temps, c'est un levier de l'action, de l'engagement"*, a déclaré Jean-Marc Ayrault jeudi à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère. Reuters 17.10

De quelle République, de quelle démocratie sociale s'agit-il quand il y a entre 5 et 7 millions de chômeurs dans le pays, 10 millions de pauvres avec leurs familles, plus de 3 millions de familles mal logées, plus de 120.000 clochards, quand un travailleur sur trois n'a plus les moyens de se soigner ?

Mauvaise volonté

On a vu avant-hier que le capitalisme et les inégalités sociales qui en découlaient n'avaient pas pour origine la volonté d'un homme, mais correspondaient au développement des forces productives parvenues à un certain stade dans le cadre de rapports sociaux reposant sur l'inégalité existante entre les classes.

On a vu également que la raison d'être du capitalisme et sa finalité coïncidaient avec l'accumulation du capital ou le profit que s'accaparent les capitalistes au détriment de la masse des producteurs de richesses, les travailleurs.

On a vu aussi que c'était l'accumulation primitive du capital ou la concentration du capital sous la forme de terres ou de rentes foncières qui était à l'origine du passage du mode de production de type féodal au mode de production capitaliste, pour faire bref.

Si c'est bien le développement des forces productives (et la lutte des classes) qui est responsable de l'évolution des rapports sociaux de production, donc des facteurs objectifs ou matériels, il va de soi que ce processus dialectique n'aurait pas pu se réaliser sans qu'un facteur subjectif intervienne, la volonté des membres de la classe dominante. De la même manière que pour maintenir son entreprise à flot ou développer son affaire, faire en sorte d'assurer sa pérennité, il va de soi que le capitaliste doit en manifester la volonté, sauf à souhaiter sa propre faillite ou disparition en tant que capitaliste, ce qui serait absurde.

Mais apparemment l'absurde ne fait pas peur à monsieur Coquema qui continue de me harceler par courriel. Il a vu dans ma démonstration une contradiction avec l'argumentation que j'ai développée au cours des mois précédents, qui consistait à affirmer que l'oligarchie financière avait mis au point une stratégie qu'on appelle néolibérale, qui devrait conduire à l'établissement d'un gouvernement mondial ou à un nouvel ordre mondial, l'antithèse du socialisme mais aussi du capitalisme d'une certaine manière, ce qu'il réfute.

Parce que selon lui, seules les contradictions du capitalisme seraient à l'oeuvre, et toutes les mesures qu'ont pu prendre les banquiers de la Fed depuis 2008 pour ne pas remonter plus loin dans le temps, seraient conformes aux lois de fonctionnement du capitalisme qui existent depuis plus de deux siècles, aux rapports qui existent entre le secteur de l'économie productive et celui de l'industrie financière qui finalement n'auraient pas vraiment évolués, en aucun cas ces lois n'auraient été violées par les banquiers de la Fed, pas plus depuis 2008 que depuis le début des années 90 ou même le début des années 70 lorsqu'ils se libérèrent du carcan de l'économie réelle ou productive ou de ses limites, sans que celles-ci ne disparaissent, j'ai beau le préciser à chaque fois, mon détracteur s'emploie à faire croire le contraire, quand ils mirent au point des outils financiers leur permettant de se lancer dans une spéculation effrénée et opaque, quand ils en arrivèrent pour finir à se distribuer illégalement ou sans aucun contrôle des dizaines de milliards de milliards de dollars, on en a les preuves, elles existent, elles proviennent du Congrès américain, j'ai fourni les sources (vidéos) dans le site...

Evidemment, là aussi la volonté a joué un grand rôle, et dire qu'on en arrive à devoir expliquer quelque chose d'aussi élémentaire, c'est misérable. L'oligarchie financière a manifesté la volonté de sauver l'économie mondiale qui menaçait de s'écrouler, quoi de plus normal, de plus banal en somme, ce qui ne remet pas en cause l'analyse du système capitaliste fournie par Marx et Engels, bien au contraire.

Ce qui est extraordinaire là aussi, c'est qu'on ne parvienne pas à admettre ou comprendre qu'à un moment donné la quantité se transforme en qualité dès qu'il s'agit du fonctionnement du capitalisme, dont les fondements sont demeurés les mêmes, mais dont les lois de fonctionnement ont pu connaître de profondes modifications du fait de la modification de certains rapports particulièrement avantageux pour les banquiers. Et quelle était la nature de ces rapports ? Economique mais aussi politique.

Dès lors que la classe ouvrière avait été incapable de se doter d'une nouvelle direction et où la menace de la révolution socialiste s'éloignait, la crise du capitalisme qui venait à terme au début des années 70, pouvait déboucher sur une modification des rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes dans la perspective rapprochée de la désintégration de l'URSS en faveur de la couche supérieure de la classe dominante, l'oligarchie financière, qui devait profiter de cette aubaine à la fois pour accroître son pouvoir au sein de la classe dominante et imposer de plus en plus aux Etats (ses débiteurs), à leurs partis et institutions, et à l'ensemble du capitalisme sa politique ou stratégie néolibérale, ce qui lui permettrait une fois qu'elle aurait conquis ce pouvoir de manipuler davantage l'économie en sa faveur sans que personne n'ose s'y opposer, tout en renforçant son pouvoir politique à travers l'ensemble des institutions supranationales qu'elle contrôlait déjà, dont UE.

Toutes ces mesures financières qui allaient gangrener l'économie mondiale n'étaient pas sans contradictions et produire des effets inattendus ou incontrôlables, elles nourrissaient la crise du capitalisme tout en précipitant à terme la dislocation du marché mondiale. La nouvelle impulsion qu'ils ont donnée à l'économie mondiale devait correspondre à l'évolution ou l'orientation du capitalisme qui conduit à une nouvelle concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité de capitalistes dans le monde, au lieu qu'elle se produise disons naturellement au profit d'une nouvelle crise du capitalisme dont l'issue aurait été incertaine, ils ont tenté d'en prendre le contrôle, comme lors de chaque crise, ils ont profité de la crise rampante du capitalisme pour avancer sur tous les fronts grâce à la collaboration du mouvement ouvrier corrompu, mais sans toutefois être parvenus à leurs fins du fait de la résistance des travailleurs, par crainte que les masses retrouvent brutalement le chemin de la lutte des classes et submergent des syndicats et des partis ouvriers dans lesquels elles ne se reconnaissent pas ou plus.

La volonté de l'oligarchie financière est venue butter sur celle des travailleurs qui refusent d'être réduits en esclavage, et dans chaque camp ce sont bien des conditions matérielles qui ont été à l'origine de leur détermination et non l'inverse. La stratégie néolibérale de l'oligarchie financière est sans doute vouée à l'échec parce qu'elle repose sur l'inversion de ce rapport. Elle peut enregistrer des avancées tant que les travailleurs n'ont pas pris conscience de cette stratégie et de leur objectif, conditionnés et noyés sous la propagande gouvernementale et des médias qui la relaient sans parler des larbins du régime, mais il arrivera un moment où là encore la quantité se transformera en qualité, où les travailleurs décideront qu'ils ne peuvent plus endurer davantage de sacrifices, où tous leurs discours démagogiques, populistes, tous leurs grossiers mensonges tomberont dans l'oreille d'un sourd qui ne voudra plus en entendre davantage et se soulèvera pour prendre son destin entre ses mains et renverser l'ordre établi. C'est l'hypothèse la plus optimiste, mais il en existe une autre malheureusement qui l'est beaucoup moins.

On sait que le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, on sait aussi que la crise du capitalisme peut conduire au socialisme si certaines conditions sont réunies, comme elle peut conduire à la disparition de la civilisation humaine, c'est ce qu'expliquait déjà Marx et Engels. Mais la disparition de la civilisation humaine ne signifie pas pour autant la disparition de l'espèce humaine qui pourrait connaître un sort autrement dramatique ; l'humanité étant livrée au chaos et une guerre perpétuelle, à la barbarie orchestrée par une féroce dictature, l'antithèse absolue du socialisme dans la mesure où les travailleurs réduits en esclavage n'auraient plus aucune emprise sur leurs conditions d'existence pour envisager un changement de société, cela aussi est envisageable. Quelque part c'est déjà ce que nous sommes en train de vivre, il faut être aveugle pour ne pas s'apercevoir que tous les éléments concourant à créer une telle situation sont en train de se mettre en place les uns après les autres, que telle est l'orientation du capitalisme mondiale. On peut admettre que ce soit plus visible dans certains pays ou certaines régions du monde que d'autres et que des militants aient des difficultés à en prendre conscience.

Le socialisme est une nécessité historique, pas une obligation, et si c'est ainsi que les marxistes l'ont défini c'est après avoir analysé les conditions qui pourraient empêcher le socialisme de voir le jour, parce que ces conditions existent, et aujourd'hui c'est le néolibéralisme qui incarne le mieux les conditions opposées à l'émergence du socialisme.

Il est impératif de bien mettre les choses à leurs places et de ne pas inverser les rapports qui existent entre les conditions matérielles qui sont à l'origine d'un processus dialectique et les éléments subjectifs qui peuvent en déterminer l'orientation. Pourquoi est-ce si important ? Tout simplement parce que la moindre confusion entre les deux peut avoir des conséquences dramatiques et conduire à s'écarter de son objectif politique ou à en changer, à combattre contre ses intérêts ou celle de notre classe, inconsciemment.

Leur justice. Un juré a été poursuivi pour avoir osé dénoncer les infractions commises par la présidente de la cour.

- L'ex-juré jugé pour violation du secret du délibéré se défend - AFP

En novembre 2010, Thierry Allègre, chef cuisinier de 44 ans, est tiré au sort pour siéger à la cour d'assises. Le procès, un viol sur mineur, est particulièrement difficile. Dans sa plaidoirie, l'avocat de l'accusé, Me Hubert Delarue, évoque la possibilité de voter blanc, une éventualité qui existe et qui bénéficie au mis en cause lors du décompte des voix.

"Mais la présidente de la Cour nous a dit qu'on ne pouvait pas voter blanc", explique Thierry Allègre.

"Et pour quelle raison ne pas lui avoir demandé pourquoi?", rétorque le procureur, André Ribes.

"Vous êtes un pauvre citoyen et une autorité vous dit de ne pas voter blanc! Vous la croyez! C'est comme si un maître d'école dit +L'Amérique est à l'Est de la France+, l'enfant le croira!", lui répond le prévenu, qui comptait pas moins de cinq avocats pour le défendre.

Thierry Allègre a également critiqué le peu de formation accordée aux jurés, qui sont des milliers en France chaque année: *"Une vidéo de 20 minutes, sans mention du vote blanc, c'est un peu léger".*

Convaincu que l'accusé aurait été acquitté si la présidente avait accepté le vote blanc, Thierry Allègre écrit début 2011 une lettre à la magistrature, restée sans réponse.

Il décide alors de dévoiler les infractions commises selon lui par la présidente de la cour, aujourd'hui à la retraite, dans une interview au Parisien.

"Si on avait accepté les votes blancs, aujourd'hui il serait libre", a-t-il martelé, évoquant aussi un vote à main levée au commencement du délibéré à la demande de la magistrate professionnelle, ce qui est interdit.

Le procès en question doit être jugé une quatrième fois, en avril 2014, à la cour d'assises de Créteil.

Une témoin, appelée à la barre, a également confirmé que la magistrate professionnelle avait demandé aux jurés d'écarter la possibilité du vote blanc en début de délibéré.

Le procureur a lui longuement rappelé l'importance du secret du délibéré, clef de voûte d'une justice pénale sereine selon lui, *"afin que les jurés ne soient soumis à aucune pression".*

Certes, a dit le procureur, M. Allègre *"n'est pas le voyou que l'on voit dans les tribunaux correctionnels, mais il a violé la loi et a mis en danger l'institution (judiciaire). Pour moi, son choix est condamnable, car il a prêté serment, en conséquence de quoi je requiers trois mois de prison, avec sursis".*

Le jugement sera rendu le 28 novembre à 13H30.

Commentaire d'internautes.

1- *"En clair, on orientait les jurés qui normalement doivent juger en leur âme et conscience sur la façon de faire leur vote. Combien d'innocents ont été condamnés à cause de ce genre de pratique ?"*

2- *"Il a mis en danger l'institution? Tu parles! il met en danger la réputation d'une magistrate, et ça, ils ne le tolèrent pas!"*

3- *"Force est de reconnaître que le citoyen Allègre est plus honnête que la magistrate professionnelle, qui plus est Présidente de Cour d'assise, qui veut manifestement une condamnation alors que la loi ne lui donne qu'une voix identique à celle de chaque juré. Elle ne fait que présider les débats, mais certains Présidents influencent les jurés. Rappelons qu'en Cour d'assise, il y a 9 jurés tirés au sort et 3 magistrats professionnels ; chacun vote à bulletin secret autant de fois qu'il le faut jusqu'à ce qu'il y ait au moins 8 voix favorables pour chaque chef d'inculpation et au moins 8 voix favorables pour la durée de la peine (on diminue la peine petit à petit tant qu'il n'y a pas les 8 voix favorables au moins)."*

Instrumentalisation de l'esclavage et propagande. Qui pilote cette info, pour le compte de qui ? Les mêmes.

- 30 millions de personnes réduites en esclavage dans le monde - AFP

Walk Free, une nouvelle organisation basée en Australie, soutenue par l'ancienne secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et le co-fondateur de Microsoft et philanthrope Bill Gates, autant dire le clan Rockefeller et Cie.

Quel pays visent-ils ?

Pour la plupart, ce sont soit des pays qui figurent parmi les ennemis des Etats-Unis, soit des pays qui présentent un intérêt géopolitique ou dont les matières premières sont convoitées dont la main d'oeuvre bon marché ou encore, des pays à fort potentiel de développement ou demeurés sous-développés et sur lesquels les prédateurs des multinationales américaines espèrent bien étendre leur hégémonie, pêle-mêle, Inde, Chine, Nigeria, Ethiopie, Russie, Thaïlande, République démocratique du Congo (RDC), Birmanie et Bangladesh en tête. S'y ajoute leurs cibles de premier choix : Quatorze pays africains - dont la Mauritanie, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Gabon et le Sénégal. AFP

Leur définition de "*l'esclavage moderne*".

La définition de l'esclavage moderne est quelque peu différente de celle qui avait cours au XVIIIe siècle, du temps de la traite négrière. "*L'esclavage moderne est une situation où les gens sont sous l'emprise de la violence. Ils sont contraints de prendre des emplois ou d'accepter des situations où ils sont économiquement exploités. Ils ne sont pas payés ou alors reçoivent le minimum pour survivre et ne sont pas libres de partir*", selon Nick Grono. AFP

Leur définition de "*l'esclavage moderne*" pourrait s'appliquer en réalité à des centaines de millions de travailleurs dans le monde, pour un peu à l'immense majorité des travailleurs qui sont contraints d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quelles conditions de rémunération et de travail, au mieux un emploi disponible sur le marché du travail proche ou éloigné de leur domicile, correspondant ou non à leur qualification, encore moins à leur choix personnel, dans presque tous les cas de figure un travailleur n'est pas "*libre de partir*" quand il le souhaite, il doit d'abord trouver un autre emploi, ce qui est de plus en plus problématique avec le chômage de masse et l'insécurité sociale qui accompagne chaque contrat de travail, en réalité la plupart du temps les travailleurs sont enchaînés à leur poste de travail, ils n'ont pas le choix et seul les esclavagistes dispose du droit de décider quand ils doivent "*partir*", être virés ou leurs postes de travail supprimés.

Si on devait s'en tenir à la définition de "*l'esclavage moderne*" fournie par cette officine néolibérale, la "*violence*" exercée par le capitalisme ne concernerait qu'une infime minorité de travailleurs dans le monde qui seraient soumis à des conditions extrêmes d'exploitation, tandis que l'immense majorité des travailleurs dans le monde seraient soumis à des conditions d'exploitation acceptables, le licenciement ou la fermeture brutale d'une entreprise ne constituant pas une "*violence*" subie par les travailleurs, pas plus que les normes de productivité ou d'exploitation, le harcèlement et les menaces exercés par la hiérarchie, la mobilité imposée, etc.

De même que l'exploitation ne concernerait qu'une infime minorité de travailleurs répertoriés comme esclaves, les 99, 99% restant n'étant nullement exploités par les capitalistes puisque le revenu que ces derniers leur octroient généreusement leur permettrait de satisfaire des besoins au-delà de ce qui est nécessaire à leur survie, portion de leur revenu justement sur laquelle lorgne le néolibéralisme et qu'il entend réduire, car elle correspond à des besoins qu'il estime superflus ou non indispensables.

Autrement dit, à les entendre, en dehors de ces esclaves, les travailleurs n'ont pas à se plaindre de leur sort, ils ne sont pas exploités puisque qu'ils reçoivent un revenu qui couvre leurs besoins élémentaires et bien au-delà, c'est bien la raison pour laquelle il n'est pas justifié que l'Etat intervienne dans le domaine social ou réglemente certains secteurs économiques de manière à rendre accessible à tous des services sociaux que les travailleurs ont les moyens de se payer.

Donc, finalement cette définition de l'esclavage moderne qui nous est proposée de manière anodine au premier regard, volontairement, alors qu'on ne leur a rien demandé, pour un peu cette ONG soutenue par le riche "philanthrope" Bill Gates et l'ex-secrétaire d'Etat du chef de guerre Obama, Hillary Clinton, tous deux membres du groupe Bilderberg, du premier cercle du cartel des banquiers anglo-saxons et des dirigeants des plus puissantes multinationales qui sont responsables de toutes les guerres dans le monde, du sous-développement et de la surexploitation, de cet esclavage qu'ils dénoncent et dont ils sont les principaux bénéficiaires, cette définition sert en réalité de support à la propagande néolibérale qui n'a pas pour objectif de réduire l'esclavage, mais de l'étendre au monde entier en participant à la destruction des droits sociaux et politiques des travailleurs dans les pays où ils en possèdent encore.

En se présentant comme les pourfendeurs de l'esclavagisme moderne, personne n'irait imaginer qu'il s'agit d'une opération orchestrée par les esclavagistes eux-mêmes et destinée à couvrir leurs crimes ou leur responsabilité de l'esclavagisme moderne, ainsi que leurs véritables intentions qui consistent à étendre leurs forfaits au reste de la planète.

Les pires prédateurs ou affameurs de l'humanité se présentent sous un faux masque et poussent le cynisme jusqu'à instrumentaliser le pire produit de leurs activités criminelles, les masses les plus miséreuses de la planète.

Tous ceux qui sur le plan économique ou politique ont des intentions inavouables, malfaisantes et sordides qui ne doivent pas parvenir aux oreilles des travailleurs empruntent cette méthode à travers le monde pour camoufler leur véritable nature et s'exonérer de toute responsabilité des malheurs et des souffrances qui accablent l'humanité, pour continuer en toute impunité à sévir et empocher les bénéfices de leurs actes infâmes ou criminels, faire en sorte que rien ne change le plus longtemps possible, que le vieux monde capitaliste pourri survive.

Les ONG sont une bonne couverture assurément. Prétendre parler au nom des travailleurs ou du socialisme également. Tous les jours maintenant nous sommes confrontés à cette situation que les travailleurs et les militants doivent démêler impérativement pour comprendre ce qui se passe réellement.

L'imposture permanente qui caractérise leur comportement ou le mécanisme qu'ils utilisent est de mise parce que le capitalisme à bout de souffle ne peut plus offrir le moindre espoir de progrès social aux masses exploitées. On pourrait contester cette dernière affirmation, en effet, mais ce serait faire l'impasse sur les immenses sacrifices que les travailleurs doivent concéder par ailleurs pour obtenir une amélioration de leur condition d'existence qui est toute relative.

J'ai connu l'Inde il y a 24 ans où ma belle-famille pauvre parvenait malgré tout à subvenir à ses besoins élémentaires, alors qu'un seul ou deux de mes beaux-frères travaillaient seulement pour nourrir 8 personnes, aujourd'hui ils travaillent tous, ils ont tous un emploi précaire, certes sur le plan matériel ils vivent mieux, mais ils sont tous exploités, même leurs épouses puisqu'ils se sont mariés depuis, ils sont tous endettés aussi, ils ne disposent plus de temps libre comme autrefois pour profiter un peu de la vie, leur vie est devenu un véritable cauchemar, ils ont perdu leur joie de vivre ou leur insouciance ; hier leur cauchemar concernait davantage le futur que le présent, aujourd'hui leur cauchemar se confond avec le présent et l'avenir, ils n'ont aucun droit et l'Inde compte plus de milliardaires, c'est déjà cela...

Pour bien montrer qu'il s'agit d'une opération de propagande abordons la fin de cet article de l'AFP

Peu importe si ce calcul est bidon, ils le disent eux-mêmes, c'est juste un prétexte, c'est moi qui le rajoute, c'est ce qu'il faut en déduire.

- Calculer le nombre d'esclaves est un exercice extrêmement complexe, reconnaît l'organisation. *"Il est difficile d'obtenir des données car il s'agit d'un crime caché. C'est un peu comme mesurer la violence conjugale ou le trafic de drogues"*, estime Nick Grono. AFP

Même en France, où les ont-ils dénichés, en Guyane, comment ont-ils fait ?

- La France, elle, pointe au 139e rang sur 160 pays, avec environ 8.500 personnes réduites en esclavage, selon l'organisation. AFP

Leur objectif figure en filigrane mais de manière détournée quand ils évoquent les *"ressources"* pour remédier à l'esclavage, on peut imaginer qu'il suffit qu'un esclave dispose d'un contrat de travail et soit payé des clopinettes comme au Bangladesh par exemple pour changer de statut ou de catégorie.

Au fait, la gauche et l'extrême gauche ne se saisissent pas de cette info, 8.500 esclaves ce n'est pas rien ? Non car voyez-vous s'il en avait dégoté un ou deux à la rigueur, ils n'auraient pas dit non, mais 8.500 c'est au-dessus de leurs forces... Bon ça va, on a compris.

Quant à la *"volonté politique"*, c'est un argument pour faire pression sur certains Etats ou gouvernements triés sur le volet pour leur imposer des normes qui ne correspondent pas au niveau de développement de leur pays ou les montrer du doigt, les jeter en pâture aux médias qui s'en empareront pour déclencher une campagne internationale contre eux, de sorte que pour qu'elle cesse, ils n'aient plus qu'à accepter non pas d'améliorer la conditions de leurs travailleurs dont les uns et les autres se foutent bien, mais de se plier à d'autres exigences politiques tenues secrètes ou discutées par ailleurs avec l'impérialisme américain, car les Américains sont la seule puissance à agir de la sorte dans le monde, à profiter de leur hégémonie mondiale.

- *"Les lois existent, mais les moyens, les ressources et la volonté politique manquent, estime Walk Free. L'objectif de ce classement est de changer la situation"*. AFP 17.10

Affaire Leonarda (suite)

- Le père de Leonarda avoue avoir menti aux autorités françaises - Le Nouvel Observateur

- Expulsion de Leonarda: son père Resat accusé de violences sur ses filles - L'Express.fr

- Le père de Leonarda, un homme violent qui a eu des démêlés avec la justice - 20minutes.fr

- Leonarda : RESF et l'enseignante avaient donné leur accord à l'expulsion - LeFigaro.fr

- Leonarda serait italienne ! - LePoint.fr

- Le père de Leonarda dit avoir menti aux autorités françaises - Reuters 17.10

Le père de Leonarda Dibrani, la collégienne expulsée de France avec sa famille, a déclaré jeudi à Reuters avoir menti aux autorités françaises sur l'origine kosovare de sa femme et de ses enfants pour tenter d'obtenir l'asile.

"Toute la famille, ma femme et mes enfants, sont nés en Italie. Ils n'ont rien à voir avec le Kosovo", raconte Reshat Dibrani à Reuters. "Ils sont nés en Italie et puis nous sommes venus en France. Nous avons menti aux autorités en disant que nous étions du Kosovo."

"Nous demandions l'asile en France et nous avons dû détruire nos papiers italiens pour ne pas être renvoyés en Italie", a précisé en albanais cet homme de 43 ans. "Nous avons dit que nous avions fui le Kosovo."

Le gouvernement kosovar verse une aide mensuelle de 150 euros pour leur hébergement au deuxième étage d'une maisonnette dans un quartier populaire de Mitrovica, ville du nord du Kosovo.

"Nous ne savons pas quoi faire avec cette famille. Elle n'est pas du Kosovo", confie un responsable kosovar sous couvert de l'anonymat. "Il n'y a que le père qui soit né au Kosovo."

Reshat Dibrani dit avoir quitté le Kosovo en 1973 ou 1974 et être prêt éventuellement à y rester, mais pas ses enfants.

"Les enfants ont peur parce qu'ils ne connaissent pas la langue, ici. Ils pleurent nuit et jour. Ils disent, 'Papa, qu'est-ce que tu nous as fait ?' Je leur dit que ce n'est pas ma faute mais celle de la France", déclare-t-il.

La maisonnette est envahie de journalistes français.

Personne dans la famille ne semble en effet parler albanais. Les enfants parlent français, italien et un peu rom. Leurs noms - Maria, Leonarda, Roki, Ronaldo, Hasani et Medina - sonnent pour la plupart italien.

Selon la presse française, le père a eu en France des démêlés avec la justice pour des violences présumées sur sa fille et de petits larcins, et n'a guère montré en quatre ans de présence sur le sol français de volonté concrète d'intégration. Reuters 17.10

- Leonarda : ce que dit le dossier de la préfecture du Doubs - Le Monde 18.10

Selon la synthèse de la préfecture, Resat Dibrani, 45 ans, son épouse Gemilja, 40 ans, et leurs sept enfants, dont un majeur de 24 ans, sont entrés illégalement sur le territoire français le 26 janvier 2009. Ils ont depuis vu toutes leurs demandes de reconnaissance du statut de réfugié refusées. La raison en est simple, résume un proche de l'affaire : *"leur dossier n'est pas bon"*.

Leur première demande, quelques jours après leur arrivée, le 30 janvier 2009, est refusée par l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA), puis en appel par la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) le 31 janvier 2011. Le 28 avril 2011, la préfecture du Doubs émet un premier arrêt d'obligation de quitter le territoire français (OQTF), mais la famille court-circuite cette décision en sollicitant la réouverture de sa demande d'asile un mois plus tôt. Celle-ci est encore rejetée par l'OFPRA, puis de nouveau en appel.

Le 21 janvier 2013, la famille Dibrani demande le réexamen de sa situation en vertu de la circulaire du 28 novembre 2012, dite circulaire Valls, qui précise les critères à remplir pour prétendre à une admission exceptionnelle au séjour.

Parmi les critères retenus pour l'admission exceptionnelle au séjour figurent une bonne capacité d'insertion dans la société française et la maîtrise orale – au moins élémentaire – de la langue française. Mais lors de l'entretien de Mme Dibrani en préfecture le 19 mars 2013 pour étayer sa demande de réexamen, *"il a été constaté qu'elle n'a pas une connaissance, même sommaire, de la langue française"*, relève la préfecture, qui conclut : *"L'intéressée n'atteste d'aucun effort en vue de son insertion dans la société française"*.

Autres critères cumulatifs : être installé sur le territoire français depuis au moins cinq ans et y avoir au moins un enfant scolarisé depuis plus de trois ans. Au moment de leur demande de réexamen, les Dibrani ne sont en France que depuis quatre ans.

Il faudrait alors que la famille puisse fournir les preuves que leur sécurité est menacée au Kosovo, ou qu'il existe un risque réel de rupture de la scolarité de leurs enfants, ce qu'ils ne parviendront pas à faire. Une tâche d'autant plus ardue que le 18 mars 2011, le Kosovo a été ajouté à la liste des pays "*sûrs*".

Les Roms ne savent pas toujours lire et écrire et viennent d'une culture peu administrative, note un proche du dossier. La famille Dibrani a donc versé très peu de pièces écrites, et celles qui l'ont été n'ont guère convaincu l'administration française. Parmi les rares documents figurant au dossier, deux lettres : la première a été écrite par un certain M. Jahic. "*Non traduite en français, elle ne peut qu'être écartée*", selon la note de la préfecture.

Concernant la seconde lettre, écrite par le frère de Resat Dibrani, la préfecture relève "*que seul le prénom de son auteur est lisible sur la copie de la pièce d'identité, ce qui ne permet pas de s'assurer du lien collatéral entre ces deux personnes*". De plus, la préfecture trouve "*surprenant qu'un courrier adressé à un membre proche de la famille soit dactylographié et ne comporte pas de signature manuscrite de son auteur*".

En conséquence, la préfecture estime qu' "*il n'est nullement démontré, à l'aide de preuves matérielles et circonstanciées, que leur vie familiale ne puisse se poursuivre dans leur pays d'origine*", et "*qu'il n'est pas démontré que les enfants ne pourraient reprendre leur scolarité au Kosovo*", malgré le fait que ces derniers affirment ne parler que le romani.

Le 19 juin 2013, la préfecture publie un arrêté d'OQTF dans un délai de trente jours, faute de quoi la famille sera reconduite d'office. Ce sera chose faite pour le père le 8 octobre, et pour la mère et ses enfants le lendemain, au terme d'une intervention polémique dans le car scolaire de Leonarda. Le Monde 18.10

- Consigny : Leonarda, symptôme de l'incohérence socialiste - lepoint.fr 17.10

L'affaire Leonarda est clivante, symptomatique des contradictions internes à la gauche, et elle pose des questions multiples, sur l'immigration, bien sûr, mais aussi, de façon plus générale, sur l'action publique.

Si la majorité ne parvient pas à s'entendre sur un sujet comme l'immigration, c'est parce qu'elle manque de cohérence : elle est à la fois anti-libérale et sans-frontériste, elle veut plus d'État, mais celui-ci ne doit pas avoir de territoire délimité d'action ou, s'il en a, ne doit pas y être souverain, par exemple ne pas avoir d'armée, comme le réclame M. Duflot, et en tout cas pas de frontières auxquelles raccompagner des étrangers. Cela revient à vouloir qu'il n'y ait pas d'État du tout, ce en quoi les socialistes et leurs alliés rejoignent les libertariens américains, à l'opposé exact de tout ce qu'ils professent.

(On retiendra que le PS veut "*qu'il n'y ait pas d'État du tout*" au profit des régions et de l'Union européenne, la politique néolibérale. Leur contradiction entre les paroles et les actes au profit de ces derniers puisque seuls les actes comptent à l'arrivée les classe parmi l'aile la plus droitière de la réaction, les néolibéraux qui dominent l'UE. - ndlr)

La question de cette élève kosovare expulsée est une fausse question. C'est un miroir aux alouettes. Même s'il y a bien une vraie question dans la fausse, celle de la façon dont elle a été interpellée (si cela a en effet eu lieu dans les conditions brutales décrites par la presse, il faudra supprimer à l'avenir ce type de procédure), c'est un écran de fumée, parce que l'immigration de masse en France ne vient pas du Kosovo. La gauche semble être incapable d'aborder ce sujet autrement qu'en évoquant l'Europe de l'Est, alors que la grande majorité des étrangers venus s'installer en France depuis les années 1970 viennent d'Afrique, qu'il s'agisse du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne. Pourquoi craint-elle la vérité ? Pourquoi cherche-t-elle toujours à emprunter des détours ? Si seule l'extrême droite regarde le réel en face, il ne faut pas s'étonner que le peuple, confronté à ce réel et pas au monde imaginaire des socialistes, vote pour elle.

(Exact, ils font le lit de l'extrême droite, le PS comme la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes. - ndlr)

Le conflit qui semble sous-tendre l'actualité récente est celui qui oppose ceux qui pensent que nous formons encore une collectivité à ceux qui estiment qu'il n'y a plus de pouvoir politique, plus vraiment de nation, les fameux citoyens du monde, c'est-à-dire Yannick Noah, l'icône de la campagne de François Hollande, main dans la main avec Goldman Sachs (toujours ces contradictions).

(Un constat accablant qui n'a pas empêché la gauche et l'extrême gauche d'appeler à voter Hollande ou à "*chasser Sarkozy*", ce qui hypocritement revenait au même. Ces gens-là ne mènent pas un combat politique pour la "*collectivité*" ou plutôt pour défendre les droits politiques ou sociaux collectifs des travailleurs, ils défendent uniquement leur bout de gras, ce sont des corporatistes, ils ne défendent que les intérêts de leurs appareils, leurs intérêts individuels et ils se foutent du reste, de sont des charlatans, des aventuriers, ils ne sont pas dignes de parler au nom des travailleurs et du socialisme, ce sont des imposteurs. - ndlr)

Voulons-nous, par exemple, décider collectivement qu'en France on ne travaille pas le dimanche, ni après 21 heures ? Je n'ai pas de religion bien arrêtée sur cette question, je suis plutôt libéral, j'aurais tendance à considérer qu'il faut laisser les travailleurs travailler et les entrepreneurs entreprendre, mais je n'ai pas vu non plus les Parisiens errer comme des zombies, morts de faim, parce que Monoprix avait fermé avant minuit, ni sentir tellement mauvais à force de déambulation parmi des rues éteintes qu'il

leur faille se précipiter chez Sephora à 4 heures du matin sur les Champs-Élysées, pas plus que, le dimanche après-midi, je n'ai eu l'impression que des gens se soient cogné la tête contre des murs faute d'avoir pu acheter des clous chez Castorama. Cette frénésie anti-choix politique est absurde, qu'il s'agisse de politique migratoire ou de politique économique - ou alors, supprimons directement l'État français, pourquoi pas, il coûte tellement cher.

(L'hypocrisie et la couardise sont les marques de fabrique du PS, ce sont des rats, même pas des chiens comme disait Marx à propos des Versaillais, ils appartiennent à une espèce inférieure, répugnante, quoique le rat présente au moins la qualité d'être comestible, alors qu'eux nous donnent envie de gerber, le rat des champs et non celui des villes qui grouillent dans leurs poubelles remplies jusqu'à la gueule, la gueule ils n'ont que cela.

Non mais attendez, pourquoi n'ont-ils pas trancher sur les ouvertures nocturnes ou le travail le dimanche? Pour que les travailleurs se déchirent sur ces questions et que le patronat en profite pour rafler la mise, s'engoufre dans cette brèche pour tailler en pièces la législation du travail. -ndlr)

De la même façon, peut-on encore décider, rationnellement, sans dureté aveugle mais sans émotion non plus, de qui entre et qui n'entre pas sur le territoire français ? A-t-on encore le droit d'édicter, collectivement, des critères pour cela, voire des chiffres, un nombre de personnes à ne pas dépasser par an ? A-t-on la possibilité légale de dire que, l'intégration des étrangers fonctionnant mal depuis une trentaine d'années, il faut fermer la porte le temps de laisser la République adopter les nouveaux venus ? Ou bien est-ce que ça aussi, au nom de la débâcle générale, doit nous échapper ?

(Entre sa véritable nature et son masque, le PS est pris à son propre piège. L'imposture fonctionne temps qu'il est dans "l'opposition parlementaire" et le masque tombe dès qu'il est au pouvoir, sa nature réactionnaire est révélée au grand jour. C'est imparable, c'est également valable pour EELV, le PCF et le PG (Mélenchon) qui ont accepté des postes ministériels sous Chirac. Quand ils sont dans "*l'opposition*", ils sont de gauche et dès qu'ils sont au pouvoir on s'aperçoit qu'ils sont tous de droite en réalité, puisqu'ils poursuivent la politique de la droite, y compris sur la question de l'immigration qui évidemment se posait déjà en 1995. - ndlr)

Le grec Thucydide écrit quelque part que "*tout être va jusqu'au bout du pouvoir qu'il peut détenir*". Le rôle de l'État, pour les libéraux comme pour les sociaux-démocrates, c'est de donner aux individus l'autonomie nécessaire à leur liberté, à l'exploitation maximale de leurs propres capacités. Le choix entre ces deux grands courants de pensée diverge quant aux moyens, mais il se rejoint sur la fin. (Merci pour cette confirmation, ils poursuivent bien le même objectif. - ndlr) Le problème est que la politique de M. Valls ne s'inscrit pas réellement dans cette idée de volonté collective transformée en actes. Elle n'est pas réelle. Il ne conduit pas réellement de politique, ou pas de politique réelle. Donc il n'est pas un responsable politique au sens vrai de l'expression. Le problème est que M. Valls est plus proche du ventilateur que du ministre : il brasse de l'air. Ses déplacements et ses discours constituent exclusivement une entreprise de communication, d'ailleurs fort coûteuse tant elle réclame de moyens logistiques. Il n'y a rien derrière, et lui-même n'est pas inquiet de la sécurité des Français. Il s'en moque. Il est inquiet de son agenda politique, du chemin à baliser jusqu'à la magistrature suprême. C'est une machine efficace, à l'américaine, c'est le ventilateur sans pales de Dyson.

(Exact, j'en étais arrivé à la même conclusion, à savoir que l'attitude de Valls était purement électoraliste, puisqu'il est incapable de rompre avec le capital, on ne lui demandera jamais, il poursuit la politique de Sarkozy, que peut-il faire d'autre, rien, il n'a pas le choix. Et ces salopards de la soi-disant gauche du PS seront bien heureux si le PS en tire profit sur le plan électoral en 2014, c'est valable pour les parasites de gauche et d'extrême gauche qui récupéreront des miettes au passage, eux non plus n'ont aucun intérêt à une défaite électorale du PS aux municipales et aux européennes, ne comptez pas sur eux pour l'avouer. Valls rame pour le PS qui est un des piliers du régime, voilà tout. -ndlr)

La question de ce qu'il faudrait faire pour redonner une réalité à l'action publique est pourtant fondamentale et actuelle, à l'heure où la dérégulation du secteur privé, en particulier s'agissant de la sphère financière, a montré ses dangereuses limites. Décidons-nous encore de quelque chose par les voies démocratiques ? Si oui, le faisons-nous à échelle nationale ou européenne ? Jugeons-nous encore que la politique doit aussi s'occuper de symboles, de valeurs, de culture, que par conséquent il faut délimiter des symboles, des valeurs et une culture français, c'est-à-dire une identité nationale, ou bien que la politique doit restreindre son champ d'action au dynamisme économique et à la réduction des inégalités ? Ce sont toutes ces questions qui se cachent derrière l'actualité récente, et personne n'y répond.

(Décider de quoi, la démocratie est morte, non pas parce qu'aucun parti ne l'incarnerait, mais plutôt parce qu'aucun parti n'est reconnu comme l'incarnant. Pourquoi ? Parce que la démocratie ne se pose pas dans des termes généraux mais selon un contenu de classe, dont les partis et les masses sont à cent lieues. - ndlr)

Instrumentalisation des lycéens.

La politique du PS apparaît comme opposée aux valeurs de gauche, du coup, tous ce que compte la "*gauche*" se mobilise pour que l'illusion que le PS serait de gauche soit sauvée, la survie du régime en dépend. Par ironie du sort, ils jouent le même rôle que Valls.

- «Avec ou sans papiers ils sont comme nous, ce sont des élèves» - Liberation.fr

- Affaire Leonarda : la mobilisation lycéenne est-elle politique ? - francetvinfo.fr

Jean-Luc Mélenchon, leader du Parti de gauche, sera présent vendredi auprès des lycéens, à Paris. "*Demain il faut y être. Ecoutez-moi bien, les gens qui m'écoutez, demain si vous le pouvez, c'est votre devoir d'être dans la rue avec nos jeunes*", a-t-il déclaré au micro de BFMTV

Joint par francetv info, le MJS explique qu'il n'a pas appelé à manifester, mais qu'il n'empêche pas les jeunes socialistes de battre le pavé.

La Fidl et l'UNL confirment également à francetv info la présence à leurs côtés des Jeunes communistes de Paris, des jeunes du NPA, avec qui ils échangent très régulièrement.

Le dernier mot revient à la Fidl et confirme ce qui a été dit plus haut :

Pour la Fidl, il est normal que le MJS n'appelle pas à manifester contre un gouvernement socialiste. francetvinfo.fr 17.10

On ne pouvait pas passer à côté de cet argument.

"Si on était intervenus à 6 heures du matin en tirant tout le monde du lit, on aurait dit que tout s'était bien passé ?", a demandé Nicolas Comte, porte-parole du premier syndicat des gardiens de la paix Unité-SGP. Point.fr 17.10

Effectivement, on n'aurait jamais entendu parler de cette histoire. Tous les jours il y a des immigrés clandestins qui sont expulsés sans que cela ne fasse la Une de l'actualité.

Pour se détendre, on a le droit d'en rire.

- Copé accuse Hollande de «faire monter le Front national» - LeFigaro.fr

- Manuel Valls répond à ses détracteurs : «Je suis de gauche» - LeParisien.fr

Il faut bien qu'il serve à quelque chose. Toute peine mérite salaire.

A quoi sert le Front de gauche ? C'est, peu ou prou, ce que doivent se demander ces derniers jours la plupart des militants engagés dans les partis qui le composent. Si l'on écoute le charismatique tribun du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, l'objectif est de monter une grande force politique de gauche, indépendante et opposée aussi bien à la droite et au FN qu'au Parti socialiste, lequel est accusé d'être un "*traître*" partisan de l'austérité.

Le PCF, lui, voit dans cette alliance un moyen de faire pencher la balance à gauche, en mettant la pression sur le gouvernement, tout en nouant des alliances locales avec le PS. C'est ce que souhaite Pierre Laurent, le secrétaire national du Parti communiste, notamment à Paris. Son objectif est de "*renforcer le nombre d'élus communistes et du Front de gauche, pour ensuite s'appuyer sur le niveau local afin de mener la bataille nationale*", comme il l'explique à L'Humanité.

(Pour accompagner le capitalisme en faisant semblant de le combattre nécessite d'avoir des élus et mérite salaire, c'est le minimum. C'est ça le communisme à la mode du PCF. - ndlr)

Le Parti de gauche, qui compte peu d'élus, imagine une stratégie très différente, destinée à arriver en force en mai 2014 pour les élections européennes, son objectif prioritaire. Jean-Luc Mélenchon compte ainsi sur l'électorat déçu par le PS pour faire du Front de gauche une force politique de premier plan, égale au PS. Hors de question, dès lors, de s'afficher à côté d'un socialiste au premier tour, quitte à sacrifier les places des élus communistes. "*Va, crève avec tes places !*" avait d'ailleurs lancé Mélenchon aux socialistes, lors d'un meeting à Rennes (Ille-et-Vilaine), le 5 juin. Parce que le PCF n'est pas un bon camarade

(Au premier tour non, au second oui, bref, l'air de rien ils rament pour leur pomme... et le PS, chut ! - ndlr)

Côte à côte avec le Parti de gauche dans les meetings et les manifs, comme à la Bastille le 5 mai, mais pas toujours solidaire avec les mélenchonistes dans les municipalités. C'est le positionnement bancal de la direction du PCF aujourd'hui. Paris en est l'exemple parfait : à l'Assemblée, les députés PCF votent contre le budget 2014 du gouvernement socialiste, pendant qu'à la mairie, les communistes locaux négocient leur soutien à la candidate PS Anne Hidalgo, contre cinq membres supplémentaires au Conseil de Paris, d'après Libération.

(Touche pas à mon bout de gras, sinon la soupe serait fade ! - ndlr)

Pour justifier cette contradiction, Pierre Laurent estime qu'il faut distinguer les questions nationales des problématiques locales. *"Autant au niveau du gouvernement, nous ne trouvons aucune écoute, autant à Paris nous sommes entendus et respectés depuis deux mandats dans la majorité municipale."* Une valse avec le Parti socialiste qui semble éloignée du dernier texte d'orientation politique du Front de gauche, signé par le PCF, intitulé *"Imposer une alternative à l'austérité"*.

(Traduction au niveau du gouvernement on n'a rien à espérer, on se brûlerait les ailes si on acceptait d'y entrer, par contre au niveau municipal on fait discrètement avec la politique du gouvernement et on peut récupérer des sièges au passage, cela ne se refuse pas. -ndlr)

Cette contradiction est une question de survie pour le parti de la place du Colonel-Fabien. Car, comme l'expliquait Europe 1 en février, avec seulement sept députés et dix-neuf sénateurs, le parti communiste a besoin de ses 8 800 élus locaux pour survivre. Pourtant, ce choix est bien le signe d'un parti *"mourant"*, selon Gérard Grunberg, interrogé par francetv info : *"Il meurt parce qu'il est incapable d'avoir une vraie stratégie, estime le politologue du Centre d'études européennes de Sciences Po Paris. Il est, comme toujours, coincé entre l'obligation d'être dans la lutte contre l'austérité et l'impossibilité d'aller jusqu'à la rupture avec le PS. Sa direction n'est pas bonne et mène le parti, et le Front de gauche, dans le mur."*

(Très juste, ils sont incapables de rompre avec le PS, ils rament donc pour le régime dont dépend leur survie, tant qu'il en aura besoin. - ndlr)

Au départ, le Front de gauche était une alliance de circonstances, née pour les élections européennes de 2009. Avec des résultats limités : 6,05% des suffrages, selon Le Figaro. Mais un score bien meilleur que les 1,93% de la communiste Marie-George Buffet à la présidentielle de 2007. Depuis, chaque scrutin, local et national, a permis au Front de gauche d'améliorer ou de stabiliser son score.

(Le Front de gauche est un front contre-révolutionnaire. Il a pour fonction d'empêcher qu'un véritable parti ouvrier révolutionnaire se construise, il récupère ou retient des travailleurs et des jeunes qui entendent s'opposer au capitalisme mais qui ignorent tout du socialisme, il a pour fonction de les détourner du socialisme - ndlr)

Mais cette alliance a été conclue sur un socle fragile. Le Front de gauche n'est pas un parti politique classique. On n'y adhère pas, et surtout, aucune discipline de parti ne peut être imposée. La solidité de l'ensemble ne tient qu'à la dépendance mutuelle de ses membres. *"S'ils décident de se passer de Mélenchon, les communistes reviendront à des scores proches des 2%, prédit Gérard Grunberg à francetv info. Mélenchon, s'il s'en va comme il a quitté le PS en 2008, il attirera toujours un peu, mais il n'aura plus les nombreuses troupes du PCF derrière lui."*

(Ils sont condamnés à s'entendre ou à disparaître, c'est ce que j'avais écrit il y a quelques jours. Dans le meilleur des cas ils végèteront. - ndlr)

Quel que soit le choix des militants communistes vis-à-vis du PS, le Front de gauche ne sortira pas grandi de cette crise d'adolescence, cinq ans après sa naissance. S'il survit, son image aura de toute façon été écornée auprès d'un électorat qui, d'après L'Humanité, est en demande d'"*unité*". francetvinfo.fr 17.10

(L'Humanité se contentera bien d'une "*unité*" sans principe. -ndlr)

[Ils ont tout pourri ! Ils le disent eux-mêmes.](#)

La pollution de l'air, causée par les transports, la production d'électricité et les émissions industrielles et agricoles, devrait être déclarée cancérigène pour l'être humain, recommande le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC).

L'agence dépendant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait cette recommandation en s'appuyant sur des données récentes : quelque 223.000 personnes sont mortes en 2010 dans le monde d'un cancer du poumon provoqué par l'inhalation de substances toxiques contenues dans l'air ambiant.

Dans un communiqué publié jeudi après une semaine de séminaire réunissant des scientifiques, le CIRC préconise que la pollution atmosphérique et les particules solides ou liquides en suspension dans l'air soient classées dans le groupe 1 des substances cancérigènes pour l'homme.

Ce groupe 1 regroupe une centaine de substances connues pour leurs effets cancérigènes comme l'amiante, le plutonium, la poussière de silice, les radiations d'ultraviolet et la fumée de cigarette. Reuters 17.10

ACTUALITE EN TITRES

Youpi !

- L'accord budgétaire propulse Wall Street à un record - Reuters
- Le bénéfice de Google grimpe de 36% au 3e trimestre - AFP

Résistance internationale

- Chili : les étudiants de nouveau dans la rue à un mois de la présidentielle - LeMonde.fr
- Canada : heurts entre policiers et opposants au gaz de schiste - LeMonde.fr

Gauchisme. Infiltration policière et provocation.

- Les manifestations dégénèrent au Brésil - lefigaro.fr

Stratégie mondiale néolibérale

- La NSA au cœur des assassinats ciblés américains - LeMonde.fr
- Onze Nobel prennent la défense des militants de Greenpeace - Reuters
- L'Arabie saoudite entre au Conseil de sécurité de l'ONU - Liberation.fr
- Irak: Plus de 40 morts dans une série d'attentats - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

La chancelière allemande Angela Merkel et les dirigeants du Parti social-démocrate (SPD) se sont mis d'accord jeudi pour engager des négociations en vue de former une coalition de gouvernement.

Les dirigeants des chrétiens-démocrates (CDU/CSU) et des sociaux-démocrates "*sont parvenus à la conclusion de recommander aux instances de leurs partis l'ouverture de négociations de coalition*", a déclaré le secrétaire général de la CDU (Union chrétienne-démocrate), Hermann Gröhe, au cours d'un point de presse à l'issue de trois heures de discussions avec une délégation du SPD, jeudi.

Le président du SPD, Sigmar Gabriel, affichait le même optimisme prudent. "*Le groupe de négociateurs du SPD a décidé à l'unanimité que le lancement de négociations de coalition avait du sens*", a-t-il expliqué dans un point de presse séparé. "*Une base commune peut être trouvée*" avec le parti conservateur, a-t-il estimé.

Il a affirmé que les conservateurs de Mme Merkel "*savaient qu'un salaire minimum généralisé de 8,50 euros par heure (...) était une condition sine qua non sans laquelle une coalition avec le SPD n'aurait aucun sens*".

Ce salaire minimum, dans un pays qui en est dépourvu, était une des promesses phares du SPD pendant la campagne des législatives. Les conservateurs plaident en faveur d'un tarif différencié, négocié par les partenaires sociaux par branche et par région.

"Il y a naturellement toute une série de domaines (...) où les positions de départ sont divergentes, comme chacun le sait, et que les négociations devront aborder", a reconnu M. Gröhe, citant le salaire minimum, mais aussi la politique fiscale et budgétaire. Le SPD souhaite des hausses d'impôts, rejetées par Mme Merkel.

En matière de salaire minimum, les conservateurs avaient cependant ouvert une brèche jeudi. Dans le quotidien de Munich *Süddeutsche Zeitung*, Horst Seehofer, président de l'Union chrétienne-sociale (CSU), parti frère de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), s'est dit prêt à dire oui au salaire minimum.

Premier grand dirigeant des conservateurs à faire preuve d'une certaine souplesse, il a toutefois posé comme condition que le SPD renonce à son projet de hausses d'impôts.

La CDU va maintenant organiser vendredi une conférence téléphonique pour demander le feu vert de sa direction fédérale pour entamer les négociations.

De son côté, le SPD réunit une convention de 200 délégués dimanche pour avaliser cette décision. AFP 17.10

2- Arabie saoudite

L'Arabie saoudite entre au Conseil de sécurité de l'ONU - libération.fr

L'Arabie saoudite a été élue, pour la première fois, membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, de même que le Tchad, le Chili, le Nigeria et la Lituanie. Ces cinq pays ont été élus jeudi par l'Assemblée générale de l'ONU pour un mandat de deux ans qui commencera le 1er janvier 2014. Sur les 193 pays membres de l'Assemblée, l'Arabie saoudite a obtenu 176 voix, le Tchad 184, le Nigeria et le Chili 186 et la Lituanie 187.

Le Conseil, qui compte 15 membres, renouvelle chaque année cinq de ses dix sièges de membres non permanents, sur une base régionale. Les pays choisis n'avaient pas de rivaux dans leurs régions respectives. Ils remplaceront à partir de janvier le Maroc, le Togo, le Pakistan, le Guatemala et l'Azerbaïdjan. Les cinq autres membres non permanents sont le Rwanda, l'Argentine, le Luxembourg, la Corée du sud et l'Australie. Leur mandat s'achève à la fin 2014.

Les cinq membres permanents, qui ont un droit de veto et une influence prépondérante au Conseil, sont les Etats-Unis, la Chine, la France, la Russie et le Royaume-Uni. Certains des nouveaux arrivants ont des intérêts particuliers dans des dossiers suivis de près par le Conseil, notamment la Syrie et l'Iran pour l'Arabie saoudite, qui soutient l'opposition armée au régime de Bachar al-Assad et se pose en rival régional de Téhéran. Le Tchad et le Nigeria participent à la Minusma, la mission de stabilisation de l'ONU au Mali. libération.fr 17.10

Que des va-t-en-guerre parmi les nouveaux prompts, chouette alors monsieur Mélenchon, l'ONU est sur la voie de la démocratie...

3- Syrie.

Syrie. La «rébellion» vole en éclats...

Environ 70 groupes armés du sud de la Syrie ont rejeté l'autorité de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution, principale force d'opposition, et annoncé la création de leur propre "Conseil révolutionnaire", écrit le quotidien arabophone *Ach-chark al-Awsat*.

"Nous, chefs de groupes militaires et révolutionnaires des provinces du sud, annonçons la formation du Conseil de commandement de la révolution (...) et retirons notre reconnaissance à tout groupe prétendant nous représenter", a indiqué le porte-parole des insurgés dans une vidéo publiée sur Internet, précisant que près de 70 groupuscules avaient signé cette déclaration.

Selon les commandos syriens, la Coalition n'a pas réussi à réaliser les tâches confiées.

Une dizaine de groupes d'opposition du nord du pays s'étaient antérieurement retirés de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne, appelant à la formation d'un Conseil islamiste qui regrouperait plusieurs groupes, dont le Front al-Nosra, affilié à Al-Qaïda.

Le schisme au sein de l'opposition anti-Assad s'est accentué à la veille de la tenue de la conférence de paix dite Genève-2, prévue, selon les dernières données, les 23-24 novembre prochain. Outre des groupes armés, plusieurs structures politiques de l'opposition syriennes ont également rejeté l'autorité de la Coalition syrienne suite à son feu rouge à un dialogue avec le régime de Bachar el-Assad.

Le CNS a déclaré dimanche dernier son intention de boycotter la conférence de paix dite Genève-2 et de sortir de la Coalition si celle-ci y participe.

La Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne a été formée en novembre 2012 à Doha, au Qatar. french.trib.ir 17.10

4- Turquie

La Turquie a pris pour cible les positions du groupe terroriste « L'Etat islamique en Irak et au Levant », dans le nord syrien.

« En réponse à un tir d'obus mortier en provenance de la Syrie vers le territoire turc, l'artillerie de l'armée turque a pris pour cible cet objectif », a annoncé mercredi le QG de commandement de l'armée turque, dans un communiqué. « L'artillerie turque a tiré à quatre reprises contre les positions des terroristes de l'Etat islamique en Irak et au Levant, dans le nord syrien », ajoute le communiqué. french.trib.ir 17.10

5- Israël

Obama a-t-il vendu Israël à l'Iran?

Une affaire d'espionnage irano-israélo-turque fait depuis quelques heures le tour des médias occidentaux. Voici d'abord un compte rendu de cet article : Selon le journaliste d'investigation de Washington Post, David Ignatus, les renseignements israéliens dirigent une partie de leur réseau d'espionnage en Iran, à partir de la Turquie, base qui favorisait des allers-retours relativement faciles, grâce à sa frontière commune avec l'Iran. L' *"incident"* qu'évoque le journaliste daterait du début 2012 : Il illustre, à sa façon, la guerre secrète sans merci qui se joue, derrière le rideau des *"négociations"* américano-iraniennes autour du programme nucléaire iranien et de ses relais à double-fond, au sein même de l'OTAN (Turquie NDLR). Et le journaliste affirme : *" Le fait que l'Amérique d'Obama ait joué, à fond, la carte frelatée d'un rôle prédominant d'Ankara, dans la résolution de la crise syrienne, comme dans l'installation de son système d'alerte précoce du bouclier anti-missiles, en Turquie, donne une indication de la position de faiblesse de l'Administration Obama, face à ce défi, comme une partie de son soutien aux Frères Musulmans d'Egypte et d'ailleurs, capitalisé dans les comptes de la politique turque au Moyen-Orient..."*. Mais quelle a été à l'origine cette affaire d'espionnage? Le chef du renseignement turc a dénoncé le nom de 10 iraniens espions pro israéliens au renseignement iranien.

Ignatus cite des sources bien informées, qui décrivent l'action turque comme une perte « *significative* » de renseignements et un « *effort pour nuire par n'importe quels moyens aux Israéliens* ». *"La colère d'Israël, au sujet de cette compromission délibérée, peut aider à comprendre pourquoi le Premier Ministre Binyamin Netanyahu s'est, à ce point, retranché derrière son refus de présenter ses excuses à Erdogan, à propos de l'incident de la flottille pour Gaza de mai 2010"* », l'article déclare t-il. Netanyahu a fini par céder aux attermolements d'Obama, en présentant des excuses par téléphone, en mars, après que le Président américain ait négocié une formule de compromis. Bien que les responsables américains conçoivent cette façon de griller un réseau israélien comme une perte considérable de sources de renseignements, ils se sont abstenus de protester directement auprès des responsables turcs, raconte Ignatus.

Selon ce reportage, Israël pense que c'est le chef des renseignements turcs, Hakan Fidan, d'origine chi'ite (toujours une perception confessionnelle de la réalité du Moyen Orient NDLR), qui est le chef d'orchestre de cette trahison, du fait de ses liens d'amitié avec Téhéran, depuis de longues années. On dit que des officiers des services extérieurs d'Israël, non sans facéties, décrivait à des responsables de la CIA, il y a déjà, quelques années, Fidan comme *"le chef d'antenne du MOIS à Ankara"*, faisant ainsi directement référence au Ministère iranien des Renseignements et de la Sécurité. Mais les Etats-Unis ont continué de commercer avec Hakan Fidan sur des dossiers sensibles. Mais Ignatus fait remarquer que le Mossad, après plus de 50 ans de relativement bonne coopération avec la Turquie, n'aurait jamais imaginé que les Turcs, du fait de leur intégration dans l'Alliance Atlantique (OTAN), puissent se permettre de « *vendre* » des agents israéliens à une puissance hostile. Fidan est le principal conseiller d'Erdogan. Il est devenu chef du MIT en 2010 –soit l'année de l'envoi du fameux navire Mavi Marmara, visant à écorner l'image internationale d'Israël – après avoir été un simple sous-officier de l'armée turque et obtenu une licence de l'université du Maryland et un Doctorat à Ankara. Dès que Fidan a pris en main les services turcs, « *il a déconcerté les alliés de la Turquie –essentiellement l'OTAN- en transmettant des informations sensibles à l'Iran, recueillies par les Etats-Unis et Israël* », selon un profil récemment établi par le Wall Street Journal.

Quelles conclusions peut-on tirer de cet article? Israël n'arrive pas à digérer les événements qui se sont succédés ces dernières semaines et qui ont fini par l'isoler sur la scène internationale : son fond commerce à savoir la menace nucléaire iranienne sur quoi Netanyahu a si longtemps misé a perdu toute efficacité et Netanyahu accuse Obama d'en être le responsable. les effets d'un possible accord sur le nucléaire iranien avec l'Occident, d'un possible rapprochement Iran. USA ont poussé les israéliens à formuler des hypothèse aussi incongrue que : le chef du renseignement turc est pro iranien, ou pire, c'est Obama qu'a décidé de ce que ce pro chiite dirige le renseignement turc à la fois pour rouler dans la farine Erdogan mais aussi Israël. french.trib.ir 17.10

6- Irak

L'exécution d'un contrat prévoyant des livraisons d'armes russes à l'Irak a commencé, a annoncé Ali al-Moussaoui, conseiller du premier ministre irakien, précisant que Moscou et Bagdad avaient signé ce contrat en 2012. *"Il y a eu en effet des doutes concernant ce document. Cependant, avant sa mise à exécution, le président Vladimir Poutine et le premier ministre irakien Nouri al-Maliki ont convenu de le réviser afin de prévenir toute irrégularité. Voici pourquoi la transaction a finalement été bouclée. Sa réalisation est en cours"*, a déclaré M. al-Moussaoui dans une interview à la chaîne de télévision russe Russia Today (RT).

Evoquant les clauses du contrat, le conseiller du premier ministre a souligné que le document portait principalement sur les armes destinées à la lutte contre les terroristes. D'un montant de 4,3 milliards de dollars, le contrat russo-irakien prévoit, entre autres, la livraison de plus de 10 hélicoptères Mi-28NE Night Hunter dotés de tous les armements conçus pour ce type d'appareils. Une source proche des milieux de la coopération technico-militaire a fait savoir à RIA Novosti qu'un groupe de pilotes irakiens avait achevé en août 2013 ses entraînements sur des hélicoptères de la famille Mi. *"Conclu dans le cadre de l'accord de plusieurs milliards de dollars, le premier contrat avec l'Irak prévoit la livraison de plus de dix hélicoptères d'attaque Mi-28NE "Chasseur de nuit" " (Havoc, selon la classification de l'Otan)"*, a indiqué l'interlocuteur de l'agence.

En 2012, la Russie et l'Irak ont conclu un accord sur l'achat d'armes russes pour 4,3 milliards de dollars. La Russie place de grands espoirs dans ces contrats d'armement avec Bagdad. Ils lui permettraient de renouer des liens étroits avec l'Irak, son ancien allié de l'époque soviétique, perdus avec la chute du régime de Saddam Hussein en 2003. french.trib.ir 17.10

7-Angola

Sur le continent africain, l'Algérie est un bon client de l'industrie militaire russe, l'Angola l'est aussi. Il faut dire que, depuis son indépendance acquise par rapport au Portugal en 1975, ce pays a été soutenu par l'Union soviétique et ses satellites, étant donné que le régime alors en place, issu du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), s'inspirait du marxisme-léninisme.

Aussi, il n'est guère surprenant d'apprendre que Luanda a passé commande pour plus d'un milliards de dollars de matériels militaires d'origine russe. Les contrats ont été signés à l'occasion d'une visite, la semaine passée, de Dmitri Rogozine, le vice-premier ministre russe Dmitri Rogozine.

Selon un porte-parole de Rosoboronexport, l'agence chargée de l'exportation des équipements militaires russes, il est ainsi question de livrer 18 avions de combat de type Su-30K pour environ 500 millions de dollars.

Ces appareils ont d'abord servi au sein des forces aériennes indiennes à la fin des années 1990 avant d'être retournés à l'usine de maintenance de Baranovitchi, en Biélorussie dès la mise en service de la version MKI, plus perfectionnée. Ils avaient ensuite été proposés, sans succès, au Vietnam et au Soudan. Le montant du contrat comprend la maintenance et l'armement de ces chasseurs.

En outre, l'Angola a passé commande de pièces de rechange pour des matériels datant de la période soviétique (et ils sont nombreux), des armes légères, des munitions, des blindés, des canons et des hélicoptères de transport Mi-17. Aucune précision n'a été donnée sur les volumes à livrer. Enfin, il a été convenu de construire dans le pays une usine destinée produire des cartouches.

Les forces aériennes angolaises mettent en oeuvre des MiG-21 Fishbed, des MiG-23 Flogger et quelques Su-27 Flanker acquis auprès de la Biélorussie, ainsi que des Sukhoi Su-22 Fitter et des Su-25 Frogfoot pour l'attaque au sol. Cependant, il est difficile d'établir un inventaire précis des matériels en dotation, ou du moins en état de vol. Si les appareils d'origine soviétique sont prédominants, Luanda a toutefois cherché à diversifier ses sources d'approvisionnement, en commandant plusieurs avions du constructeur brésilien Embraer (EMB-314 et EMB-312) ou de l'avionneur suisse Pilatus (PC-7).

En 2013, les forces armées angolaises ont bénéficié d'un budget de 5,7 milliards de dollars, soit 8,26% du budget national. Le pays peut compter sur d'importantes ressources pétrolières (9 milliards de barils de réserves prouvées, production de 1,91 million de barils par jour en 2008) ainsi que sur l'exploitation de mines de diamants. french.trib.ir 17.10

SOCIAL

Grèce

Le syndicat grec du secteur public Adedy a appelé jeudi à une grève de 24 heures le 6 novembre pour *"renverser les politiques d'austérité"*, se ralliant ainsi au mouvement annoncé la veille pour la même date par la centrale du privé GSEE.

Il s'agira de la deuxième grève générale en Grèce, en moins de quatre mois.

"La commission exécutive d'Adedy a décidé une mobilisation de 24 heures le 6 novembre pour lutter contre les nouveaux licenciements et mises en disponibilité dans le secteur public, que le gouvernement a consentis à la troïka" des créanciers (UE-FMI-BCE), indique un communiqué de l'Adedy.

Mercredi, la GSEE avait appelé à une grève de 24 heures contre *"le cauchemar du chômage et la dérégulation du marché du travail"*.

La GSEE proteste contre l'avant-projet de budget pour 2014, qui *"détruit les droits sociaux"*.

Le syndicat Pame, affilié au Parti communiste, appelle aussi à la grève, le même jour. AFP 17.10

[Haut de page ↗](#)

Le 19 octobre 2013

CAUSERIE

Plus le temps d'ajouter un mot.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le Nouvel ordre mondial en marche. Nouvelle terrible défaite pour le mouvement ouvrier européen.](#)

- L'UE et le Canada scellent leur accord de libre-échange - AFP 18.10

Pourquoi l'AFP a-t-elle précisé que les *"détails de l'accord n'ont pas été dévoilés, mais il aborde dans les grandes lignes l'accès aux biens et aux services, la transparence et la protection des investissements, la coopération dans la réglementation ainsi que l'ouverture des marchés publics"*, sinon que le contenu de ce traité comporte des clauses qui constituent de nouvelles atteintes aux droits des travailleurs en Europe ?

La politique canadienne est largement calquée sur celle des Etats-Unis qui consiste à déréguler tous les secteurs de l'économie au profit des multinationales et qui se trouve totalement sous l'emprise de l'oligarchie financière. C'est le premier chapitre du traité transatlantique conduisant à l'établissement d'un marché unique UE- et E-U qui vient d'être signé.

Notre ennemi avance. On peut se gargariser de la résistance des travailleurs, mais force est de constater qu'elle ne suffit pas pour empêcher le nouvel ordre mondial de se mettre en place.

[En toile de fond : les élections de 2014 et la cinclante défaite du PS annoncée.](#)

Caporaliser les esprits, le dernier carcan à la mode version PS, gauche et extrême gauche.

Tous les facteurs sont défavorables au PS qui poursuit sur tous les plans la politique de l'UMP, amplifie même son offensive contre la classe ouvrière. Pour gouverner Hollande, sa cour et ses valets ont recours à la méthode exécrationnelle qui consiste à orchestrer, encourager la stigmatisation de couches minoritaires pour briser l'unité des masses qui rejettent sa politique antisociale, réactionnaire, impérialiste.

Il semble ne plus y avoir de limite à leur démagogie qui dorénavant s'attaque à la liberté d'expression qu'ils criminalisent, et nous n'exagérons rien, les exemples que nous fournissons quotidiennement tirés de l'actualité sont là pour le prouver si nécessaire.

Evidemment, ils ne vont pas dévoiler leurs véritables intentions, aussi ils s'emploient à présenter cette offensive sous un angle favorable pour que les esprits faibles ou naïfs y adhèrent, par exemple au nom de la démocratie ou des valeurs de la République ou encore de la gauche, en s'en prenant de préférence aux propos tenus par des éléments de la société par nature infréquentables, afin qu'elle ne soit pas contestée ou histoire de se rallier la gauche et l'extrême gauche ou encore les gauchistes qui ne demandent pas mieux, elle concerne en premier lieu l'extrême droite ou éventuellement mais plus rarement l'UMP, sinon des personnes qui affichent leur opposition au gouvernement et au PS.

En réponse, le FN profite de cette occasion pour exiger de ne plus être catalogué à l'extrême droite, considérant que cette référence serait contraire à sa nature, alors qu'elle est parfaitement justifiée, ce que le PS et ses appendices lui refusent, ce qui permet au FN de se poser en victime d'une injustice causée par un régime arbitraire et prend à témoin la population, qui en indécatesse envers le gouvernement et le PS sera tentée de donner raison au FN, c'est ainsi que le FN sort gagnant de cette opération de diabolisation.

On s'aperçoit ici que jusque dans les moindres détails ils font le lit de l'extrême droite, selon le mécanisme bien huilé qui consiste à vider l'UMP de ses électeurs (potentiels) pour qu'ils se reportent sur le FN, afin qu'au deuxième tour des élections les électeurs n'aient plus le choix qu'entre un candidat du PS ou de la gauche et un candidat représentant l'extrême droite, sachant que la majorité des électeurs sont plus portés vers la démocratie que vers la dictature ou le fascisme ils voteront en majorité pour le candidat du PS ou de la gauche qui sera ainsi élu, celui de l'UMP ayant été éliminé au premier tour.

Autrement dit, la diabolisation du FN et la menace qu'ils brandissent que ses candidats soient élus, servent à la fois à faire monter le PS et à affaiblir l'UMP, sauf que voilà, les choses ne se passent toujours de cette manière, parce qu'une partie des électeurs se portent malgré tout vers le FN, tandis que celle qui se portait sur l'UMP continue de voter pour ce parti, parfois justement pour faire barrage au candidat du FN, le PS ou la gauche se retrouvant le dindon de leur propre farce leur candidat étant éliminé au premier tour, comme en 2002 ou récemment à Brignoles, par les électeurs potentiels du PS ou de la gauche se sont abstenus massivement ou ont décidé de voter pour l'UMP ou le FN en réaction à la politique du gouvernement qu'ils rejettent.

Le PS et la gauche semble ne pas pouvoir échapper à cette équation électorale qui est le produit de la crise du capitalisme, de la situation politique et de la politique réactionnaire mise en oeuvre par le gouvernement.

Du coup, le PS multiplie les attaques tout azimut contre le FN qu'il ne s'agit pas ici de défendre vous l'aurez bien compris, si nous dénonçons les attaques liberticides contre la liberté de pensée auxquelles se livrent le PS, c'est pour protéger les travailleurs et les militants qui ne partagent pas la conception des rapports qui existent dans la société ou tels que le PS s'est employé à les modifier et qu'il entend leur imposer par la force via une législation de plus en plus restrictive en matière de liberté de pensée et répressive.

Ce que je veux dire par là, c'est qu'un travailleur tienne des propos racistes, xénophobes, homophobes, misogynes, etc. ne me gêne pas particulièrement, j'en entends depuis 58 ans, depuis que je suis né et je continuerai d'en entendre (en Inde davantage encore et je devrais clouer au pilori tous les Indiens ou presque, cela fait beaucoup de monde, non ?) , c'est simplement la preuve que leur niveau de conscience n'a pas évolué.

Or aujourd'hui, ce contre quoi je m'élève, c'est devenu un délit, l'ignorance ou l'inconscience est un crime, c'est effarant et très inquiétant, seules des dictatures osaient jusqu'à présent élever l'arbitraire à ce niveau-là et se servir du glèbe de la justice pour chatier la moindre déviation à l'ordre établi. Ils peuvent être poursuivis en justice ou l'opprobre peut s'abattre sur eux pour avoir simplement tenu des propos qui dépassent leur pensée la plupart du temps ou qu'ils sont incapables de justifier de manière cohérente, seuls les dirigeants d'extrême droite et leurs disciples sont capables de théoriser le racisme, la xénophobie, etc.

Le pauvre bougre qui croule sous les difficultés et qui n'a aucun espoir d'en voir le bout un jour, pour se soulager va tomber sur le premier bouc émissaire qui lui vient à l'esprit, dont les uns et les autres n'ont cessé de faire la promotion pendant des décennies. Ce sont eux qui ont inscrusté dans son faible cerveau que l'étranger, l'immigré, le Noir, l'Arabe, le Juif, l'homosexuel, la femme n'étaient pas tout à fait comme lui, comment aurait-il pu admettre qu'il était normal qu'ils acquièrent des droits ou de nouveaux droits, alors qu'il a l'impression (justifiée) de n'en avoir aucun ou que les siens sont en permanence bafoués, en réalité ce sont eux qui sont de véritables xénophobes, racistes, antisémitiques, homophobes, misogynes, ce qu'ils n'avoueront publiquement, parfois ils l'ignorent eux-mêmes.

Criminaliser la parole ou l'écrit, c'est porter une atteinte intolérable à la liberté de pensée, laisser faire sans réagir ou l'accepter, c'est mettre le doigt dans l'engrenage qui pourrait aboutir à museler le mouvement ouvrier ou toute opposition au régime, il faut aussi avoir à l'esprit que dans certains pays la moindre critique publique envers le souverain ou le Premier ministre suffit à vous envoyer en prison parfois pour de longues années, c'est la même méthode qu'emploie aujourd'hui en France le PS soutenu par la gauche et l'extrême gauche, les militants doivent en avoir pleinement conscience. Parfois il a pu leur sembler exagérer que l'on parle de dictature à propos de la France ou qu'on versait dans la fiction, là il s'agit bien de la réalité.

Si les cas qui sont évoqués ci-dessous ne concernent que l'extrême droite, ce n'est pas de mon fait, c'est l'actualité qui est ainsi faite, je tenais à le préciser pour éviter toute confusion entre nous, et spécialement en direction de ceux qui sont pleins de bonnes intentions à mon égard.

La police de la pensée et instrumentalisation du FN

A entendre ces dirigeants ou élus du PS, ils seraient au-dessus de tout soupçon, ils seraient d'une moralité à toutes épreuves, des gens bourrés de principes ou de valeurs, alors qu'en réalité c'est tout le contraire, ils ne cessent d'en faire la démonstration ou de les piétiner, ils sont donc les plus mal placés pour donner des conseils aux autres, encore plus pour s'ériger en

procureurs généraux, on en a horreur, démontrant quotidiennement qu'ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante tout en se présentant sous un faux masque qui craque de partout d'ailleurs, cette imposture permanente suffit à les cataloguer parmi l'espèce la plus répugnante du genre humain au même titre que ceux qu'ils dénoncent, puisque finalement ils jouent un rôle complémentaire.

1- Le porte-parole du PS Rihan Cypel porte plainte contre Gollnisch - LePoint.fr

L'eurodéputé avait qualifié l'élus socialiste de "*Français de relativement fraîche date*" et lui avait demandé, à ce titre, "*une certaine décence*". LePoint.fr 18.10

Allusion anodine montée en épingle. Qu'est-ce qui est le plus dangereux : un type d'extrême droite qui affiche ses convictions, ou un malfaiteur qui se présente sous un faux masque ? Je trouve très bien que l'extrême droite affiche la couleur, ses idées nauséabondes, sinon on pourrait croire qu'elle les a abandonnées.

Si on suit jusqu'au bout le raisonnement de ces salopards du PS, ce serait mieux si le FN ne laissait pas transparaître dans son discours sa véritable nature, il pourrait au moins tromper les travailleurs en y mettant les formes en prenant exemple sur nous ; on a l'air propre à l'extérieur et on est pourri à l'intérieur, ainsi personne ne peut rien nous reprocher.

2- Quand une fonctionnaire fait de la pub au FN - LePoint.fr

Une "*enquête disciplinaire*" est ouverte à l'encontre d'une inspectrice régionale des douanes qui a envoyé un communiqué de presse du parti frontiste via son mail professionnel. LePoint.fr 18.10

Commentaire d'internautes.

1- "*Je dis bizarre parce que certains fonctionnaires s'affichent à la TV dans des syndicats que l'on sait à gauche, appellent à voter Hollande, voire affichent leur appartenance à gauche au PS, Front de gauche chez les Verts, et là parce que elle est FN ils vont sanctionner, deux poids deux mesures.*"

2- "*Je me souviens être passé quasiment en procès dans mon établissement scolaire pour avoir demandé qu'on enlève des affiches du NPA et de LO. Ma réponse, à l'époque, avait été : "accepteriez-vous de la même façon que le FN fasse sa pub dans la salle des profs ? " Bien sûr, on m'avait répondu que "cela n'avait rien à voir". Mais un autre enseignant s'est fait conspuer parce qu'il lisait Le Figaro, alors que ses collègues trouvaient normal d'apporter Libération et de le lire ouvertement.*

Si l'on pouvait enfin sortir de cette dictature, ce serait salubre."

Vous baignez dans un milieu de privilégiés à l'esprit corporatiste comme j'ai pu le constater moi-même en enseignant dans un lycée, dont la conscience pratique consiste à se dire de gauche, alors qu'en réalité leur conception de la gauche ne dépasse pas celle étreinte du petit-bourgeois qui vit confortablement dans une société avec laquelle il s'accommode très bien finalement, je parle en règle générale chez les enseignants, leur conscience de classe se situe au même niveau que celle de l'aristocratie ouvrière.

Ils ont le droit d'instrumentaliser le FN. Ils s'octroient certains droits en échange de quoi personne ne se penchera sur la nature du PS, de la gauche ou de l'extrême gauche qui roulent pour le régime.

3- Propos racistes sur Facebook: un conseiller régional frontiste condamné - AFP

... pour avoir laissé deux internautes publier sur son mur Facebook des commentaires à connotation raciste. AFP 18.10

Je ne m'intéresse pas du tout à ce qui se passe sur Facebook ou Twitter, cependant j'ai cru comprendre en lisant plusieurs articles de presse qu'y fleurissaient des milliers de pages ou messages à caractère racistes, xénophobes, antisémites, etc. sans que tous leurs auteurs soient pourchassés et condamnés, alors pourquoi cela tombe-t-il sur ce type-là sinon pour des raisons purement politiques ou électoralistes ?

4- Taubira insultée: le Défenseur des droits en appelle au procureur de Paris - AFP

Le Défenseur des droits, Dominique Baudis, a écrit vendredi au procureur de la République de Paris pour dénoncer une provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence après les propos d'une candidate FN comparant la ministre de la Justice à un singe.

"Ces actes et ces propos me paraissent pouvoir relever de la provocation publique à la discrimination, à la haine ou à la violence, de la diffamation et de l'injure, délits prévus et réprimés par les articles 24 alinéa 8, 29, 32, alinéa 2 et 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse", écrit le Défenseur des droits, dans cette lettre dont l'AFP a eu connaissance.

Le Front national a suspendu vendredi la candidate, évoquant une *"erreur de casting"*. Interrogée par l'AFP, celle-ci s'est défendue d'être raciste, reconnaissant seulement des paroles *"maladroites"*.

Christiane Taubira a reçu vendredi le soutien du Premier ministre et du parti socialiste, pour lequel le FN, qui *"se garde bien d'une condamnation sur le fond"*, n'a *"pas changé"*. Les associations antiracistes ont également condamné les paroles de la candidate, montrant qu'à travers elles, *"on voit le vrai visage du Front national"*. AFP 18.10

Et le vrai visage du PS, quand est-ce qu'on le condamne ?

Apparemment cette candidate du FN avait traité Taubira de singe, elle ignorait qu'il en existait aussi des blancs, tout comme ces macaques du PS. Citations extraites du Grand Robert.

Il paraît que la sœur du père Rouget a eu pendant sa grossesse un regard de quelque singe, disait-on; son fils ressemble à un macaque. (Balzac, la Rabouilleuse)

(...) un nègre imberbe, à figure de macaque trop gras (...) (Loti, les Désenchantées)

A quand un autodafé des oeuvres de Balzac organisé non pas par les nazis mais le PS ?

Leur justice est impuissante ou compatissante envers les puissants, brutale et expéditive envers les faibles.

Affaire Leonarda Dibrani. (suite -2)

Faire feu de tout bois. Alors que Peillon organise le saccage de l'école.

- La porte-parole du Parti socialiste, Laurence Rossignol, s'indigne : *"On est au cœur du cœur des valeurs de la gauche : l'école comme sanctuaire"*. AFP 18.10

Il faudrait aussi préciser que ces *"humanistes"* du PS ne remettent pas en cause la politique d'immigration du gouvernement qui est calquée sur celle de Sarkozy, ils s'insurgent contre l'intervention de la police dans le cadre du temps scolaire pour procéder à l'expulsion d'une enfant dont la famille était frappée d'un arrêt d'expulsion.

- Pour le ministre de l'éducation, Vincent Peillon, c'est le lieu et le moment de l'interpellation qui posent problème.

- Le ministre délégué à la ville, François Lamy, estime quant à lui que *"la souplesse nécessaire n'a pas été appliquée"*.

Même son de cloche à EELV

- *"Il semble que cette intervention sur le temps scolaire soit une erreur"*, ajoute Cécile Duflot, ministre du logement.

- La sénatrice écologiste Esther Benbassa estime qu'*"on ne peut humainement se contenter d'appliquer la loi sans discernement, sans appréciation au cas par cas"*.

PS et Front de gauche unis pour une opération blanchiment ou comment redorer son blason et récupération politique.

Comment se faire passer de gauche quand on ne l'est pas sur le plan politique et social. Mode d'emploi.

- La porte-parole du Parti socialiste, Laurence Rossignol, s'indigne : *"On est au cœur du cœur des valeurs de la gauche : l'école comme sanctuaire, la protection des enfants scolarisés. Si on lâche sur ça, pourquoi continuer à se dire de gauche ?"*

- *"Quand on est de gauche et qu'on entend cette histoire, on ne peut qu'avoir des hauts-le-cœur"*, s'insurge Emmanuel Maurel, leader de l'aile gauche du PS.

- *"Il y a la loi. Mais il y a aussi des valeurs avec lesquelles la gauche ne saurait transiger. Sous peine de perdre son âme"*, a tweeté le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone.

- La candidate socialiste à la mairie de Paris, Anne Hidalgo, demande, elle aussi, *"le retour de Khatchik Khachatryan ainsi que celui"*

de *Leonarda Dibrani*" et s'explique : "*Quand les lois prêtent à interprétation, il nous faut revenir à nos valeurs, aux valeurs de la République.*"

Je vais vous dire un truc qu'aucun de ces hypocrites n'osera dire, avec 7 gosses, les seules valeurs que connaissent la famille Dibrani et qui sont apparemment plus avantageuses en France qu'en Italie se résument aux allocations familiales, aux allocations logements, à l'attribution d'une HLM, d'aides en tous genres en provenance d'un tas d'associations, le tout permettant de vivre mieux que partout ailleurs en Europe ou au Kosovo sans travailler ni même avoir à se donner la peine d'apprendre trois mots de français ou de s'intégrer dans ce pays, la France, dont ils n'ont absolument rien à foutre.

A l'époque du franc quand j'enseignai à l'Alliance française puis au lycée français de Pondichéry, j'ai été amené à rencontrer de nombreux Indiens de nationalité française, j'en ai connu certains de plus près, j'ai été invité chez eux, j'ai même logé chez un d'entre eux. Avec la responsable des cours à l'Alliance, elle aussi une franco-pondichérienne, on était devenus amis, on était tombé d'accord en observant le comportement de ces Français d'origine indienne revenus vivre à Pondichéry qu'ils n'avaient retenu qu'une chose de la France et de sa culture : le franc ! Pour le reste, quoi le reste, ils n'avaient pas évolué, il n'était pas plus évolué que l'Indien lambda qui était profondément arriéré, pire, ils étaient devenus racistes envers les Indiens mais aussi envers les Français !

- Le premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem Désir, "*a demandé le retour en France de Leonarda, et soutenu le mouvement lycéen qui s'est formé jeudi 17 octobre dans plusieurs villes de France*", indique le site Internet du PS.

- Le député de Seine-Saint-Denis, Daniel Goldberg, déclare, sur Twitter, "*la France que j'aime [est] à la tête des lycéens mobilisés dans les rues de Paris*". Le PCF soutient la mobilisation et appelle à manifester. Le coprésident du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a appelé à manifester avec les lycéens : "*C'est votre devoir d'être dans la rue avec nos jeunes.*" Le Monde. fr avec AFP 18.10

- "**Affaire Leonarda: maladresse ou coup monté?**" - lexpress.fr

A mon avis les policiers ont exécuté un ordre sans se soucier du contexte, ne sachant pas qu'il y avait des tiers-mondistes de merde qui se tenaient en embuscade près à tout pour se faire de la pub et monnayer par la suite l'accompagnement de la politique du gouvernement.

Autre élément qui confirme la manipulation, ce n'est qu'une semaine plus tard que cette histoire est montée en épingle et que la polémique démarre, entre temps les différents acteurs ont eu le temps de se concerter pour mettre au point la tactique à adopter pour en tirer le meilleur profit possible. Eh oui, avec les moyens de communication dont on dispose aujourd'hui, il ne faut que quelques minutes pour diffuser une info sur le Net, Twitter ou Facebook, et non une semaine.

Précision, j'ai trouvé dans un article du Figaro le timing exact de cette opération.

- Lundi dernier, sur un blog hébergé par Mediapart, le collectif Réseau éducation sans frontières (RESF) publiait un long article intitulé «*Leonarda, 15 ans, arrêtée et expulsée pendant une sortie scolaire*». Le lendemain, l'information est relayée par le Parti de gauche qui diffuse un communiqué fustigeant «*la politique inhumaine*» du ministre de l'Intérieur et la «*lepénisation des esprits*». La nouvelle inonde les réseaux sociaux. L'affaire Leonarda est partie. lefigaro.fr 17.10

Lundi, c'était le 14, elle a été expulsée le 9, ils ont mis cinq jours pour monter leur coup.

Qui est RESF ?

- D'une vingtaine de membres au départ, dont les syndicats enseignants, la FCPE mais aussi la Ligue des droits de l'homme ou le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, RESF compte aujourd'hui plus de 220 collectifs et soutiens. Il bénéficie du soutien de personnalités comme Jeanne Balibar, Mathieu Amalric, Josiane Balasko, Charles Berling, ou encore Laurent Cantet. Le collectif organise régulièrement des «parrainages» de sans-papiers. Cet engagement peut aller jusqu'à cacher des sans-papiers, «protégés par toute la communauté». lefigaro.fr 17.10

Une communauté de parvenus.

Il faut ajouter à la liste des soutiens : Le NPA, le MJS, le PCF, le Parti de gauche, le PS, les Verts, les Alternatifs, l'OCML VP (maoïste), Alternative libertaire, SUD, la CGT, la FSU, le SGEN-CFDT, la FSE, la CNT, la FIDL, le Syndicat de la magistrature, l'UNEF, ATTAC, SOS Racisme, etc. (source : Wikipedia)

A voir cette liste, on se dit qu'il existe tellement d'organisations qui se disent de gauche ou d'extrême gauche, qu'on a du mal à comprendre comment le gouvernement peut appliquer sa politique antisociale...

Si vous lisez attentivement l'article consacré au RESF sur Wikipédia, vous vous apercevrez que cette association se livre à des actions illégales en toute impunité et qu'elle peut le revendiquer sans être inquiétée par les autorités qui en sont donc les complices depuis 2004. Voilà qui pourrait faire jurisprudence pour d'autres associations ou organisations qui enfreindraient la loi dans un tout autre domaine. Avec de bons avocats ou en préparant bien sa défense, n'importe quel accusé pour avoir commis un acte illégal en France pourrait dès lors bénéficier d'un acquittement.

Qui est à l'origine de cette instrumentalisation ?

Créé en 2004 pour défendre les élèves sans-papiers, le Réseau éducation sans frontière (RESF) a joué un rôle-clé dans cette polémique. D'abord parce que c'est eux qui révèlent l'histoire de Leonarda sur un blog hébergé par Mediapart dans un post intitulé «*Leonarda, 15 ans, arrêtée et expulsée pendant une sortie scolaire*». Le compte Twitter du site d'info puis le Parti de gauche relayeront l'histoire.

Ensuite, de nombreux professeurs membres de RESF semblent avoir bien connu la famille. 20minutes.fr 18.10

Réponse : des intellectuels qui n'ont aucune conscience de classe (sic!) et qui se font gauchistes à leurs heures, qui partagent les mêmes fondamentaux que la gauche ou la droite qui consistent à ne surtout pas remettre en cause l'existence du régime en place, relayés par des adeptes du business-info qui roulent également pour le régime et dont l'indépendance ne sert finalement que leurs propres intérêts matériels, relayé par les parasites du Parti de gauche, qui étrangers aux masses et empêtrés dans ses contradictions au point de ne pas pouvoir les mobiliser ou paraître crédible à leurs yeux, a trouvé là en désespoir de cause un moyen inespéré de montrer au PS qu'il existait et que son pouvoir de nuisance certes limité pouvait s'avérer redoutable pour déclencher ou alimenter une polémique et qu'au besoin il pouvait déstabiliser le gouvernement d'une part, au moment où les adhérents du PCF votent en interne pour des listes communes avec le PS ou autonomes aux élections municipales de 2014, histoire de leur forcer la main et de faire pencher la balance en faveur de listes autonomes du PS, donc contre la direction de leur parti, mais il n'est pas sûr que cette manoeuvre réussisse, elle pourrait même créer l'effet inverse, car le PS s'est largement désolidarisé de Valls au nom de ses "*valeurs de gauche*" auxquels il a tourné le dos il y a un siècle, peu importe, il faut bien entretenir l'illusion et c'était le moment ou jamais, valeurs que Valls revendiquent aussi, il faut brasser large pour tenter d'éviter une cinglante défaite électorale en 2014, manoeuvre d'autant plus illusoire que la nature des adhérents ne les porte pas à adopter les principes de l'internationalisme prolétarien que les gauchistes pourraient invoquer pour soutenir cette famille italienne et non kosovarde ou Roms, d'autre part.

Ce qu'il faut bien se graver dans la tête, c'est que tous ces salopards n'en ont vraiment strictement rien à foutre de cette jeune fille et sa famille, la preuve, par exemple ils soutiennent la politique criminelle du gouvernement social-impérialiste Hollande-Fabius allié à Doha, Riad, Tel-Aviv sur la Syrie qui contribue à l'exode de centaines de milliers de Syriens dont des milliers ont déjà atterri en France, 3.000 officiellement en attendant les 500 nouveaux annoncés, le sort du peuple syrien ne les intéresse pas, leurs engagements politiques sous de faux masques ne sont faits que de sordides calculs politiques, de misérables calculs financiers s'agissant de cette association ou de ce média.

Sans le financement de l'Etat, de l'UE et du patronat, ni ce parti, ni ce média, ni cette association n'existeraient ou alors ils seraient tellement insignifiants que personne n'en entendrait parler et leur pouvoir de nuisance serait réduit à néant, ce qui de notre côté nous arrangerait bien, dès lors vous comprenez d'où vient leur pouvoir et à quoi ils servent, certainement pas notre cause.

En titre

- Sondage : 65% des Français opposés au retour de Leonarda - LeParisien.fr

- Manifestations pour Leonarda et Khatchik, Valls rentre plus tôt des Antilles - AFP

- Rythmes scolaires : 112 écoles parisiennes perturbées par la grève - leparisien.fr

Au fait, les lycéens, quand seront-ils en grève contre la "*réforme*" Peillon ?

- Leonarda : une partie de la gauche soutient les manifestants contre Valls - LeMonde.fr

- Le père de Leonarda entend revenir en France "*par tous les moyens*" - LePoint.fr "*Si je ne peux revenir légalement en France, je passerai par les forêts*" - Le Nouvel Observateur

- Le père de Leonarda : «*Valls est obligé de dire OK !*» - LeFigaro.fr

Les médias ayant pris connaissance des mensonges du père de Leonarda ont commencé à faire volte-face, comme sur la Syrie, le vent tourne, il tourne casaque avec.

Acharnement. Ils inventent un nouveau délit : le "**suicide forcé**"

Kristina Rady: les neuf personnes qui pourraient témoigner contre Bertrand Cantat lexpress.fr

Le parquet de Bordeaux a lancé, jeudi 17 octobre, de nouvelles investigations concernant les causes de la mort de Kristina Rady, ex-femme du chanteur Bertrand Cantat, retrouvée pendue à son domicile au mois de janvier 2010. La secrétaire générale du parquet, Agnès Auboin, affirme à L'Express qu'il s'agit d'une "*audition de témoin [son dernier compagnon, François Saubadu] sur réquisition du procureur*" et non d'une "*enquête préliminaire*" comme indiqué jusqu'ici par certains médias, dont Europe 1, repris par L'Express.

François Saubadu et son avocate, Me Yael Mellul, estiment en effet que le décès de Kristina Rady pourrait constituer un "*suicide forcé*" en raison de violences psychologiques et physiques exercées contre elle par Bertrand Cantat.

Quelle suite attendre de l'initiative du parquet de Bordeaux ? "*Après l'audition de M. Saubadu, nous saurons quels sont les éléments nouveaux qu'il affirme pouvoir présenter à la justice, explique Agnès Auboin, la secrétaire générale. Pour que nous les prenions en compte, il faudrait qu'ils soient attestés, que M. Saubadu fournisse des preuves de ce qu'il avance. Par la suite, le procureur décidera, ou non, de l'ouverture d'un complément d'enquête, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire*". lexpress.fr 18.10

Question : François Saubadu de quoi se mêle-t-il, a-t-il des problèmes d'argent, veut-il récupérer les deux enfants qu'il a eu avec son ex-épouse et qui vivent légalement avec Bertrand Cantat ? Dans ce cas-là ce serait à ces enfants de dire avec qui ils veulent vivre, et s'ils n'ont pas manifesté jusqu'à présent le désir de vivre avec leur père géniteur, c'est qu'ils se trouvent très bien avec le second époux de leur mère.

Comment le parquet peut-il seulement envisager de donner suite à une telle plainte ? Ce serait uniquement sur la base de témoignages oraux rapportés des années après les faits

ACTUALITE EN TITRES

[Front néolibéral. Décadence et décomposition de la civilisation humaine.](#)

La loi ou démissionner.

- Mariage gay : les maires ne pourront pas invoquer la clause de conscience - [Liberation.fr](http://liberation.fr)

- Le Conseil constitutionnel estime que les représentants de l'Etat doivent appliquer la loi. [Liberation.fr](http://liberation.fr) 18.10

Ils n'auront pas à supporter de demi-soeur ou demi-frère dans l'avenir

- Pour la première fois, une femme adopte les enfants de son épouse - [Francetv info](http://francetv.info)

- Le tribunal de Lille (Nord) a accordé à deux femmes, jeudi 17 octobre, "*l'adoption plénière*" de deux enfants. [Francetv info](http://francetv.info) 18.10

[Et pour cause : ils seraient battus !](#)

- Ayrault veut dissuader ses ministres d'être candidats en 2014 - [LeFigaro.fr](http://lefigaro.fr)

[Par et pour Fabius, encore un cadeau pour les riches.](#)

- Les députés baissent la TVA à l'importation des œuvres d'art - [LeMonde.fr](http://lemonde.fr)

[Quand Hollande-Fabius sont devenus les meilleurs alliés d'un Etat barbare qaidiste-salafiste.](#)

- Syrie: Paris "*partage la frustration*" de Ryad sur la paralysie de l'ONU - [AFP](http://afp.com)

La France partage la "*frustration*" de l'Arabie saoudite à l'égard de la paralysie du Conseil de sécurité de l'ONU dans la crise

syrienne, a déclaré vendredi le ministère des Affaires étrangères, après le refus de Ryad de siéger dans cette instance.

"*Nous partageons sa frustration après la paralysie du Conseil de sécurité mais nous avons précisément pour y répondre une proposition de réforme du droit de veto*", a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal, lors d'un point-presse. La France a proposé en septembre le non recours au droit de veto par les 5 membres permanents (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Chine) du Conseil en cas de "*crime de masse*". AFP 18.10

Le droit de veto accordé au 5 membres permanents du Conseil de sécurité s'imposait tant que la Russie et la Chine (notamment) ne contestait pas l'hégémonie américaine sur le reste du monde, mais maintenant que ce n'est plus le cas cette clause favorable aux puissances occidentales et aux Etats-Unis qui en ont usé et abusé, les Américains y ont eu recours 83 fois depuis que l'ONU existe, cette clause doit être abrogée puisque la Chine et la Russie s'en servent pour préserver leurs intérêts géostratégique (en Syrie par exemple).

[La jaunisse a encore frappé.](#)

- PSA : FO et la CFTC signent l'accord de compétitivité - Francetv info

[Pacotille !](#)

- JPMorgan va payer 4 milliards de dollars pour mettre fin à des poursuites - AFP

- Immobilier: HSBC condamnée à 2,4 milliards de dollars aux Etats-Unis - AFP

[Le doute n'est plus permis...](#)

- Espagne: nouveau record des créances douteuses en août, à 12,12% - AFP

[Il fait bon vivre à travailler dans une multinationale américaine...](#)

- Chez IBM, plus de candidats au départ que de postes à supprimer - Liberation.fr

[Rien d'autre que le fric !](#)

- Repenser l'Etat-providence français pour plus de flexibilité et plus de solidarité - Atlantico.fr

- De l'absurdité de vouloir empêcher les gens de gagner de l'argent tout en prônant les vertus de l'ascenseur social - Atlantico.fr

[Ce n'est pas Merkel qui le contredira.](#)

- L'Allemagne doit "*se battre pour l'Europe*", dit Gabriel du SPD - Reuters

[La stratégie du chaos](#)

- Les drones ont tué au moins 400 civils au Pakistan depuis 2004 - LeMonde.f

- Libye : le chef de la police militaire abattu à Benghazi - LeMonde.fr

- Tunisie : le président Marzouki délogé par ses forces de l'ordre - Libération.fr

- Irak: les violences font 19 morts, dont douze dans un attentat - AFP

- Manifestations pro-Morsi en Egypte, assassinat dans le Sinaï - Reuters

[INFOS EN BREF](#)

[SOCIAL](#)

1- Italie

Un premier syndicat appelle ce vendredi à la grève et à des manifestations, et d'autres organisations pourraient suivre en début de semaine prochaine, pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement de coalition droite-gauche d'Enrico Letta.

Le mouvement, déclenché à l'initiative de l'organisation syndicale Cobas, classée à l'extrême-gauche, devait entraîner des perturbations dans le secteur public: écoles, administration, hôpitaux et transports.

Trois autres confédérations syndicales plus importantes, la CGIL, la CISL et l'UIL, décideront lundi de l'opportunité de déclencher une grève générale.

Le gouvernement a adopté mardi un budget 2014 qui fait quasiment l'unanimité contre lui, tant chez les syndicats que le patronat et la classe politique, y compris parmi les partis membres de la coalition gouvernementale.

Il a été particulièrement mal accueilli par les organisations syndicales, qui espéraient un assouplissement des mesures d'austérité que connaît le pays depuis plus de deux ans.

Les syndicats dénoncent notamment la poursuite du gel des salaires dans la fonction publique et estiment que la baisse de l'impôt sur le revenu envisagée par le gouvernement n'est pas au rendez-vous.

Le tir de barrage suscité par la publication du budget augure mal de la discussion au parlement pour sa ratification, à moins que le texte ne soit largement amendé par les élus.

En attendant les débats dans les deux chambres, la parole est à la rue. Les mouvements d'extrême-gauche et les anarchistes appellent à un défilé samedi dans la capitale.

Certains militants ont prévu de camper durant la nuit devant la basilique Saint-Jean-de-Latran, lieu de rassemblement traditionnel pour les grand-messes syndicales. Reuters 18.10

2- Chypre

Le Parlement chypriote a voté tard jeudi une loi discutée depuis plusieurs mois qui impose une baisse des loyers allant jusqu'à 20% afin d'amortir les effets des mesures d'austérité que l'île au bord de la faillite a dû prendre.

Pour les particuliers, les loyers allant jusqu'à 300 euros seront diminués de 15%, et les loyers plus élevés de 20%, avec un plafond à 120 euros.

Pour les baux commerciaux, la baisse sera de 15% pour les loyers de moins de 600 euros et de 20% pour les loyers plus élevés, avec un plafond de 250 euros de baisse pour les loyers allant jusqu'à 2.000 euros et de 400 euros.

Cette loi entre en vigueur au 1er novembre pour un an, et concerne tous les baux signés avant le 1er octobre 2012 -- à condition que le locataire ait payé ses loyers et qu'il n'ait pas déjà bénéficié d'une baisse équivalente dans les 12 derniers mois. AFP 18.10

ECONOMIE

Etats-Unis

La dette publique des Etats-Unis a dépassé l'ancien plafond légal que le Congrès a accepté de suspendre mercredi au terme d'une intense crise politique, selon des données publiées vendredi par le Trésor américain.

La dette accumulée par l'Etat fédéral américain atteignait jeudi 17.027 milliards de dollars alors que la limite légale était précédemment fixée à près de 16.700 milliards de dollars, selon le dernier décompte publié sur le site du ministère. AFP 18.10

[Haut de page ↗](#)

Le 20 octobre 2013

CAUSERIE

J'ai ajouté 27 nouveaux articles dont le rapport de IGA sur l'affaire Leonarda (rubrique politique).

L'actualisation du site d'ici ce soir seulement, il est 13h50, je n'ai ni pris ma douche et ni déjeuner, on est dimanche et je voudrais bien souffler un peu.

A mon avis, l'ampleur prise par l'affaire Leonarda dépasse ce que leurs auteurs avaient envisagé en prenant la tournure d'une crise politique ouverte au sein du gouvernement et du principale pilier du régime, le PS, puisque la totalité des composantes de l'association RESF sont liés de près ou de loin au PS.

Mélenchon et sa clique de bras coupés du PG ont cru bon de s'en saisir à des fins purement électoralistes, le vote de la majorité des adhérents du PCF en faveur d'une liste commune avec le PS au premier tour de l'élection municipale de 2014 témoigne que cette opération a lamentablement échoué, notamment.

C'était méconnaître ou ne pas tenir compte de la nature sociale de la majorité des adhérents du PCF, qui préfèrent brader des principes auxquels ils ne tiennent pas vraiment ou qui ne constituent pas le socle de leurs convictions politiques ou encore dont ils ignorent tout, au profit d'avantages en nature que le PS leur accorderait ou aux couches privilégiées auxquelles ils appartiennent, ils n'ont pas réagi en se situant sur le terrain de classe du prolétariat, mais en adoptant une position corporatiste qui en est l'antithèse, en cela ils ont été fidèles à la nature de leur parti et de ses dirigeants.

A l'inverse le pronostic que nous avons formulé s'est avéré juste. A suivre dans environ 5 ou 6 heures.

La suite 23h20 en Inde

La guerre contre la Syrie en vidéos

Les djihadistes européens en Syrie (vidéos) - <http://www.internationalnews.fr>

1- L'armée libre syrienne infestée par les djihadistes : reportage algérien - Publiée le 7 févr. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=xpw9dclaZ7k>

Courts extraits d'un reportage sur la chaîne algérienne Echourouk de Novembre 2012 sur l'importance de la mouvance takfiriste à l'intérieur de l'opposition armée à l'état arabe syrien. Des tunisiens, aussi des français, des allemands et mêmes des chiliens viennent se battre pour restaurer le Califat islamique.

2- Abu Abd Al-Rahman, un djihadiste français en Syrie, et son message au président François Hollande. - Publiée le 11 juil. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=JTc2kwTWdf8>

Une vidéo, diffusée sur internet, montre un djihadiste Français en Syrie appelle le président Hollande à se convertir à l'islam et les musulmans français à rejoindre le djihad en Syrie...

"O mes frères de France, mes frères d'Allah de France, d'Europe, et du monde entier, Inch'Allah, le djihad en Syrie est obligatoire, le djihad en Syrie est obligatoire pour restaurer un Califat afin que la parole d'Allah soit la plus élevée, Inch'Allah.."

3- Les djihadistes français en Syrie. (Grand angle, 18-09-2013) - Publiée le 20 sept. 2013
<http://www.youtube.com/watch?v=e81MWPVvPQ>

Mort d'un Roubaisien de 20 ans, "combattant" djihadiste en Syrie.

Sofiane D., un Roubaisien de 20 ans, est mort à Alep, le 2 septembre dernier. Sa famille a été alertée par un « *compagnon d'arme* » du jeune garçon. Leur avocate s'est rapprochée du Ministère de l'Intérieur.

C'est une petite maison en briques rouges, dans une rue tranquille du Nouveau-Roubaix, à deux pas de l'Usine, que le jeune Sofiane a grandi. Là où vit encore sa famille, aujourd'hui partagée entre colère, douleur et questionnement. Le jeune Roubaisien âgé de 20 ans est mort en Syrie aux côtés des troupes rebelles. Rien d'officiel pour l'instant. Pas étonnant étant donné le contexte syrien.
« *Début septembre, la maman de Sofiane a reçu un coup de téléphone en pleine nuit, explique une source proche du dossier. Une personne lui a signifié que son fils était mort lors de combats. Qu'il avait été enterré immédiatement, qu'elle ne devait*

effectuer aucune démarche pour le faire rapatrier ». Au bout du fil, un « compagnon d'arme » chargé d'alerter la mosquée que le jeune homme fréquentait et sa famille. « C'est toujours dans cet ordre qu'ils procèdent », explique un proche. Depuis cet appel, plus aucune nouvelle. « Dans quelles circonstances est-il mort ?, s'interroge Me Cécile Carrillon, l'avocate de la famille roubaisienne. On ne connaît pas la date exacte du décès -- on évoque le 2 septembre à Alep --, les circonstances, la véracité des faits. Que faisait-il exactement en Syrie ? Je me suis rapprochée du Parquet de Lille pour purger les dossiers en cours le concernant. Je vais également écrire au Ministère de l'Intérieur pour connaître les démarches à effectuer pour obtenir un certificat de décès. À l'heure actuelle, pour l'État français, Sofiane est toujours en vie. Un long combat s'annonce, c'est aussi ça le drame pour cette famille ».

Djihadiste convaincu ou jeune garçon en manque de repères et en quête de sensations fortes ? Quels étaient ses ressorts ? Étaient-ils seulement religieux ? Difficile d'établir le véritable profil du jeune garçon. *« Même s'il s'agissait d'un gamin extrêmement intelligent, le conflit en Syrie lui échappait totalement, explique une source judiciaire. Il ne connaissait certainement ni les tenants, ni les aboutissants de cette guerre ».*

Un risque d'embrigadement signalé au parquet de Lille

Fin juillet, alors que le jeune Sofiane avait disparu des radars locaux, une note avait été adressée au parquet des mineurs de Lille. Y était évoqué un risque *« d'embrigadement »* du jeune homme, décrit comme *« écorché vif »*. Officiellement, il avait quitté la France pour l'Algérie. *« Depuis qu'un éducateur m'a appris son décès, je ne cesse de m'interroger, confie un magistrat. Quand il était en France, Sofiane était un peu paumé. Je me souviens d'un grand blond aux yeux verts. Pratiquant musulman classique, il ne parlait que quelques mots d'Arabe. Comment a-t-il fait pour comprendre les ordres qu'il recevait ? Comment a-t-il pu comprendre les signes de danger ? C'était quand même un gamin qui était fusionnel avec sa mère, qui n'avait quasiment jamais quitté Roubaix. J'ai la sensation d'un formidable gâchis ».*

Il se murmure que d'autres Roubaisiens sont présents actuellement en Syrie parmi les 120 Français officiellement sur site. D'autres seraient revenus du conflit. *« On se pose pas mal de questions, reconnaît un avocat pénaliste. Au moins deux jeunes ont récemment disparu de la circulation. Leurs avocats envisageaient d'écrire au parquet de Lille pour exprimer leurs inquiétudes ».* *« Il est important d'en parler, dit un proche du dossier. Pour qu'il parte en Syrie de cette façon, c'est que des gens ont su l'approcher, lui parler et lui faire admettre que la vraie vie était ailleurs. Il faut aussi que les parents de Roubaix ou d'ailleurs connaissent cette vérité et qu'ils prennent garde ».*

Selon les chiffres du ministère de l'intérieur, 120 Français seraient actuellement *« sur site »* et une cinquantaine *« sur la route »*. Une autre cinquantaine serait déjà revenue de Syrie et plus d'une centaine aurait manifesté leur volonté d'y partir. Si l'on ajoute la dizaine de morts attestés lors des combats et un homme placé en détention, on estime à 350, le nombre de ressortissants Français liés de près ou de loin à la guerre en Syrie. Texte: <http://www.lavoixdunord.fr/region/mor...>

4- 400 Français sont partis mener le djihad en Syrie depuis le printemps 2011 - Publiée le 10 oct. 2013
<http://www.youtube.com/watch?list=UUPoU04CP9GF3bLYgPlvvZXQ&v=M-zPXL0tQ3k>

Selon une note confidentielle de la DCRI, que "RTL" s'est procurée, 130 Français seraient partis faire le djihad en Syrie. Ils sont toujours plus à partir au combat en Syrie. Le nombre de Français menant la guerre sainte à Damas continue d'augmenter, selon une note confidentielle de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), que RTL s'est procurée. D'après les services de renseignement, 400 Français sont partis vers Damas pour y mener la guerre sainte. 400 depuis le printemps 2011, c'est-à-dire depuis le début du conflit syrien.

Le chiffre de la DCRI comptabilise les 130 djihadistes actuellement sur place, des hommes qui combattent les troupes de Bachar Al-Assad aux côtés des rebelles. Il inclut également des ressortissants en transit dans le pays, comme pour fournir une aide logistique à leurs frères d'armes, ceux qui sont finalement revenus dans l'Hexagone ainsi qu'une douzaine de djihadistes tués au combat.

Bien plus qu'en Afghanistan et au Pakistan

Le chiffre est impressionnant, surtout à côté d'un autre, lui aussi établi par les services anti-terroristes : ces 15 dernières années, seuls 40 Français sont officiellement partis dans les zones tribales afghanes et pakistanaïses. Mais la région était bien plus difficile d'accès et la radicalisation de l'islam - notamment chez de jeunes convertis - ne faisait que commencer.

INFO RTL - 10/10/2013

Hicham de 19 ans, originaire de Vilvorde, est parti faire le djihad en Syrie. Témoignage de sa mère - Publiée le 10 oct. 2013
<http://www.youtube.com/watch?list=UUPoU04CP9GF3bLYgPlvvZXQ&v=nmkWTKn-VaM>

Son fils est parti mener le djihad en Syrie. Leila raconte la conversion rapide du jeune homme à l'islamisme et témoigne

du "*cauchemar*" qu'elle vit au quotidien. Elle témoigne parce qu'elle veut éviter aux autres mères son calvaire. Leila ne dort plus depuis que son fils Hicham, 19 ans, a pris la route pour la Syrie afin d'y mener le djihad. Là où elle vit, à Vilvorde, en Belgique, elle est loin d'être la seule dans ce cas : trente garçons sont partis.

Leila, elle, ne comprend pas. Mère de quatre enfants, dans une famille parfaitement intégrée, elle n'aurait jamais pu imaginer un tel embrigadement. "*La conversion de mon fils a commencé en avril quand il a commencé à prier, avant il ne priait même pas*", explique-t-elle au micro de RTL. "Aller cinq fois par jours à la mosquée, ça, ça a été le grand changement."

A partir de là, il a suffi de quelques semaines. "*On a fêté la fin du ramadan le 9 août*", se souvient Leila. "*Le mardi matin, quand j'ai vu qu'il n'était pas dans son lit, là j'ai su qu'il était parti. On a attendu 48 heures et on a contacté la police.*" Le surlendemain, Hicham envoie un premier message à sa famille, via Facebook. "*On a dû insister et à la fin il nous a dit 'je suis en Syrie' et là le monde s'est écroulé*", raconte Leila. "*Mon fils jurait par dieu qu'il n'allait pas partir en Syrie, je ne le reconnais plus.*"

Leila a parlé deux fois à son fils depuis son départ

Elle lui parle par deux fois au téléphone. "*La première fois, il m'a dit 'allô maman' avec un sourire, comme si de rien n'était*", se rappelle-t-elle. "*J'étais tellement fâchée. Je lui ai dit 'tu oses nous appeler avec le sourire jusqu'aux oreilles alors qu'on est tous par terre ici' et là je lui ai dit 'ne m'appelle plus jamais' et j'ai raccroché.*"

Hicham lui parle une seconde fois, grâce à l'intermédiaire de son frère. "*Je lui ai parlé autrement, comme une mère parle à quelqu'un qui est parti faire la guerre*", explique Leila. "*Il m'a dit 'écoute maman, ne t'inquiète pas pour moi, je suis ici, je suis heureux'. Il m'a dit qu'il s'occupait un peu de la maintenance, donc il prépare à manger, qu'il n'avait pas encore reçu d'ordres de ses activités futures.*"

Sa mère tente de le convaincre de revenir. Hicham refuse. "*Il m'a dit 'non maman, j'ai émigré, la démocratie c'est haram, c'est péché et je ne peux pas revenir, c'est à toi de changer'. 'Prie, lis beaucoup le Coran et c'est comme ça que tu vas guérir'*", relate Leila. "*C'est comme si cette personne-là n'était plus mon fils. Pour moi, il est devenu une machine qu'on a remontée et ils ne peuvent plus avoir de sentiment ni de compassion. Pour moi ils ont été lobotomisés.*"

Elle témoigne pour éviter d'autres départs

Elle se dit certaine qu'une organisation est derrière tout cela, avec des recruteurs. "*Pour moi ce sont des manipulateurs d'une intelligence inouïe*", estime Leila. En échec scolaire depuis plusieurs mois, Hicham a été approché dans un bar à chicha. "*Je pense que ça a marché parce qu'il était fragile au départ et maintenant qu'il a trouvé quelqu'un qui s'intéresse à lui, qui le rend un peu comme un héros, je crois que pour lui, c'est la voie qu'il cherchait.*"

La mère de famille vit avec la culpabilité. "*Je m'en veux parce que c'est comme s'il s'était sacrifié pour nous en disant je n'ai pas ma place, je vais la prendre ailleurs*", affirme-t-elle. "*Mon combat c'est de prévenir les gens. (...) Le radicalisme est très mauvais.*"

"*Beaucoup de gens nous ont reproché d'aller voir la police. Même des parents dont les enfants sont partis en Syrie, en nous disant 'vous ne vous rendez pas compte, si jamais ils reviennent, ils vont être catalogués terroristes'*", raconte Leila. "*Je m'en fous, je veux revoir mon fils*", balaye-t-elle. "*Je veux que stoppe l'hémorragie de l'envoi de tous ces jeunes. Ils n'ont rien à faire en Syrie. Ce n'est pas notre combat. Pour nous, c'est un vrai cauchemar.*"

Comme Hicham, ils sont plus d'une centaine de Belges à être partis combattre en Syrie, 113 en France selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, plus de 600 à l'échelle européenne. Pour les services anti-terroristes, l'éventuel retour en Europe - au sein d'un groupe terroriste - est devenu un enjeu majeur.

DOCUMENT RTL , 09/09/2013

ACTUALITÉ DU JOUR

Suite de l'affaire Leonarda et analyse politique.

De plus en plus isolé, une fois de plus Hollande a pris une décision qui va à l'encontre de la majorité, autrement dit il bafoue la démocratie, que l'on partage ou non la position qu'il a adoptée, c'est ainsi que la plupart des travailleurs l'analyseront, donc elle contribue à affaiblir davantage le PS, ses satellites et ses alliés au profit de l'UMP, l'UDI et le FN.

Il a pris la pire décision en la matière en accordant à cette fille de rester en France mais sans ses parents, on admirera au passage

le cynisme dont il a fait preuve à cette occasion qui coïncide parfaitement avec le personnage, au-delà c'est l'ensemble du gouvernement et le PS qui sont frappés d'indignité, ce qui évidemment n'est pas pour nous déplaire, il va falloir que l'on remercie Mélenchon pour cette grotesque manoeuvre qui permet de faire tomber un peu plus les masques derrière lesquels les uns et les autres camouflent leur véritable nature et intentions politiques.

La manière dont Hollande a traité cette affaire montre aussi à quel point il est vulnérable et empêtré dans des contradictions insolubles, entre ce qu'il s'emploie à paraître et ce qu'il est vraiment, qui finalement alimente la crise politique rampante du régime. Sa popularité étant déjà au plus bas autour de 25%, on ne voit pas comment il pourrait s'en remettre, d'autant plus que sur le plan international aussi il a adopté la pire position qui soit sur la Syrie en continuant de soutenir l'Arabie saoudite, à croire que ce sera le dernier chef d'Etat dans le monde à soutenir les barbares djihadistes qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, ne tenant compte ni du fait qu'ils ont été lâchés par les Américains, du rapprochement de la Jordanie et du Qatar avec Assad, qui devrait être suivi par la Turquie qui vient de bombarder des positions occupées par l'Etat islamique en Irak et au Levant dans le nord de la Syrie (french.tribune 17.10), bref, il est de plus en plus isolé sur le plan international et sur le plan intérieur, il incarne la politique antisociale de son prédécesseur rejetée par la majorité des masses, qui se traduit par des tensions incontrôlables aussi bien au sein de son gouvernement que dans son propre parti ou sa "*majorité*" parlementaire.

Voilà à quoi ils en sont rendus : à longer les murs !

- Samedi matin, l'Elysée avait pourtant soigneusement orchestré la communication de l'exécutif. Rentré précipitamment des Antilles pour prendre connaissance du rapport de l'Inspection générale de l'administration (IGA) sur les circonstances de l'expulsion de la collégienne, Manuel Valls a fait son entrée au Palais présidentiel par une porte dérobée.

Il y a rejoint, autour du chef de l'Etat, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault et le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon qui ont, comme lui, discrètement quitté le palais présidentiel, une manière de ne pas donner à cette réunion de travail les allures d'une réunion de crise. AFP 19.10

Valls confirme à sa manière notre analyse.

- "*Les critiques ne m'atteignent pas*", affirme pour sa part M. Valls au JDD après des jours de polémiques et de manifestations. "*Je ne répondrai pas aux attaques stériles*", ajoute-t-il. "*Quand elles viennent de notre propre camp, je le déplore, car cela nous affaiblit collectivement*". AFP 19.10

Le nous vaut aussi pour les satellites et les alliés électoraux du PS.

J'ai téléphoné en France ce soir, mon interlocutrice m'a dit qu'elle n'entend plus parler que de cette histoire, du coup elle a décidé de ne pas s'y intéresser estimant à juste titre qu'elle avait été commanditée, téléguidée. Lors des prochaines élections les masses écoeurés au dernier degré auront le même réflexe et s'abstiendront.

En titre. Une grossière instrumentalisation électoraliste qui tourne au fiasco politique

- L'Iga juge l'expulsion de Leonarda conforme à la réglementation - Reuters

- Hollande : "*Si Leonarda en fait la demande, un accueil lui sera réservé, à elle seule*" - Francetv info

- Affaire Leonarda: Hollande veut contenter tout le monde, mais ne satisfait personne - L'Express.fr

- Le mauvais choix de Hollande - Liberation.fr

- Affaire Leonarda : 74% des Français approuvent Manuel Valls - Le Nouvel Observateur

- Expulsions: Valls publie la circulaire durcissant l'interdiction d'intervention à l'école - L'Express.fr

- Leonarda : 65 % des Français contre une annulation de l'expulsion - LePoint.fr

- Affaire Leonarda : un rapport accablant pour la famille - Le Nouvel Observateur

- Leonarda: "*Je n'irai pas seule en France, je n'abandonnerai pas ma famille*" - AFP

[Face à la crise sociale le PCF se déchire.](#)

Ce titre résume la situation à l'intérieur du PCF suite au vote interne de ses adhérents qui sont partagés entre deux méthodes, qui finalement recourent deux objectifs sur lesquels ils se rejoignent.

Le premier, conserver un certain nombre d'élus pour pouvoir continuer d'exister en tant que parti.

Le second lié indirectement au premier, faire en sorte de pouvoir faire pression sur le gouvernement pour préserver les privilèges de l'aristocratie ouvrière ou lui soutirer quelques miettes, soit en se soumettant docilement au PS, solution qui dans la meilleure hypothèse limiterait le risque de perdre encore des élus, soit en s'alliant avec les autres composantes du Front de gauche, solution qui présentait davantage de risques. La majorité a préféré adopter la première solution suivant ainsi la direction de leur parti.

Ainsi le PCF sera laminé en même temps que le PS lors des élections de 2014, ils pourront se consoler en observant que le PG aura subi le même traitement.

Autre enseignement, grâce au PCF, à charge de revanche, les dirigeants du PS peuvent à nouveau claironner qu'ils sont de gauche, alors que le gouvernement va poursuivre la politique réactionnaire de Sarkozy.

- Les adhérents parisiens du PCF ont voté à 57% pour des listes communes avec le Parti socialiste dès le premier tour aux municipales à Paris, à la grande joie d'Anne Hidalgo (PS) qui réussit cette union comme Bertrand Delanoë en 2001 et 2008.

A côté des listes EELV, la candidate PS devra aussi affronter celles de Danielle Simonnet (Parti de gauche), mais cette dernière se retrouve donc privée de son principal allié au sein du Front de gauche né en 2009.

"C'est pour moi une immense joie et une très grande fierté. C'est un formidable message qui est adressé à toute la gauche parisienne", a réagi Anne Hidalgo samedi soir à l'annonce des résultats, rappelant les 13 années de gestion commune PS-PCF qui "ont profondément changé Paris".

A l'inverse, Danielle Simonnet, qui est secrétaire nationale du PG, a regretté la décision des communistes, qualifiée d'"*erreur politique*". *"Sans doute que le poids mis dans ce choix du secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a été trop lourd pour permettre aux partisans communistes d'une liste Front de gauche de l'emporter", a-t-elle dit.*

A ce choix pro-PS, comme le stipulait le bulletin de vote soumis aux adhérents, était assorti un accord "*Paris 2014-2020*" avec les socialistes, prévoyant que 13 sièges soient réservés au PCF au Conseil de Paris (contre 8 aujourd'hui, sans compter les deux élus PG).

En définitive, au terme d'un vote de trois jours dans les sections d'arrondissement, 57% des près de 1.200 votants ont coché cette première option, et 43% celle de l'autonomie avec les autres principales composantes du FG, a annoncé samedi soir lors d'une conférence de presse Igor Zamichiei, patron de la fédération PCF de la capitale.

Une majorité moins nette que celle dégagée lors du vote du conseil départemental, preuve qu'il y a eu "un fort débat" chez les militants, a reconnu M. Zamichiei.

Après le vote des dirigeants parisiens du PCF, rendu public le 9 octobre, Eric Coquerel, du Parti de gauche, avait affirmé que "*l'avenir du Front de gauche est en cause*". Jean-Luc Mélenchon, coprésident du PG, avait déploré "*un exemple désastreux*".

Ces derniers jours, sur fond d'affaire Leonarda, les proches de Jean-Luc Mélenchon avaient continué d'attiser la colère d'une partie de la gauche contre le gouvernement et ses "*amis*" comme Mme Hidalgo.

"Alors que la jeunesse se lève contre les conséquences inhumaines de la politique de Manuel Valls, est-il possible concrètement de faire des listes communes avec ses amis à Paris ?", a demandé vendredi sur son blog Alexis Corbière, un des deux conseillers de Paris du PG avec Mme Simonnet.

(Alexis Corbière est un crétin né, il raconte n'importe quoi, au PS ils ont pris soin de se partager les rôles ou plutôt, ce parti est ainsi fait que des positions opposées peuvent s'y exprimer, sans que toutefois cela ne porte à conséquence sur le fond, car la candidate PS à la mairie de Paris, Anne Hidalgo, a demandé "*le retour de Khatchik Khachatryan ainsi que celui de Leonarda Dibrani*" et s'explique : "*Quand les lois prêtent à interprétation, il nous faut revenir à nos valeurs, aux valeurs de la République.*" (AFP 18.10), pas de bol décidément. Ils sont pris à leur propre piège et on en rigole, ils sont tous de misérables manipulateurs. - ndlr)

Pour Ian Brossat, chef de file des communistes parisiens, qui siège aux côtés de M. Corbière et Mme Simonnet au Conseil de Paris, l'affaire Leonarda n'aura finalement pas eu tellement d'incidence sur le vote.

(C'est exactement ce que j'avais écrit la veille. - ndlr)

En revanche "*les propos tenus par les responsables du Parti de gauche ces dernières semaines ont contribué à braquer les communistes*", analysait-il samedi soir.

(Là aussi, mon pronostic est confirmé. La majorité des adhérents du PCF ne sont pas des révolutionnaires mais des conservateurs. - ndlr)

Pourquoi le choix de l'union avec le PS? "*Si on veut faire un rassemblement majoritaire, il n'y a personne à exclure et actuellement l'attitude du Parti de gauche c'est plutôt l'exclusion*", a répondu à l'AFP Gérard Pellois, adhérent de la section PCF du XIXe. "*L'alliance avec le PS, moi je considère aussi que c'est un front de gauche*", a ajouté cet employé de banque à la retraite. AFP 19.10

Pour ces partis pourris et leurs dirigeants, il n'y a que les postes et les prébendes qui vont avec qui les intéressent, ils sont comme les tondeurs de coupon qui essaient les conseils d'administration des entreprises privées. Les appendices du PS, leurs satellites et alliés agissent à la manière des lobbies sur le PS, tout comme les appareils des syndicats envers tous les partis et le patronat. C'est un échange de bons procédés : je te communique mes besoins, tu m'accordes le minimum acceptable, pour mon appareil et pour sauver la face auprès de mon troupeau d'ignorants que je mène en bateau, et je te soutiens, ils se foutre strictement du reste : les travailleurs et les militants, CQFD.

Les fossoyeurs du communisme ont encore frappé.

Quand je lis "*les communistes*" à propos du PCF, je me dis que c'est normal que les masses aient une répulsion instinctive envers le communisme auquel ce parti est étranger, les travailleurs ne le sachant pas, ils auront spontanément un réflexe de méfiance ou de rejet envers les militants qui se réclament du communisme.

La principale fonction du PCF est de détourner les travailleurs du socialisme scientifique, de les en dégoûter, ce à quoi ils réussissent très bien quand on écoute les discours de leurs militants, qu'ils aient voté dans un sens ou un autre.

[Leur véritable nature : Chiens de garde du capital.](#)

Arnaud Leenhardt, l'un des prédécesseurs de Denis Gautier-Sauvagnac à la tête de l'UIMM (1985-1999), a affirmé le 9 octobre que les bénéficiaires des enveloppes d'argent liquide étaient « *les cinq syndicats représentatifs ... Ce sont bien les syndicats, comme il l'a dit* ». Il s'agit de la Confédération générale du travail (CGT), la Confédération française démocratique du travail (CFDT), la Confédération française de travailleurs chrétiens (CFTC), la Confédération générale des cadres (CGC) et la Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT-FO)

Monsieur Leenhardt a justifié ainsi ces versements de dizaines de millions d'euros? 16,5 millions d'euros en liquide pour uniquement la période 2000 à 2007 : « *Le patronat avait besoin de syndicats qui soient solides. Quand on a des grèves avec séquestration, on est bien content d'avoir un syndicat capable de canaliser ces débordements et de favoriser une reprise du travail* », en somme, les syndicats transformés en chiens de garde de la propriété privée des moyens de production. (source : WSWWS 18 octobre 2013)

ACTUALITE EN TITRES

[L'état d'esprit des masses dévoilé.](#)

- Salariée voilée : 87 % des Français donnent raison à la crèche Baby-Loup - LePoint.fr

Sur ce sujet, commente l'étude BVA, "*le consensus est presque total*" : à gauche (75 %) comme à droite (89 %), et "*dans tous les milieux sociaux*" (83 % auprès des cadres et 86 % auprès des ouvriers).

... et 84 % se disent favorables à une loi interdisant les signes religieux ou politiques dans les entreprises privées. LePoint.fr 19.10

[Pas de quoi entrer en transe !](#)

- Des "*trans*" défilent à Paris pour réclamer des droits - AFP

13 milliards, une bricole !

- JPMorgan paierait 13 milliards de dollars pour clore un litige - Reuters

La banque américaine JPMorgan Chase & Co est parvenue à un accord préliminaire avec le département américain de la Justice et verserait 13 milliards de dollars pour mettre fin à des procédures judiciaires liées à la crise des "*subprimes*", a-t-on appris samedi de source proche du dossier.

Les autorités américaines ont lancé plusieurs enquêtes sur les pratiques commerciales de la banque, soupçonnée notamment d'avoir trompé des clients sur la nature de certains produits financiers.

Vendredi, certaines sources avaient rapporté que JPMorgan Chase avait conclu un accord provisoire de quatre milliards de dollars pour mettre fin aux poursuites de l'agence fédérale de financement du logement (Federal Housing Finance Agency, FHFA) qui l'accusait d'avoir trompé les sociétés publiques de refinancement sur la qualité des titres adossés à des prêts hypothécaires qu'elle leur a vendus lors la bulle immobilière.

Cette somme devrait être comprise dans l'accord global de 13 milliards passé avec le ministère de la Justice. Reuters 19.10

La réaction européenne communie.

- Merkel plaide pour plus de pouvoirs à la Commission européenne - AFP

- Et Bruxelles envisagea un nouvel élargissement... l'Europe a-t-elle perdu tout sens commun ? Gérard Bossuat et Christophe Bouillaud - Atlantico.fr

A sept mois des élections européennes, la Commission recommande d'octroyer le statut de pays candidat à l'Albanie et d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine. Atlantico.fr 19.10

- Le pape reçoit le président de la BCE Mario Draghi - Reuters

Libertinage : le fond de teint du néolibéralisme.

- Tout le monde devrait se maquiller. Y compris les hommes - Slate.fr

Et porter une perruque, des bas et se poudrer comme sous l'Ancien régime

Les chiens valent mieux que ceux qui nous gouvernent !

- Brésil : une manifestation pour la défense de la cause animale dégénère - LeMonde.fr

Une manifestation contre l'utilisation de chiens pour des tests pharmaceutiques a dégénéré samedi dans l'Etat de Sao Paulo et s'est terminé en heurts entre manifestants. LeMonde.fr 19.10

La stratégie du chaos

- Somalie: 15 tués dans un attentat suicide revendiqué par les shebab - AFP

- Syrie: attentat sanglant près de Damas, Brahimi en tournée régionale - AFP

- Dix islamistes tués par les forces de sécurité en Tunisie - Reuters

- Les drones ont tué au moins 400 civils au Pakistan depuis 2004 - Reuters

- Russie : l'appel à l'aide d'une Pussy Riot - LePoint.fr

POLITIQUE

1- Canada

- Canada: Ottawa attaque Québec sur son droit à l'indépendance - AFP

Ottawa a demandé d'invalider la loi provinciale qui accorde au Québec le droit de décider de son indépendance, a révélé samedi un magazine canadien.

"En vertu de la Constitution du Canada, le Québec est une province du Canada et la loi contestée ne peut en aucun cas constituer le fondement juridique d'une déclaration unilatérale d'indépendance", ont écrit les avocats du gouvernement conservateur de Stephen Harper dans un document obtenu par l'hebdomadaire anglophone *"Maclean's"*.

Adoptée par le gouvernement indépendantiste de Lucien Bouchard en 2000, la loi 99 stipule que *"lorsque le peuple québécois est consulté par un référendum (...) l'option gagnante est celle qui obtient la majorité des votes déclarés valides, soit 50% de ces votes plus un vote"* et de façon général que *"le peuple québécois peut, en fait et en droit, disposer de lui-même"*.

Le procureur général du Canada conteste notamment le fait qu'un résultat de 50 % plus une voix serait suffisant pour déclarer l'indépendance de la province. Les avocats ont soumis la requête mercredi, le jour même où le Premier ministre Harper avait prononcé son septième discours du Trône.

La loi 99, ou *"Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec"*, avait été adoptée en réponse à la *"loi sur la clarté"* du gouvernement libéral de Jean Chrétien, alors Premier ministre du Canada.

Cette dernière décrète qu'Ottawa n'est obligé de négocier la sécession d'une province que si la réponse obtenue au référendum est claire et que la question posée l'est tout autant.

C'est la première fois en six ans que le gouvernement conservateur de Stephen Harper affronte le Québec sur la question de la souveraineté. En 2006, M. Harper avait fait adopter une motion reconnaissant que les *"Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni"*.

"C'est à la nation québécoise de décider de son avenir politique", a réagi le ministre québécois délégué aux Affaires intergouvernementales, Alexandre Cloutier, sur le réseau social Twitter.

"Nous nous défendrons avec les meilleurs juristes", a-t-il ajouté.

Les Québécois se sont prononcés à deux reprises sur la question de l'indépendance de la province francophone en 1980 et en 1995 par référendum à l'issue desquels le *"non"* l'a chaque fois emporté. AFP 19.10

Je me pose une question : En principe on devrait être contre l'indépendance du Québec, de la même manière qu'on est contre l'indépendance de la Bretagne, de la Bavière, du Pays Basque, etc. Maintenant le Québec par sa superficie, sa population et ses ressources est difficilement comparable à une de ces régions européennes. Compte tenu de l'existence du NAFTA ou traité des pays d'Amérique du Nord associant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, qui constitue à terme la disparition du Canada, compte tenu de la puissance des Etats-Unis qui veut lui imposer son modèle économique basé sur la déréglementation tout azimut qui se traduirait par une régression sociale comparable à celle qu'ont connu les Américains, il se trouve que cette revendication exprime le plus haut degré de conscience atteint par les masses québécoises qui refusent ce traité et ses conséquences désastreuses pour leur niveau de vie et leur environnement, en quelque sorte cette revendication constitue un obstacle et une menace susceptible de faire voler en éclat ce traité ou de le remettre en cause, c'est à travers elle que s'exprime la résistance des masses québécoises, les priver de cette perspective pourrait les conduire à une dangereuse forme d'apathie politique comparable à ce qui existe aux Etats-Unis, constituerait une terrible défaite pour elles dont il leur serait difficile de se relever, aussi la question est de savoir si cette revendication est légitime ou non au regard de la situation telle que je viens de l'établir très brièvement.

Poser ainsi l'indépendance du Québec, elle n'aurait rien à voir avec la dislocation des Etats telle que les Etats-Unis l'ont orchestrée au Moyen-Orient par exemple, puisqu'elle serait le produit de la résistance à l'impérialisme américain et à la classe dominante au Canada, et non le produit d'un coup de force imposé par une puissance étrangère ou une minorité de la population. Par ailleurs, j'avais déjà indiqué dans une précédente causerie que la désintégration des Etats-Unis ne constituerait pas forcément une régression politique dans la mesure où dans sa forme actuelle il était difficile, voire impensable d'imaginer que les travailleurs pourraient vaincre un jour le formidable appareil militaro-policiier fédéral, alors qu'il serait plus facile ou envisageable de renverser l'appareil répressif d'un seul Etat, par exemple celui du Texas. Reste à savoir quel est le contenu social et politique précis de la revendication de l'indépendance du Québec et qui en serait bénéficiaire. Un parti ouvrier révolutionnaire pourrait s'en

saisir en lui donnant un contenu anti-impérialiste dans la perspective d'une République sociale débarrassée du capitalisme. A suivre.

2- Maldives

La police a empêché samedi le déroulement du premier tour de l'élection présidentielle aux îles Maldives, dont le favori est l'ancien président Mohamed Nasheed, a annoncé la commission électorale.

Le surintendant en chef de la police, Abdulla Nawaz, a dit avoir agi ainsi afin d'empêcher "*des troubles potentiels dans le pays si on laisse l'élection avoir lieu*", bien que la Cour suprême ait autorisé dans la matinée de samedi le premier tour à se dérouler comme prévu.

Un éventuel second tour était programmé le 4 novembre.

C'est la deuxième fois en quelques semaines que le scrutin censé refermer la parenthèse ouverte par l'éviction de Mohamed Nasheed, victime en février 2012 d'une mutinerie au sein des forces de police après vingt mois d'exercice du pouvoir, est empêché d'aller à son terme.

Les Maldiviens avaient déjà voté le 7 septembre pour élire leur président, mais les résultats du premier tour, qui avait vu Mohamed Nasheed arriver en tête avec 45,45% des voix, avaient été invalidés un mois plus tard par la justice.

La Cour suprême s'était appuyée sur un rapport de la police faisant état de 5.500 bulletins de vote douteux, alors que le scrutin ait été jugé libre et équitable par les observateurs internationaux, dont des délégations des Nations unies et de l'Union européenne.

Samedi, la police a encerclé les bureaux de la commission électorale, empêchant celle-ci de faire son travail, selon son président.

"*L'élection ne peut pas se dérouler si la police l'empêche*", a expliqué Fuwad Thowfeek en exprimant devant la presse sa frustration de voir la police "*outrepasser son autorité*".

"*C'est un jour sombre pour la démocratie*", a renchéri un autre membre de la commission électorale, Ali Mohamed Manik. Reuters 19.10

Coup d'Etat policier dans un micro-Etat qui en dit long sur l'incompatibilité de la démocratie dans le monde avec la survie du capitalisme.

3- Syrie

3.1- Rif de Damas, Idleb, Alep, Homs ...

Depuis la bataille stratégique de Qusseir perdue par l'ASL, l'Armée Arabe Syrienne accumule les victoires et sur tous les fronts c'est la débandade pour les '*rebelles*' pro-occidentaux de l'ASL et leurs ex alliés djihadistes. Selon un processus bien connu, le terrorisme se substitue donc à l'affrontement militaire perdu ou en passe de l'être.

Le terrorisme est l'arme des faibles et des perdants... (french.irib.ir 19.10)

3.2- Avec le renforcement du blocus des terroristes dans la région du Ghouta oriental, à Rif de Damas, la dernière ligne de secours des terroristes s'est totalement coupée, ce qui est le signe du déclenchement imminent de la bataille dans la région de Midea, dernier bastion des éléments armés. Il reste peu de régions au Ghouta oriental pour être nettoyées des terroristes et libérées par l'armée syrienne.

Pour l'heure, l'armée a assiégé de deux côtés le Ghouta. «*Seul un petit groupe des hommes armés se trouve dans cette région, un grand nombre des terroristes ont été tués ou bien ils se sont livrés*», a précisé une source proche de l'armée syrienne. «*La bataille de Midea est plus que jamais proche. Si les conflits sont transférés à la région d'Al-Nashabiya, cela signifie que les groupes terroristes sont totalement éliminés à Midea*», ajoute la même source. (french.irib.ir 19.10)

3.3- A quelques semaines de la tenue des pourparlers de Genève II, l'armée arabe syrienne s'apprête à lancer une vaste offensive dans la localité de Al Qalamoun à l'est de la Syrie, ce qui a d'ores et déjà provoqué la panique dans les rangs des terroristes. Selon Al Akhbariya, les opérations de l'armée syrienne, non loin des frontières libanaises ont suscité de vrais tapages médiatiques anti Hezbollah dans les médias anti Assad. Selon les informations qui parviennent de la Syrie, "*la bataille de Al Qalmoun vise à anéantir la menace terroriste contre le Liban et du coup c'est encore le nom du Hezbollah qui est évoqué comme principale force laquelle devrait appuyer l'armée syrienne dans cette future bataille*".

"Cette bataille est destinée à nettoyer les régions montagneuses syriennes qui surplombent le Liban de la présence des terroristes. C'est d'ailleurs à partir de cette même région que l'une des voitures piégées s'était rendu à Al Zahiya - fief du Hezbollah au sud de Beyrouth- avant d'exploser. Les terroristes à l'origine de cet attentat anti Hezbollah avaient même fait passer un message au mouvement chiite le menaçant de davantage d'attentats si le Hezbollah ou l'armée arabe syrienne ou les deux venaient à participer à une quelconque opération contre leurs « forces » de Al Qalamoun. Ceci étant dit l'armée arabe syrienne s'apprête à lancer son offensive contre cette région et à remporter une victoire identique à celle de Al Qusseir" Al Akhbariya ajoute : " la nouvelle de cette future opération d'envergure a déstabilisé les jihadistes takfiris retranchés à Al Qalamoun. Les militaires syriens sont décidés en tout cas à couper tout lien entre les terroristes de cette localité et leurs sources au Liban et à empêcher désormais les infiltrations. "

Les terroristes, quant à eux, ont leur moral à zéro. et ils sont inquiets de voir le scénario de Al Qusseir se reproduire à Al Qalamoun. Surtout que l'échéance de Genève II s'approche et que " *la libération* " de Al Qalamoun permettra à Assad de renforcer sa position. En ce sens, Al Arabiya et Al Jazeera ont mis tout dans la balance pour éviter un effondrement moral des troupes jihadistes car ces médias le savent, la chute de Al Qalamoun assène un coup fatal à l'ASL et ses résidus dans cette localité ultra stratégique. (french.irib.ir 19.10)

4- Qatar

A en croire les médias arabes de la région, le jeune émir du Qatar a donné l'ordre de l'arrestation de son père, Hamad Al Tjanio et son premier ministre Jassem Al Thani. Le site 6 Octobre citant des témoins oculaires à la cour des Al Thani rapporte une véritable scène de ménage familiale avec deux acteurs principaux, Tamim Al Thani et son père Hamad. selon le site, " l'actuel émir qatari et son père se sont très violemment disputés au point que Tamim a perdu patience et a tiré à bout portant sur son père".

Selon ces mêmes témoins, " *la dispute a éclaté au sujet de nombreux voyages de la mère de l'actuel émir et de l'ex premier ministre Jassem Al Thani à l'étranger, voyages qui les a même menés à Tel-Aviv*". Le site de 6 octobre poursuit : " *Mozah détient une usine de fabrication du vin non loin de Tel-Aviv et c'est ce même sujet qui a vraisemblablement déclenché le dispute. Les tirs ont retenti à l'intérieur du palais et Tamim a ouvert le feu sur son père*".

L'ex émir Hamad Al Thani aurait été arrêté sur l'ordre de son fils tout comme Hamad Ben Jassem Al Thani, ex premier ministre et ministre des AE. Les deux personnages seraient détenus dans l'une des prisons de Doha. L'émir Hamas a abdicé sous pression des Etats Unis au mois de juin au profit de son fils Tamim. Ce "*shift power*" quelque peu cavalier a été qualifié par les analystes de coup d'état en douce de Cheikha Mozah et de son fils contre Hamad. Depuis le départ de Hamad, l'international akhvaniste a perdu son principal protecteur avec dans la foulée la perte de poids politique des Frères musulmans dans les pays du printemps arabe. (french.irib.ir 19.10)

Ah ben alors, si vous éliminez le peu d'amis qui restent dans le monde à Hollande et Fabius... Quelle perspicacité ! Vous avouerez que ces deux-là ont un sacré flair, moins que des pigeons... Il en faut bien...

SOCIAL

1- Italie

Des dizaines de milliers de manifestants se sont mobilisés au Portugal et en Italie samedi afin de protester contre les nouvelles mesures d'austérité annoncées par leurs gouvernements afin de maîtriser les déficits publics.

En Italie, quelque 70.000 personnes selon les syndicats, 50.000 selon les autorités, ont protesté à Rome, où un important dispositif policier avait été déployé de crainte d'incidents. AFP 19.10

2- Portugal

Au Portugal, les manifestants ont défilé sur les ponts des deux plus grandes villes, Lisbonne et Porto, à l'appel de la CGTP, la principale centrale syndicale de ce pays, proche du Parti communiste.

A Porto, des milliers de personnes ont traversé à pied le pont do Infante qui relie les deux rives du Douro, le fleuve qui arrose cette cité du nord, tandis que sur l'île de Madère des centaines de personnes ont également manifesté.

Dans la capitale portugaise, les protestataires ont franchi le célèbre pont du 25 Avril, du nom de la révolution qui a renversé la dictature salazariste en 1974, à bord de quelque 400 autocars. Les organisateurs n'ont pas communiqué d'estimations sur le nombre des participants.

"*Menteurs !*", "*Dehors !*", "*Le peuple est en colère !*", scandaient les protestataires, qui s'étaient rassemblés dans le quartier d'Alcantara à Lisbonne.

"*Il est urgent de changer de politique*" ou "*Face aux injustices, la révolution est une obligation*", proclamaient des banderoles en tête de cortège déployées par des retraités en colère.

Dans le même temps, une colonne d'autocars a traversé le pont au ralenti, au milieu d'un concert de klaxons. A leur arrivée, ils ont été accueillis par les applaudissements des manifestants.

"*Mon fils, mon petit-fils et mon arrière-petit-fils sont au chômage. J'ai des raisons d'être inquiète !*", s'exclame Olga Costa, une femme de 71 ans qui touche une retraite mensuelle d'à peine 371 euros.

"*Je dois travailler dans sept endroits différents pour m'en sortir*", confie, un peu plus loin, une femme de ménage qui a fait le déplacement depuis Aveiro (centre).

"*Le budget du gouvernement pour l'année prochaine, cible encore les classes modestes et pauvres. C'est injuste*", lâche Eugenia Leal, professeur dans une école lisboète.

"*Je ne pense pas que les choses vont s'améliorer dans ce pays !*", constate Marta Tavares, une étudiante en communication, âgée de 19 ans. "*Je vais devoir émigrer !*", dit-elle.

"*C'est une journée historique*", s'est félicité Arménio Carlos, secrétaire général de la CGTP, qui a annoncé une nouvelle manifestation pour le 1er novembre.

Au Portugal, il s'est agi de la première grande mobilisation après qu'une nouvelle cure d'austérité a été dévoilée mardi dans le projet de budget pour 2014 qui touchera de plein fouet le pouvoir d'achat des fonctionnaires et des retraités.

Parmi les mesures les plus contestées figurent des réductions des salaires des fonctionnaires allant de 2,5% à 12%, ainsi que les coupes de près de 10% dans les retraites des anciens salariés du secteur public.

L'organisation de cette journée de mobilisation avait été marquée par le bras de fer qui a opposé la CGTP et le gouvernement sur le parcours choisi pour cette manifestation à Lisbonne.

"*Le gouvernement a tenté de nous empêcher, mais le pont ne lui appartient pas*", a lancé le leader syndical. AFP 19.10

ECONOMIE

Luxembourg

Le Luxembourg, où des élections législatives se déroulent dimanche, a beau être un des pays les plus riches du monde, il est rattrapé par la crise, avec une croissance en berne et une progression du chômage et de la pauvreté.

Le Grand-Duché affiche de loin le PIB par habitant le plus élevé de l'Union européenne. Le salaire minimum y est de 1.921 euros par mois et le seuil de pauvreté est fixé à 1.639 euros.

Mais le PIB a stagné l'an dernier et le chômage a atteint près de 7% de la population active cet été. Un taux qui grimpe à près de 19% pour les jeunes.

Un rapport du service national de statistiques vient de souligner "*l'aggravation des inégalités de niveau de vie*" depuis le début de la crise financière, un tassement des revenus et du pouvoir d'achat, de 5% inférieur à son niveau de 2009.

En dépit de transferts sociaux assez généreux, la population en situation de "*risque de pauvreté*" augmente. Elle était supérieure à 15% l'an dernier, avec de fortes disparités entre nationaux (7%) et étrangers, pour lesquels le taux est trois fois supérieur aux Luxembourgeois.

Comme beaucoup de petits pays, le nombre d'étrangers est très élevé, à plus de 44% de l'ensemble des habitants, dont plus du tiers sont des Portugais, traditionnellement employés dans le secteur du bâtiment.

Parallèlement, un système éducatif inadapté ne parvient pas à former suffisamment de profils très qualifiés, ce qui oblige les employeurs à aller chercher une partie de leur main d'oeuvre à l'étranger. Quelque 150.000 frontaliers viennent travailler chaque jour au Luxembourg, dont plus de la moitié de Français et quelque 40.000 Belges.

Le logement constitue un autre point noir de la situation sociale du Grand-Duché. Les prix de l'immobilier ont flambé depuis 10 ans, atteignant les niveaux des grandes capitales européennes et obligeant même les plus modestes à se loger hors des frontières, en France, en Belgique ou en Allemagne.

Alors que les prix des logements ont presque triplé entre 1995 et 2010, selon la Banque centrale, le parc social est sous-dimensionné avec un peu plus de 4.000 logements. Cela représente seulement 3% du parc immobilier résidentiel du pays, contre 17% en France et jusqu'à 32% aux Pays-Bas. Selon l'organisation Caritas, il en faudrait 26.000 supplémentaires pour faire face aux besoins.

Le retard dans l'offre de logements locatifs sera difficile à rattraper, d'autant que les rentrées fiscales restent incertaines pour l'avenir, avec la fin programmée du secret bancaire qui a contribué à l'enrichissement du pays. Le secteur financier assurait encore en 2008, avant la crise, près de la moitié des recettes fiscales du Grand-Duché.

Le problème du logement a été l'un des principaux thèmes de la campagne électorale qui s'achève, les adversaires du Premier ministre sortant Jean-Claude Juncker lui reprochant d'avoir cautionné une politique libérale qui a fait le jeu des promoteurs immobiliers. AFP 19.10

Ah ben, si même les paradis fiscaux sont "*rattrapés par la crise*", c'est que tout fout le camp et que l'heure de la fin va bientôt sonner !

[Haut de page ↗](#)

Le 21 octobre 2013

CAUSERIE

Hollande a été humilié, il est la risée du monde, comment va-t-il pouvoir gouverner jusqu'en 2017.

Qui a dit ?

Mélenchon, Laurent ? Non, un autre curé de "*L'humain d'abord*" (Lisez : l'Humanité d'abord, organe du PCF)

- "*Nous ne voulons pas de ce système économique mondialisé qui nous fait tant de mal. Hommes et femmes doivent être au centre (du système économique) comme Dieu le veut, et non pas l'argent*"

Réponse : François, non, pas le locataire du Palais, franchement ce n'est pas drôle, le pape voyons, il y a un mois lors d'un déplacement en Sardaigne, et gageons qu'il a tenu ce discours à Mario Draghi qui lui a rendu visite samedi au Vatican, l'ange qui veille sur la BCE...

ACTUALITÉ DU JOUR

L'affaire Dibrani, suite.

Et la misérable comédie médiatico-politique continue en prenant un tour pathétique. Ils ne savent plus quoi inventer, mais le pire c'est que cela marche, disons auprès des écervelés ou des nantis, les mêmes petits-bourgeois qui étaient favorables au bombardement de la Syrie par la France, manipulant la jeunesse par nature généreuse et opposée à l'arbitraire.

Par la presse nous avons appris que la famille Dibrani avait eu des démêlés avec les autorités italiennes quand elle séjournait dans ce pays, qu'elle aurait fait de fausses déclarations sur son identité arrivée en France, que par la suite le père aurait été poursuivi après avoir commis plusieurs infractions à la loi, vol, agression, etc. que cette famille ne souhaitait manifestement pas s'intégrer en France, que leur fille séchait régulièrement les cours, ses notes devaient sans doute être proche de zéro et on comprend sa répulsion a continué à aller à l'école, le gosse le vit comme une humiliation quotidienne, Leonarda était en 4e ou 3e, à ce niveau-

là quand on ne maîtrise pas la langue il est totalement impossible de suivre les cours, c'est le prof diplômé dans l'apprentissage du français langue étrangère et qui a enseigné au lycée de Pondichéry qui parle, et voilà que cette famille à peine débarquée au Kosovo se retrouve mêlée à une affaire de violence dont évidemment elle est la victime innocente, ce qui justifierait son retour en France et la boucle est bouclée.

Le brave citoyen français lambda à l'esprit étroit généralement parce qu'il n'a jamais vécu dans un pays sous-développé, émergent ou en proie à la guerre dans lesquels la violence est omniprésente, sera facilement abusée par la présentation des faits qui sont soumis à son interprétation par les agences de presse ou les médias, dans la mesure où il y manque le contexte dans lequel ils ont eu lieu et dont il n'a pas connaissance, il sera donc amené à se faire une idée de la situation qui ne correspondra pas vraiment à la réalité, mieux, son appréciation de la situation sera orientée en fonction de l'objectif que le rédacteur de cet article se sera fixé et qu'il ignore, bref il sera facilement manipulable, et c'est bien le cas ici.

Sauf qu'à force de mentir effrontément, ouvertement aux masses, en camouflant maladroitement leurs mensonges en recourant à des arguments falacieux et grotesques, dorénavant elles marchent de moins dans cette combine, elles ont appris à se méfier, elles ne prennent plus pour argent comptant ce que le gouvernement, les partis de droite ou de gauche et les médias leur racontent, c'est le prélude à une situation où elles ne voudront plus rien entendre et elle n'en feront plus qu'à leur tête, chaque jour qui passe, chaque nouvelle affaire ou polémique nous rapproche du moment où les masses vont déferler par millions dans la rue, les tenants du régime ont de quoi en faire des cauchemars.

L'abstention massive aux différentes élections expriment cette défiance grandissante à l'égard de tous les partis qui soutiennent ou incarnent l'ordre établi que les masses supportent de moins en moins, dit autrement, la crise politique rampante qui mine les institutions s'exprime à travers le rejet de tous les partis institutionnels qui soutiennent le régime en place, jusqu'à présent sans que les masses trouvent la voie qui leur permettrait d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme, dont les effets se font sentir dorénavant dans leur vie quotidienne au point d'en avoir la nausée, tous les partis de gauche et d'extrême gauche se mobilisant pour leur interdire de la trouver, jusqu'à quand pourront-ils protéger le régime de l'insurrection révolutionnaire qui couve, force est de constater que tous les efforts qu'ils déploient alimentent la crise du régime au lieu de l'atténuer, à nous d'aider les travailleurs à trouver cette voie et de renouer avec la tradition du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle, avec le socialisme.

Le capital et ses représentants sont nos ennemis au même titre que les opportunistes que nous devons combattre avec le même acharnement pour aider les masses à briser les obstacles qui se dressent sur la voie de la révolution socialiste.

Les opportunistes instrumentalisent les besoins des minorités, les manipulent, pour finalement qu'elles se retrouvent stigmatisées dans une société où l'évolution des mentalités dépend avant tout de l'évolution de leurs conditions matériels d'existence et non de l'évolution de la législation qui vient heurter violemment leur mentalité qui n'a pas davantage évolué que leurs conditions d'existence.

Au lieu de se situer sur un terrain de classe, ils adoptent l'attitude bornée du sociologue pour lequel la société se compose non pas de classes sociales aux intérêts antagoniques, mais est divisée en communautés distinctes qui seraient régies par leurs propres codes, lois, besoins ou droits qui devraient être satisfaits sans tenir compte de la nature du régime en place qui régit les rapports sociaux entre les classes, donc sans se coucier de savoir si ces rapports seraient compatibles ou non avec l'exercice de ces droits, pire encore, ils estiment que ces droits sont légitimes et peuvent déroger au droit commun, qu'ils doivent s'imposer à la collectivité dès lors qu'une minorité le décide et est soutenue par le législateur, que la majorité de la population l'approuve ou non ils s'en moquent, violant ainsi un principe élémentaire de la démocratie au nom de l'égalité, mécanisme infernal déjà utilisé pour liquider les droits collectifs des masses qui se trouve ainsi légitimé.

Les innombrables implications qui découlent de ce processus de destructuration du droit collectif sont d'une extrême gravité, car elles aboutissent en dernier lieu à sa liquidation purement et simplement dans la mesure où la population se retrouve privée du droit de décider collectivement de l'orientation générale qu'elle souhaite donner à la société, en se servant du droit revendiqué par des minorités ou des couches spécifiques de la société qui sont instrumentalisées, manipulées à leur insu.

L'essentiel ici n'est pas tel ou tel droit en particulier que nous soutenons par principe, mais le processus qui conduit à l'absence de droit en général qu'incarne l'impossibilité pour la majorité de la population de décider de quelle manière les rapports doivent ou peuvent évoluer dans la société et plus généralement de son propre sort sur le plan social et politique, qui en dernier lieu constitue le but que s'est fixé le législateur, le gouvernement, l'Union européenne qui soutiennent ce processus ou les couches de la classe dominante qui en sont à l'origine. Il s'agit d'ancrer dans le cerveau des masses qu'elles n'ont finalement aucun droit, que seul le législateur en a et décide à leur place, afin de préparer le terrain à la destruction des droits qu'il leur reste.

Que le gouvernement et ses prédécesseurs ne tiennent pas compte des besoins des masses, qu'ils piétinent ou liquident leurs droits collectifs comme celui à la retraite par exemple, qu'elles soient obligées de le subir est une chose, de notre côté, réduits à l'impuissance malgré tous les efforts que nous avons déployés pour ne pas en arriver à cette situation, nous sommes bien obligés de nous en tenir à la réalité et de constater que les rapports entre les classes demeurent favorables à la classe dominante, maintenant que des associations à caractère soi-disant humanitaire ou des partis se revendiquant de la classe ouvrière se saisissent des droits ou besoins des minorités mis en avant par des couches de la bourgeoisie ou de la petite-

bourgeoisie subordonnée au capitalisme pour légitimer leur satisfaction par le biais d'un processus antidémocratique qui aboutit à légitimer ou banaliser son recours par le gouvernement, contribue à spolier l'ensemble des travailleurs du droit de décider de leur propre sort, pire, à justifier le recours à ce procédé qui aboutit à la liquidation de tous leurs droits sociaux et politiques sans qu'ils aient leur mot à dire.

Voilà ce qui se produit quand on est incapable de se situer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, qu'on entend parvenir à satisfaire des besoins ou obtenir certains droits dans le cadre du capitalisme, alors qu'en réalité ils sont incompatibles avec le capitalisme, dans le cas contraire il faudrait admettre que l'exercice de la démocratie serait compatible avec la survie du capitalisme, or il démontre quotidiennement que c'est impossible.

Cette démarche des opportunistes est comparable à celle qu'ils adoptent sur le plan social et politique en général.

Sur le plan social en s'accommodant du chômage de masse, de la généralisation de la précarité et de la pauvreté qui frappent des millions de travailleurs, en demandant au régime de bien vouloir contribuer à l'amélioration de la condition des masses et de réaliser progressivement les objectifs du socialisme, ce qu'il est évidemment incapable de faire, ce que chacun peut constater. Dans les syndicats cela se traduit par un consensus avec le patronat, par la signature d'accords consacrant la liquidation de droits collectifs sous prétexte que des droits individuels nouveaux y figureraient, alors qu'ils sont plus hypothétiques qu'autre chose ou ne concerne qu'une minorité de travailleurs encore une fois, on retrouve bien là la même méthode à l'oeuvre.

Sur le plan politique en s'accommodant des institutions nationales, européennes et internationales auxquelles ils participent ou qu'ils soutiennent, auxquelles ils s'adressent en leur demandant de bien vouloir prendre en compte les droits des travailleurs dont elles n'ont que faire puisqu'elles ont toutes été créées comme des instruments de combat politique contre les intérêts et les droits des travailleurs. Là encore ils prétendent que la participation à ces institutions permettraient d'obtenir des droits nouveaux pour les travailleurs, qui en réalité ne concerneront qu'une minorité, tandis que la majorité de leurs droits disparaissent, en réalité par leur présence dans ces institutions ou le soutien qu'ils leur apportent ils légitiment la destruction de nos droits politiques.

Ainsi va la collaboration de classes qui n'a fait que s'amplifier, se diversifier au cours des dernières décennies, s'adaptant à la crise du capitalisme et à la stratégie mise en oeuvre par la classe dominante dominée par les néolibéraux que finalement les uns et les autres ont adoptée.

Leur objectif est de diviser les masses, briser leur résistance, faire en sorte que les frontières entre les classes soient de plus en plus floues, brouillées, disparaissent, afin de permettre au capitalisme de se survivre à lui-même, et peu importe les conséquences pour les travailleurs et leurs familles. Ils pousseront le cynisme jusqu'à s'apitoyer lamentablement sur leur sort pour mieux masquer leur trahison ou leur véritable nature, leurs intentions inavouables. Ils recourront à tous les procédés malhonnêtes possibles pour parvenir à leurs fins, la liste est longue, tous les jours on en a un large aperçu dans nos causeries et je vous y renvoie : provocation, manipulation, instrumentalisation, info tronquée, fausse bonne ou mauvaise nouvelle, mensonge en tous genres, réécriture de l'histoire, fausse référence, fausse modestie, témoignage bidon, interprétation falacieuse, coup tordu, affaire montée de toutes pièces, manoeuvre d'appareil, etc.

En désespoir de cause face à des masses dont l'impatience se manifeste de plus en plus ouvertement, l'imposture semble être devenue la norme à droite, l'extrême droite, à gauche et à l'extrême gauche, au gouvernement évidemment.

L'article de l'AFP du 20.10. Extrait.

- La famille de Leonarda Dibrani, l'adolescente rom expulsée de France vers le Kosovo, a été agressée ce dimanche après-midi par des inconnus à Mitrovica, ville du nord de ce territoire où ils résident depuis leur expulsion le 9 octobre, a-t-on appris de source policière.

«*Les Dibrani se promenaient dans Mitrovica avec leurs enfants lorsqu'ils ont été agressés par des inconnus*», a dit à l'AFP une source policière ayant requis l'anonymat. La mère de Leonarda, Xhemaili, 41 ans, «*a été giflée et a été hospitalisée, tandis que les enfants, traumatisés, se trouvent dans un commissariat de police*», a-t-on ajouté de même source.

Le père de famille, Resat Dibrani, 47 ans, se trouve à l'hôpital de Kosovska Mitrovica auprès de son épouse, a-t-on précisé. «Cela démontre que les Dibrani ne sont pas en sécurité ici», a dit à l'AFP une source policière ayant requis l'anonymat.

Cependant, selon un responsable de la police kosovare, l'agression serait liée à une dispute conjugale. «*L'incident s'est produit entre deux familles, les Dibrani et les Bislimi. Il s'est avéré que M. Bislimi avait été l'époux de Xhemaili Dibrani il y a 25 ans et nous supposons que ce fait a été à l'origine de l'incident*», a déclaré à la presse dimanche soir à Kosovska Mitrovica, le capitaine Ahmet Gjoshja.

«*Nous prenons cette affaire très au sérieux. Une enquête a été ouverte avec la participation d'un procureur*», a-t-il souligné. Ahmet Gjoshja a ajouté que les Bislimi avaient été rapatriés de Suisse il y a quatre mois. Le policier a précisé que quatre

personnes avaient été interpellées à la suite de cet incident, qui, selon les premiers éléments de l'enquête n'aurait pas de rapport avec l'expulsion des Dibrani de la France. AFP 20.10

Mise en scène relayée par la totalité des médias.

- Leonarda et sa famille agressées au Kosovo Francetv info avec - AFP
- La famille de Leonarda Dibrani agressée au Kosovo - 20minutes.fr
- Leonarda agressée avec sa famille à Mitrovica - Le Nouvel Observateur
- Leonarda et sa famille agressées au Kosovo - Liberation.fr
- Leonarda aurait été agressée à Mitrovica - LePoint.fr
- Leonarda Dibrani et sa famille agressées à Mitrovica au Kosovo - L'Express.fr
- Etudiants et lycéens estiment que François Hollande n'a pas répondu à leurs demandes - LeMonde.fr

Cette affaire alimente la crise du régime, au PS, à gauche.

- L'affaire Leonarda secoue la majorité - Reuters
- Mélenchon: "*La confusion est à son comble à la tête de l'Etat*" - AFP
- Cacophonie chez les écologistes après l'affaire Leonarda - Francetv info
- La gestion de l'affaire Leonarda «*fait monter le FN*», accuse Jean-François Copé - 20minutes.fr

Et l'abstention.

En complément

Un internaute rapporte :

- "*A l'international c'est la stupéfaction. Hollande est très affaibli et sans autorité pour de nombreux journaux étrangers . A commencer par Der Spiegel c'est peu dire.*"
- L'impopularité de François Hollande au plus haut - Reuters

Comme en septembre, le nombre de Français satisfaits de François Hollande reste à 23%, soit un plus bas record sous la Ve République. Reuters 20.10

Pour qui, que craignent-ils donc ?

- Colère des Français : attention, danger ! - LePoint.fr

Commentaire d'internaute

1- "*On a jamais été aussi proche d'une catastrophe majeure. Mon métier me fait rencontrer beaucoup de monde issu de toutes les couches sociales. Partout les mêmes réactions. On est au bord d'un conflit qui va mettre le pays à genoux avec des conséquences gravissimes.*"

2- "*Il n'y a pas besoin de rapports des préfets pour se rendre compte du ressenti des français. Il suffit de discuter quelques secondes avec son voisin, sa boulangère, son cousin, son collègue de travail, son pharmacien... Etc. Il suffit de lire les forums des différents journaux pour se rendre compte à quel point la teneur des commentaires a évolué en un peu plus d'un an. Il suffit d'écouter le français lambda pour comprendre qu'il ne supporte plus l'environnement dans lequel il est obligé de vivre, tant du point de vue financier que du point de vue philosophique. J'ai très peur que tout cela finisse très, très, mal.*"

3- *"Ecoutez les conversations dans la rue, on'étonne même que les gens ne soient pas déjà dans la rue. Tout ce que le gouvernement a fait a aggravé la situation au lieu de la redresser. L'apparent calme qui règne fait craindre le pire, ça peut péter d'un jour à l'autre."*

Singeries et instrumentalisation.

Taubira comparée à un singe : après la réponse de la ministre, le FN va porter plainte - Francetv info

La ministre de la Justice, Christiane Taubira, dans le site du quotidien régional Le Dauphiné.

- *"On sait bien ce que le FN pense : c'est les Noirs accrochés aux branches des arbres, les Arabes à la mer, les homosexuels dans la Seine, les juifs au four, voilà les pensées profondes de ce parti"*. Francetv info 20.10

Elle manque singulièrement d'humour, les Noirs descendent des arbres, dans la nuit des temps il n'existait pas de Blancs, les Arabes étaient d'excellents navigateurs, les homosexuels savent nager et les juifs ont donné de très bons boulangers.

On sait tout ce que vous dites sur les dirigeants du FN, c'est le rebut de l'humanité, alors pourquoi le répéter encore, pour qu'on oublie que vous détenez le record de détenus en France, que vous n'avez pas rétabli les tribunaux que votre prédécesseur a fermés, que la justice est toujours aussi lente, qu'il y règne la pagaille, qu'elle protège les puissants et pénalise les plus pauvres, etc. ?

Et puis sa repartie dénote une méconnaissance du FN. J'en veux pour preuve qu'il y a des Noirs au FN, quand j'étais technicien, un jour que j'avais été réparé un copieur Canon au siège de ce parti à Saint-Cloud, le "Paquebot", j'y avais croisé un monsieur Noir, costume cravate qui m'avait salué poliment, comme je ne suis pas un rustre je lui avais rendu son bonjour, je n'allais pas l'insulter. Plus tard en connaissant des Indiens de nationalité française dont la plupart votaient à droite ou à l'extrême droite, en les écoutant parler des Indiens j'en arrivais à la conclusion qu'ils étaient devenus racistes envers les Indiens qu'ils traitaient comme de la merde, en fait peut-être pas, ils considéraient seulement que ceux qui avaient un statut inférieur aux leurs ne méritaient pas qu'on les respecte, à peu près au même moment j'observerai que c'était tous les Indiens bénéficiant d'un statut supérieur qui avaient cette mentalité détestable, j'en ai bien connu certains, ils étaient puants. Et puis madame Taubira ne devrait pas oublier que l'esclavage existait chez les Noirs avant la colonisation par les Blancs qui ont pris le relais ou généraliser ce mode d'exploitation, ce sujet est tabou chez eux évidemment. Et puis le racisme n'est pas l'apanage exclusif des Blancs, c'est plutôt celui des ignorants ou des arriérés, qu'ils soient riches ou pauvres.

Serais-je raciste, xénophobe, homophobe, antisémique ?

Où j'habite on partage l'espace avec quelques familles de singes, mais pas chez moi.

Mon épouse est noire, mon gendre et ma petite-fille que j'adore aussi, une perle, j'avais autrefois de bonnes relations avec mes potes Arabes et ici j'entretiens de bonnes relations avec les musulmans, quand j'habitais à Clichy tous les week-end on allait au quartier indien en passant par Barbès, par plaisir salam malikoum salam, je ne manque jamais de saluer un vendeur de salades et de coriandre fraîche au marché vêtu d'un sari flamboyant, maquillé, recouvert de bijoux, un collier de jasmin dans ses beaux cheveux longs et ondulés, fin, gracieux, plein de charme, il est très beau en fait et je lui ai déjà dit, et pour finir quand je travaillais au lycée français je n'ai eu qu'un seul pote, un prof de français juif et homosexuel qui vivait à Pondichéry depuis des années, et quand on se rencontre en ville, on va boire un coup ensemble et on taille une bavette.

Pour mon épouse les Africains ressemblent plus au singe que les Indiens, je lui ai fait remarqué que cela dépendait desquels, certains Indiens du sud de l'Inde (d'origine dravidenne) présentent une morphologie identique aux Africains, nez épaté, cheveux crépus, mâchoire inférieure avancée et lèvres proéminentes notamment, en ajoutant que l'on retrouve ces mêmes détails chez certains Blancs sans qu'on les remarque forcément, sauf quand on croise un Blanc en Inde du Sud où la population est colorée, ses traits ressortent. Madame Taubira manque de culture, elle devrait savoir qu'il existe aussi des singes blancs, mais aussi des lions ou des éléphants.

Mon épouse est arriérée, alors il nous arrive de blaguer là-dessus, on se moque l'un de l'autre. Un jour je lui ai dit que tout cela était vraiment des conneries puisque le berceau de l'humanité se situe dans la Corne de l'Afrique et qu'à l'origine l'homme était noir de peau et que sans les Noirs on n'existerait pas, on descend tous de Noirs ; elle pourrait être raciste envers les Africains, d'où ce petit rappel pour remettre les choses à leurs places. Un jour en s'engueulant elle m'a traité de sale Blanc, c'est un truc que je n'oublierai jamais, même si je ne lui en veux pas. Dans nos veines le sang à la même couleur pour conclure.

Hormis les 10 ans que j'ai passé avec mon-épouse, j'ai vécu toute ma vie dans un milieu ouvrier profondément arriéré, donc rien ne me choque, j'ai tout entendu, je ne m'élève pas en procureur pour autant, parfois je laisse passer, parfois non. On ne peut pas changer l'état d'esprit des masses sans que leurs conditions d'existence rompent avec le passé, et encore il faudrait du temps, c'est ainsi, on peut faire toutes les lois qu'on veut, cela ne changera strictement rien, cela produira même l'effet inverse. S'abaisser à cette polémique minable comme le fait madame Taubira, tient de l'instrumentalisation à des fins électorales

et rien de plus.

Qui aurait imaginé que les masses allemandes fortement organisées dans le Parti ouvrier social-démocrate allemand et les syndicats jusqu'au début des années 30 allaient être entraînées par le fascisme quelques années plus tard et donner dans le racisme et l'antisémitisme ?

Selon les circonstances l'homme est capable du meilleur comme du pire, à nous de faire en sorte qu'elles soient favorables au meilleur. Le PS, la gauche et l'extrême gauche, sans parler de la droite et l'extrême droite s'emploient à ce qu'il soit capable du pire, le déficit à relever est immense, raison de plus pour le relever.

ACTUALITE EN TITRES

C'est le plus mafieux qui l'emporte.

- Patrick Mennucci vainqueur de la primaire socialiste à Marseille - Reuters

Patrick Mennucci a gagné le droit d'affronter le maire sortant UMP de Marseille Jean-Claude Gaudin en remportant dimanche au second tour la primaire. Reuters 20.10

Les liquidateurs. Une raison de plus pour boycotter les élections européennes.

- Le Parti Breton présent aux européennes de 2014 - AFP

"Vous voulons incarner le choix d'un avenir raisonné pour la Bretagne et les Bretons", écrit Yves Pelle, le président du Parti Breton, dans un communiqué.

(Quand la raison fait office de programme, il faut s'attendre au pire. - ndlr)

"La Bretagne traverse une crise économique sans précédent qui démontre de façon criante, s'il fallait un nouvel exemple, l'incapacité de l'Etat Français et du pouvoir régional socialiste installé à Rennes à se doter d'une vraie stratégie de développement pour notre territoire", explique-t-il.

(Il fallait trouver un histrion pour instrumentaliser les conséquences de la crise du capitalisme qui frappent violemment les travailleurs de cette région, c'est fait et c'est un professionnel qui plus est. Le PS qui dirige cette région n'est qu'un prétexte à ce laudateur de l'Union européenne farouchement anticommuniste. - ndlr)

"Ils sont les véritables responsables de l'impasse dans laquelle les Bretons ont été menés", ajoute M. Pelle.

(Faux, c'est le capitalisme dont l'Union européenne est le porte-drapeau en Bretagne comme ailleurs, et dont le PS n'est qu'un instrument servile. - ndlr)

"Comme nos voisins basques, catalans, écossais, flamands, nous soutenons le projet d'une Europe fédérale qui viendra équilibrer le pouvoir des états centralisateurs et uniformisateurs", poursuit-il, mettant l'accent sur sa foi en une "Europe politique renforcée ouverte au monde, porteuse de paix et garante de l'épanouissement de toutes les cultures et identités". AFP 20.10

(Tout le contraire de qu'elle est depuis sa création, mais bon, quand on est réactionnaire on fait feu de tout bois. C'est le genre de partis qui s'accommode très de la dictature de l'UE. - ndlr)

Dans le cadre de ce régime, tout tout de suite, c'est impossible ou bien c'est réactionnaire.

- Travail le dimanche: la SNCF souhaite une dérogation pour les gares - AFP

La SNCF a émis le souhait que les gares bénéficient des mêmes dérogations autorisant le travail le dimanche pour tous les types de commerces que celles accordées aux aéroports. AFP 20.10

Commençons par abattre le régime en place, et une fois que les rapports entre les classes seront favorables à la classe ouvrière il sera possible de réorganiser la société conformément à ses besoins, avant toute réorganisation ne pourra se faire que contre

ses intérêts.

La dictature de l'immédiat, du besoin que l'on doit satisfaire à tout prix maintenant, sur le champ, sans se soucier du reste comme si on était le seul au monde, on en a décidé ainsi.

C'est le propre de la mentalité du petit-bourgeois faiseur de dictateur qui prend ses désirs pour la réalité, qui trépigne, tape du pied, pleurniche, se plaint quand les choses ne se passent pas comme il le voudrait, il rend la vie impossible à son entourage ou aux autres, individualiste effréné, mal dans sa peau, éternel insatisfait, la terre entière devrait être à ses pieds, si nécessaire en piétinant les droits des autres dont il se contrefout.

On retrouve cette mentalité au PS, sous prétexte de satisfaire ses besoins décrétés soudainement légitimes, la législation du travail devrait être amputée, liquidée au besoin. Un jour des camarades m'avaient fait la leçon pour me convaincre que le PS n'était pas un parti bourgeois, que sa nature était plutôt petite-bourgeoise. Or le PS se sert de la petite-bourgeoisie pour mieux mettre en oeuvre sa politique réactionnaire au service de la bourgeoisie. Comment cela ?

En affirmant que les revendications de la petite-bourgeoisie sont légitimes parce qu'elles auraient un caractère social, progressiste ou humaniste, ce qui lui permet de prétendre représenter des valeurs de gauche et se présenter comme tel devant les électeurs, alors qu'en réalité le reste de sa politique qui concerne l'ensemble des travailleurs est de droite, antisociale, rétrograde, réactionnaire. Que le PS revête le masque de la petite-bourgeoisie, celui d'un parti ouvrier, d'un parti de gauche ou je ne sais quoi, peu importe, il n'en demeure pas moins qu'il est de droite et que c'est à partir de cette caractérisation ou de sa véritable nature qu'il faut le combattre sur le plan politique. Et évidemment n'avoir aucun lien avec ce parti.

[Normal, ils ont été prévenus !](#)

- Suisse : les fraudeurs ferment leurs comptes et louent des coffres - LePoint.fr - il y a 20 heures

[Jusqu'à la prochaine fois...](#)

- Paralyse américaine: "*plus jamais ça!*", prévient le secrétaire au Trésor - AFP

[Stratégie du chaos](#)

- Syrie: au moins 31 morts dans l'attentat de Hama - AFP

- Relance de l'aide antiterroriste des Etats-Unis au Pakistan - LeMonde.fr

- Egypte : une fusillade fait trois morts au Caire - LeMonde.fr

- Boko Haram tue une vingtaine de personnes au Nigeria - Reuters

- Irak: 49 morts dont 34 dans un attentat suicide à Bagdad - AFP

- Les djihadistes profitent du chaos libyen, estime Tunis - Reuters

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Allemagne

- Allemagne: feu vert du SPD pour négocier une coalition avec Merkel - AFP

Les délégués du Parti social-démocrate allemand (SPD) ont avalisé dimanche à Berlin à une écrasante majorité la décision de leurs dirigeants d'engager des négociations avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel en vue de former un gouvernement.

"Nous voulons commencer des négociations en vue d'une coalition et nous accrocher à l'objectif de les mener à bien", a

déclaré Sigmar Gabriel, président du SPD, lors d'une conférence de presse à l'issue d'un vote conforme à ce qui était attendu.

Il a réitéré sa promesse d'organiser un référendum auprès des quelque 470.000 adhérents pour faire approuver un éventuel accord de coalition.

Ce qui ne va pas de soi. A l'heure actuelle une grande partie des militants sont opposés à une "*grande coalition*" semblable à celle du premier gouvernement Merkel (2005-2009), qui a abouti à un effondrement électoral du parti. Les Allemands pourraient donc être de nouveau appelés aux urnes.

Sur les 229 délégués appelés à se prononcer sur l'entrée officielle dans des négociations avec les Unions chrétiennes CDU/CSU, 196 ont voté pour, 31 contre et 2 se sont abstenus, a détaillé M. Gabriel.

"*Je suis sûr que nous arriverons à des compromis équitables*", a déclaré à l'agence de presse allemande DPA le secrétaire général de la CDU, Hermann Gröhe. AFP 20.10

2- Syrie

2.1- Syrie: la conférence de Genève 2 aura lieu le 23 novembre

Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil Elarabi a annoncé dimanche que la conférence de Genève 2, destinée à faciliter la fin du conflit syrien, aurait lieu le 23 novembre. "*J'ai discuté du dossier syrien avec Lakhdar Brahimi, émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie, et il a été décidé que la réunion de Genève aurait lieu le 23 novembre*", a dit le chef de la Ligue arabe au cours d'une conférence de presse commune avec Brahimi, au Caire. Lakhdar Brahimi a cependant déclaré que la date n'avait pas été "*officiellement fixée*". Il a précisé qu'il se rendrait au Qatar, en Turquie, en Iran et en Syrie, ainsi qu'à Genève pour rencontrer des responsables américains, russes et des représentants du Conseil de sécurité de l'Onu. french.tribune.ir 20.10

2.2- Les USA prêts à livrer "**Riyad Asaad**" et "**Salim Edriss**" à Damas.

Selon le site AlWatan Voice, l'accord américano russe sur la Syrie prévoit l'arrestation et la remise de ceux des dirigeants de l'opposition pro occidentale syrienne qui sont impliqués dans l'effusion du sang des citoyens syriens! Selon le site, la Syrie et les Etats Unis seraient tombés d'accord via une médiation russe pour que les dirigeants et les éléments de l'opposition extérieur impliqués dans des massacres de civils syriens soient livrés au régime Assad par le biais d'Interpol. La Syrie aurait même chargée une équipe spécialisée dans le droit international d'identifier les figures de l'opposition ayant un rôle dans le meurtre de civils syriens. cette enquête concerne de près les dirigeants de l'ASL.

La liste noire en question compte de nombreux opposants d'Assad qui résident à l'étranger et la Syrie aurait même entré en contact avec Interpol. Selon cette information, Interpol aurait donné son aval à cette demande. Selon le plan russo -américain dont les pans entiers se révèlent désormais, un gouvernement de transition va être formé avec la participation des opposants et dont la première fonction serait de lutter contre le terrorisme. Dans cette perspectives, les unités de l'ASL se rallieront l'armée arabe syrienne pour traquer et capturer les terroristes de l'EIL, du front Al Nosra et d'autres groupes salafistes en guerre contre l'armée syrienne. à ce rythme Riyadh Asaad ou Selim Edriss auront du pain sur la planche. french.tribune.ir 20.10

2.3- Syrie : La mort du général Jameh Jameh vengée

Dans la foulée des opérations de ratissage à Al Hosseyniya , à al Zababiyaet, à Al Boyouza dit triangle de la mort pour les terroristes, l'armée arabe syrienne a débarqué à Beit Saham au sud de Damas. les soldats de l'armée nationale mènent une vaste offensive à al Hajira non loin de zeynabiya. à Deir Ezzour, l'armée syrienne a intensifié ses opérations après le meurtre par les terroristes du général de brigade Jameh Jama, commandant de renseignement de l'armée syrienne à l'est du pays . Al Nosra a subi de très lourdes pertes à Al Sankha, à Tyeba, à Al Rachedin. Al Sankha, des dizaines de terroristes saoudiens , libyens et jordaniens ont été liquidés. french.tribune.ir 20.10

2.4- 37 morts, dans un attentat, à Hama : des terroristes, envoyés en masse, depuis le Caucase et l'Europe

37 citoyens syriens ont été tués, et des dizaines d'autres, blessés, dans une explosion terroriste à la voiture piégée survenue, près de la société de Maknaneh, aux alentours de la ville de Hama.

Une source responsable a fait savoir qu'un terroriste s'est fait exploser, dans un camion, portant à bord 1.5 tonne d'explosifs, près de l'entrée-Est de Hama, du côté de Salamiyeh. Par ailleurs, le quotidien français, "*Le Monde*", citant les services de renseignements français, a fait état d'une vague, sans précédent, de l'arrivée de terroristes, en territoire syrien. Selon ce quotidien, ces terroristes sont envoyés, depuis le Caucase et l'Europe, pour rejoindre les autres groupes terroristes opérant à l'intérieur du territoire syrien. french.tribune.ir 20.10

SOCIAL

Italie

Des centaines de personnes ont annoncé dimanche qu'elles continueraient à camper sur la place Porta Pia dans le centre de Rome pour protester contre l'austérité, les expulsions et pour des logements moins chers.

Une rencontre est prévue mardi entre le ministre des Infrastructures et des Transports, Maurizio Lupi, et une délégation de manifestants afin de débattre des revendications de ces derniers.

"Nous laisserons les tentes en place jusqu'à notre rencontre avec M. Lupi, mardi, lorsque nous organiserons une autre manifestation pour faire entendre notre voix", a déclaré Luca Fagiano, un représentant des organisateurs de la manifestation.

"Reprenons la ville", peut-on lire sur une banderole plantée dans le camp qui bloque une artère importante de Rome. Une autre banderole proclame : *"Stop aux expulsions et aux saisies"*.

"Le camp n'est pas un point d'arrivée, mais le départ de la révolte", affirme un slogan sur le site web des organisateurs de la manifestation, la Coordination citoyenne de lutte pour le logement.

Des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté samedi pacifiquement dans la capitale italienne afin d'attirer l'attention sur le coût social de la crise économique. Quelques manifestants ont ensuite érigé des tentes. AFP 20.10

Haut de page ↗

Le 22 octobre 2013

CAUSERIE

Le rôle des puissances occidentales dans le déclenchement de la guerre contre la Syrie se retourne contre eux.

Ironie de l'histoire.

A partir d'une manipulation et de l'infiltration d'une poignée d'opposants au régime syrien début 2011, ils ont entrepris de détruire la Syrie et de massacrer son peuple afin d'aboutir à la chute d'Assad. Sauf que les choses ne se sont pas déroulées comme ils les avaient prévues, deux ans et demi plus tard Assad est toujours en place grâce au soutien de l'immense majorité du peuple syrien opposé à la remise en cause de l'intégrité et de la souveraineté de la Syrie au profit de l'établissement d'un régime islamiste vassal de l'Etat sioniste.

Du coup, ils voudraient bien se sortir de ce borborygme et mettre fin à cette guerre qu'ils ont eux-mêmes déclenchée, d'où l'annonce d'une nouvelle conférence de paix à Genève. Sauf que voilà, pour conclure un traité de paix il faut être deux au moins.

D'un côté, il y a bien le gouvernement légitime de la Syrie représenté par son président qui a été élu par les Syriens, mais de l'autre côté de la table il n'y a personne, il n'existe pas d'opposition au régime syrien qui pourrait se prévaloir d'une quelconque légitimité, tout ce qu'ils ont trouvé pour représenter cette *"opposition"* ne se trouve pas en Syrie, mais à Londres, des hommes de paille de Cameron, Obama et Hollande qui n'ont aucune légitimité aux yeux du peuple syrien, pire, ils sont accusés d'être la façade légale des mercenaires sanguinaires recrutés, entraînés, financés et armés par le Qatar et l'Arabie saoudite pour le compte des puissances occidentales.

Cette soi-disant opposition exige que le départ d'Assad figure au programme de cette conférence, alors que les Américains et les Russes y sont opposés de crainte que l'Etat syrien ne s'effondre et tombe entre les mains des barbares djihadistes dont ils ont perdu en partie le contrôle, au risque d'embraser toute la région. Face à cette menace ou ce chaos que les Américains ont eux-mêmes provoqué, ainsi qu'à la détermination de la Russie et ses alliés des Brics de soutenir le régime syrien jusqu'au bout, on peut ajouter le rejet de tous les peuples d'une intervention militaire occidentale contre la Syrie, la responsabilité dans ce conflit des Etats occidentaux flanqués de ceux du Golfe et Israël apparaît de plus en plus clairement, au point de constituer un obstacle à la conclusion d'un tel traité, dans la mesure où ce devraient être eux qui devraient s'asseoir de l'autre côté de la table face à

Assad puisque c'étaient eux la seule véritable opposition au Président syrien, il existe bien des opposants au régime en Syrie, mais comme ils ne représentent qu'une infime minorité organisée, il est impossible sérieusement de leur faire jouer le rôle d'opposition ayant tenu tête à l'armée nationale syrienne depuis début 2011, alors que les Syriens savent très bien que cela ne correspond pas à la réalité, sans que cette conférence tourne au ridicule.

Cependant les Américains n'ont pas le choix, soit il leur faut convaincre leurs fantoches basés à Londres d'accepter leurs conditions, ce qui implique le maintien d'Assad au pouvoir, soit ils viennent en aide militairement au gouvernement syrien pour éliminer les terroristes qu'ils ont eux-mêmes introduits en Syrie, hypothèse qui peut paraître invraisemblable, mais pourquoi pas, dans ce cas-là cette conférence n'aurait pas lieu. Autre hypothèse qui rejoint la précédente, les Américains et leurs alliés du Golfe cesseraient de fournir des armes et de soutenir les djihadistes, ce qui mécaniquement conduirait à leur liquidation ou leur fuite de la Syrie, ensuite seulement pourrait se tenir une conférence de paix à laquelle pourrait participer des organisations présentes en Syrie opposées au régime mais qui ne souhaitait pas instaurer la charia en Syrie.

Parole d'internaute

1- Le sionisme arabe au service de la stratégie du chaos.

- "Faflsification. Le «*wahabo-takfirisme*»; la grande arnaque pour abrutir et dominer ! - Publié le juin 5, 2013 - Par Djerrad Amar,

Pour contourner l'Islam qui interdit d'entrer en guerre sainte contre d'autres musulmans ou de tuer sans un motif certifié valable et autorisé, les 'wahabites' ont trouvé avec les 'takfiristes' l'alliance idéale et le moyen approprié pour combattre tous les pays musulmans qui n'entrent pas dans leur giron.

Le « *Wahabisme* » est une doctrine rigoriste en référence à Ibn Abdelwahab (1703-1792) qui est le fondateur. Elle combat tous les musulmans qui ne s'y soumettent pas en les considérant apostats. Après sa condamnation, il fuit en se fixant à Dariya où il trouve chez les ben Saoud un soutien. Ces derniers trouvent en lui et son idéologie un moyen de combattre les tribus afin de les assujettir à leur pouvoir politique et religieux. Ainsi se forma le Royaume d'Arabie Saoudite avec son système qui perdure jusqu'à nos jours.

Le « *Takfirisme* » est mouvement sectaire fondé en 1971 par Moustafa Choukri. Il qualifie de mécréante la société musulmane et d'hérétiques tous les musulmans ne partageant pas leur point de vue. Leur assassinat est de ce fait licite.

Il n'est donc pas étonnant que ces deux idéologies similaires, violentes, se rejoignent pour faire union – en cohabitant en bonne intelligence – contre tout État musulman qui n'entre pas dans leur doxa. Les riches familles royales saoudiennes étant wahabites et alliées aux intérêts américains et sionistes, il est logique qu'elles s'accaparent ces mouvements pour en faire un instrument politique et un moyen militaire à leur service.

Pour l'Occident – dont les intérêts vitaux se situent principalement chez les arabo-musulmans, surtout pour ce qui est de l'énergie – il ne peut trouver meilleurs alliés, le moins couteux, pour sécuriser ses approvisionnements et maintenir son influence que les Arabes eux-mêmes. D'où leur division et leurs antagonismes qu'ils cachent derrière des organisations et ligues de façade qui se sont avérées des attrape-nigauds, des instruments dévoyant la cause, voire des moyens d'autodestruction.

Le '*wahabo-takfirisme*' sert les intérêts occidentalo-sionistes. C'est la raison pour laquelle ils le soutiennent, l'encouragent et l'arment. Cette idéologie est un dispositif d'importance dans leur stratégie de domination.

Des séries de concepts, de qualificatifs et de termes ont été érigées '*bons*' à utilisation ou '*interdits*' d'usage afin de promouvoir ces groupes de tueurs et leurs '*faits*' de guerre.

C'est ainsi que la majorité des médias occidentaux dits « *mainstream* » ont été mis au service de cette cause avec pour mission de mentir, berner, tromper, faire diversion, falsifier. Faire tout pour ne pas percevoir la réalité. Ces médias évitent d'utiliser, par exemple, à l'endroit des wahabo-takfiristes, les termes comme « *terroristes* », « *assassins* », « *islamo-fascistes* » ou tout autre qualificatif fort, mais qui étaient d'usage quand il s'agissait de les combattre. Ils font croire, sournoisement, que c'est pour ne pas froisser les musulmans sachant bien que ces derniers en utilisent de plus tranchants à leur égard. Il s'agit bien sûr d'une tromperie, car les décideurs occidentaux veulent cacher une stratégie consistant à instaurer le chaos dans certains États musulmans en manipulant les franges les plus ignorantes et les plus extrémistes par leurs comportements immondes et absurdes avec l'assistance, l'assentiment et la couverture religieuse de certaines monarchies arabes. Ces '*wahabo-takfiristes*', pour l'écrasante majorité des musulmans, sont non seulement loin des préceptes de la religion islamique, mais encore loin de les représenter." Fin.

Attention monsieur, vous parlez des amis de Hollande-Fabius et d'Israël...

Effectivement, les massacres de civils notamment d'une cruauté inouïe commis par ces barbares les classent au même rang que

les nazis, il ne faut pas hésiter à le dire et le répéter.

2- Les médias sous influence sioniste

- *"Simple question à un €, si un chef bédouin bien gros et gras, venait en France, la journaliste de TF1 lui poserait-elle la question de, êtes-vous démocrate dans votre désert ? La même chose si Nathan du pays aux kibboutz foisonnant venait en France, la même journaliste lui poserait-elle la question embarrassante de, êtes -vous contre l'apartheid dans votre sionistan ?*

Conclusion, presque toute la planète est gérée par des régimes anti-démocratique par ci et par là, pour des choses différentes, pour ceci et celà."

C'est exact à des degrés divers. Il ne peut pas exister de véritables régimes démocratiques, car cela signifierait que c'est la majorité du peuple, la masse des exploités qui détiendraient le pouvoir politique, or c'est le cas dans aucun pays du monde.

PS. Assumer leurs actes et ce qu'ils sont vraiment, ils en sont incapables.

1- Marseille Dimanche soir, au moment des résultats de la primaire PS à Marseille, la perdante Samia Ghali a reproché en direct au président François Hollande et au Premier ministre Jean-Marc Ayrault d'avoir soutenu son rival Patrick Mennucci.

Pire, ces deux noms jetés en pâture à des supporters déçus ont aussitôt été hués et sifflés, sous l'oeil des caméras, sans que la finaliste ne bronche.

Des *"huées qui n'étaient pas supportables, mais qui n'étaient pas non plus significatives"*, a laborieusement tenté de relativiser lundi le Premier secrétaire du PS Harlem Désir.

2- Affaire Leonarda. L'intervention du chef de l'Etat samedi autorisant la jeune collégienne rom kosovare à revenir en France, mais seule, était censée clore la polémique.

Mais, après Harlem Désir a dasavoué de fait la position présidentielle en demandant que la fratrie et la mère de Leonarda puissent aussi rentrer.

Le porte-parole des députés PS Thierry Mandon a critiqué *"l'intervention extrêmement surprenante d'Harlem Désir qui a tout brouillé, une demi-heure seulement après les propos présidentiels"*. *"C'est plus qu'une erreur, une faute"*, a-t-il dit, se félicitant toutefois que M. Désir soit revenu sur ses propos lundi.

3- Les écologistes ont diffusé un communiqué déplorant le caractère *"inhumain"* des propos de François Hollande... Signe de la nervosité ambiante, ils ont ensuite précisé qu'il s'agissait d'une *"initiative personnelle"* d'une porte-parole.

4- Ayrault lâche enfin le morceau.

Le Premier ministre, en déplacement à Copenhague, a demandé de *"revenir à l'essentiel"* et de mettre *"fin à toutes les exploitations politiques et politiciennes"*. *"Il y a beaucoup trop de passion et un manque de sang-froid qui s'est développé ces dernières heures"*, a-t-il dit.

"Tout le monde est perplexe. Personne ne sait comment on se sort de tout cela. Je n'ai jamais vu un truc pareil", confiait un cadre socialiste à l'AFP lundi. *"Il y a un cocktail qui fait que cette situation est inédite"*, ajoutait-il.

5- Hollande acculé, réunion impromptue à huis clos.

Pour sa part, François Hollande a reçu lundi, selon des sources concordantes, le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. La teneur de leur entretien, non inscrit à l'agenda officiel du chef de l'Etat, n'a pas été dévoilée.

6- Analyse. *"François Hollande a une autorité affaiblie depuis un certain temps. Quand le locuteur est délégitimé, toute prise de parole lui attire des critiques supplémentaires"*, abonde Philippe Braud, professeur émérite à Sciences-Po.

Pour Bruno Jeanbart (OpinionWay), une digue a cédé et *"l'impopularité du chef de l'Etat donne le sentiment à la majorité qu'on peut facilement s'opposer au pouvoir"*.

Fait nouveau, relève M. Jeanbart: *"Les critiques viennent davantage du coeur de la gauche"*, alors qu'au début du quinquennat on entendait surtout l'aile gauche du PS et les écologistes. AFP 21.10

Parole d'internaute

- *"Encore une preuve supplémentaire du fait que lorsqu'on gouverne un pays on perd toute notion des priorités du pays.*

Mettre en branle 3 ministères, anticiper le retour de voyage officiel d'un ministre, commander un rapport spécial sur les conditions de l'expatriation, mettre en place une intervention télévisée en direct du chef de l'Etat, et tout ça pour la seule et unique raison que cette demoiselle s'est faite "interpelée" lors d'une sortie scolaire !!!!!

Avec le recul, c'est juste de la folie. Et après on viendra nous expliquer que ce gouvernement est plus proche des français que le précédent, qu'à contrario du précédent, ce Président n'interviendra pas à chaque sursaut de l'information, non mais franchement qu'ils ouvrent les yeux, ils sont encore pire dans le grotesque et le ridicule.

Et je ne parle même pas de l'argent qu'a dû coûter cette affaire à l'Etat. Je suis sûr qu'il y a de quoi héberger toute la famille à nos frais pour 5 ans de plus.

Avec ce gouvernement et ce chef de l'état même quand tu te dis qu'ils ont touché le fond et ne peuvent plus que faire mieux, ils arrivent encore à creuser pour s'enterrer plus profond, c'est juste inimaginable."

Vous avez raison, il faut supprimer la fonction de Président de la République, il faut en finir avec ce régime bonapartiste et antidémocratique.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande. Le masque est tombé.

Revue de presse

- Leonarda : la presse condamne l'intervention de Hollande - libération.fr

- Le Figaro: «*Le Fiasco*».

- Libération : «*Une séquence (...) dévastatrice*».

- La Croix : «*une bien piètre image de la décision politique*».

- Sud-Ouest : «*état de déliquescence dans lequel se trouve la majorité*».

«*Dix-huit mois après l'élection de François Hollande, il nous aura donc été donné d'assister à ce naufrage :*

- Le président de la République française qui s'abaisse, et abaisse la France avec lui, à consacrer toute affaire cessante une intervention en direct à la télévision à une banale expulsion - parfaitement régulière de surcroît - soudain érigée sous la loupe médiatique en affaire d'Etat.

- Une gamine de 15 ans qui prend à partie le chef de la cinquième puissance économique mondiale et qui lui fait la leçon avec une insolence confondante...», résume le Figaro. libération.fr 21.10

Hypocrites et manipulateurs

- Leonarda et les hypocrites - lenouvelobs.com

Une fois la cabale des dévots apaisée, on réalise que le tableau réel n'a rien à voir avec celui qu'on a dénoncé. Il apparaît que les procédures légales ont été respectées, que le père de la jeune fille a menti aux autorités dans l'espoir d'obtenir le statut de réfugié, qu'il n'a été victime d'aucune persécution qui aurait pu justifier sa demande, qu'il a refusé plusieurs fois les offres d'emploi qu'on lui avait faites et que sa démarche avait surtout pour objet d'obtenir par la tromperie les prestations sociales réservées aux vrais réfugiés. Le comportement de cette famille, il faut le dire tout net, nuit à la cause de l'immigration et porte atteinte à l'honneur d'innombrables étrangers honnêtes et respectueux des lois qui ne demandent qu'à travailler tranquillement en France.

La défendre, c'est enfourcher le mauvais cheval et offrir à Marine Le Pen des arguments qu'elle n'a même pas besoin de formuler pour en tirer bénéfice. Les protestations des grandes consciences apparaissent maintenant pour ce qu'elles sont : au mieux des envolées ridicules, au pire des constructions rhétoriques, instrumentalisant le cas d'une jeune fille pour nuire à un adversaire politique, en l'occurrence Manuel Valls.

Quant à l'assimilation de la politique de Manuel Valls avec celle du Front national, elle est honteuse. Jean-Luc Mélenchon, auteur de cette nouvelle injure, fait semblant de n'avoir pas lu le programme du FN sur l'immigration. Entre la suppression du droit du sol, le refus de toute régularisation, l'arrêt de l'immigration légale, l'instauration d'une politique générale de préférence nationale, le FN veut faire voter l'une des législations les plus répressives de la planète, qui mettrait la France au ban de l'Europe. Là encore, c'est banaliser ce projet que de faire croire qu'il est déjà en place.

La France accueille chaque année plus de 10.000 réfugiés, chiffre honorable en regard des normes européennes. Les candidats à l'asile sont plus de 60.000 par an. Ils bénéficient de garanties de droit et d'une aide sociale. Chacun sait qu'une partie de ces demandes ne reposent sur aucun argument crédible et visent seulement à détourner la procédure. Tactique compréhensible quand on est acculé à l'exil par la misère. Mais tactique à laquelle les autorités ne peuvent souscrire, sauf à confondre soudain les vrais réfugiés et les faux, ce qui n'introduirait qu'iniquité et confusion.

Une partie de la gauche a décidément du mal à assumer la difficile tâche de gouverner. Elle a le plus grand mal à reconnaître que la régulation nécessaire de l'immigration suppose la reconduite à la frontière des étrangers qui ne respectent pas les lois. C'est particulièrement vrai en matière de droit d'asile. Si les reconduites à la frontière sont supprimées, il est clair que cette procédure deviendra ingérable. Cette politique peut être discutée mais elle n'a rien de scandaleux. Certains pays sont plus libéraux, d'autres moins. Mais cette législation est en vigueur depuis longtemps. Elle n'a pas été modifiée substantiellement sous Hollande, ce qu'on sait depuis le début. Une partie du PS fait mine de la découvrir, comme si ces députés et ces militants ignoraient tout du travail quotidien de l'Office des réfugiés, des juges, des préfets et de la police, à qui revient la difficile tâche d'appliquer la loi. Que n'ont-ils protesté dès le début de la législature ! On dit que les protestataires viennent de la tendance de gauche du PS. Erreur : ils viennent de la tendance Tartuffe. lenouvelobs.com 21.10

En gros, ils emboîtent le pas à l'Union européenne dont les bonnes intentions sont bien connues de tous, ils portent atteinte au droit d'asile, ce sont des imposteurs, des hypocrites, des lâches, ils sont incapables d'assumer leur subordination au capitalisme, de même que revenir sur les lois adoptées par Sarkozy, ils font le lit de l'extrême droite, bref, le PS, la gauche et l'extrême gauche sont détestables, on ne parlera pas de l'UMP, de l'UDI ou du FN qui font officiellement partie de nos ennemis, en ce qui nous concerne.

Quand on doit prendre partie sur une question et qu'on craint d'être manipulé ou de se tromper de camp, on doit se demander quelle est la position adoptée par le fer de lance de la réaction, en principe en adoptant une position opposée on est sûr de ne pas se tromper. On aura la surprise, je parle ici pour ceux qui ne le savaient pas encore, de constater qu'il arrive que le PS est plus de droite encore que l'UMP, dès lors imaginer un instant qu'il serait de gauche devient impossible. Penchez-vous sur le passé du PS, vous verrez que cela ne date pas d'hier...

[Hypocrisie et crasse ignorance. Quand la réalité s'impose même à ceux qui passent leur temps à s'en détourner.](#)

- Immigration : RESF se dit floué par la gauche - libération.fr 21.10

(Non, aux mieux ils sont floués par leurs propres illusions, au pire ce sont de cyniques manipulateurs qui par expérience devaient savoir que le PS n'avait de gauche que le nom. - ndlr)

- Après dix-huit mois de pouvoir socialiste, les membres du Réseau Education sans frontières (RESF) font un constat amer : rien, ou presque, n'a changé en matière de politique migratoire.

(Normal, le PS et ses satellites sont au pouvoir pour poursuivre la politique de l'UMP, l'ignoraient-ils ? S'ils l'ignoraient, c'est grave, car c'est faire preuve d'une telle indigence ou ignorance politique qu'on se demande qu'est-ce qui les autorise à représenter une couche de travailleurs ou à parler en leur nom, quelle est leur légitimité ? Pour moi, ils n'en ont aucune. - ndlr)

- Aux yeux de Brigitte Wieser, responsable à Paris, «les lois sarkozystes sont toujours appliquées, mais par un gouvernement qui se dit de gauche, et qui les critiquait il y a quelques années». «Cette idée selon laquelle il n'y a qu'une seule voie possible en matière de migrations est irresponsable, abonde son collègue Richard Moyon. Cela obère l'avenir.»

(Ce n'est pas une question subjective, de responsabilité ou de volonté, mais le maintien en place du capitalisme qui interdit de changer les rapports sociaux qui existent dans la société. - ndlr)

En clair, avec sa ligne mêlant «fermeté et humanité», le gouvernement ferait le jeu de la droite et de l'extrême droite.

(Il n'a pas le choix puisqu'il est incapable de rompre avec le capital et ses institutions. -ndlr)

- «*Il y a évidemment le spectre du Front national derrière tout ça, juge Marie-Pierre Barrière, militante dans la Marne. En période de crise, l'administration ne veut pas donner l'image d'une France accueillante pour les autres.*» Brigitte Wieser ne désespère pourtant pas : «*L'emballement autour de Léonarda est peut-être dû à un ras-le-bol chez les gens de gauche, notamment après les sorties de Valls sur les Roms.*» Gérard Colo, membre du réseau dans le Val-de-Marne, précise : «*Le vivier associatif est en train de se retirer du PS. Il y a un sentiment de trahison.*» libération.fr 21.10

(Ce n'est pas que l'administration ne veut pas, c'est qu'elle ne peut pas, et pour refuser de l'admettre parce qu'ils sont eux-mêmes subordonnés au capitalisme et ses institutions, logiquement à l'étape suivante ils sont amenés à s'écarter de la réalité et reprennent leurs désirs qui un jour dans un futur indéterminé deviendra peut-être la réalité, ce qui ne les empêche pas de vivre, car dans le cas contraire, si la réalité quotidienne que vivent ces petits-bourgeois était insupportable sur le plan matériel, ils n'abandonneraient pas aussi facilement le terrain de la réalité et y chercheraient une issue politique.

Le "vivier associatif" est un panier de crabes au contenu réactionnaire dans la mesure où il est lié au PS qui l'est lui-même, ils le disent eux-mêmes.

Les ONG et les associations à but humanitaire ne se sont pas constituées sur le terrain de classe des exploités et des opprimés, elles ont été créées pour offrir une alternative aux syndicats et aux partis ouvriers corrompus par le capital sur la base de la collaboration de classes dans la mesure où elles sont financées par l'Etat à différents niveaux, soutenus par les médias jusqu'aux partis de droite pour certaines d'entre elles. Elles ont été constituées sur cette base pour accélérer ou achever la dislocation du mouvement ouvrier, elles sont l'antithèse de la lutte des classes, d'où la sympathie et bien au-delà dont elles bénéficient de la part des néolibéraux qui les manipulent à l'occasion selon leur stratégie. Elles servent à détourner les travailleurs et jeunes de la lutte des classes, à les détourner du combat classe contre classe, du socialisme, elles sont foncièrement réactionnaires sous leur masque progressiste, humaniste, de gauche. - ndlr)

Gesticulation d'un pantin.

- Espionnage: Hollande fait part à Obama de sa "profonde réprobation" AFP

François Hollande "a fait part de sa profonde réprobation à l'égard de ces pratiques, inacceptables entre alliés et amis, car portant atteinte à la vie privée des citoyens français".

MM. Obama et Hollande "sont convenus de travailler ensemble pour établir les faits et la portée exacte des activités de surveillance révélées par Le Monde", souligne le communiqué.

"Ils ont souligné que les opérations de collecte de renseignement devaient être encadrées, notamment dans un cadre bilatéral, pour servir efficacement la seule lutte qui vaille, c'est-à-dire la lutte contre le terrorisme", a précisé la présidence française.

"Les Etats-Unis et la France sont des alliés et des amis, et entretiennent une relation de travail étroite sur de nombreuses questions, dont la sécurité et le renseignement", avait insisté la Maison Blanche.

Plus tôt lundi, l'administration américaine avait minimisé cette nouvelle controverse sur les opérations de renseignement américaines à l'étranger, assurant que Washington y récupérerait des données de même nature que "tous les pays".

Selon le journal français Le Monde, l'agence de sécurité nationale américaine (NSA) a effectué par exemple 70,3 millions d'enregistrements de données téléphoniques de Français entre le 10 décembre 2012 et le 8 janvier 2013. Le Monde cite des documents de l'ancien consultant de l'agence américaine Edward Snowden, à l'origine de révélations en juin. AFP 21.10

La réprobation appartient au discours qui ne coûte rien et n'a aucune portée quand il n'est pas suivi d'effets ou d'actes, en attendre du docile valet de Washington serait se faire de graves illusions sur la nature et les intentions de Hollande, mais qui en a encore aujourd'hui ?

Deux Etats terroristes et barbares qui luttent pour la démocratie en Syrie.

Hollande-Fabius : on a les amis qu'on peut.

Un poète qatari qui rêvait d'un printemps arabe reste en prison - Liberation.fr

Au Qatar, être artiste, militant ou simplement rendre publiques ses opinions politiques peut coûter très cher. La Cour de cassation de Doha a confirmé hier la peine de quinze ans de prison prononcée en appel contre un poète pour un texte critiquant le pouvoir

et espérant l'arrivée d'un printemps arabe dans les monarchies du Golfe. Les juges ont fait preuve de mansuétude car en première instance, la perpétuité avait été prononcée à l'encontre de Mohamed al-Ajmi. Pourtant, les Qataris se posent en champions de ces soulèvements par le biais de leur chaîne satellitaire, Al-Jezira. Liberation.fr 21.10

Arabie: pas d'amélioration des droits de l'Homme, selon Amnesty - AFP

Amnesty International a dénoncé la *"situation désastreuse"* des droits de l'Homme en Arabie saoudite où l'organisation ne constate aucune amélioration en la matière, alors que l'ONU doit faire le point lundi sur les avancées du royaume dans ce domaine.

"L'Arabie saoudite a totalement échoué à donner suite à ses promesses de remédier à la situation désastreuse des droits de l'Homme", faites lors de la réunion en 2009 du groupe de travail du Conseil des droits de l'Homme chargé de l'Examen périodique universel, écrit Amnesty dans un communiqué.

"Les autorités saoudiennes n'ont réussi à appliquer aucune des principales recommandations (qui lui avaient été faites) pour améliorer la situation dans le pays", ajoute l'organisation de défense des droits de l'Homme.

"Non seulement ces autorités n'ont pas agi, mais elles ont accru la répression", accuse le directeur d'Amnesty pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord, Philip Luther, cité dans le communiqué.

L'organisation indique avoir soumis à la réunion de Genève une contribution sur *"la répression en cours, y compris les arrestations et détentions arbitraires, les procès inéquitables, la torture et autres mauvais traitements"* dans le riche royaume pétrolier.

"Pour tous les militants pacifiques qui ont été arbitrairement arrêtés, torturés ou emprisonnés en Arabie saoudite, la communauté internationale se doit de demander des comptes" aux autorités de ce pays, souligne M. Luther.

L'organisation cite notamment le cas des deux fondateurs de l'Association saoudienne pour les droits civiques et politiques (Acpra), Abdallah al-Hamed et Mohamed al-Qahtani, condamnés le 9 mars respectivement à 10 ans et 11 ans de prison, peines suivies d'une interdiction de quitter le territoire pendant 10 ans.

"Ce sont des prisonniers d'opinion. Ils doivent être libérés immédiatement et sans condition. Leur militantisme pacifique contre les violations des droits de l'Homme mérite d'être salué, et non pas puni. Le seul coupable ici, c'est le gouvernement", estime M. Luther.

Outre *"la torture et les mauvais traitements en détention, une pratique courante menée dans l'impunité"*, Amnesty dénonce aussi *"la discrimination systématique à l'égard des femmes"*. Dans le royaume saoudien, elles *"ont besoin de la permission d'un tuteur de sexe masculin avant de se marier, voyager, subir certaines interventions chirurgicales, prendre un emploi rémunéré ou s'inscrire à l'université"*, tout comme il leur est interdit de conduire.

L'organisation dénonce aussi *"les abus contre les travailleurs étrangers (...), qui ne sont pas protégés par le code du travail et sont vulnérables à l'exploitation"*, et elle stigmatise *"la discrimination"* à l'égard de la minorité chiite, dont des membres sont la cible *"d'arrestations et de détentions arbitraires sous le soupçon de participer ou de soutenir des manifestations ou d'exprimer des opinions critiques à l'égard de l'Etat"*.

En outre, poursuit-elle, *"l'Arabie saoudite reste l'un des cinq premiers pays au monde à exécuter la peine capitale, appliquée à un large éventail de crimes non létaux comme l'adultère, le vol à main armée, l'apostasie, le trafic de drogue, les enlèvements, les viols, et la sorcellerie"*.

"Les châtiments corporels sont largement utilisés en Arabie saoudite, y compris la flagellation et l'amputation", conclut Amnesty International dans son communiqué.

En complément, commentaire d'un internaute.

- *"Les monarques du Golfe sont, après l'entité sioniste, parmi les pires tyrans de cette époque."*

ACTUALITE EN TITRES

Intox.

- Espionnage: Hollande fait part à Obama de sa "*profonde réprobation*" - AFP
- Loi famille: les pistes de Dominique Bertinotti pour une "*vraie politique de gauche*" - L'Express.fr
- Le Parlement européen veut des sanctions pour protéger les données sur Internet - LeMonde.fr
- L'Otan conseillera la Libye en matière de sécurité - Reuters

Dictature. L'Empire étend sa toile sur le monde entier

- Les États-Unis espionnent comme "*tous les pays*", affirme la Maison-Blanche - LePoint.fr
- NSA: «*C'est dans la nature des choses d'espionner, même ses amis*» - 20minutes.fr -
- Washington ne compte pas cesser d'espionner ses alliés - LeFigaro.fr

Leur créature

- Les Occidentaux tentent de ressouder l'opposition syrienne - LeFigaro.fr

Quand le PS vous propose de devenir capitaliste, au nom du socialiste, cela va de soi.

- Fioraso lance un plan pour aider les étudiants à monter leur entreprise - LeMonde.fr

Les jeunes diplômés pourront continuer à bénéficier du statut d'étudiant, et de la couverture sociale qui y est attachée, à la condition de s'inscrire à un diplôme. LeMonde.fr 21.10

Ils soignent leur électorat, bon, ce qu'il en reste...

Tout en finesse.

- Le célèbre épicier de luxe français Hédiard en dépôt de bilan - AFP

L'enseigne de luxe Hédiard, déficitaire depuis six ans, a déposé le bilan lundi, avec l'espoir de trouver un repreneur pour les épiceries fines et ses 160 salariés, afin de succéder à l'actionnaire russe milliardaire Sergeï Pougatchev.

Tout en finesse.

- Agroalimentaire: 5.000 emplois menacés, selon les industriels - AFP

L'ONU, fer de lance de la guerre... idéologique.

- L'ONU utilise Google pour dénoncer le sexisme - LePoint.fr

La stratégie du chaos

- Attentat en Russie: L'explosion d'un bus fait cinq morts - 20minutes.fr
- Greenpeace : La Haye saisit le Tribunal international du droit de la mer - LePoint.fr
- Irak: une série d'attaques tue 49 personnes - L'Express.fr
- Soudan du Sud : l'attaque de trois villages fait près de 50 morts - LeMonde.fr
- Pakistan : au moins six morts dans un attentat contre un train - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Luxembourg

Le Luxembourg se dirigeait lundi soir, au lendemain des élections législatives, vers l'éviction du pouvoir des chrétiens sociaux de Jean-Claude Juncker au profit d'une coalition inédite réunissant libéraux, socialistes et Verts.

Les deux chefs des libéraux (DP) et des socialistes (LSAP) ont annoncé dans la soirée que leurs instances dirigeantes avaient donné "*mandat*" pour l'ouverture de négociations afin de former une telle coalition de gouvernement.

Les discussions doivent débuter mardi après-midi.

A eux trois, libéraux, socialistes et Verts ont obtenu dimanche 32 députés, soit plus que la majorité des 60 sièges à la chambre.

Dimanche soir, M. Juncker qui, à près de 59 ans, est le doyen des dirigeants européens, avait revendiqué le rôle de formateur, en soulignant que le parti chrétien social (CSV) était "*le parti le plus important*".

Mais ce rôle lui est clairement contesté par les libéraux. "*Le CSV est le perdant. Une majorité de 32 députés est une majorité parlementaire, et c'est ce qui compte*", a déclaré le chef du DP, Xavier Bette, qui pourrait à 40 ans devenir le prochain Premier ministre.

Le CSV a obtenu dimanche 33,7% des suffrages, en recul de plus de 4 points, et 23 sièges, soit trois de moins.

Il reste loin devant les libéraux (DP), qui sont cependant les grands vainqueurs du scrutin, avec un gain de plus de 3 points et quatre sièges. Ils ont obtenu 13 députés. Les socialistes (LSAP) sont parvenus à conserver leurs 13 sièges malgré une érosion en voix. Les Verts ont obtenu six sièges (-1).

Une coalition à trois contre le CSV, évoquée avec insistance depuis des semaines, serait un coup de tonnerre dans le ciel politique luxembourgeois.

Les chrétiens sociaux sont au pouvoir sans interruption depuis 1944, sauf entre 1974 et 1979, où les libéraux avaient déjà fait alliance avec les socialistes. M. Juncker est au gouvernement depuis 30 ans, et Premier ministre depuis près de 19 ans, ce qui l'a longtemps fait considérer comme "*inoxydable*".

Mais "*il faut une autre politique pour sortir le pays de la crise*", a affirmé M. Bettel lundi soir. Il a souligné qu'il dirigeait la ville de Luxembourg avec les Verts depuis deux ans et que "*cela se passe bien*". Il s'est dit convaincu que cela "*se passera bien aussi*" avec les socialistes.

"*Nous avons discuté au cours de la journée avec les deux partis et nous nous sommes rendu compte que nous avons le plus de points en commun avec ces deux partis*", a déclaré le chef de file de ces derniers, Étienne Schneider, ministre sortant de l'Économie, cité par le site du Luxemburger Wort.

Deux autres options restent possibles. La première serait une coalition de droite entre les chrétiens sociaux et les libéraux, comme entre 1999 et 2004. L'autre serait la reconduction pour cinq ans supplémentaires de l'alliance traditionnelle de centre gauche entre le CSV et les socialistes. Mais ce sont eux qui avaient lâché M. Juncker cet été en mettant en cause sa responsabilité dans un scandale du service de renseignement. AFP 21.10

Vous aurez remarqué que chaque fois que les conditions sont favorables, la droite, les écologistes et le parti social-libéral gouvernement ensemble. Ces partis appartiennent au camp de nos ennemis.

2- Syrie

Dans une interview diffusée lundi 21 octobre par la chaîne libanaise Al-Mayadeen, Bachar Al-Assad a affirmé que les "*conditions n'étaient pas encore réunies*" pour des négociations avec l'opposition pour mettre un terme à la guerre civile qui déchire le pays depuis près de trois ans.

Evoquant la conférence de Genève-2 voulue par la Russie et les Etats-Unis, pour tenter de trouver une solution au conflit

en réunissant représentants du régime et de l'opposition, le président syrien a affirmé: "*aucune date n'a été fixée, et les conditions ne sont pas encore réunies si nous voulons qu'elle réussisse*".

"*Ces forces représentent-elles le peuple syrien ?*"

"*Quelles sont les forces qui y prendront part ? Quel lien ont-elles avec le peuple syrien ? Ces forces représentent-elles le peuple syrien, ou représentent-elles les Etats qui les ont inventées ?*", s'est-il interrogé. "*Comment ces forces peuvent-elles représenter le peuple syrien si elles vivent à l'étranger ? Elles n'osent pas venir en Syrie*", a-t-il poursuivi.

Bachar Al-Assad n'a jamais reconnu la Coalition de l'opposition syrienne, qui réclame son départ, et l'accuse de travailler sous les ordres de pays occidentaux et de la région. Francetv info 21.10

3- Iran

3.1- Le président russe et le Premier ministre indien ont, dans un communiqué commun, mis l'accent sur le droit de l'Iran à utiliser, pacifiquement, l'énergie atomique.

Selon l'IRNA, citant Ria Novosti, ce communiqué, qui a été signé, à l'issue des entretiens de Vladimir Poutine et de Manmohan Singh, au Kremlin, ajoute que les parties russe et indienne reconnaissent le droit iranien, pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, conformément aux engagements internationaux. Les dirigeants russe et indien ont appelé, également, l'Iran à coopérer davantage avec l'ONU et l'AIEA. Poutine et Singh ont réitéré, également, leur soutien au règlement final de la question nucléaire iranienne, par les voies diplomatiques. french.tribune 21.10

3.2- Les importations pétrolières chinoises, en provenance de l'Iran, ont augmenté, en septembre, de 24%, en comparaison avec la même période, l'année dernière.

Selon la chaîne libanaise, Al-Mayadeen, la Chine a importé, en septembre, quotidiennement, plus de 475.000 barils de pétrole iranien. Ce pays a importé, en septembre, 9% de plus de pétrole iranien, en comparaison avec le mois d'août. La Chine, qui est le plus gros client du pétrole iranien, a acheté, dans les 6 premiers mois de 2013, 16 millions de tonnes de pétrole iranien. french.tribune 21.10

SOCIAL

Italie

Les trois principales centrales syndicales d'Italie ont appelé lundi à une série de grèves et de manifestations dans les prochaines semaines pour amener en profondeur le projet de budget 2014 du gouvernement d'Enrico Letta.

Le principe de ces arrêts de travail de quatre heures, par secteurs jusqu'à la mi-novembre, a été acté lors d'une réunion des dirigeants des trois syndicats, a déclaré Luigi Angeletti, le secrétaire général de l'Union italienne du travail (UIL).

Le gouvernement a adopté mardi un budget 2014 qui fait quasiment l'unanimité contre lui, tant chez les syndicats que le patronat et la classe politique, y compris parmi les partis membres de la coalition gouvernementale.

L'UIL, la CGIL et la CISL réclament que le projet soit modifié en profondeur avant son examen par le parlement, qui doit l'approuver avant la fin de l'année. Les trois centrales s'abstiennent toutefois d'appeler à une grève générale.

"*Nous avons choisi de ne pas appeler à une grève générale parce que nous avons devant nous le temps du débat parlementaire et nous pensons que notre forme de mobilisation sera plus utile*", a déclaré Susanna Camusso, la secrétaire générale de la CGIL (Confédération générale italienne du travail).

"*Nous voulons obtenir des résultats au Parlement jusqu'au 15 novembre, quand la procédure d'examen de la loi sera bien avancée, ensuite nous verrons*", a-t-elle dit.

Un petit syndicat classé à droite, l'UGL, a décidé de participer au mouvement de contestation. Reuters 21.10

Journées d'action bidons contre grève générale, ces lieutenants du capital sont fidèles à eux-mêmes, au point que même un syndicat de droite les rejoint.

Les dirigeants syndicaux vendus emploient les mêmes méthodes dans tous les pays pour faire passer la politique antisociale du gouvernement, vous l'avez remarqué : au lieu d'appeler à la mobilisation unitaire des masses sur leur propre terrain de classe, ils brisent leur indépendance de classe en les dirigeant vers les institutions et les soumettant à leur carcan, institutions qui incarnent les intérêts de la classe des exploiters, de leur ennemi. Pour les démobiliser, les démoraliser, casser leur résistance, les diviser, il n'y a pas mieux.

ECONOMIE

1- France

Agroalimentaire: 5.000 emplois menacés, selon les industriels AFP

La course au prix le plus bas entre les enseignes risque de coûter 5.000 emplois dans l'industrie agroalimentaire, selon l'association des professionnels du secteur alors que s'ouvrent les négociations commerciales avec la grande distribution.

"La Bretagne n'est que la première victime", a mis en garde lundi l'Association nationale des industries alimentaires (Ania) en assurant que "350 entreprises vont mettre la clé sous la porte" dans un secteur victime de "l'une des crises les plus graves de son histoire".

"Avec la course permanente au prix le plus bas, c'est l'investissement, l'innovation, l'exportation, l'emploi et donc le pouvoir d'achat que l'on détruit", affirme-t-elle dans un communiqué.

Le taux de marge brute des entreprises a subi une *"nette dégradation de -14,3 points depuis 2008"*, selon l'Ania, qui attribue cette chute entre autres à l'impossibilité de répercuter les hausses de matières premières, à des demandes de réduction des prix démesurées sans contrepartie, ainsi qu'à des *"pressions psychologiques sur les fournisseurs"*.

Les industriels dénoncent du même élan la Loi de modernisation de l'économie (LME), censée réguler les relations producteurs/distributeurs: *"Après avoir fragilisé tous les maillons de la chaîne, cette loi pousse désormais les fournisseurs de la grande distribution à la faillite"*.

"La spirale infernale de la guerre des prix qui a été permise, puis encouragée par la LME, ne peut plus durer" s'écrient-ils.

Pour le président de l'Ania, Jean-Philippe Girard, le *"gouvernement doit prendre ses responsabilités"* et faire en sorte que *"les droits des entreprises soient respectés"*.

L'Ania représente plus de 10.000 entreprises dans 22 fédérations différentes. AFP 21.10

2- Brésil

Brésil: Européens et Chinois s'allient pour exploiter le plus riche champ pétrolier - AFP

L'exploitation du plus grand gisement pétrolier du Brésil a été attribuée lundi à un consortium formé par le Brésilien Petrobras (40%), Shell et Total (20% chacun) et les chinois CNPC et CNOOC (10% chacun), a annoncé lundi l'Agence Nationale de pétrole (ANP).

Ce consortium a été le seul à présenter une offre pour exploiter sur 35 ans ce gigantesque champ pré-salifère de 1.500 km² dont les réserves enfouies sous une épaisse couche de sel entre 5 et 7 km sous le niveau de la mer, sont estimées entre 8 à 12 milliards de barils de brut.

Les entreprises ont proposé la part minimum de 41,65% d'excédent brut d'exploitation de pétrole (profit oil) exigée par le gouvernement brésilien dans l'appel d'offre pour remporter l'enchère.

"Libra marque un partage des eaux entre le passé et l'avenir", a déclaré le ministre des Mines et de l'Energie Edison Lobao, qui a souligné qu'avec Libra le Brésil est passé de "12 milliards de barils de réserves de brut confirmées à plus de 25 milliards".

Ce champ pétrolier devrait produire 1,4 million de barils de brut par jour dans cinq ans, alors que la production actuelle totale du Brésil est de 2 millions de barils/jour.

Les enchères se sont déroulées dans un contexte tendu marqué par des heurts entre forces de l'ordre et manifestants dénonçant une "privatisation du pétrole".

L'exploitation de Libra nécessitera des investissements d'au moins 280 milliards de dollars, selon un communiqué de l'ANP.

Le consortium devra en outre verser à la signature du contrat prévue dans un mois 15 milliards de réais (6,9 milliards de dollars) à l'Etat brésilien.

Libra va générer des recettes de "300 milliards de réais (138 mds USD) en royalties pour l'Etat brésilien, qui gagnera en plus 600 milliards (300 mds USD) en +profit oil+ sur 30 ans", a ajouté Magda Chambriard.

Ces coûts élevés expliquent en grande partie que les majors américaines aient boudé cette mise aux enchères.

L'exploitation de Libra représente un grand défi technologique qui mobilisera de 12 à 18 plateformes et jusqu'à 90 navires pétroliers.

Le géant pétrolier brésilien Petrobras, contrôlé par l'État, est le seul opérateur obligatoire dans la concession de Libra, conformément à la loi spéciale adoptée en 2010 pour l'exploitation des gisements du Pré-Sal. Les royalties dégagées par Libra seront destinées au développement des secteurs de l'Education (75%) et de la Santé (25%). AFP 21.10

[Haut de page ↗](#)

Le 23 octobre 2013

CAUSERIE

Hollande et PS s'étaient présentés sous un faux masque élimé devant les électeurs qui n'étaient pas complètement dupe de l'imposture. Tous ceux qui les ont soutenus se retrouvent dans la même posture plutôt inconfortable un an et demi plus tard. Ils sont eux-mêmes tiraillés entre l'impossibilité de rompre avec le PS et le régime et la fausse image qu'ils donnent d'eux-mêmes à leur troupe ou en public.

Du coup, ils se retrouvent à la même enseigne que le PS, leurs masques craquent de partout sous le coup de leurs contradictions qu'ils ne parviennent plus à camoufler, au point d'en arriver à assumer des positions ouvertement réactionnaires qui coïncident avec celles des néolibéraux bien qu'elles passent pour être de gauche, et ce qui est intéressant, c'est que c'est à ce point précis qu'elles viennent percuter celles du gouvernement qui est dans l'impossibilité d'assumer jusqu'au bout son ralliement au néolibéralisme, par exemple sur la question de l'immigration qui a pris une tournure explosive mais pas seulement, Bruxelles dit : laissez entrer et s'installer dans votre pays autant d'immigrés clandestins potentiels qu'en compte la terre entière ou d'étrangers venant d'autres pays européens, alors que cette situation est quasiment ingérable sur le plan social, elle est un facteur de dislocation des institutions jusqu'au sommet de l'Etat parce qu'aucun parti ne peut l'assumer, le pays, les rapports entre les classes, aucune classe ne peut le supporter, on arrive au même constat avec le chômage et la pauvreté.

La situation peut se transformer en pogroms et guerre civile ou en révolution, selon que le facteur de l'immigration domine tous les autres ou au contraire si les masses parviennent à faire le lien entre cette question et leurs revendications sociales et la crise du capitalisme à laquelle elles doivent trouver une issue politique.

Quelques vidéos

11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor (3/3)

http://www.dailymotion.com/video/x166zox_11-septembre-le-nouveau-pearl-harbor-3-3_news

Voici donc la troisième et dernière partie du documentaire "11-Septembre : Le Nouveau Pearl Harbor" de Massimo Mazzucco. Après les deux premières qui traitaient de l'aspect "aviation" et des événements survenus au Pentagone et en Pennsylvanie, ce dernier volet donne une nouvelle fois la parole aux défenseurs de la version officielle (les 'débunkers') au sujet de la chute des Tours Jumelles et du Bâtiment 7. Nous verrons en détail quels problèmes posent les explications officielles sur les explosions avant, pendant et après les effondrements, sur les éjections de matières bien visibles (les fameux 'squibs'), sur l'acier fondu retrouvé au WTC, sur les températures extrêmes constatées, sur la chute libre du Bâtiment 7, et sur bien d'autres points soulevés depuis douze ans par les chercheurs et les experts dans le monde entier.

Ce film en forme de réquisitoire méticuleux et impitoyable est sans aucun doute, comme le dit le Pr David Ray Griffin "le film sur le 11-Septembre que nous attendions tous."

Je l'ai téléchargé et visionné, et c'est vrai que qu'à l'issue de ce documentaire et des deux précédents qui étaient déjà excellents, il ne reste plus rien de la version officielle qui dès le départ était grotesque, qui s'est avérée antiscientifique, et qui pour finir est littéralement ridiculisée, pulvérisée. Il faut être d'une mauvaise foi sans limite, un incurable sceptique ou être borné au dernier degré pour soutenir encore la version de l'administration américaine.

Les dépenses hors de contrôle du Pentagone

http://www.dailymotion.com/video/xrvp0a_les-depenses-hors-de-contrôle-du-pentagone_news

En 1990 le Congrès adoptait une loi qui contraignait toutes les agences fédérales incluant le Département de la Défense, à établir un audit financier annuel, depuis le Département de la Défense à dépenser 10.000 milliards de dollars sans avoir produit le moindre audit.

Vous apprendrez que la Pentagone est incapable de dire à quoi correspondent depuis 2000 sur 7.600 milliards de dollars des dépenses s'élevant à 2.300 milliards de dollars, ou comment le Pentagone signe des contrats avec des entreprises privées atteignant parfois 140 milliards de dollars sans passer par des appels d'offre publics...

Le tout à l'insu du Congrès ou des institutions américaines, comme si le Pentagone recevait ses ordres ou obéissaient à une autorité supérieure au gouvernement des Etats-Unis, à moins qu'un cercle de généraux en fasse partie.

Cela vous fera penser aux dizaines de milliards de dollars que le cartel des banquiers de la Fed ont fabriqués et qu'ils se sont distribués discrètement, après il sera encore interdit de parler de complot contre le peuple américain, contre tous les peuples du monde en réalité.

11/9 : La lanceuse d'alerte Sibel Edmonds publie ses mémoires "*Classified Woman*"

http://www.dailymotion.com/video/xrny2k_11-9-la-lanceuse-d-alerte-sibel-edmonds-publie-ses-memoires-classified-woman_news

L'art de se contredire.

M'PEP- "*Bien sûr, la « mondialisation » est inhérente au capitalisme : « la tendance à créer un marché mondial est incluse dans le concept même de capital » (Karl Marx). Cependant, la « mondialisation » n'en est pas pour autant la résultante inéluctable d'un déterminisme économique intrinsèquement lié au système capitaliste, elle n'en est pas la suite logique et prévisible. Elle n'est donc absolument pas un phénomène spontané et naturel, indépendant de toute volonté politique.*"

Confusion, elle n'est ni "*un phénomène spontané et naturel*" ni le produit d'une "*volonté politique*", elle est strictement "*inhérente au capitalisme*" qui se traduit au niveau de la volonté politique de ses dirigeants par l'adoption d'une idéologie (néolibérale) correspondant à l'orientation de l'évolution du capitalisme mondial parvenu au stade de développement atteint de nos jours dans la perspective d'assurer sa survie. Ainsi la volonté politique, la forme et le contenu politique que prend la domination de classe des capitalistes s'adapte au fil du temps à l'évolution du capitalisme mondial et non l'inverse.

Compte tenu de la baisse tendancielle du taux de profit moyen à l'échelle mondiale, le capitalisme est voué à connaître de nouvelles crises d'une ampleur colossale, pour assurer leur survie ou continuer d'accumuler du capital chaque capitaliste ou multinationale doit jouer sur le volume des profits réalisés, donc produire toujours plus et vendre plus, d'où cette course effrénée à la "*croissance*", s'accaparer des parts de marché toujours plus grandes ou le contrôler pour en tirer le meilleur profit possible, ils y sont condamnés sous peine de disparaître, donc contrairement à ce qui est dit ici qui en fait rompt avec l'analyse de Marx, la mondialisation, la concentration et la rationalisation à outrance de la production et des capitaux entre quelques mains est bien le produit du développement historique du capitalisme.

Si vous prenez toutes les entreprises du CAC40 qui exportent ou sont fortement liées au marché mondial, coupez-leur la branche exportatrice ou soustrayez toutes leurs activités financières à l'étranger, ramenez-les à la taille d'une simple entreprise nationale ou se contentant du marché national pour écouler leurs marchandises ou leurs services, très rapidement elles seront asphyxiées par le volume de leur endettement et leur incapacité à engranger un volume de profit compensant leur taux de profit trop faible, elles devront augmenter leur prix et seront dans l'impossibilité de rivaliser avec des entreprises concurrentes étrangères ne présentant pas ces inconvénients, elles perdront des parts de marché, seront absorbées ou disparaîtront.

Toute entreprise capitaliste est vouée à s'endetter pour investir, se moderniser, devenir plus productive ou compétitive, renouveler la gamme de ses produits ou de ses services, grossir, trouver de nouveaux marchés ou périr, effectivement la mondialisation est "*inhérente au capitalisme*" et elle n'est pas un "*phénomène spontané et naturel*", elle est le résultat d'un mécanisme, d'un processus implacable, infernal même, qui fonctionne selon les propres lois du système capitaliste. (A suivre, je n'ai plus le temps de continuer)

INFOS SYRIE

Le président syrien, Bachar Assad accuse l'Arabie saoudite de soutenir le terrorisme en Syrie. - french.irib.ir

« *Un certain nombre de pays tels que la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite soutiennent au niveau financier et d'armement les groupes armés et terroristes en Syrie* », a réitéré Bachar Assad dans une interview avec la chaîne Al-Mayadine. En réponse à la question consistant à savoir s'il se présente aux élections présidentielles de 2014 et si les conditions sont réunies pour tenir ces élections, Bachar Assad a indiqué qu'il n'était pas contre sa candidature à la future présidentielle.

Quant au règlement négocié de la crise syrienne, le président Assad a affirmé que le gouvernement ne négocierait pas avec ceux qui perpètrent des opérations terroristes en Syrie. En ce qui concerne les divergences entre la Syrie et les Etats-Unis, Bachar Assad a précisé : les Etats-Unis supposent que le monde entier devrait être au service des intérêts américains, c'est là que réside le point de divergence dans les relations Damas-Washington. french.irib.ir 22.10

Ils voudraient que le régime syrien dépose les armes

Même sans armes chimiques, l'arsenal syrien reste redoutable Reuters

Le 29 septembre, Bachar al Assad affirmait au monde sa détermination à détruire son arsenal chimique dans une interview à la télévision italienne, mais le matin même ses forces avaient manifestement recours aux armes conventionnelles les plus destructrices utilisées depuis le début du conflit en Syrie.

L'ONG Human Rights Watch (HRW) a conclu à partir d'éléments et de témoignages recueillis sur place que les 14 personnes tuées ce jour-là à Rakka avaient été victimes de bombes thermobariques, dont l'effet de souffle est bien supérieur à celui des armes traditionnelles. Reuters 22.10

La conférence de Genève compromise.

- Syrie. "Si on ne parle pas du régime, pourquoi aller à Genève ?" - Le Nouvel Observateur

- Syrie : pour Paris, Bachar Al-Assad "ne peut jouer aucun rôle" dans la transition - Francetv info

- Londres veut que toute l'opposition syrienne se rende à Genève - Reuters

- Pour les "Amis de la Syrie", Assad n'aura "aucun rôle dans le futur gouvernement" LeMonde.fr

Onze pays occidentaux et arabes ont solennellement réaffirmé mardi à Londres que le président Bachar al-Assad ne jouerait "aucun rôle" dans le futur gouvernement syrien, dans le cadre d'efforts pour convaincre l'opposition de participer à une conférence de paix à Genève.

L'assurance concernant la mise à l'écart du chef de l'Etat syrien est inscrite dans le communiqué final de la brève réunion des ministres des Affaires étrangères du groupe dit "des amis de la Syrie", qui rassemble les principaux pays soutenant l'opposition syrienne.

Le communiqué des "Amis de la Syrie" rappelle que la conférence de paix doit être l'occasion "de former un Gouvernement de Transition doté de pleins pouvoirs exécutifs, y compris la sécurité, la défense et les structures de renseignement".

"Quand le gouvernement de transition sera établi, Assad et ses proches associés ayant du sang sur les mains n'auront aucun rôle à jouer en Syrie", dit le texte.

Les signataires réitèrent par ailleurs "leur inquiétude grandissante face à la progression de l'extrémisme et des groupes extrémistes" sur le terrain syrien. L'Etat islamique d'Irak et du Levant (EIL), le front al-Nosra, affilié à al-Qaïda, les hommes du Hezbollah iranien et les autres combattants étrangers "menacent les forces modérées ainsi que l'intégrité territoriale et la sécurité régionale et internationale", déclare le communiqué.

Le rendez-vous de mardi regroupait les chefs de la diplomatie des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, d'Allemagne, d'Italie, de Turquie, d'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, du Qatar, de l'Egypte et de la Jordanie. La Russie, proche allié de Damas, favorable à une conférence à Genève, était absente.

Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a de son côté jugé que "les onze" n'avaient jamais été aussi "précis sur la préparation et les conditions de Genève-2".

Le rendez-vous de Londres a aussi été "*positif du point de vue de la coalition*", a-t-il ajouté.

Lundi soir, le président Assad avait rendu la donne un peu plus compliquée en estimant que les conditions n'étaient "*pas encore réunies*" pour garantir le succès des négociations.

Il avait aussi annoncé qu'il était prêt à se présenter à l'élection présidentielle de 2014. "*Cette guerre n'en finira pas tant qu'il est là où il est*", avait aussitôt réagi le secrétaire d'Etat américain John Kerry.

Pour finir, M. Assad a adressé un rappel à l'ordre à l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, qui effectue actuellement une nouvelle tournée de la région. "*Un médiateur doit être neutre*", a-t-il dit. AFP 22.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Stratégie du chaos entretenu de l'intérieur.

Réfléchissez bien, vous tenez vraiment à être de gauche, vous en êtes bien sûr, alors soit on va vous en dégoûter pour le restant de vos jours, soit on va vous pousser à devenir de droite, voire à adhérer à l'extrême droite. Et si vous résistez, vous allez adhérer au néolibéralisme par le biais de manipulations diverses dont vous vous ferez les complices, à votre insu bien entendu.

Ne vous rendant compte de rien ou croyant bien faire, il suffira qu'un parti étiqueté à gauche reprenne à son compte une revendication censée être de gauche pour que vous lui emboîtiez le pas sans même réfléchir à la situation, à la nature du régime en place et aux rapports qui existent entre cette revendication et l'orientation politique actuelle du capitalisme et ses institutions, sans vous demander si le contenu de cette revendication pourrait changer au regard des facteurs qui viennent d'être cités et se retourner en son contraire, donc s'inscrire dans un tout autre objectif que celui de votre combat politique. Cette suite d'impostures et d'ignorances conduit à un désastre politique.

- Les Verts ouvrent un nouveau front à gauche - LeFigaro.fr

- Jean-Vincent Placé a appelé les lycéens à manifester pour le retour de Leonarda. LeFigaro.fr 22.10

Niveau zéro. Ils sont nerveux, fébriles et perdent leur sang froid. Susceptibilité à fleur de peau

- Les accusations de "*machisme*" s'invitent de nouveau à l'Assemblée - AFP

La présidente de séance à l'Assemblée nationale, Laurence Dumont (PS) a déploré mardi que de nouveau "*le machisme*" soit "*en route*", après une remarque de Bernard Accoyer (UMP) sur le "*niveau*" de l'intervention de la ministre de la Santé Marisol Touraine.

Alors que le ministre du Budget Bernard Cazeneuve relayait Mme Touraine pour présenter le projet de budget de la Sécurité sociale, M. Accoyer, ex-président de l'Assemblée, s'est exclamé depuis les bancs de l'opposition: "*c'est quand même d'un autre niveau*".

Laurence Dumont (PS), qui présidait la séance et avait dû calmer à plusieurs reprises l'assistance, a aussitôt soufflé: "*le machisme est en route*".

Dans l'entourage de M. Accoyer, on a précisé que sa remarque "*n'avait rien à voir avec une quelconque forme de machisme*", le député de Haute-Savoie appréciant simplement davantage M. Cazeneuve que Mme Touraine. "*Si Marisol Touraine avait été un homme, il aurait dit la même chose*". AFP 22.10

Il s'agit d'une accusation outrancière ou sans aucun rapport avec le discours tenu qui s'apparente à un procès d'intention.

L'illusionniste pète un câble.

Manipulation, provocation, répression, mobilisation démoralisation, le gauchisme à l'oeuvre.

Il ne s'agissait pas d'une manifestation, mais de l'occupation illégale d'un lieu public, Mélenchon fait feu de tout bois.

- Mal-logés délogés à Paris : Mélenchon dénonce la «*brutalité de Valls*» - Liberation.fr

Samedi, les forces de l'ordre ont encerclé un campement de familles qui demandaient un relogement. Plusieurs personnes ont été légèrement blessées.

Le coprésident du Parti de gauche *«demande l'ouverture immédiate d'une enquête sur les conditions de cette répression et la chaîne de décision qui a conduit à une telle atteinte à la liberté de manifestation»*. Liberation.fr 22.10

Quand on veut jouer au provocateur, on assume.

Aveu. Une inquiétude qu'on ne partagera pas.

- Mélenchon: Hollande est un "*président-fusible*" AFP

François Hollande, "*c'est le président-fusible maintenant. Ce n'est plus le Premier ministre ni le ministre de l'Intérieur*", a déclaré M. Mélenchon devant la presse à Strasbourg.

Il a dit voir dans cela un "*renversement de situation, qui peut faire sourire mais qui en même temps inquiète sur la stabilité de la Ve République.(...) La règle voudrait que ça se constate, et qu'on ait un incident de parcours*", a-t-il ajouté.

Selon M. Mélenchon, la Ve République "*ne peut tourner*" avec un président qui "*s'affaiblit de jour en jour avec ses pratiques*". AFP 22.10

D'ailleurs, même qu'on n'en dort plus la nuit, imaginez un peu "*la stabilité de la Ve République*" serait menacée, Mélenchon va voler à son secours, car si elle coulait il se noierait avec.

Que ne vont-ils pas évoquer ou inventer pour faire parler d'eux, se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, se faire du fric ou diffuser leur propagande ?

- Des inspecteurs du travail s'enchaînent aux grilles du PS - Le Nouvel Observateur

- Conflans-Sainte-Honorine : Philippe Esnol quitte le groupe PS du Sénat - LeParisien.fr

Il a choisi de rejoindre le rassemblement démocratique social européen (RDSE), composé majoritairement d'élus du Parti radical de gauche (PRG). LeParisien.fr 22.10

Tension et gesticulation chez les godillots et les suppôts des sociaux-libéraux.

- Moscovici tance *«la gauche qui proteste»* - Liberation.fr

Elle est inquiète en vue des élections de 2014, mais il a raison Moscovici, la gauche est mauvaise joueuse.

- Après l'affaire Leonarda, les députés PS sommés de resserrer les rangs - Francetv info

- À l'Assemblée, l'aile gauche du PS refuse de *«faire bloc»* - LeFigaro.fr

- Les Verts, (nouvelle) épine dans la majorité Le Nouvel Observateur

- Laurent: Valls banalise des idées nourrissant la montée de la droite et du FN - AFP

Alors qu'en réalité la montée de la droite et du FN est le produit de l'incapacité de son parti et du FdG à rompre avec le capital et ses institutions pour proposer une issue politique dans laquelle les travailleurs se reconnaîtraient.

- Ecoutes américaines: Laurent (PCF) met en cause la "*dignité*" des dirigeants français - AFP

Ils n'en ont pas plus que lui, lisez ci-dessous.

- Espionnage américain: Pour le PCF, *«la France doit quitter l'Otan»* - 20minutes.fr

Et récemment dans une lettre adressée aux congressistes américains, dans laquelle le FdG les invitait à ne pas voter

le bombardement de la Syrie, il en appelait à... l'Alliance atlantique, à l'Otan, qui elle était favorable au bombardement de la Syrie !

Intox ou "**escalade**" sous l'égide de la "**lutte contre le terrorisme**", les Etats-Unis en tremble.

- Espionnage: Paris veut des explications de Washington mais pas l'escalade - AFP

Paris a renouvelé mardi ses demandes d'explications aux Etats-Unis concernant le vaste programme d'espionnage de la NSA en France, sans vouloir cependant entrer dans une "escalade" avec Washington.

"*Nous ne sommes pas naïfs, nous considérons que la lutte contre le terrorisme est une nécessité (mais) une chose est la lutte contre le terrorisme, autre chose est l'espionnage systématique de dizaines de millions de données*", a déclaré Laurent Fabius

Paris a demandé aux autorités américaines l'assurance que les interceptions de communications n'avaient "*plus cours*". (Pas de problèmes, ils vont vous fournir toutes les garanties que vous voudrez, c'est vraiment nous prendre pour des abrutis. - ndlr)

La présidence française a indiqué que MM. Obama et Hollande "*sont convenus de travailler ensemble pour établir les faits et la portée exacte des activités de surveillance révélées par Le Monde*". (Vous pouvez vous fier à la bonne volonté d'Obama, Hollande se ridiculise un peu plus chaque jour. - ndlr)

Mais au delà des manifestations d'indignation, la France n'a pas l'intention de déclencher une "escalade" avec son puissant allié.

"*Je ne crois pas qu'il faille aller vers une escalade*", a déclaré la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem. (On est est certain et on n'a jamais imaginé le contraire ! -ndlr)

Elle a estimé que "*le plus important*" est "*le travail entrepris au niveau européen pour que l'Europe se dote (d'une) directive sur la protection des données personnelles*", mais aussi "*qu'elle obtienne des éclairages utiles de la part des Etats-Unis*". (Qui ça, Bruxelles, Washington, quoi ! Elle a le sens de l'humour noir en guise d'éclairage ! - ndlr)

La porte-parole a été rejointe sur ce point par Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne, qui a appelé les dirigeants de l'UE à "*passer aux actes*" lors de leur sommet en fin de semaine pour protéger les données des citoyens et sanctionner les infractions des géants de l'internet. AFP 22.10 (La parole d'une aristocrate est sacrée, les données des citoyens seront protégées par l'UE qui s'empressera de les mettre à la disposition des Américains conformément à leur accord passé dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la boucle sera bouclée, d'ailleurs on n'aura plus qu'à la boucler, car on ne pourra pas invoquer le viol ou le vol de données personnelles, elles auront été transmises aux Américains dans un cadre légal et transparent. Avant ils le faisaient dans notre dos, là ils le feront ouvertement. - ndlr)

De simples squatters délogés, comme cela arrive tous les jours en France, tandis que des milliers de familles sont expulsées pour impayés chaque années.

- A Montreuil, dix-neuf familles expulsées, et «*aucune solution de relogement*» - Liberation.fr

Alors que le bailleur social décrit un «*bâtiment vétuste*» et s'appuie sur un arrêté d'expulsion, les habitants, majoritairement ivoiriens, ont été surpris et sont désespérés.

Ce mardi matin vers 6 heures, les forces de l'ordre ont délogé les locataires du 56 rue Irène et Frédéric Joliot-Curie à Montreuil (Seine-Saint-Denis). En tout, 19 familles, majoritairement ivoiriennes, dont des enfants et plusieurs femmes enceintes. D'après les témoignages des habitants et des militants de Droit au logement (DAL), une vingtaine de cars de CRS ont procédé à cette expulsion décidée par le tribunal d'instance de Montreuil le 24 septembre dernier. Un départ forcé et inattendu pour la plupart, apparemment sans violence mais qui a privé ces familles de la plupart de leurs affaires disparues au garde-meuble. «*Beaucoup ont perdu leurs affaires dans la précipitation et pour l'instant il n'y aucune solution de relogement*», témoigne Anissa, militante au DAL.

Cet immeuble gris de cinq étages appartient au bailleur social I3F, le plus important d'Ile-de-France, qui possède plus de 21 000 logements en Seine-Saint-Denis.

Quand I3F a acquis le bâtiment en juillet 2011, il n'y restait déjà plus que sept locataires, tous relogés depuis. Tout au long de l'été, le chantier a pris de retard avec l'arrivée inattendue de familles à la recherche d'un toit, de plus en plus nombreuses. Le bouche-à-oreille a fonctionné à plein régime, les portes murées ont été ouvertes, et la procédure d'expulsion a été lancée par le bailleur. Liberation.fr 22.10

Les médias ne fournissent pas des infos innocemment, ils en ciblent certaines qui seront ensuite reprises en boucle, qui

après tourneront à la polémique et ainsi de suite...

Plus de 5 milliards d'habitants sont susceptibles de prétendre au droit d'asile économique.

- Lyon : 300 demandeurs d'asile albanais relogés sur une ancienne friche SNCF - lefigaro.fr

Précédant une décision de justice attendue ce mercredi, la préfecture du Rhône a annoncé vouloir reloger 300 demandeurs d'asile albanais dans la ville d'Oullins. Au grand mécontentement du maire de la commune choisie.

«Ils y seront logés dans de bonnes conditions, dans des modules adaptés à l'hébergement provisoire des personnes sans abri, avec des chambres, sur un terrain gardienné», a dit le préfet à l'AFP. «La loi qui n'est pas discutée impose à l'État de loger tous les demandeurs d'asile officiels».

Outre le terrain d'Oullins, le préfet a annoncé qu'il allait mettre à disposition 250 places supplémentaires, notamment dans des casernes ou des logements Adoma. lefigaro.fr 22.10

Question d'un internaute.

- "Quid des SDF français ?

Auront-ils également "des modules adaptés à l'hébergement provisoire des personnes sans abri, avec des chambres, sur un terrain gardienné" Mr le Prefet. Non ? Pourquoi ?"

C'est voulu pour que vous deveniez raciste ou xénophobe ou les deux à la fois.

[Gad n'a pas tout dit](#)

- En Bretagne, les salariés de deux abattoirs du groupe Gad en viennent aux mains - LeMonde.fr

Les abattoirs bretons Gad font appel à des intérimaires roumains - Francetv info

Après la fermeture du site de Lampaul-Guimiliau (Finistère) et le transfert de son activité, l'entreprise a embauché des intérimaires qui touchent moins de 600 euros mensuels, a calculé Le Parisien . Car ces travailleurs, embauchés par des sociétés d'intérim roumaines, récupèrent auprès de ces dernières beaucoup moins que ce que *"leurs services sont facturés, soit 1 425 € brut pour 151,67 heures travaillées"*. *"C'est tout simplement illégal !"*, explique Philippe Dineon, responsable du département politique à la Direction générale du travail, au Parisien. De plus, ces intérimaires nomades vivent dans des conditions souvent précaires, a constaté le quotidien. *"Ils dorment au camping ou à huit ou dix dans une maison."*

Selon la direction de la société, ce recours à ces travailleurs intérimaires est une situation provisoire, en attendant la mise en place de la proposition de reclassement pour 343 employés de Lampaul. Mais dans un contexte où l'entreprise vient de supprimer 900 emplois dans le Finistère, la situation crée des tensions. *"Ils pensent que les intérimaires étrangers gagnent plus qu'eux"*, explique Sandrine Piehry, déléguée CFDT de Gad, dans Le Parisien.

Il s'agit d'un *"dumping social inacceptable"*, dénonce dans Le Parisien François Roux, délégué général de l'organisation professionnelle Prisme, qui regroupe des entreprises d'intérim françaises.

Plus largement, la situation de Gad fait écho à un problème plus vaste, celui du statut des *"travailleurs détachés"* entre Etats de l'Union, encadré par une directive européenne de 1996. Les ministres du Travail européens réunis mardi 15 octobre ne sont pas parvenus à un accord sur ce sujet sensible. En question, une réforme controversée qui prévoit que les travailleurs provisoirement détachés dans un autre pays européen soient traités sur un pied d'égalité, rappelle Le Monde.

En attendant, le nombre d'intérimaires venus des pays de l'Est en France a explosé de 3 300% en moins de 10 ans, selon Le Parisien . Et pour cause, les sociétés d'intérim roumaines ou polonaises offrent des services très compétitifs, avec peu de formalités administratives, des faibles charges, tout en garantissant la qualité de la main d'œuvre. Dans un rapport parlementaire, le sénateur communiste Eric Bocquet parle de *"réel problème politique"* et avertit des risques de *"comportements xénophobes"* en période de crise. Francetv info 22.10

[Amnesty International. Une dénonciation en trompe-l'oeil.](#)

- Pakistan: les drones américains tuent toujours plus de civils - L'Express.fr

- Pakistan. Les Etats-Unis coupables de crimes de guerre ? - Le Nouvel Observateur

Pour Mustafa Qadri, analyste pour Amnesty International au Pakistan, les 45 attaques de drones perpétrées par les Etats-Unis dans le Waziristan-Nord entre janvier 2012 et août 2013 soulèvent de très nombreuses questions en terme de respect du droit international et, pour 9 d'entre-elles, pourraient s'apparenter à des crimes de guerre ou à des exécutions extrajudiciaires.

"Il existe des menaces réelles contre les États-Unis et ses alliés dans la région, et dans certaines circonstances les frappes de drones sont peut-être légales. Mais il est difficile de croire qu'un groupe d'ouvriers ou une femme âgée entourée de ses petits-enfants puissent mettre quiconque en danger, et encore moins représenter un danger imminent pour les États-Unis", explique Mustafa Qadri à l'occasion de la sortie d'un rapport sur cette question. Depuis 2004, entre 2.000 et 4.700 personnes, dont des centaines de civils, selon différentes évaluations, ont été tuées par plus de 300 tirs de drones américains dans les zones tribales du nord-ouest pakistanais, principal bastion dans la région des talibans et d'autres groupes liés à Al-Qaïda situé à la lisière de l'Afghanistan.

Or, le droit international prohibe tout homicide arbitraire et limite l'utilisation légale de la force meurtrière intentionnelle à des situations exceptionnelles. Dans un conflit armé, seuls les combattants et les personnes qui participent directement aux hostilités peuvent être directement visés. En dehors de tout conflit armé, la force intentionnellement meurtrière n'est légale que lorsqu'elle est strictement inévitable pour protéger contre une menace de mort imminente. Dans certaines circonstances, un homicide arbitraire peut constituer un crime de guerre ou une exécution extrajudiciaire, c'est-à-dire des crimes relevant du droit international.

Dans son rapport d'une soixantaine de pages intitulé *"Will I be next ?"* (Serai-je le prochain ?), Amnesty International appelle les Etats-Unis à rendre publiques les informations sur ces tirs pour savoir s'ils respectent le droit international, ce qui pourrait être le cas, par exemple, s'ils visent à neutraliser une menace imminente pour Washington.

"Le secret entourant le programme des drones donne au gouvernement américain un droit de tuer supérieur aux tribunaux et aux normes fondamentales du droit international", soutient Mustafa Qadri. *"Les autorités américaines doivent ouvrir leur programme de drones à un examen indépendant et impartial",* ajoute l'organisation dans son rapport.

Dans ce rapport d'une soixantaine de pages, l'ONG détaille non seulement les assassinats de personnes qui n'ont clairement rien à voir avec Al-Qaïda – comme celui, le 24 octobre 2012 d'une femme de 68 ans, Mamana Bibi, dans un village du district tribal – mais également l'absence de poursuites possible ou de dédommagement des familles ou encore la crainte dans laquelle vivent les civils depuis des mois en raison des drones.

Pour l'ONG, il est urgent que les Etats-Unis mettent fin au "secret" qui entourent leurs tirs meurtriers et jugent les responsables de ces frappes *"illégalles"*. Le Nouvel Observateur 22.10

Il aurait dû utiliser le singulier : Obama.

Tandis qu'ils ont laissé prospérer un parti ouvertement néonazi

- Le Parlement grec adopte un texte suspendant l'aide de l'Etat au parti néonazi - AFP

Le Parlement grec a adopté dans la nuit de mardi à mercredi un texte suspendant l'aide de l'Etat au parti néonazi Aube dorée, dont six députés sont inculpés pour *"constitution d'organisation criminelle"*.

Le texte a été adopté par 235 voix sur les 300 de l'Assemblée, soit par la coalition gouvernementale droite-socialistes, et le principal parti d'opposition la Gauche radicale, Syriza.

Le texte prévoit *"la suspension de toute aide de l'Etat à un parti dont le dirigeant (...) ou un dixième des élus sont poursuivis pour constitution ou participation à une organisation criminelle"*, ce qui est le cas d'Aube dorée.

L'adoption de cet amendement s'inscrit dans le cadre de l'offensive du gouvernement contre le parti néonazi Aube dorée. Les autorités ont lancé une vague d'arrestations dans les rangs des militants néonazis après l'assassinat le 18 septembre d'un rappeur antifasciste par un membre de ce parti.

A la faveur de la crise et de ses retombées sociales qui frappent la Grèce depuis quatre ans, le parti Aube dorée est entré au Parlement pour la première fois aux dernières élections en juin 2012 ayant obtenu 7% des voix. L'aide de l'Etat aux partis est proportionnelle à leur score électoral.

Depuis plusieurs années le parti néonazi est accusé de nombreuses violences surtout contre des immigrés et des militants de

gauche. L'assassinat du musicien Pavlos Fyssas à la sortie d'un bar dans la banlieue ouest d'Athènes a provoqué un électrochoc en Grèce et a contraint les autorités à agir pour la première fois contre les néonazis. AFP 22.10

La responsabilité du PASOK et de Nouvelle Démocratie est totale.

Pour le meilleur... et pour le pire.

- L'inventeur du web soutient Snowden et tacle la NSA - nouvelobs.com

Si les geeks se demandaient ce que Sir Tim Berners Lee, l'inventeur du web, pensait de l'affaire Prism et de celui par lequel le scandale est arrivé, Edward Snowden, ils seront rassurés : Sir Tim est du côté du "whistleblower", le lanceur d'alerte, comme on l'appelle en anglais. Invité d'honneur du "Abu Dhabi Media Summit", consacré aux opportunités du monde numérique, il a tenu le mardi 22 octobre, pour l'ouverture de cette conférence à manifester son soutien à Snowden et à condamner en prime l'action de la NSA (National Security Agency) américaine : *"Clairement, nous avons tous besoin de protéger notre vie privée quand nous sommes sur le net, même s'il faut aussi équilibrer ce besoin avec celui de notre protection en tant que citoyen. Mais les services secrets américains sont allés bien trop loin, en oubliant que les citoyens ont aussi des droits. Il faudrait que, sauf circonstances absolument exceptionnelles, les utilisateurs d'internet aient le droit de communiquer, sans qu'un organisme puisse intercepter leurs communications"*, estime Sir Tim Berners-Lee. Pour lui, cela doit passer par la création d'une agence indépendante, qui accorderait le droit d'espionner nos actes aux services secrets et aux polices uniquement quand cela serait absolument justifié. Cela veut donc dire créer un nouveau type de droit international, qui serait garant du droit des citoyens à la protection de leur vie privée.

Dans le cas Snowden, l'inventeur du web estime que l'équilibre entre les droits de la police, et celui des citoyens a été rompu. *"Quand nous avons affaire à un lanceur d'alerte, qui a d'abord tenté de changer les choses de l'intérieur et qui pense agir dans l'intérêt de tous les humains, qui agit de façon responsable, qui fait attention dans les documents qu'il communique à la presse, qui tente de faire le moins de mal possible et de respecter un équilibre, alors je crois qu'il faut lui fournir une protection parce que nous ne pouvons faire aucune confiance aveugle à aucun système établi. Nous devons protéger les lanceurs d'alerte"*. nouvelobs.com 22.10

En complément.

- NSA : Washington dénonce les informations "inexactes" du "Monde" - LePoint.fr

- Un collaborateur d'Obama limogé pour son activité cachée sur Twitter - LeMonde.fr

ACTUALITE EN TITRES

Mediabusiness

- Tapie attaque Mediapart en diffamation - LePoint.fr

Mediapart accuse son fils d'avoir fui en Belgique l'enquête judiciaire et le fisc. LePoint.fr 22.10

Le cynisme dans sa nudité.

- Facebook interdit le nu, mais autorise le meurtre - LePoint.fr

Depuis que le réseau social a décidé d'autoriser de nouveau la diffusion de vidéos violentes, des images de décapitation enflamment la polémique. LePoint.fr 22.10

L'inversion du chômage est indispensable juge Hamon - Liberation.fr

Résistance.

- Alcatel: des centaines de manifestants défilent à Nantes - AFP

- Les salariés de La Redoute manifestent à Roubaix - Liberation.fr -

Une broutille.

- 103 milliards de dollars : ce qu'ont dépensé les banques américaines en amendes diverses depuis 2008 - Atlantico.fr

Selon Bloomberg, depuis 2008, les banques américaines ont dépensé 103 milliards de dollars en règlements de litiges et amendes diverses. Atlantico.fr 22.10

Ah la voilà la vraie croissance, la sortie de crise est proche !

- Les Grecs sont 40% plus pauvres qu'en 2008 - Reuters

Guerre idéologique

- La Chine mise en cause à l'Onu sur les droits de l'homme - Reuters

- Aung San Suu Kyi reçoit son prix Sakharov, 23 ans après - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Municipales en Israël: un scrutin boudé par les électeurs - AFP

Les Israéliens ont voté mardi pour désigner leurs maires et leurs conseils municipaux, un scrutin qui a été boudé par la population, sans illusion sur des autorités locales jugées largement corrompues.

Un second tour aura lieu le 5 novembre dans celles où aucun candidat à la mairie n'aura franchi le seuil de 40% des voix.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé un taux national de participation de 42,6 % un peu plus d'une heure avant la fermeture des urnes. A Jérusalem, le taux de participation final s'est établi à 40% et à 31% à Tel-Aviv.

La désaffection des Israéliens pour le scrutin s'explique en partie par les multiples scandales de corruption au niveau municipal.

Alors que les révélations continuent dans le procès de l'ancien maire de Jérusalem Ehud Olmert, accusé de corruption dans un scandale politico-financier, plusieurs édiles mouillés dans des affaires de trafic d'influence ont été mis en examen cette année.

Selon un récent sondage, près des deux tiers (63%) des Israéliens pensent que leur mairie est corrompue. AFP 22.10

2- Turquie

Le Congrès américain a annulé, lundi soir, un contrat de vente de drone à la Turquie. - french.trib.ir

Le Congrès américain a annulé, lors d'une session tenue lundi soir, un contrat destiné à vendre des drones à la Turquie. Selon le Washington Post, cette décision a été prise suite à la révélation par Ankara de l'identité des espions israéliens à l'Iran. french.trib.ir 22.10

SOCIAL

Portugal

- Au Portugal, la contestation anti-austérité gagne les forces de l'ordre - Libération.fr

Les syndicats des forces de l'ordre portugaises ont annoncé mardi leur intention de manifester le 21 novembre à Lisbonne, afin de protester contre les mesures d'austérité prévues par le budget de l'Etat pour 2014. Les mesures de rigueur annoncées pour l'an prochain, qui toucheront particulièrement les fonctionnaires et les retraités, vont «*déstabiliser le fonctionnement des polices*» et engendrer «*une dégradation de la sécurité publique*», ont fait valoir les syndicats dans un communiqué. «*Prendre des mesures sans avoir conscience de leurs conséquences pour le pays est irresponsable*», a ajouté la Commission de coordination des syndicats les plus représentatifs de la police nationale, de la gendarmerie et autres forces de l'ordre.

L'Association nationale des sergents des Forces armées, qui représente quelque 4 500 militaires, a de son côté annoncé un rassemblement à Lisbonne pour le 12 novembre, également pour protester contre les mesures inscrites au budget 2014. En novembre dernier, des manifestations contre la rigueur budgétaire avaient mobilisé environ 5 000 militaires et un millier de policiers à Lisbonne.

La centrale syndicale, proche du Parti communiste, a annoncé une nouvelle manifestation à Lisbonne pour le 1er novembre, jour où le budget doit être voté en première lecture au Parlement. De nouvelles manifestations sont prévues dès samedi dans une douzaine de villes du pays, à l'appel du mouvement citoyen «*Que se lixe a troïka*» («*Que la troïka aille se faire voir*»), de la mouvance des Indignés.

Ce climat social tendu sera en outre marqué par une grève des fonctionnaires le 8 novembre et par une série de grèves dans les entreprises publiques de transports. Avant cela, les syndicats de la poste ont annoncé une grève vendredi pour s'opposer au projet de privatisation du groupe postal. Libération.fr et AFP 22.10

[Haut de page ↗](#)

Le 24 octobre 2013

CAUSERIE

Mise au point. Le populisme de gauche a envahi le mouvement ouvrier.

Autant le droit d'asile politique doit s'appliquer et être défendu sans réserve, dans la mesure où il concerne des militants du mouvement ouvrier menacés ou pourchassés dans leur pays où règne une dictature ou un régime despotique, tyrannique, la décision de s'exiler leur est imposée.

On peut étendre le droit d'asile politique temporairement aux populations qui fuyaient la guerre civile dans leur pays où qui vivaient dans des pays sujets à une agression étrangère comme c'est le cas de la Syrie par exemple, sachant que ces guerres civiles ou ces agressions étaient commanditées par les puissances occidentales, qu'elles y étaient mêlées ou qu'elles les manipulaient, il est donc normal qu'elles assument l'exode d'une partie de la population civile de ces pays.

Autant nous rejetons le droit d'asile économique qui est le produit d'une décision individuelle qui pourrait concerner des milliards de travailleurs et leurs familles de par le monde dont les conditions d'existence sont le produit du capitalisme ou la conséquence de sa survie, cette décision de s'exiler est davantage un choix personnel, qui si on poussait à fond le raisonnement de ceux qui le soutiennent aboutirait à admettre par exemple qu'un travailleur français pauvre ou au chômage pourrait demander l'asile en Norvège.

On ne peut pas invoquer la corruption généralisée, la violence sévissant à l'état latent ou des rapports sociaux contraignant, archaïques, etc. qui existent dans une multitude de pays à travers le monde, répétons-le des milliards de travailleurs y sont soumis quotidiennement depuis des générations ou des siècles, pour légitimer le droit d'asile. Il faut singulièrement manquer de discernement pour soudainement ne plus tenir compte de la réalité ou plutôt être d'une malhonnêteté intellectuelle incroyable pour en faire abstraction et ainsi réécrire l'histoire. Attitude qui est commandée par des intérêts purement électoraux ou d'appareils qui n'a rien à voir avec la prise en compte des besoins des travailleurs ou la cause du socialisme.

L'amalgame entre droit d'asile politique et droit d'asile économique et le soutien à ce dernier ne peut qu'alimenter le racisme et la xénophobie qui porteront gravement atteintes aux militants bénéficiant du droit d'asile politique.

Le populisme ou la démagogie dans ce qu'elle a de plus répugnante a franchi une nouvelle étape et concerne désormais absolument tous les partis ouvriers avec l'affaire Leonarda dans la mesure où il y a des enseignants à la direction du POI (IO n° 274), NPA et LO notamment.

Pourquoi populisme ? Parce que tous ces gens à la bonne conscience, au grand coeur, qui se veulent généreux et remplis de

bonnes intentions envers la misère du monde, quand elle vient d'ailleurs de préférence, refusent ou sont incapables de prendre en compte celle qui s'étale quotidiennement sous leurs yeux, on en veut pour preuve leur incapacité à s'adresser aux couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, à les organiser, qui traduit sur le plan politique leur refus de rompre avec le capital, ses partis et ses institutions qui sont responsables de toutes les difficultés que rencontrent ces millions de travailleurs pour seulement survivre, ainsi que toutes les souffrances qu'ils doivent subir du fait de la décomposition de tous les rapports sociaux de la société.

Il est plus confortable de se pencher sur la misère du monde et de la manipuler à sa guise que de la combattre dans son propre pays, on retrouve ici chez les populistes de gauche le refus de combattre sa propre bourgeoisie, contre les institutions de la Ve République au profit de la troïka, balader les travailleurs à Bruxelles, Frankfurt, Washington ou New York les dépaysement pendant que leur détermination se dilue tranquillement, de telle sorte que lorsqu'ils doivent combattre contre les institutions de la Ve République ils n'en ont plus la force et ils se demandent bien pourquoi puisqu'on n'a pas cessé de leur répéter que le mal qui les frappait venait d'ailleurs, de si loin, inaccessible en somme, rien de tel pour assurer la survie du régime en place, le soutenir l'air de rien, les détourner du véritable objectif politique du combat de la classe ouvrière.

Les meilleures intentions du monde n'ont jamais fait ou remplacé un programme politique, cela aussi les militants l'ont oublié semble-t-il.

On reviendra là-dessus plus tard.

La société OVH qui héberge le site n'est plus en mesure de fournir de statistiques sur la fréquentation de notre portail depuis le 14 octobre suite à un gros problème sur l'un de ses serveurs.

La suite de l'actualisation du site plus tard.

Jeudi 17h à Pondichéry

[Illustration de la photo en Une de la page d'accueil](#)

L'œuvre de Delacroix fait ici l'objet d'une récupération et d'un détournement crapuleux dans la mesure où ni Hollande ni le PS ne peuvent prétendre incarner l'esprit et les valeurs révolutionnaires défendues par les révolutionnaires de 1830.

Eux qui n'ont cessé d'afficher leur soumission totale à Bruxelles et Washington, au Medef, ne peuvent même pas prétendre incarner le courage, tout au plus la lâcheté teintée d'hypocrisie enrobée d'un cynisme digne de représentant de l'Ancien régime.

Marie-Sékolène Royal peut représenter la bourgeoisie décadente, corrompue, décomposée du XXI^e siècle, on dit aussi la réaction décomplexée, à la rigueur son armée, mais certainement pas le peuple ou les classes populaires tant elle est en étrangère aussi bien par son milieu que par ses idées qui n'ont rien de révolutionnaire, seule à la place qui est la sienne une simple d'esprit ou une mégalomane pouvait avancer une prétention aussi déplacée. On la savait démagogue, hautaine, méprisante, elle n'a pas eu besoin de faire preuve de courage pour franchir la barrière du ridicule, puisqu'il appartient à son camp et il colle si bien à la peau de son parti, il en est même devenu le symbole

Quelques mots sur l'œuvre de Delacroix extraits du portail Wikipédia.

- Le peintre a fait connaître sa toile comme une allégorie inspirée par l'actualité la plus brûlante. Elle a pour cadre les trois journées du soulèvement populaire parisien contre Charles X, les 27, 28 et 29 juillet 1830, connues sous le nom des Trois Glorieuses.

Le 25 juillet, Charles X publie quatre ordonnances dans le but d'écraser l'opposition libérale. Ces mesures comprenaient la suspension de la liberté de la presse périodique, la dissolution de la Chambre des députés des départements, la réforme du suffrage censitaire favorable à l'aristocratie et convocation des collèges électoraux pour le mois de septembre. L'opposition appelle à la désobéissance. Les classes moyennes et le peuple de Paris se révoltent. La capitale se couvre de drapeaux tricolores et de barricades. Le peintre a nommé sa toile 28 juillet, date cruciale de la prise de l'hôtel de ville par les émeutiers. À la faveur de trois jours d'émeutes, Charles X abdique. Louis-Philippe prête fidélité à la Charte révisée le 9 août, inaugurant la « *Monarchie de juillet* ».

Le personnage central féminin attire tous les regards. La Liberté emprunte autant à la statuaire antique – drapé, pieds nus, poitrine offerte – qu'aux représentations de la femme du peuple à la lourde musculature et à la peau hâlée¹⁰. Elle emprunte de même aux allégories sereines et hiératiques de la Liberté et de la République qui voient le jour après 1789, comme celles d'Antoine-Jean Gros ou de Nanine Vallain. Elle est ici tant une idée qu'une personne réelle, à mi-chemin entre le tangible et l'idée. C'est cette superposition de références et cette incertitude qui marque Heinrich Heine qui donne un long commentaire littéraire de l'œuvre : « *une douleur impudente se lit dans ses traits, au total bizarre mélange de Phryné, de poissarde et de déesse*

de la liberté ». Curieusement, cette figure allégorique se mêle aux hommes et participe directement aux combats. Elle rassemble le peuple, les faubourgs et la bourgeoisie déclassée dans un même lyrisme révolutionnaire, portée par la construction pyramidale.

Pilier et piédestal, le peuple, dont la misère est sublimée par l'action héroïque, y est représenté comme un élément actif de la révolution. Cette lecture des événements de 1830 a, d'ailleurs, indisposé le premier public bourgeois, qui reprocha à la Liberté et aux protagonistes leur « *saleté* »

Le lyrisme et la violence à l'œuvre dans la toile ont tout d'abord surpris le public. Mais c'est surtout l'image qu'il est donné du peuple et plus généralement de combattants des journées de juillet qui a scandalisé la critique. « *Vraiment, M. Delacroix a peint notre belle révolution avec de la boue.* » Les détails morbides, les représentations sans concession du sale choquent les partisans d'un nouveau régime qui souhaite apaiser les classes populaires et donner une image idéalisée des combats. (Wikipedia)

L'article que lui a consacré généreusement Le Figaro.

- Ségolène Royal pose en Liberté guidant le peuple - Lefigaro.fr

Pour illustrer un entretien dans Le Parisien magazine consacré au courage en politique, l'ex-candidate à la présidentielle a accepté de prendre la pose en s'inspirant du célèbre tableau de Delacroix.

«*J'entends déjà dire que je me prends pour Jeanne d'Arc*», a lâché Ségolène Royal lors de la prise de vue. Lucide mais décomplexée. Vêtu d'une robe blanche, pieds nus et drapeau tricolore dans les mains, l'ex-candidate à la présidentielle a accepté de poser en Liberté guidant le peuple dans le numéro à paraître du Parisien magazine, révèle Le Lab. Elle y donne une interview intégrée dans un dossier consacré au courage en politique, titrée «*Osez, Monsieur le président*». La phrase pourrait être d'elle. «*Il faut savoir prendre des décisions difficiles, au risque de n'être pas entendu par tous. Oser des réponses neuves quand les anciennes ne fonctionnent plus. Et prendre le risque de décisions impopulaires*», assure-t-elle.

Avant la séance photo, organisée le 15 octobre par le photographe Ed Alcock, Le Parisien magazine lui a proposé plusieurs références susceptibles d'incarner cette notion de courage, comme Simone Veil en 1974 prônant la légalisation de l'IVG, ou le groupe féministe des Femmes. Mais son choix s'est immédiatement porté sur le célèbre tableau de Delacroix, peint en 1830, symbole à la fois révolutionnaire et républicain.

(Il n'y a pas d'époque pour être rétrograde ou incarner les Versaillais. - ndlr)

Un modèle pour l'ancienne compagne de François Hollande, qui revendique avoir défendu, depuis 2007, «*un certain nombre d'idées anti-conformistes qui ont, depuis, fait leur chemin dans [s]on camp politique: la sécurité, l'ordre juste, la nation* ». La présence du drapeau français n'est également pas anodine pour celle qui avait appelé, lors de sa campagne, à «*reconquérir les symboles de la nation*». Enfin, le symbole féminin, évident: «*On a souvent dit que, en 2007, j'étais trop en avance sur mon époque. La France n'était pas encore prête à imaginer une femme présidente de la République*», assure aujourd'hui Ségolène Royal. Lefigaro.fr 23.10

Depuis 2007, pour un peu elle revendiquerait à la fois le bilan politique de Sarkozy et de Hollande, ce qui serait somme toute normal puisque Hollande a poursuivi la politique réactionnaire de son prédécesseur, "*l'ordre juste*" règne, c'est l'essentiel !

[Le chiffre du jour : 2,28.](#)

- Le PDG de Facebook, patron le mieux payé d'Amérique du Nord - LeMonde.fr

Le patron-fondateur de Facebook, Mark Zuckerberg, arrive en tête de la liste des patrons les mieux payés d'Amérique du Nord, publiée mercredi 23 octobre par la société de recherche GMI Ratings, avec une somme record de près 2,28 milliards de dollars en 2012. LeMonde.fr 23.10

Non, ils n'ont pas confondu les millions et les milliards.

Autant dire que tous les discours sur le combat contre les inégalités ou le partage de richesses sont du domaine de la supercherie politique, de la trahison. Seul le combat politique orienté dans la perspective de la liquidation du capitalisme correspond aux besoins des travailleurs et est conforme au socialisme.

[Les néolibéraux sont bien à l'origine de la "**théorie conspirationniste**" en Syrie et ailleurs \(et pas les seuls\).](#)

Bien que la fabrication de preuves contre le régime ait fait long feu, ils ont encore suffisamment d'imagination pour inventer une "*nouvelle théorie conspirationniste*".

En réalité, ce qu'ils décrivent complaisamment comme une "*nouvelle théorie conspirationniste*" serait rien de moins que le produit de la politique harsardeuse du Qatar et de l'Arabie saoudite qui ont envoyé en Syrie des barbares armés pour semer la terreur dans ce pays et le détruire, et la manière dont tactiquement Assad et les généraux syriens s'en sont servis pour combattre d'autres barbares cette fois syriens, les Frères musulmans également armés par le Qatar, la Turquie et les puissances occidentales notamment. Face à des barbares sanguinaires, le cynisme du régime ne nous choque pas en période de guerre.

L'archaïsme politique, le fanatisme idéologique et la cruauté de ces mercenaires syriens et étrangers ont eu pour conséquence contrairement aux effets qu'ils en escomptaient, de convaincre la majorité des Syriens de se ranger derrière Assad qui apparaissait ainsi comme le moindre mal.

- Syrie: EIL, le petit groupe de djihadistes qui inquiète tout le monde - Slate.fr

Un soir, j'étais assis dans un café, en terrasse, où un homme grisonnant fumait tranquillement le narguilé, projetant d'épais jets de fumée par les narines. Il se faisait appeler Abou Abdoul, combattant au sein d'une brigade affiliée à l'Armée Syrienne Libre (ASL), les forces modérées soutenues par l'Occident. Nous nous mîmes à parler des djihadistes, puis il changea brusquement de sujet. *«Il te demande de ne pas mentionner le nom de sa brigade, me déclara alors mon interprète. Tout le monde a peur de l'EIL (Etat Islamique en Irak et au Levant lié à Al-Qaïda).»*

L'EIL a détourné l'attention de la guerre entre le régime et les rebelles, et a apporté comme jamais de l'eau au moulin d'Assad qui affirme en permanence qu'il n'est pas confronté à des adversaires politiques mais à des «terroristes», comme l'a encore récemment déclaré son ministre des Affaires étrangères, Walid al-Mouallem aux Nations Unies.

Voilà pourquoi à Antakya (un village en Turquie proche de la frontière avec la Syrie - ndlr), chacun pense que l'EIL est une des armes secrètes du régime. Tout ceci sonne comme une bonne vieille théorie conspirationniste, mais j'ai pu m'entretenir avec des diplomates occidentaux qui tiennent cette théorie comme plausible, à défaut d'avancer la moindre preuve. Au cours de l'été 2012, Assad a fait libérer de nombreux djihadistes qui avaient combattu au sein d'al-Qaïda en Irak et dont on soupçonne qu'ils ont aidé à la formation de l'EIL.

Des journalistes, des activistes et des combattants ont également remarqué que tandis que l'artillerie du régime pilonnait le quartier-général de l'ASL à Alep, le camp de l'EIL, pourtant situé à côté, ne reçut pas le moindre projectile avant que les djihadistes ne s'en aillent; il en fut de même au sein de la ville très contestée de Raqqa, à l'Est de la Syrie. L'EIL a pour sa part très peu fait pour libérer des secteurs tenus par le régime; mais s'est emparé de Raqqa et de la ville frontalière d'Azaz, arrachées aux forces de l'ASL.

Tout ceci n'est peut-être, en effet, qu'une nouvelle théorie conspirationniste. Aaron Zelin, spécialiste de la Syrie et qui suit de très près la dynamique des groupes rebelles, rejette cette idée qu'il décrit comme *«moitié vœu pieu, moitié délire»*. Mais ce qui ne fait pas de doute, c'est l'effet d'entraînement de l'EIL et de son Islam radical. J'ai parlé à un groupe de combattants blessés évacués et soignés dans une clinique de la ville turque de Reyhanli, à quelques kilomètres de la frontière avec la Syrie.

L'un d'eux, qui se faisait appeler Abou Abbas, avait usé les bancs de l'université al-Baath de Homs en compagnie de mon interprète, Rifaie Tammas. Il y suivait alors un master en littérature anglaise. Rifaie fut choqué de l'entendre défendre l'EIL et affirmer que ce groupe combat les modérés parce que ces derniers sont les marionnettes des Américains.

L'islamisation grandissante de la rébellion a quelque chose à voir avec l'EIL, mais bien davantage avec l'amertume croissante des rebelles à l'égard de l'Occident et des groupes d'exilés qui passent leur temps à se quereller dans le confort d'hôtels égyptiens ou turcs et qui les ont abandonnés. Le discours des islamistes – et pas seulement l'EIL – consiste à dire: *«Nous ne pouvons plus nous tourner que vers Dieu»*.

Les rebelles modérés sont de plus en plus isolés. Le 24 septembre, 13 groupes de combattants –dont le Jabhat al-Nosra, affilié à al-Qaïda, les brigades salafistes et d'autres groupes plus classiques – ont publié une proclamation commune dans laquelle ils font vœu d'opérer dans un *«cadre islamique»* fondé sur *«la charia, seule source de législation.»* Dans le même temps, ces groupes ont coupé tout lien avec le Conseil National Syrien (CNS), le groupe d'exilés soutenu par l'Occident. Leur pacte ressemblait davantage à un geste de solidarité que de désespoir.

Les choses auraient pu en être autrement. Le président américain Barack Obama aurait pu soutenir les modérés s'il avait fourni des armes aux rebelles il y a plus d'un an, comme le lui suggérait Hillary Clinton, sa secrétaire d'Etat. En refusant de le faire, il a discrédité le CNS, s'est aliéné de nombreux groupes de combattants et a provoqué un vide que l'EIL a comblé au fur et à mesure. (Donc, demain si nous prenons les armes pour faire respecter la démocratie, nous serons qualifiés de "*rebelles modérés*" par l'auteur de cet article, James Traub James Traub qui contribue au New York Times Magazine et tient une chronique hebdomadaire dans Foreign Policy, nous dit le portail Slate. fr de Copé et Attali notamment, deux publications liées aux banquiers de la Fed qui nous adresseront leurs félicitations... ou plutôt leurs drones ou leurs tueurs de la CIA ! - ndlr)

Aujourd'hui, à cause, pour une large part, de cet échec, Obama a de bien meilleures raisons de refuser une assistance militaire américaine aux rebelles. Le président ne va pas fournir du matériel à une rébellion qui se défie à ce point des valeurs occidentales.

Surtout, la crainte de voir des armes perfectionnées tomber dans les mains d'extrémistes, sans doute surestimée il y a 18 mois, ne peut plus être écartée désormais. Les combattants et activistes à qui j'ai parlé insistent pourtant sur le fait que la seule manière de vaincre l'EIL et le régime consisterait à obtenir un flux constant d'armes et de munitions. Ils ont raison, mais ils ne parviendront pas à convaincre Washington de le faire. Et les conséquences d'une hypothétique victoire militaire apparaissent de plus en plus dangereuses.

Imad Dahro, ancien général de la police nationale syrienne ayant fait défection l'an dernier m'a assuré, comme d'autres, que le régime s'effondrerait si les Américains se décidaient à lancer une vaste campagne de frappes de missiles. *«Et après, lui ai-je demandé? La myriade de groupes rebelles dans le nord ne risque-t-elle pas de s'entre-déchirer?»* Il réfléchit un moment avant de me dire: *«Peut-être»*.

Pour résumer, la montée en puissance de l'EIL a beaucoup aggravé la situation pour les rebelles, considérablement aggravé la situation pour l'Occident et immensément aggravé la situation pour le régime. J'ai entendu de nombreux Syriens évoquer l'idée de la mise sur pied de brigades non-radicales, avec un noyau formé par des troupes de l'ASL, qui se regrouperaient pour combattre l'EIL.

Ce n'est qu'à cette condition qu'elles pourront entreprendre un effort concerté pour mener la guerre contre le véritable ennemi: le régime. Ce qui est certainement vrai, c'est que les rebelles n'obtiendront pas une aide majeure de l'Occident tant qu'ils seront incapables d'inverser le processus d'islamisation, quand bien même certaines brigades continueront de recevoir ponctuellement des armes et des munitions en provenance de l'Arabie saoudite, du Qatar et d'autres pays.

Mais cette radicalisation a plus de chances d'augmenter que de diminuer. Les extrémistes étrangers vont continuer d'affluer en Syrie (un récent article du magazine Der Spiegel estimait qu'au sein de la ville syrienne d'Atmeh, face à celle de Reyhanli, de l'autre côté de la frontière, les djihadistes étaient au nombre de 1.000).

Assad va continuer d'exploiter la focalisation de tous sur les armes chimiques pour continuer de perpétrer des atrocités contre les réfugiés syriens. Les rebelles vont continuer d'encaisser les coups et d'infliger des pertes. Le torrent continu de réfugiés va déstabiliser davantage encore le Liban et la Jordanie.

Obama n'a jamais avancé l'argument que l'intérêt national des Etats-Unis était d'empêcher une telle débâcle, par des moyens militaires comme diplomatiques. Mais il est peut-être déjà trop tard. Slate.fr 23.10

Il est quand même bon de se rappeler qu'Assad et le Parlement syrien ont été élus dans des conditions démocratiques proches de celles qui existent en France, puisqu'il y figure des élus de l'opposition et que les partis ouvriers avaient présenté leurs candidats, dont le Parti communiste syrien.

Qu'ensuite ce sont des djihadistes syriens qui représentaient une infime minorité de l'opposition syrienne, ainsi que des mercenaires étrangers infiltrés en Syrie qui ont commencé les hostilités amées ou se sont déclarés des ennemis en guerre contre le Président élu et son gouvernement, en réalité contre l'immense majorité du peuple syrien qui a aucun moment n'a manifesté son intention de mener une guerre armée contre le régime pour le renverser.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande a-t-il été élu pour propulser le candidat Valls du groupe Bilderberg (2008) ?

- Les Français préfèrent Valls à Hollande pour 2017 - Reuters

Un tiers des Français (33%) souhaitent que Manuel Valls soit le candidat socialiste à la présidentielle de 2017, loin devant François Hollande (9%), selon un sondage Harris Interactive pour le Figaro magazine et LCP diffusé jeudi. Plus grave pour l'exécutif, 80% d'entre eux estiment que François Hollande ne gagnerait pas face à un candidat de droite. Seul Manuel Valls pourrait avoir une chance de l'emporter (54%), seuls 16% des sondés pensant la même chose du chef de l'Etat.

"Et si, pour la première fois depuis 1974, un président sortant n'était pas en situation de se représenter pour un second mandat ?", s'interroge Le Figaro magazine. Reuters 23.10

Et encore, si Hollande tient jusqu'en 2017 !

Conditionnement. Elle n'est pas belle la vie, hein ?

- Etes-vous heureux au travail comme 73% des Français? - L'Express.fr
- Pour vivre heureux, soyons prof, agriculteur ou cadre de la fonction publique - 20minutes.fr

Derrière les enseignants, les fonctionnaires et les agriculteurs qui trustent les premières places du classement, on retrouve les artisans ou commerçants et les médecins, heureux à 84%. Même les policiers, gendarmes et douaniers pourtant prompts à dénoncer leurs conditions de travail se sentent satisfaits de leur situation à 76%. Dans le bas du classement, on retrouve les agents d'entretien (56%) et les ouvriers dans l'industrie (62%). 20minutes.fr 23.10

Etrange, non ? Pas tant que cela au regard de la question qui leur était posée et qui a donné lieu à un amalgame ou faisant appel aux illusions qu'entretiennent la majorité des travailleurs sur la société et les rapports qu'ils entretiennent avec elle, c'est du domaine de la manipulation encore une fois, la voici :

- «Diriez-vous que votre activité professionnelle vous passionne vraiment?». «Diriez-vous que votre travail est vraiment reconnu par vos supérieurs hiérarchiques?»

François Miquet-Marty, directeur associé de l'institut Viavoice note que «*Même si, bien sûr, le niveau de rémunération joue sur la satisfaction, le bonheur au travail repose sur trois éléments clés: la passion pour son métier, le sentiment d'être utile à la société et le sentiment de reconnaissance, notamment par sa hiérarchie.*» 20minutes.fr 23.10

Ma réponse. Je ne vois pas comment mon activité professionnelle pourrait me passionner dans la mesure où je ne l'ai pas choisie ou dans les conditions dans laquelle je dois l'exercer ; mon travail ne peut pas être reconnu par ma hiérarchie qui m'en demande toujours plus ; et je ne vois pas comment je pourrais être utile à une société en pleine décomposition, qui développe tant d'inégalités et d'injustices.

Les 30% restant sont toujours les mêmes.

- Un tiers des Français peinent à payer la facture d'énergie - Liberation.fr

Le taux grimpe à 43% chez les locataires, selon une étude commandée par «60 Millions de consommateurs». Liberation.fr 23.10

Et ils sont mauvais joueurs en plus !

- Les Français manifestent toujours aussi peu d'intérêt pour la Bourse - LeMonde.fr

L'UDF réactivée en réponse à l'implosion de l'UMP

- Le contrat d'alliance MoDem-UDI est prêt, dit François Bayrou - Reuters

Le contrat devant sceller l'alliance entre le MoDem et l'UDI (Union des démocrates et indépendants) de Jean-Louis Borloo est prêt et devrait être signé dans les prochains jours, a annoncé jeudi François Bayrou.

Cet accord scelle le rapprochement de "deux mouvements politiques qui ont compris que séparés, ils ne pèseraient pas assez", a-t-il souligné. "Ils ont trouvé chacun leur voie avec une estime dans l'opinion mais pas assez pour changer les choses."

"La loi électorale est telle que les mouvements singuliers ont beaucoup de mal à y trouver leur place, injustement", a-t-il ajouté. Reuters 23.10

Ah ben si c'est par simple calcul électoraliste, on comprend, quelle noble intention, morale évidemment ! (A suivre)

Intox. Et qui détient le pouvoir au sein de l'Union européenne ? Réponse : la Commission européenne.

- Le parlement européen demande la suspension de l'accord Swift - Reuters

Le Parlement européen a demandé mercredi la suspension de l'accord sur la transmission de données financières de l'Union européenne vers les Etats-Unis, dit accord Swift, en réaction aux activités d'espionnage attribuées à Washington en Europe.

Il demande aux Etats membres de confier une enquête sur les allégations d'Edward Snowden à Europol, l'agence européenne chargée de la coopération policière, qui était chargée de contrôler le respect des termes de l'accord.

Dans l'attente, les eurodéputés demandent à la Commission européenne de suspendre l'accord, une demande que Bruxelles n'est pas tenu de satisfaire. Reuters 23.10

La dernière précision est excellente. Commission européenne mise en place par les chefs d'Etats des 28, eux-mêmes vassaux de l'oligarchie financière et la boucle est bouclée.

ACTUALITE EN TITRES

[Le roquet dit je veux, son maître dit nous voulons.](#)

- Renseignement: Hollande demande "*une coopération*" avec les Américains - AFP
- NSA : Hollande veut une «*coopération bilatérale*» avec le renseignement américain - 20minutes.fr

[Se coucher !](#)

L'Europe face aux batailles du numérique : entre fiscalité des géants du web et protection des données, de quoi l'Union est-elle capable ? - Atlantico.fr

[Concurrence acharnée... pour faire monter le FN](#)

- Propos islamophobes : 2 policiers ont été entendus par l'IGPN - Le Nouvel
- Taubira comparée à un singe: Le Cran porte plainte contre l'ex-candidate FN - 20minutes.fr
- Garde à vue levée à Toulouse pour une connaissance de Merah - 20minutes.fr
- Attaque du RER D à Grigny: la relaxe d'un prévenu confirmée en appel - L'Express.fr
- Deux étudiantes militantes de l'Unef agressées à Paris : l'extrême droite pointée du doigt - Francetv info

[Etrange : pas entendu parler en France !](#)

- Irlande : deux enfants roms rendus à leurs familles après des tests ADN concluants conor Barrins - AFP

[Ils osent tout.](#)

- Droit du sol : Taubira dénonce les "*calculs électoraux*" de l'UMP - Francetv info
- Noël Mamère: A EELV, «*on gueule pour amuser la galerie*» - 20minutes.fr

Alors fermez-là !

Suggestion. Il pourrait adhérer au POI !

- "*Pour Arnaud Montebourg, l'Europe est seule responsable de la montée du FN*" - L'Express.fr

[On achève bien les chevaux.](#)

- Abattoirs Gad: les licenciés obtiennent des compensations - L'Expansion.com
- Goodyear: la CGT lâche du lest après avoir rencontré Montebourg - AFP

Racket du gouvernement des banquiers.

- Les prélèvements relevés à 15,5 % sur certains produits d'épargne - LeMonde.fr

Escroquerie. Tout est à jeter dans ce domaine-là !

- La BCE va éplucher le bilan des banques de la zone euro - AFP

- Bank of America responsable des escroqueries de Countrywide - Reuters

- Zone euro : les banques ont encore besoin d'être recapitalisées - LeMonde.fr

- La Bourse salue les perspectives d'économies chez PSA et l'accord de compétitivité - L'Expansion.com

- iPad Air et iPad mini: Apple préfère la marge aux volumes - L'Expansion.com

Fastoche avec un taux de profit record dégagé par des esclaves chinois.

Où est la vérité ?

- Pakistan: Sharif demande à Obama la fin des frappes de drones - AFP

- Islamabad soutiendrait les frappes de drone américaines - LeMonde.fr

Même si Islamabad dénonce publiquement ces accusations, le "*Washington Post*" cite jeudi des documents secrets qui montreraient l'inverse. LeMonde.fr 23.10

C'est possible, mais comme ces documents sont "*secrets*", ils ont très bien pu être inventés aussi.

La palme de la falsification de la réalité et l'Otan appelé à la rescousse.

- Chute de Kadhafi en Libye: un 2e anniversaire sans faste ni enthousiasme - AFP

Mardi, le gouvernement s'est contenté de féliciter le peuple, dans un communiqué, pour ce "*jour décisif qui a mis fin à la tyrannie et au despotisme et a ouvert une nouvelle ère de liberté, de justice et d'égalité*". AFP

La preuve si nécessaire.

- En attendant, la feuille de route de la transition comprenant les échéances électorales devant doter le pays d'institutions pérennes est sérieusement compromise.

Et les autorités n'ont toujours pas réussi à former une police et une armée professionnelles.

Mardi, elles se sont félicitées de la suite favorable donnée par l'Otan à leur demande de leur fournir du conseil sur la mise en place d'institutions de défense. AFP 23.10

Ziggy t'es merveilleux !

- David Bowie : l'Anglais le mieux habillé - LeMonde.fr

Le BBC History Magazine a déclaré David Bowie "*le Britannique le mieux habillé de tous les temps*". Le chanteur, âgé de 66 ans, dépasse haut la main la reine Elizabeth I (2e place avec 13,6 % des suffrages) ou le roi Henri III (7e place). LeMonde.fr 23.10

En l'absence de véritables concurrents, quoi !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- «Seuls les Syriens» peuvent choisir leur dirigeant - Liberation.fr

Le ministère syrien des Affaires étrangères a répété mercredi dans un communiqué qu'aucun étranger ne serait impliqué dans les décisions concernant l'avenir et la direction du pays dévasté par la guerre. *«Seuls les Syriens peuvent choisir leur dirigeant et décider du présent et de l'avenir de la Syrie. Les Syriens ne laisseront aucune partie étrangère s'imposer (...) dans le choix d'un gouvernement, ou déterminer ses pouvoirs et ses tâches»*, a affirmé le ministère. Liberation.fr 23.10

1.2- Syrie : les rebelles provoquent une gigantesque coupure de courant - Francetv info

Des quartiers de Damas et de nombreuses régions ont été plongés dans le noir. Une attaque menée par des rebelles près de la capitale a provoqué, mercredi 23 octobre, une coupure électrique en Syrie. *"Une attaque terroriste contre un gazoduc alimentant la centrale dans le sud du pays a provoqué une coupure du courant dans les provinces, et les travaux pour le réparer sont en cours"*, a déclaré le ministre de l'Electricité.

Un journaliste de l'AFP à Damas a pu voir une énorme boule de feu se dégager depuis une zone près de l'aéroport international de Damas, situé à proximité de la centrale. Il a aussi confirmé la coupure de courant dans la capitale syrienne. Francetv info 23.10

2- Iran

- Kerry et Netanyahu divergent sur le nucléaire iranien - Reuters

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, ont exposé mercredi à Rome leurs divergences sur le nucléaire iranien, le second réclamant un démantèlement véritable des structures développées par Téhéran.

"L'Iran ne doit pas avoir la capacité de mettre au point des armes nucléaires, ce qui signifie que les Iraniens ne devraient pas avoir de centrifugeuses d'enrichissement (de l'uranium), qu'ils ne devraient pas avoir de réacteur à l'eau lourde produisant du plutonium, qui ne sert qu'à des armes nucléaires", a dit Benjamin Netanyahu à la presse.

Le Premier ministre israélien a souligné que l'Iran devait se débarrasser de l'intégralité de ces stocks de matériaux fissibles ainsi que de ses installations nucléaires souterraines qui, a-t-il dit, *"ne sont souterraines que pour une seule raison : des usages militaires"*.

John Kerry a estimé pour sa part que l'Iran pourrait démontrer le caractère pacifique de son programme nucléaire en adhérant par exemple aux normes internationales suivies par d'autres nations.

"Nous poursuivrons une initiative diplomatique tout en gardant les yeux grand ouverts, conscients qu'il sera vital pour l'Iran d'être à la hauteur des normes que suivent d'autres nations ayant des programmes nucléaires afin de prouver que ces programmes sont véritablement pacifiques", a-t-il dit alors qu'il rejoignait Benjamin Netanyahu à la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Rome.

Le chef de la diplomatie américaine a dit attendre des autorités iraniennes des actes qui démontreront *"de façon claire comme le jour, indéniable et infaillible"* que ses activités nucléaires visent bien, comme l'affirme Téhéran, les usages civils de l'atome.

La semaine dernière à Genève, l'Iran et le P5+1 ont négocié pour la première fois depuis l'accession au pouvoir de Rohani. Un nouveau cycle de discussions est programmé pour le début du mois prochain, toujours à Genève.

L'Iran revendique le droit de retraiter et enrichir de l'uranium à des fins civiles dans le cadre du Traité de non-prolifération (TNP) de 1970 censé éviter la prolifération des armes nucléaires.

Les Etats-Unis lui contestent la caractère automatique de ce droit au motif que Téhéran est en violation de certaines de ses obligations.

Depuis 2006, le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté à plusieurs reprises des résolutions exigeant de l'Iran l'arrêt du processus d'enrichissement de l'uranium de même que ses activités impliquant la technologie des réacteurs à l'eau lourde.

Mais des experts occidentaux reconnaissent, de même que certains diplomates en privé, qu'il n'est plus réaliste d'espérer que l'Iran mettra un terme à ses activités d'enrichissement.

Tout accord, disent-ils, devrait dès lors chercher à fixer des limites strictes et vérifiables au nombre de centrifugeuses opérationnelles en Iran et à la production d'uranium faiblement enrichi. Reuters 23.10

3- Chine-Inde

- Accord sino-indien sur la frontière himalayenne - Reuters

La Chine et l'Inde ont signé mercredi un accord destiné à calmer les tensions au sujet d'un contentieux vieux de plusieurs décennies sur le tracé de leur frontière dans la chaîne montagneuse de l'Himalaya.

La Chine revendique plus de 90.000 kilomètres carrés de territoire disputé par l'Inde dans l'est de l'Himalaya, tandis que New Delhi accuse Pékin d'occuper 38.000 km² de sol indien sur le plateau de l'Aksai Chin dans l'ouest de la chaîne.

Un accord de coopération sur la défense a été signé mercredi à Pékin entre Li Keqiang, Premier ministre chinois, et Manmohan Singh, son homologue indien, pour que les deux pays se préviennent mutuellement en cas de patrouilles militaires et évitent ainsi des affrontements.

"Je suis sûr que cela aidera à préserver la paix, la tranquillité et la stabilité dans nos zones frontalières", a déclaré Li Keqiang.

L'accord prévoit également l'instauration d'une ligne d'appels d'urgence entre les deux états-majors et l'exercice d'une *"retenue maximale"*, en cas de confrontation.

Au printemps, les forces chinoises ont établi un camp à une dizaine de kilomètres à l'intérieur du territoire revendiqué par l'Inde, dans le désert himalayen de Ladakh et l'armée indienne a réagi en installant à son tour un campement provisoire à environ 500 mètres de celui des Chinois.

Les deux pays ont décidé de retirer leurs troupes après plusieurs semaines et d'éviter le risque d'accrochages dans cette zone désertique située à 5.000 mètres d'altitude. Reuters 23.10

[Haut de page ↗](#)

Le 25 octobre 2013

CAUSERIE

Pas envie de causer, on fera un point plus tard, à quoi bon d'ailleurs puisque le populisme a envahi nos rangs, le résultat c'est que d'ex-militants ou des travailleurs qui seraient prêts à d'organiser y renoncent complètement écoeurés, et puis je suis trop crevé. C'est peut-être dû au fait que je n'ai pas bu une goutte d'alcool depuis un mois, je n'ai plus qu'à vaincre la cigarette, mais là c'est une autre paire de manches !

J'ajouterai une vingtaine de nouveaux articles en fin de journée.

ACTUALITE EN TITRES

Un FO syndicat ouvrier ?

- PSA décroche à son tour un accord de compétitivité - Reuters

PSA Peugeot Citroën a signé jeudi son *"contrat social"* avec les syndicats (FO et SIA-GSEA. -ndlr), dernière entreprise en date à obtenir des concessions sur les salaires et la flexibilité du travail pour tenter de conserver une base compétitive en France. Reuters 24.10

Quelle noble intention... patronale !

[Productivité.](#)

- "Trois PV" par jour ou les CRS seront privés de repos - LePoint.fr

Face à la hausse des accidents, un officier des CRS a fixé un objectif très clair à ses hommes: au moins trois PV par jour et par homme. LePoint.fr 24.10

[Les vases communicants.](#)

- Bernard Tapie aurait bénéficié d'un abattement fiscal de plus de 50 millions d'euros - Francetv info

Selon "*Libération*", l'ancien ministre du Budget Eric Woerth a offert entre 54 et 83 millions d'euros de réduction fiscale dans l'affaire de l'arbitrage Adidas. Francetv info 24.10

[Il consomme, une source de profit.](#)

- Pour des intellectuels, l'animal ne doit plus être considéré comme un meuble - 20minutes.fr

Ils pourrait élever le statut social du chien à celui de garde-meuble dans le cas de ces intellectuels.

[Mystification.](#)

- "*L'entreprise doit contribuer au développement humain*" - L'Express.fr

Vous êtes sûr qu'elle ne contribue pas plutôt au développement des inégalités qui n'a rien d'humain ?

[Il n'y aura pas de miracle.](#)

- L'Espagne toujours malade du chômage malgré la sortie de récession - AFP

[Les Vingt-huit chiens de garde d'une dictature impériale.](#)

- Les Vingt-huit se gardent d'appeler les Etats-Unis à cesser leurs activités d'espionnage de pays alliés - LeMonde.fr

[Eugénisme. La palme du cynisme de la semaine.](#)

- Fukushima: l'idée d'un retour des populations évacuées fait débat - AFP

Peut-on faire revenir des gens dans les zones de Fukushima évacuées après l'accident nucléaire de mars 2011?
L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pense que oui, ce qui ne convainc pas tout le monde au Japon. AFP

Personne ne veut habiter une zone radioactive.

"Personne ne veut habiter dans une zone radioactive, mais il y a pourtant des gens qui veulent revenir chez eux", reconnaît Mme Takada, une spécialiste auprès de Greenpeace Japon, pour qui "*c'est respectable et dans ce cas, il est important de leur proposer différents modes de soutien et de les en informer*". AFP 24.10

Une façon comme une autre de s'attaquer à la surpopulation...

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[La confiance aveugle.](#)

- Les Français ont moins confiance dans les associations - LeFigaro.fr -

Plus d'un Français sur deux (52%) dit faire confiance aux associations, un taux en légère diminution par rapport à 2012 où il était de 56%. Mais ces résultats sont à nuancer. En effet, plus de 8 Français sur 10 (84%) déclarent faire confiance aux associations de défense des consommateurs soit une tendance en hausse de 3 points par rapport à 2012. Alors que dans le même temps, les partis politiques ne recueillent plus la confiance que de 14% des personnes interrogées, en baisse de 9 points par rapport à l'année dernière.

Les critères jouant le plus sur la confiance sont le contrôle exercé sur les associations (77%), la rigueur de leur gestion (70%) et l'efficacité de leurs actions (70%). Du côté des donateurs, ceux-ci privilégient les dons en nature tels que vêtements et nourriture (72%), tandis qu'ils sont 49% à donner de l'argent et 17% de leur temps (bénévolat).

Avec environ un sixième de sa population qui se déclare bénévole, la France pointe au 6e rang d'un classement de vingt pays mondiaux établi par le cabinet Deloitte et publié à l'occasion du 8e Forum national des associations et fondations organisé à Paris. La Norvège arrive première avec 52 % de sa population engagée bénévolement, suivie du Royaume-Uni (30%) et de la Suède (28%). En queue de classement, on trouve le Maroc (4%), l'Inde (2%) et le Japon (1%).

En France, on recense 1,3 million d'associations pour 65 millions d'habitants, contre 580.000 pour 82 millions d'habitants en Allemagne, et 193.000 pour 63 millions d'habitants au Royaume-Uni. LeFigaro.fr 24.10

Mon épouse est bénévole dans deux associations depuis plusieurs années, elle m'a raconté qu'une grande partie des dons en nature étaient détournés et faisaient l'objet d'un commerce, entre autres scandales. Je n'ai pas le temps de vous raconter ici son expérience, c'est effarant.

[Vaut mieux se débarrasser de l'étiquette PS pour se faire réélire.](#)

Un deuxième maire claque la porte du PS - lefigaro.fr

En moins de 24h, deux maires ont renié le PS. Après le départ du sénateur-maire socialiste de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) Philippe Esnol, parti gonfler les rangs du Parti des radicaux de gauche, l'édile de Fleury-Mérogis (Essonne), David Derrouet, a annoncé jeudi qu'il quittait à son tour le parti, estimant que François Hollande s'était détourné de ses promesses de campagne. Annonçant officiellement son départ sur sa page Facebook jeudi, il a appelé *«ceux qui veulent construire un autre modèle de développement économique et industriel»* à se rassembler.

«Il y a une collusion terrible entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. On fait payer la fraude fiscale, les délocalisations et donc la hausse du déficit aux classes moyennes avec une hausse des impôts qui va ralentir la croissance et accroître la crise. C'est un non-sens», a-t-il déclaré jeudi. *«Je souhaite être en cohérence avec mes convictions et n'étant pas schizophrène, je ne peux pas faire le grand écart entre ce que je fais et ce que je dis»*, a ajouté David Derrouet, déclarant que François Hollande *«se comporte comme un monarque républicain»* qui *«décide de tout»*.

Relevant une *«hémorragie de militants»*, David Derrouet avertit: *«Il se pourrait bien qu'il y ait également une hémorragie d'élus. Certains ne veulent pas bouger avant les municipales, mais je pense qu'après, certains vont se sentir plus libres»*. lefigaro.fr 24.10

[En attendant qu'un nouveau modèle de "**croissance**" se mette en place : taillable et corvéable à merci.](#)

- Chômage: retour de balancier en septembre et nouveau record AFP

En partie *"contre-effet"* du bug d'août, le nombre des demandeurs d'emploi sans activité a bondi de 60.000 en septembre pour établir un nouveau record (3,29 millions).

En incluant l'Outre-mer, Pôle emploi recensait au total fin septembre 5,1 millions d'inscrits, avec ou sans activité réduite, dont 2,1 millions depuis plus d'un an.

Le principal instrument du gouvernement pour faire baisser le chômage reste les contrats aidés, en attendant que la reprise de l'activité économique soit assez forte pour créer des emplois.

La durée des contrats subventionnés classiques a été allongée et surtout, plus de 70.000 emplois d'avenir, destinés aux jeunes peu ou pas qualifiés, ont été signés depuis novembre 2012. AFP

[Le gouvernement invente le racket rétroactif à la française](#)

Il n'a pas inové en la matière, les Etats-Unis sont coutumiers du fait.

- Taxation rétroactive des gains de l'épargne: "*désespérée*", mais bien légale - L'Expansion.com

La non-rétroactivité des lois est un principe général du droit. Mais selon le Conseil constitutionnel, elle n'a de valeur constitutionnelle qu'en matière répressive. Dans sa jurisprudence, il a donné au législateur la possibilité "*d'adopter des dispositions fiscales rétroactives*". Il suffit d'avoir "*un motif d'intérêt général suffisant*". Le Conseil n'a pas reconnu l'exigence de "*sécurité juridique*" comme un principe constitutionnel.

D'autre part, nous précise Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE, il ne s'agit pas de taxer les gains réalisés avant la mise en vigueur de la mesure. Seules les plus-values réalisées à partir du 26 septembre 2013, date à laquelle la mesure a été rendue publique, sont concernées.

Pourquoi ne prendre en compte le rendement des placements qu'à partir de 1997? Le projet de loi expose ainsi que les prélèvements s'appliqueront "*à une assiette unique, définie par celle de la contribution sociale généralisée, à savoir les gains acquis depuis 1997*". Selon Henri Sterdyniak, c'est parce que l'administration fiscale ne connaît la valeur des produits de placements que depuis leur assujettissement à la CSG en 1997. La mesure aurait même pu s'appliquer à des placements antérieurs si leur valeur de départ avait été fiscalement établie. L'Expansion.com 24.10

Une de mes deux soeurs appartient à la classe moyenne, voici un extrait du courriel qu'elle m'a envoyé hier.

- "*... en ce moment nous devenons des vrais vaches à fric ! Nous faisons que payer des taxes supplémentaires. Avec C. nous commençons à envoyer le maximum d'argent au Portugal, au moins nous ne sommes pas taxés comme en France.*

Nous nous demandons si nous n'allons pas vendre notre maison, car entre les impôts locaux et la taxe foncière les montants deviennent de plus en plus importants, à Montesson pour les 2 nous avons dû déboursier 5 800 €, nos économies diminuent tous les ans pour payer ces taxes.

Sans compter les impôts sur le revenu qui ont augmenté et en plus maintenant ils vont nous taxer sur le PEL et l'assurance vie à 15,5 %, je vais tous fermer.

Nous allons regarder également si nous ne ferions pas mieux de fermer la société (rénovation dans le bâtiment je précise) et en ouvrir une au Portugal, car même de ce côté-la, les impôts et taxes n'arrêtent pas."

J'ai plus de bol en Inde, je viens de placer en banque (d'Etat) 300.000 roupies supplémentaires à 8,75% d'intérêt l'an sur 5 ans, net d'impôt, d'ailleurs en dehors de la TVA, je ne paie pas d'impôt, même pas l'eau, pas d'assurance pour la maison que je loue, rien en dehors de l'assurance de la moto qui est fonction de sa valeur et elle va avoir 10 ans, je vais payer entre 12 et 15 euros en février prochain, une ruine !

Commentaire d'internaute.

Je ne vis pas en France, j'ai sélectionné ces commentaires car je pense qu'ils doivent refléter l'état d'esprit ambiant qui règne au sein de la classe moyenne ou couche moyenne et de la petite-bourgeoisie.

1- Loi votée par 64 voix contre 22= 86 : Où sont les 491 autres députés ?

Qui ?

2- Trop de gens ont peur de la rue, trop ont peur de leurs pertes économiques dans l'aventure de l'explosion sociale. Il n'empêche: cette mesure est un vol légalisé.

Comme le capitalisme !

3- C'était donc ça la fameuse pause fiscale du gouvernement ?

Vous vous attendiez à quoi au juste, à un miracle ?

4- Celà fait plus de 30 ans que je vote indéfectiblement PS aux seconds tours à toutes les élections. Ce coup bas des députés PS à l'épargne des classes moyennes dont je fais partie me révolte. Je n'ai jamais rechigné à payer mes impôts, et depuis des années, je modère mes dépenses pour stocker mes économies sur un contrat d'assurance vie en prévision de ma retraite. Alors quoi ? Je

vais payer 2 fois des impôts ? Une première fois sur mon salaire, et une 2e fois sur ce qui me reste ? Et rétroactivement en plus ! Aucun gouvernement, de droite comme de gauche ne s'est depuis 30 ans attaqué à ce point à l'épargne des classes moyennes. Je n'ai qu'un mot : socio-traitres ! C'est terminé. Je voterai désormais pour n'importe qui, mais plus pour le PS.

Socio-traitres, vous êtes encore loin de la réalité, vous manifestez là encore une illusion dans le PS.

5- J'ai vendu des produits d'épargne sous le couvert de la loi qui les a exonérés de taxes après 8 ans. Que vont penser les clients (des salariés et retraités comme vous et moi) qui m'ont fait confiance ? Or ce gouvernement fait fi de ces avantages fiscaux pour les personnes ayant respectées ce laps de temps. Avons-nous à faire à des pilliers de grands chemins qui cherchent par tous les moyens à ne pas respecter les lois antérieures en prônant des mesures de rétroactivité depuis 1997 ?

Si vous le dites. Guerre de rapine à l'extérieur, au Mali, en Libye, en Syrie, guerre de rapine à l'intérieur, c'est la même politique monsieur.

6- Le gouvernement a franchi la ligne rouge. Beaucoup de petits épargnants s'en souviendront. Quand on sait que c'est la masse populaire qui l'a élu, la sanction sera implacable. Grincements de dents en perspective. A commencer par les élections municipales de 2014, un avant goût du chaos qui ne profitera même pas à la droite...

Rançonner la classe moyenne, l'appauvrir comme ils le font déjà des travailleurs en général, c'est à la fois le produit de la crise du capitaliste qui n'a pas d'issue, sauf à le renverser, et leur stratégie pour que seule l'oligarchie règne en maître absolue.

7- Pourquoi les oeuvres d'art ne sont pas taxées et que c'est toujours le petit peuple qui paye la note ? A présent les Français vont regarder à deux fois avant de signer un contrat avec une banque, nous avons un Etat de voleurs, quand un contrat a été signé il ne faut pas revenir dessus, les prochaines élections vont mettre un terme à toute cette forfaiture.

Vous vous faites des illusions, vous feriez mieux de vous concentrer sur la question que vous vous êtes posé au début : Pourquoi font-ils toujours payer les pauvres, tandis que les riches s'enrichissent toujours plus ? C'est leur système économique en faillite qui le veut ainsi. On le garde ou on s'en débarrasse, choisissez.

8- Ce qui est légal aujourd'hui sera illégal demain et vice versa. Ce qui ne changera jamais c'est l'hypocrisie des élus. Droite, gauche blanc bonnet, bonnet blanc. Il faut une vraie révolution économique, culturelle et redéfinir la vraie démocratie, celle originelle où les élus sont les représentants du peuple. Comment révoquer un élu qui ne respecte pas ses engagements ?

Pardi, en le décrétant ! Mais qui peut le décréter sinon un gouvernement ouvrier révolutionnaire.

9- C'est vrai que le gouvernement actuel s'y prend avec talent pour désespérer les classes moyennes : la punition électorale va être historique !

C'est effectivement vraisemblable. Le pays va devenir ingouvernable, en haut ils ne pourront plus gouverner comme avant, et en bas on ne pourra plus vivre comme avant, la conjonction de ces conditions politiques est nécessaire pour que survienne une révolution, plutôt une bonne nouvelle, non ?

Espionnage: La NSA a mis sur écoute 35 dirigeants de la planète

Un responsable de l'administration américaine a transmis les numéros de téléphone de 35 dirigeants de la planète à l'Agence américaine de sécurité nationale (NSA) qui les a placés sur écoute, révèle le Guardian ce jeudi grâce à des documents transférés par Edward Snowden.

Cette nouvelle révélation intervient au moment où l'Allemagne se montre scandalisée par les révélations sur une possible surveillance du portable de la chancelière Angela Merkel par les Etats-Unis.

va effectivement espionné dans le passé les communications de Angela Merkel.

Dans ce document interne daté du 27 octobre 2006, la NSA «encourage les hauts responsables des branches de l'exécutif qu'elle compte parmi ses clients comme la Maison Blanche, le département d'Etat et le Pentagone, à partager leurs carnets d'adresse avec l'agence».

A lui seul, un haut responsable, dont ni l'identité ni la fonction ne sont révélées, a transmis «200 numéros, dont 35 de dirigeants de la planète», sans que l'on sache desquels il s'agit, se félicitent les responsables de la NSA dans le document. Ils expliquent toutefois que la surveillance de ces numéros de téléphone n'a donné que peu de résultats. 20minutes.fr 24.10

Intox. La réponse est contenue dans la question.

- Espionnage: la Cnil s'interroge sur l'existence éventuelle d'un Prism français - AFP

Lisez bien, la Cnil avoue ne rien contrôler du tout pour aussitôt se "*réjouir*" des garanties que lui aurait fournies le Parlement européen, qui la veille avait démontré qu'il ne contrôlait rien lui même en demandant à la Commission européenne de suspendre l'accord Swift. (lire la causerie du 23). Décidément ils ne savent même pas mentir !

- La Commission nationale de l'informatique et des libertés a saisi le Premier ministre et les ministres de l'Intérieur et de la Défense d'une demande de précisions sur l'éventuelle existence d'un dispositif d'espionnage français équivalent au programme américain Prism.

"La Cnil a saisi le Premier ministre, ainsi que les ministres de l'Intérieur et de la Défense, d'une demande de précisions sur l'éventuelle existence d'un programme français similaire au programme Prism, qui serait ainsi réalisé en dehors du cadre juridique prévu par le législateur", dit l'institution dans un communiqué.

La Cnil, qui "*ne peut contrôler, de manière générale, les fichiers de renseignement*", a par ailleurs "*proposé au gouvernement de renforcer son pouvoir de contrôle en la matière*".

Fin juillet, les responsables du renseignement français avaient nié intercepter toutes les communications, comme l'avancé le quotidien Le Monde. Le journal avait écrit le 4 juillet que la France disposait d'un système d'écoutes illégal et clandestin comparable à celui des États-Unis.

L'institution réitère dans ce communiqué ses inquiétudes concernant Prism. Ce programme, supervisé par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), "*constitue une violation de la vie privée des citoyens européens d'une ampleur inédite et illustre concrètement la menace que représente la mise en place d'une société de surveillance*".

Elle propose des solutions pour prévenir ces risques et demande notamment "*que tout transfert de données relatives à des citoyens européens à la demande d'États tiers soit subordonné à l'autorisation des autorités des pays des citoyens concernés*", rappelle-t-elle.

"Les amendements adoptés par la commission +LIBE+ du Parlement européen, le 21 octobre, sur ce projet de règlement, montrent que ces préoccupations ont été entendues", se réjouit l'institution. AFP 24.10

L'impérialisme américain mène une croisade planétaire pour la démocratie, sauf aux Etats-Unis.

- Aux Etats-Unis, la série noire des adolescents armés - Francetv info

Ils ont entre 11 et 14 ans et portent déjà des armes. En moins d'une semaine aux Etats-Unis, quatre adolescents ont été interpellés ou tués les armes à la main. Mercredi 23 octobre, un garçon de 11 ans a été arrêté pour tentative de meurtre dans son école de Vancouver (Washington). Il avait sur lui un pistolet, 400 cartouches de munitions et plusieurs couteaux.

Des quatre incidents, celui de Vancouver est le seul à ne pas avoir fait de blessés. Lundi, un adolescent de 12 ans a tué un professeur qui essayait de le maîtriser, alors qu'il avait commencé à tirer sur ses camarades d'un collège de Sparks (Nevada, ouest). Il s'est ensuite suicidé en retournant l'arme contre lui.

Une enseignante tuée dans le Massachusetts

Le lendemain, un adolescent de 13 ans a été abattu par la police en Californie alors qu'il se promenait dans la rue avec ce qui semblait être un fusil. La police lui a ordonné de lâcher son arme "*et immédiatement après, les officiers ont tiré à plusieurs reprises sur le sujet et l'ont touché*", selon le shérif du comté de Sonoma. L'arme s'est avérée être un fusil à plombs.

Enfin, mercredi, une enseignante de 24 ans a été tuée par un adolescent de 14 ans dans un lycée de Danvers (Massachusetts, nord-est). La police a retrouvé du sang dans les toilettes et découvert le corps de la jeune femme dans les bois à proximité. Francetv info 24.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

Sans complexes, derrière son regard bleu profond, Pedro Pablo Peña, le président du petit parti Alianza Nacional, n'hésite pas à se revendiquer fasciste, néonazi, représentant d'une extrême droite marginale en Espagne mais qui espère se nourrir de la crise et des tensions indépendantistes.

Sous l'oeil attentif des jeunes sympathisants réunis dans le petit local, à Madrid, du parti qu'il a fondé en 2006, cet avocat énumère les grandes lignes de son idéologie: "*Nation, race et socialisme*".

A ce jour, la mouvance néonazie, héritière du franquisme, reste très minoritaire en Espagne, avec à peine 0,3% des voix aux législatives de 2011 et seulement quelques dizaines d'élus municipaux dans les régions de Valence, de Madrid et en Catalogne.

De fait, en Espagne, c'est le Parti populaire, l'une des deux grandes formations parlementaires, au pouvoir depuis 2011, qui recueille traditionnellement les votes des secteurs les plus conservateurs.

Le PP, successeur d'Alianza Popular, fondé en 1976 par l'ex-ministre franquiste Manuel Fraga, "*est parvenu à intégrer des secteurs de la société qui auraient pu rejoindre ces mouvements (d'extrême droite), mais se retrouvent dans une partie de son discours*", remarque Fernando Vallespin, professeur de Sciences politiques à l'Université autonome de Madrid.

Récemment, plusieurs épisodes isolés ont d'ailleurs rappelé que la droite traditionnelle espagnole n'a jamais totalement rompu avec le franquisme.

Le 12 octobre, jour de la fête nationale espagnole, Alianza Nacional a participé à une manifestation à Barcelone contre les aspirations à l'indépendance de la Catalogne, qui a rassemblé environ 400 personnes agitant le drapeau de l'Espagne franquiste.

"*Je ne vois pas en Espagne de mouvements ou de partis à l'image de ceux que nous voyons ailleurs en Europe, qui aient la capacité de déstabiliser le système politique*", souligne Fernando Vallespin. Pour lui, cependant, c'est sur le thème de l'unité nationale, plus que sur l'immigration, que l'extrême droite peut espérer se faire entendre.

"*Ce à quoi nous aspirons, c'est récupérer une partie du peuple espagnol qui croit encore dans les valeurs du peuple espagnol: l'honnêteté, la discipline, le patriotisme, la religion, la virilité*", remarque Pablo Peña.

Pour séduire cet électorat, Alianza Nacional mise sur l'action sociale. "*La crise peut nous aider*", assure l'avocat, qui a chargé deux jeunes militantes, Adriana Truchado, 22 ans, et sa cousine de 17 ans, Andrea Martinez, de mettre en place ce programme.

De la nourriture, des vêtements, des fournitures scolaires, même un berceau s'entassent dans l'appartement d'Adriana, dans un quartier ouvrier du nord de Madrid. Les bénéficiaires seront des familles de chômeurs, à la condition expresse qu'il s'agisse d'Espagnols. AFP 24.10

2- Turquie

Un groupe de musiciens et d'artistes turcs a créé un parti politique, le Parti Gezi, du nom du petit parc d'Istanbul dont la destruction annoncée a déclenché la vague de contestation antigouvernementale sans précédent de juin dernier. «*Nous voulons tous vivre dans un pays démocratique. Pour faire valoir nos revendications, nous sommes descendus dans les rues et nous avons perdu des vies (...) Il est temps maintenant d'entrer au Parlement*», proclament les dirigeants du nouveau mouvement dans un communiqué publié sur leur page Facebook.

La présidence du Parti Gezi, qui a été officiellement enregistré le 1er octobre auprès du ministère turc de l'Intérieur, a été confiée à un talentueux guitariste et compositeur rock âgé de 37 ans, Cem Köksal. Le mouvement a l'intention de présenter des candidats aux élections législatives de 2015 avec l'ambition de réviser la Constitution turque pour la rendre «*plus démocratique*». Liberation. fr 24.10

3- Syrie

3.1- "*Les Etats Unis se rendent peu à peu à l'évidence : ils sont incapables de renverser le régime syrien et ils ont toujours l'Iran en face d'eux et pas à leurs côtés*". C'est en ces termes que le journal israélien Haaretz fait le point sur la situation en Syrie sous l'intitulé "*Soutien à Assad? Nouvelle preuve de l'échec des rebelles*" : le journal aborde les négociations qui se déroulent en ce moment entre l'ASL et le régime Assad, négociations qui ont tout pour convaincre l'administration US de leur incapacité à provoquer la chute d'Assad. Haaretz évoque la double paralysie américaine sur le terrain du combat : la montée en puissance

des courants takfiris d'une part et la faiblesse croissante de l'ASL de l'autre : A cet égard il est fort possible que les Etats Unis parviennent à la conclusion suivante : il n'y plus aucun groupe pour prendre en main la révolution en Syrie.

Cet aspect de la chose a l'inconvénient de pousser les Etats Unis à abandonner le projet de démocratisation de la Syrie à croire que le temps n'est pas venu pour que la Syrie se démocratise. Les efforts de l'opposition anti-Assad à l'étranger ne sont pas d'ailleurs de nature à susciter trop d'espoir à Washington et les négociations des officiers de l'ASL avec le régime non plus.

Haaretz fait allusion au rapport du célèbre journaliste de *The Independent*, Robert Fisk qui avait fait état la semaine dernière de la rencontre de deux figures célèbres de l'ASL avec les commandants de l'armée arabe syrienne. : Au cours de cette rencontre les deux parties ont abordé la possibilité de l'amorce du dialogue national qui se ferait très probablement dans la foulée d'une reddition des forces de l'ASL en échange de la protection de leur vie et de leur biens. L'ASL pourra selon la teneur de ces négociations prendre part au processus de la démocratisation du pays et sans exiger le départ d'Assad oeuvrer dans le cadre de la campagne électorale à venir pour que leurs candidats soient élus. Haaretz s'inquiète de ce que ces évolutions finissent par décevoir les Etats Unis et les convaincre du fait qu'en Syrie il n'existe pas le potentiel révolutionnaire nécessaire. Cette chose pourra aussi dissuader les Américains d'aider au renversement Assad puisque ce dernier pourrait être remplacé par Al Qaida .

La guerre en Syrie entre bientôt dans sa troisième année avec le spectre d'Al-Qaïda de plus en plus puissant sur une Syrie en voie de démembrement. Les Américains finiraient très probablement par renoncer à renverser Assad croyant qu'une Syrie sous la dictature d'Assad est mieux qu'une Syrie qaidisée. Les Américains pourront aller même vers une entente avec la Russie pour fixer le sort des Qaidistes. french.tribune 24.10

3.2-Quelle objectivité ? Dis-moi qui t'héberge et te finance, je te dirai dans quel camp tu es.

- Syrie : Radio Rozana, les ondes de la guerre - lepoint.fr

La radio de l'opposition émet 6 heures par jour depuis Paris en diffusant les reportages de ses correspondants qui suivent le conflit dans le pays.

Rozana (le nom signifie *"la fenêtre qui laisse passer la lumière"* en arabe) est une radio *"réalisée par les Syriens, pour les Syriens"* et qui se veut indépendante de toutes les factions de l'opposition. *"Nous voulions donner la parole à toutes les opinions et parler des sujets sensibles, comme la religion, les minorités ou encore la place des femmes"*, explique Lina Chawaf. Le projet a séduit plusieurs partenaires, dont Canal France International (CFI), une structure financée par le ministère français des Affaires étrangères et chargée d'aider à la formation de jeunes médias à l'étranger.

C'est alors qu'intervient CFI. *"Nous avons organisé deux formations d'une dizaine de jours à la frontière turque. Tous les correspondants n'ont pas pu venir à cause de la guerre. Quand on leur a demandé de se présenter, c'était très émouvant. La plupart avait dû braver des dangers inimaginables pour être là, traverser des lignes de front, sortir clandestinement"*, met en avant Nour Hemici, chargée de projet de CFI. lepoint.fr 22.10

4- Etats-Unis

Le général à la tête de l'Africom a assuré mercredi, lors d'une conférence de presse, que le Pentagone n'envisageait pas de supprimer le commandement militaire des Etats-Unis pour l'Afrique malgré la perspective de nouvelles coupes budgétaires. Le budget annuel de l'Africom s'élève à 296 millions de dollars, un somme qui ne pourrait même pas financer les frais de l'une des bases américaines à Djibouti, selon les rapports parvenus. La présence du commandement militaire américain en Afrique, constitue un soutien militaire et fait avancer les politiques du département d'Etat américain sur le continent noir. *« Depuis toujours, les Etats-Unis avaient des intérêts en Afrique. Ce qui est nouveau depuis les cinq dernières années est que nous sommes plus directement engagés, mieux coordonnés »* que par le passé, a affirmé la secrétaire d'Etat adjointe pour l'Afrique, Linda Thomas-Greenfield, lors de cette même conférence. Ces dix dernières années, l'armée américaine a tissé un réseau logistique à travers toute l'Afrique de l'Est notamment, avec des accès sécurisés à des ports et aéroports stratégiques. Cette présence a suscité de nombreuses réactions.

Dans le même temps, la prétention de lutter contre la présence d'Al-Qaïda en Afrique qui représente la principale menace pour la sécurité sur ce continent, sert de bon prétexte à la présence militaire des Etats-Unis en Afrique. De son côté, Washington a cherché à profiter au maximum de cette prétention. En donnant des promesses d'aides commerciales, en matière technologique et militaires, l'administration d'Obama a tenté de préserver les intérêts de Washington en Afrique et d'atténuer la vague de pessimisme vis-à-vis des agissements américains sur ce continent.

De l'avis des experts ce constat a rendu plus difficile la confrontation avec l'influence de la Chine. Et ce alors que l'une des raisons de la création de l'Africom, est de faire face à l'influence chinoise sur ce continent outre la poursuite des objectifs et revendications militaires des Etats-Unis. Avec son influence en Afrique, la Chine a compromis le plus grand objectif américain sur ce continent noir qui est l'accès au pétrole. En tout état de cause, après le Moyen Orient qui est considéré comme la plus grande source de pétrole et de gaz dans le monde, le continent africain recèle la plus grande part des ressources naturelles de gaz

et de pétrole.

Sous sa présidence, ex-président américain, George Bush avant affirmé en 2003 que dans un proche avenir 25% de l'importation américaine de pétrole proviendrait du continent africain. Et ce alors que la Chine envisage élargir ses relations avec l'Afrique et sans tenir compte de certaines considérations politiques fréquentes, elle a développé ses relations économique avec les pays africains. Cette démarche a amené les pays occidentaux à considérer la Chine comme un rival qui cherche sa part des ressources africaines et opter pour le militarisme. De l'avis des experts l'envoi de drone américains, et l'ingérence flagrante en Somalie et dans les autres régions en conflits révèlent bien les politiques à long terme des Etats-Unis dans la région. french.irib.ir 24.10

5- Russie

L'agitation islamiste dans le Caucase est une vieille affaire.

Elle a commencé dès les Années 30 et a été organisée par le IIIe Reich et le Parti nazi allemand pour déstabiliser l'URSS. Elle a alors culminé lors de la seconde guerre mondiale en 1941-44 qui a même vu de nombreux musulmans '*soviétiques*' combattre avec les Nazis, y compris dans la Waffen SS. Parmi les collaborateurs des nazis les Frères musulmans, organisé en réseaux par les nazis, depuis leur centrale de Munich. Cfr. le livre enquête « *Une Mosquée à Munich. Les Nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident* » de Ian Jonhson (JC Lattès).

Les islamistes instrumentalisent le "*grand jeu*" géopolitiques contre la Russie.

En 1945, les réseaux musulmans sont repris en mains par les Américains et engagés dans la guerre froide contre l'URSS. La fin de celle-ci ne marque pas la fin mais un nouveau départ. Car les géopoliticiens US, dont Brezinski, l'auteur du « *Grand Echiquier* », ont repris le programme géopolitique du théoricien nazi Rosenberg et leur but final est l'éclatement de la Fédération de Russie. Le Caucase russe, ventre mou de la Russie, est l'un des fronts privilégiés de cette guerre sourde. Les deux guerres de Tchétchénie – 1994 et 1999 (gagnée par Moscou) -, l'agitation au Dagestan en sont les manifestations.

Derrière les ennemis de la Russie : USA, NATO, Saoudiens qui ont pris en mains les djihadistes du Caucase. Vilnius en Lituanie abrite leurs moyens de communication sur le Net. Quand à la Géorgie, ses services secrets offrent réseaux, filières ...

La guerre d'agression contre la Syrie est en partie une projection du conflit du Caucase russe. Les djihadistes caucasiens y combattent dans une grosse katiba de l' « *Emirat Islamique du Caqucase* ». Et les ennemis de Damas entendent bien exporter le conflit en Russie pour punir Moscou. Des sources diplomatiques évoquent même en coulisse des menaces directes du prince saoudien Bandar Sultan, patron des services spéciaux de Riad et véritable dirigeant des terroristes islamistes et des djihadistes en Syrie, sur les JO de Sotchi ...

Les islamistes à l'origine de l'attentat de Volgograd....

Une kamikaze originaire du Daguestan, république instable du Caucase russe, a tué ce lundi six personnes en se faisant exploser dans un autobus rempli d'étudiants à Volgograd, « *un attentat qui a ravivé les craintes concernant la sécurité à 100 jours des JO de Sotchi* » selon l'AFP. "Six personnes ont été tuées ainsi que la femme kamikaze" dans l'explosion survenue vers 14H00 locales (10H00 GMT) à Volgograd (ex-Stalingrad, sud), a indiqué à l'AFP un porte-parole du comité d'enquête russe. "L'enquête a été ouverte pour attentat terroriste, meurtre et trafic d'armes et d'explosifs", a ajouté un responsable du comité d'enquête, Vladimir Markine, dans un communiqué.

Selon les informations diffusées par la branche locale du comité d'enquête, la kamikaze "s'est récemment convertie à l'islam". Il s'agit de Naïda Assialova, 30 ans, habitante de Makhatchkala, capitale du Daguestan, république instable du Caucase, proche de la Tchétchénie, a précisé M. Markine. Selon les enquêteurs, elle avait fait ses études à Moscou où elle a fait la connaissance de Dmitri Sokolov, son futur époux, qu'elle a "enrôlé" dans la mouvance islamiste armée. "Sokolov s'est rendu au Daguestan. Aujourd'hui il est recherché comme membre d'un groupe armé de Makhatchkala", a indiqué la branche locale du comité d'enquête.

La Russie a été frappée depuis 1999 par une série d'attentats sanglants, plusieurs d'entre eux étant commis par des femmes-kamikaze, arme privilégiée de la rébellion islamiste. Cette rébellion a notamment revendiqué un double attentat suicide en mars 2010 dans le métro de Moscou (40 morts) et un autre à l'aéroport Moscou-Domodedovo en janvier 2011 (36 morts).

Après la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), la rébellion s'est rapidement islamisée – sous l'impulsion des Américains et des Saoudiens - et a de plus en plus débordé hors des frontières de cette petite république pour se transformer au milieu des années 2000 en un mouvement islamiste armé actif dans tout le Caucase du Nord.

Le chef des islamistes du Caucase russe Dokou Oumarov, ennemi numéro un du Kremlin, avait appelé en juillet dans une vidéo à des attaques contre les JO de Sotchi (sud), qui s'ouvrent le 7 février, pour empêcher "*par tous les moyens*" la tenue de cet

événement. Oumarov a à maintes reprises déclaré qu'il voulait porter le terrorisme partout en Russie. Ils ont menacé Sotchi, mais pas seulement". *"Nous vivons avec la menace terroriste et cette attaque nous le rappelle"*, affirme un expert russe.

Il s'agit sans aucun doute d'un avertissement de Bandar Sultan, dont le récent voyage à Moscou s'est mal déroulé, à Poutine sur la Syrie. Mais connaissant le maître du Kremlin, il s'agit vraiment d'une faute qui ne restera pas sans réponse. french.irib.ir 24.10

ECONOMIE

Groenland

- Groenland: London Mining remporte la première grande concession minière - AFP

Le Groenland a annoncé jeudi avoir accordé sa première grande concession minière à une compagnie minière britannique qui va avoir recours à des travailleurs chinois.

London Mining a indiqué dans un communiqué qu'il était autorisé à exploiter pendant 30 ans un gisement de minerai de fer à 150 km au nord-est de la capitale Nuuk, qui devrait produire 15 millions de tonnes par an.

Le Groenland, territoire autonome du Danemark, compte fortement sur ses ressources en minerais pour développer une économie qui dépend des subsides versés par Copenhague et de la pêche.

Lors des élections législatives en mars, les Groenlandais ont porté au gouvernement des sociaux-démocrates qui ont promis de tirer parti fiscalement de l'intérêt de groupes étrangers pour le sous-sol de l'île.

La majorité des ouvriers devraient être chinois, London Mining ayant indiqué en 2010 que *"l'implication de groupes chinois devraient selon les prévisions permettre des économies de coût importantes"*.

La compagnie table sur 810 emplois au plus fort de l'exploitation de la mine, dont il estime que 55% pourraient être occupés par des Groenlandais. AFP 24.10

[Haut de page ↗](#)

Le 26 octobre 2013

CAUSERIE

Vendredi 22h20 à Pondichéry

J'ai ajouté 23 documents et quelques liens ont été réparés.

Vendredi 23h55 à Pondichéry

J'ai eu le temps de lire quelques articles que j'avais mis en ligne plutôt et de télécharger deux morceaux de Michael Angelo Batio plus un de Steeve Vai en concert à Jakarta en 2013,

J'ai remis la Tribune libre à la demande de plusieurs militants. Celle d'août a été archivée. J'ai mis ce que j'avais conservé dans mon disque dur uniquement. Maintenant je vais pouvoir écouter un peu de musique pour me détendre.

Samedi 17h15

Le site est actualisé et je n'ai pas envie d'ajouter un mot, je serais forcément désagréable.

[Le saviez-vous ?](#)

- Même dans ses rapports à l'Associated Press, MSF reconnaît qu'il opère dans six hôpitaux en zone rebelle. Dans l'article de

Tony Cartalucci, intitulé "*Les médecins derrière les plaintes contre les armes chimiques aident les terroristes*" ("Doctors" Behind Syrian Chemical Weapons Claims are Aiding Terrorists), il est fait mention que derrière l'apparente indépendance de MSF, cette ONG est subventionnée par les intérêts de financiers qui supportent l'action militaire occidentale contre la Syrie.

MSF est financé par les mêmes groupes financiers qui soutiennent la politique étrangère de Wall Street et de Londres qui appelle au changement de régime en Syrie et en Iran.

Le rapport annuel de MSF en 2010 inclus parmi ses donateurs : Goldman Sachs, Wells Fargo, Citigroup, Google, Microsofft, Bloomberg, le capital de Bain de Mitt Romney et une myriade d'autres groupes financiers. MSF fait figurer aussi au sein de son conseil des banquiers tel que Elizabeth Beshel Robinson de Goldman Sachs.

(source : Médecins Sans Frontières : Une branche médicale de la machine de guerre en Syrie - 10.10.2013 - Comité Valmy)

Avec de tels parrains, MSF est une organisation malfaisante et mafieuse. On en apprend de belles tous les jours. Il n'y aurait rien d'étonnant à cette ONG serve aussi de couverture aux services de renseignement français et d'autre pays, israéliens par exemple compte tenu qu'elle a été créée et dirigée par des sionistes déclarés.

ACTUALITE EN TITRES

Période électorale. Il n'est pas gonflé.

- Armée: Le Drian donne un "*ballon d'oxygène*" aux bases militaires - AFP

Domage que l'exécution soit reportée...

- Le juge Burgaud fait un procès à Bertrand Tavernier - LePoint.fr

Fabrice Burgaud, qui a instruit l'affaire d'Outreau, avait initialement déposé plainte pour "provocation au crime", pour les propos tenus le 10 avril par le réalisateur dans l'émission "*C à vous*" sur France 5. Bertrand Tavernier évoquait le film "*Présumé coupable*", dans lequel l'huissier Alain Marécaux, l'un des acquittés de l'affaire d'Outreau, est incarné par Philippe Torreton. Le réalisateur avait notamment déclaré: "*C'est quelqu'un que vous avez envie d'exécuter le juge d'Outreau.*" Il avait aussi accusé le juge d'avoir "*cassé des vies*", "*détruit des gens*". LePoint.fr 25.10

On croit rêver, un procès pour une simple pensée exprimée au cours d'une émission et que tout le monde a oublié depuis longtemps ou que personne n'avait retenue. Que Tavernier dénonce cette dictature des juges sans scrupules, des crapules à l'image du régime.

Un ghetto dans le ghetto

- A Paris, le XVIe fait une petite place aux HLM - Liberation.fr

Ticket gagnant.

- L'Eurostar fait de la pub pour l'exil fiscal - Francetv info

"*En avez-vous assez de payer trop d'impôts en France ?*" Cette publicité, repérée vendredi 25 octobre par un passager de l'Eurostar dans Metropolitan, le magazine distribué à bord, est une véritable invitation à l'exil fiscal. Francetv info 25.10

Charettes

- Hochtief supprimerait jusqu'à 2.000 emplois en Europe - Reuters

- Electrolux va supprimer 2.000 postes - Reuters

- Volvo va supprimer deux mille emplois dans le monde - LeMonde.fr

Les temps sont durs...

- Vivendi rembourse 1,5 milliard d'euros d'obligations - AFP
 - Samsung augmente ses bénéfices de 25% au dernier trimestre - L'Expansion.com
-

ACTUALITÉ DU JOUR

Un os à ronger pour les courtisans de l'ONU.

L'Allemagne et le Brésil travaillent par ailleurs à la préparation d'une résolution à l'ONU sur la protection des libertés individuelles, qui devrait être présentée au comité des droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations unies, sans mentionner spécifiquement les Etats-Unis. Elle visera à élargir aux activités sur Internet le "*pacte international relatif aux droits civils et politiques*", voté en 1966 par les Nations unies et entré en vigueur en 1976 pour protéger les droits individuels.

Le Brésil et l'Allemagne souhaitent que soit fait référence à Internet dans l'article 17 du pacte, selon lequel "*nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation*". lemonde.fr 25.10

Manipulation. Faire sauter le verrou de la lutte des classes.

Qui n'a pas envie de dénoncer les "*élites sclérosées*" qui dominent la vie politique en France dont il faudrait "*épousseter*" la pensée en prise à un "*appauvrissement des neurones*" ? Qui serait contre des "*réformes pérennes*" en économie ou en politique qui remettraient en cause la "*domination exercée par une minorité uniforme et unicolore*" au profit du "plus grand nombre (et) de faire briller leur différence" ?

Et par quoi passerait ces "*réformes*" ? Par "*l'université ou militer pour un peu de discrimination positive*", afin d'aboutir à une situation où "*l'élitisme pour tous*" serait la règle.

Mais pourquoi au fait ? Mais pour lutter contre "*le déclin de la France dans le monde*" qui est la conséquence du conservatisme de ses élites.

Et qui se livre à ce constat relayé par Libération, le journal de gauche du banquier Rothschild ? Je vous le donne ne mille : Les Anglo-Saxons !

Reprenons.

Leur méthode a consisté à présenter un constat accablant que chacun pourrait faire de son côté sur les élites qui dirigent ce pays, sans être demandeur de ces "*réformes*" en ce qui nous concerne, histoire d'amener le lecteur à partager les conclusions que Libération tirent de ce constat.

Sauf que voilà, une fois qu'on a pris connaissance des auteurs de ce constat et qu'on se remémore l'idéologie à laquelle ils adhèrent, on en arrive à se dire qu'on était en présence d'un procédé malhonnête tendant à masquer les véritables intentions de ses auteurs, car le lecteur lambda ne fera pas forcément le lien avec leur idéologie dont ils font la propagande à longueur de temps.

Maintenant, de quelle manière s'y prennent-ils pour le manipuler ?

Ils vont focaliser l'attention du lecteur sur la discrimination sexuelle ou raciale, autrement dit, ils se servent des droits bafoués de certaines couches de la population ou de certaines minorités que réprouvent généralement leurs lecteurs, non pas pour qu'ils en acquièrent forcément, non pas pour s'attaquer à ce qu'ils appellent le déclin de la France, ils visent en réalité le conservatisme politique qui en est le véritable responsable à leurs yeux, afin de le briser au profit de l'idéologie néolibérale chère à l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et dont Libération est le porte-parole.

Le titre de cet article lapidaire se réduisait à un seul mot "*Alarman!*" devait provoquer une réaction brutale chez les lecteurs qui seraient amenés à envisager un changement radical, une rupture avec un modèle économique et politique, donc idéologique, pour en adopter un autre, qui ici est à peine effleuré mais suffisamment pour qu'on sache ce qu'il recouvre ou qu'on devine son inspiration, le néolibéralisme.

En résumé, on est en présence d'une instrumentalisation des droits des femmes et des minorités au profit du néolibéralisme.

Quand ils dénoncent les "*élites sclérosées*", ce ne sont pas les élites en tant que telles auxquelles ils s'attaquent dont font partie les dirigeants des médias, mais leur proportion à manquer de détermination pour s'attaquer frontalement aux droits sociaux des travailleurs, aux rapports entre les classes qu'ils continuent d'incarner malgré eux parce qu'ils ne peuvent pas d'un coup se débarrasser du mouvement ouvrier ou anéantir plus d'un siècle de lutte des classes, ils doivent composer avec les classes qui résistent au rouleau compresseur néolibéral, d'où cette propriété dépréciative qu'ils leur collent. Et s'ils instrumentalisent les droits des femmes et des minorités c'est uniquement pour tenter d'enfoncer un coin, d'ouvrir une brèche dans cette résistance de la classe ouvrière et de la classe moyenne, pour la briser, pour les affaiblir et les diviser de telle sorte que le néolibéralisme puisse s'imposer plus facilement.

Ce que ne comprennent pas ou plutôt ne veulent pas comprendre la gauche et l'extrême gauche, c'est que marcher dans cette combines pourrie contribue à favoriser les plans infâmes des néolibéraux. Ils s'en tiennent aux apparences, aux généreuses intentions affichées par les néolibéraux ou leurs porte-parole, l'obtention de nouveaux droits ou l'égalité des droits pour telle ou telle couche ou minorité, alors qu'en réalité ils visent uniquement l'essentiel, nos droits collectifs sociaux et politiques qu'ils parviennent pas ce biais à atteindre et liquider les uns après les autres.

Dites-nous à quoi cela sert-elle l'égalité entre les hommes et les femmes quand ensemble ils sont voués au chômage, à la précarité, à la pauvreté, qu'en reste-il quand les uns et les autres sont réduits en esclavage, cela leur fait une belle jambe de savoir que juridiquement ou institutionnellement ils sont lotis à la même enseigne, quel progrès social ! C'est cette supercherie qu cautionne la gauche et l'extrême gauche, cette imposture dont ils se font les complices parce qu'ils sont incapable de s'attaquer au régime en place ou plutôt ils n'y tiennent pas vraiment, je parle de leurs dirigeants essentiellement, mais pas seulement.

Depuis que Hollande a été élu ils n'ont eu de cesse de procéder de la sorte au nom de l'égalité des droits, les femmes, les homosexuels, les croyants, et maintenant les immigrés illégaux.

Si nous sommes opposés à toute réforme adoptée par le pouvoir en place, c'est parce qu'elle ne peut servir qu'à camoufler et faire passer des mesures politiques d'une portée collective contre l'ensemble des masses exploitées, en revanche nous soutenons et défendons tous les droits conquis par les travailleurs au cours de la lutte de classes, à l'issue de leur mobilisation ou d'une grève. Maintenant, il ne faut pas être borné ou verser dans le dogmatisme, nous défendons tous les droits des travailleurs qu'ils aient été concédés par le régime ou conquis par la lutte.

En quoi dire "**Arabe**" serait-il faire preuve de racisme ? En rien, tout dépend du contexte.

Comme vous avez pu le lire dans une précédente causerie nous n'avons aucune sympathie particulière pour monsieur Mennucci, le candidat du PS aux municipales de 2014, j'avais écrit que c'était le plus mafieux qui avait remporté la primaire au PS.

Lisez bien, alors qu'il sous-entend que Bruno Gilles, sénateur et maire UMP des IV^e et V^e arrondissements de Marseille serait raciste, c'est lui qui le traite ainsi pour avoir évoqué l'"*Arabe*" en parlant de Samia Ghali battue lors des primaires du PS, pire, Alain Fontanel, secrétaire national du PS et tuteur de la fédération des Bouches-du-Rhône soutient Bruno Gilles.

- Les gros sabots de Mennucci - libération.fr

Alors qu'il passait devant les rangs de l'UMP, le député du centre-ville, hâbleur, demande à la droite si elle veut applaudir le candidat élu dimanche dernier pour représenter le PS à la municipale de mars, c'est-à-dire lui-même. Bruno Gilles, sénateur et maire UMP des IV^e et V^e arrondissements (qui forment un secteur clé pour la victoire), rétorque qu'ils vont plutôt crier «*Samia, Samia*», comme les députés UMP mercredi, à l'Assemblée. Mennucci hésite alors, puis se retourne avant de s'asseoir et lancer : «*C'est bien la première fois que tu serais gentil avec une Arabe*». Tollé immédiat sur les bancs de la droite, qui l'accuse de racisme, lui demande de s'excuser. Le député prétend dans un premier temps au micro qu'il a juste dit «*ce serait bien la première fois que tu serais gentil avec Samia*». Mais le brouhaha redouble, il y a une suspension de séance et la droite en profite pour lever le camp.

«*Eux pensent que le mot "arabe" est une insulte*, répond Patrick Mennucci. *Pour moi, cela n'a jamais été le cas. Je passe mon temps à répéter que la communauté marseillaise est faite d'Arabes, de Juifs, d'Arméniens, d'Italiens, etc.*» Dimanche soir, après sa victoire, il annonçait une campagne municipale menée en commun par «*un petit-fils d'Italiens et une petite fille d'Algériens*».

Pour Alain Fontanel, secrétaire national du PS et tuteur de la fédération des Bouches-du-Rhône, les propos de Patrick Mennucci en séance publique sont «*une expression maladroite qui ne remet en rien en cause [ses] qualités humaines et politiques. Nous n'accepterons jamais, ajoute-t-il, de ramener quelqu'un à ses origines comme la droite cherche, elle, à le faire avec le droit du sang. Samia Ghali est française, point*». Un élu socialiste ajoute que les propos de Mennucci sont d'autant plus maladroits qu'ils viennent «*raviver la blessure de la primaire*». libération.fr 25.10

Il a dit les Italiens, il doit être xénophobe assurément, les Juifs, c'est qu'il est forcément antisémite, non mais à ce compte-là on ne pourra plus écrire ou parler librement, on va risquer un procès à chaque instant, c'est le règne de la terreur qu'ils sont en

train d'instaurer avec le concours des médias qui en rajoute à loirsirs, normal.

Ici on m'appelle l'étranger blanc, étranger parce qu'on ne sait pas de quel pays je viens, blanc parce que la population est noire sans que les Indiens soient racistes.

On a appris par expérience que ceux qui se livrent à ce genre de procès d'intention en France, sont généralement de véritables ordures. Ils appartiennent à la même catégorie que ceux qui font la guerre au terrorisme au nom de la démocratie, alors que ce sont eux qui arment les terroristes ou les fabriquent et piétinent, pilonnent à l'artillerie lourde la démocratie qui est leur pire ennemi.

[Un rapport de force mondial moins favorable à l'hégémonie américaine.](#)

- L'hégémonie des USA sapée par une nouvelle répartition des centres de force. - ruvr.ru

Dans son intervention à l'Université Johns Hopkins de Washington où était présenté le livre consacré à Zbigniew Brzezinski écrit par ses anciens collègues et élèves, le géopoliticien a remis soudain en doute la cause de toute sa vie : le renforcement de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Selon Brzezinski, la domination de l'Amérique qui a duré 13 ans après l'achèvement de la guerre froide est révolue et ne reprendra probablement pas dans un avenir prévisible.

La domination mondiale des Etats-Unis s'est écroulée pour deux raisons essentielles, a expliqué le directeur adjoint des études du Conseil pour la politique étrangère et la défense Dmitri Souslov. Selon lui, la première raison réside dans la répartition de l'influence politique, économique et militaire dans le monde au milieu des années 2000 due à l'essor de nouveaux centres de force et à la renaissance des anciens.

« Les pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie, la Russie se sont développés dynamiquement. Leur force potentielle a augmenté, notamment dans la sphère militaire et politico-diplomatique. Deuxièmement, les Etats-Unis ont commis de multiples erreurs. Ils ont essayé de transformer l'hégémonie souple de l'époque Clinton des années 1990 en une hégémonie dure. Or, ils n'ont fait que précipiter la fin de l'hégémonie sans avoir pu réaliser les objectifs fixés par l'administration Bush, en suscitant la protestation de la part de plusieurs centres de force dans le monde et sapé leurs positions. »

Un facteur fondamental nivelle les efforts des Etats-Unis en vue de conserver le leadership. Selon Dmitri Souslov, c'est la diffusion mondiale de la force. La force est répartie dans le contexte de la mondialisation parmi une multitude d'acteurs étatiques et non étatiques. Les groupes terroristes bénéficient aujourd'hui des possibilités historiquement propres aux Etats. Ainsi, le milieu international change au point qu'il est impossible d'envisager l'hégémonie d'un ou de plusieurs pays. Le « *printemps arabe* » a montré les limites de l'influence des Etats-Unis dans la politique étrangère et confirmé que Washington n'était plus à même de modeler à son gré les événements dans le monde. ruvr.ru 25.10

Note. ruvr.ru est le portail de La Voix de la Russie

[Impensable de mettre en cause le Mossad...](#)

- Mossad, NSA... Qui a vraiment hacké l'Elysée ? - nouvelobs.com

Ironie du sort, c'est la NSA qui permet de lever le voile sur l'étrange piratage qu'a subi la présidence française en mai 2012, avant l'élection de François Hollande. "Le Monde" révèle vendredi 25 octobre, grâce à une note interne de quatre pages de la NSA dévoilée par Edward Snowden, que Paris a dans un premier temps soupçonné l'agence de surveillance américaine d'être à l'origine de la cyberattaque.

Le document de la NSA fait référence à une rencontre qui a eu lieu le 12 avril 2013 entre les responsables américains et deux responsables français, Bernard Barbier, directeur technique de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE) et Patrick Pailloux, directeur de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'informations (Anssi). Les deux grands experts français venaient demander "des comptes à leurs homologues américains qu'ils suspectent alors d'être derrière ce piratage".

Dans un chapitre baptisé "pièges potentiels" et "autre information", le document livre les détails des "connaissances de l'agence pour faire face aux accusations françaises", écrit "Le Monde". Le service TAO (Tailored Access Operations) de la NSA, qui gère et mène les cyberattaques à travers le monde, assure le piratage de l'Elysée n'est pas de l'une de ses opérations. Tout de même, le TAO "a demandé à la plupart des plus proches partenaires de la NSA au sein du premier et deuxième cercle s'ils étaient impliqués, tous ont démenti leur implication". "Le Monde" précise que le premier cercle "comprend les seize agences de renseignement américain, le deuxième ajoute le Royaume Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande et le troisième intègre des pays comme la France ou l'Allemagne".

Mais le TAO n'a pas demandé "de façon délibérée" au Mossad, les services secrets israéliens, et à l'ISNU, l'équivalent israélien de

la NSA, s'ils étaient impliqués dans le piratage de l'Elysée. *"Pour justifier cette retenue, le rédacteur [de la note, NDLR] avance, de manière laconique, que 'la France n'est pas une cible commune à Israël et aux Etats-Unis', écrit 'Le Monde'. Comme l'analyse le quotidien du soir, 'la NSA ne dit pas que le Mossad a mené l'attaque mais semble, néanmoins, considérer comme nécessaire le besoin de mentionner l'existence d'un doute raisonnable à l'encontre de l'Etat juif'.* (En style sibyllin "doute raisonnable", pour ne pas dire une certitude ? Même la NSA ne peut pas, n'ose pas s'attaquer au Mossad, alors Hollande ! - ndlr)

L'attaque contre la présidence répond à une logique évoluée. L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) aurait mis plusieurs jours pour restaurer l'ensemble du réseau de l'Elysée. En tentant de remonter la piste des assaillants, ils auraient découvert que tout converge vers les Etats-Unis, croit savoir l'hebdomadaire. *"La secrétaire d'Etat à la sécurité intérieure de l'administration Obama n'a ni confirmé ni démenti nos informations", souligne "L'Express".* Toutefois, l'ambassade des Etats-Unis a formellement démenti les affirmations de l'hebdomadaire, critiquant des *"allégations de sources non identifiées"*.

"Tout ce que je peux vous dire est que l'attaque remonte à plusieurs mois avant notre installation et que nous espérons que cela ne se reproduira pas", concédait l'Elysée au *"Nouvel Observateur"*. nouvelobs.com 25.10

Et l'assassin international court toujours...

Un ado marocain condamné à la prison pour avoir menacé Obama - lefigaro.fr

Le tribunal de Casablanca a condamné vendredi un adolescent marocain de 17 ans à trois mois de prison ferme pour *«crime électronique»* et *«appel à la violence en utilisant des médias électroniques»*.

En 2012, Soufiane I. avait posté un message sur Twitter dans lequel il menaçait de mort le président américain Barack Obama. *«Je tuerai votre président et toutes les personnes qui seront en sa compagnie. C'est ce que je ferai lorsque j'arriverai aux États-Unis le mois prochain»,* avait écrit l'adolescent.

Ce n'est qu'il y a près de deux mois que la police judiciaire de Casablanca a interpellé le jeune homme et l'a placé en détention préventive.

En septembre 2012, Donte Jamar Sims, un jeune homme de 22 ans originaire de Charlotte en Caroline du Nord, avait été arrêté par la police après que les services secret américains avaient découvert cinq messages de menace sur Twitter. Le Charlotte Observer a annoncé en mai 2013 qu'il a été condamné à six mois de prison.

Jarvis M. Britton, 26 ans, a été condamné à un an de prison pour avoir proféré des menaces contre Barack Obama sur le réseau social, a révélé le Huffington Post . Cet habitant de l'Alabama aux États-Unis, avait posté le message *«Tuons le président. F. E.A.R.»*. Les initiales F.E.A.R. faisaient référence à une milice anarchiste opposée au gouvernement américain. lefigaro.fr 25.10

Mais quand Obama envoie ses drones au Pakistan ou au Yémen pour massacrer d'innocents vieillards, femmes et enfants, plusieurs centaines de civils sous sa présidence, il est dans son droit. Idem quand la CIA et le Mossad procèdent à des assassinats *"ciblés"* d'opposants à travers le monde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Selon les sources bien informées qui citent les diplomates moyen-orientaux, Washington aurait informé ses alliés européens des mesures de représailles qu'il entend entreprendre contre l'Arabie saoudite et la Turquie pour contrer l'opposition de ces derniers contre ses nouvelles politiques au Moyen Orient. La divergence entre Washington et Riyad ne relève pas de la propagande ou des spéculations politiques destinées à détruire les relations de deux alliés surtout après que Riyad eut renoncé à siéger au Conseil de sécurité à titre de membre non permanent.

Le refus de Riyad a exhorté l'Occident à procéder à des changements substantiels au sein des régimes arabes alliés : les Etats Unis ont poussé à ce que les postes clés comme la politique étrangère, les liens avec les voisins, ou encore la sécurité. *" Les intérêts stratégiques des Etats Unis ne se limitent pas au Moyen Orient et au Golfe persique, ils les dépassent pour s'étendre à l'Afrique et en Asie",* affirment ces diplomates qui poursuivent : *" le rapprochement des Etats-Unis avec l'Iran s'explique en effet par l'incapacité des Etats Unis à attaquer l'Iran. L'Occident a donc tout intérêt à ce que la sécurité du détroit d'Hormuz, voie maritime stratégique, soit assurée"*.

Les diplomates en question s'exprime aussi sur la possible absence de l'opposition anti Assad à Genève II : " *La pression saoudienne à l'endroit de son maître américain est un casus bellis lancé en direction de l'accord international (Russie-USA), un casus bellis qui se cristallise à travers le maintien du soutien de Riyad aux opposants anti-Assad*". " *Les Etats Unis veulent faire comprendre à l'Arabie saoudite que le nouvel accord russo-américain est un accord à portée internationale et que Riyad ne peut aller à rebours sinon des conséquences dramatiques menaceraient la région*". french.trib.ir 25.10

2- Syrie : l'EIL rend le voile obligatoire pour les écolières.

La milice terroriste l'Etat islamique en Irak et au Levant a émis un circulaire qui rend obligatoire le port du voile pour les écolières dans des régions qu'elle contrôle. Les terroristes empêchent les petites filles non voilées d'assister aux cours. Cette décision a provoqué la colère des habitants des localités comme Raqa qui la considère comme une ingérence dans leur vie personnelle. Cette décision ramène notre pays à des années de lumière en arrière, disent les habitants. A Raqa, des dizaines d'étudiants de la faculté technique ont manifesté contre l'EIL et ont dénoncé les ingérences de la milice dans les affaires des étudiants. french.trib.ir 25.10

Alors qu'on est environ à un mois de la tenue de la conférence de Genève II, l'Arabie saoudite a l'intention d'exhorter les opposants syriens à participer à cette conférence en leur offrant la somme énorme de 300 millions de dollars.

Les Etats-Unis et les gouvernements qui soutiennent les groupes terroristes en Syrie font pression sur ces derniers pour les contraindre à participer à la conférence de Genève II, qui aura lieu en novembre, a-t-on appris aujourd'hui vendredi, d'Al Akhbar en allusion aux propos de John Kerry comme quoi les opposants syriens hésiteraient à participer à cette conférence. Bien que Riyad ait annoncé ne pas participer à la conférence de Genève II et qu'il fasse tout pour en empêcher la tenue, cependant il a l'intention d'allouer 300 millions de dollars aux hauts chefs des opposants pour les contraindre à y participer. Il s'agit de faire face au gouvernement syrien sur le terrain diplomatique.

L'Arabie a également proposé à certains opposants à l'intérieur de la Syrie comme le vice-premier ministre syrien, Qadri Jamil, de quitter le gouvernement syrien en contrepartie d'une récompense et de rejoindre les opposants de l'extérieur avant de participer à Genève II, manière d'unifier et de renforcer les rangs des opposants. Le régime saoudien a également promis aux chefs des terroristes en Syrie de les armer si ils évitent de contredire la coalition des opposants syriens et qu'ils ne perturbent pas la tenue de Genève II . french.trib.ir 25.10

3-Selon Al Akhbar, le chef du renseignement saoudien, Bandar Ben Sultan envisage de "*mettre à profit les expériences politiques et sécuritaires du chef des services du renseignement de Kadhafi en Syrie et en Afrique*". " *Koussa Moussa (chef du renseignement libyen de 1994 à 2009) serait entrée dors et déjà au service de Bandar Sultan et il coopérerait étroitement avec ce dernier*".

Les informations dont dispose Koussa sont précieuses pour Sultan dans la guerre qu'il mène contre la Syrie. Koussa Moussa a été invité cette année par Sultan en pèlerinage de la guerre. Au cours de son séjour, Koussa aurait rencontré à plusieurs reprises le chef du renseignement saoudien. Les rencontres auraient été axées sur la Syrie et d'autres dossiers régionaux. Selon Al Akhbar, Bandar aimerait utiliser Koussa en raison de ses liens avec les services secrets occidentaux . Koussa possède aussi une mine d'informations sur l'Afrique où Bandar pêche le gros de son armée takfirie. french.trib.ir 25.10

[Haut de page ↗](#)

Le 27 octobre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser les articles de presse, ce sera pour plus tard en fin de soirée ou demain matin, j'en ai trois en magasin, dont un très intéressant que je commenterai. J'ajouterai aussi quelques nouveaux articles de sources diverses.

Désolé, c'est dimanche et le Seigneur n'est pas avec nous, pas de bol, pas de miracle !

Pas de bonnes nouvelles à se mettre sous la dent ou si peu, il y encore là de quoi vomir le capitalisme et nous sommes très loin de pouvoir rendre compte de ses méfaits quotidiens sur l'étendue de notre planète.

Le vieux monde est tellement pourri que bon nombre de travailleurs, des militants ou d'ex-militants ne veulent même plus en entendre parler, ils préfèrent ne pas savoir ce qui se passe, ils ne le supportent plus, moi non plus, vous non plus n'est-ce pas, ils

se détournent de la lutte des classes, ils refusent de s'engager dans un parti, même participer à une action leur semble dérisoire, inutile, ils craignent d'être manipulés, récupérés, trompés, c'est dommage mais on les comprends, les partis du mouvement ouvrier ont ce qu'ils ont récolté, mille fois hélas.

Il y a des militants, qui n'ont manifestement pas vraiment les mêmes principes que nous, qui refusent de le comprendre, du coup il leur faut trouver une autre explication au comportement des travailleurs ou de ces ex-militants qui est amplement justifié, et de fil en aiguille ils en viennent à donner une interprétation de la société qui ne correspond pas à la réalité qui au passage témoigne qu'ils sont coupés de ce que vivent les masses au quotidien.

On peut pendant longtemps se raconter des histoires à soi-même, mais il arrive toujours un moment où la réalité vous rattrape, et ce jour-là la situation prend une tournure dramatique, c'est ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui malheureusement. Est-ce qu'on va s'en sortir ? Rien n'est moins sûr, même si on n'a pas le droit de s'avouer vaincu à l'avance.

On s'acharne quotidiennement à ce qu'il en soit autrement, lucidement, cela déplaît à certains militants, c'est effectivement plus confortable de vivre bourré d'illusions et occasionnellement de verser dans le populisme, l'ouvriérisme, le tiers-mondisme qui en fait creuse un peu plus notre tombe.

On nous a fait prendre des vessies pour des lanternes pendant plus d'un demi-siècle pour se réveiller plongé dans l'obscurité et en arriver à se taper la tête contre les murs, parce qu'on s'est fourré dans un sale pétrin, plus qu'une impasse, dans un labyrinthe dont on ne parvient plus à sortir pour avoir effacé les traces qui nous permettraient de refaire surface, notre maigre espoir ne repose plus que sur la petite lumière que jusque là on a épargné et qui nous est restée fidèle. Vous aurez reconnu le marxisme.

Le mot du jour. Marché.

Normal, c'est dimanche. Non, le marché, la nouvelle idole, la déité, l'idéal devant lequel vous devez vous prosterner.

Attendez, vous avez dit décomplexé qu'ils étaient, avant lire la suite plus loin on ne vous l'avait fait celle-là : «*Une salle de marché est comme une rivière et les spéculateurs sont l'eau de la rivière. Si l'y a pas d'eau, il n'y a pas de rivière*».

Il y a de quoi s'étrangler, n'est-ce pas ? C'est ce qu'ils veulent faire entrer dans le cerveau de la population.

On va mijoter un peu avant lire l'article en question, histoire de se rassurer un peu, si l'on veut ou au contraire de se faire peur.

Si c'est "**meilleur**" pour le marché, alors pourquoi s'en passer, n'est-ce pas ?

- Les gloutons de l'éco - 26 octobre 2013 - Julien Verdier - legrandsoir.info

- "*Ceux qui détiennent l'argent, ceux qui occupent une place importante sur leur marché ont, de fait, de grands pouvoirs sur les acteurs qui les entourent. Et la responsabilité d'agir de façon éthique, pour le maintien d'un écosystème économique – et social – vertueux. Ce qui est, de toute façon, meilleur pour le marché en général. La folie des grandeurs et la soif de puissance ont malheureusement parfois tendance à le faire oublier...*"

Un " *écosystème économique*, décidément ils ne savent plus quoi inventer pour justifier leur subordination au marché, au capitalisme, pour voler à son secours.

Faites très attention, les articles de sources diverse que je mets en ligne sont bourrés de trucs dans le même genre.

Ils y viennent à la rupture avec le PS, mais qu'est-ce que cela aura été laborieux, et encore reste à le prouver sur le terrain.

Rompre avec le PS, cela ne doit pas signifier rompre uniquement avec l'idéologie qui lui sert de support actuellement, mais rompre avec le capital dont le contenu idéologique a évolué ou s'est diversifié au fil du développement du capitalisme. Sinon, vous continuerez de vous accommoder du capitalisme.

1- Allez la gauche, finie la veillée et enterrons ce cadavre du PS (car ça commence à sentir la puanteur). - 25 octobre 2013 - ADSkippy - legrandsoir.info

En France, comme ailleurs (...) les parties "*social-démocrates*", (pas socialistes) ont accompli, de par leur collaboration et trahison, leur rôle historique qui est de "*domestiquer*" la lutte des classes, l'éliminant du discours et la pratique politique, et par la même occasion, ostraciser la gauche progressiste, anti-capitaliste.

Mais la faute incombe aussi au PCF et la gauche progressiste en général. Car, malgré les trahisures répétées du PS, ils succombent toujours à l'espoir d'accords électoraux et unions politiques illusoires et sans lendemains, en abandonnant leurs positions politiques et idéologiques qui les déterminent, pour ne penser qu'à court terme, aboutissant aujourd'hui pratiquement à l'anéantissement de la "*vraie gauche anticapitaliste*" de la scène sociale et politique.

Le PS n'as pas "*oublié d'être une gauche combative*" ; le PS "*ne fait plus partie de la Gauche*", depuis bien longtemps - et nous le savons bien. Il est donc grand temps que le PCF et toute la "*vraie*" gauche se fasse à cette idée.

Que "*la Gauche future*" est à bâtir sans le PS.

Question : Sachant qu'il n'existe pas d'autre issue politique que la rupture avec le capitalisme et ses institutions, êtes-vous vraiment sûr que le PCF et ce que vous appelez la "*vraie*" gauche sont de gauche ?

Nous, nous ne reconnaissons de gauche que les partis qui entendent en finir avec le capitalisme et ses institutions (Ve République, UE, BCE, FMI, Banque mondiale, ONU, Otan, etc.), même si cela demeure théorique pour certains partis ou certaines formations politiques, pour ne pas dire la plupart ou pratiquement tous.

2- Trahison d'une courte majorité des membres du PCF parisien - Le 24 octobre 2013 - M'PEP

Le Parti socialiste n'est pas un parti de gauche – depuis 30 ans ! - , il faudrait que le PCF, le PG et les autres composantes du Front de gauche s'en rendent compte. Le PS, c'est la droite masquée, celle qui arrive à faire avaler au peuple ce que la droite décomplexée n'arrive pas à faire.

Il est urgent de construire une force qui, électoralement, passera devant le PS, sur la base d'un programme de démondialisation, de sortie de l'Union européenne et de l'euro. C'est le seul moyen pour envisager un changement dans le pays.

Elle est bien bonne de la part de dirigeants qui ont tenu un tout autre langage au cours des 30 dernières années jusqu'à soutenir Hollande et le PS en 2012. Il faut être sacrément gonflé pour sortir un truc pareil. Quant à l'illusion de la révolution par les urnes, personne ne peut y croire, c'est une pure invention, une escroquerie politique, on n'ose même pas dire qu'une telle perspective est en totale contradiction avec le marxisme et le socialisme.

30 ans, c'est encore s'en remettre à ce que le PS a dit de lui-même en 1983, lorsque ses dirigeants déclarèrent qu'ils reconnaissaient ou adhéraient officiellement à l'économie de marché et renonçaient de fait au socialisme, alors que pendant les 4 décennies qui avaient précédé le PS avait profité d'un contexte favorable à la lutte de classe du prolétariat en France et à l'échelle mondiale pour camoufler sa véritable nature qui était déjà conforme à celle qu'on lui connaît aujourd'hui.

Encore un petit effort, ce n'est pas suffisant d'affirmer après coup en 2013 que le PS n'est pas un parti de gauche, il faudrait expliquer pourquoi et comment le PS a pu se faire passer pour un parti de gauche jusqu'à présent, de quelle complicité il a profité, sur quoi reposa la confusion ou l'erreur qui amena à le considérer de gauche, il faut caractériser cette dérive droitière sur le plan politique, sinon cette affirmation ne servira strictement à rien, elle demeurera une déclaration sans lendemain.

Le PS n'a pas renoncé au socialisme d'un coup en 1983, ses dirigeants ont voulu témoigner ce jour-là qu'il rompait définitivement avec le socialisme dans un contexte économique et politique mondial précis, mais en réalité ils n'ont fait qu'entériner une rupture qui avait eu lieu 69 ans plus tôt, qui pour des raisons politiques précises ont rendu impossible à ses dirigeants de rompre totalement avec l'origine ouvrière de leur parti, parce qu'il avait encore un rôle à jouer dans le mouvement ouvrier pour le compte du capital, le PS ne pouvait pas laisser le champ libre au PC ou aux trotskistes qui auraient peut-être pu trouver la voie pour construire un parti révolutionnaire. (A suivre)

[Le stade de crise permanente \(et final\) atteint par le système capitaliste se répercute dans tous les partis et tous les pays.](#)

- Idées, partis, leaders: la crise est aussi politique en France - AFP

- Des parlementaires évoquent une scission de la droite en Italie - Reuters

Il faut ajouter que cette crise frappe et menace toutes les institutions nationales, d'où la nécessité pour la couche qui domine la classe dominante et qui détient le pouvoir, l'oligarchie financière, de les liquider au profit d'institutions supranationales afin qu'elle se dénoue en leur faveur, le pouvoir politique transmis à ces institutions supranationales coïncidant avec la liquidation des droits politiques des masses exploitées, de la démocratie, au lieu d'en laisser l'initiative au prolétariat qui instaurerait une République sociale dans chaque pays sur leurs cendres et signerait l'arrêt de mort du capitalisme.

La corruption des partis ou formations qui prétendent incarner les intérêts des travailleurs se manifeste par leur participation aux institutions nationales et supranationales (UE, notamment) qu'ils légitiment de la sorte tout en prétendant les combattre, incitant les travailleurs et les militants à trouver une issue politique à travers ces institutions, alors que le seul objectif conforme à leurs intérêts de classe devrait consister à rompre avec toutes ces institutions et à combattre pour les renverser, prendre le pouvoir.

Le double langage permanent des dirigeants des partis ouvriers, leurs misérables manoeuvres d'appareil, leurs vulgaires positions électoralistes ou populistes, leurs liens avec le PS et leur détestable habitude de s'adresser à ses dirigeants, leurs incantations en direction de ses ministres et aujourd'hui son président, le tout ne peut se traduire que par l'extrême méfiance des travailleurs et des militants envers tous ces partis, leur rejet finalement. Nous en sommes là.

ACTUALITE EN TITRES

[C'est comme si c'était déjà fait et un avertissement ?](#)

- Manuel Valls préféré pour succéder à Jean-Marc Ayrault à Matignon - Le Nouvel Observateur

- 56% des Français pour un départ des écologistes du gouvernement - Le Nouvel Observateur

[Résistance internatioanle.](#)

- Trois cents prostituées manifestent à Paris - LePoint.fr

- Ecotaxe : affrontements dans le Finistère entre manifestants et forces de l'ordre - LeMonde.fr

- Des milliers de manifestants anti-austérité défilent au Portugal - LeMonde.fr

- Brésil: une manifestation dégénère à Sao Paulo, 60 arrestations - AFP

[Le bon plan](#)

- Les patrons français ont un plan pour aider François Hollande à sortir de l'ornière - Atlantico.fr

[La guerre à tous les peuples y compris en France.](#)

- "*On est putes, on est fières, le PS c'est la guerre*" - Le Nouvel Observateur

[Face à la colère qui gronde partout en Europe, il est urgent... d'attendre.](#)

- Le renforcement de la zone euro, une priorité qui doit attendre - AFP

- Prélèvements sociaux sur l'épargne : le gouvernement fait machine arrière - Liberation.fr

Le PEA, le PEL et l'épargne salariale ne seront finalement pas concernés par le relèvement des prélèvements sociaux sur les produits d'épargne. Liberation.fr 26.10

[Pire qu'un prédateur. J'irai cracher sur vos tombes \(un clin d'oeil à B. Vian\)](#)

- Les Français fleurissent de moins en moins les tombes - AFP

Savez-vous quel était l'objet de cet article ? Le marché des fleurs qui présente des faiblesses à vous faire verser des larmes...

Qu'on se le dise, le marché, c'est la seule valeur, la seule vertu, le seul principe, la seule règle, le seul droit légitime. Le marché doit rythmer toute votre existence, votre respiration, vos pensées, vos rêves et surtout vos cauchemars.

Le marché, c'est l'idéal suprême qui doit supplanter tous les autres tout au long de votre vie, qui doit guider vos pensées et vos actes. Le marché, tout doit lui être soumis, la démocratie, le progrès social, tous vos droits de votre naissance à votre mort.

Vos études, vos connaissances, votre travail, votre temps libre, vos loisirs, vos vieux jours et même votre cadavre doivent servir le marché.

Il s'est pendu ? Il s'est raté ? Non, dommage.

- Un militant de Greenpeace se suspend brièvement à la Tour Eiffel - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

A l'image du futur "**radieux**" qu'ils nous réservent. Sans les spéculateurs "**nous n'existerions pas**".

Si vous vous interrogez sur les conditions dans lesquels il est produit, les conséquences dévastatrices sur l'environnement qui en découlent et même la qualité du produit proposé, vous éviterez d'en acheter et d'en manger. La réponse dans l'article plus loin

En lisant l'article suivant vous comprendrez mieux d'où vient cet engouement pour ce poisson : une source de juteux profits pour les spéculateurs. Au passage, l'AFP a dû être payée par le gouvernement norvégien ou/et les producteurs de saumon pour sortir un titre pareil.

- La consommation s'envole: le saumon a désormais un "**future**" radieux - AFP

Située à Bergen sur la façade maritime occidentale de la Norvège, Fish Pool est la toute première salle de marché internationale certifiée à gérer l'achat et la vente de contrats dérivés du saumon (futures et options).

Encore confidentiel, le marché devrait avoir généré en 2013 un volume de transactions estimé entre 100.000 à 120.000 tonnes.

Les industriels d'Europe et de Russie couvrent désormais 10% de leur achats à la bourse norvégienne, souligne François Perrone, directeur de marché chez Fish Pool.

Comme sur n'importe quel marché à terme, vendeurs et acheteurs s'entendent de manière anonyme sur un prix de saumon fixé à l'avance - le produit de référence étant un saumon frais de 3 à 6 kg- et qui ne fera l'objet d'aucune livraison physique. A échéance, une des contreparties, tantôt l'acheteur, tantôt le vendeur, aura à payer la différence entre le prix contracté et le prix de référence, explique Bruno Bensaïd, consultant et formateur sur le marché à terme de Bergen chez Offre et demande agricole.

«Cet outil de gestion a des perspectives de développement formidables dans les vingt prochaines années, car la consommation du saumon s'est démocratisée depuis 1960 et la demande est en croissance constante», ajoute M. Perrone.

En 2013, l'Europe reste le premier importateur de saumon: Pologne en tête avec 82.000 tonnes en 2013, suivie de la France (78.000 tonnes), de la Russie (74.000 tonnes), du Royaume-Uni, de l'Espagne, la Hollande et l'Allemagne.

Pour répondre à l'engouement croissant des consommateurs qui l'utilisent frais, fumé et maintenant cru dans les sushis, la production mondiale de saumon d'élevage, assurée par la Norvège, le Chili, l'Écosse et le Canada, a dépassé 2 millions de tonnes en 2012, soit une hausse de 22% par rapport à 2011.

Sans spéculateurs, point de survie

En 2013, elle devrait encore progresser de 1% et en 2014 de 7%, selon les estimation de Marine Harvest, le plus gros acteur aquacole norvégien.

Avec un coût de production de 26 couronnes norvégiennes par kilo (3,56 euros) pour un prix moyen à la fin septembre de 35,70 couronnes le kilo (5,08 euros), le marché peut engranger de super profits, reconnaît M. Perrone.

Cet type d'élevage est d'autant plus rentable qu'il faut environ 1,2 kg d'aliments pour produire 1 kg de poisson, contre 7 à 8 kg pour 1 kg de viande de boeuf, ajoute-t-il.

Ils sont environ 200 éleveurs aquacoles, exportateurs, industriels, fumeurs et investisseurs financiers, nordiques pour la plupart, à fréquenter quotidiennement cette salle de vente détenue quasiment à 100% par la Bourse d'Oslo.

Quelques grands noms de la distribution française - Carrefour, Intermarché, Delpeyrat ou Fleury Michon - sont déjà sensibilisés à l'intérêt d'une couverture sur ce marché du saumon frais pour bâtir leur stratégie commerciale, indique M. Bensaïd.

Quant aux spéculateurs, ils représentent 10% des acteurs de la salle de marché, selon M. Perrone, un pourcentage largement insuffisant puisque il en faudrait, selon lui, trois fois plus.

«Une salle de marché est comme une rivière et les spéculateurs sont l'eau de la rivière. S'il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de rivière», explique M. Perrone.

En d'autres termes, ce sont eux qui créent la liquidité qui rendent les contrats disponibles, en se positionnant sur les marchés quand acheteurs et vendeurs font de la rétention.

«Les spéculateurs ont leur place à Bergen, sans eux nous n'existerions pas», insiste-t-il. AFP 26.10.2013

Vive la spéculation et les spéculateurs !

Après les affâmeurs, les empoisonneurs.

- Les saumons d'élevage norvégiens qui finissent en filets dans les rayons réfrigérés des supermarchés avant d'atterrir dans nos assiettes sont nourris aux pesticides. Cette information, révélée en juin 2010 dans l'émission « *Pièces à conviction* » (France 3), fait l'objet d'un nouveau rapport d'une ONG norvégienne, Green Warriors.

Selon l'enquête de Green Warriors :

10 à 20% des saumons d'élevage meurent dans les cages, du fait de la surpopulation, de malformations et de maladies ;

les études vétérinaires montrent que presque la moitié des saumons souffrent d'inflammation cardiaque, neuf sur dix de dépôts graisseux supplémentaires au cœur ;

les vaccins inoculés aux saumons provoquent des effets secondaires, comme des péritonites ;

les déchets alimentaires des fermes aquacoles s'élèvent à 7% – il y a donc 70 000 tonnes de restes rejetés en mer et qui sont ensuite mangés par les poissons sauvages à proximité.

Claudette Béthune, pharmacologue qui a travaillé pour l'organisme norvégien de sécurité alimentaire (le Nifes), avant de partir aux États-Unis, explique :

« *La présence de polluants tels que les dioxines et le PCB dans le saumon génère un risque de cancer, qui, pour les personnes jeunes, dépasse les bénéfices attendus du saumon sur la santé.* »

Connu depuis longtemps des biologistes, le pou de mer est un petit crustacé de 8 à 12 mm qui se nourrit de la peau, du sang et du mucus des poissons, provoquant de grosses tâches marrons sur le dos du saumon. Sa prolifération est devenue le cauchemar des propriétaires de fermes piscicoles norvégiennes. Pendant des années, les pisciculteurs ont traité les poux de mer à coups d'antibiotiques, mais cela ne fonctionne plus. Pour « épouiller leurs stocks », ils utilisent désormais du diflubenzuron, un produit chimique reconnu comme pesticide. Ils le mettent dans la nourriture avant de la déverser dans les cages où se pressent des dizaines de milliers de saumons.

Un pesticide interdit en Europe mais autorisé en Norvège

Dès juin 2010, cette information conduit Bruno Le Maire, ancien ministre de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, à écrire à son homologue norvégienne : « *Cette substance ne dispose pas d'autorisation de mise sur le marché (AMM) communautaire ou française en tant que médicament vétérinaire. Elle est réservée au traitement phytopharmaceutique de certaines espèces végétales et à la désinsectisation des bâtiments d'élevage.* » Et de conclure : « *Pour ces raisons, son administration aux poissons destinés à la consommation humaine n'est pas autorisée.* ». Le saumon norvégien traité au diflubenzuron ne devrait donc pas arriver dans les assiettes des consommateurs français.

Invitée à expliquer les conditions d'emploi de ce pesticide, la ministre norvégienne ne tarde pas à répondre. Dans un courrier du 23 juin 2010, Lisbeth Berg-Hansen dénonce des « *informations fallacieuses* ». Car si elle reconnaît l'utilisation de cette substance chimique dans les élevages norvégiens, elle assure qu'elle « *est soumise à un strict contrôle vétérinaire* » et que le pesticide a obtenu une autorisation nationale de mise sur le marché comme produit vétérinaire. Se voulant rassurante, elle précise qu'un délai de 100 jours est respecté entre l'administration du produit et la commercialisation. De quoi éviter le

dépassement des limites maximales de résidus de pesticides dans la chair animale, assure-t-elle.

Toxique pour les poissons, cancérigène pour les humains

Faut-il, comme Bruno le Maire, se contenter de cette explication en assurant que « *l'ensemble des conditions de sécurité* » sont réunies (voir sa réponse) ? L'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) a clairement établi en 2009 que le diflubenzuron est « *hautement toxique pour les organismes aquatiques* ». L'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) confirme cette toxicité « *pour les invertébrés aquatiques d'eau douce et les mollusques marins* », affectant leur reproduction et leur croissance. Le mode d'emploi du diflubenzuron stipule précisément que ce pesticide est « *dangereux pour l'environnement* » et « *très toxique pour les poissons* ». Rien n'y fait : en Norvège, on continue d'en gaver les saumons.

Le rapport de l'ONG Green Warriors fait mention d'une autre étude de l'EPA. Elle montre que lorsqu'un mammifère ingère du diflubenzuron, une nouvelle substance (dite « *4-chloroaniline* » ou « *PCA* ») peut se former dans son intestin et son estomac. Or, comme l'indique l'Agence américaine mais aussi l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris), la PCA comporte des effets cancérogènes pour l'homme et constitue un possible perturbateur endocrinien. Le diflubenzuron ne serait donc pas cancérigène en lui-même mais peut en revanche devenir, lorsqu'il est ingéré, une substance cancérigène. Cette substance serait également « *très toxique par inhalation, ingestion ou pénétration par la peau* », ajoute l'université d'Oxford.

Malgré les impacts sanitaires et environnementaux du traitement au diflubenzuron des saumons d'élevage, les autorités norvégiennes poursuivent leur campagne de communication autour du saumon.

(fin 2010) Quelques mois après avoir formulé cette menace, un autre pesticide, le teflubenzuron, est venu s'ajouter à la nourriture du saumon... (source : bastamag.net 06.01.2012 - Rue89 24.12.2011)

Place au néonazis !

Manifestation des partisans d'Aube dorée, le 26 octobre à Athènes - AFP

Le rassemblement d'Aube dorée, organisé devant un des locaux du parti, dans le centre d'Athènes, était la première démonstration de force des néonazis depuis la vague d'arrestations et d'inculpations lancée en septembre par les autorités, après le meurtre d'un musicien antifasciste par un membre du parti.

Le gouverneur de Salonique, Apostolos Tzitzikostas, a invité Aube dorée pour le défilé militaire de la fête nationale, lundi. Il a déclaré qu'il était dans l'obligation d'inviter les parlementaires de tous les partis, dont Aube dorée. AFP

Les néonazis paraded tranquillement. Qu'ils soient invités à un défilé militaire va de soi, ils seront en famille.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Portugal

Des milliers de manifestants ont protesté samedi au Portugal contre la politique d'austérité menée sous la tutelle des créanciers internationaux, qui exigent toujours plus de sacrifices de la population.

"*Gouvernement à la rue*", "*l'euro coule le pays, référendum tout de suite*", "*non à la troïka, non à la faim*", pouvait-on lire sur les banderoles brandies par la foule réunie à Lisbonne à l'appel du mouvement citoyen "*Que la troïka aille se faire voir*".

Ils étaient près de 20.000 à Lisbonne et environ 5.000 à Porto (nord), selon les organisateurs qui ne disposaient pas d'estimations concernant la participation aux manifestations dans une douzaine d'autres villes du pays.

La mobilisation était en nette baisse par rapport aux manifestations monstres organisées le 15 septembre 2012 puis le 2 mars dernier par ce même mouvement, issu de la mouvance des Indignés, indépendant des partis politiques et des syndicats.

Ce groupe de militants avait alors rassemblé des centaines de milliers de personnes, se plaçant en première ligne de la contestation du programme de rigueur négocié en mai 2011 par le Portugal avec la troïka UE-BCE-FMI, en échange d'un prêt de 78 milliards d'euros.

La contestation se poursuivra dans les semaines à venir avec une nouvelle manifestation de la CGTP prévue pour vendredi, jour du vote en première lecture de la loi de Finances.

Les administrations publiques tourneront au ralenti le 8 novembre, en raison d'une grève des fonctionnaires, qui verront leurs salaires réduits de 2,5% à 12% pour les revenus dépassant 600 euros bruts par mois.

Après la grève observée vendredi par les salariés de la poste, qui entendaient protester contre sa privatisation, les syndicats des entreprises publiques de transports organiseront une série d'arrêts de travail avant une manifestation nationale le 9 novembre.

Le malaise a gagné aussi les forces de l'ordre, dont les syndicats ont lancé un appel à manifester le 21 novembre.

En dépit des manifestations, de la mobilisation des syndicats et des critiques de l'opposition de gauche, le Premier ministre Pedro Passos Coelho ne cesse de réaffirmer sa détermination à garder le cap de la rigueur, dans l'espoir de reconquérir la confiance des marchés financiers et conclure le plan d'aide internationale en juin 2014, comme prévu. AFP 26.10

Une seule solution : la révolution, mais pas pour raccommoder le régime comme en avril 74, mais pour le balayer.

Les imposteurs qui pullulent dans les rangs du mouvement ouvrier, il faut entendre par là la totalité des partis qui avancent masqués, prétendent que tout serait possible sans renverser les institutions en place dans chaque pays, sans s'attaquer au fondement du capitalisme, sans exproprier les banquiers et les patrons ou actionnaires des grandes entreprises, en réalité rien n'est possible sur une telle ligne politique, la situation économique et politique coïncide en fait avec la nécessité de réaliser le programme de la révolution socialiste.

Donc, soit on est capable de construire un parti ouvrier révolutionnaire sur cette base et il sera possible d'avancer vers le socialisme, soit la barbarie triomphera et le socialisme n'aura été qu'une merveilleuse utopie, voilà ce qu'il faut expliquer à chaque travailleur et militant. il n'existe pas d'autre alternative.

[Haut de page ↗](#)

Le 28 octobre 2013

CAUSERIE

15 nouveaux articles ont été ajoutés. La suite plus tard.

Renouer avec le socialisme.

Parce qu'ils ne veulent pas rompre avec le capitalisme, c'est leur horizon indépassable, à croire qu'il existe de toute éternité, ils s'en remettent à nos ennemis.

Ils demandent aux porte-parole de l'idéologie néolibérale anglo-saxonne-sioniste, de l'oligarchie financière, des banquiers et des puissants actionnaires des multinationales américaines, occidentales, internationales de bien avoir l'obligeance de se pencher sur la misère du monde dont ils sont responsables, on croit rêver une fois de plus.

Militants, travailleurs, détournes-vous de toutes ces initiatives qui conduisent à légitimer en France et dans le monde le capitalisme et ses représentants.

Titre. *Convention pour un salaire minimum mondial* - Francis Journot - dimanche 27 octobre 2013 - legrandsoir.info

Extraits.

Lettre ouverte à :

- Barak OBAMA, président des Etats-Unis d'Amérique,
- José Manuel BARROSO, président de la Commission Européenne,
- Robert AZEVEDO, directeur général de l'OMC,
- Guy RYDER, directeur général de l'OIT,

- et tous les chefs d'Etats

Que leur réclame-t-il ?

- (En Asie, Afrique, Amérique latine) Un salaire minimum mensuel net de 400 € ou 500 \$ pour les ouvriers fabriquant des produits ou les employés fournissant des services destinés à l'exportation principalement vers les deux plus grands marchés de consommateurs que sont l'UE et les USA.

Certains travailleurs perçoivent déjà cette rémunération ou disposent d'un salaire supérieur, mais la question n'est pas là.

C'est par leur lutte de classe que les travailleurs doivent conquérir l'instauration d'un salaire minimum qui leur permette de vivre décemment.

De plus, qu'est-ce que cela veut dire, que certains travailleurs dans ces pays auraient le droit à un salaire de 400 ou 500 \$, tandis que l'immense majorité continueraient de percevoir un salaire mensuel de misère autour de 40 \$? En fait, cela reviendrait à créer ou renforcer une aristocratie ouvrière qui viendrait grossir les rangs de la classe moyenne et des fonctionnaires qui généralement perçoivent des salaires nettement supérieurs à ceux des travailleurs du secteur privé pour garantir la stabilité des régimes politiques semi-féodaux ou dictatoriaux en place, finalement créer un modèle politique sur celui qui existe dans les pays capitalistes occidentaux où les inégalités n'ont cessé de s'accroître au cours des dernières décennies de manière à assurer la pérennité du capitalisme.

- Nous devons envisager l'instauration d'un salaire minimum mensuel net de 1 000 € pour l'ensemble des ouvriers des pays de l'UE fabriquant des produits ou les employés fournissant des services destinés à l'exportation ainsi que pour les salariés détachés dans l'un des 28 pays de l'Union Européenne (Exemples : ouvriers polonais et portugais du BTP en France et ouvriers Bulgares ou roumains dans l'agroalimentaire en Allemagne).

Les salaires minimum en vigueur dans des pays de l'UE continueraient à s'appliquer dès lors qu'ils seraient supérieurs à 1 000 € net mensuel. Fin.

Ben voyons, les capitalistes ne seraient pas tentés de recourir de préférence à cette main d'oeuvre meilleur marché, tout en continuant de s'attaquer au salaire minimum déjà en vigueur dans leur pays pour le faire baisser où en détournant la législation du travail de mille manières.

De plus, s'agissant des "*salariés détachés*", il est proposé ici de casser la législation du travail et d'introduire une exception pour ce type de salariés qui seraient moins payés à travail et qualification égale, alors que d'après ce que j'ai cru comprendre, jusqu'à présent un maçon polonais détaché perçoit le même salaire qu'un maçon français, et si finalement la somme qui lui revient est plus faible, c'est parce que la société prestataire de service polonaise lui retient un pourcentage sur son salaire, ce qui est pratiqué en amont en France par les sociétés d'intérim, se pratique en aval pour ces travailleurs.

Il existe aussi des exceptions légales tout aussi inacceptables, puisque un travailleur étranger qui vit en France a les mêmes charges fixes et des besoins comparables à ceux d'un travailleurs français, il n'y absolument aucune raison d'accepter une différence de salaire qui pousserait les patrons à recourir à ce genre de main d'oeuvre bon marché, tandis que le chômage de masse se maintiendrait indéfiniment en France, chômage de masse qui sert à faire pression sur les salaires à la baisse.

ACTUALITE EN TITRES

Si le capitalisme ne peut pas survivre sans recourir à de nouvelles taxes dont personne ne veut entendre parler : il faut le liquider, maintenant !

- La taxe Tobin constitue un "*risque énorme*", dit Noyer - Reuters

- Pourquoi l'écotaxe est si violemment contestée en Bretagne - L'Expansion.com

L'écologie : c'est la réaction.

- Les écologistes défendent l'écotaxe mais se disent prêts à «*des aménagements*» - LeFigaro.fr -

Ils gouvernent au jour le jour.

- Fiscalité de l'épargne: les trois leçons à tirer de la reculade du gouvernement - L'Expansion.com

- Fiscalité: des Pigeons aux PEL, les nombreux revirements du gouvernement - L'Expansion.com

Ils vont s'entretuer !

- «Gros cul», «tartine» : Cécile Duflot publie les insultes qu'elle reçoit sur Twitter - LeFigaro.fr

- Baylet (RPG) éreinte Désir (PS) - AFP

Pour M. Baylet, M. Désir a tout simplement *"tiré dans le dos de François Hollande"*. *"C'est la première fois que l'on voit le responsable du parti majoritaire critiquer le président de la République. Ce n'est pas acceptable. On se croirait chez Tintin avec le général Tapioca"*, s'insurge le président du PRG. AFP 27.10

- Les sociaux-démocrates tchèques se déchirent - Reuters

Lâché !

- Sondage: 73% des sondés ont une mauvaise opinion de Jean-François Copé - 20minutes.fr

Copé a bien participé à une réunion du groupe Bilderberg, pour tester la marchandise, ils ont dû déduire de sa prestation qu'il était pire que Sarkozy qu'ils ont jeté à la fin de la première partie, lui préférant Hollande, qui lui au moins, à défaut de faire partie de leur écurie, sait se montrer d'une docilité merveilleuse...

Intox.

- Création d'un office central de lutte contre la corruption - AFP

Un Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales a été créé au sein de la direction centrale de la police judiciaire par un décret publié dimanche au Journal officiel. AFP 27.10

Tiens, on n'entend plus parler des paradis fiscaux...

La réaction passe à l'offensive et la stratégie du chaos.

- Espagne: des victimes de l'ETA manifestent pour réclamer justice - AFP

Quelques jours plus tôt, c'était l'extrême droite qui paraient...

- Des milliers de Russes dans la rue contre Poutine - LePoint.fr

- Liban: 13 morts en une semaine dans les violences dans le nord - AFP

- Irak: au moins 65 morts dans des attentats - AFP

Take a walk on the wild side...

- Lou Reed est mort - Francetv info

Le leader du mythique Velvet Underground était âgé de 71 ans. Il se remettait d'une greffe du foie subie en mai. Francetv info 27.10

1972 :Transformer ; 1973 : Berlin.

ACTUALITÉ DU JOUR

Un bad coup de... Rothschild.

- Une "*bad bank*" serait proposée pour RBS, pas un démantèlement - Reuters

Une étude demandée par le gouvernement britannique sur l'avenir de la banque publique Royal Bank of Scotland propose la création d'une structure de défaisance pour y loger les prêts à problèmes de l'établissement et non une vente de la banque par appartements, rapporte samedi la chaîne de télévision Sky News.

Cette "*bad bank*" recueillerait environ 40 milliards de livres d'actifs défectueux.

Les résultats de cette étude demandée en juin par le ministre des Finances George Osborne à la banque d'affaires Rothschild devraient être publiés vendredi prochain, a précisé Sky News.

L'Etat britannique contrôle 81% de RBS, qu'il a nationalisée en 2008 pendant la crise financière.

Le rapport de Rothschild devrait aussi préconiser une réduction des activités de banque d'affaires de la banque et la vente de certains de ses actifs, toujours selon Sky News. Reuters 28.10

On ne peut plus s'empêcher d'éclater de rire en lisant cela.

La banque va se délester de ses actifs les plus juteux ou les plus prometteurs au profit de Rothschild qui va les acquérir à un prix très intéressant, et le reste, les actifs pourris qui vont atterrir dans cette "*bad bank*", l'Etat se chargera de les liquider avec les impôts et taxes que paient les contribuables, les travailleurs britanniques, rien de plus normal en somme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Géorgie

Géorgie: écrasante victoire du protégé du Premier ministre - AFP

Guiorgui Margvelachvili, le candidat du Premier ministre ennemi juré du président sortant Mikheïl Saakachvili a remporté une écrasante victoire à la présidentielle en Géorgie (4,5 millions d'habitants), reconnue par son adversaire.

M. Margvelachvili Margvelachvili, 44 ans, un philosophe peu connu du grand public a obtenu 63,8% des voix, selon les premiers résultats officiels portant sur près de 12% des bureaux de vote.

Son adversaire, David Bakradzé, candidat du président sortant Mikheïl Saakachvili arrive loin derrière avec 21,3% des voix.

Le Premier ministre et milliardaire Bidzina Ivanichvili, dont le mouvement Rêve géorgien avait déjà battu Saakachvili aux législatives d'octobre 2012, a déclaré dimanche soir qu'il n'avait eu aucun doute quant à la victoire de son candidat. "*Ensemble nous allons construire une Géorgie dont nous rêvons*", a-t-il dit.

Le taux de participation était relativement faible (46,6%) à cette présidentielle dont le vainqueur aura moins de pouvoirs que le Premier ministre, en vertu d'une réforme constitutionnelle. AFP 27.10

63,8% de 46,6%, quelle légitimité pour ce président de milliardaires ? Aucune.

2- Arabie saoudite - Russie

Selon les sources bien informées, l'Arabie saoudite vient tout juste de faire une alléchante proposition à Poutine : une offre de 15 milliards de dollars en échange d'une visite de Poutine en Egypte, d'une rencontre de ce dernier avec le ministre de la Défense Al Sissi et d'une légitimisation du coup d'état anti Frères musulmans.

Selon Russia Today qui rapporte cette information, le chef du renseignement saoudien, Bandar Ben Sultan aurait formulé une proposition en ce sens au cours de sa visite récente à Moscou. Selon cette information, cette somme de 15 milliards de

dollars auraient dû être payé sous forme de contrat d'armement à signer entre la Russie et l'Egypte. De nouveaux contacts semblent avoir eu lieu entre la partie saoudienne et la partie russe en ce sens, affirment les sources officielles. Riyadh est-il en train de préparer sa riposte anti-américaine? french.trib.ir 26.10

3- Syrie

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe sur la Syrie, Lakhdar Brahimi, se sont entendus sur des mesures pour préparer la conférence internationale Genève 2 lors d'une conversation téléphonique. « *L'envoyé spécial a informé Lavrov sur le sujet de son voyage dans un certain nombre de pays du Moyen-Orient et ses contacts en vue de la Genève 2* », a déclaré un communiqué publié sur le site du ministère russe des Affaires étrangères. « *On est convenu de continuer à mener un travail conjoint pour convoquer la conférence, y compris dans le cadre de la réunion consultative tenue à Genève le 5 novembre dans le format Russie-États-Unis-ONU* », indique le communiqué. french.trib.ir 26.10

SOCIAL

Israël. Les "**déchets**" sont les sionistes.

Faites tomber les masques. Les émigrés traités de "**déchets**" par les pires raclures qui existent sur terre.

Les émigrés israéliens taxés de trahison à la cause sioniste LePoint.fr

De plus en plus de jeunes quittent Israël en raison de la situation économique et sociale.

Ils ont entre 25 et 40 ans. Célibataires ou en couple, avec ou sans enfants. Ils ont quitté Israël pour vivre à l'étranger. Ce sont des yordim, un terme qui, en hébreu, signifie littéralement "*ceux qui descendent*". Selon certaines statistiques, il y en aurait aujourd'hui 800 000 installés un peu partout dans le monde. Cette émigration a toujours existé et a toujours été dénoncée par les dirigeants israéliens en des termes très durs, comme Yitzhak Rabin qui, en 1974, parlait des yordim comme de "**déchets**", de "*chiffes molles*".

Et voilà qu'en cet automne 2013 la question a resurgi et créé la polémique. C'est la diffusion, il y a un peu plus d'un mois, par la chaîne 10 de la télé israélienne d'une série intitulée Les nouveaux yordim qui a lancé le débat. Quatre longs reportages sur de jeunes Israéliens installés en Europe ou aux États-Unis, décrivant leur nouvelle vie et expliquant les motifs pour lesquels ils sont partis d'Israël. Première et souvent seule motivation : la situation économique. Comme Moran, 32 ans, qui vit avec son mari et son jeune fils à Berlin : "*En Israël, explique-t-elle, mon compte en banque était toujours dans le rouge. Ici, à Berlin, c'est fini. Je suis constamment et confortablement dans le vert. Berlin, ajoute-t-elle en riant, c'est pour moi le meilleur des comptes épargne.*"

À l'autre bout du monde, chez l'Oncle Sam, on retrouve Dorit et Zohar. Avant d'habiter dans le New Jersey avec leurs trois enfants, ils étaient à Eilat, la station balnéaire sur la mer Rouge, à la pointe sud du pays. Officier de carrière à l'armée, Zohar a décidé de se marier. Et c'est là que tout s'est gâté : "*Quand ma femme et moi avons cherché à nous loger, nous avons vite réalisé qu'il nous serait impossible d'avoir en Israël quelque chose de décent à un prix raisonnable. Ici, dans le New Jersey, c'est possible !*" Et, devant la caméra qui le suit alors qu'il vient de passer à la caisse pour payer un Caddy bien rempli, il ajoute : "*Regardez, je viens de dépenser 233 dollars. En Israël, à quantité et produits égaux, cela m'aurait coûté deux à trois fois plus.*"

Moran, Zohar, Itaï, etc., tous l'affirment : c'est le coût de la vie qui les a décidés à partir. Et ce n'est pas l'étude comparative tout juste publiée par le quotidien populaire Maariv qui leur donnera tort. Il faut, en Israël, pour se payer un logement 138 salaires mensuels moyens contre 65 aux États-Unis, 64 en Grande-Bretagne ou 59 en Hollande. Quant à la part de l'alimentation dans le revenu moyen, elle est de 18 % en Israël, contre 9 % en Allemagne ou 10 % en France. Le tout alors que le salaire moyen israélien - 1 850 euros - est le plus bas en comparaison des États-Unis, de l'Allemagne, l'Irlande, la France, l'Espagne ou l'Australie.

Au cœur de la controverse, il y a aussi ce sondage publié dans le cadre de la série télé : une majorité de parents israéliens, 45 %, se déclarent prêts à soutenir leurs enfants s'ils décident d'aller vivre à l'étranger, 33 % affirmant qu'ils ne les encourageraient pas mais ne s'y opposeraient pas. Seuls deux Israéliens sur dix sont activement contre. Par ailleurs, 80 % des sondés ne voient pas dans l'émigration un phénomène illégitime. En écho, l'un des plus grands poètes israéliens, Nathan Zach, a donné sa bénédiction à ces jeunes Israéliens "*qui doivent aller là où ils peuvent vivre le mieux*". C'est la fin d'un tabou. Et, pour une partie de la classe politique, c'est insupportable.

Dans un post sur sa page Facebook, le ministre des Finances, le sémillant Yaïr Lapid, n'a pas attendu pour dénoncer les yordim : "*Je n'ai pas de patience pour ceux qui sont prêts à jeter à la poubelle le seul pays qu'ont les juifs simplement parce que Berlin, c'est confortable...*" Il s'est fait immédiatement "*tacler*" par des dizaines d'amis, dont certains lui ont rappelé qu'en son temps il

était parti vivre aux États-Unis pour mener une carrière dans la communication. D'autres, des émigrants, affirmaient qu'ils rentreraient au pays les yeux fermés si le gouvernement menait une autre politique économique et sociale. À la petite phrase de Yaïr Lapid s'est ajoutée celle du directeur de la loterie nationale, un ancien général, qui les a qualifiés de traîtres.

Pour Shlomo Avineri, professeur de sciences politiques renommé, cela prouve une chose : les yordim n'ont pas le moindre sens des responsabilités citoyennes. D'un côté, ils abandonnent le difficile débat national israélien ; de l'autre, ils recréent une diaspora, tout en ne s'impliquant pas dans les affaires du pays où ils s'installent. Bref, pour monsieur Avineri, les nouveaux expatriés israéliens n'ont comme horizon que leurs petites aspirations personnelles ! À ces critiques, les nouveaux émigrants répondent : "*Nous reviendrons lorsque le gouvernement changera de politique économique et sociale.*" LePoint.fr 27.10

La couverture sioniste du "*peuple jui*" fout le camp, bonne nouvelle pour les Palestiniens, notamment.

[Haut de page ↗](#)

Le 29 octobre 2013

CAUSERIE

Lundi 23h10 à Pondichéry

J'ai ajouté 16 articles, et j'ai rajouté ceux d'hier que j'avais oubliés de télécharger dans le serveur !

Mercredi 0h30 en Inde

Je n'ai plus le temps de traiter l'article *Transactions financières: Noyer éreinte la future taxe boursière européenne* , ce sera pour demain.

Je prépare une nouvelle contribution économique pour répondre à certaines questions laissées sans réponses ou incomplètes. La question centrale est celle-ci : Pourquoi ne peuvent-ils pas indéfiniment injecter des milliers de milliards de dollars dans l'économie ? Ils l'ont fait, ils vont continuer de le faire, jusqu'à quand, personne n'est en mesure de répondre à cette question qui est d'une importance déterminante pour l'avenir de l'humanité, rien que cela, oui, rien que cela, car le jour où ils arrêteront, c'est l'économie mondiale qui s'effondrera avec toutes les conséquences que l'on devine et celles qu'on n'imagine pas encore. Est-ce inéluctable ? Assurément.

Plus les faux-monnayeurs injectent de la monnaie de singe dans l'économie, plus ils alimentent l'inflation monétaire et l'inflation tout court dans certains secteurs de l'économie (immobiliers, la Bourse, actions, certaines matières premières, etc.) et dans certains pays émergents (Chine, Inde, Afrique du Sud, Argentine + 20% par exemple) plus la distorsion croît entre l'économie financière ou spéculative et l'économie réelle ou productive, plus il leur faut pomper de la plus-value dans cette dernière au profit de la première, d'où les politiques d'austérité mise en oeuvre dans tous les pays, plus la dette des Etats s'accroît plus le service de la dette devient insupportable pour tous les Etats, plus il apparaît qu'ils ne pourront jamais rembourser cette dette, qu'ils n'en viendront jamais à bout, plus les entreprises et les particuliers s'endettent plus ils présentent le risque de devenir insolvables au moindre accident de parcours... Il suffit donc qu'ils arrêtent de faire tourner la planche à billets pour que l'ensemble de l'économie se retrouve paralysée et que les taux d'intérêt montent et se mettent à flamber, les Etats se retrouvent asphyxiés, les entreprises ne puissent plus emprunter pour régler leurs dettes et fassent faillites, le chômage explose, tous les organismes sociaux qui ont emprunté sur le marché se retrouvent dans la même situation, les banques se retrouvent à court de liquidités, les particuliers se voient dépouillés de leur épargne tandis que l'inflation s'envole, ils deviennent insolvables, l'immobilier, le bâtiment, les banques, tout s'écroule...

Il s'agit d'une question complexe dans laquelle entre en jeu de nombreux facteurs et rapports à l'échelle mondiale. Je sais qu'il y en a qui la traitent par dessus la jambe ou qui prétendent pouvoir y répondre sans s'être vraiment penchés sur cette question, ils savent tout, tant mieux pour eux, nous, nous essayons de comprendre comment les choses peuvent se passer pour mieux s'y préparer, tout en sachant que n'importe quel événement, y compris politique peut être un prétexte pour que tout pète du jour au lendemain. Tenez depuis plusieurs jours les Japonais et les Chinois se livrent à des provocations dans les airs et sur mer qui prennent de plus en plus des allures de déclaration de guerre, je rapporte ici les propos des autorités chinoises.

Le saviez-vous ?

On ne peut se fier à aucun média, ils sont tous vendus, pourris.

Ici il s'agit du rôle joué par le Guardian comme relais des info collectées par Wikileaks et Snowden, un journal britannique de gauche (sic!), en réalité en cheville avec les services secrets britanniques. Que le New York Times n'ait cessé de conspirer avec la CIA et le Pentagone contre Julian Assange était naturel, de même que Le Monde en France avec les renseignements généraux.

- Wikileaks trace sa route à l'Est - 27 octobre 2013 - mondialisation.ca

Se fier ou se confier à la gauche, c'est comme donner sa tête à son bourreau. Qui en doutait ?

- A propos du long métrage Mediastan, A Wikileaks Road Movie présenté au premier London Raindance Film Festival, puis à Moscou lors d'un autre festival. (...)

Le Guardian a joué un sale rôle dans l'histoire de Wikileaks, et ils semblent bien vouloir refaire le coup avec Snowden. Ils ont publié ses rapports, après les avoir corrigés à la sauce NBA, l'ont poussé à révéler son identité, moyennant quoi ils ont boosté leur réputation de gens de gauche, et au final, ont mandaté leur propre agent, Luke Harding, pour qu'il écrive un livre qui le mettra probablement en pièces. Ils y ont déjà gagné la bienveillance des services d'intelligence, des lecteurs qui leur font confiance, et ils pourraient bien finir par détruire leur victime.

C'est ce qu'ils ont fait avec Julian Assange : ils ont tiré parti de ses dépêches, les ont trafiquées et censurées pour les rendre compatibles avec la stratégie de leurs patrons, puis ont publié sur son compte des tombereaux d'ordures, tous les ragots qu'ils ont pu trouver, ils l'ont décrié tant et plus. Le New York Times a été encore plus sordide, dans la mesure où il n'a pas cessé de collaborer avec la CIA et le Pentagone, et a pleinement joué sa partition dans la chasse aux sorcières contre Assange.

Mais les lecteurs de CounterPunch ont pu suivre sa saga exceptionnelle en temps réel, depuis le début, probablement mieux que personne, mieux que par la grande presse ou les bloggeurs. Ils ont appris comment les câbles ont été publiés, comment le Guardian a calomnié Assange (ils ont reçu des notes confidentielles de la police suédoise et en ont biaisé le contenu). Lorsque, quelques mois plus tard, ces documents ont été rendus publics, un site suédois a écrit : « *les pesants ragots publiés surtout par le toxique Nick Davies du Guardian ne tiennent plus debout. Le rapport de Nick Davies sur les procès-verbaux était une manipulation.* »

Le Guardian avait fait des chapeaux tendancieux sur les câbles obtenus par Bradley Manning et répandus par Assange. Les gens ne lisent guère au-delà des titres, de sorte que le Guardian à son habitude s'est permis d'attribuer à Wikileaks certaines remarques de représentants officiels des US, le plus souvent destinés à miner l'image de la Russie et à priver son président de légitimité. C'est seulement maintenant que nous comprenons ces attaques infatigables contre Poutine, le seul qui a eu assez de volonté pour mettre un frein à l'attaque qui menaçait la Syrie, et signer ainsi la fin de l'hégémonie américaine.

Les câbles d'Asie centrale étaient plus intéressants que les autres, dans la mesure où les ambassadeurs US dans la région ne se méfiaient pas, et s'exprimaient franchement, en toute brutalité, dans leurs communications avec le Département d'État. Le Guardian a délibérément expurgé une bonne part des câbles publiés afin de cacher les preuves de corruption par les firmes occidentales en Asie Centrale, comme les lecteurs de CounterPunch ont pu le lire dans un article qui est difficile à retrouver sur Google (quelle surprise !). Wahlsrom demande à Alan Rusbridger pourquoi il a effacé les noms des généreux donateurs, et reçoit une réponse formelle : ce sont des gens très riches et ils pourraient nous faire un procès.

L'article en entier figure dans le site à la rubrique International.

[On ne peut pas tout dire n'importe où.](#)

Olivier Delamarche : « *Ça va aller de plus en plus mal. Et il faut s'attendre à ce que ça pète.* » - Jeudi 24 octobre 2013 - <http://www.wikistrike.com>

Olivier Delamarche, associé et gérant de Platinum Gestion répond aux interrogations des Observateurs sur l'Europe, la crise économique mondiale, les banques et la démocratie.

« *L'Europe, c'est la négation des peuples.* »

« *Ils ne sont jamais à cours d'imagination quand il s'agit de vous piquer de l'argent.* »

« *Les pays européens, les Etats-Unis, le Japon sont des pays ruinés. Ils ont un endettement qui est, de toute façon, inremboursable.* »

« *Ils vont aller taper dans l'épargne, ils vont aller taper sur les comptes, à la chypriote.* »

« *On est dans une panade qu'on n'a jamais connue, avec un endettement qu'on n'a jamais connue.* »

« On joue à faire les démocrates, ce n'est qu'un jeu, ce n'est qu'un leurre. »

« On n'est pas en démocratie, ça c'est clair, et depuis longtemps. Je ne vois pas très bien ce qui, tout d'un coup, les motiverait à en installer une. Surtout qu'ils savent qu'à la première question qu'ils poseraient, ils seraient virer. »

« N' imaginez pas que ça puisse se régler de façon indolore. »

Sources : Les Observateurs / Le JDS

C'est étonnant d'entendre un tel discours sur une chaîne de télé dédiée à la finance, on pourrait partager tous les constats dressés au vitriole par monsieur Delamarche.

Du coup j'ai voulu en savoir plus en cliquant sur les différents liens associés à cet article, sauf que voilà...

Dans la même page de wikistrike.com figurait une vidéo, je clique dessus, résultat :

- L'utilisateur a supprimé cette vidéo. Opération impossible.

Ensuite je me connecte sur le portail Les Observateurs pour en savoir plus, résultat :

- Page introuvable

Désolé, la page que vous cherchez n'est pas disponible. Son contenu est en cours d'actualisation ou elle a été déplacée.

Bon, j'insiste lourdement et je me connecte sur Le JDS, résultat identique :

- L'utilisateur a supprimé cette vidéo. Opération impossible.

Je ne connais pas monsieur Olivier Delamarche qui intervient dans cette télévision dédiée à la finance, je me suis dit qu'apparemment il en avait trop dit, du coup sa direction s'est empressée de faire disparaître le contenu de son intervention dont j'ignore la date exacte, le 24 ou la veille.

Comme il en avait beaucoup trop dit, j'ai voulu savoir qui était derrière cette télévision, qui en étaient les mentors et je n'ai pas été déçu, entre nous, j'avais flairé l'embrouille dès le premier clic. Résultat :

- BFM Business était une toute petite radio au début des années 90 qui fit faillite, avant d'être racheté et de devenir une chaîne de télévision économique nationale très très très riche, normal, elle a pour parrains, notamment : Dassault, Apax Partners et la Compagnie financière de Rothschild. (source : Wikipedia)

ACTUALITÉ DU JOUR

Les institutions de la Ve République sont illégitimes.

- Hollande devient le président le plus impopulaire de toute la Ve République - 20minutes.fr

Le chef de l'Etat chute 6 points à 26% de popularité en octobre selon le baromètre BVA publié lundi...

Seuls les sympathisants socialistes ont encore, à 75%, une bonne opinion de François Hollande. Ceux qui ont voté pour lui au second tour « ne sont plus qu'un sur deux à avoir une bonne opinion de lui (51% contre 47%), ses alliés écologistes (54% de mauvaises opinions) et la gauche de la gauche (66% de mauvaises opinions) (étant) une nette majorité à le rejeter ».

A droite, ils sont 97% à avoir une mauvaise opinion du président, soit « un niveau qu'aucun président n'avait atteint » selon BVA. 20minutes.fr 28.10

Le PS est un parti d'affairistes, il faut croire que ses sympathisants ont les mêmes intérêts et partagent leur mentalité et leur morale. Que dire de ceux qui ont colporté des illusions dans ce parti depuis 1945, qui ont appelé à voter Hollande, à "battre Sarkozy" ?

Taxes et impôts. Le gouvernement privilégie les riches, les paradis fiscaux et l'UE.

- Ecotaxe: *"le gouvernement ne peut pas revenir en arrière"*, prévient Le Foll - L'Expansion.com

Stéphane Le Foll, qui assure avoir entendu et compris les inquiétudes des opposants à l'écotaxe, exclut d'ores et déjà un retrait pur et simple du dispositif. Selon lui, le gouvernement *"ne peut pas revenir en arrière"* sur l'écotaxe. En effet, défaire le contrat avec la société chargée de sa collecte coûterait 800 millions d'euros, a expliqué ce lundi le ministre de l'Agriculture sur iTélé. *"Le contrat qui a été signé par Madame Kosciusko-Morizet (ex-ministre de l'Ecologie, ndlr), par Monsieur Baroin (ex-ministre de l'Economie), par Madame Pécresse (ex-ministre du Budget) à une société qui s'appelle Ecomouv', si on devait le délier, ça coûterait 800 millions d'euros, voilà ce qu'on nous a laissé et voilà pourquoi on ne pas revenir en arrière"*, a déclaré Stéphane Le Foll.

Interrogé par l'AFP, le ministère des Transports confirme qu'il s'agit bien d'une clause du contrat conclu par l'ancienne majorité avec Ecomouv' en octobre 2011. Mettre un terme à cet accord coûterait un milliard d'euros sur un an, dont 800 millions à payer immédiatement, a précisé le ministère. *"Tout cela n'est pas de la responsabilité du gouvernement, c'est la responsabilité des responsables précédents"*, a-t-il insisté tout en dénonçant les attaques de la droite sur le sujet.

Ecomouv' est chargée du financement, de la conception, de la réalisation, de l'entretien, de l'exploitation et de la maintenance de l'écotaxe, qui doit entrer en vigueur le 1er janvier, après avoir été déjà repoussée à deux reprises. Cette taxe doit rapporter 1,1 milliard d'euros par an, notamment pour développer et moderniser les infrastructures de transport, dont 250 millions seront alloués aux frais de gestion. Le contrat a été signé pour une durée de plus de 13 ans, selon le ministère des Transports. L'Expansion.com 28.10

Il suffirait d'exproprier Ecomouv' pour un euro symbolique et l'affaire serait réglée ! Mais voilà, le gouvernement Hollande-Ayrault-Le Foll poursuit la même politique antisociale que son prédécesseur, on en a ici une nouvelle fois la preuve.

Crises des partis, l'accélération.

- Placé (EELV): s'il cède, le gouvernement n'aura plus d'autorité - AFP

- Désir (PS) préfère *"un gouvernement qui ne s'obstine pas"* - AFP

Instrumentalisation par la réaction

- Ecotaxe: les élus bretons UMP boycottent la réunion à Matignon - L'Expansion.com

- Sarnez (MoDem): *"il serait raisonnable de reporter l'écotaxe"* - AFP

La menace rode, se précise...

- Bretagne : les RG alertent le gouvernement - LePoint.fr

La SDIG de Rennes -autrement dit les ex-RG-, laisserait entendre que la colère des Bretons pourrait avoir de lourdes répercussions et pourrait embraser d'autres régions comme *"l'Alsace, le Pays basque et même la région niçoise"*.

"Jusqu'alors, estiment les analystes du SDIG, cités par Le Figaro, les syndicats se sont toujours refusés à réunir agriculteurs et pêcheurs, tant le cocktail peut se révéler explosif". Une prochaine journée d'action est prévue le 2 novembre prochain, avec une nouvelle manifestation à Quimper.

En Bretagne, depuis début août, trois portiques ont déjà été rendus inopérants, dont un abattu. Mais l'écotaxe cristallise aujourd'hui toute la grogne des Bretons qui voient l'agriculture et l'agroalimentaire, piliers de leur économie, s'effondrer, et les plans sociaux se multiplier comme chez le volailler Doux ou plus récemment chez Gad SAS où plus de 800 emplois ont été détruits. LePoint.fr 28.10

Quand Solidaires montent au créneau pour défendre le gouvernement.

- Epargne: le syndicat des impôts dénonce une instrumentalisation du ras-le-bol fiscal - L'Expansion.com

Le principal syndicat des impôts, Solidaires-Finances publiques, s'est inquiété lundi de voir *"le ras-le-bol fiscal de plus en plus instrumentalisé"* par des intérêts particuliers après le recul du gouvernement ce week-end sur la fiscalisation de l'épargne.

"Le danger est réel, le consentement à l'impôt, pilier de la démocratie, s'affaiblit", prévient le syndicat dans un communiqué.

Selon lui, le nouveau recul du gouvernement qui a exclu les plan d'épargne-logement (PEL), plan d'épargne en actions (PEA) et l'épargne salariale de l'alignement à 15,5% des prélèvements sociaux sur les produits d'épargne vient *"de la réaction des épargnants qui veulent avant tout préserver des avantages fiscaux"*.

"On ne peut invoquer le fait que l'épargne est le fruit du travail et laisser penser que tous les Français seraient concernés par un durcissement des règles en matière d'assurance-vie", explique-t-il, rappelant que "l'épargne est parfois héritée et est alimentée par d'autres revenus comme ceux du patrimoine".

Elle est aussi *"très mal répartie"*, estime Solidaires assurant que si 25 millions de Français ont souscrit une assurance-vie, 10% détiennent à eux seuls la moitié des en-cours.

Après le recul fin 2012 devant les *"pigeons"* qui protestaient contre l'augmentation de la taxation des plus-values de cession ou celui sur la taxe sur l'excédent brut d'exploitation (EBE) obtenu par le patronat, *"nombreux sont ceux qui invoquent le 'ras-le-bol fiscal' de la population pour réclamer l'abandon de certains projets fiscaux spécifiques qui les touchent"*.

"Dans ces conditions, la répartition de la charge fiscale ne peut qu'être un peu plus déséquilibrée et ce au détriment de l'immense majorité des ménages qui ne peut s'organiser pour faire valoir ses 'intérêts' ou tout simplement l'intérêt général", regrette-t-il. Le syndicat critique en outre le gouvernement dont les mesures sont "soit trop complexes et illisibles, soit trop injustes".
L'Expansion.com 28.10

Traduction : Si ces mesures étaient simples, lisibles, injustes, mais moins injustes, elles seraient acceptables, ne vous marrez pas Solidaires est considéré comme un syndicat quasi révolutionnaire par certains militants !

Solidaires reprochent donc au gouvernement de n'avoir pas su y mettre la forme pour maquiller le rançonnement auquel il se livre sur la couche et la classe moyenne ou tout simplement des travailleurs, qui par le biais de l'augmentation continue des prix de l'immobilier et du foncier au cours des trois ou quatre dernières décennies se retrouve en possession d'un patrimoine d'une certaine valeur que le gouvernement entend taxer.

La classe dominante, qui entend appauvrir tous les travailleurs qui peuvent l'être encore, ne peut accepter que certains s'enrichissent mécaniquement en bénéficiant de l'inflation dans ce secteur économique, il faut donc les forcer à vendre leur bien ou l'hypothéquer pour régler les taxes que le gouvernement leur impose.

Et quant aux économies que les travailleurs qui en avaient les moyens ont placées dans différents plans d'épargne ou dans une assurance-vie, elles sont le produit net de leur travail une fois déduites les cotisations qu'ils ont déjà versées en amont. Peu importe estime le gouvernement, il n'est pas normal qu'ils puissent en tirer un maigre profit, alors que les capitalistes, banquiers et autres spéculateurs professionnels échappent en totalité ou en grande partie à l'impôt par le biais d'une fiscalité particulièrement avantageuse, pratiquent l'évasion fiscale légalement ou se livrent à la fraude fiscale via des paradis fiscaux, que les riches s'enrichissent est dans l'ordre des choses, mais que les pauvres où ceux qui devraient l'être prétendent à un niveau de vie supérieur est insupportable.

Commentaire d'internaute

1- "Pas très sérieux les propos de cet article. Pour beaucoup de salariés cette épargne est celle réalisée sur des salaires sagement gérés pendant 10 ou 20 ans. Les impôts sont passés avant. Après des revenus de patrimoine de bourse etc, l'auteur de cet article est certainement mieux loti que ces millions de foyers de classe moyenne. J'ai pitié pour lui et suis prêt à l'aider pour ses fins de mois."

2- "L'épargne est parfois héritée et est alimentée par d'autres revenus comme ceux du patrimoine" assène ce syndicat. Messieurs cette épargne "parfois héritée", ce "patrimoine" ils ont déjà été taxé. Il faudrait donc, selon votre bréviaire politique de gauche, re-taxer à l'infini, ad eternam, jusqu'à extinction? Votre rôle est d'appliquer le Code des Impôts, votre statut ne vous confère en rien un privilège de prescripteurs. Restez à votre place s'il vous plaît."

3- "L'épargne, elle est bien entendu au départ le fruit d'un travail, soit de soi-même, soit d'aïeux qui se sont parfois sacrifiés pour aider ou transmettre un patrimoine à leur descendance."

4- "Sur qu'il y a instrumentalisation, les lobbies anti-état, au service du grand capital qui veut pouvoir écraser les populations sans aucune retenue au seul profit d'une infime minorité, font flèche de tout bois et manipulent l'opinion publique pour qu'elle ne voit ses intérêts qu'à très court terme."

[Quand le PCF demande à un gouvernement de droite \(selon lui\) des impôts "*justes*"...](#)

- Pierre Laurent (PCF) veut une remise à plat "*d'urgence*" - AFP

Le secrétaire national du PCF Pierre Laurent a critiqué lundi le "*manque de cohérence*" des décisions du gouvernement et demandé une remise à plat "*d'urgence*" du dossier fiscal.

"*Les impôts, s'ils sont justes, sont compris par le pays*", a assuré le numéro un communiste. AFP 28.10

Il faut entendre par "*le pays*" l'ensemble des classes, y compris celle des capitalistes dont Laurent se fait ici le porte-parole, comme Hollande, quoi ! Excellent monsieur Laurent. Qui se posait encore des questions sur la nature du PCF ? Vous avez dit de gauche ? Vous en êtes bien sûr ? Je ne sais pas, Laurent vient d'affirmer le contraire...

Quand le PCF confond forfaiture et centralisme démocratique.

- Le PCF refuse le «*centralisme*» de Mélenchon - Liberation.fr

«*Comment Pierre Laurent a-t-il pu nous mentir des mois durant, pendant qu'il vendait la tour Eiffel à Hidalgo !*» écrit Mélenchon.

En réponse, deux membres de la direction du PCF, Isabelle Lorand et Frédérick Genevée, lui ont adressé une lettre ouverte dans l'Humanité dans laquelle ils écrivent qu'ils refusent le «*centralisme*» que souhaite appliquer le patron du Parti de gauche (PG) : «*De l'autonomie de vote des parlementaires à l'autonomie des fronts thématiques, nous n'avons pas la même approche. Nous, les communistes, avons rompu avec le centralisme démocratique en 1994. Ce n'est pas pour le voir revenir par le Front de gauche.*» «*Plutôt que de cliver*», ajoutent-ils, ils lui demandent de «*rassembler*». Liberation.fr 28.10

La forfaiture consiste à rompre brutalement et unilatéralement un accord qu'on avait conclu avec un tiers sans que celui-ci n'est cessé d'en respecter les termes. Le centralisme démocratique qui concerne essentiellement un parti politique consiste à appliquer une décision (pratique) politique adoptée par sa majorité, même si on est en désaccord avec celle-ci.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, par déformation, parce que des dirigeants en ont usé et abusé dans le passé (et le présent) pour conserver leur pouvoir au sein de l'appareil de leur parti, le centralisme démocratique n'est pas un mode de fonctionnement permanent d'un parti. On l'applique ponctuellement chaque fois que le parti doit prendre une décision d'ordre pratique afin qu'il soit en ordre de bataille. Les militants doivent se prononcer sur une action qui leur est proposée, si elle est rejetée par la majorité, cette action n'aura pas lieu, si elle est adoptée par la majorité, l'ensemble des militants mettront en oeuvre cette action.

On pourrait encore penser qu'il n'est pas normal que des militants (minoritaires) opposés à une action se retrouvent obligés de l'adopter. Oui, en effet, dans un parti antidémocratique, quand les dirigeants d'un parti refusent de tirer honnêtement le bilan politique d'une action qui s'est avérée inutile, négative, nuisible, etc. et de reconnaître leurs erreurs, dans ce cas-là il ne s'agit pas de centralisme démocratique mais de dictature bureaucratique. Maintenant, il est difficile dans un parti de demander à chaque militant de se prononcer sur toutes les actions ou décisions prises par leurs dirigeants. Parce que les militants n'ont pas forcément le niveau politique pour décider du bien-fondé ou non d'une décision ou d'une action. Leurs dirigeants ont été élus lors d'un congrès pour assumer cette responsabilité, c'est donc à eux que revient cette décision en règle générale.

Un problème grave survient lorsque les dirigeants du parti négligent la formation des militants et des cadres, et qu'ils ne s'assurent pas que la discussion sur la politique adoptée par le parti a bien lieu dans toutes les instances et que toutes les informations de la base remontent bien jusqu'à eux sans avoir été déformées avant de leur parvenir. Lorsque cela se produit, de nombreux militants sont amenés à adopter une politique qu'ils ne comprennent pas ou avec laquelle ils sont en désaccord, ils finissent par quitter le parti. Souvent les cadres se comportent comme de petits chefs plus soucieux de faire passer la politique de leurs dirigeants que de l'expliquer aux militants. Ces militants suivent une politique plus qu'ils ne la comprennent, du coup ils ne tirent aucun bénéfice de leur expérience et finissent pas s'en lasser et par s'en aller.

C'est là qu'on mesure l'immense responsabilité qui pèse sur les épaules des dirigeants d'un parti, qui doivent avoir les qualités requises pour mettre en oeuvre le centralisme démocratique et privilégier le centralisme ou la démocratie selon les circonstances comme l'expliquait Trotsky, si l'on ne veut pas qu'il se transforme en dictature bureaucratique. Contrairement à ce que j'ai connu dans l'organisation dans laquelle j'avais milité, la progression d'un militant ne se juge pas au nombre de journaux qu'il a vendus, au nombre de signatures qu'il a récolté ou à l'argent qu'il a collecté, ni même au nombre de ses contacts, mais à sa capacité à maîtriser la méthode du marxiste pour devenir un militant conscient, à l'esprit critique développé et libre, capable de penser la situation par lui-même, pour au cours de la lutte de classes ou de la révolution être en mesure de guider les masses, encore faut-il que ce soit toujours l'objectif des dirigeants du parti dans lequel on milite.

Le centralisme démocratique ne s'applique pas à la totalité des activités d'un parti, son programme, sa stratégie, sa tactique, sa ligne politique, ses mots d'ordres, ses rapports avec les différents partis, les institutions, etc. il s'applique d'autant moins dans le

cas d'une coalition de partis ou de différentes formations politiques comme c'est le cas avec le FdG, car de profonds désaccords persistent entre eux sur de nombreuses questions.

Mélenchon semble l'avoir oublié, parce que cela l'arrangeait sans doute, il n'était pas sans savoir que sans un minimum d'élus le PCF disparaîtrait quasiment et qu'il servait aussi de caution populaire au PS, quoique pour les prochaines élections cette caution ne lui sera d'aucun secours, aucun travailleur en dehors des nantis n'ira voter pour un candidat du PS.

Instrumentalisation d'une minorité.

- Lagerfeld s'en prend aux femmes rondes, elles répliquent - Le Nouvel Observateur

Quelques mots à peine prononcés dans une émission (Direct 8) trois semaines plus tôt (3 octobre) et que peu de gens ont dû regarder et dont tout le monde a oublié le contenu, sauf des frustrés ou des complexés, des manipulateurs professionnelles qui comptaient en tirer profit, suffisent à mettre en branle leur machine à propagande, déclencher une polémique dès lors qu'elle est relayée par les médias. Comment ?

Le Nouvel Observateur s'est empressé d'en rajouter une couche en se livrant au passage à une manipulation qui a consisté à faire référence à une "étude" en modifiant l'intitulé de l'organisation comme s'il ne fallait pas que le lecteur en connaisse l'origine, disons douteuse, le magazine l'a présentée comme une "étude parue en janvier dernier dans le "Journal of the Medical Association" (JAMA) " alors qu'en réalité il s'agissait du Journal of the American medical association.

Et quelles étaient les conclusions de cette "étude" qui devait concerner en premier lieu bon nombre d'Américains? Rassurantes évidemment, au point qu'on peut se demander si elle n'aurait pas été commandée par les trusts de l'agroalimentaire qui empoisonnent le peuple américain. L'obésité, qui hier était présentée comme un handicap, est devenue comme par miracle... un symbole de bien-être ! Lisez.

- Cette étude a "déterminé que le surpoids - voire une obésité modérée - n'augmente pas les risques pour la santé. Le risque de mortalité serait même environ 5% moindre chez les ronds par rapport aux individus au poids considéré comme normal selon l'indice de masse corporelle (IMC)."

C'en est trop pour l'association "Belle, ronde, et je m'assume". Sa présidente, Betty Audrière, dénonce des "propos diffamatoires et discriminants envers la communauté des femmes rondes". Cette chef d'entreprise d'une ligne de vêtement grande taille en Charente-Maritime a lancé une pétition en ligne et compte déposer plainte auprès du procureur de la République, rapporte le journal "Sud Ouest".

La plainte a peu de chance d'aboutir mais il s'agit avant tout de protester. Le fondateur du concours Miss Ronde France, Thierry Frézard soutient l'association et s'étonne. Le Nouvel Observateur 28.10

Franchement, qui en a quelque chose à foutre des propos de Karl Lagerfeld ? Personne. Sauf qu'une plainte et un procès à la clé peut rapporter gros quand l'accusé est une personnalité fortunée, il peut vouloir l'éviter et verser une somme substantielle au plaignant en guise de dédommagement, d'arrangement, car leur morale ne dépasse pas ce niveau-là. Il s'excusera publiquement et on en restera là.

L'espèce humaine en voie de dénaturation.

- 38% des moins de deux ans ont déjà utilisé une tablette ou un smartphone - L'Expansion.com

Aux Etats-Unis, 38% des moins de deux ans se sont déjà servis d'une tablette ou d'un smartphone, selon un sondage publié ce lundi. Ce taux n'était que de 10% en 2011, lors de l'étude précédente de la même société de recherche, Common Sense Media.

Pour les enfants de moins de 8 ans, le taux d'utilisation des appareils mobiles a presque doublé, passant de 38% à 72%, et le temps moyen d'utilisation a triplé, passant de 5 à 15 minutes par jour, selon l'étude. L'Expansion.com 28.10

Les Américains sont le laboratoire, les cobayes du néolibéralisme conduisant à la liquidation de la civilisation humaine.

Il semblerait que dans leur stratégie devant aboutir à réduire l'humanité en esclavage, la dépendance depuis la plus tendre enfance à cet instrument de communication en serait un facteur déterminant, dans la mesure où tous les rapports avec le monde extérieur passeraient par cette machine dont l'utilisateur ne maîtriserait pas le contenu, dans le sens où il lui serait imposé. Dès la petite enfance, l'enfant n'interpréterait plus librement le monde qui l'entoure, il ne tirerait plus des enseignements de ses propres expériences, ce serait une machine qui lui dicterait quoi ou comment penser, il deviendrait totalement dépendant de cette machine, tandis que ses parents ne rempliraient plus qu'un rôle purement alimentaire ou matériel indispensable à sa

survie jusqu'à ce qu'il soit en âge de s'assumer ou d'aller travailler.

ACTUALITE EN TITRES

A quel niveau en sont-ils réduits ? L'école élémentaire.

- Une fillette d'une dizaine d'années traite Christiane Taubira de «*guenon*», la ministre réagit - 20minutes.fr
- Taubira traitée de "*guenon*" : le PS veut des poursuites - Le Nouvel Observateur

Leonarda avait 15 ans, cette fillette a 10 ans. Je me souviens de ma petite nièce Lombika qui hurlait chaque fois qu'elle me voyait quand elle avait moins d'un an et cela a continué pendant des années. Je ne sais pas pourquoi et ses parents non plus, à la vue d'un Blanc, le seul Blanc qu'elle n'ait jamais vu, elle était terrorisée la malheureuse gamine, elle devait être raciste ma foi, ouais, déjà dans le ventre de sa mère. Elle a 13 ans et cela lui est passée, elle m'aime bien, uncle !

La dictature du marché.

- Transactions financières: Noyer éreinte la future taxe boursière européenne - AFP
- Le marché du luxe devrait croître de 6% en 2013 - Reuters
- Madrid veut céder jusqu'à 60% de l'exploitant d'aéroports Aena - Reuters

Intox

- Espionnage de la NSA en Europe: Que savait Barack Obama? - 20minutes.fr
 - Obama savait depuis 2010 que les USA espionnaient Merkel, dit Bild - Reuters
 - Merkel écoutée : l'Allemagne ne décolère pas contre les États-Unis - LeFigaro.fr
 - Espionnage: les Etats-Unis face à la colère des Européens - AFP
 - NSA : le Parlement européen perd sa confiance en Washington - LePoint.fr
 - "*News of the World*" : ouverture à Londres du procès des écoutes - LeMonde.fr
-

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Un responsable syrien a fait part de la présence en grand nombre des combattants venus de différents pays de l'Asie centrale en Syrie. Lors d'une rencontre, à Moscou, avec le représentant du gouvernement palestinien, le grand mufti de la Syrie, Ahmad Badreddin Hassou a affirmé qu'une centaine de milliers de paramilitaires venant d'au moins de 83 pays du monde luttent actuellement contre l'autorité centrale de Damas. « *Ces paramilitaires viennent, pour la plupart, de l'Arabie saoudite, de l'Irak, de la Tchétchénie et de la Tunisie, mais il y en a aussi des combattants venus des Etats-Unis et du Canada, mais aussi des pays européens comme l'Espagne, la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne et l'Autriche* », a souligné le Grand mufti de la Syrie, cité par le site d'information Kandahar et Fars News. « *360 turkmènes, 250 kazakhs, 350 ukrainiens, 190 tadjiks, 100 azéris et 80 géorgiens sont aussi parmi les paramilitaires* », a-t-il précisé.

A en croire les sources médiatiques de l'Asie centrale, les groupes islamistes extrémistes qui reçoivent les formations militaires, en Syrie, se préparent, en fait, à s'infiltrer dans les pays centre-asiatiques, tandis que leurs leaders envisagent d'abuser

des potentialités qui y existent afin d'établir des Etats extrémistes dans la région de l'Asie centrale. Selon les experts politiques, ce qui se passe aujourd'hui en Syrie a rapport directement ou indirectement avec l'avenir de la stabilité et de la sécurité dans toute l'étendue géographique de l'ex-URSS et en Asie centrale. Les sources sécuritaires s'inquiètent beaucoup de voir les paramilitaires centre-asiatiques opérant en Syrie, revenir un jour à leurs propres pays et y mettre en œuvre leurs expériences sous la gestion des appareils d'espionnage des pays occidentaux ou arabes. french.irib.ir 28.10

2- Turquie

La police turque a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser près de 2.000 manifestants réunis lundi devant un tribunal d'Ankara où se tenait le procès d'un policier accusé du meurtre d'un manifestant en juin.

Un journaliste de Reuters a rapporté que des heurts avaient opposé la police et un groupe de manifestants armés de bâtons, qui s'approchait de l'entrée du tribunal pour protester contre l'autorisation donnée à l'accusé d'assister aux auditions par visioconférence.

Les médias turcs font état de plusieurs blessés et de 18 arrestations, ce qui n'a pas été confirmé par les autorités. Le procès a été ajourné au 2 décembre, disent les médias.

Ahmet Sahbaz est accusé du meurtre d'Ethem Sarisuluk, tué par balles lors d'une vague de manifestations antigouvernementales. Reuters 28.10

[Haut de page ↗](#)

Le 30 octobre 2013

CAUSERIE

Il est 22h25 ici à Pondy (Pondichéry), 17h55 à Paris. Si j'ai le courage j'ajouterai quelques nouveaux articles d'ici minuit ou demain matin. Il reste un article sur un rapport de la Banque mondiale qui n'a pas été traité, ce sera pour demain.

J'ai une question à vous poser.

Je précise qu'à mon arrivée en Inde en 1996 ou en 1989 la première fois, je versais allègrement dans le tiers-mondisme que je déteste tant depuis, c'était avant que je retrouve le chemin du militantisme un certain 11 septembre 2001, je devrais peut-être remercier au passage les auteurs du coup d'Etat survenu ce jour-là aux Etats-Unis, mais bon pour l'occasion je serai ingrat et personne ne m'en voudra !

Depuis 24 ans j'ai vécu plusieurs fois dans ma belle-famille indienne, parfois elle a vécu chez moi, d'autres fois encore on s'est retrouvés sous le même toit.

Du fait que nous ne partageons pas le même mode de vie, la même conception du monde, de la société, des rapports en général, de l'éducation, de la culture et bien d'autres choses encore, il est apparu que nous n'avions pas grand chose en commun, que nous ne vivions pas vraiment à la même époque ou dans le même monde tout du moins dans notre tête...

Evidemment cela se traduit par une multitude de quiproquos, confusions, incompréhensions, tensions, etc. au point d'en arriver au constat qu'il était impossible de vivre ensemble sans finir par se détester cordialement. Du coup, depuis 2000 nous vivons chacun de notre côté et c'est bien mieux ainsi, pour moi et mon épouse (handicapée) surtout vous l'aurez compris.

Si malgré toute la bonne volonté et tous les efforts que j'ai déployés je n'ai pas réussi à supporter ma belle-mère et mes beaux-frères, question : Croyez-vous franchement que si je vous imposais leur présence vous pourriez les supporter ? Je pense que la réponse est non, aussi par charité ou par pitié envers vous sachant ce que vous endurez déjà quotidiennement en France je ne vous les enverrai pas. Ne vous tracassez pas pour eux, ils se sont toujours démerdés pour arriver à survivre dans leur pays et c'est très bien ainsi, sans votre aide.

Leonarda est née et a grandi en Italie comme ses frères et soeurs, et bien qu'elle y retourne avec sa famille, à moins qu'ils préfèrent rester au Kosovo.

[Alerte !](#)

Si vous traitez quelqu'un d'imbécile publiquement, vous pouvez dorénavant être poursuivi pour "*injure publique*". Cela constitue la plus grave atteinte à la liberté d'expression depuis l'établissement du régime de Vichy.

La dictature est en marche, Hollande et le PS en sont les chefs d'orchestre. (les détails ou la suite plus loin)

Faites passer le message autour de vous, auprès de vos dirigeants, dans les syndicats, partout où c'est possible.

Une info passée inaperçue.

Il faut absolument que Hollande témoigne jour après jour, semaine après semaine, mois après mois qu'il est aussi réactionnaire que Sarkozy si ce n'est plus encore, apparemment c'est plus fort que lui.

Il vient de décorer de la légion d'Honneur l'ambassadeur du Qatar en poste à Paris, alors que le Qatar est apparu au grand jour à travers les Frères musulmans et les barbares takfiristes comme le principal agent déstabilisateur des régimes Libyens, Egyptiens, Tunisiens, Maliens notamment, sans compter la Syrie qu'il s'emploie à détruire et massacrer depuis plus près de trente mois, alors que le Qatar a été écarté par les Etats-Unis du processus de paix en cours après ses multiples échecs et fait l'objet d'une révolution de palais sous la pression des Américains, c'est à croire que Hollande n'a qu'un seul et unique maître : l'Etat sioniste qui ne se remet pas de la décision américaine de ne pas bombarder la Syrie flanqué du monarque débile de Riad et justement de l'émir despotique du Qatar qui continue d'alimenter en mercenaires armés les hordes de barbares qui déferlent sur la Syrie.

La meilleure ou plutôt le pire, car dans le domaine de la déchéance humaine ou de l'abjection il est toujours possible de se distinguer et de descendre plus bas, et pour bien montrer aussi à quel point la mentalité du vassal envers les puissants fait partie intégrante de la personnalité de Hollande, il y a fort à parier que c'est à la demande de M.al-Kuwari qu'il l'a fait commandant de la légion d'Honneur en remerciement des précieux services qu'il avait rendus à l'Etat français durant les 18 derniers mois et en hommage à la collaboration entre les deux Etats qui a été parfaite, juste avant qu'il ne soit muté aux Etats-Unis pour occuper le poste d'ambassadeur du Qatar. Il pourra toujours brandir cette breloque insignifiante aux yeux des Américains qui en ricaneront, Hollande étant devenu la risée du monde.

Au nom de la lutte pour la démocratie Hollande a choisi de s'afficher au côté des pires régimes despotiques de la planète : Israël, l'Arabie saoudite et le Qatar, notamment. Ce qui est le plus étrange, c'est encore que certains ferment les yeux sur sa véritable nature. Cela nous donne l'occasion de continuer notre combat aussi contre l'opportunisme.

Le POI veut rencontrer cette pourriture par le biais d'une délégation d'élus, à croire qu'il lui trouve des qualités et qu'ils ont quelque chose en commun, qu'il en attend quelque chose, on se demande bien quoi, à moins que cela n'ait aucun rapport avec les intérêts des travailleurs.

Les dirigeants du POI doivent être les seuls en France à ne pas savoir à quoi s'en tenir avec ce représentant du néolibéralisme, nous plaignons sincèrement les militants de ce parti à qui on ne demandera pas de justifier la collusion de leurs dirigeants avec le Bonaparte de service qu'ils s'emploient à légitimer par cette démarche tout en soutenant le régime en place, il faut dire qu'il en a bien besoin aujourd'hui.

Cela dit, Hollande, s'il n'a pas véritablement le choix de sa politique qui ne peut s'inscrire que dans le prolongement de son prédécesseur, ce qu'il savait parfaitement en tant que candidat à la présidentielle, ce que savait aussi tous ceux qui ont appelé à voter pour lui ou plus hypocritement à "*chasser Sarkozy*" ce qui revenait au même en mai 2012, son insistance à se présenter ouvertement comme un vulgaire réactionnaire devrait nous questionner. Car finalement, rien ne l'oblige à aller si loin, sur bien des questions Sarkozy s'était abstenu ou avaient fait preuve de retenue l'air de rien, ce qui n'est pas le cas de Hollande qui fait manifestement du zèle dans cette voie.

On peut comprendre qu'il ne cède pas sur le TSCG, la "*règle d'or*", le budget, l'ANI, les retraites et bien d'autres questions sociales, ils faisaient partie du service minimum que ses mentors avaient inscrit à son programme au cours de son mandat et dont il s'est acquitté avec les félicitations du jury, mais il va beaucoup plus loin en reprenant presque systématiquement les revendications du patronat, en s'affichant comme le vassal docile de Bruxelles et Washington, pire encore, en se faisant le fer de lance international de la politique d'agression de l'Etat sioniste et des sionistes arabes contre la Syrie et l'Iran, au-delà même des exigences de l'impérialisme américain, sans oublier le mariage homosexuel qui faisait partie de la panoplie idéologique des néolibéraux qu'il a porté contre la majorité de la population qui y était hostile.

Bref, son impopularité record et la haine qu'il suscite dorénavant dans le pays sont largement méritées sans l'incommoder particulièrement, au point de se demander s'il ne l'a pas cherché, entendez par là que cela pourrait faire partie d'une stratégie consistant à tout faire pour casser la résistance de la classe et des couches moyennes au néolibéralisme, briser leur moral afin qu'elles n'espèrent plus rien dans le PS ou plus précisément pour isoler ou affaiblir son courant dit de gauche dans lesquels elles pourraient se reconnaître ou investir de leurs illusions, sachant qu'elles ne se porteront pas vers le Front

de gauche flanqué du PCF qui sert de repoussoir, et encore moins vers l'extrême gauche ni même le POI qui sont complètement marginalisés.

Le PS est trop utile au régime pour disparaître, l'oligarchie financière qui l'a investi l'a parfaitement compris et compte bien s'en servir à la manière du parti démocrate aux Etats-Unis. Ce qu'il faut comprendre, c'est que la ligne de moindre résistance à une politique qui vise en priorité les classes ou couches moyennes sera atteinte à condition de ne leur laisser aucun espoir, de briser leur moral qui sera synonyme de démobilisation et de désintérêt pour la politique, de telle sorte qu'elles n'aient plus qu'à la subir sans être en mesure de s'y opposer du fait qu'elles seront faiblement organisées ou pas du tout.

Accessoirement ils lui balanceront un os à ronger, genre droits des femmes ou des homosexuels, de telle ou telle minorité, sur l'environnement, etc. os à ronger qui s'avèrera toxique, pervers en dernière analyse, mais cela elles le découvriront bien plus tard, trop tard, quand elles auront été spoliées de tous leurs droits alors qu'elles estimaient en avoir acquis de nouveaux comme ce fut le cas aux Etats-Unis.

Vous aurez remarqué que Hollande s'est employé à mettre en oeuvre cette méthode d'une efficacité redoutable puisqu'elle brouille les frontières entre la droite et la gauche, entre les classes qu'elle parvient à diviser tandis qu'il applique son programme néolibéral et impérialiste.

Jusque là il a été particulièrement brillant, si, si, il faut le reconnaître, au-delà des espoirs que ses maîtres avaient émis en lui, sur tous les fronts il a déjà été plus loin que Sarkozy, c'est une réussite parfaite, un sans faute peuvent estimer ses mentors de l'oligarchie financière. Hollande a été formaté pour remplir cette fonction, c'est le seul mandat dont il avait à répondre.

Voici l'article en question.

Quand la France récompense le géôlier du poète. - François Hollande remet la légion d'Honneur à l'ambassadeur du Qatar : pourquoi cette récompense ? - (Solidarité Internationale PCF) - mardi 29 octobre 2013 - legrandsoir.info

La nouvelle est passée quasi inaperçue, si ce n'était une brève du Figaro : le président de la République française vient de remettre, le 17 octobre dernier, l'insigne de commandant de la légion d'Honneur à l'ambassadeur du Qatar en France.

Mais de quoi François Hollande pouvait-il remercier M.Mohammed Jaham al-Kuwari, ambassadeur du Qatar en France ?

Certainement pas des progrès pour la diffusion de la démocratie et des droits de l'Homme, si souvent invoqués pour la Syrie, l'Iran ou la Libye.

Le Qatar est une monarchie absolue où l'Emir et sa famille ont tous les droits, un régime théocratique où la liberté d'expression s'arrête aux frontières du Livre sacré et du saint billet vert, où les droits des femmes, des minorités, des travailleurs sont bafoués.

Récemment, le poète Mohammed Al-Ajmi a été condamné à 15 ans de prison pour ... avoir écrit quelques vers en hommage aux « *révolutions arabes* », que le Qatar prétend soutenir en finançant les groupes islamistes les plus fondamentalistes dans ces pays.

Certainement pas pour l'émancipation de son peuple et le progrès social, non plus.

Au-delà d'une mince couche de la population richissime et nantie de tous les « *privilèges* » (et non droits), 95 % de la population est étrangère, une immense partie d'entre elles vivant dans l'extrême pauvreté, logée dans des bidonvilles en banlieue, sans droits ni garanties.

Le système du « *kafala* » maintient les travailleurs étrangers sous la protection, en fait la dépendance, d'un « *kafil* » (parrain), seul garant face aux institutions du pays, un tuteur qui de droit, par le retrait potentiel de sa protection, a un pouvoir de vie et de mort sur son protégé.

Quant aux conditions de travail sur place, elles approchent l'esclavage moderne. Chaque jour, un travailleur immigré népalais meurt au travail, victime des cadences imposées, de l'absence du droit de travail, syndical ainsi que des chaleurs accablantes.

Avec la construction des infrastructures de la Coupe du monde – obtenues par des pratiques de corruption à large échelle – 44 ouvriers népalais sont déjà morts depuis juin. A ce rythme 4 à 5 000 pourraient périr s'ici 2022.

Certainement pas non plus pour son respect pour les ressortissants français sur place.

La liste est longue, elle ne concerne pourtant pas des ouvriers du bâtiment philippins : un proviseur du lycée français expulsé

pour attitude « *anti-musulmane* » des entrepreneurs ou footballeurs professionnels retenus en « *otage* » par leurs parrains au Qatar.

Le mépris des droits humains les plus élémentaires transparaît par tous les pores de l'émirat.

Alors pourquoi cette récompense ?

Services rendus dans la collaboration aux projets hégémoniques mondiaux des puissances capitalistes dominantes, avant tout européennes et nord-américaines. Le Qatar a soutenu, si ce n'est impulsé, les dernières opérations françaises et américaines à l'étranger.

Pas un hasard si M.al-Kuwari, proche de la famille princière et homme-clé de la diplomatie qatarie, part désormais pour Washington, occuper le poste d'ambassadeur aux Etats-unis.

Pendant que la France apportait un soutien indirect aux rebelles en Syrie, bombardait la Libye de Kaddafi sous le drapeau de l'OTAN, puis prétendait combattre les milices islamistes au Mali ... le Qatar finance les milices islamistes qui combattent sur tous les fronts.

Le Qatar est un élément-clé dans la stratégie d'agression de l'Iran, comme de la Syrie, deux Etats qui contrarient les plans de « *Grand Moyen-Orient* » américain, deux alliés régionaux de la résistance palestinienne.

En Palestine, il renforce le Hamas face aux organisations laïques et progressistes (comme en Tunisie ou en Egypte), tout en l'incitant à l'inaction dans la crise syrienne. On se rappelle de la visite de l'émir à Gaza il y a an ... tout en maintenant des relations cordiales avec Israël.

La pleine collaboration du Qatar à ces plans impérialistes suppose aussi une interpénétration des capitaux qataris et français.

Le « *forum de Doha* », en mai dernier, avait réuni 25 grands patrons français, des dizaines d'hommes politiques (H.Védrine, M. Boutih, J.V.Placé, P.Balkany, E.Woerth, P.Lellouche, F.Fillion) pour envisager la collaboration future entre milieux d'affaires français et qataris.

Le 22 juin dernier, François Hollande se rendait à Doha pour négocier les futurs contrats des entreprises françaises dans l'émirat – avec la compagnie des patrons de Vinci, Alstom, Bouygues – ainsi que les conditions des futurs investissements du Qatar en France.

Car la France devient une terre d'élection pour les investissements stratégiques qataris : 12 milliards d'euros sur ces cinq dernières années, avec des prises de participation dans des géants français (Total, LVMH, Vinci, Veolia, Vivendi, EADS, Lagardère).

Outre les investissements de prestige (PSG bien sûr mais aussi rachats de grands immeubles parisiens), la nouvelle mouture du « *plan banlieue* » ravalé en « *plan d'investissement pour les PME* » (300 millions d'€) permettra au Qatar de s'ancrer dans le tissu économique et social français.

D'autre part, le Qatar – outre ses réserves en gaz – est une mine pour les investisseurs français en quête de gros contrats : Bouygues, Vinci, Alstom ou Keolis (filiale de la SNCF !) sont en quête de gros contrats pour la construction d'infrastructures en vue de la Coupe du monde.

On parle en tout d'investissements de 170 milliards d'euros, Bouygues a déjà récupéré un contrat pour la réalisation d'un complexe immobilier pour 1 milliard d'euros, Vinci celui d'un tronçon de métro pour 1,5 milliard.

Total pour les partenariats au Qatar comme à l'étranger, EADS pour la livraison d'équipements militaires profitent également des contrats signés avec le Qatar, dans une alliance qui explique aussi les intérêts communs autour des opérations à l'étranger.

Quels services l'ambassadeur du Qatar a-t-il pu nous rendre ? A notre peuple, aucun. A nos ressortissants, aucun. Aux travailleurs immigrés ou aux peuples arabes épris de liberté, aucun. Par contre, aux richissimes émirs et à nos multi-nationales avides de profits faciles, beaucoup, trop !

ACTUALITÉ DU JOUR

Mission impossible. Masque en rade.

Jean-Daniel Lévy : «*Hollande n'arrive pas à incarner la gauche*» - LeFigaro.fr

(Jean-Daniel Lévy, le directeur du département opinion de Harris Interactive)

- " ... *les électeurs qui se considèrent comme le «peuple de gauche» ne manifestent aujourd'hui aucune fierté d'avoir porté François Hollande à la présidence.*"

Hier non plus. Alors c'est quoi la différence entre avant mai 2012 et octobre 2013 ? Les conditions d'existence et de travail qui n'ont pas cessé de se dégrader pour le «*peuple de gauche*» puisque Hollande a poursuivi la politique de Sarkozy.

- "... *la force de Nicolas Sarkozy pendant la campagne étant d'avoir su incarner la droite. C'est le problème de François Hollande aujourd'hui: il n'arrive pas à incarner la gauche.*" LeFigaro.fr 29.10

Il l'a incarné pour les nantis, l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, la classe ou les couches moyennes, une majorité de fonctionnaires, pas pour les ouvriers ou les employés qui n'en attendaient absolument rien. Ceux qu'il appelle la gauche sont en réalité les couches supérieures et les plus droitières des masses exploitées, qui sont le plus liées au capitalisme et ses institutions, qui ont conscience d'avoir quelque chose à perdre, qui ne savent même pas ce que signifie être de gauche ou de façon déformée.

Un ouvrier ou un employé arriéré qui vote à droite est moins droitier qu'eux parce qu'il ne sait même pas pourquoi il vote à droite, il n'a aucune idée de ce que signifie droite ou gauche dans la mesure où il n'a rien à perdre, tandis que généralement ceux qui votent à gauche le font exclusivement pour conserver leurs privilèges, c'est ce qui donne l'illusion qu'ils auraient une conscience de classe, leur conception du socialisme ne va pas au-delà, autrement dit ils en ignorent tout ou presque.

Portez au pouvoir un candidat du PS ou le PS, c'est porter au pouvoir l'individualisme, le corporatisme qui finalement ne dépareillent pas du néolibéralisme, au contraire, il lui facilite la tâche.

- La sénatrice PS Lienemann pour un "*changement de cap et d'équipe*" - AFP

Le changement dans la continuité sous un nouveau masque.

- "*Un sursaut s'impose. On ne peut pas rester (sur) le cap actuel. On ne peut pas gouverner sans un soutien de sa majorité et avec une défiance majeure des Français. Comment faire ce sursaut? Changement de cap, changement d'équipe*", a-t-elle dit sur BFMTV.

Des "*forces*" corrompues qui ne représentent rien d'autres qu'elles-mêmes.

- Il faut que François Hollande "*propose un nouveau pacte à l'ensemble des forces qui ont fait sa victoire pour une deuxième étape du quinquennat (...)* Je pense au *Front de gauche, aux écologistes. On ne peut gouverner qu'avec une majorité qui vous soutient*", a ajouté la sénatrice.

Grenelle ou la collaboration de classes à la rescousse.

- "*Je suis favorable à un Grenelle de l'ensemble des forces de gauche, y compris les communistes*", a-t-elle insisté aussi dans une interview au Parisien.

Il va falloir vous y faire, on compte sur vous.

- "*Il faut (...) discuter avec le PC pour recréer une majorité, a poursuivi la sénatrice. Actuellement, la plupart des décisions sont prises contre l'avis des communistes, et même contre l'avis d'une partie des écologistes et de l'aile gauche du PS: ce n'est plus possible*".

Des "*convergences*" qui sont compatibles avec la crise du capitalisme ne peuvent être que de droites.

- Marie-Noëlle Lienemann a considéré sur BFMTV que des "*convergences*" étaient possibles. "*Nous étions très majoritairement à gauche, en réalité, entre l'aile gauche du PS, les communistes, le Front de gauche et les écologistes*", à réclamer "*un tournant de la relance*" en Europe et combattre la politique d'austérité, a-t-elle fait valoir.

Sur une ligne qui relevait de la méthode Coué

- *"Il est temps de reprendre pied sur la ligne qui lui (François Hollande) a permis de gagner et surtout de répondre aux besoins des Français", a-t-elle poursuivi.*

Une "victoire" usurpée ne peut que se transformer en cauchemar.

- François Hollande, a-t-elle insisté, *"doit prendre une initiative majeure: réunir les chefs de la majorité pour un nouveau pacte sur les fondamentaux qui ont fait sa victoire"*. AFP 29.10

Ce qui est intéressant ici, ce n'est pas que untel ou untel dise que Hollande n'incarne pas la gauche, mais quand ils prétendent qu'il l'incarnerait, alors qu'en réalité à absolument aucun moment il ne peut l'incarner puisque pour être de gauche il faut rompre avec le capitalisme ou se présenter comme tel, ce qui est totalement impossible de la part de Hollande, du PS, ses satellites et leurs alliés dit de gauche justement.

Autrement dit, en soutenant certaines mesures qu'a pu prendre Hollande, le PS dans sa totalité et ses satellites ainsi que leurs alliés dit de gauche ou d'extrême gauche ont fait le jeu de la réaction, soutenu le régime en place qui pendant ce temps-là a pu continuer tranquillement son offensive contre la classe ouvrière et la classe moyenne.

La crise du capitalisme a atteint un tel degré qu'elle ne laisse plus aucune place à la gauche caviar, la gauche intello, la gauche des nantis, la gauche réformiste, trade-unioniste ou social-patriote, la gauche des salles de classe, la gauche faussement socialiste, communiste, trotskiste se retrouve balayée, confrontée aux illusions qu'elle a elle-même véhiculées pendant des décennies dans le capitalisme à travers l'un de ses partis, le PS, qui ne passent plus et ne font plus recette non plus, réduite au populisme le plus abjecte et à faire allégeance à son souverain installé au Palais, à manier le double langage à longueur de temps ou à se contredire sans cesse pour finalement ménager ou soutenir à bout de bras un régime corrompu et condamné à ne plus être qu'un auxiliaire de Bruxelles.

La gamelle dans les deux sens du terme contre la démocratie.

- À Lyon, des élus communistes pas prêts à lâcher Gérard Collomb - Liberation.fr

Qu'ils sont têtus, ces communistes rhodaniens... Leurs militants se sont prononcés pour une alliance Front de gauche aux prochaines municipales à Lyon ? Huit des douze élus PCF de la majorité municipale de Gérard Collomb, le maire socialiste, ont annoncé hier qu'ils n'y *«participeront pas»*.

Les adhérents ont pourtant choisi à 52,9 % (100 voix) contre 47,1 % (89 voix) de tester en mars 2014, à l'échelle locale, la formule choisie depuis les européennes de 2009 : autonomie au 1er tour. *«Le résultat de ce vote n'est pas bon, affirment ces conseillers municipaux dans une déclaration. C'est un vote de division [qui] rompt avec des listes d'union de la gauche et avec la majorité municipale constituée en 2001, qui avait permis de battre la droite lyonnaise réputée inexpugnable.»* Ces élus reprochent également au vote des militants d'être un désaveu de leur action et de *«sous-estimer les réelles politiques publiques conduites à Lyon»* par la majorité de Gérard Collomb. Liberation.fr 29.10

Au PCF comme toujours la dictature bureaucratique l'emporte par des manoeuvres (à Paris), sinon ses dirigeants l'imposent, on ne refait pas.

La réaction fiscale est passée.

Les députés votent le budget de la Sécu, dont le volet sur la fiscalité de l'épargne - 20minutes.fr

Les députés ont voté ce mardi le projet de budget de la Sécu pour 2014, dont son volet controversé sur la fiscalité de l'épargne qui devrait être amendé lors de la suite du débat parlementaire. Le texte a été adopté en première lecture par 320 voix pour, celles des socialistes, des radicaux de gauche et des écologistes, et 243 voix contre, celles du Front de gauche et de l'opposition, extrême droite comprise.

Au nom des socialistes, Jean-Marc Germain a vanté un *«sentiment de faire notre devoir»* mais aussi de suivre un chemin de *«progrès»* et de *«justice»* pour redresser les comptes de la Sécurité sociale.

Pour le Front de Gauche, Jacqueline Fraysse a déploré qu'*«un gouvernement de gauche»* reste *«dans le chemin tracé par ses prédécesseurs»* de droite et continue *«l'austérité budgétaire»* au lieu de chercher de nouvelles recettes notamment par la taxation du capital. 20minutes.fr 29.10

Comment voulez-vous qu'un gouvernement de droite que vous continuez de qualifier de *«gouvernement de gauche»* taxe le capital ? Quelle bouffonne celle-là ! Voilà sur quelle escroquerie politique repose le Front de Gauche et comment au passage

il soutient l'ordre établi.

La dictature en marche. Le parquet en estimant cette plainte recevable menace gravement la liberté d'expression la plus élémentaire

Le préfet du Rhône poursuivi par l'extrême-droite pour "*injures publiques*" - lexpress.fr

Le préfet du Rhône, Jean-François Carencio, est convoqué devant la justice le 22 novembre en vue d'une éventuelle mise en examen. Des militants d'extrême-droite ont déposé une plainte pour des propos qu'il avait tenus lors d'une interview, a-t-on appris ce mardi auprès de la préfecture, confirmant un article du Progrès.

Le 18 avril dernier, Jean-François Carencio avait déclaré lors d'une interview à France 3 que "*La République est plus forte que quelques imbéciles*". Il est poursuivi pour "*injure publique*" notamment par Yvan Benedetti, ex-président d'un groupuscule d'extrême droite dissous, "*L'Oeuvre Française*".

Comme le rappelle le Progrès, lors de cette interview le préfet avait dénoncé les agissements de militants d'extrême droite lors de la mobilisation contre le mariage pour tous. Ils avaient tenté d'investir par la force un local du parti socialiste à Lyon. S'en étaient suivis des heurts avec les forces de l'ordre et des gardes à vue.

Jean-François Carencio est convoqué devant un juge en même temps que le directeur départemental de la sécurité publique (DDSP), Albert Doutre, qui lui aussi s'était exprimé sur ces groupuscules, a précisé la préfecture. Le préfet n'a pas souhaité commenter l'information. lexpress.fr 29.10

Premier constat incroyable, le parquet a accepté le dépôt de cette plainte provenant d'une organisation d'extrême droite, donc il estime à la fois cette plainte parfaitement fondée et cette organisation légitime pour la déposer, qui plus est contre un préfet.

Imaginez que demain ce préfet fasse l'objet de poursuite et de sanctions, si vous traitez un collègue de travail ou votre voisin, n'importe qui d'imbécile par écrit ou oralement, vous pourrez être poursuivi par leur justice et traduit devant un tribunal, incroyable n'est-ce pas et pourtant il ne s'agit pas d'un canular, c'est très sérieux.

Donc on vivrait dans un monde merveilleux dans lequel l'intelligence serait répartie entre tous ses membres, de telle sorte que toute critique envers un des membres du vieux monde, en particulier un de ses dirigeants qui manifestement en manqueraient pour conduire l'humanité au chaos et à la barbarie, constituerait un délit passible de poursuites judiciaires et de sanctions pénales.

C'est très inquiétant et d'une gravité extrême, cela constitue la plus grave atteinte à la liberté d'expression depuis l'établissement du régime de Vichy. En avez-vous conscience, nos dirigeants en ont-ils conscience ? A suivre.

Enfin une bonne nouvelle. Tout cela pour cela.

- Le premier divorce gay - LePoint.fr

Six mois après l'adoption de la loi autorisant le mariage entre personnes de même sexe, deux femmes ont demandé le divorce. LePoint.fr 29.10

Le POI s'est fendu d'un article dégoulinant de superlatifs et de patos à l'occasion de la sortie d'un film mettant en scène des lesbiennes, *La Vie d'Adèle*, film particulièrement médiocre selon les cinéphiles avertis (A la rubrique Social du site : *La Vie d'Adèle : après Masculin/Masculin, voici Féminin/Féminin*. - legrandsoir.info - 25.10.13)

Selon le POI "*un grand film*", une histoire sans "*rebondissements ni actions spectaculaires*" mais tout de même "*passionnante*" et qui "*fascine*", sans doute dû au statut social des deux personnages principaux, une institutrice et une artiste peintre, corporatisme oblige, le fond de commerce du POI qui dans le cas de Leonarda le conduisit à emboîter le pas au populiste, on voyait mal comme un brave professeur dirigeant du POI aurait pu s'y opposer ainsi qu'à ses élèves manipulés.

Pour justifier cette prise de position politique plus qu'une critique cinématographique et la maquiller maladroitement, à l'image des dirigeants de ce parti, voilà des personnages d'un naturel dont on n'oserait pas remettre en doute "*la vérité des sentiments et des comportements*", plus encore, "*comme très rarement au cinéma, on appréhende totalement le cheminement intérieur d'un individu*", d'autant plus que notre brave institutrice "*aborde les êtres, les choses et l'art sans aucun a priori culturel ou idéologique*", elle est pour ainsi dire parfaite, la femme idéale ou presque puisqu'elle n'est pas capable d'assumer sa sexualité, ce film frôle avec la perfection, un chef d'oeuvre, un monument du 7e art, d'ailleurs nous dit à la fin l'auteur de cet article insipide "*La Vie d'Adèle confirme l'exigence artistique et le talent du réalisateur*" qui est "un véritable artiste" des fois que certains cinéphiles avertis en doute encore.

J'invite vivement les lecteurs et surtout les adhérents du POI à lire l'article de Rosa Llorens publié par Le Grand Soir et de juger par eux-mêmes.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans cette sortie du POI sur le thème de l'homosexualité qui sert de toile de fond à ce film et à leur article, c'est que pendant les six mois durant lesquels a duré la polémique quasi quotidienne sur le mariage homosexuel, le journal du POI, Informations ouvrières, n'a pas produit le moindre article, la moindre ligne sur ce sujet, aucune analyse comme s'il leur brûlait la bouche, et voilà que quelques mois plus tard ils se réveillent au détour d'un film apparemment médiocre, et nous permettent de prendre connaissance de la position de leur parti sur cette question, d'une manière détournée, malhonnête, comment dire pour être plus précis, sournoise, oui c'est cela sournoise, implicite, sous-entendue comme s'ils étaient encore incapables de l'assumer totalement, ce que l'on comprend très bien au regard de leurs contradictions internes, ils n'ont pas tenu à exposer en public un désaccord de plus entre leurs différents courants.

Le procédé est franchement détestable, à croire que leurs dirigeants sont bourrés de complexes et bien mal dans leur peau, à leur place on le serait à moins. Quand une question se trouve posée, on y répond et on assume sa réponse ou sa position, c'est le minimum nous semble-t-il, non, on ne se défile pas. Comment travailleurs et militants pourraient-ils avoir confiance dans un tel parti ? Ils ont fait le choix d'associer des courants qui ne poursuivent pas le même objectif politique ou qui n'ont rien à voir ensemble, ils en paient le prix, que leurs dirigeants l'assument. Ils en sont incapables, alors qu'ils ne s'étonnent pas de se retrouver sous les feux de la critique. J'ai reçu un message du Cermtri qui annonce une conférence au cours de laquelle il sera fait amplement référence à Jaurès, l'antithèse de Marx, je me refuse de le passer dans mon portail, je n'ai aucun rapport avec Jaurès, il y en a plus que marre des socialistes en parole.

De notre côté, l'homosexualité n'a jamais présenté de problèmes, quant au mariage, nous sommes contre, y compris entre deux personnes de sexes différents. Le mariage, c'est comme vouloir enchaîner à vie l'ouvrier à son patron ou au capitalisme, c'est un principe insupportable. L'homosexualité n'est pas un critère propre à une classe ou déterminant l'appartenance à une classe, nous n'y faisons pas référence et laissons le libre choix à chacun de disposer de sa sexualité comme il l'entend.

Nous considérons également que dans une société patriarcale divisée en classes dominante et dominée, tous les rapports sociaux demeurent dominés par l'existence de ces classes et tendent à reproduire les rapports qui existent entre elles, donc prétendre qu'il pourrait exister des droits égaux entre les hommes et les femmes, les hétérosexuels et les homosexuels, etc. est du domaine de l'utopie ou de la supercherie en régime capitaliste, la société majoritairement se comporte en fonction de l'existence des classes et leurs rapports et non en fonction de lois ou de droits qui n'existent que sur le papier, elle réagit de manière inégalitaire puisque en réalité ce sont les inégalités sociales qui prédominent dans la société.

ACTUALITE EN TITRES

[Sarkozy n'a pas été en mesure d'appliquer intégralement la politique dictée par l'oligarchie financière, Hollande ne le pourra pas davantage.](#)

- Ayrault suspend la mise en œuvre de l'écotaxe sur tout le territoire - LeMonde.fr

- Le gouvernement envisage une écotaxe différente selon les régions - LeMonde.fr

Jean-Marc Ayrault a suspendu mardi l'application de l'écotaxe pour une durée indéterminée.

Le gouvernement envisage de mettre en place une taxe poids lourds différente selon les régions, après la suspension de l'application de l'écotaxe, a assuré, mardi 29 octobre sur Europe 1, Marylise Lebranchu. LeMonde.fr 29.10

Faites tomber les masques. Les écologistes et les ONG instruments de la réaction.

- Ecotaxe: le report hérisse les ONG mais ne chasse pas les écologistes du gouvernement - AFP

- Pascal Durand: «*Se retirer du gouvernement et de la majorité serait un constat d'échec total*» - 20minutes.fr

- Ecotaxe: Mamère, "accablé", interpelle les ministres écologistes - AFP

- Bové juge "minable" la suspension de l'écotaxe poids lourds - AFP

Les militants savent à quoi s'en tenir avec la droite et l'extrême droite, ils vont devoir apprendre à vivre en sachant à quoi s'en

tenir avec la pourriture du PS, ses satellites et leurs alliés de gauche et d'extrême gauche.

[En réponse à une provocation du PS, la récupération politique des aristocrates du sexe, souteneurs et autres pervers.](#)

- «343 salauds» clament leur droit à «leur pute» - liberation.fr

Frédéric Beigbeder, Eric Zemmour, Nicolas Bedos, Ivan Rioufol, Maud Olivier, Elisabeth Lévy, Richard Malka (avocat de DSK), Philippe Caubère, Benoît Duteurtre, le mari de Frigide Barjot, Basile de Koch, etc. liberation.fr 29.10

C'est leur milieu social qui veut cela, que voulez-vous...

[Il fait Lepaon pour le compte de Hollande, de nos ennemis.](#)

- Lepaon (CGT): les patrons bretons "essaient d'utiliser une colère sociale" - AFP

On ne tentera pas d'expliquer à cet abruti ce qu'il y a derrière l'ecotaxe, il serait incapable de le comprendre, vous comprendrez qu'on n'ait pas de temps...

[Casino. Youpi !](#)

- Wall Street: nouveaux records pour le Dow Jones et le S&P 500 - AFP

- Etats-Unis: la Fed devrait encore soutenir l'économie - AFP

- 6,9% : la progression moyenne des rémunérations des dirigeants d'entreprise européens sur un an - Atlantico.fr

[Intox. Contrôle de la population. La dictature en marche](#)

- Espionnage américain : le patron de la NSA rejette les accusations de la presse européenne Francetv info avec - AFP

- Espionnage: la NSA mouille les services secrets européens - Lexpress.fr

- La NSA affirme que la France et l'Espagne sont à l'origine des interceptions qui lui sont attribuées 20minutes.fr

- Barack Obama a demandé à la NSA de limiter les écoutes à l'Onu - Reuters

Mais pas de les supprimer notez bien. Pourquoi ? Qui a le pouvoir de s'y opposer ? Personne.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Syrie

1.1- Damas réaffirme qu'il revient au peuple de choisir ses dirigeants

Le régime syrien a réaffirmé mardi qu'il revenait au peuple syrien de choisir ses dirigeants, rejetant les appels à un départ du président Bachar al-Assad dans le cadre d'une solution politique lors de la conférence de paix Genève-2.

M. Assad a par ailleurs démis de ses fonctions le vice-Premier ministre Qadri Jamil, un ancien opposant rallié au régime, après des informations faisant état de sa rencontre avec l'ambassadeur américain Robert Ford au sujet de Genève-2.

"La Syrie participera à Genève-2 sur la base du droit exclusif du peuple syrien à décider de son avenir politique, à choisir ses dirigeants et sur le refus de toute forme d'intervention extérieure", a déclaré le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem, selon l'agence officielle Sana.

"*Le dialogue se fera entre Syriens*", a-t-il insisté lors de sa rencontre avec l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe Lakhdar Brahimi, rejetant ainsi toute interférence régionale et internationale.

Il a par ailleurs dénoncé la déclaration du groupe des "*Amis de la Syrie*", réunissant des pays soutenant l'opposition, qui avait affirmé le 22 octobre à Londres que M. Assad n'aurait "*aucun rôle*" dans le futur gouvernement syrien.

Pour sa part, M. Brahimi a affirmé être venu à Damas pour préparer "*une conférence pour le dialogue entre les parties syriennes*", ajoutant que "*seuls les Syriens décideront de l'avenir de la Syrie*".

Sa mise au point sur le caractère syrien de la conférence intervient au lendemain de la publication d'un entretien à l'hebdomadaire Jeune Afrique qui n'a pu que heurter le régime alors que M. Assad s'est récemment dit prêt à se présenter à la présidentielle de 2014.

"*Ce que je dis, tout haut et à tous les Syriens, c'est que l'Histoire nous apprend, qu'après une crise comme celle-ci, on ne peut pas revenir en arrière. Le président Assad peut donc contribuer utilement à la transition entre la Syrie d'avant, qui est celle de son père et la sienne, et ce que j'appelle la nouvelle République de Syrie*", a-t-il dit au magazine.

Faute d'un accord politique, "*ce qui menace la Syrie (...), c'est une sorte de +somalisation+. Plus durable et encore plus profonde que ce que nous avons pu voir en Somalie*", a-t-il prévenu.

Après les déclarations de M. Brahimi mardi, la Coalition nationale de l'opposition syrienne a réaffirmé que "*le réel problème est le régime d'Assad et qu'il ne peut pas faire partie de la solution*".

La composition de la délégation de l'opposition à cette conférence voulue par les Etats-Unis et la Russie est un casse-tête en raison des divergences qui la traversent et des menaces des groupes armés contre ceux qui oseraient s'y rendre. AFP 29.10

1.2- Washington menace la coalition des opposants syriens de dissolution

Selon les sources diplomatiques occidentales, l'ambassadeur américain en Syrie Robert Ford vient de menacer la coalition des opposants syriens de dissolution.

C'est le journal AsSafir qui rapporte cette information en ajoutant que l'ambassadeur a rencontré la semaine dernière les dirigeants de la coalition des opposants syriens à Istanbul où il les a menacés de dissolution si leur opposition à la tenue des pourparlers de Genève II se poursuivait. "*Les Etats Unis sont parfaitement en mesure de dissoudre la coalition des opposants syriens, si cette coalition continue à décliner l'invitation à participer aux pourparlers de Genève II*". french.tribune.ir 29.10

1.3- Tactique d'Assad pour achever l'ASL?

Au terme d'un décret, le président syrien a proclamé une amnistie générale pour tous les soldats déserteurs ou les circonscrits qui refusent de rejoindre l'armée s'ils se présentent dans un délai déterminé. Selon le site Al Charq, on ignore si ce décret s'appliquera oui ou non à ceux des soldats qui ont fauté depuis le 29 octobre. Le délai accordé aux soldats déserteurs est de 30 jours. french.tribune.ir 29.10

2- Iran

Le secrétaire d'État américain John Kerry a défendu avec force lundi le choix de la diplomatie au règlement de la question du nucléaire iranien, lançant une pique à l'adresse d'Israël qui veut augmenter la pression sur Téhéran. Dans un discours sur le désarmement et la non-prolifération nucléaire donné lors d'un gala à Washington, M. Kerry a rappelé que les États-Unis avaient "*l'occasion de tenter de mettre au banc d'essai le désir réel de l'Iran de poursuivre un programme nucléaire uniquement pacifique*". "*L'idée selon laquelle les États-Unis d'Amérique n'examineraient pas cette possibilité, serait totalement irresponsable*", a lancé le chef de la diplomatie américaine. Lors d'un gala à Washington organisé par Ploughshares Fund, qui soutient les initiatives empêchant la prolifération des armes de destruction massive, M. Kerry a dit que le président américain Barack Obama l'a chargé de vérifier si l'Iran compte bel et bien poursuivre un programme nucléaire pacifique comme l'affirme l'administration du président iranien Hassan Rohani. M. Kerry a indiqué que l'Iran doit démontrer la véracité de ses propos en joignant le geste à la parole d'une façon qui puisse être vérifiée, car "*les mots ne peuvent pas remplacer des actions réelles*".

L'Iran a repris mi-octobre à Genève les négociations avec les 5+1 (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) sur son programme nucléaire. Ce nouveau cycle de pourparlers a eu un écho positif et de nouvelles discussions sont programmées les 7 et 8 novembre dans la ville suisse. Mais Israël ne voit pas d'un bon œil cette ouverture diplomatique entre les Occidentaux et l'Iran. Selon des médias israéliens, le Premier ministre Benyamin Netanyahu redoute que les États-Unis

acceptent d'alléger les sanctions imposées à l'Iran.

Le Premier ministre du régime sioniste a appelé dimanche à durcir les pressions sur Téhéran et s'est entretenu lundi avec le président américain Barack Obama. «*Certains ont laissé entendre que, d'une certaine manière, il y avait quelque chose de mal à essayer la voie diplomatique avec Téhéran* », a dit M. Kerry, sans citer Israël. «*Nous ne succomberons pas à ces tactiques et ces forces de la peur* », a renchéri le secrétaire d'État. Un ministre israélien avait reconnu jeudi dernier de «*petits différends*» entre son pays et les États-Unis sur le dossier nucléaire iranien, au lendemain d'un entretien de sept heures à Rome entre Netanyahu et Kerry. french.trib.ir 29.10

3- Cuba

- Pour la 22e fois, l'Onu demande la fin de l'embargo US sur Cuba Reuters

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté mardi pour la 22e fois une résolution demandant la levée de l'embargo commercial américain contre Cuba.

Le texte a été voté par 188 pays sur les 193 que compte l'organisation. Deux pays ont voté contre, les États-Unis et Israël. Palau, la Micronésie et les îles Marshall, trois petits États du Pacifique, se sont abstenus.

"*Le fait que cette politique continue après 53 ans est à la fois extraordinaire et barbare*", a estimé à la tribune le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, en évoquant les "*incalculables dégâts humains*" provoqués par l'embargo.

Barack Obama avait suscité l'espoir des autorités cubaines lors de la campagne pour sa première élection en 2008 en disant qu'il souhaitait revoir les relations entre les deux pays, mais ces espoirs se sont ensuite dissipés. Reuters 29.10

Mais au fait, pourquoi Israël a voté contre ? Pour voter comme les Américains. Êtes-vous sûr que ce ne serait pas le contraire ? Israël n'existe pas, seule l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste farouchement anticommuniste existe.

SOCIAL

France

Nouveau coup dur pour l'emploi dans le Nord, le groupe Kering, en quête d'un repreneur pour sa filiale de vente à distance La Redoute, a dit mardi aux syndicats prévoir au minimum la suppression d'environ 700 postes en France et à l'étranger.

"*Le directeur financier de Kering nous a dit qu'on serait à minima à l'équivalent des suppressions de postes du Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de 2008*", soit 672 à l'époque, aussi bien parmi les 2.400 salariés de La Redoute en France que les 900 autres à l'étranger, a déclaré à l'AFP Jean-Claude Blanquart, délégué CFDT.

Ses collègues de Sud, de la CGT ont confirmé la teneur de cette annonce faite mardi lors d'un groupe de travail direction-syndicats à Marcq-en-Baroeul (Nord), mais qui n'a encore de valeur qu'indicative.

"*On nous a parlé de réductions drastiques de postes administratifs et commerciaux au siège de Roubaix avec l'abandon probable de certains marchés. (...) La région est déjà particulièrement sinistrée au niveau du chômage. Derrière ça, il va y avoir de la casse en ricochets*", a souligné Alain Dieudonné, délégué central de la CFE-CGC locale, responsable pour la vente à distance, et lui-même salarié de La Redoute.

Au deuxième trimestre 2013, 13,9% de la population active de la région Nord-Pas de Calais était au chômage selon l'Insee, contre 10,5% en France métropolitaine.

Mardi midi, 450 salariés selon la préfecture, au moins 500 selon les syndicats, ont manifesté entre les communes de Wasquehal et Marcq-en-Baroeul pour demander à Kering des garanties sur leurs emplois "*dans la durée*". La semaine dernière déjà, quelque 500 salariés avaient défilé.

La Redoute comptait encore "*6.100 personnes dans le monde dans les années 2005*", a souligné M. Dieudonné. "*A l'époque, La Martinoire était une ruche. Aujourd'hui, vous y allez le vendredi, vous vous demandez s'il y a quelqu'un dans les entrepôts*". AFP 29.10

ECONOMIE

Inde

La Banque centrale indienne (RBI) a relevé mardi son principal taux d'intérêt pour le deuxième mois consécutif afin de tenter d'endiguer la forte inflation dans le pays.

Le taux directeur a été relevé de 25 points de base, à 7,75%, a-t-elle annoncé dans un communiqué. L'inflation "*devrait se maintenir d'ici à la fin de l'année à un niveau plus élevé qu'actuellement, justifiant une réponse*

politique appropriée", a dit Raghuram Rajan, le nouveau gouverneur de la RBI.

L'inflation, mesurée en Inde par l'indice des prix de gros, a atteint son plus haut depuis 7 mois en septembre, à 6,46% en raison de la flambée des prix de l'alimentation et de la hausse des prix de l'essence.

Le nouveau gouverneur, qui avait indiqué qu'il serait prêt à prendre des mesures impopulaires pour remettre l'économie indienne en ordre de marche, avait surpris en septembre en annonçant une hausse de son taux directeur de 25 points de base pour sa première réunion de politique monétaire.

"*Il est important de casser la spirale de hausse des prix pour endiguer l'érosion de l'épargne et renforcer les fondations de la croissance*", a ajouté le gouverneur dans son communiqué.

La RBI a en revanche assoupli certaines mesures de resserrement monétaires prises en juillet pour endiguer la chute de la roupie, en réduisant par exemple d'un quart de point le taux de facilités marginales -- auquel les banques peuvent emprunter quand elles ne parviennent pas à trouver les fonds sur le marché.

Le banque centrale indienne est sous la pression du patronat qui demande une baisse des taux d'intérêt afin de relancer la croissance de la troisième économie d'Asie, qui s'est établie l'an dernier à 5%, son taux le plus bas depuis dix ans.

La RBI table sur une croissance similaire pour l'exercice budgétaire de l'Inde s'achevant en mars 2014.

La confédération indienne de l'industrie (CII), lobby patronal, a fait part de sa "déception" devant cette hausse des taux.

Il s'agit d'une "*déception pour l'industrie en particulier à un moment où le climat des affaires reste morose et les perspectives de croissance faibles, et alors qu'une politique de taux élevé décourage la consommation et l'investissement*", a dit le directeur général de la CII, Chandrajit Banerjee, dans un communiqué.

L'arrivée du nouveau gouverneur de la RBI, ancien chef économiste du Fonds monétaire international (FMI), avait suscité de fortes attentes en septembre.

La roupie a endigué sa chute, notamment grâce à l'annonce de mesures pour encourager l'arrivée de capitaux étrangers. L'Inde reste cependant sous la menace d'un resserrement de la politique monétaire américaine qui entrainerait une nouvelle fuite de capitaux étrangers. AFP 29.10

[Haut de page ↗](#)

Le 31 octobre 2013

CAUSERIE

21 documents ont été ajoutés. Le site sera actualisé en fin de journée.

Vendredi 1h du matin à Pondichéry

Je suis à la bourre, par Skype j'ai discuté pendant une heure avec mon ex-épouse.

Coincidence. Les PME

A quelques jours à peine d'intervalle, la Banque mondiale et l'OCDE sortent chacune un rapport vantant les mérites des PME en matière de création d'emplois. Parallèlement ils indiquent que ce seraient les PME qui créeraient davantage d'emplois au détriment des moyennes et grandes entreprises dans lesquelles l'emploi aurait fortement reculé au cours de la dernière décennie, tandis que la demande d'emplois peu qualifiés (-7%) et de cadres de direction (-20%) aurait elle aussi reculé au profit des emplois hautement qualifiés (+13%) et des professions intermédiaires (+50%), dernier indice, l'emploi dans le secteur tertiaire aurait continué son ascension dans les pays de l'OCDE (74%).

Dans un autre document, l'OCDE indique que le chômage de masse devrait se banaliser en France et dans les pays où il sévit déjà, du fait du coût trop élevé de la manœuvre correspondant à des emplois ne requérant aucune qualification ou très peu, ce qu'ils appellent la faible "*employabilité*" de ces postes de travail, qui dégagent peu de profit, suggérant de baisser le smic pour les rendre plus attractifs (sic !).

Ces rapports présentent le secteur tertiaire et les PME sous un angle avantageux, alors qu'ils emploient une masse importante de salariés peu qualifiés rémunérés au smic ou percevant un salaire à peine supérieur au smic, mais aussi un nombre considérable de salariés diplômés ou qualifiés aussi mal payés, alors que sous le coup de la flexibilité imposée à l'intérieur des entreprises, ils remplissent de plus en plus souvent des tâches qui débordent leur fonction principale ou initiale et fait appel à une qualification supérieure sans que leurs salaires soient augmentés, ce qui est autant de gagné pour leurs employeurs.

De nombreuses PME assurent aussi la sous-traitance pour de grandes entreprises

Ajoutons à cela que les travailleurs ne sont pas ou peu organisés dans les PME, donc peu enclins à revendiquer des augmentations de salaire ou des améliorations de leurs conditions de travail, en permanence sous le contrôle ou la surveillance de patrons exigeants qui les écrasent de leur autorité et contre lesquels ils n'ont aucun moyen de résistance, on comprend pourquoi cette orientation du capitalisme dans les pays de l'OCDE bénéficie du soutien de cette organisation et de la Banque mondiale. Elle est conforme à la stratégie du Nouvel ordre mondial, autant que la militarisation de la main d'oeuvre dans les grandes entreprises en Chine, Corée du Sud, Japon ou Inde notamment.

L'atomisation du prolétariat en France constitue un défi en terme de lutte de classe et d'organisation auquel nous n'avons pas été capables de répondre, nous en payerons le prix fort dorénavant. On s'aperçoit petit à petit qu'il en est ainsi face à toutes les questions auxquelles les travailleurs ont été confrontés ces dernières décennies, ils se sont retrouvés totalement désarmés politiquement pour y répondre pour ne pas y avoir été préparés, nos dirigeants s'étant totalement fourvoyés ou pire encore.

L'article auquel vous avez échappé. Le loterie ou la pochette surprise en guise de démocratie.

On comprendra pourquoi le charlatan qui a signé cet article ne tient pas à se faire connaître.

On vit vraiment dans un monde délirant peuplé de décérébrés qui se prennent au sérieux. Franchement, les mots nous manquent pour qualifier ce genre d'aventuriers qui n'a rien trouvé de mieux que de tirer au sort les représentants des travailleurs et leurs familles qui auraient leur destin entre leurs mains, cela dépasse l'entendement, le stade du grotesque est dépassé, on a franchi la limite de l'absurde.

Inutile d'évoquer ici les enseignements de la lutte des classes et l'expérience de la révolution russe de 1917 ou de la Commune de Paris de 1971, cet "*inventeur*" doit en ignorer absolument tout. On avait déjà remarqué que les théories utopiques ou foireuses qui avaient précédé l'avènement du socialisme scientifique avaient été réanimés par des opportunistes en mal de perspective politique, mais on ne pensait pas que certains iraient jusqu'à théoriser celle délirante du tirage au sort de nos représentants politiques, comme quoi on n'est jamais au bout de nos surprises, mauvaises généralement mais c'est dans l'air du temps.

Cette théorie ne se veut pas révolutionnaire, comment le pourrait-elle lorsqu'on apprend que le Sénat devrait être conservé, ainsi que finalement l'essentiel des institutions de la Ve République qui s'accommoderaient de l'"*alliance du vote avec le tirage au sort*", ce qui se passe déjà quelque part lorsque l'UMP ou le PS sont amenés à gouverner à l'issue d'un scrutin marqué par l'"alliance du vote" avec les illusions des masses qui tiennent lieu de "*tirage au sort*" à défaut de conscience de classe, on se demandera en quoi il pourrait en sortir une "*réelle alternative*" politique.

Titre : *Comment constituer un parlement par le vote et le tirage au sort* - Laurent S - lundi 28 octobre 2013 - legrandsoir.info

Le vote et le tirage au sort ont des qualités et des inconvénients pour désigner des représentants politiques. Voici comment lier les deux pour désigner les députés et les sénateurs et instituer un pouvoir législatif qui soit le plus représentatif du peuple grâce à des partis politiques de masse.

Etienne Chouard mène un combat très juste et encore solitaire pour la désignation par tirage au sort dans les institutions politiques. Son discours est bien argumenté, mais je ne l'ai pas entendu faire de proposition de constitution donnant au tirage au sort un rôle principal. Cette absence de concrétisation de ses idées, laisse donc le vote sans réelle alternative. S'en abstenir, car cela serait la prérogative exclusive d'une assemblée constituante, est presque un aveu d'échec : une telle assemblée ne peut pas tout réinventer, un vrai débat et des idées doivent précéder et aider à ses choix souverains. D'un autre côté, le vote a certaines vertus qu'il serait dommage d'abandonner. Voici donc une proposition pour un parlement constitué par une alliance du vote avec le tirage au sort les institutions politiques.

Je vous fais grâce de la suite.

ACTUALITÉ DU JOUR

Nous ne doutons pas un seul instant que le laquais du sionisme saura témoigner "**son attachement à la démocratie israélienne**" qui rime avec cruauté ou barbarie.

- Israël : le président du Parlement refuse de rencontrer Hollande - Point.fr

Le président de la Knesset (Parlement) Yuli Edelstein veut boycotter la prochaine visite du président français François Hollande en raison de son refus de prononcer un discours devant les députés israéliens, affirme mercredi le quotidien local Yediot Aharonot. Selon le journal, l'ambassade de France en Israël a informé Yuli Edelstein que le président français ne prononcerait pas de discours dans l'enceinte du Parlement au cours de sa visite d'État en Israël et dans les Territoires palestiniens du 17 au 19 novembre. Le président de la Knesset aurait alors affirmé que si le président français n'était pas prêt à parler devant les parlementaires israéliens, il ne souhaitait pas le recevoir, a précisé le journal.

Interrogée, l'ambassade de France en Israël s'est étonnée de "*la réaction de M. Edelstein alors que le programme de la visite du président français n'est pas encore finalisé*". "*Le président de la République saura marquer son attachement à la démocratie israélienne et à ses représentants*", a souligné une source diplomatique. "*Des discussions intenses se poursuivent avec la Knesset depuis plusieurs semaines pour mettre au point la visite de François Hollande au Parlement israélien*", a ajouté la même source. Dans le passé, deux présidents français s'étaient exprimés dans l'enceinte du Parlement israélien, François Mitterrand en 1982 et Nicolas Sarkozy en 2008. Point.fr 30.10

Ayrault martèle qu'il ne faut pas laisser le racisme impuni, alors qu'il commence par condamner le régime de l'apartheid, raciste, d'Israël, on ne lui demandera pas, il en est incapable.

Retraites.

1- Retraites: le Sénat détricote scrupuleusement le projet du gouvernement - AFP

Le Sénat a continué mercredi à détricoter scrupuleusement le projet de réforme des retraites du gouvernement en votant contre les articles 3 et 4 du projet de loi après avoir déjà rejeté la nuit précédente l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites.

Ce rejet était prévu, la commission des Affaires sociales n'ayant pour sa part approuvé que 4 articles sur les 52 du projet gouvernemental. L'Assemblée nationale devrait rétablir l'ensemble des dispositions lorsque le texte reviendra devant elle en novembre.

Les sénateurs ont adopté en bloc trois amendements identiques visant à rejeter l'allongement de la durée de cotisations, mais aux motifs diamétralement opposés. L'un a été déposé par une socialiste, Marie-Noëlle Lienemann, et les autres par le groupe UMP, et par les écologistes.

Ils ont été votés par 205 voix, celles des groupes UMP, centristes, écologistes et CRC (Communiste, républicain et citoyen), et de Mme Lienemann. En revanche, les socialistes et la quasi-totalité du RDSE (à majorité PRG) ont voté contre, soit 142 voix. AFP 30.10

2- Retraites: les syndicats appellent le gouvernement à reculer - AFP Une centaine de personnes se sont rassemblées mercredi devant le Sénat, à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires, pour appeler le gouvernement à "*reculer*" sur la réforme des retraites, comme il l'a fait sur l'écotaxe, a constaté une journaliste de l'AFP.

"L'allongement de la durée de cotisation, c'est une forme de taxe sur les jeunes. Le gouvernement a reculé sur l'écotaxe, on lui demande de reculer sur cette taxe sur les jeunes", a déclaré Jean-Claude Mailly, numéro un de FO, lors du rassemblement.

Pour Eric Aubin, membre de la direction de la CGT, le recul du gouvernement sur l'écotaxe et la fiscalité de l'épargne montre la *"sensibilité du gouvernement au rapport de force"*. Pour cette raison, les syndicats doivent avoir un *"engagement supérieur et ne pas renoncer"* à combattre cette réforme, selon lui.

"La responsabilité du gouvernement est immense", a-t-il dit, estimant que *"la désespérance"* sociale *"peut conduire à des scénarios dramatiques aux élections"*, en allusion au progrès du vote extrême droite.

Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, a affirmé également qu'il fallait continuer la *"mobilisation la plus large et la plus unitaire possible"*, pour que *"la colère, qui se développe à juste titre dans le pays, ne se transforme pas en désespérance sociale qui alimente les réponses les plus réactionnaires, les plus xénophobes, celles de l'extrême droite"*.

"Cette réforme est à refaire", a estimé pour sa part Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU. *"Le gouvernement entend les groupes de pressions mais refuse d'écouter les syndicats représentatifs"*, a-t-elle regretté. *"Sénatrices et Sénateurs, on compte sur vous, on continue!"*, a-t-elle lancé.

Selon toute vraisemblance, les sénateurs devraient rejeter le projet de loi, mais il devrait définitivement être adopté lors de son retour à l'Assemblée par les députés, qui ont le dernier mot. AFP 30.10

Beaucoup de discours et de gesticulations pour rien puisque c'est l'Assemblée nationale qui a le dernier mot et que le PS y a la majorité absolue, ne l'aurait-il pas qu'à défaut de mieux l'UDI ou l'UMP volerait à son secours.

On en est rendu au point où les travailleurs ne se mobilisent pas, il faut dire aussi que tout a été fait pour qu'il en soit ainsi, les dirigeants syndicaux ont beau jeu de le déplorer et de prétendre que de leur côté ils ont fait tout ce qu'il fallait, alors qu'en réalité pour comprendre la situation telle qu'elle se présente, il faut se pencher sur ce qu'ils ont fait au cours des 70 dernières années, comment ils se sont appliqués systématiquement à subordonner les masses au capitalisme en abandonnant l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc l'abolition du capitalisme, ce que la plupart des militants ont malheureusement tendance à oublier ou qu'ils ignorent, ce qui les amène à penser que finalement Mailly ou Lepaon n'ont pas totalement tort ou qu'ils n'auraient pas tous les torts.

Il y a un truc que les militants n'arrivent pas à se foutre dans le crâne, c'est que toute avancée sociale, tout acquis ou conquête se transforme ou se transformera à la longue en son contraire, se retournera contre les travailleurs un jour ou l'autre parce qu'elle n'aura pas été orientée dans la perspective du socialisme, demeuré sous le carcan du capitalisme, il reprendra le dessus et liquidera un à un tout ce qu'il a dû concéder dans le passé, d'autant plus facilement qu'il n'existe aucune perspective politique au-delà du capitalisme ou celle-ci s'éloigne un peu plus chaque jour de la réalité.

Si on prenait le temps d'examiner en détail sur une période de 30 ou 50 ans comment les capitalistes se sont servis de tel ou tel acquis social dans un domaine précis pour s'attaquer aux droits de certaines couches de travailleurs ou à l'ensemble des masses parfois dans d'autres domaines, on serait surpris du constat et bien davantage encore des conclusions qu'il faudrait en tirer. Il faudrait être bien naïf pour imaginer un seul instant qu'ils auraient pu acheter la paix sociale sans rien en échange. C'est l'analyse que nous ont servie nos dirigeants, ils nous ont induits en erreur en permanence. Quand bien même ils ont dû céder sous la pression de la lutte de classe, ils ont élaboré un moyen d'en tirer profit, parfois dans la foulée, parfois bien plus tard, en ayant toujours à l'esprit qu'ils avaient une revanche à prendre.

Prenez par exemple le vieillissement de la population, il a un coût insupportable pour la société en régime capitaliste, les vieux disposent parfois de revenus confortables, d'économies, d'un patrimoine, il faut mettre la main dessus, comment, on va créer de nouveaux besoins et services pour eux, ils vont se remettre à consommer de plus belle, on va en tirer un maximum de profit avant qu'ils crèvent. Les préretraites, un acquis social ou plutôt un moyen de se débarrasser d'une main d'oeuvre coûteuse et moins productive que des jeunes. Augmenter le niveau de qualification était indispensable pour pourvoir des emplois qualifiés dégagant des profits à hautes valeurs ajoutées, tandis que les emplois non qualifiés seraient occupés par des esclaves chinois qui dégageraient également un maximum de profit. Le chômage une plaie, le traitement social du chômage une avancée sociale dans les années 70, depuis un moyen de l'accompagner et de le maintenir à un haut niveau sans risquer une explosion sociale, tandis que cela permet de faire pression sur l'ensemble des salaires à la baisse, et de faire passer, de justifier, les attaques contre le coût et la législation du travail. Sans hausse des salaires, impossible d'accéder au crédit, or c'est sur le crédit ou la dette que repose le capitalisme, etc. etc. etc.

Qu'on se comprenne bien, ce ne sont pas ces mesures sociales qui posent problèmes, mais l'orientation politique qui les a accompagnées. C'est un peu comme un capital dont on disposerait et qui ne se renouvellerait pas, donc à la longue qui s'épuiserait et disparaîtrait, c'est ce qui est en train d'arriver à tous nos droits sociaux et politiques.

Je n'ai plus le temps, il m'est venu une autre idée ou comparaison. Le mouvement ouvrier et les masses se sont comportés comme des enfants gâtés ou auxquels on accorderait une grande liberté dont ils pourraient profiter sans limites, sans les informer de la règle du jeu, sans les avertir des dangers qui les menacerait s'ils les transgressaient...

De quel côté du portique se situe Lepaon ? Le mauvais, normal.

- Ecotaxe : le portique de Pont-de-Buis, symbole de la fronde bretonne, va être démonté - Francetv info

- Ecotaxe : deux tiers des Français approuvent la suspension - LeMonde.fr

Deux tiers des Français (67 %) estiment que la suspension de l'écotaxe, annoncée mardi par le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, est justifiée, selon un sondage CSA pour BFM TV publié mercredi 30 octobre.

Quelque 33 % des personnes interrogées par Internet les 29 et 30 octobre considèrent que la suspension de cette taxe est "*tout à fait justifiée*" et 34 % "*plutôt justifiée*". A l'inverse, 22 % jugent cette décision "*pas vraiment justifiée*" et 11 % "*pas du tout justifiée*".

Devant une forte opposition à l'écotaxe, notamment en Bretagne, le gouvernement a décidé mardi de suspendre sine die sa mise en œuvre pour que "*la confrontation [cède] la place au dialogue*", selon les mots du premier ministre. Cette taxe pour les poids lourds doit rapporter 1,15 milliard d'euros par an.

Selon ce sondage effectué auprès d'un échantillon national représentatif de 951 personnes âgées de 18 ans et plus, "*toutes les familles politiques approuvent en majorité cette suspension, à l'exception des écologistes*". 58 % des sympathisants de gauche estiment cette décision justifiée : 54 % pour le Front de gauche, 62 % pour le Parti socialiste mais 44 % pour Europe Ecologie-Les Verts.

Les sympathisants de droite sont 74 % à considérer cette suspension comme justifiée, et 53 % au MoDem. Ils sont 77 % au Front national à penser de même. Le sondage montre également que cette suspension est "*particulièrement approuvée*" par les ouvriers (77 %) et dans l'ouest du pays (79 %). LeMonde.fr

Lepaon a semble-t-il oublié que c'était l'UMP qui était à l'origine de cette taxe que le gouvernement voulait appliquer. Or je ne pense pas que l'UMP ait visé autre chose que les intérêts du patronat, et non ceux des travailleurs comme il le prétend. Bon, Lepaon s'est juste trompé de camp, c'est dans l'ordre des choses.

La vérité est toujours "**peu vraisemblable**" au sommet de l'Etat !

- NSA - DGSE : comment Paris avait préparé l'accord sur les écoutes - Le Nouvel Observateur

D'après une information du "*Monde*" daté du 31 octobre, la DGSE et la NSA ont, fin 2011- début 2012, signé un accord instituant un échange de données recueillies, via leurs systèmes d'écoutes, par les deux services de renseignement.

La porte-parole du gouvernement juge l'existence d'un tel troc "*peu vraisemblable*".

Ce type d'accord était pourtant prévu explicitement dans le Livre blanc de la Défense de 2008. Les rédacteurs de ce document, commandé par le président Sarkozy, justifiaient même le développement massif des interceptions notamment par la nécessité de pouvoir échanger avec les services alliés.

Parmi les "*quelques pays*" qui ont accru considérablement leurs moyens techniques de renseignement après 2001 et avec lesquels la DGSE souhaite "*échanger*", il y a, bien sûr, d'abord et avant tout, les Etats-Unis.

Notons qu'après la publication du Livre blanc de 2008, la DGSE a, selon nos informations, commandé le dernier supercalculateur Bull, le même qu'utilisait, à sa grande satisfaction, la Direction des applications militaires du CEA. Le service secret utilisait auparavant un Hewlett Packard.

Le supercalculateur de Bull a été installé dans les sous-sols du boulevard Mortier, le QG de la DGSE, en 2010 – quelques mois, donc, avant la signature de l'accord avec la NSA. Le Nouvel Observateur 30.10

Et dire qu'ils ont forcé les viticulteurs à arracher leurs vignes !

- Le monde risque une pénurie de vin - Francetv info

... et le verre de rouge pourrait atteindre des prix étourdissants d'ici quelques années, avertit la banque américaine Morgan Stanley.

En cause, la demande mondiale, qui n'a cessé de croître alors que la nouvelle bourgeoisie russe, chinoise ou d'autres pays émergents a pris goût au bordeaux, rioja et autres malbec. La consommation par habitant de la Chine a, par exemple, été

multipliée par quatre sur les cinq dernières années, indique Business Insider (lien en anglais) en citant l'étude. Ainsi, *"la demande de vin a dépassé l'offre de 300 millions de caisses l'an dernier"*, constate l'étude. Pis, la situation va s'aggraver, alors que *"la demande à l'exportation devrait accélérer à moyen terme"*. Toutefois, l'Organisation internationale de la vigne et du vin, citée par Slate, relativise cette étude : la consommation mondiale de vin stagne ces dernières années.

"A court terme, les stocks vont diminuer car la consommation sera dominée par les millésimes des années passées", affirme la banque d'affaires. Mais quand ce sera au tour de la production de 2012 d'être consommée, *"nous nous attendons à une pénurie avec un bond de la demande et des prix à l'exportation"*, poursuit Morgan Stanley. L'Australie, le Chili, l'Argentine, l'Afrique du Sud et la Nouvelle Zélande *"sont les mieux placés pour en profiter"*, précise la banque. A l'inverse, la situation *"va se tendre particulièrement en Europe"*, région productrice mais également fortement consommatrice, ajoute l'étude.

Parallèlement, la production mondiale de vin a culminé en 2004, où le secteur affichait *"un excès de 600 millions de caisses de bouteilles"*, explique Morgan Stanley. Depuis, l'offre mondiale n'a cessé de décliner à la faveur de baisse de capacités, tombant à 1 million de bouteilles en 2012, son plus bas niveau depuis 40 ans, ajoute la banque américaine. Francetv info 30.10

Pour la peine, après-demain on va célébrer Diwali, une grande fête nationale en Inde, je vais me payer un pinard sud-africain. A votre santé monsieur Schivardi !

Les procureurs généraux. Les **"rapports monnayés"** avec le PS **"ne leur pose aucun problème"** aux dirigeants du PCF, ils ne sont pas les seuls.

- Manifeste des 343 salauds : *"343 réacs, sexistes et machistes"* - LePoint.fr

Le Parti communiste français s'insurge contre la pétition de 343 hommes opposés à une loi sanctionnant le recours à la prostitution.

"L'argent ne peut pas tout acheter" souligne Laurence Cohen responsable de la commission Droits de femmes/féminisme au Parti communiste. Le PCF rappelle qu'il est *"favorable à l'abolition de la prostitution et signataire de l'appel Abolition 2012"*. Le Point. fr 30.10

S'il y a un parti qui est mal placé pour parler de dignité, c'est bien le PCF qui a couvert tous les crimes du stalinisme et ceux qu'il a commis lui-même.

Certes, il s'agit bien de *"343 réacs"*, mais dans cette affaire-là, ce serait plutôt les partisans de cette loi infâme qui le seraient, comme de plus en plus souvent d'ailleurs...

Question. En Inde, qui est le réac, l'occidental qui veut imposer à tout prix aux Indiens des principes démocratiques ou les Indiens qui les rejettent parce qu'ils ne correspondent pas à leur niveau de développement ? Si je critique les rapports semi-féodaux qui existent en Inde et la soumission des Indiens à ces rapports, j'en connais parfaitement l'origine et je ne leur impute pas, je ne les juge pas ou je ne les accuse pas d'être incapables de s'y opposer, vous saisissez la nuance ? Réfléchissez, la même nuance doit s'appliquer à bien des questions de société qui nous sont soumises de nos jours.

Changer les rapports qui existent dans la société qui sont le produit des rapports sociaux de production ou des rapports entre les classes sans inverser ces derniers, c'est se livrer à un nouveau coup de force contre les masses dont l'interprétation de ces rapports ne changera pas du fait de l'existence d'une loi.

Ah ben alors, c'était bien la peine de faire tout ce raffut !

- Mariage gay : les deux premiers divorces - LePoint.fr

L'avocate des deux hommes, Joëlle Glock, note que, comme tant d'autres couples, ses clients ont longtemps vécu ensemble avant que le mariage ne les sépare. Liberation.fr

Aussi rapidement, c'est à croire que le mariage est une contrainte.

Récemment dans un téléfilm diffusé par TV5Monde Asie on pouvait voir un couple, une femme et un homme marocain mariés de force par leurs parents se déchirer au point d'être conduits au divorce, pour une fois libre laissé éclater leurs sentiments et continuer de vivre ensemble au lieu de se séparer, leur couple ne reposant plus sur une contrainte imposée par la culture ou l'éducation de leurs parents ou de leur pays d'origine, mais sur un consentement mutuel.

ACTUALITE EN TITRES

Bientôt l'âge légal de la liberté sera reporté au seuil de la mort.

- New York relève à 21 ans l'âge légal pour acheter cigarettes et tabac - LeMonde.fr

La croissance exige qu'ils s'en gavent !

- Les Français mangent deux fois moins de chocolat que les Allemands - LeFigaro.fr

Confirmation. A croire qu'ils nous lisent au Monde (pour plaisanter évidemment) !

- L'accord de libre-échange Canada-Union européenne montre la voie - LeMonde.fr

Enfin une bonne nouvelle !

- Rafale: le contrat ne sera pas signé rapidement, suggère l'Inde - AFP

Business is business.

- Honda affiche un bénéfice net en hausse de 46% au 2e trimestre - Reuters

- Hausse de 22% du bénéfice net de Chrysler au 3e trimestre - Reuters

- IBM va racheter pour 15 milliards de dollars de ses actions - L'Expansion.com

- Japan Tobacco va fermer 4 usines et supprimer 1.600 emplois - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

La Cour de cassation a validé, mercredi 30 octobre, l'extradition vers l'Espagne de Jokin Aranalde Olaondo, représentant des exilés basques qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen émis par l'Espagne.

Le pourvoi de M. Aranalde, qui contestait devant la Cour de cassation sa remise aux autorités espagnoles accordée le 24 septembre par la cour d'appel de Pau, a donc été rejeté. Lors de l'audience devant la cour d'appel, son avocate, Amaia Recarte, avait dénoncé le mandat d'arrêt européen de son client "*fondé sur une erreur manifeste*".

M. Aranalde, 67 ans, avait été interpellé le 24 juin à Hélette (Pyrénées-Atlantiques), en vertu d'un mandat d'arrêt émis en 2013 par la plus haute juridiction espagnole, lui reprochant d'avoir "*participé à une entreprise criminelle et terroriste pour des faits commis en Espagne en 2002*".

Jokin Aranalde vivait en France légalement depuis une dizaine d'années. Pour cette raison il fut récemment désigné par d'autres "*exilés*" comme l'un des porte-parole des Basques qui désirent rentrer chez eux mais redoutent des poursuites et veulent s'entendre avec l'Espagne et la France après l'abandon par l'organisation séparatiste basque ETA de la lutte armée.

Cette décision arrive quelques jours seulement après la remise en liberté de la militante d'ETA Inés del Rio, emprisonnée depuis 1987 et condamnée à 3 828 années de prison pour 24 assassinats et une centaine de tentatives d'assassinat. Cette libération découlait d'un jugement de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, irrévocable, qui avait poussé des milliers de personnes à se rassembler dimanche 27 octobre à Madrid pour réclamer "justice". lemonde.fr 30.10

2-Syrie

2.1- Selon Waël Al Imam, professeur d'université et analyste politique, les terroristes qui combattent avec acharnement l'Etat et l'armée syriens suivent trois stratégies bien distinctes : insécuriser la Syrie, détruire les voies de communication et des routes pour bloquer l'acheminement normal des denrées alimentaires à travers le pays et affamer ainsi la population et pousser de la sorte les Syriens à quitter leurs villes et villages.

Selon l'analyste, la troisième stratégie suivie par les jihadistes consiste à tuer un maximum de civils et de militaires syriens. Pour Waël al Imam, l'oeuvre de destruction systématique menée par les jihadistes vise également les exploitations et les champs agricoles trop nombreux en Syrie. " *Là où ils passent, les miliciens paient les agriculteurs et ils les obligent à ne pas vendre leurs produits. Les agriculteurs l'acceptent souvent par crainte pour leur vie et celle de leurs familles. C'est ainsi que les denrées alimentaires deviennent de plus en plus rares et les gens sont contraints de partir et de s'exiler. Voilà comment les terroristes agissent pour détruire la Syrie, et en démanteler le pouvoir centrale et en provoquer la désintégration*". french.trib.ir 30.10

2.2- Au sujet de la guerre qui a lieu contre la Syrie, il y a une chose qui a échappé à l'attention des analystes : le détournement des aides financières et logistiques de Riyad à destination des rebelles par les rebelles. Selon Al Khabar, " *le vol systématique dont font l'objet les convois d'aides saoudiennes*" a provoqué l'ire des dirigeants de Riyad qui enquêtent là dessus avec le plus grand sérieux du monde. Depuis deux ans et demi, les milices salafo wahhabite dévalisent " *beaucoup de biens qui arrivent depuis l'Etranger en Syrie*". Alors que les cheikhs wahhabites ont rendu licite la " *confiscation (le pillage?) des biens des syriens à travers leurs fatwas*", le pillage " *des aides saoudiennes*" leur semble intolérable. Toujours est-il que cette oeuvre systématique de " *grignotage*" affecte même la distribution des médicaments, des denrées alimentaires, des matelas et autre parmi la population. Les commandants de l'ASL sont connus pour vendre régulièrement sur le marché noir les armes que les saoudiens envoient en Syrie. L'argent tiré de ces " *ventes illégales*" sont ensuite placé dans des banques étrangères surtout en suisse et en Turquie. Les gros bonnets de l'ASL ont des comptes bien remplis.

L'exemple de Riyad al Asaad est bien éloquent : il détient 1.6 millions de dollars sur ses comptes et ses proches s'impliquent de près dans le trafic d'armes et de pétrole volé. Ce genre de " *malversation*" concerne aussi l'aide euro-américaine aux " *rebelles*". Les chefs de l'ASL vendent les armements trafiqués en Irak et en Turquie. Les comptes bancaires de Salim Edriss, le commandant de l'ASL est d'ailleurs bien gros de l'argent tiré de ce commerce.

Selon les sources locales, les terroristes ont dévalisé la plupart des banques à Alep et à Idlib au nord et au nord ouest de la Syrie et ont pillé des millions de livres syriennes pour les verser sur leurs comptes personnels. Et ceci mise à part du pillage systématique du commerce, des unités industrielles, des usines par les miliciens et la vente de ce gros " *butin*" sur les marchés noir et à bas prix en Turquie. Le pétrole fait également l'objet du pillage systématique et ce, depuis le début de la guerre.

Pour revenir à l'Arabie saoudite, le royaume des wahhabites a octroyé jusqu'ici plus de 15 millions de dollars aux groupes armés dont 5 millions d'armes, de munitions et d'équipements militaires . Le reste de cette somme a été dépensé pour rémunérer les terroristes or le salaire de ces terroristes n'est pas versé régulièrement en raison de " *multiples malversations*". Les Saoudiens se plaignent aussi d'avoir alloué un autre paquet de 10 millions de dollars en aide aux terroristes. Seuls 3 millions de dollars a été distribués parmi " *les rebelles*" et leurs chefs ont détourné le reste qu'ils ont transformé en argent liquide versé sur leurs comptes. Le roi Abdallah devra bien sortir de ses gondes quand il fait ses calculs puisque ces aides ne tiennent pas compte des sommes colossales qu'ils paient à titre de récompense, de salaire, de prime aux chefs de l'opposition politique, à savoir Jabra et compagnie. Toujours est-il que Riyad a ouvert une enquête sur ces vols et a menacé de punir les " *voleurs*" en interrompant ses aides. Et dire que c'est à renfort de ces " *pilleurs*" qu'ils comptent vaincre Assad. french.trib.ir 30.10

3- Russie

Le président russe Vladimir Poutine a évincé Barack Obama de la première place du classement des personnes les plus puissantes au monde, publié mercredi par le magazine américain " *Forbes*". Le président américain n'est que deuxième. " *Poutine a solidifié son contrôle sur la Russie, et tous ceux qui ont regardé le jeu d'échecs autour de la Syrie ont une idée claire du glissement de pouvoir vers Poutine sur la scène internationale*", écrit " *Forbes*" pour expliquer sa première place. Le président chinois Xi Jinping se classe en troisième position de ce classement, suivi du pape François, qui y fait son apparition pour la première fois. La première femme à y figurer est la chancelière allemande Angela Merkel, à la cinquième place. Le président français François Hollande, dont " *Forbes*" souligne qu'il est au plus bas dans les sondages de popularité, passe de la 14e à la 18e place. french.trib.ir 30.10

SOCIAL

Espagne

La coopérative basque de Mondragon, présentée jusque là comme un miracle économique dans une Espagne en crise, a renoncé mercredi à sauver son fleuron, le groupe d'électroménager Fagor, qui emploie 5.700 personnes et se trouve au bord du

dépôt de bilan.

Fagor, lourdement endetté, venait d'annoncer qu'il risquait de manière "*imminente*" le dépôt de bilan si Mondragon lui refusait son aide, et que 4.000 emplois directs ou indirects étaient ainsi menacés pour le seul Pays basque.

Le coup est dur pour cette région qui fait figure d'exception dans un paysage économique dévasté, avec un chômage à 15,84%, le taux de plus faible toutes les régions espagnoles, contre une moyenne nationale à 25,98%.

Pour défendre les emplois menacés, la direction de Fagor et les représentants du personnel ont appelé à manifester jeudi soir dans la localité de San Andres.

"Il semble que nous allions vers le pire scénario, la fermeture d'une entreprise", a mis en garde mercredi la conseillère à l'Economie du gouvernement basque, Arantza Tapia.

"Fagor est viable mais a besoin de 170 millions et une solution doit être trouvée en moins de dix jours", affirmait encore cette semaine le directeur général du groupe, Sergio Treviño, au journal régional Diario Vasco.

Mais mercredi soir, la direction de la coopérative a tranché: Mondragon "*considère que le projet de Fagor*", qui avait entamé des négociations avec ses créanciers pour restructurer sa dette et demandé le soutien de la coopérative et des pouvoirs publics, "*ne répond pas aux nécessités du marché*", a-t-elle annoncé.

"Les ressources que demande le groupe ne suffiraient pas à garantir sa viabilité", a ajouté Mondragon.

Fleuron de la coopérative créée il y a près de 60 ans, Fagor avait annoncé à la mi-octobre avoir ouvert "des négociations pour parvenir à un accord anticipé de restructuration de sa dette", qui atteindrait 800 millions d'euros selon les médias espagnols.

A partir de ce moment-là, l'entreprise, cinquième fabricant européen d'électroménager, disposait en théorie d'un délai allant jusqu'à quatre mois pour parvenir à un accord avec ses créanciers.

Mais mercredi, Fagor a tiré le signal d'alarme, annonçant que faute de recevoir les financements nécessaires, elle serait contrainte "*de présenter de manière imminente son dépôt de bilan*".

Fagor se disait aussi "*convaincu qu'une procédure de dépôt de bilan conduirait à la disparition de toutes les activités de l'entreprise et de tous ses postes de travail*", avec de lourdes conséquences pour l'emploi local et pour "*des entreprises et coopératives environnantes dont la survie pourrait être remise en cause*".

Environ 2.000 salariés du groupe travaillent au Pays basque, sur un total de 5.642 fin juin. Fagor compte treize usines dans cinq pays: Espagne, France, Pologne, Maroc et Chine.

Au premier semestre 2013, le groupe a essuyé une perte de 60 millions d'euros, trois fois plus qu'au premier semestre 2012, et son chiffre d'affaires a chuté de 19% à 491 millions.

Nichée dans une vallée basque, la coopérative de Mondragon est née dans les années 1950 de l'imagination d'un prêtre visionnaire, José Maria Arizmendiarieta, qui voulait ainsi donner du travail aux ouvriers de ce bourg du nord de l'Espagne.

Aujourd'hui conglomérat tourné vers l'international, diversifié, le groupe est implanté dans une vingtaine de pays et emploie plus de 83.500 personnes (dont 35.000 au Pays Basque et 35.000 dans le reste de l'Espagne) dans des activités aussi diverses que l'électroménager, les équipements pour voitures, les machines industrielles ou le matériel sportif.

La plus grande partie de l'activité reste en Espagne, grâce notamment à une gestion sur le modèle coopératif: la majorité des salariés sont associés dans différentes sociétés, élisent leurs dirigeants en assemblée et décident des principales orientations, en matière de salaires par exemple, permettant des réponses flexibles face à la crise.

En mai 2012, les employés de Fagor avaient ainsi décidé de réduire leurs salaires de jusqu'à 7,5% et accepté le principe de mobilité. AFP 30.10

ECONOMIE

Etats-Unis

La Fed maintient son soutien aux marchés - Reuters

La Réserve fédérale américaine a prolongé mercredi son soutien à l'économie en maintenant à 85 milliards de dollars (62 milliards d'euros) le rythme de ses achats mensuels d'obligations et elle s'est montrée un peu moins optimiste pour la croissance après la crise budgétaire du début du mois à Washington.

Après le communiqué de mercredi, les contrats à terme sur les taux d'intérêt américains suggéraient que les investisseurs n'anticipent pas de relèvement des taux d'intérêt de la Fed avant avril 2015 au plus tôt.

La banque centrale a répété qu'elle maintiendrait ces taux proches de zéro tant que le taux de chômage resterait supérieur à 6,5% et que l'inflation ne menacerait pas d'excéder 2,5%.

Les critiques de cette politique arguent de risques d'une résurgence de l'inflation et de bulles financières.

Après le communiqué de mercredi, les contrats à terme sur les taux d'intérêt américains suggéraient que les investisseurs n'anticipent pas de relèvement des taux d'intérêt de la Fed avant avril 2015 au plus tôt.

La banque centrale a répété qu'elle maintiendrait ces taux proches de zéro tant que le taux de chômage resterait supérieur à 6,5% et que l'inflation ne menacerait pas d'excéder 2,5%.

Les critiques de cette politique arguent de risques d'une résurgence de l'inflation et de bulles financières. Reuters 30.10

[Haut de page ↗](#)